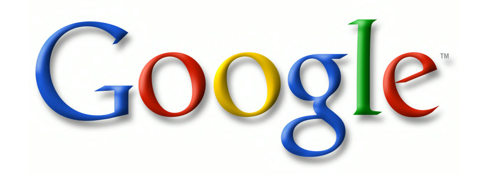






HISTOIRE

DES RÉVOLUTIONS

DE

L'EMPIRE D'AUTRICHE

années 1848 et 1849

Par Alphonse BALLEYDIER.

II

BRUXELLES.
H. GOEMAERE, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
RUE DE LA MONTAGNE, 52,
CI-DEVANT MARCHÉ AUX POULETS.

1853

Peuple!

Je n'ai jamais recherché tes caresses, je n'ai jamais non plus mérité tes reproches, car si je ne t'ai pas courtisé, je ne t'ai point trompé. Indépendant par condition et par caractère, libre de mon cœur et de ma plume, je n'ai jamais eu qu'une seule pensée pour toi si bon, si loyal, si généreux quand tu n'es que toi-même! *une pensée de sincère sympathie; je n'ai jamais eu qu'un seul désir, celui de t'éclairer sur tes véritables intérêts.*

L'un des premiers en France, protestant contre les saturnales des républicains de 1848, j'ai osé, au plus fort de la tourmente révolutionnaire, alors qu'au nombre de cent mille hommes, tu roulais sur le bitume des boulevards de Paris comme la vague sur l'Océan, alors que, les bras nus au vent, l'œil en feu, le geste provocateur, ivre de colère plus encore que de vin, tu vociférais la Marseillaise, à cette époque, dis-je, honteuse pour l'histoire de mon pays, j'ai osé t'offrir les portraits des Révolutionnaires peints par eux-mêmes.

L'année suivante, j'écrivis à ton intention, sur les brèches fumantes des remparts de Rome, l'histoire des intrigants qui, voilant leur ambition sous le masque de l'indépendance italienne, t'avaient jeté dans une guerre injuste contre l'Autriche et dans une lutte impie contre le Saint-Siége.

L'année dernière, à Londres, répondant à d'énormes erreurs, dont quelques-unes ont été rétractées depuis avec courage par l'honorable M. Gladstone, qui les avait commises, je t'ai fait connaître la Vérité sur les affaires de Naples.

Aujourd'hui, peuple, je t'offre celle sur la révolution de l'empire d'Autriche. Lis par tes propres yeux, analyse sans passions, sans préjugés, étudie avec ton intuition, souvent juste, les documents qui toujours justifient le fait, puis examine avec ton cœur de quel côté se trouvent tes véritables amis.

Peuple, c'est à toi que je dédie ce livre.

Alphonse BALLEYDIER.

AVANT-PROPOS.

Avant d'écrire ce livre qui doit servir de pendant à notre *Histoire de la révolution de Rome,* nous avons quitté la France pour étudier, sur le théâtre même des événements que nous allons décrire, leurs causes, leurs effets; en un mot, la vérité historique des faits.

Avec l'indépendance d'un homme libre habitué dès longtemps à considérer la mission de l'historien comme un sacerdoce, nous avons puisé nous-même aux sources les plus authentiques, nous avons compulsé les archives et consulté les documents les plus officiels; nous avons feuilleté, comme les pages d'un livre vivant, les souvenirs des personnages les plus considérables de l'empire; nous avons exploré les champs de bataille, et suivi pas à pas la marche des armées belligérantes.

Là, nous avons prêté l'oreille aux bruits lointains des grandes luttes; ici, nous avons prêté nos regards à la sinistre vue des ruines cimentées avec du sang par la main des hommes..

Nous avons vu la place où le cadavre mutilé du général Latour a été suspendu à une lanterne devenue pour lui le

piédestal du martyr politique; nous avons vu l'empreinte ineffaçable tracée par le poignard du fanatisme révolutionnaire sur le pont de Pesth; nous avons vu la fenêtre du palais de Prague où, femme accomplie, la princesse de Windisch-Grætz est tombée sous le coup d'une balle homicide. Partout, nous avons rencontré les mêmes figures, les mêmes hommes, les mêmes passions; partout, nous avons rencontré les mêmes excès, les mêmes crimes, les mêmes résultats. La liberté imposée brutalement à la réforme sagement préparée dans les conseils des gouvernements, la licence substituée à la liberté, l'anarchie succédant à la licence... du sang et des ruines... le poignard et le meurtre... la torche et l'incendie... le malheur et le désespoir!... voilà le sombre tableau que nous allons exposer aux sérieuses méditations de nos lecteurs!

Les peuples, trop longtemps égarés par les intrigants et les ambitieux, finiront-ils enfin par ouvrir les yeux à la lumière? Comme saint Thomas, finiront-ils par se rendre à l'évidence de la vérité? N'ont-ils pas assez mis le doigt dans les plaies de la société mutilée, brisée de toutes parts? L'expérience du passé leur servira-t-elle d'enseignement pour l'avenir? Comprendront-ils enfin que, hors l'autorité régulière et légitime, hors la religion d'où émane toute autorité légitime et régulière, il n'y a, pour les nations comme pour les individus, point de salut?

Quant à nous, tant que nous aurons un fragment de plume entre les doigts, une goutte d'encre au bout de notre plume, une goutte de sang dans les veines, nous ne cesserons d'éclairer les peuples sur leurs véritables intérêts en exposant à leurs yeux, par les conséquences fatales des faits accomplis, le néant, les dangers des utopies dont si souvent ils ont été les dupes et les victimes.

La vérité est le devoir de l'historien, elle est aussi son

droit; dussions-nous succomber sous la tâche, nous l'exercerons.

Le jour où nous avons eu la pensée d'écrire ce livre que nous livrons à la publicité, nous ne nous sommes point fait illusion sur la grandeur et les difficultés de notre œuvre. Nous savons, par notre propre expérience, combien l'histoire contemporaine présente d'écueils à l'écrivain lorsque les passions sont à peines expirantes; lorsque les personnages mis en scène vivent encore; lorsque le fait historique paraît enveloppé de nuages et de mystères; mais nous savons aussi combien, à cette époque où le monde vit pour ainsi dire à la vapeur, nous savons combien la mémoire des hommes est inconstante et oublieuse! C'est pour prévenir l'indifférence qui s'attache aux choses passées à l'état chronologique, que nous avons devancé le temps voulu peut-être en publiant aujourd'hui l'histoire contemporaine des révolutions de l'empire d'Autriche.

Si parfois notre couleur paraît trop vive, si notre trait semble trop prononcé, nous rappellerons à nos lecteurs ce que nous leur avons dit lors de l'exposé de notre *Histoire de la révolution de Rome* : « *Les tons chauds appartiennent au drame; les demi-teintes ne sont point faites pour reproduire les grands embrasements.* »

Quoi qu'il en soit, chaque fait énoncé recevra sa preuve justificative, instantanée, de sorte qu'après avoir fermé la dernière page de notre livre, nos amis comme nos ennemis nous rendront la seule justice que nous ambitionnions en constatant qu'en historien fidèle nous avons écrit sans haine, sans passion, mais avec courage et impartialité.

Vienne (Autriche), 1852.

INTRODUCTION.

L'existence politique de l'Autriche repose sur des conditions uniques en Europe; elle ne ressemble en rien à celle des autres peuples. Comme toutes les grandes nations, l'empire d'Autriche a eu ses siècles de gloire, de grandeur et de prospérité, mais il n'a eu de nom proprement arrêté qu'en 1806.

Jusqu'à cette époque, il s'était appelé *monarchie;* dénomination évidemment erronée, puisqu'il n'était que l'agrégation de plusieurs États monarchiques régis par des lois différentes et plus ou moins dépendants les uns des autres.

Le principe vital de ces divers États ramenés à un centre unitaire est essentiellement pacifique et monarchique : pacifique, car le rôle du sabre est nul dans l'agrandissement successif et régulier de l'empire. L'Autriche n'a point élargi ses frontières par le droit de la conquête, mais par celui des traités, des alliances et des successions. Elle est monarchique, elle ne peut être que monarchique, elle n'existerait plus le jour où elle cesserait d'être monarchique, puisque la forme républicaine, plus ou moins admissible chez d'autres nations, est moralement et matériellement impossible en

Autriche. La vérité de cette proposition est infaillible. Sous le régime républicain, le peuple représente, donne et perçoit simultanément l'autorité, à savoir, la puissance souveraine; or, en Autriche, *le peuple n'est pas,* il n'y a que des peuples fractionnés en diverses races. Donc la forme héréditaire est la seule applicable à la constitution organique de ce grand tout, composé d'éléments multiples, qui, sous le nom d'empire d'Autriche, occupe sur la carte continentale une place indispensable à l'équilibre européen.

Ce point important établi, et avant de commencer le récit des événements qui, durant les années 1848 et 1849, ont captivé les regards de l'Europe sur ce point du globe, jetons un coup d'œil d'ensemble sur la configuration de l'empire autrichien; arrêtons-nous plus particulièrement à la Hongrie, qui doit jouer un si grand rôle dans le cours de cette histoire.

Au nord, la confédération suisse, les royaume de Bavière et de Saxe, la Silésie prussienne, la Pologne et la Volhynie russes, forment les confins de l'empire d'Autriche. A l'est, la Podolie, une lisière de la province russe, la Bessarabie et la principauté de la Moldavie, dépendante de l'empire Ottoman. Au sud, les principautés de Valachie et de Servie, la Bosnie et la Croatie dans l'empire Ottoman, la mer Adriatique, la légation de Ferrare, les duchés de Modène et de Parme. A l'ouest, le royaume sarde et la confédération suisse.

Sept cent cinquante milles, depuis Sesto-Calende sur le Tessin, jusqu'au confluent du Podhorze avec le Dniester, dans le cercle de Czortkow, dans la Gallicie, forment la plus grande longueur de l'empire. Sa plus grande largeur depuis Trau, sur l'Adriatique en Dalmatie jusqu'aux monts Erzgebirge, dans le cercle de Saatz en Bohême, est de quatre cent quarante-deux milles.

La population réunie des États de l'empire forme un

chiffre d'environ quarante millions d'habitants. En n'y comprenant point les Bohémiens, race errante qui compte au plus quarante mille âmes, et les Arméniens, race orientale moins nombreuse encore, on peut classer la population entière de l'empire en quatre souches principales :

La première, la plus nombreuse, est la souche slave : elle comprend plusieurs races distinctes entre elles, et dont les suivantes sont les principales; les Czekhes de la Bohême, les Slowaques de la Moravie et de la Hongrie, les Polonais de la Gallicie, les Bosniaques de la Gallicie et de la Hongrie, les Wendes de la Styrie, de la Carniole, de la Carinthie et du Tyrol; les Serbiens, à savoir, les Serbo-Croates en Croatie, en Hongrie, et dans les confins militaires; les Serbes, proprement dits, en Hongrie, dans les confins militaires de l'Esclavonie et en Dalmatie; les Bosniaques et les Bulgares en Hongrie et en Transylvanie.

La souche allemande, proprement dite, est la seconde : elle comprend les Allemands, qui constituent la nation dominante et occupent presque sans mélange la haute et la basse Autriche. Ils se classent ainsi : la souche Bajoaro autrichienne, la souche allemanique, la souche franco-saxonne, la souche rhénane, la souche des Sudètes, la souche saxonne et de la basse Allemagne. Ces différentes races habitent la plus grande partie de la Styrie, une partie de la Bohême et une partie considérable de la Hongrie et de la Transylvanie.

La troisième souche gréco-latine comprend les Italiens du royaume Lombard-Vénitien et ceux qui occupent une partie du Tyrol méridional, du royaume d'Illyrie et de celui de la Dalmatie. Elle comprend également les Valaques, qui forment la plus grande partie de la population de la Transylvanie, de la Boskovine, et occupent une partie de la Hongrie et de la Dalmatie; les Furlains du royaume Lombard-

Vénitien, les Ladins du Tyrol et les Grecs de la Hongrie.

La quatrième souche, la souche asiatique, est composée de Magyars, race dominante en Hongrie, et occupant une partie considérable de la Transylvanie; elle comprend en outre les Juifs répandus surtout en Gallicie, en Hongrie, en Bohême et en Moravie.

Ces quatre souches subdivisées constituaient ainsi l'empire d'Autriche en 1848 :

1° Le royaume de Hongrie, proprement dit, avec le royaume d'Esclavonie et de Croatie ;

2° Les confins militaires;

3° Le royaume de Bohême;

4° Le royaume Lombardo-Vénitien;

5° Le royaume de Dalmatie;

6° Le royaume de Gallicie;

7° Le royaume d'Illyrie avec le gouvernement de Laibach pour les duchés de Carinthie et de Carniole, les gouvernements de Trieste pour l'Istrie et le littoral;

8° L'archiduché d'Autriche, comprenant la haute et la basse Autriche, le duché de Salzbourg;

9° Le duché de Styrie;

10° Le territoire de Cracovie;

11° La grande principauté de Transylvanie;

12° Le margraviat de Moravie avec une partie du duché de Silésie;

13° Le comté du Tyrol et du Vorarlberg.

L'empire d'Autriche possède huit grands fleuves qui aboutissent à quatre mers différentes.

L'océan Atlantique reçoit l'Elbe et le Rhin;

La mer Baltique, l'Oder et la Vistule;

La mer Noire, le Danube et le Dniester;

La mer Adriatique, l'Adige et le Pô.

Les principales forteresses de l'empire sont : Theresien-

stadt, Josephstadt et Kœniggrätz en Bohême; Olmütz, en Moravie; Arad, Comorn; Munkàcs et Temeswar, en Hongrie; Peterwardein, Esseck, en Slavonie; Carlsburg, en Transylvanie; Zara-Cattaro, en Dalmatie; Kufstein, en Tyrol; Peschiera, Vérone, Mantoue et Legnago, dans les États Lombards-Vénitiens.

En outre, l'Autriche possède plusieurs ports militaires dont voici les principaux : Venise, Trieste, Fiume, Pola, Zara et Cattaro. Ces deux derniers appartiennent au royaume de Dalmatie.

HONGRIE.

Le système des montagnes de la Hongrie appartient aux deux principales familles de l'Europe, les Carpathes et les Alpes. Les Carpathes ceignent la Hongrie au nord et au nord-est; les branches considérables des Alpes servent de boulevard à la Croatie et à la Dalmatie. D'autres montagnes moins élevées coupent le pays, sans appartenir au système des branches sus-mentionnées.

La Hongrie a des lacs considérables, tels que le Balaton, le Neusiedl; elle possède en outre une grande quantité de marais formés principalement par la Theis et le Danube. La Hongrie passe à juste titre pour l'un des pays les plus fertiles d'Europe. Sa population flottait, en 1848, entre douze et treize millions d'habitants; il serait impossible d'établir un chiffre exact, attendu qu'il n'y a jamais eu de recensement.

La souche dominante, en Hongrie, la race magyare doit l'influence prépondérante qu'elle a si longtemps exercée sur les autres, à sa supériorité numérique et à sa situation au cœur du pays, la partie la plus belle et la plus fertile. Indépendamment de cet avantage, la noblesse, qui forme à elle seule les six septièmes de la race magyare, possède, avec

d'immenses prérogatives, la plus grande partie du territoire.

La langue magyare possède un autre avantage sur les langues slaves ses rivales, elle n'est point divisée en divers dialectes, elle est une.

Le catholicisme est la religion dominante en Hongrie. Les villes se divisent en cinq catégories : villes libres royales, villes militaires, villes épiscopales, villes des montagnes et villes privilégiées.

Les blés, la vigne et le tabac sont les principales productions du pays qui retire de ses mines d'or et d'argent de grandes richesses minérales.

Mœurs et coutumes.

D'une taille généralement imposante, les Hongrois sont agiles, vigoureux et résolus; leurs regards pleins de feu, ombragés par d'épais sourcils faisant arc-boutants sur des pommettes de joues saillantes et basanées, présentent le caractère abrupt des races fortes. Les femmes sont belles et gracieuses. La passion des Hongrois pour les moustaches ne cède en rien à celle des Musulmans pour leur barbe. Les moustaches magyares offrent une variété infinie, on en voit de toutes formes et de toutes dimensions.

Cette passion rivalise avec leur enthousiasme pour la langue magyare, la plus belle et la plus riche du globe, selon les Hongrois.

La loyauté, la franchise, la générosité, constituent le caractère principal de la nation. Les Hongrois exercent l'hospitalité sur une vaste échelle. Les seigneurs, les paysans, plus ou moins riches, ont toujours une table ouverte à

l'étranger même qui voyage dans des contrées dépourvues d'auberges.

Dans ces derniers temps, les priviléges de la noblesse étaient considérables : la personne du noble était inviolable comme sa propriété; un créancier ne pouvait, dans aucun cas, mettre le séquestre sur ses biens : il était, lui et ses gens, affranchi de tout impôt ou redevance au roi et au comitat. Les charges de l'État pesaient uniquement sur la *misera plebs contribuens*. Les abus de ces priviléges étaient portés si loin, que les classes déshéritées pourvoyaient seules au péage du pont de Pesth, l'un des principaux revenus de la ville. Le noble, le bourgeois, l'étranger même passablement vêtus passaient librement et le front haut sur ce pont; mais le pauvre ouvrier, le malheureux paysan, gagnant le pain de chaque jour à la sueur de leur front, étaient obligés de satisfaire à la loi qui n'avait que pour eux de tyranniques exceptions. Le paysan payait l'impôt, dit domestical; il contribuait uniquement aux frais de la diète et à l'administration des comitats; il fournissait les honoraires du maître d'école, des gardes, du notaire, du ministre ou du curé; il construisait, réparait, entretenait de ses deniers, et par des corvées, les routes, les ponts, les églises, les écoles, les édifices publics, les digues et les canaux; il payait les impositions de guerre et fournissait les recrues; il donnait la dîme au clergé, il devait au seigneur le neuvième de son revenu et cinquante-deux jours de corvée avec un attelage. Enfin, et indépendamment des charges extraordinaires et du transport de bois pour les seigneurs, il subissait les logements militaires; il devait en toute saison, ainsi qu'à la première réquisition et à un prix nominal, des chevaux, soit aux employés du comitat, soit à leurs protégés. L'ilote de Sparte était roi en comparaison de ce malheureux.

Le gouvernement autrichien et le comte Széchenyi élevè-

rent les premiers une voix généreuse pour mettre un terme à un état de choses voisin de la barbarie. Leur réclamation devait servir, à l'opposition soi-disant libérale, de prétexte pour provoquer des troubles sérieux et même sanglants.

La position exceptionnelle du noble l'a rendu hautain, vindicatif et prompt à venger l'ombre même d'une offense, son inviolabilité est redoutable même aux agents de la police des villes.

Constitution de la Hongrie.

Sous la dynastie régnante, la Hongrie formait avant 1848 une monarchie héréditaire, dont le chef royal possédait exclusivement, dans toute son étendue, le pouvoir exécutif. Ce chef souverain partageait le pouvoir législatif et le droit de percevoir les impôts, avec la représentation nationale composée de deux chambres. Le pouvoir était partagé entre ces deux corps, de telle sorte que sans le consentement de la représentation nationale nulle loi ne pouvait être abrogée. Les états ne pouvaient être grevés d'aucun impôt ni d'aucun subside, soit en argent, soit en produits, soit en soldats. Les droits et les devoirs respectifs du roi et des états ont été déterminés par la loi fondamentale établie dans les voies d'une convention réciproque par la constitution du pays. Une partie des statuts fondamentaux de cette loi est écrite, l'autre partie ne repose que sur des usages et des coutumes.

Parmi les statuts écrits figurent : 1° le pacte original que les sept chefs magyars ont conclu avec le duc Almus ; 2° la bulle d'or d'André II, de l'année 1222 et sur laquelle, à l'exception de l'art. 31, le roi de Hongrie prête serment lors

de son couronnement; 3° le 9e article de la première partie du tripartitum qui contient les quatre priviléges principaux de la noblesse; 4° le traité de paix de Vienne de 1606 et celui de Linz de 1645. Ces traités accordent aux réformés des deux confessions le libre exercice de leur religion, art. 96 de l'an 1791; 5° les statuts fondamentaux de la succession au trône et du droit d'hérédité. Le diplôme du couronnement, le serment du roi lors de son couronnement résument ces statuts et diverses lois de la pragmatique sanction.

Succession héréditaire.

Par un arrêt de la diète hongroise rendu en 1687, ainsi que nous le verrons bientôt, la couronne de la Hongrie a été conférée à la branche masculine de Léopold Ier d'Habsbourg et, à l'extinction de cette branche, à la branche masculine de la ligne d'Habsbourg, régnant en Espagne. Plus tard, l'art. 2 de la diète de 1723 établit l'indivisibilité du pays et le droit de la primogéniture. La nation entière accéda à la pragmatique sanction qui à l'extinction de la branche masculine de la maison d'Habsbourg conférait les droits de succession au trône à la branche féminine. Depuis cette époque la Hongrie est devenue un héritage indivisible de la monarchie autrichienne, et la couronne passa selon le droit de primogéniture, tant aux héritiers mâles que féminins, mais à ces derniers uniquement en cas de complète extinction des descendants directs de la ligne masculine.

Les art. 1 et 2 de la loi fondamentale qui confère le trône de la Hongrie à la dynastie autrichienne, établissent que tout ayant droit appelé au trône est obligé de se faire couronner dans les premiers six mois de son avénement, et de confir-

mer dans un diplôme spécial, avant son couronnement, les libertés, les lois, les coutumes et les prérogatives du pays.

D'après la même loi, l'élu couronné doit s'engager par un serment solennel et verbal à observer ces lois et ces libertés.

La cérémonie du couronnement se divise en trois parties : la rédaction du diplôme du couronnement, le couronnement et le serment.

Le diplôme qui formait le pacte réciproque entre la nation et le roi a toujours été délivré par celui-ci aux états réunis, la veille de son couronnement, et enregistré dans le code, à la tête du premier décret rendu par le nouveau règne.

D'après le cérémonial du couronnement, le roi, revêtu du manteau de saint Étienne, recevait des mains du primat l'épée nue de saint Étienne. Le primat, archevêque de Gran, et le palatin lui déposaient la couronne sur la tête, et le roi, tenant d'une main le sceptre, de l'autre le globe, montait les degrés du trône au chant du *Te Deum* et au bruit du canon. Ensuite il se rendait sur une estrade dressée sous la voûte du ciel, il prononçait le serment et gravissait la colline, connue sous le nom de colline du couronnement; là, mettant l'épée à la main, il la dirigeait vers les quatre points cardinaux, pour désigner sa volonté immuable de défendre le territoire sur tous les points où il serait menacé.

Le serment était double : l'un était prêté dans la cathédrale sur l'Évangile, devant le maître-autel, l'autre en plein air, en présence du peuple. Par le premier il promettait solennellement le maintien de l'Église catholique romaine, par le second celui des lois et des libertés du peuple. Ce dernier serment était par exception enregistré dans le Code.

Le roi de Hongrie.

La personne du roi est inviolable et sacrée, mais le peuple est souverain comme le roi. Dans l'ordre des souverains régnants, le roi prenait rang immédiatement après les deux empereurs chrétiens, les rois de France, d'Espagne et d'Angleterre; la Sublime Porte lui accordait même la préséance sur le roi de France. Le titre de roi de Hongrie appartenait invariablement à l'empereur d'Autriche; en cette qualité l'empereur prenait le titre de majesté apostolique, que les rois de Hongrie ont toujours porté et que le souverain pontife Clément VIII a confirmé pour Marie-Thérèse.

Le roi devait être catholique et ses enfants nés de princesses protestantes devaient être élevés au sein du catholicisme. Le terme de la majorité du roi n'est déterminé par aucune loi, par aucun usage. Des lois antérieures, confirmées par celle promulguée en 1485, établissent que la tutelle serait confiée au palatin pendant la durée de la minorité.

L'épée, le globe, le sceptre, le manteau, les souliers et les bas constituent les trésors de la couronne. La couronne se divise en deux parties. La partie supérieure est un fragment du diadème que le pape Sylvestre a envoyé, en l'an 1000, à saint Étienne, roi de Hongrie; la partie inférieure est un présent dû à la munificence de l'empereur grec Michel Dukas. Les trésors de la couronne étaient confiés à la garde de deux gardiens laïques, qui les conservaient au palais royal de Bude.

Le palatin.

Le palatin est le personnage le plus important du royaume après le roi. La dignité du palatinat remonte au berceau de la royauté hongroise; on en retrouve les premières traces dans l'histoire du règne de saint Ladislas. Dans les limites de sa sphère d'action, le palatin était le médiateur légal entre le souverain et les États du royaume; en cas de minorité du roi, il était vicaire général du royaume, et le pays lui devait en cette qualité la même obéissance qu'au roi. Il était le lieutenant du roi, président légal du conseil de régence, comte suprême héréditaire des comitats réunis de Pesth, de Pilis et de Solte, et capitaine commandant l'armée hongroise, propriétaire du 12[me] régiment de hussards, qui portait le nom héréditaire de *régiment palatinal*. Pendant la cérémonie du couronnement, il portait le diadème, et, conjointement avec l'archevêque de Gran, il possédait le privilége de ceindre la couronne au front du roi. Il était président des états réunis, celui de la chambre des magnats et de la haute table septemvirale.

Il arrangeait les contestations qui éclataient entre les diverses autorités du pays ; il surveillait les archives du royaume et en délivrait des copies authentiques.

En raison de son importance, l'article 9 de 1741 décrète que la dignité palatinale ne pouvait être vacante plus d'une année. L'article 3 de 1608 confère au roi la faculté de proposer, pour remplir cette dignité, quatre candidats dont deux magnats catholiques et deux magnats protestants ; la diète se réservait le droit de choisir entre eux.

Prérogatives du roi.

La forme du gouvernement hongrois étant une monarchie tempérée, le roi était investi de pouvoirs qu'il exerçait exclusivement ou en commun avec le corps législatif. Au roi appartenaient tous les droits qui, reposant sur des lois expresses ou sur des coutumes traditionnelles, ont été tacitement confirmés par la nation. La législation, tant par les lois antérieures que par les articles 1 et 2 de 1791, était réservée au roi et conjointement aux États.

Droits ecclésiastiques du roi.

Le roi nommait les archevêques, les évêques, les prélats, les abbés mitrés, et, depuis 1802 seulement, les chanoines. Il avait le droit, en outre, d'ériger de nouveaux siéges épiscopaux, de les doter avec une partie des revenus des évêchés déjà existants, de supprimer les couvents, de limiter le nombre des moines et de régler celui des paroisses; il percevait les revenus des siéges vacants jusqu'à la nomination des titulaires ; il disposait de la fortune des membres du haut clergé morts sans avoir fait des dispositions testamentaires. En vertu de son droit de souveraineté, il était inspecteur suprême des écoles ainsi que des fondations pieuses et ecclésiastiques; il possédait le droit du *placet*, en vertu duquel il pouvait surveiller les instances faites auprès du saint-siége, et examiner le serment que les évêques prêtent au chef de l'Église. Il exerçait la même

surveillance sur l'Église réformée. Un arrêt de la diète de 1791 avait accordé aux grecs schismatiques le libre exercice de leur religion; cependant, leurs affaires religieuses devaient se régler par un congrès ou par un synode qui ne pouvaient être tenus qu'avec l'assentiment du roi et en présence d'un commissaire royal.

Droits politiques du roi.

Le roi seul pouvait conférer la noblesse; les étrangers étaient anoblis par l'*indigénat,* et la diète les recevait dans les rangs de la noblesse après avoir reçu le serment qu'ils devaient prêter devant le roi ou la diète même. Le diplôme de noblesse leur était délivré par la chancellerie aulique hongroise, moyennant une taxe de 2,000 ducats pour un laïque, et de 1,000 ducats pour un ecclésiastique. Toutes les prérogatives ainsi que les honneurs émanaient du roi couronné, qui possédait exclusivement le privilége d'élever à la dignité de baron, de comte, de prince, et le droit de conférer des grades académiques.

Le roi était juge suprême du pays, sans pouvoir cependant rien changer aux formes judiciaires consacrées par les lois et les usages. Il conférait tous les emplois des administrations civiles et militaires, à l'exception de la dignité de palatin et des gardiens de la couronne, réservée à l'élection de la diète; les emplois des comitats et des villes libres étaient également réservés à l'élection de ces villes et de ces comitats. Les biens des nobles, morts sans héritiers légitimes, revenaient à la couronne, qui pouvait les transférer à d'autres maisons nobiliaires. Il en était de même pour les biens des propriétaires nobles, condamnés pour crime de haute trahison.

Le roi possédait exclusivement le droit de déclarer la guerre, de faire la paix, de conclure des traités avec les puissances étrangères, de leur envoyer des ambassadeurs, d'en recevoir, et d'entretenir des consulats à l'extérieur. Le roi seul pouvait convoquer la diète ou la dissoudre.

Droits de la nation.

Font partie des états de la Hongrie tous les individus qui ont le droit de siéger et de voter, soit en personne, soit par délégation, à savoir le haut clergé catholique, les archevêques et évêques schismatiques, les barons et les magnats du royaume, les membres de la noblesse inférieure, et les délégués des villes libres royales. Les états constituent la *nation,* terme générique qui s'applique uniquement à la noblesse formant un corps dont tous les membres sont égaux devant la loi.

Droits des états à la diète.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, la diète est convoqnée par le palatin, dans le cas de la minorité du roi. Cette convocation se fait par lettres patentes, émanant de la chancellerie hongroise, et qui doivent être remises à chaque membre six semaines au moins avant l'ouverture. La convocation de la diète ne doit pas dépasser la limite de trois années; mais la mort du régent et la vacance du palatinat font exception à cette mesure. Dans la première hypothèse la diète doit être réunie en un délai de six mois, dans la seconde en un délai d'un an.

Les états réunis en diète forment un corps indivisible qui, conjointement avec le roi couronné, constituent la législative; ce n'est que pour faciliter les délibérations qu'ils siégent dans deux salles séparées, qu'ils se divisent dans la table des magnats et dans celle des députés. La première table est présidée par le palatin ou par un substitut légal, la seconde par le *personal*, nommé par le roi. Chaque table se compose de deux états : l'une du haut clergé et des magnats laïques, l'autre des députés de la noblesse et de ceux des villes libres. Les membres de la première catégorie siégent par leur première vertu, tandis que ceux de la seconde ne siégent qu'en leur qualité de mandataires. Les députés de la Croatie à la haute table et quelques membres du clergé à la table des députés font seuls exception à cette règle.

Le pouvoir électif appartient uniquement dans les comitats aux comtes, et dans les villes libres aux magistrats. Les trois comitats de la Croatie n'envoient pas individuellement des représentants à la diète, mais réunis en un congrès ils font élection de trois représentants, dont l'un siége à la table des magnats et les deux autres à la table des députés. L'initiative des projets de lois appartient d'une part au roi, d'autre part à la table des députés. Les magnats étaient libres de les accepter ou de les rejeter. Les deux tables se réunissaient en section mixte pour n'en former qu'une seule, chaque fois qu'il importait de discuter certains actes législatifs.

Les députés siégeaient en vertu des instructions imposées par les mandataires, mais ceux-ci s'étaient abusivement arrogé le droit de changer la nature de ces instructions et même de révoquer leurs représentants. La langue magyare était devenue dans les derniers temps la langue officielle des membres de la diète. Le public était admis sans priviléges de cartes aux galeries ; les individus revêtus du costume

national et ceints de l'épée étaient reçus dans la salle même des délibérations.

Finances.

Les revenus de la Hongrie se composaient des biens du royaume, des revenus régaliens et des monopoles, des impôts directs et du revenu des confins militaires. Le sel, le produit des mines, la monnaie, la douane, la poste, la loterie, les monts-de-piété et les taxes extraordinaires constituaient les droits régaliens et les monopoles. Les revenus directs se composaient des impositions de guerre, des impositions immobilières, des impositions prélevées sur les villes libres, sur les seize villes de la Zips, et d'une somme allouée par le haut clergé pour l'entretien des fortifications. Le total de ces divers revenus produisait un chiffre moyen de trente-quatre millions de florins qui, abstraction faite d'une partie infinie, était consacré aux besoins du pays.

HISTOIRE.

Le peuple magyar compte le dixième siècle de son apparition en Europe et le neuvième de son existence politique. Issu d'une race asiatique et compris sous le nom générique des Scythes, il envahit la Hongrie au IXe siècle, au nombre de deux cent trente mille hommes en état de combattre, sans compter les femmes, les vieillards et les enfants qu'il traînait à sa suite. Réputés pour leur laideur et leur férocité, les Magyars semèrent l'épouvante et la mort sur leur passage ; appuyés par une cavalerie légère aussi prompte à envahir un pays qu'à le dévaster, ils ruinèrent tout le cœur de l'Europe, jusqu'au jour où, repoussés de Lebedia, ils s'établirent avec leurs chariots nomades dans la contrée que Constantin a nommée Atelkuzu ; là ils choisirent pour prince et chef suprême un de leurs plus valeureux guerriers, Arpad, qui devait être le fondateur de leur dynastie. Ce prince mourut en 907. Poursuivant ensuite le cours de leur émigration, les Magyars envahirent les régions situées entre les fleuves Bug et Sereth.

Alliés de l'Empereur, ils furent attaqués par la tribu des Patzinaks sur l'instigation du roi bulgare Simon qu'ils avaient vaincu ; à la suite des outrages qui furent la conséquence de cette attaque victorieuse, ils durent abandonner

les contrées conquises pour se fixer définitivement dans une partie du royaume de la Grande Moravie; plus tard ils reculèrent leurs limites aux deux rives du Danube, dont ils s'assurèrent la possession par le droit de l'épée.

Les opinions des historiens divergent sur l'origine positive des Magyars. Les uns les font descendre des Parthes, des Huns, des Avares, des Turcs, des Finlandais; les autres leur donnent pour ancêtres les Chazares, les Mongols, les Kalmuks et les Tartares; tous se sont enfoncés dans les mystères de l'antiquité pour se livrer à ce sujet aux conjectures les plus fabuleuses. Ceux-ci considèrent Alexandre le Grand comme roi magyar, ceux-là regardent l'expédition des Argonautes comme une expédition nationale magyare. Sans prétendre les suivre dans leurs dissertations, nous devons constater que le nom magyar est d'origine asiatique; on en retrouve la trace dans l'histoire du moyen âge.

L'une des sept tribus magyares s'appelait *Mogers;* de là sans doute la racine de leur nom. Celle du nom hongrois est complétement inconnue. Les Byzantins ne connaissaient les Hongrois que sous le nom général de Turcs. Depuis l'occupation de la Grande-Moravie et de la Pannouie par les Magyars, la qualification de Hongrois devint la dénomination particulière de ce peuple conquérant. Les guerres continuelles qu'ils eurent à soutenir expliquent suffisamment les ténèbres qui enveloppent les premiers âges de leur histoire.

Les Hongrois se convertirent au christianisme sous les rois Geysa et Étienne; ce dernier, renommé par son courage et par la régularité de sa vie, épousa une princesse de la maison de Bourgogne et fut plus tard canonisé. Les jeux sanglants de la guerre, l'art d'élever les bestiaux, et les soins de l'agriculture constituèrent dès le principe les seules occupations des Hongrois.

André III, roi de Hongrie, mourut en 1301, et avec lui s'éteignit la dynastie d'Arpad. Après sa mort, les magnats hongrois élurent roi Venceslas de Bohême, qui fut couronné malgré son état de minorité. Mais les magnats de l'Illyrie ayant, de leur côté, proclamé et fait couronner roi Charles-Robert d'Anjou, le pape Boniface IX les cita tous deux à Rome. Charles-Robert d'Anjou se rendit seul à cette injonction; Venceslas fut excommunié, ainsi que tous ses partisans. Alors les évêques et la plupart des magnats se rallièrent ouvertement à la cause de Charles-Robert d'Anjou. Abandonné des siens, Venceslas se retira à Prague après avoir fait main-basse sur les trésors de la couronne et cédé ses droits au prince Othon de Bavière. Après avoir soutenu de longues guerres civiles, Charles-Robert l'emporta définitivement sur son concurrent et assura désormais la couronne à son fils.

Sigismond, l'un des rois les plus illustres de la Hongrie, fut couronné en 1387. Ce fut sous le règne de ce prince que le sultan Bajazet, envahissant la Hongrie à la tête de soixante mille guerriers, osa se mesurer avec l'armée de Sigismond, forte de cent mille combattants, appuyés par des Français, des Anglais et des Italiens, réunis sous le commandement du duc de Bourgogne. La victoire se déclara en faveur de Bajazet, à Nikopoli. Le duc de Bourgogne fut fait prisonnier, Sigismond prit la fuite et quitta la Hongrie. Lorsque ce prince rentra dans ses États, en 1400, il les trouva complétement ravagés; la Transylvanie, la Croatie et une partie de la Dalmatie s'en étaient séparées, et Ladislas de Naples, proclamé roi par les magnats, occupait le trône. Sigismond revendiqua ses droits; mais, fait prisonnier en 1401 dans son château de Bude, il fut enfermé à Wissegrad, d'où il fut délivré six semaines après par le fidèle Nicolas de Garat. Plus tard, réintégré dans les droits de son autorité, il se vit,

à la fin de son orageuse carrière, investi d'une puissance extraordinaire comme roi de Hongrie, de Bohême et empereur romain. Il mourut en Moravie, le 9 décembre 1437.

Alors la couronne fut conférée à Albert d'Autriche, de la maison d'Habsbourg. Proclamé empereur romain et roi de Bohême en 1438, ce prince mourut l'année suivante. Il eut pour héritier la princesse Élisabeth, sa femme, qui bientôt après céda la couronne à un fils posthume, Ladislas. La naissance de ce prince devint une source intarissable de luttes civiles. La grande invasion des Turcs en Europe eut lieu sous son règne, fatalement illustré par la désastreuse bataille de Kossowa, livrée le 17 octobre 1448, et dans laquelle périrent plus de vingt mille combattants chrétiens. Le roi vaincu obtint un armistice au prix de l'abandon de la Serbie et de la Bosnie. De cette cession date l'établissement des Turcs en Europe. La suite de ce règne malheureux fut une série continuelle de guerres civiles, de combats contre les Turcs. A la mort de ce prince, le roi de Pologne, le duc Guillaume de Saxe, l'empereur Frédéric IV, les archiducs Albert et Sigismond aspirèrent à la couronne, que les magnats conférèrent à Mathieu Ier, de la maison des Hunyades. Malgré les guerres civiles qui troublèrent son règne, le nouveau roi, surnommé Corvin, soutint des luttes acharnées avec l'empire d'Allemagne. Il s'empara, les armes à la main, de la plus grande partie de l'empire, dicta lui-même les conditions de la paix, et mourut à Vienne en 1490. Jean Corvin, son fils et successeur, ne sut pas conserver le fruit des conquêtes paternelles. Les Turcs profitèrent des dissensions intestines de la Hongrie pour envahir de nouveau le royaume. Ce fut au mois d'août 1526, dans la plaine de Mohacs, que vingt-cinq mille Hongrois livrèrent bataille à cent quarante mille Musulmans commandés par le sultan Soliman. Presque toute l'armée hongroise périt dans cette lutte héroïque,

mais trop inégale. Le roi, le frère du vayvode de Transylvanie, deux archevêques, cinq évêques, vingt-huit magnats, cinq cents comtes ou barons restèrent sur le champ de bataille, témoin de leur brillante valeur. De cette époque néfaste date l'établissement des Turcs en Hongrie.

Le trône se trouvant vacant, une partie des Hongrois proclamèrent roi Jean Zapolya, vayvode de Transylvanie. Dans le même temps, une partie dissidente, réunie en diète à Presbourg, fit élection de Ferdinand Ier, archiduc d'Autriche et roi de Bohême. La lutte qui s'engagea à la suite de cette double élection fut longtemps indécise, malgré le secours de trois cent mille guerriers que le sultan Soliman accorda à Zapolya sur sa demande. Après avoir conquis Pesth, Bude, Raab, Comorn, et avoir donné l'assaut à Wienn-Neurstadt, l'armée musulmane vint mettre le siége devant Vienne même; mais bientôt après, forcée de le lever, elle repassa précipitamment les frontières, après avoir laissé cependant une garnison turque à Bude.

En 1530, un général autrichien reprit Bude et conclut un armistice d'une année. Sur ces entrefaites, Ferdinand Ier fut nommé empereur d'Allemagne. En 1533, Soliman reparut en Autriche; mais, repoussé de nouveau, il rentra en Asie pour déclarer la guerre à la Perse. En 1538, la paix est enfin conclue, à Grosswardein, entre Ferdinand Ier et Jean Zapolya. Jean Zapolya conservait, avec le titre de roi, la Transylvanie et les contrées reliées à la Theiss; Ferdinand gardait la Dalmatie, la Croatie, l'Esclavonie et les autres parties de la Hongrie. Il fut stipulé, en même temps, qu'à la mort de Jean Zapolya, Ferdinand Ier ou ses héritiers rentreraient en possession de la Transylvanie; il fut convenu, d'autre part, que les successeurs de Zapolya hériteraient des possessions concédées à Ferdinand Ier, dans l'hypothèse où celui-ci n'aurait point d'héritier direct.

Jean Zapolya mourut en 1540, peu de temps après la naissance d'un fils auquel, nonobstant les conditions souscrites, ses tuteurs s'efforcèrent de conserver la couronne. Ces prétentions injustes ayant rallumé la guerre civile, les partisans du jeune Zapolya implorèrent de nouveau les secours de Soliman. Celui-ci parut les accorder franchement; mais profitant, à son tour, d'une occasion favorable, il fit dégager Bude assiégée par une armée autrichienne, s'en empara par ruse pour son propre compte, et y fit son entrée solennelle, le 30 septembre 1541. Dès lors Bude fut érigé en pachalic et reçut une garnison de dix mille janissaires.

Exaspérée de la perfidie du sultan, la veuve de Zapolya fit la première des ouvertures de réconciliation à Ferdinand Ier, qui parvint en peu de temps à former une armée de quatre-vingt mille hommes, composée en grande partie d'éléments étrangers. Les princes protestants de l'Allemagne et trois mille soldats pontificaux, commandés par le général Vitali, marchaient sous le même étendard. La victoire continua d'être propice aux armes ottomanes, maîtresses d'une grande partie du territoire hongrois. Ferdinand Ier se vit bientôt contraint d'implorer et d'accepter un armistice de cinq années. Les conditions de ce traité maintenaient aux deux partis leurs possessions respectives et imposaient de plus à Ferdinand un tribut annuel de 30,000 ducats. Peu de temps après l'expiration de la trêve, Soliman recommença la guerre avec des chances diverses. En 1559, la veuve de Zapolya fit de nouvelles ouvertures à Ferdinand Ier; mais sa mort interrompit les négociations continuées par son fils Jean II, Sigismond, investi du titre de roi de Transylvanie : les conditions proposées furent rejetées par Ferdinand, proclamé empereur d'Allemagne à la suite de l'abdication de Charles-Quint.

Maximilien Ier, successeur de Ferdinand Ier, mort le 25 juillet 1564, eut, dès le commencement de son règne, à soutenir la guerre contre Soliman, qui devait en être la victime. Ce vaillant guerrier commandant une armée forte de deux cent mille hommes succomba devant Szigeth, défendu par deux mille héros sous le commandement de Nicolas Zriny. Cette guerre fut terminée, en 1568, par un armistice de huit années, conclu à Andrinople.

En 1570, Jean II, Sigismond, traita définitivement avec Maximilien; il abdiqua son titre de roi, en conservant néanmoins la Transylvanie à titre de principauté héréditaire. Il mourut l'année suivante. Les états de Transylvanie lui donnèrent pour successeur Étienne Bathori, confirmé par l'empereur d'Allemagne et par le sultan. En 1572, l'empereur nomma et fit couronner roi de Hongrie son fils Rodolphe; en 1576, il mourut à la diète de Ratisbonne, et son fils Rodolphe Ier lui succéda. Sous le règne de ce prince, la guerre avec les Turcs reprit un nouvel essor. Son successeur, Mathieu II, eut à soutenir une lutte acharnée contre les protestants. Ceux-ci obtinrent, les armes à la main, une complète et entière égalité de droits avec les catholiques, un palatin protestant, et contraignirent le roi à signer avant son couronnement dix-sept articles qui limitaient l'autorité suprême. Mathieu II, devenu empereur, signa, en 1616, un traité de paix dont les conditions étaient fort désavantageuses; il mourut le 20 mars 1619, et eut pour successeur Ferdinand II.

La guerre civile, tant dans les provinces héréditaires qu'en Hongrie, signala ce nouveau règne terminé par la mort du roi en 1637. Le règne de son successeur, Ferdinand III, ne fut pas plus heureux; la guerre civile le déchira d'un bout à l'autre. Ferdinand François, fils aîné de l'empereur, fut désigné et nommé roi de Hongrie, en 1647;

mais étant mort en 1654, son frère Léopold fut appelé à le remplacer, à la mort de son père, Ferdinand III, le 2 avril 1657 : son règne fut une suite non interrompue de guerres civiles, religieuses et ottomanes; les guerres de religion furent les plus terribles; les principaux chefs protestants moururent sous la hache du bourreau. La guerre contre les Turcs fut favorable aux armes hongroises. Le grand vizir Kara-Mustapha s'avança néanmoins jusque sous les remparts de Vienne; mais il dut se retirer devant les troupes de Sobieski, roi de Pologne. Complétement défaits, les Turcs évacuèrent définitivement la Hongrie, à l'exception de Bude qui ne fut délivrée qu'en 1686.

En l'année 1687, Léopold convoqua la diète à Presbourg : il obtint des états la résiliation du droit électif, qui appartenait à la nation; les états se réservèrent toutefois la faculté de rentrer dans la jouissance de ce droit, à l'extinction de la dynastie des Habsbourg. Dès lors la succession héréditaire, d'après la primogéniture, fut assurée à la maison d'Autriche. La même année, l'archiduc Joseph, fils de Léopold Ier, fut couronné roi de Hongrie.

Sur ces entrefaites les Turcs avaient recommencé la guerre terminée en 1699 par le célèbre traité de Carlowitz. Ce traité, ayant été conclu sans la participation des états hongrois qui se crurent lésés dans leurs droits, servit de prétexte à des troubles sérieux dont Rakoczy devint bientôt le chef. Comme on le verra par la suite, l'histoire de cette époque présente plus d'un point de similitude avec les événements de 1848. François Rakoczy, le Kossuth de cette période et beau-fils de Tokoly, s'était mis à la tête d'une conspiration tramée contre la constitution et tendant à séparer de l'Autriche la Transylvanie et les autres provinces de la Hongrie. Les Czékos, aventuriers énergiques, et les paysans rebelles formèrent d'abord les cadres de son

armée, garnis bientôt par les magnats et les nobles qui vinrent en foule se ranger sous la bannière de l'insurrection.

Alors la lutte s'engagea et devint implacable, acharnée. Les hordes de Rakoczy excitées par l'amour du pillage se livrèrent aux excès les plus monstrueux; l'incendie éclairait leur passage, le meurtre accompagnait leur marche, la terreur leur servait d'avant-garde. Les conjurés comptaient sur les secours de la France, mais Longueval, chargé de traiter pour eux avec Louis XIV, et redoutant pour son pays les conséquences d'un triomphe basé sur le brigandage, découvrit leur plan à l'empereur Léopold Ier. Rakoczy et les principaux chefs de ses bandes furent immédiatement arrêtés. François Rakoczy, enfermé dans la prison de Neustadt, trouva le moyen de corrompre le commandant commis à sa garde, et de se rendre en Pologne où bientôt après il se vit à la tête d'une armée de cent mille hommes, composée en partie de Polonais et de Français.

Les armées impériales étaient alors occupées en Italie et manœuvraient sur le Rhin, l'Empereur ne pouvait donc opposer aux révoltés que des forces insuffisantes. Favorisés par la politique française, les rebelles faisaient chaque jour des progrès rapides; non-seulement ils avaient envahi les principales contrées de la Hongrie, mais ils occupaient encore la Moravie, la Styrie, une partie de l'Autriche, et s'avançaient jusqu'à Schwechat, où plus tard Kossuth, le continuateur de Rakoczy, devait arriver lui-même.

Les choses en étaient à ce point lorsque Joseph Ier succéda à Léopold son père; Rakoczy portait alors (1705) les titres de prince de Transylvanie et de duc des États confédérés que lui avait conférés la diète des insurgés; les prétentions du chef ambitieux s'élevaient au niveau de sa rapide fortune; son étendard flottait victorieux sur la Hongrie tout entière. L'empereur Joseph dut transiger avec lui en un

congrès préparé par les soins de l'archevêque Kolocza, et dans lequel les ambassadeurs de la Hollande et de l'Angleterre remplirent le rôle de médiateurs. Les conditions de Rakoczy enivré par ses triomphes, excité par des émissaires français, étaient incompatibles avec les intérêts de l'Empire; elles furent rejetées, et de nouveau l'on recourut aux armes. Malgré les embarras multiples qu'elle avait sur les bras, l'Autriche ne cessa de défendre ses droits avec l'énergie persévérante qui domine les phases critiques de son histoire. La victoire finit par sourire aux aigles impériales. En l'année 1708, Rakoczy avait perdu pied à pied tout le terrain conquis; il se trouva même serré de si près qu'il voulut implorer les secours de la Porte Ottomane et de la Russie, mais le sultan et l'autocrate refusèrent de négocier avec un rebelle.

Pendant ce temps, la lassitude des paysans hongrois décimés par les désastres de la guerre et par les ravages de la peste; les victoires successives des Impériaux remportées notamment par Rabutin en Transylvanie, par de Heister à Trentchin et par le baron de Sickingen à Romhaz, les négociations diplomatiques du comte Palffy favorisèrent tellement la cause du bon droit que Rakoczy, battu sur les champs de bataille et dans les cabinets, se vit dans l'impossibilité de continuer la lutte. Le 1er mai 1711, les États hongrois, réunis à Kavol, signèrent avec l'Autriche un arrangement par lequel tous les conjurés amnistiés devaient rentrer dans la libre possession de leurs biens confisqués; la nation hongroise elle-même devait récupérer les droits et les libertés que la révolte lui avait fait perdre; Rakoczy refusa seul de souscrire à ce traité. En conséquence ses biens furent mis sous le séquestre, et lui-même fut déclaré hors la loi; il se rendit en France et de là en Turquie, où il mourut en 1735. Dans cet intervalle Charles VI avait succédé à l'empereur Joseph Ier, mort le 17 avril 1711.

L'acte important de la *pragmatique sanction* est l'événement le plus remarquable du règne de Charles VI. Cette loi, que nous avons mise sous les yeux de nos lecteurs, fut promulguée en 1720 pour les provinces allemandes, et en 1722 pour la Hongrie.

Malgré tous les sacrifices faits par l'Empereur pour obtenir à son œuvre l'adhésion des puissances continentales, on sait combien devint difficile la position de sa fille Marie-Thérèse lors de son avénement au trône. En même temps que l'Espagne, la Bavière et la Saxe contestaient la validité des droits légitimement sanctionnés, Frédéric le Grand élevait des prétentions sur la Silésie.

Dans sa détresse Marie-Thérèse voulut en appeler à la nation hongroise; elle le fit d'une manière digne d'elle et du peuple héroïque qu'elle était appelée à gouverner. Revêtue du costume hongrois assombri par des teintes de deuil, portant la couronne de saint Étienne au front, resplendissante de jeunesse et de beauté, elle se présenta ceinte de son épée dans la salle de la diète et monta les marches du trône. De là, après avoir promené majestueusement ses regards sur l'assemblée, elle prononça en langue latine et avec une éloquence entraînante un discours remarquable. Après avoir dépeint à grands traits les épreuves de sa position critique, la perfidie, l'injustice de ses ennemis, elle en appela à la loyauté, à la valeur, au généreux dévouement de la nation. Remplis d'enthousiasme, les nobles représentants de la Hongrie frappèrent sur leurs épées, les tirèrent du fourreau, et d'une seule acclamation qui fit retentir la salle, ils s'écrièrent : Mourons pour notre roi (*moriamur pro rege nostro*) ! Ce vœu solennel fut renouvelé avec le même enthousiasme lorsque Marie-Thérèse proposa aux États pour corégent son époux, François Étienne de Lorraine, grand-duc de Toscane.

Les combattants se présentèrent en si grand nombre

pour défendre les droits de l'auguste fille de Charles VI, que les armes manquèrent à leur courage. La noblesse entière monta à cheval; les Valaques, les Slaves, les Allemands rivalisèrent avec les Magyars en témoignage de dévouement; tous déclarèrent qu'ils étaient prêts à sacrifier leur fortune pour fournir les subsides de la guerre. Tout le monde sait que Marie-Thérèse dut la conservation de sa couronne à la générosité guerrière du peuple hongrois. Depuis cette époque, la prépondérance de l'Autriche fut rétablie, et les Magyars formèrent jusqu'au traité d'Aix-la-Chapelle le noyau de l'armée autrichienne.

Marie-Thérèse mourut le 29 novembre 1780; son fils, Joseph II lui succéda; vif, entreprenant, d'une volonté se fortifiant par l'obstacle, imbu des idées modernes, il songea sérieusement à établir l'unité parmi ses peuples, sans tenir compte de sa popularité et des usages consacrés par le temps. Pour marcher rapidement dans la voie des réformes et parvenir plus sûrement à ses fins, il s'empara du pouvoir illimité que le serment du couronnement restreignait en Hongrie; il ne convoqua point la diète et ne se fit point couronner. Ces premières innovations ne furent favorablement accueillies que par les bourgeois et les paysans dont elles caressèrent l'orgueil, et servaient les intérêts; par contre, elles furent énergiquement condamnées par la noblesse, qui se trouvait lésée dans ses droits. La suppression des couvents, l'édit de tolérance, l'organisation d'écoles élémentaires mixtes et la liberté de la presse exaspérèrent le clergé. L'abolition du servage, la promulgation des codes nationaux, la création de l'impôt, la perte enfin de ses prérogatives frappèrent au cœur la noblesse. Le décret obligatoire d'apprendre la langue allemande blessa les Magyars et les Slaves dans leurs instincts les plus chers, l'amour de la nationalité.

La révolte dans les Pays-Bas, la tournure fâcheuse que prit la guerre contre les Turcs déterminèrent en Hongrie un mouvement qui se manifesta à l'occasion de la publication d'un décret imposant aux États la fourniture des blés nécessaires à l'approvisionnement de l'armée. Le refus des magnats fut presque général; il en résulta une fermentation telle que l'Empereur, accablé de maladies, se vit contraint de révoquer par un rescrit, à la date du 28 janvier 1790, toutes ces innovations. Cette concession, qui rétablissait l'ordre des choses établi avant l'avénement de Joseph II, fut accueillie par la noblesse et le clergé avec une exaltation qui ressemblait plus à la joie du triomphe qu'à l'expression de la reconnaissance.

Trois semaines après la révocation, l'empereur Joseph mourut, et son frère Léopold II, grand-duc de Toscane, lui succéda. Le premier soin du nouveau monarque fut de calmer l'agitation des esprits et de satisfaire aux justes impatiences des Magyars, en convoquant sans retard, après une interruption de vingt-cinq années, la diète à Presbourg. Comme on devait s'y attendre, les premières séances furent orageuses, les états demandèrent la radiation de plusieurs actes émanant de Charles VI et de Marie-Thérèse; ils proposèrent un serment qui restreignait les droits du souverain; ils allèrent même jusqu'à la proposition de placer la constitution sous la garantie des puissances étrangères. La position était critique. Léopold II affronta la tempête avec une fermeté égale à son habileté; il se contenta de confirmer purement et simplement la révocation décrétée par son frère. Néanmoins, il ordonna en 1791 l'enregistrement de l'édit de tolérance dont le clergé avait sollicité la rétractation; cette mesure obtint l'acquiescement de la diète.

Léopold II termina la guerre contre les Turcs par le traité de Sistow, qui fixa les limites de la Hongrie; il

s'apprêtait à combattre la révolution française lorsque la mort le surprit le 1er mars 1792.

Son fils aîné appelé à lui succéder, sous le titre de François Ier, fut couronné la même année roi de Hongrie; peu de temps après il convoqua la diète. Son langage franc et loyal lui concilia tous les suffrages; non-seulement il obtint les subsides d'argent et de recrues qu'il avait demandés, mais la noblesse s'engagea à payer de ses propres deniers une somme de quatre millions de florins.

La détresse dans laquelle se trouvait alors l'Empire, en guerre avec la France, décida François Ier à fermer la diète, qui fut convoquée de nouveau le 6 novembre 1796; jaloux de l'honneur de l'Empire, les états décrétèrent une levée de cinquante mille soldats contre la France, et se chargèrent de l'approvisionnement des trois cent mille hommes qui marchaient sous les aigles autrichiennes.

La trêve, hélas! trop courte, qui, au commencement du siècle, fut un temps d'arrêt à travers la grande lutte européenne, permit à l'Empereur de convoquer la diète en 1802; il l'ouvrit en personne par un discours libéral. Après avoir rendu justice au patriotisme, au courage, à la généreuse abnégation du peuple hongrois, il promit solennellement d'employer ses efforts à la prospérité d'un pays qui, par son étendue, sa population énergique et sa fécondité, était le plus fort boulevard de l'Empire. Cette promesse royale eut pour résultat l'acquiescement immédiat des états à toutes les demandes qui leur furent faites; la diète augmenta même le chiffre des impôts d'une somme de quatre millions de florins.

Les diètes consécutives de 1805 et de 1807 présentent du côté de l'Empereur la même confiance, du côté des états le même dévouement. François Ier demanda et obtint :

1° Les cadres complets des régiments hongrois;

2° Une nouvelle augmentation d'impôts;

3° La continuation de l'*insurrection* contre les Français;

4° L'abandon de la sixième partie des biens de la noblesse.

Malgré ces témoignages d'un dévouement irrécusable, il était facile de voir que les germes d'une opposition commencèrent à se développer, bien qu'elle ne parvînt qu'à troubler superficiellement l'harmonie avec laquelle toutes les propositions du gouvernement avaient été acceptées dans les diètes précédentes. Dans ce temps les Hongrois fournirent une preuve éclatante de leur désintéressement et de leur fidélité à la maison d'Autriche.

La fortune de la guerre avait amené les armées françaises au cœur de l'Empire, le drapeau d'Austerlitz flottait sur les remparts de Vienne. Voulant mettre à profit la situation presque désespérée dans laquelle se trouvait l'Autriche, l'empereur Napoléon fait aux Hongrois les offres les plus séduisantes; impuissant par le glaive à dompter leur courage, il veut, par la parole, séduire leur fidélité : voici la proclamation qu'il leur adresse de Schœnbrunn, le 15 mai 1809 :

« Hongrois !

« L'heure a sonné pour vous de reconquérir votre « indépendance; je n'exige rien pour moi, je ne désire que « vous voir peuple libre et indépendant. Votre réunion à « l'Autriche fait votre malheur; procurez-vous donc une « existence digne de vous; redevenez ce que vous avez été; « choisissez un roi qui ne doive sa couronne qu'à votre « élection, un roi qui ne gouverne que pour vous, qui « demeure parmi vous, qui vive entouré de vos bourgeois « et de vos soldats.

« HONGROIS!

« Voilà ce que vous demande l'Europe, qui tient les yeux « fixés sur vous; je ne vous demande, moi, pas autre chose. »

La réponse des Hongrois est connue; dédaignant une emphatique phraséologie, ils coururent aux armes, combattirent à outrance et versèrent le plus pur de leur sang pour la maison d'Autriche.

La longue lacune qui sépare les diètes de 1811 et de 1812, de celle de 1825, s'explique par les affaires urgentes qui réclamaient ailleurs les soins du gouvernement, et par les appréhensions que devait éprouver l'Empereur à la pensée de convoquer une assemblée où des germes d'opposition hostile présageaient la tempête; cependant l'esprit de justice qui dirigeait François Ier dans toutes ses actions, le détermina à réunir la diète de 1825. Son avis conforme à celui de ses conseillers les plus intimes, ayant en outre pour lui l'autorité du prince de Metternich qui passait à juste titre pour le plus grand homme d'État de l'époque, était que la Hongrie devait être gouvernée d'après les lois de sa constitution.

Le parti de l'opposition qui, depuis la diète de 1790, avait résolu de magyariser la Hongrie, se consacra dès lors entièrement à cette œuvre. Ses premiers efforts, couronnés par le succès, obtinrent le concours absolu des principales familles du pays. De ce moment, et afin de donner plus d'importance à la langue magyare, considérée comme le plus sûr instrument de la nationalité hongroise, on en rendit l'usage obligatoire, et l'on proscrivit partout celui de la langue française alors généralement adoptée; à la même époque, le parti qui se nommait parti national obtint la création d'une académie hongroise, institution à laquelle le

comte Étienne Széchényi, chef du mouvement libéral, consacra une partie considérable de sa fortune.

Le gouvernement autrichien, loin de mettre obstacle aux développements de la langue magyare, à la condition qu'ils ne porteraient pas atteinte aux droits des autres nationalités, leur accorda son concours. Il avait même pris, en quelque sorte, l'initiative en décrétant conjointement à la diète de 1807 que les officiers et sous-officiers des régiments hongrois seraient désormais tenus d'apprendre la langue magyare.

Les diètes qui suivirent celle de 1825, répondant à la pensée progressive de l'opinion libérale en Hongrie, décrétèrent des lois plus importantes encore au point de vue de l'intérêt magyar. C'est ainsi que la diète de 1830 décida qu'à l'avenir tous les tribunaux rendraient en langue magyare l'arrêt des affaires qui leur seraient soumises. Une condition indispensable à l'exercice d'un emploi public était la connaissance de cette langue, condition également appliquée à l'obtention d'un diplôme d'avocat : la même mesure s'étendait aux administrations militaires.

Plus tard, la diète de 1832 décréta que les lois seraient à l'avenir rédigées en langue magyare en regard d'un texte latin : toutefois, le texte magyar devait être considéré comme le seul authentique, par conséquent comme décisif en cas de doute.

La presse, cette locomotive de la pensée, aidant au mouvement qui ne tendait rien moins qu'à priver huit millions de citoyens de leur langue, de leur nationalité, de leurs droits consacrés par de solennels traités et des usages séculaires, proposait incessamment dans ses feuilles d'enlever le pasteur, l'école slave ou allemande, pour magyariser plus activement les races conquises, considérées comme ennemies. Les chefs magyars, aspirant de loin à la séparation de leur

pays avec l'Autriche, comprenaient que, dans ses variétés de races, l'Empire trouverait un puissant levier de répression tant qu'un langage identique n'envelopperait pas la Hongrie dans un réseau commun.

Ces principes de magyarisation une fois admis, on défendit aux étudiants slaves de se réunir pour cultiver leur langue; les moyens d'intimidation furent portés si loin, que des employés slaves furent privés de leurs emplois, à leur retour de Vienne où ils s'étaient rendus pour présenter à l'empereur les doléances de leurs compatriotes persécutés; des paysans même reçurent la bastonnade pour avoir osé réclamer contre la suppression de leur langue nationale; les députés croates furent honnis à la diète de Presbourg, quand ils prirent la parole en latin.

Tel était le fanatisme de cette époque, que de pressantes sollicitations furent adressées à l'Empereur ainsi qu'à tous les membres de la famille régnante pour les engager à apprendre la langue magyare.

Le gouvernement autrichien, animé de bonnes intentions, espérait, par cette concession, calmer les prétentions croissantes de l'opposition libérale; mais, celle-ci, loin de cultiver la langue magyare pour elle-même, s'en servait comme d'un moyen pour assurer le succès de ses projets ultérieurs.

La révolution déplorable de juillet 1830 exerça la plus grande influence sur les progrès de cette lutte naissante, en changeant entièrement la position de la nation hongroise vis-à-vis du gouvernement impérial. Les principes révolutionnaires s'infiltraient de plus en plus dans l'esprit du pays égaré par une funeste propagande; le gouvernement, malgré ses vues bienveillantes, se vit bientôt réduit à l'impuissance de faire le bien. Dès lors le parti dit national s'identifia complétement avec le parti du gouvernement; mais celui-ci espérant toujours que l'exaltation fiévreuse des idées se cal-

merait avec le temps, persévérait fatalement dans son système de temporisation, tandis qu'une politique active et plus tranchée pouvait seule amener des résultats décisifs; il donna une nouvelle preuve de son esprit de modération en publiant un acte d'amnistie applicable aux personnes qui plus tard devaient consommer la ruine de leur pays. Dans les moments critiques où se trouvent les empires, l'énergie seule peut les sauver. Le gouvernement parut enfin le comprendre; dès lors tous ses efforts mieux inspirés tendirent à se créer un parti fort sur lequel il pût s'appuyer. Ces efforts ne réussirent qu'en partie, car entre le parti conservateur et celui de l'opposition, il se forma, sous le nom de juste-milieu, un parti hermaphrodite qui, par ses allures vacillantes et sa marche oblique, n'apportait au gouvernement qu'un appui fort incertain. Le parti conservateur se composait de la noblesse propriétaire et des députés des villes. La finance, le barreau, la petite noblesse, quelques magnats et quelques employés constituèrent le parti de l'opposition. Le parti du juste-milieu se recrutait dans toutes les classes des députés des deux tables. Ce parti, qui se donnait lui-même le nom de parti réformateur, prévoyant que la marche de l'opposition devait aboutir à une rupture complète entre l'Autriche et la Hongrie, s'opposait avec énergie à cette rupture, soit par un sentiment de respect pour la pragmatique sanction, soit dans cet ordre d'idées que la Hongrie abandonnée à elle-même serait impuissante à se maintenir dans son indépendance. Il désirait sincèrement le développement raisonnable et non précipité de la prospérité du pays; mais loin de le chercher dans la liberté politique, où croyait le trouver l'opposition, il espérait y parvenir par l'accroissement du bien-être géné ral. Il refusait de reconnaître comme moyen la puissance des idées modernes, considérées avec raison comme impraticables. Inspiré par cette conviction, il combattait avec une

énergie, égale à celle des conservateurs, les exigences politiques du parti de l'opposition; mais il apportait la même résistance aux projets du gouvernement, chaque fois que celui-ci semblait ne pas tenir compte des intérêts matériels et exclusifs du pays. Par ce système de bascule il augmentait la force opposante, dans les questions critiques où le gouvernement croyait pouvoir compter sur son concours.

Nous devons convenir cependant que ce parti, dont le comte Étienne Széchényi était l'âme, a le mérite d'avoir voulu doter la Hongrie d'établissements utiles.

Les meneurs du parti opposé conçurent alors un puissant moyen d'agitation; ils soulevèrent une polémique ardente contre le gouvernement impérial, qu'ils accusèrent d'indifférence et d'inertie à l'endroit des intérêts de la Hongrie, dépourvue de fabriques et de manufactures; ils saisirent ce prétexte pour former une vaste association, *hôni* dont le programme consistait à consommer uniquement des produits indigènes.

Le patriotisme basé sur l'intérêt, l'espérance de faire de la Hongrie un Manchester pourvoyeur des pays voisins, l'antagonisme de l'Allemagne, les promesses ou les menaces contribuèrent au succès éphémère de cette association fondée sur d'importantes souscriptions volontaires ou forcées. Kossuth[1], nommé président de cette alliance politico-industrielle, s'adjoignit un personnage équivoque nommé Szabò, et lui confia la gestion des sommes considérables versées dans les coffres de la société. Celui-ci, *alter ego* de Kossuth, ménagea si bien les intérêts généraux qui lui étaient confiés qu'un matin il disparut avec les fonds de la caisse, remplacés par un billet annonçant des intentions de suicide. Tandis que l'on explorait les rives du Danube pour découvrir un cadavre, Szabò, menant joyeuse vie, créait à Paris, sous le titre de

Boldenye, un journal qui mourut à son quatrième numéro.

La lutte entre le parti conservateur et le parti libéral se manifesta ouvertement, pour la première fois, à la diète de 1840. Les élections s'étaient faites en grande partie dans un esprit d'opposition qui s'accrut lorsque les conservateurs voulurent discuter sérieusement les lois promulguées à la diète de 1836, et spécialement celles qui modifiaient la position des paysans vis-à-vis des seigneurs. L'opposition eut l'avantage dans cette lutte; tous les arrêts de la diète portèrent l'empreinte de son esprit réformateur. La diète de 1843 présenta un caractère plus prononcé encore quand elle dut se réunir. On savait que les propositions du gouvernement attaqueraient le sujet de l'imposition de la noblesse; le parti antiautrichien, exaspéré de voir le gouvernement prendre l'initiative d'une mesure vraiment libérale, réchauffa partout la colère des paysans nobles contre ceux qui voulaient les réduire au niveau de la *misera plebs contribuens*. Dans un grand nombre de comitats, la raison prévalut; mais autre part, les révolutionnaires, plus habiles ou plus nombreux, provoquèrent de graves désordres. A Veszprim, les paysans nobles crièrent : « Nous ne voulons contribuer que de notre sang : point d'autres contributions ! » Le comte Louis Batthyani, chef de l'opposition libérale dans le table des magnats, était partisan de l'impôt; il dut sauter par une fenêtre pour sauver sa vie. A Gomor, les nobles, exaltés, envahirent en armes la salle où les électeurs avaient admis le principe de l'impôt; la crainte d'être massacrés les fit retirer leur décret. Le sang coula à Keida. A Szaboles, la voix des orateurs favorables à l'impôt fut étouffée par ces vociférations menaçantes : « Si tu parles, les chiens boiront ton sang. »

Le gouvernement était arrivé à cet état d'impuissance, et il se trouvait débordé à ce point que, sous le risque de s'effa-

cer entièrement, il dut enfin recourir à des mesures énergiques. L'esprit d'indépendance qu'il rencontrait dans les comitats était son plus grand obstacle.

Plusieurs fois cette résistance s'était traduite par la force. Dans les derniers temps surtout, les comitats étaient devenus les principaux foyers de l'opposition, habile à profiter de ces assemblées pour étendre le cercle de sa propagande révolutionnaire. Le gouvernement essaya d'éteindre ces foyers, en cherchant à régler l'administration intérieure des comitats rendue irrégulière par l'absence presque continuelle des comtes suprêmes, auxquels la constitution avait conféré le droit de haute surveillance.

Les vice-comtés et la table des comitats chargés de la gestion des affaires ne se trouvaient point, par la nature de leur pouvoir émanant d'une source élective, dans des conditions d'indépendance suffisantes pour exercer leurs mandats; le gouvernement crut remédier à cet inconvénient en substituant aux droits conférés par l'élection populaire aux chefs des comitats les droits de la sanction royale. Les mesures qu'il prit à cet effet étaient suffisamment justifiées par une ancienne loi renouvelée en 1825, et en vertu de laquelle le comte suprême pouvait être remplacé par un administrateur, dans le cas prévu où son absence du comitat serait prolongée. La couronne nomma donc, pour administrateur des comitats privés de la présence de leurs chefs suprêmes, des personnnes investies de sa confiance. Ces mesures avaient pour but de restituer aux mains du pouvoir l'autorité que lui avaient fait perdre les envahissements d'une opposition systématique; mais elles manquèrent d'opportunité. Les choses étaient arrivées au point que nulle force humaine ne pouvait plus désormais arrêter le char de la révolution lancé sur des abîmes : les mesures du gouvernement furent repoussées à l'unanimité, après avoir fourni

à ses adversaires les plus acharnés l'occasion de se poser sur un piédestal.

Le gouvernement persista dans la voie qu'il avait jugée indispensable au salut de l'État; de son côté, l'opposition continua sa résistance, et il fut décidé que la question des administrateurs serait discutée la première à la prochaine diète, qui devait avoir lieu en 1847. En attendant, l'opposition, poursuivant son œuvre destructive, fit des efforts inouïs pour exercer sa fatale influence sur les élections qui introduisirent au sein de la diète un homme qui devait être le mauvais génie de sa patrie. Kossuth est le nom de cet homme.

Descendant d'une famille slave, originairement appelée Kohut (coq), Louis Kossuth, né de parents pauvres mais honnêtes, doit, quoique protestant, les premiers principes de son éducation à la charité d'un prêtre catholique. Envoyé, par la protection d'un employé supérieur du comitat de Zemplin, à Tyrnau, pour y fréquenter l'école latine, il fut admis dans la maison de l'évêque titulaire d'Arradyi, qui chaque année logeait, nourrissait, habillait et instruisait à ses frais six étudiants pauvres. Les surprenantes dispositions du jeune écolier lui méritèrent bientôt les sympathies du maître, tandis que ses instincts méchants lui valurent les inimitiés de ses compagnons d'étude.

Doué d'une intelligence rare et d'une dissimulation peu commune, il entra dans la vie par l'hypocrisie et la délation. Au moyen de l'une il séduisit son bienfaiteur, au moyen de l'autre il trahit ses camarades, jusqu'au jour où, perdant la confiance de son maître, il dut quitter la pension pour fuir les mauvais traitements auxquels l'exposait son caractère hargneux et dominateur. D'Épériès où il partagea sa vie entre l'étude et la débauche, il se rendit à Pesth pour terminer en cette ville son cours de droit. Si l'on envisage qu'à cette époque presque tous les professeurs de Pesth étaient

révolutionnaires ou excentriques, comme Horvath, qui, par amour du magyarisme, entreprit un jour de prouver publiquement qu'Adam et Ève conversaient en hongrois dans le paradis terrestre, on comprendra que Kossuth, doué d'une fantaisie d'imagination brillante, n'ait pas acquis à cette école les connaissances profondes qui constituent les hommes appelés sérieusement au rôle de libérateur. La tête farcie de rêves, le cœur plein d'ambition, mais la bourse vide, il préludait alors, par le métier de copiste à tant la ligne, au rôle de dictateur payé par la ruine de sa patrie; il donnait à tant le cachet des leçons de langue, en attendant le jour où il donnerait pour le prix d'une imprudente hospitalité des leçons de révolution à l'Europe et à l'Amérique.

Fatigué bientôt du métier de professeur et de copiste, il renonce aux moyens honnêtes qui lui donnaient le pain de chaque jour, pour se procurer des ressources plus faciles, mais moins honorables; il les demande aux inspirations du jeu, à l'ivresse du vin, aux enivrements des sens; cependant l'ambition qui le dévore opérant tout à coup une diversion sur ses instincts vicieux, il reprend avec fougue le cours des études qui doivent le conduire au chemin de sa fortune. Alors, affamé de gloire parlementaire, il dévore les débats des chambres françaises et des parlements anglais; il apprend de mémoire les discours de leurs grands orateurs; il se les récite à lui-même devant sa glace qui, flattant son orgueil et reflétant son image, lui représente un auditoire. Chaque jour il exerce sa voix et son geste; chaque nuit il se fait de son lit une tribune, où il rêve de Berryer, Thiers et Guizot. Chaque semaine il réunit ses amis pour se former en petit comité aux luttes d'une plus vaste scène. Son regard s'illumine, son front rayonne, son cœur bondit lorsque ses amis, faciles admirateurs, lui prédisent des succès et des triomphes certains.

Les temps pour lui n'étaient point encore venus... En attendant la réalisation de ses espérances, il se rend à Zemplin, où par la protection du premier vice-comte, baron Nicolas Vay, il obtient un emploi de vice-fiscal qu'il exercera pendant deux années.

Les écrivains qui ont étudié le caractère privé de Louis Kossuth, entre autres Janotyckh d'Adlerstein, l'accusent de plusieurs crimes qui plus d'une fois ont flétri ses futurs lauriers au contact d'une police ombrageuse. Passons le vol d'une tabatière, celui d'une somme de 15,000 fr. commis au préjudice de la comtesse Szapary, née comtesse Csaky, le détournement d'une somme de 30,000 fr. dont il était le dépositaire, passons!...

De vice-fiscal, Louis Kossuth devient journaliste : dès lors la scène commence à s'agrandir pour lui ; son nom devient un écho de ralliement, sa plume une arme offensive, sa feuille un drapeau ; le folliculaire promet le dictateur. Condamné pour délit de presse il continue la lutte avec une persévérance digne d'une meilleure cause; il élude la loi avec une habileté qui, mieux employée, serait du génie. Les imprimeurs lui refusent-ils leurs presses, il lithographie son journal; cette ressource lui est-elle ravie, il poursuit la propagande de ses idées par des épreuves écrites à la main. Ce moyen lui faillit-il en dernier ressort, il entre en négociation avec le palatin pour le compromettre en s'accusant lui-même de vénalité. Dans la voie du mal, ainsi que dans celle du bien, la progression est une condition de ruine pour l'une, de succès pour l'autre : entre les deux, Kossuth n'avait plus le choix : nous le voyons donc marcher rapidement de rêves en utopies, d'erreurs en fautes, jusqu'en 1837 où, arrêté pour crime de haute trahison, il est condamné à une détention de dix années. Plus tard, rendu à la liberté par l'amnistie de 1841, il en profi-

tera pour saper de nouveau les bases du gouvernement auquel il doit la jouissance de l'air et du soleil.

A une profonde connaissance du cœur humain Kossuth joint celle des langues, dont il connaît toutes les ressources; il parle également bien le français, l'anglais, l'allemand, le hongrois, le latin et le slave. Orateur habile mais superficiel, il s'attache plutôt à la forme qu'au fond des choses ; il séduira les masses par la poésie de sa parole, mais il ne les convaincra point par la logique de son argumentation.

A l'opposé d'O'Connell qui s'attachait avant tout à l'idée, il s'attache de préférence au mot; car il sait que, parfois, il suffit d'un mot adroitement jeté au sein des masses pour soulever une tempête. Son geste est éloquent, sa voix harmonieuse et vibrante ; sa parole est une note de musique, mais cette note répétée souvent finit par devenir monotone. Insinuant, souple et rusé, mais impétueux et passionné, il n'a point sur lui-même cette puissance de volonté qui brise les obstacles et donne le succès ; irrésolu dans les conseils, mobile dans les résolutions, inhabile dans l'application, confondant l'audace avec l'énergie, il se croyait un Villèle en finance, un Kaunitz en politique, un Machiavel en diplomatie, tandis qu'il n'était réellement sur un plan inférieur qu'un Lamartine en poésie.

Rhéteur habile mais mauvais politique, Kossuth comme Mazzini a fatalement attaché son nom à la ruine de sa patrie : l'un et l'autre seront flétris dans l'histoire.

Si la tradition était exacte, le berceau de Kossuth se trouverait près du tombeau d'Attila. Les émanations des cendres du fléau de Dieu se seraient-elles infiltrées dans les organes vitaux de l'homme que nous verrons bientôt reparaître sur une scène plus vaste, pour régner en dictateur à travers des flots de sang et des monceaux de cadavres?

HISTOIRE

DES RÉVOLUTIONS

DE L'EMPIRE

D'AUTRICHE.

CHAPITRE PREMIER.

Attitude du parti libéral en Autriche. — Tendance des esprits. — Mouvements dans les provinces. — Conséquences de la révolution de février. — Manœuvres du parti démocratique. — Embarras du gouvernement autrichien. — Mouvements révolutionnaires en Allemagne. — Conquêtes libérales. — Concessions des princes allemands devant l'émeute. — Pétition des professeurs de l'Université. — Pétition des écoles. — Fermentation de l'Université. — Préludes de révolution.

A l'avénement de Ferdinand Ier, le parti libéral, qui commençait à prendre une certaine consistance en Autriche, rattachait des espérances de réformes qu'il sut communiquer par des manœuvres habiles aux diverses classes si faciles à remuer par le levier de l'ambition et de l'intérêt. Ces réformes, impatiemment attendues, demeurant à l'état d'espérance, il s'opéra dans les esprits un mouvement d'inquiétude sourde qui présageait, dans un avenir plus ou moins rapproché, des jours d'épreuves. Aux symptômes de cette inquiétude vague, qui cependant ne dépassait pas encore les limites prudentes du huis clos, succédèrent bientôt les expressions d'un mécontentement qui ne tarda pas à se traduire sur toutes les zones de l'empire. Le mécontentement, partant des classes supé-

rieures et intermédiaires de la société, trouva un écho d'autant plus facile au sein des masses que le peuple, exaspéré par le droit de l'impôt, réprouvait ouvertement deux mesures financières établies depuis 1830 : le droit de timbre et celui de consommation.

Ces mouvements complexes présentaient deux caractères bien distincts; l'un tendait, en dernière analyse, à la séparation de la monarchie, l'autre avait pour but de revendiquer la participation des États au pouvoir. Ces deux catégories se partageaient les tendances nationales : les mouvements des provinces polonaises et des provinces lombardo-vénitiennes se rattachaient à la première; ceux de la Hongrie, de la Transylvanie, de la Bohême, de la Moravie et des provinces allemandes se liaient à la seconde. Pour se rendre un compte exact des événements qui ont eu lieu après les journées de mars 1848, et que nous allons décrire, il importe de remarquer que si les classes élevées et privilégiées du pays avaient le même point de départ que celui des classes intelligentes et financières du milieu, que si elles éprouvaient les mêmes antipathies contre le système du pouvoir, les mêmes défiances contre la marche politique des affaires, et les mêmes désirs de réformes, leurs tendances ultérieures étaient diamétralement opposées.

Les premières voulaient construire sur les débris des choses existantes un édifice dont elles auraient été le faîte; les secondes, au contraire, voulaient élever sur les mêmes débris un édifice unique pour elles à l'exclusion des autres. Chacun de ces deux partis convergeait à un même problème dont le dernier terme était la destruction du *statu quo*. Cette exposition explique l'harmonie apparente qui subsiste entre ces deux fractions jusqu'au jour où la victoire qui couronnera leurs projets signalera leur désaccord.

Ce fut d'abord en Gallicie, et l'année 1846, que les premiers troubles éclatèrent; mais ces soulèvements n'offrent point le caractère que présentent les événements dont les autres provinces de la monarchie furent le théâtre. Ils prirent leur source

dans l'ancien royaume de Pologne qu'ils tendaient à ressusciter : leur esprit n'était point démocratique, car le peuple n'était pas appelé au pouvoir ; il ne s'agissait pour lui que d'un changement de nom, le fond des choses restait le même, quoique la substitution de la domination polonaise à l'autorité légitime de l'Autriche fût le but suprême des meneurs. Ceux-ci n'ayant point réussi à leurrer le peuple, ce fut le peuple qui triompha de la révolution à sa naissance.

Dans les provinces lombardo-vénitiennes, les mouvements insurrectionnels avaient les mêmes tendances, car les meneurs aspiraient également à la séparation intégrale de l'Autriche ; cependant, entre la position des Polonais et celle des Italiens il existe une différence essentielle. Les premiers, inspirés par l'amour de leur nationalité, aspiraient à la réalisation d'espérances constatées ; les Italiens, aveuglés par leur aversion contre la domination autrichienne, se jetaient follement dans les mystères de l'inconnu.

Tandis que ces choses se passaient au nord-est et au sud-ouest de l'empire, les autres provinces, également agitées, se réveillèrent à la pensée de récupérer d'anciens priviléges, d'obtenir une influence plus large dans l'administration du pays, une indépendance moins limitée vis-à-vis de l'autorité dominante à Vienne. Le caractère de ces mouvements était plus ou moins tranché, selon les positions exceptionnelles et particulières de ces provinces. Ainsi la Hongrie et la Transylvanie possédaient une constitution séculaire qui consacrait leurs droits *coopératifs* à la direction des affaires. Quelques provinces auxquelles les événements du XVII[e] siècle avaient conservé de rares priviléges, ne jouissaient de nul droit de concours à la législation, de nulle influence décisive dans la direction de la chose publique. Celles-là ne devaient leurs États, dont la sphère d'action se bornait à d'étroits horizons, qu'au remaniement de l'Europe en 1815 ; celles-ci enfin se trouvaient complétement dépourvues des institutions accordées aux autres. Comme les mouvements de ces diverses provinces marchaient en raison de l'importance de leurs priviléges

politiques, ce fut en Hongrie que l'opposition se déclara plus ouvertement. L'opposition de la Transylvanie ne fut qu'une pâle copie de celle des Magyars, avec cette différence, néanmoins, qu'elle trouva un violent antagonisme dans l'élément germanique. La physionomie de la Bohême n'était guère moins hostile : le souvenir de l'ancienne puissance de ses États, la jalousie des Tchèques contre les Autrichiens, le désir d'augmenter l'influence de leur nationalité par l'usage de leur langue, devaient inévitablement provoquer des conflits qui, d'abord insignifiants, finirent par s'envenimer au point de mettre en question les points les plus importants du droit public.

Les états de la Moravie, se maintenant en des limites plus pacifiques, se modelaient sur ceux de la Bohême. Les états de la Styrie, à l'exception de quelques membres exaltés, restaient unis au pouvoir légitime. Leurs demandes ou leurs griefs furent toujours soumis à l'Empereur dans les formes respectueuses et strictement légales qui conviennent à l'autorité souveraine. Les états de la Carniole, de la Silésie et de la Haute-Autriche, quoique jouissant de priviléges consacrés par des siècles, ne songeaient point à engager la lutte avec le gouvernement sur l'interprétation de ces priviléges : ils savaient que le peuple les abandonnerait sur ce terrain.

A l'exception de ceux de la Basse-Autriche, les états des autres provinces, créés par l'empereur François Ier, étaient organisés de telle sorte que leur opposition aurait manqué de base légale. Il n'en était pas de même pour la Basse-Autriche; le souvenir des empiétements auxquels les États de cette province avaient osé se livrer contre la couronne, vivait encore dans tous les esprits et donnait lieu à des conflits fréquents entre les états et les autorités impériales. Ces conflits portaient uniquement sur des mesures secondaires émanant d'officiers subalternes; la position respective des états vis à vis de la couronne ne fut mise en question que lorsque ceux-là en firent un sujet de controverse.

A cette époque, les états, entraînés par un esprit de vertige dans un courant révolutionnaire, se firent fossoyeurs et

creusèrent incessamment dans la poussière des archives pour y déterrer de prétendus droits. En même temps, ils organisèrent des comités chargés de formuler en de lourds factums leurs griefs et de rédiger des adresses à l'Empereur. Leurs prétentions, repoussées ou demeurant sans réponse, leur fournirent de nouveaux sujets de plainte contre le despotisme de la bureaucratie contre l'inertie de l'administration centrale.

Les états de la Basse-Autriche ne pouvant, à l'exemple de ceux de la Bohême, se faire une arme de leur nationalité militante, courtisèrent les classes intermédiaires; ils devinrent les membres les plus assidus de différentes associations organisées à Vienne et dont plusieurs, notamment la société industrielle et celle de lectures (*Leiseverein*), avaient des tendances politiques. Ils trouvèrent des alliés zélés parmi les gens de lettres et les professeurs, qui ne laissaient échapper aucune occasion d'attaquer le gouvernement par d'injustes accusations, et de le harceler par d'insolites exigences. Les membres de la haute finance, s'associant ouvertement à ces manœuvres hostiles, exerçaient sur les classes commerciales la même influence que les professeurs exerçaient eux-mêmes sur la jeunesse dont les instincts généreux, mais mal dirigés, servaient d'instrument à une propagande de destruction. Comment expliquer cette alliance entre l'intelligence et la fortune manœuvrant sur un terrain contraire à leurs intérêts, funeste alliance dont le succès eût infailliblement fait surgir la barbarie des ruines du crédit.

L'esprit contagieux de cette opposition tracassière et ignorante se communiqua même à certains fonctionnaires du gouvernement; il vint en aide à la haine des uns, à la trahison des autres. A travers les doutes, le blâme, les récriminations et la calomnie, cet esprit permanent d'hostilité se glissait partout; il pénétrait dans les coulisses des théâtres, dans les salles du Casino de la noblesse, dans les vestibules des ministères, dans les hôtels des étrangers, dans les cafés, au *Leiseverein,* à la bourse, au collége, sur les bancs mêmes des écoliers, jusque dans les antichambres du palais impérial, à

la porte même du souverain qui ne put s'empêcher, un jour, d'en témoigner en termes sévères sa juste indignation.

Dans cet état de choses, un événement immense et imprévu vint changer la face d'une nation, dont chaque pulsation désordonnée fait tressaillir le monde...

Par un tour de main habile, la république s'était substituée à la dynastie des d'Orléans. Louis-Philippe, se croyant au faîte de sa puissance, était monté en voiture pour l'exil, à l'endroit même où, cinquante-cinq ans plus tôt, Louis XVI avait gravi les marches d'un échafaud pour monter au ciel. Les bas-fonds de la démagogie victorieuse trônaient au palais des Tuileries. La nouvelle de leur triomphe parvint à Vienne, par un courrier de cabinet, le 29 février.

Le lendemain 1er mars, le peuple viennois apprit cette fatale nouvelle. Sa première impression fut un sentiment de surprise, auquel succéda bientôt celui de la stupeur, remplacé à son tour par une anxiété générale. L'âge avancé de Louis-Philippe faisait prévoir une prochaine vacance du trône, mais sa réputation d'habileté prévenait toute idée d'exclusion violente et de fuite rapide. Le trône de Charles X, défendu par une poignée de braves contre cinquante mille insurgés, avait été renversé en trois jours; trois heures avaient suffi pour briser celui de Louis-Philippe, attaqué par cinquante forçats libérés, et défendu par cent mille soldats.

Quoi qu'il en soit, et tout en reconnaissant à ces événements inouïs l'empreinte du doigt de Dieu, le gouvernement autrichien partageait les appréhensions du peuple. Quelles seraient en Europe les conséquences du cataclysme populaire en France? La proclamation de la république à l'hôtel de ville de Paris devait-elle ajouter des feuillets sanglants à l'histoire de la république de 1793? Les échos lointains de *la Marseillaise,* hurlée par des voix ivres, n'étaient-ils point les indices certains de nouvelles et grandes luttes? Les bouillonnements de l'effervescence française ne verseraient-ils point au dehors des frontières imposées à la France le lendemain de Waterloo? Le choc des bataillons ne se heurterait-il point bientôt sur

les rives du Rhin? Telles étaient les questions générales que s'adressaient simultanément les hommes politiques de l'Empire. Comme leur front, le ciel ce jour-là était sombre, voilé de nuages, un violent orage même accompagné de tonnerre éclata sur la ville; la tempête du ciel renfermait évidemment le sinistre présage des tourmentes humaines qui devaient, dans un avenir rapproché, déchirer le sol de l'Allemagne.

Les chefs des associations démocratiques, éparses sur le sol de ce vaste pays, se réunirent dans cette pensée commune que les temps étaient venus de réaliser leurs coupables espérances. Les événements de la France ne servaient que trop bien leurs théories insensées. Ils se mirent donc aussitôt à l'œuvre.

Exploitant avec une rare habileté l'anxiété générale des esprits, ils font appel au patriotisme de l'Allemagne, ils surexcitent la fibre nationale en proclamant de toutes parts l'alliance absolue de l'union et de la force, comme indispensable pour maintenir et pour défendre au besoin l'inviolabilité du territoire. Ils déclarent en même temps que le peuple seul peut désormais réaliser les vœux des véritables Allemands, en donnant à la patrie commune la force invincible que la diète de Francfort n'a su lui procurer par trente années de travaux stériles.

Ce qu'il faut avant tout au salut de la patrie en danger, disent-ils, c'est la réunion immédiate d'une assemblée populaire de toutes les nations allemandes, représentées par des députés de leur choix et en dehors de l'action des souverains. Les peuples répondent à cet appel qui bientôt devient un mot d'ordre général pour toute l'Allemagne.

Les gouvernements, non préparés et surpris par la chute du trône de Louis-Philippe, ne pouvaient résister aux mouvements populaires qui menaçaient de les submerger. Les associations libérales de Vienne secondèrent puissamment les efforts des démocrates allemands; ils purent le faire avec d'autant plus de sécurité que le cabinet de Vienne, confiant en sa force et sa vigilance, dirigeait alors son attention parti-

culière sur la péninsule italique, où les provinces lombardo-vénitiennes se levaient en armes aux cris de : Vive l'indépendance de l'Italie!

Aux armements nécessaires pour faire face à l'insurrection, il fallait de nouveaux subsides, car l'emprunt qui se trouvait alors en cours de négociation devenait insuffisant aux besoins imprévus du moment. Quoique l'état des finances fût inquiétant, il n'était cependant point désespéré, ainsi que semblaient l'indiquer les appréhensions de banqueroute. En présence de la gravité de la situation, le baron Kubeck, chef de l'administration financière, avait voulu restreindre les principales sources des dépenses alimentées par les charges militaires; il avait eu même à ce sujet des conflits sérieux avec le département de la guerre qui, sur les instances pressantes du commandant en chef de l'armée d'Italie, réclamait incessamment des sommes considérables, pour mettre son armée sur le pied de guerre.

Les quatre-vingt-cinq mille hommes qui devaient former les cadres de cette armée jusqu'au mois de février devinrent insuffisants lorsque, sans déclaration de guerre, le roi Charles-Albert prêta son épée à l'insurrection lombarde. L'attaque des Piémontais paraissait d'autant plus impossible au cabinet de Vienne, composé d'hommes d'honneur, que les grandes puissances avaient récemment renouvelé leur adhésion au maintien des traités de 1815. Cette complication vint augmenter les embarras de la situation présente. Voulant y mettre un terme, le baron Rubeck conçut la pensée de convoquer une assemblée composée des états provinciaux, afin de lui soumettre un compte rendu, basé sur les documents de la position financière, et pour concerter avec elle les moyens de rétablir l'équilibre entre les dépenses et les recettes. Les lenteurs, qui malheureusement présidaient à tous les actes du gouvernement, s'opposèrent à l'exécution immédiate de cette combinaison adoptée en principe par l'Empereur. Sans cet inconvénient, le gouvernement aurait pu affronter la révolution avec plus de fermeté, car il aurait évité le reproche qu'on lui fit

plus tard de ne point avoir consulté le vœu des états convoqués en qualité de représentants du peuple. Dans tous les cas, la révolution n'en aurait pas moins suivi son cours, car les chefs de la démocratie avaient mis à profit la victoire remportée à Paris au nom du peuple souverain pour dominer par la terreur l'esprit des princes allemands. Ces princes, les yeux tournés vers le Rhin, s'attendaient chaque jour à voir les escadrons français traverser le fleuve allemand. Dans cette appréhension, ils redoutaient de paralyser le dévouement et le courage des peuples, en s'opposant à la crise de leur fièvre patriotique. Alors, au lieu de comprimer le mouvement national, ils songèrent à le diriger.

Déjà, d'un bout à l'autre, ce mouvement avait embrasé l'Allemagne. Le 29 février, à Carlsruhe, le ministère, placé sous le coup de l'injonction, avait annoncé à la chambre des députés que le gouvernement allait présenter des projets de loi concernant la liberté de la presse, la création du jury et l'armement du peuple. Dans la soirée du même jour, des bourgeois en armes s'étaient montrés dans les rues. Le 2 mars, à Stuttgart, une assemblée de bourgeois avait adressé à l'Empereur une pétition demandant : la convocation d'un parlement du peuple allemand, l'institution du jury, la liberté absolue de la presse, le droit de réunion politique, l'égalité des impôts et des religions, l'abolition des corvées et l'armement du peuple. La convocation immédiate des États avait été la conséquence de cette pétition. Dans le duché de Nassau, une pétition semblable avait obtenu un succès pareil. Le 3 mars, la diète siégeant à Francfort et cédant aux exigences populaires avait décrété que chaque État de la confédération germanique avait le droit d'abolir la censure et d'établir la liberté de la presse. Le 9 mars, elle s'était tricolorisée, en adoptant pour les couleurs de la confédération le noir, le rouge et l'or. Le 3 mars, à Munich, le roi Louis de Bavière avait dissous la seconde chambre de ses états; le 4, il avait vu passer sous les fenêtres de son palais l'émeute allant piller l'arsenal; le 6, il avait de nouveau convoqué les

états pour le 16 du même mois, il avait aboli la censure et avait fait prêter par l'armée serment à la constitution. Le 16 mars, à Berlin, le roi de Prusse avait accordé l'abolition de la censure et la liberté de la presse; concessions qui n'empêchèrent point le peuple de passer sous les fenêtres de son palais, pour lui donner, en vociférations, le prélude de scènes plus sinistres encore.

Le 6 mars, le roi de Saxe, cédant à son tour, s'était vu forcé de congédier un ministre antipathique au peuple et de convoquer immédiatement les états. Le 5, dans le duché de Bade, le principe de la souveraineté du peuple avait détrôné le principe de la souveraineté du prince. A Heidelberg, cinquante et un individus, se créant de leur propre autorité représentants du peuple, avaient déclaré que la diète de Francfort ne possédait plus la confiance de la nation, qu'en cette considération tous les hommes en qui la nation avait foi devaient se réunir le plus promptement possible, afin de proposer une représentation populaire, issue des élections de l'Allemagne entière. En attendant, un comité de sept membres avait été nommé pour préparer les travaux préliminaires.

Partout, comme on le voit, les princes allemands, surpris à l'improviste, blâmés par les uns, attaqués par les autres, abandonnés par tous, subissaient les envahissements de la démocratie : leur souveraineté suprême s'effaçait momentanément devant celle du peuple; les haillons remplaçaient la pourpre, le bonnet phrygien la couronne d'or, la pique de l'émeute le sceptre, la hotte du chiffonnier le trône, le fait usurpait le droit.

Dans cet état de choses éminemment favorable aux principes démocratiques, le parti libéral en Autriche, se croyant sûr de la victoire, entonna d'avance, dans l'ombre de ses conciliabules, un chant de victoire. Les complications de l'Italie, les tressaillements de la Hongrie, le conflit engagé entre le ministère et les états de Bohême, la perspective d'un conflit semblable avec les états de la Basse-Autriche, la détresse des

finances, le mécontentement général, étaient pour lui des gages certains de succès.

D'accord avec cet axiome : Rien n'est fait tant qu'il reste encore quelque chose à faire, il poursuit son œuvre avec le zèle que le génie du mal inspire toujours aux ennemis du bien. A la voix des meneurs, les corporations, les clubs, les associations redoublent d'activité; des hommes, dont l'intelligence, d'accord avec la profession, devrait servir de lumière aux peuples, marchent au premier rang de cette ligue impie; juges dans leur propre cause, ils déversent le blâme sur un règlement de censure, publié le 1er février contre les abus de la liberté d'écrire. De son côté, la corporation des libraires présente à l'Empereur une requête dont le texte, parodiant l'Oraison dominicale, implore des adoucissements à la censure; ils cherchent à influencer la décision souveraine en propageant le bruit que plusieurs maisons de librairie se fermeront si la réponse impériale est négative.

Le 6 mars, l'association industrielle, dans une de ses séances mensuelles, en présence de l'archiduc François-Charles et du comte Kolowrat, vota, sur la proposition de M. Arthaber, une adresse à l'Empereur pour lui exposer l'ébranlement du crédit, la stagnation des affaires et le danger de la prolongation de cet état de choses aggravé par les événements qui bouleversaient l'ouest de l'Europe. Cette adresse, votée avec acclamation, renfermait, sous des apparences de dévouement et de fidélité au trône, un vote de défiance et une leçon au pouvoir.

Peu de jours après, la scène grandit; une pétition, rédigée par des professeurs de l'Université et quelques membres de l'association de lecture, circule dans la ville; des agents habiles la colportent de maisons en maisons : elle se couvre de signatures. « Le préambule de ce document démontrait à la monarchie autrichienne la nécessité de marcher désormais dans une voie de progrès tempérée par la sagesse. Cette nécessité était d'autant plus urgente que les mouvements qui éclataient dans l'ouest de l'Europe étaient de nature à compro-

mettre la paix du monde, le crédit, la propriété et le droit dans les États. » Après avoir commenté les mesures prises par les autres parties de l'Allemagne pour assurer l'intégralité du territoire et fortifier les positions à l'intérieur, les signataires exprimaient la confiance qu'ils éprouvaient de voir la monarchie autrichienne chercher son véritable point d'appui sur l'alliance des intérêts de l'Empire avec ceux de l'Allemagne, et dans les voies d'une politique allemande. Ils terminaient par les demandes suivantes, accompagnées des protestations habituelles de dévouement et de fidélité, fausse monnaie frappée pour l'usage des conspirateurs de tous les siècles et de toutes les nations :

1° La publication immédiate du budget;

2° Convocation périodique d'un corps d'État représentatif, comprenant toutes les classes, tous les intérêts, et investi du pouvoir de voter l'impôt et d'en contrôler l'emploi;

3° La participation à la législation;

4° Garantie de la presse au moyen de lois répressives;

5° Publicité des arrêts de la justice et des actes des administrations;

6° Création de lois municipales et communales;

7° Représentation, aux états, des éléments agricoles, commerciaux, industriels et scientifiques.

Cette pétition, comme on le voit, tendait à une réforme radicale de l'organisation intérieure de l'Empire : elle ne fut point présentée à l'Empereur, elle fut remise aux états provinciaux de la Basse-Autriche avec mission d'en discuter les articles à l'époque de leur convocation fixée au 13 mars. Étrange contradiction ! les pétitionnaires accordaient aux états un pouvoir qu'ils leur contestaient, les états, suivant eux, n'étant point l'expression exacte du pays. Tel était l'esprit de vertige et d'égarement que l'on vit des conseillers auliques apposer au bas de cette pétition menaçante et révolutionnaire l'autorité de leurs signatures : ils devenaient ainsi, au mépris de leurs devoirs envers le trône, les souteneurs d'une mesure fatale dont ils assumaient la responsabilité en

en déguisant aux yeux du public moins éclairé la véritable signification.

Séduits par le prestige de l'exemple donné principalement par les étudiants de Munich, entraînés dans le courant qui devait submerger la justice et le droit, les élèves des écoles de Vienne, secouant la poussière de leurs rudiments, s'élancent dans les régions les plus élevées de la politique pour régler les destinées de l'Empire; avec la présomption, qui presque toujours accompagne l'inexpérience, ils s'érigent le 11 mars en corps délibérant; ils déclarent, dans une pétition adressée à l'Empereur, que la liberté était le lien le plus sûr entre le souverain et le peuple, que la liberté était le principe de toutes grandes choses, que la liberté donnait, dans les épreuves, la force de résister aux coups du sort. En raison de la position critique de l'Europe, et en regard de la république démocratique inaugurée sur les barricades de Paris, ils croyaient remplir le devoir de bons citoyens en exprimant le désir de voir la liberté devenir désormais une vérité. Ils suppliaient donc l'Empereur d'accorder à ses peuples la liberté de la presse et de la parole indispensable à l'harmonie du prince avec ses sujets, la liberté de l'enseignement, la réforme de l'instruction publique, l'égalité des droits politiques, l'égalité des confessions, et la publicité des débats judiciaires.

La discussion de ces divers articles souleva le lendemain un tumultueux orage dans la grande salle de l'Université inaccoutumée à de pareils débats. Vainement le directeur de l'école de droit interposa son autorité, vainement il essaya de faire comprendre aux étudiants l'illégalité de leurs actes, l'influence que certains professeurs exerçaient sur leur esprit l'emporta sur la raison. Le professeur Hyé et le célèbre savant Endlicher, oubliant le caractère de leur mission qui leur faisait un devoir de se rallier à l'autorité du chef de l'école, s'interposèrent entre le maître et ses élèves; ils parvinrent à calmer l'effervescence de ceux-ci, en leur promettant de faire parvenir le jour même leur pétition à l'Empereur. La séance fut levée à midi. Endlicher et Hyé, porteurs de la

pétition, se rendent immédiatement au palais impérial; ils se présentent chez le comte Kolowrat qui les introduit aussitôt auprès de l'archiduc Louis, oncle et lieutenant de l'Empereur. L'archiduc les reçoit avec froideur, il leur adresse même quelques mots sévères; mais Endlicher, prenant à son tour la parole, rappelle son inaltérable attachement à la dynastie régnante et la confiance que celle-ci lui a toujours accordée. « Il ne se dissimule pas, ajoute-t-il, la gravité de la situation, cette gravité justifie leur présence au palais, d'où se retirera l'amour du peuple, si le gouvernement persévère dans une politique inféodée à un homme devenu l'objet de la réprobation universelle. La défiance du peuple et les dangers de la situation présente se résument par un seul nom : Metternich. » Il termine en demandant à être admis auprès de l'Empereur. A ces paroles, prononcées avec une audacieuse inconvenance, l'archiduc Louis répond par un refus formel, et d'un geste plein de dignité il congédie les médiateurs.

Cependant à quatre heures les deux professeurs reçurent un message qui les convoquait à six heures précises au palais dans le cabinet de l'Empereur. Ils furent accueillis avec bienveillance; après avoir reçu de leurs mains la pétition des étudiants, le monarque promit de prendre en considération les demandes qui lui étaient adressées. Dans la soirée, des groupes d'étudiants visitèrent les autres écoles pour les convoquer à l'université. Le rendez-vous, fixé pour le lendemain, avait pour but d'attendre la réponse de l'Empereur et de prendre ensuite les mesures qu'elle comporterait.

En quelques heures la conspiration avait franchi un espace immense : les meneurs, dirigeant par une force occulte l'inexpérience aveugle de leurs complices de bonne foi, s'étaient fait de la pétition des écoles un levier pour abattre les premières assises du pouvoir; des écoles elles-mêmes un bouclier pour couvrir, en cas d'échec, leur responsabilité personnelle, et de leur initiative un marchepied pour s'élever sur les débris de la monarchie. Ainsi qu'en France comme en Italie, de même que sur tous les points envahis ou menacés

par la démocratie, ces hommes, fatalement inspirés par le génie du mal, procédaient d'une manière uniforme, identique. Ici un banquet, là une pétition, plus loin une démonstration pacifique, partout des protestations d'amour, de fidélité, de dévouement à la surface, mais au fond la haine, l'hypocrisie, l'émeute et la trahison.

La nuit a jeté ses ombres sur la capitale de l'Autriche, l'anxiété règne au palais de l'Empereur, le gouvernement s'endort dans une trompeuse sécurité, les conspirateurs sont à la porte, ils veillent et ils attendent!

CHAPITRE II.

Coup d'œil sur les événements de Bohême et de Hongrie. — Réunion démocratique aux Bains de Venceslas. — Projets et propositions de réformes convertis en adresses. — Attitude hostile de la diète hongroise. — Singulière gageure d'un Anglais. — Mystérieux avertissements. — Matinée du 13 mars. — Les étudiants envahissent le palais des États. — Harangue révolutionnaire du médecin Fischhof. — Scènes étranges. — Violents discours. — Députation de douze étudiants aux états. — Marche des états et des écoles vers le palais impérial. — Préparatifs de défense. — Sang-froid du prince de Metternich. — Excès des étudiants.—Conflits.—Lutte.—Exigences des émeutiers.—Faiblesse du pouvoir. — L'insurrection grandit. — Combats sur la place du Hof. — Médiation du recteur de l'Université. — Scène attendrissante. — Exigences des écoles et de la bourgeoisie. — Démission du prince de Metternich. — Son départ de Vienne. — Son portrait.

Avant d'entrer dans les détails qui ont amené les sinistres journées qui doivent assurer le triomphe éphémère de la révolution à Vienne, jetons un coup d'œil rapide sur les événements qui avaient lieu en même temps en Bohême et en Hongrie.

Pendant que les états de Bohême se préparent à une lutte opiniâtre pour reconquérir leurs anciens priviléges, la bourgeoisie se trouvait aux prises avec l'antagonisme qui régnait entre les Tchèques et les Allemands. Depuis quelque temps, les Tchèques avancés se réunissaient aux Bains de Venceslas, auberge dont le directeur devait plus tard acquérir une triste célébrité. Dans ces réunions uniquement politiques, la langue bohême était seule admise; les agitateurs avaient choisi cet établissement pour y convoquer, le 13 mars, une assemblée dans le but d'y rédiger une adresse au gouvernement. Ce jour-là, à six heures du soir, les initiés, exacts au rendez-vous, encombraient la salle des séances habituelles; ils appar-

tenaient à la bourgeoisie, à l'exclusion des classes inférieures, qui ne s'y trouvaient point représentées.

L'aubergiste, nommé Faster, fut proclamé président à l'unanimité; c'était un homme chez qui l'exaltation politique, tenant lieu de savoir, donnait à son éloquence un caractère abrupt qui n'était pas sans prestige sur les masses. D'une voix ferme et sonore il soumit à l'approbation de l'assemblée et formula, en forme de projet, les propositions suivantes :

1° L'égalité des droits de la nationalité allemande et tchèque, tant aux écoles que devant les tribunaux et les administrations gouvernementales;

2° L'obligation aux employés du gouvernement d'apprendre le bohême;

3° Réunion représentative des états de Bohême, de Moravie et de Silésie, les diètes alternant de Brünn et de Prague;

4° Représentation des villes et des campagnes;

5° L'émancipation des communes, l'égalité des religions, l'indépendance des tribunaux d'arrondissement, la publicité des débats judiciaires, la liberté de la presse tempérée par des lois répressives contre ses abus, la responsabilité des tribunaux auliques, l'abolition des servitudes féodales et des tribunaux privilégiés, la suppression des corvées, l'abrogation de l'impôt de consommation, la modification de la loi des taxes et du timbre, l'obligation pour tous du service militaire, le système du tirage au sort appliqué au recrutement, la durée du service fixée à quatre années, la garantie de la liberté individuelle, etc.

Les développements de ce projet furent commentés, appuyés et traduits en allemand par un fonctionnaire impérial nommé Trogman; ils furent ensuite adoptés par acclamation et remis, en dernier lieu, à un comité nommé pour les convertir en une adresse qu'une députation spéciale porterait à l'Empereur.

D'autre part, en Hongrie, la diète réunie à Presbourg songeait également à bénéficier des embarras du gouvernement. Dès le 3 mars, Kossuth, dont la pensée active suivait le cours

[illegible] … l'approuva sur tous ses points et se livra même à de violentes attaques contre le gouvernement.

Les symptômes, preuves flagrantes du travail que la révolution opérait sur les esprits, en province aussi bien que dans la capitale, étaient plus que suffisants pour prévenir le gouvernement et le mettre en garde contre les dangers dont il se trouvait menacé, la veille même de l'ouverture de la diète des états de la Basse-Autriche. Des indices plus significatifs encore lui parvinrent sous diverses formes. Dans les premiers jours de mars, une affiche manuscrite, placardée contre les murs du palais du tribunal suprême, annonçait positivement pour le milieu du mois la proclamation de la constitution. Un gentilhomme anglais offrit un soir au café d'Anna, entre la lecture du *Times* et un bol de punch, un pari de 1,000 livres sterling que la constitution serait accordée avant trois mois. «Si j'avais cette somme, lui avait répondu un jeune officier de hussards hongrois, j'accepterais la gageure; mais si je perdais vous mériteriez d'être condamné au supplice qu'on inflige dans votre pays aux crimes de lèse-nation.» La situation exacte de l'Autriche était mieux connue à Londres qu'à Vienne même. Le prince de Metternich, chancelier d'État, chaque jour en butte à des menaces, recevait incessamment des lettres anonymes qui lui annonçaient sa chute prochaine; il méprisait les unes et accordait aux autres l'honneur qu'elles méritaient. Un illustre prince de la famille impériale fut également averti, le 11 mars, par des avis mystérieux, que le peuple, bientôt souverain à

son tour, serait libre de coucher à Schœnbrünn comme le peuple français aux Tuileries; cette comparaison peu flatteuse assimilait le peuple de Vienne aux bandits qui, trônant effectivement au palais des Tuileries, traitaient de pairs à égaux avec les membres du gouvernement provisoire.

Quoi qu'il en soit, cette date fatale du 13 mars, qui jetait dans les esprits une inquiétude vague, devenait pour tous un mobile de curiosité; les Viennois, qui ne connaissaient que de nom les émeutes comptées à Paris avec du sang et des cadavres, se promettaient les émotions d'un spectacle nouveau. Plusieurs membres du corps diplomatique se donnèrent rendez-vous, le 13 au matin, chez leur collègue le ministre de la Belgique qui demeurait vis-à-vis le palais des États; ils voulaient, eux aussi, se donner le spectacle insolite d'une émeute à Vienne.

Le président de régence de la Basse-Autriche moins rassuré, regardant même comme certains les signes précurseurs de l'insurrection, réunit en séance, le 12 mars, les autorités chargées de maintenir la tranquillité publique. Celles-ci tournèrent ses craintes en ridicule et repoussèrent comme superflus les préparatifs de résistance qu'on leur proposait; peu s'en fallut même qu'elles ne prissent le président de régence pour un visionnaire. Aveuglement étrange! une police réputée en Europe pour avoir des yeux d'Argus et des oreilles de lynx, était aveugle et sourde.

La bourgeoisie de Vienne frondeuse, servile copie de la bourgeoisie parisienne, dormait encore, quand, le 13 mars, au matin, des bandes d'écoliers, le front haut et la démarche altière, se rendirent au palais de l'Université. L'heure du rendez-vous était venue, mais la réponse du gouvernement n'était point encore arrivée. Elle ne se fit pas longtemps attendre; elle se réduisit à deux mots : « L'Empereur avisera. » Un seul cri, mais un cri de colère, s'éleva tout à coup du sein des écoles réunies au nombre de plus de trois mille jeunes gens : pour la première fois, à Vienne, le nom vénéré de l'Empereur avait perdu son prestige. « L'Empereur avisera! s'écrièrent les

étudiants ; nous aviserons aussi nous ! car le temps du bon vouloir expire, et celui de la liberté commence ; les désirs du peuple doivent être exaucés, ils le seront ; en attendant, portons-les aux états, puisque le pouvoir refuse de les entendre ; aux états, partons ! » Le professeur Hyé, alarmé sur les conséquences d'une fermentation que, de concert avec ses collègues, il a provoquée lui-même, essaye vainement de rappeler au calme les étudiants ; ceux-ci, dociles hier encore, ne subissent plus aujourd'hui que l'inspiration des passions mauvaises qui les égarent ; la voix du maître se perd dans le tumulte, elle est étouffée par ces cris : « Au palais des États, partons ! » En un instant, la salle se vide, la place de l'Université s'encombre, et, deux à deux, en ligne, après avoir déposé leurs cannes, les étudiants se mettent en route dans le plus profond silence. Prévenus de ce qui se passait au palais de l'Université, les membres des états, voulant éviter tout prétexte de troubles, s'étaient rendus au lieu de leurs séances, isolément, à pied et en costume de ville. Des groupes nombreux stationnaient autour du palais. L'on voyait parmi eux ces figures sinistres, qui, semblables aux oiseaux des tristes présages, paraissent flairer de loin le sang et les cadavres ; leurs regards respiraient l'impatience et la haine ; leurs fronts blafards reflétaient les mauvais instincts de leur cœur. Tout à coup, ce cri se fait entendre : « Les voilà ! » Au même instant, une colonne de trois mille étudiants, professeurs en tête, débouche sur la place ; les groupes se rangent sur son passage, pour lui faire une haie d'honneur ; les fenêtres du palais, et celles des maisons voisines, se garnissent de spectateurs ; les cours sont encombrées, les étudiants avancent toujours ; la voix d'un commissaire de police les somme de ne point passer outre ; la voix est méconnue, le commissaire est écarté et les écoliers pénètrent au palais. Pâle, mais calme, le médecin juif Fischhof, s'improvisant une tribune avec les épaules de ses collègues, prend le premier la parole : il recommande l'union et le calme imposant qui convient à la force du peuple. « Les peuples de l'Autriche, s'écrie-t-il, ne veulent point se séparer

pour de mesquins préjugés; divisés par les détails, ils se réunissent dans un ensemble commun, l'amour de l'Allemagne et de la liberté. Vivent les frères libéraux à l'est, les Magyars constitutionnels! Vivent les frères ardents au sud, les Italiens en armes! Vive l'Allemagne libre et indépendante! » La foule répond, par des applaudissements frénétiques, à cette harangue révolutionnaire. Le médecin continue et termine en disant : « Ce que les peuples veulent, ce qu'il faut aux peuples, ce n'est plus de vaines promesses, c'est la réalisation de leurs espérances, c'est la réforme radicale exigée par les impérieuses nécessités du temps. » A travers mille acclamations, les airs retentissent de mille cris confus qui se croisent dans tous les sens : « Nous voulons la liberté de la presse, la liberté religieuse, la liberté de l'enseignement, la responsabilité des ministres, la représentation du peuple, l'armement général, l'alliance avec l'Allemagne, la constitution. »

Au fond de la cour, vis-à-vis de la porte principale, se trouve un puits protégé, ainsi que les fontaines de Vienne, contre les frimas de l'hiver, par un échafaudage en bois : cet échafaudage devient une tribune où les orateurs s'improvisent, se succèdent et répètent, sur une même gamme, les mêmes provocations. L'un d'eux, taillé sur le patron d'Hercule, et cherchant, dans l'ivresse du vin, l'inspiration de la pensée, interpelle le peuple. « Que veux-tu, peuple? » s'écrie-t-il. « La liberté de la presse et de la parole, » répond le peuple.

— « Peuple, que veux-tu?

— « La liberté de l'enseignement et des religions.

— « Peuple, que veux-tu?

— « L'alliance avec l'Allemagne et la constitution.

— « Eh bien! peuple, que le Seigneur tout-puissant exauce tes vœux et confonde tes oppresseurs! »

L'excentricité que la fermentation du vin, jointe à l'exaltation de ses paroles, imprime aux gestes de l'orateur; ses yeux hagards, son allure chancelante, excitent l'hilarité d'abord, l'indignation du peuple ensuite; un violent orage s'élève contre lui : « A bas l'ivrogne! s'écrie-t-on de toutes parts. Au caba-

ret le farceur! il insulte la majesté du peuple; il déshonore la tribune populaire. A bas, à bas l'ivrogne! » L'orateur confus, et jetant au peuple un regard de colère, est forcé de quitter la tribune. Le tumulte et la confusion succèdent à cet incident. La foule augmente; ses vagues ondulent et se brisent contre les murs du palais : le désordre est à son comble.

Dans ce moment, le comte Montecuculli, nommé récemment ministre d'État, chargé de régler les différends de l'empire avec l'Italie, paraît à l'une des fenêtres du palais; il réclame et obtient le silence : il commence par recommander le calme et l'ordre, et termine en proposant aux étudiants d'envoyer à l'assemblée douze délégués, afin d'assister à la séance et de se convaincre eux-mêmes que les états étaient prêts à appuyer, devant le trône, les vœux du peuple. Les délégués nommés se rendent immédiatement dans la salle des séances. Les bruits, momentanément apaisés, éclatent de nouveau : des cours, ils pénètrent dans l'intérieur même du palais. Placé à une fenêtre, un député implore le silence nécessaire à la discussion des états; il annonce que les conclusions de l'assemblée seront connues dans une heure; la foule applaudit, les bruits s'apaisent pour recommencer bientôt après.

Sur ces entrefaites, les cris de : Place! place! se font entendre; un jeune homme à la figure enflammée se précipite dans la cour. « Le discours de Kossuth! » s'écrie-t-il; et il élève au-dessus de sa tête la feuille de vélin qui contient la traduction de la diatribe prononcée le 3 mars à la diète de Presbourg. Ce jeune homme, étudiant en médecine et nommé Goldner, se glisse à travers la foule, on le porte sur l'échafaudage du puits; de la main il commande le silence, et d'une voix tremblante que rend inintelligible l'émotion, il cherche vainement à se faire entendre, la parole expire sur ses lèvres. On demande un lecteur de bonne volonté *qui sache lire*. Alors un étudiant en droit, un Tyrolien nommé Putz, se présente; on le porte sur l'échafaudage près de Goldner qui, dès la première phrase, fait observer que le préambule pourrait être passé en raison de son peu d'importance : « Non, non! répond le peuple d'une

seule et même voix, nous voulons le discours tout entier; la pensée du grand Kossuth ne doit pas être mutilée; le discours d'un bout à l'autre. Vive Kossuth! » Putz, s'inclinant devant la volonté du peuple, commence aussitôt d'une voix vibrante la lecture exigée du discours. L'exorde cachait imparfaitement, sous d'hypocrites protestations d'amour et de dévouement à la dynastie régnante, les tendances révolutionnaires qui, d'un bout à l'autre, régnaient dans l'œuvre du grand agitateur. Quelquefois, cependant, sa pensée devenait plus explicite à certain passage comme celui-ci : « Je sais qu'il est aussi difficile à une politique vieillie qu'à un vieillard, de se séparer de l'idée d'une longue vie. » La foule oblige le lecteur de répéter trois fois cette phrase, accueillie avec des applaudissements frénétiques. Le nom du prince de Metternich circule sur toutes les lèvres : « Je sais qu'il est difficile d'assister à la ruine d'un monument pièce à pièce; mais si les fondements sont mauvais, la chute est inévitable, et les faiblesses d'un mortel ne peuvent avoir une influence sur nous, à qui la Providence a confié le sort d'une grande nation. » A ce passage, une feuille volante, lancée d'une fenêtre du premier étage, tourbillonne et tombe dans la cour; on la remet aussitôt aux harangueurs debout sur la couverture du puits. Tandis que Putz la parcourt, un conflit de voix s'élève ; les unes réclament la lecture du billet, les autres exigent la continuation de celle du discours; mais la majorité se prononçant en faveur de la première, Putz lit ainsi le contenu de la feuille volante : « S. M. l'Empereur va faire publier un compte rendu relativement à la langue et aux finances de l'État; elle va convoquer, d'après les usages antérieurs, un comité des états de toutes les provinces, pour se concerter sur les mesures opportunes. » — « L'on se moque de nous! s'écrie le peuple; déchirez ce billet. » Putz hésite; alors un étudiant en médecine nommé Hermann s'élance sur le puits, arrache la feuille des mains de Putz et s'écrie : « De tout ce que nous avons demandé, rien ne nous a été accordé, je déchire donc ce billet aux yeux de l'assemblée, aux yeux du peuple autrichien. »

L'émotion produite par cet incident fut telle, que la lecture du discours de Kossuth, perdant son intérêt, put à peine être achevée. Après l'avoir terminée, Putz reprend la parole pour son propre compte; il harangue le peuple, il lui rappelle ses demandes, il en recommande une nouvelle, celle de la séparation de l'alliance russe; enfin il se retire au milieu des applaudissements et en criant : « Point de Russes! » Un autre étudiant, noble d'origine mais non de caractère, Böhm, le remplace à la tribune; il résume le discours de Putz et dit :

— « J'ai trois désirs à y ajouter, voulez-vous les connaître?

— « Oui, oui, parlez!

— « Premièrement, je demande la destitution du ministre généralement détesté.

— « Quel est-il? son nom?

— « Metternich!

— « A bas Metternich! » répond la foule.

L'étudiant reprend : — « Attendu que les jésuites ont été créés et mis au monde pour rendre les peuples stupides, je demande, en second lieu, l'expulsion des jésuites.

— « A bas les jésuites! s'écrie la foule.

— « Troisièmement, je demande l'armement immédiat des gardes bourgeoises. »

Ainsi que ses prédécesseurs à la tribune, Böhm flattant, de sa voix aristocratique, les passions de la rue, reçoit les tristes honneurs de la popularité.

Dans cet intervalle, la députation des douze étudiants avait été introduite dans la salle des séances et reçue avec bienveillance par les membres des États :

— « Que désirez-vous, messieurs, et que veut le peuple? leur demande un député.

— « Je vais vous le dire, » répondit un étudiant. Et avec un aplomb que ne donne pas toujours une longue expérience politique, il prit la parole en ces termes :

« Une foule inquiète et agitée remplit les abords et l'intérieur de ce palais. Son désir ainsi que son intention première,

messieurs, est de vous acclamer, en reconnaissance des sentiments libéraux dont vous avez fourni de nobles preuves en ces derniers temps. Le peuple connaît ses véritables amis, et il distingue ceux qui, comprenant ses justes désirs, identifient leur bonheur au sien.

« Or, plus les applaudissements dont vous venez d'être l'objet ont été vifs, plus a été grande l'indignation produite par la lecture de votre billet au peuple. Votre billet a été déchiré avec mépris et foulé aux pieds, parce que les promesses qu'il contenait ont été considérées comme insuffisantes.

« Il est de notre devoir sacré de vous assurer que nul d'entre nous ne songe à désirer une seule chose en dehors de la légalité. *Progrès et droits!* voilà ce que nous demandons, et nous sommes prêts à tout sacrifier pour les obtenir. En attendant, nous vous adressons une seule question, messieurs, au nom du peuple. La feuille qu'on vient de nous lire est-elle le programme complet, ou bien, comme nous l'espérons et le supposons, n'est-elle qu'une faible partie de ce que les états peuvent demander au pouvoir dans l'intérêt du peuple? Dans le premier cas, nous renoncerions à calmer l'irritation des esprits. Aux maux extrêmes il faut de grands remèdes. Entendez-vous ces bruits lointains, messieurs? écoutez : c'est le bruit de l'avalanche populaire qui roule de l'ouest à l'est. Sa marche est rapide, elle entraîne tous les peuples, et aucune phrase vide ne saurait plus désormais l'arrêter.

« Dans le second cas, l'assurance que les états vont nous en donner, rétablira le calme jusqu'à la communication des points ultérieurs. »

Ce discours menaçant, plus remarquable encore par l'arrogance de la pensée que par la poésie de la parole, méritait autre chose qu'un blâme sévère, car il violait dans leur propre sanctuaire la dignité et comprimait l'indépendance des états; cependant, le président Montecuculli y répondit de manière à prouver que les écoles, plus encore que les états, dominaient la situation. Inspiré par un faux esprit de conciliation, il

déclara que la feuille volante n'émanait point des états ; qu'elle devait être apocryphe ou l'œuvre d'une malveillance provocatrice ; il priait instamment la députation de se servir de cette déclaration pour rétablir l'ordre et décider le peuple à se disperser paisiblement.

L'audace grandit toujours en mesure de l'irrésolution qui lui est opposée ; aussi, prenant la parole à son tour, un autre étudiant ajouta :

— « Nous vous l'avons déjà dit, messieurs, ce que nous voulons à cette heure, ce ne sont point de vaines paroles et des subterfuges, nous voulons des faits et des preuves. »

Les états, qui venaient de laisser marcher sur leur dignité, comprirent cependant que leur existence politique même était menacée ; le coup de l'étudiant avait porté juste ; il veut continuer, mais de violentes interruptions lui coupent la parole. Le comte Ferdinand Colloredo déclare que si les états sont prêts d'appuyer consciencieusement et énergiquement la cause du peuple, ils sont également déterminés à maintenir, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, la tranquillité et le respect nécessaire à la dignité de l'assemblée. Les autres membres s'associent à cette déclaration par un murmure d'adhésion. Le président ajoute que si le premier interlocuteur avait indiqué dans sa harangue antiparlementaire les causes du tumulte, il avait omis d'énoncer les demandes du peuple. A ces mots, le docteur Brühl, membre de la députation, s'écrie : « Vous désirez connaître les vœux du peuple ? écoutez-les ; le peuple veut et demande :

« 1° La liberté de la parole et de la presse ;

« 2° La liberté de l'enseignement ;

« 3° Sa représentation près la diète germanique... »

Le tumulte croissant de la cour, les cris qui couvrent la voix de l'orateur, l'empêchent de continuer. Les vœux du peuple ne sauraient-ils donc se manifester autrement que par des vociférations ? Quelques membres des états se décident à se montrer au balcon du palais, pour haranguer la foule qui déborde ; le comte Colloredo, entouré des douze délégués,

s'y présente le premier : il déclare que les vœux du peuple, d'accord avec ceux des états, n'étaient pas nouveaux ; que les états, aussi bien que le peuple, en désiraient l'accomplissement ; qu'en conséquence, ils allaient les soumettre à la sanction de l'Empereur. « Aujourd'hui même, à l'instant, » s'écrient les étudiants et le peuple confondus dans l'espace de plus en plus resserré de la cour.

— « Aujourd'hui même, je vous le promets, » répond Colloredo. Il ajoute que la décision n'appartenait pas aux états ; que, légalement, il ne pouvait que soumettre à l'Empereur les vœux que le peuple, de son côté, devait appuyer par une conduite réfléchie, en attendant avec calme.

Une tempête de vociférations accueille ces paroles conciliatrices.

« Nous avons été tranquilles assez longtemps, répondent les étudiants, nous avons assez réfléchi, nous avons assez attendu, nous resterons ici jusqu'à ce qu'il soit fait droit à nos demandes. » Le comte Colloredo se retire ; un instant après, deux membres des états le remplacent au balcon et lisent l'adresse à l'Empereur qui venait d'être terminée : elle renfermait catégoriquement les vœux du peuple.

Pendant ce temps, les étudiants, trompés par une circonstance accidentelle, et croyant arrêtés leurs délégués, dont quelques-uns s'étaient retirés en même temps que Colloredo, se précipitent dans l'intérieur du palais, brisent tout ce qui se rencontre sur leur passage, envahissent la salle même des séances, et déterminent les états à se rendre immédiatement chez l'empereur. Les états se soumettent à cette injonction ; précédés par les douze délégués des écoles, marchant sur une file de quatre, ils se dirigent vers le palais impérial ; partout le peuple se range sur leur passage, se découvre et les salue de ses bruyantes acclamations ; il était une heure.

En présence de ces événements, dont les suites étaient incalculables, le pouvoir avait enfin songé à prendre quelques mesures défensives. La générale avait été battue dans les casernes ; les troupes occupaient divers points stratégiques,

et défendaient le palais impérial dont les portes intérieures avaient été fermées. La banque, l'hôtel de ville, la place du Jeu-de-Paume, celle du Hof, étaient également gardées par de nombreux détachements; les bastions et plusieurs places étaient garnis de pièces de canon; enfin, les armes avaient été chargées devant la multitude que M. Thiers devait plus tard qualifier d'une épithète désormais historique.

Lorsque les états parvinrent au palais impérial, les troupes leur ouvrirent le passage; mais, formant le cercle derrière eux, elles croisèrent la baïonnette sur les flots d'une foule envahissante. Arrêtée subitement dans son mouvement de flux, la foule invective les dépositaires de la force publique; mais devant leur attitude menaçante, elle se disperse dans toutes les directions en semant l'épouvante. Les boutiques se ferment sur son passage, la résistance s'organise sur tous les points; des orateurs improvisés prononcent impunément de violents discours sur les places publiques; parmi ceux-ci, un étudiant en droit, un Polonais, nommé Burian, hissé sur les épaules robustes de quatre hommes vêtus de blouses, est conduit devant la chancellerie d'État, occupée par le prince de Metternich. De là, dans une harangue, bizarre assemblage des grandes figures de l'antiquité, il apostrophe, au nom d'Aristote et de Platon, le grand ministre, qui, d'un œil calme et serein, sans pâleur au front, sans pulsation rapide au cœur, regardait battre à ses pieds les flots tumultueux de la tempête populaire. Les principaux fonctionnaires de l'État, réunis en conseil chez le prince, le supplient, dans l'intérêt de sa sûreté, de faire fermer les portes du palais; il s'y refusa disant : *Ils penseraient que j'ai peur.*

Pendant ce temps, l'orateur polonais terminait ainsi sa diatribe :

« Les peuples de l'Autriche conserveront leur confiance et leur amour à la maison régnante, à la condition que l'Empereur fermera désormais son oreille aux conseils des mauvais ministres. » Et aux cris de : Vive l'empereur! à bas Metternich! il poursuit, sur son pavois démocratique, sa marche triomphale.

Un nouvel incident vint compliquer la situation déjà si tendue. Pour prévenir l'invasion des ouvriers des faubourgs, on ferma les portes de la ville; cette mesure, justifiée par le chômage du lundi, excita l'irritation des masses, à ce point que, pour les contenir, des bourgeois et des étudiants eux-mêmes organisèrent sur-le-champ un comité dans la salle des états. Un étudiant en droit en est nommé président; un étudiant en médecine, secrétaire. Ce comité délègue, d'heure en heure, plusieurs de ses membres pour haranguer les masses, pour les maintenir dans les limites de la modération et de la loi. Vains efforts! leurs voix sont méconnues; on leur répond à leur tour : « On nous trompe, on nous joue; tandis que nous attendons le résultat des promesses qui nous sont faites, nos frères sont peut-être jetés dans les prisons de la tyrannie !... »

Justement alarmé, le comité rédige une laconique adresse aux magistrats, pour les engager à convoquer sans retard sous les armes la garde civique, car il faut à tout prix, disent les signataires, éviter l'intervention des troupes de ligne. Afin d'appuyer personnellement cette adresse, plusieurs membres se rendent chez le bourgmestre, qui refuse d'abord de les recevoir, et ne consent ensuite à les admettre qu'en cédant à la menace; de longs pourparlers s'engagent : il se range enfin de l'avis des étudiants, et promet de faire droit à leur demande.

Tandis que les délégués retournent au comité pour lui faire part du résultat de leur mission, les troupes de ligne s'avancent en bon ordre de la place des Mineurs vers le palais des États...; leur attitude calme annonce cependant la décision et la fermeté; à leur approche, la foule se replie dans le palais et s'y livre à de nouveaux excès; tout ce qui avait été épargné jusqu'à ce moment est mis en pièces, la cour est couverte de débris. L'arrivée des troupes est accueillie par des sifflets et des cris confus; on exige qu'elles se retirent; elles restent immobiles et l'arme au pied; la menace succède à l'injonction, elles portent les armes; le fait suit la menace, elles font feu

à travers les débris qu'on leur jette de toutes parts et qui leur ont déjà blessé un officier. La foule alors ne se contient plus, elle s'élance dans la cour, en arrache les pierres pour s'en faire des armes; les troupes, décidées à repousser la force par la force, ont rechargé leurs fusils; la présence du gouverneur de Vienne, l'archiduc Albert, qui vient d'arriver avec quelques aides de camp, excite le désordre au lieu de l'apaiser; ses exhortations pacifiques sont repoussées, les troupes sont de nouveau assaillies, l'archiduc lui-même devient le point de mire des projectiles; les troupes reçoivent l'ordre de charger à la baïonnette. La foule soutient le choc; les premiers rangs font feu; cinq émeutiers, parmi lesquels se trouve un élève de l'école polytechnique nommé Spitzer, tombent frappés à mort.

Alors la foule se disperse dans toutes les directions, une partie parcourt la ville en criant : « Aux armes, on égorge nos frères! » l'autre envahit la salle des séances même respectée jusque-là. Les membres des états qui s'y trouvaient sont sommés d'engager les troupes à se retirer dans leurs quartiers ou à quitter eux-mêmes le palais; ils choisissent cette seconde alternative avec d'autant plus d'empressement que des bruits sinistres leur parvenaient à chaque instant. La résistance s'organisait partout. La bourgeoisie se préparait à la lutte; le premier officier de la garde civique qui descendit dans la rue fut applaudi avec enthousiasme; la vue d'un uniforme semblait un signe de ralliement au peuple irrité. « Vive la garde civique! » s'écrie-t-on de toutes parts. L'archiduc Guillaume, qui stationnait avec son état-major sur la place du Hof, est supplié d'abord, sommé ensuite de se mettre à la tête de cette garde; il refuse, et bientôt après il est forcé d'abandonner la place.

Pendant ce temps les états étaient reçus au palais impérial par les membres de la conférence d'État auxquels ils exposèrent prudemment, en qualité d'intermédiaires plutôt que de pétitionnaires, les vœux du peuple. La situation, quoique grave, n'était point cependant désespérée; il eût été facile à

un pouvoir exécutif plus fort et plus décidé de la résoudre rapidement et avec avantage pour l'intérêt de la couronne; mais la résolution que la conférence d'État soumit à l'Empereur, et que Ferdinand Ier sanctionna, portait le caractère de la faiblesse et de l'indécision. Sa Majesté fit répondre aux états qu'un comité spécial allait être chargé d'examiner les mesures qu'il convenait d'appliquer, les concessions qu'il importait d'accorder à l'état des choses, et qu'elle aviserait ensuite en consultant le bonheur de son peuple. Cette réponse, qui n'engageait à rien, fut faite verbalement à la députation des états. Le président de la régence, qui venait d'être mandé au palais, reçut l'ordre de la publier au moyen d'une proclamation, et fut chargé de faire adresser régulièrement au peuple les trois sommations de rigueur avant de repousser par la force des armes les prétentions exorbitantes de l'insurrection. Cette proclamation parut en effet bientôt après; mais ses résultats ne répondirent point aux espérances qu'on en avait conçues.

Une autre députation, composée de professeurs et d'étudiants, s'était rendue chez le bourgmestre pour le supplier de faire retirer de la ville les troupes de ligne et de les remplacer par la garde civique; afin d'éluder la responsabilité d'une pareille mesure, ce magistrat se mit à la tête de la députation et la conduisit chez l'archiduc Albert. Pendant ces pourparlers l'insurrection avait gagné du terrain. Les émeutiers massés sur la place du Hof se préparaient à s'emparer de l'arsenal de la garde civique, tandis que les troupes se disposaient à le défendre. Une maison en construction se trouvait près de là. Le peuple s'empare de ses matériaux pour s'en faire des armes et combattre; la lutte s'engage, plusieurs décharges se succèdent, le sang rougit le pavé de la place; les cuirassiers, le sabre au poing, chargent dans les rues des Teinturiers et du Jourdain, au Heidenschuss et au Freiung; il est quatre heures, le peuple force la porte des Écossais.

Alors des bandes d'ouvriers se précipitent sans armes dans la ville et se dirigent vers le palais impérial; de leur côté plusieurs officiers de la garde civique s'y rendent en uniforme et

font demander audience à l'Empereur; mais Ferdinand Ier, accablé par les émotions de la journée, ne put les recevoir; ils furent introduits chez l'archiduc Louis. L'un d'eux, prenant aussitôt la parole, expose en quelques mots le péril de la situation, et se plaint amèrement d'un conflit qui venait d'éclater dans le voisinage du bureau de la police où, par un déplorable malentendu, les hommes de service avaient tiré sur un détachement de gardes civiques. Un général présent à l'audience interrompit l'interlocuteur et lui fit observer qu'il n'y avait point de catégorie à établir entre les rebelles, qu'ils étaient tous également passibles de la loi, et que, sans distinction aucune, les troupes, chargées de maintenir l'ordre public, avaient le droit de tirer sur eux...

Pendant cette allocution, plusieurs membres des états s'étaient réunis à la députation; ils joignirent leurs prières à celles des officiers de la garde civique pour engager l'archiduc à faire la part de l'insurrection comme dans les grands incendies on fait celle du feu; mais l'agitation des esprits, le manque de nouvelles précises, l'ignorance complète du véritable état des choses, rendirent impossible une décision quelconque.

Tout à coup le bruit se répand que des bandes nombreuses et recrutées parmi les classes les plus abjectes de la population ont envahi les faubourgs et se sont dispersées dans les environs pour se livrer à la rapine et à l'incendie; que, sur un autre point, un détachement d'insurgés essayait de forcer le passage qui relie la pharmacie impériale au palais. Il est six heures; chaque minute est marquée par un événement. Une colonne d'étudiants, conduite par le professeur Hyé, se précipite dans une des salles de l'Université; du haut de la chaire de science, d'où ne devraient partir que des paroles d'amour et de paix, le professeur répand sur son auditoire des paroles de haine et de colère; le maître, devenu tribun, annonce que depuis trente-six heures, de concert avec son collègue Endlicher, il s'est dévoué cœur et âme aux affaires des étudiants, que le succès n'a point secondé ses efforts, et

que les espérances légitimement conçues devaient infailliblement aboutir à d'amères déceptions. « Toutefois, ajoute-t-il, soyez-en sûr, je vous le promets, au nom de la liberté, je ne vous abandonnerai pas; quoi qu'il arrive, vous pouvez compter sur moi comme je compte sur vous; ma cause est la vôtre, votre sort sera le mien. » En parlant ainsi, l'hypocrite rhéteur, se posant en Curtius, savait très-bien que l'abîme, à moitié comblé déjà par la faiblesse, le serait avant la nuit par la concession. Hyé se préparait par l'astuce un rôle d'une popularité facile. Quoi qu'il en soit, les étudiants, excités par les paroles du maître, se disposent à attaquer un corps de garde voisin pour s'emparer des armes qui s'y trouvent; mais, inspiré par un esprit de conciliation, le docteur en médecine Köck supplie les étudiants de recourir une fois encore aux voies légales avant de se jeter sans armes et la poitrine nue sur des baïonnettes; il leur rappelle le privilége universitaire qui, depuis plus de cinq siècles, autorise le recteur *Magnifique* à se présenter à toute heure devant le souverain; il pense que, dans ce moment suprême, le recours à ce privilége contribuera au salut de tous et préviendra de grands malheurs. Cette motion est adoptée malgré l'opposition du professeur Hyé, affirmant que la démarche du chef de l'université échouerait et ne produirait d'autres résultats que la honte d'un échec.

Le recteur mandé paraît aussitôt; le docteur Köck lui expose brièvement l'objet de sa motion et le décide à se rendre chez l'Empereur pour obtenir, dans l'intérêt du salut public, l'armement des écoles. Le recteur Jénull, célèbre jurisconsulte et beau vieillard de soixante et douze ans, revêt aussitôt ses insignes, et accompagné des professeurs Endlicher et Hyé, qu'on lui adjoint en raison de son grand âge, il se dirige vers le palais impérial.

Tandis que ces choses se passaient à l'université, la députation de la bourgeoisie, dont nous avons parlé plus haut, avait décidé l'archiduc Albert à faire retirer les troupes de l'intérieur de la ville qui devait être confié au patriotisme du

peuple. Alors plusieurs officiers, accompagnés chacun de deux députés, parcourent la ville en tous sens pour annoncer ces dispositions de nature à calmer l'irritation. De son côté, le docteur Schmidl, le bras ceint d'une écharpe blanche, et suivi d'un officier, se rend au palais de l'université. Les étudiants accueillent avec transport la nouvelle du retrait des troupes; mais invités à revêtir l'écharpe de la conciliation et à se joindre aux officiers chargés de rétablir l'ordre par des voies pacifiques, ils refusent, disant qu'ils ne prêteront jamais leur concours aux hommes qui ont tiré sur leurs frères; ils ajoutent que le recteur Magnifique se trouve en ce moment devant l'empereur pour obtenir l'armement des écoles décidées à repousser toute négociation avant la notification de la réponse impériale.

Sur ces entrefaites, le recteur, les deux professeurs et un officier d'artillerie qui leur servait d'escorte, arrivèrent au palais. Ils se rendirent d'abord chez le comte Kolowrat pour lui expliquer leur mission et obtenir, par son entremise, l'audience impériale. Le comte leur répondit que l'indisposition de l'Empereur défendait sa porte, mais que, s'ils y consentaient, il les présenterait à l'archiduc François, son frère. Celui-ci leur signifia que l'on s'apprêtait à publier d'importantes concessions, mais qu'il ne pouvait prendre sur lui la responsabilité des événements qui pouvaient résulter de l'armement des écoles. L'archiduc Louis, oncle de l'Empereur, fut plus explicite encore : « Je suis surpris, messieurs, leur dit-il, que vous me proposiez d'armer les bras de ceux qui, sans armes, ont été les principaux fauteurs des troubles de la journée. » Les députés persistent dans leur demande, l'archiduc Louis dans son refus. L'heure était pressante, le moment solennel, une minute de retard pouvait produire l'explosion des écoles; le recteur le comprit; alors, inspiré par la bonté de son âme, il se précipite aux genoux de l'archiduc, et les yeux pleins de larmes il le conjure d'une voix suppliante d'avoir pitié de malheureux jeunes gens prêts au dernier sacrifice : deux mille d'entre eux sont l'espérance de leurs fa-

milles ; leur exaspération est telle qu'ils sont décidés à se précipiter sur les baïonnettes et à verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang ; si l'on accède à leur demande, si des armes leur sont confiées, ils s'en serviront pour la défense de l'ordre et du droit ; dans tous les cas, ils ne prêteront jamais leur concours aux passions mauvaises qui menaceraient la majesté du trône et les droits inviolables du souverain. Ces paroles, prononcées avec l'accent d'une conviction profonde et une chaleur de sentiment paternelle, la vue de ce vieillard couronné de cheveux blancs, revêtu des insignes universitaires, prosterné, implorant à genoux la clémence et la miséricorde, ne pouvaient manquer leur effet sur le cœur noble et généreux de l'archiduc Louis. La requête du recteur Magnifique est accordée d'abord verbalement, puis on en fait un projet de rédaction décrétant l'armement des étudiants chargés de maintenir l'ordre public et de protéger les lois. La minute de ce projet est communiquée aux membres du conseil d'État réunis en séance. Un membre des états, après avoir pris connaissance de la minute, y ajouta au crayon l'amendement suivant : « Le pouvoir, confiant dans le patriotisme éclairé des bourgeois, les appelle à prendre rang parmi la garde civique pour concourir, conjointement à elle, au rétablissement de l'ordre. » L'adoption de cet amendement, inoffensif en apparence, consacra définitivement l'armement général de la population viennoise.

Le recteur Magnifique avait à peine quitté le palais impérial, qu'une seconde députation, composée du doyen de la Faculté de médecine, du docteur Lerch, du notaire de la faculté, du docteur Schilling et du docteur Engel, y portaient l'ultimatum des étudiants lassés par une longue attente ; ils accordaient deux heures au gouvernement pour prendre une décision relativement à leur demande ; ce délai expiré, ils juraient de s'emparer, par la force, des armes qu'on refusait à leurs prières. Le retour du recteur annonçant les concessions obtenues et les dispositions préliminaires qu'elles nécessitaient, redouble l'agitation des étudiants ; on leur annonce au même

instant un nouveau message; en effet, un délégué leur promet, au nom de l'Empereur, qu'ils seraient armés le lendemain à huit heures de la matinée. « Demain, lui répond-on, il serait trop tard, nous voulons être armés aujourd'hui, sur-le-champ; des armes donc, il nous faut des armes! allez dire au gouverneur que, s'il nous les refuse, nous irons les chercher nous-mêmes. » Le porteur du message demande une demi-heure pour transmettre les désirs des écoles au gouvernement, il promet d'être de retour à l'Université avant l'expiration de ce délai. En effet, il revint bientôt accompagné d'un officier de la garde civique, et il annonça que le bourgmestre, se rendant aux désirs des étudiants, consentait à livrer à leur patriotisme les armes de l'arsenal de la garde civique.

Sur ces entrefaites, la seconde députation des étudiants, admise au palais impérial, avait trouvé le cabinet de l'archiduc Louis encombré d'officiers de la garde civique et de fonctionnaires en uniforme, tous en proie à la plus vive agitation. La question avait grandi depuis le départ du recteur; il ne s'agissait plus seulement de l'armement des écoles, mais la bourgeoisie, enhardie par la faiblesse du pouvoir, excitée par l'appui des états, réclamait maintenant la liberté de la presse. Cette nouvelle exigence avait pour elle l'initiative de la grande puissance dont le système politique se rapprochait le plus de celui du gouvernement de Vienne. En effet, les journaux de Berlin contenaient, ce jour-là même, un ordre du cabinet du roi de Prusse annonçant des réformes radicales dans la législation sur la presse. Les membres de la conférence d'État, ébranlés par l'autorité de l'exemple du gouvernement prussien, consentirent à cette nouvelle concession, et le prince de Metternich, chancelier d'État, se rendit aussitôt dans un cabinet voisin pour rédiger à ce sujet un décret impérial conforme à celui du roi de Prusse.

Cet incident secondait merveilleusement les projets des meneurs; ils profitèrent de l'absence momentanée du prince pour écarter l'homme dont le caractère, les principes, l'expérience et l'autorité se seraient opposés à l'usage arbitraire

que le peuple allait faire des armes morales et matérielles imprudemment confiées à ses mains. Un violent orage s'élève aussitôt contre le ministre à la porte même qui le sépare de ses ennemis, on le représente comme cause des désordres qui troublent la capitale de la monarchie; un professeur va plus loin, il assure que le ministre, faisant éclipse entre le souverain et ses sujets, empêche les rayons de l'amour populaire de s'élever jusqu'au trône. Cette figure de rhétorique envenime la question. Une voix, une seule voix ose prendre en détail la défense du chancelier d'État, mais elle s'éteint dans l'ensemble des récriminations dirigées contre le vieux ministre ; tout à coup, une porte s'ouvre et le prince lui-même apparaît : « De quoi s'agit-il, monseigneur? demande-t-il à l'archiduc Louis; quelle est la cause de cette discussion tumultueuse ? » Dans ce moment, les cris du peuple assemblé sous les fenêtres redoublent. Ces cris, accordés par la haine, apportent distinctement aux oreilles du prince ministre, comme une note détachée d'un concert de malédiction, un nom dès longtemps habitué à l'harmonie des louanges humaines; ce nom est le sien. « A bas Metternich ! » répète le peuple, « à bas Metternich ! » Le ministre, sans trahir la moindre émotion, renouvelle sa demande : « De quoi s'agit-il, monseigneur? dit-il à l'archiduc Louis, quelle est la cause de la discussion que ma présence ici vient d'interrompre ? — Écoutez, Excellence, répondit l'archiduc, entendez-vous la voix du peuple ? — Je comprends, réplique le ministre avec un sourire qui reflète la sérénité de son âme; cette voix, disent les révolutionnaires, est la voix de Dieu. » A la vue du vieillard qui, pendant près d'un demi-siècle, avait tenu dans ses mains la direction de la politique européenne, en présence de ce ministre qui par la puissance de son génie avait rehaussé la prépondérance de l'empire d'Autriche, un morne silence avait succédé à l'agitation qui régnait dans le cabinet de l'archiduc Louis. Le ministre reprit avec un calme imperturbable et une modération pleine de dignité : « La tâche de ma vie entière se résume par ce seul mot : dévouement ! en effet, je déclare en ce moment solennel,

devant Dieu qui lit dans mon cœur, devant les hommes qui m'écoutent, je déclare que dans le cours de ma longue carrière je n'ai pas eu une seule pensée qui ne tendît au salut de la monarchie. Si l'on croit aujourd'hui que ma présence à la tête des affaires compromette ce salut, je suis prêt à me retirer. Dans ce cas, ma retraite ne sera pas un sacrifice, et, de loin comme de près, je n'aurai jamais qu'un seul vœu, celui du bonheur de mon pays. » Alors s'adressant directement à l'archiduc Louis : « Monseigneur, lui dit-il, je dépose entre vos mains comme en celles de l'Empereur mes fonctions; dès ce moment je rentre dans la vie privée. » Puis, se tournant vers les orateurs hostiles qui l'avaient pour ainsi dire assiégé dans le cabinet de l'archiduc, il fit entendre ces graves paroles: « Messieurs, je prévois que l'on répandra le bruit qu'à ma sortie des affaires j'ai emporté la monarchie, je proteste solennellement d'avance contre une pareille assertion; personne au monde, pas plus que moi, n'a des épaules assez fortes pour emporter un État. Si des empires disparaissent, ce n'est que lorsqu'ils désespèrent d'eux-mêmes. »

Le chancelier d'État parut si peu affecté du changement qui s'opérait dans sa fortune politique, qu'il continua à s'entretenir, avec les personnages qui l'entouraient, sur les événements du jour, comme s'il y fût étranger : il en examina le caractère et en précisa les conséquences avec sang-froid. Le ministre, réveillé sur le volcan où sa vieille expérience s'était endormie dans une léthargique sécurité, devenait prophète.

Sur la remarque de quelques amis fidèles, que sa retraite ne pouvait être considérée comme définitive, attendu qu'il lui manquait la sanction souveraine, il répondit : « Ma démission est désormais un fait accompli. Un retour, sur cette décision que je viens de prendre, paraîtrait une comédie à laquelle je ne me prêterai jamais; ceux-là, seuls, pourraient me ramener au pouvoir, qui m'en ont écarté; mais ils sont trop égarés et me craignent trop pour le faire. » Quant à la sanction impériale, le prince ne pouvait se faire nulle illusion; quelques heures avant, il avait eu, avec l'Empereur, un entretien qui

rendait sa résolution irrévocable. Ferdinand, dont chaque battement de cœur était une aspiration pour le bonheur de son peuple, ne pouvait admettre la pensée que, dans l'intérêt même des peuples, la résistance devient parfois une nécessité; dans sa nature paternelle, il pensait que, la concession désarmant la lutte, la bonté prévaudrait sur la répression : ce fut là son erreur; il aurait dû cependant se rappeler les enseignements de l'histoire et le nom de Louis XVI. « Sire, lui avait dit le prince de Metternich, retrouvant, à la dernière extrémité, une énergie à laquelle il aurait dû recourir plus tôt, Votre Majesté n'a que deux termes pour résoudre le problème que la révolte soumet en ce moment à l'Empereur : la concession ou la résistance. La concession, devant la révolte, est une révolution; la résistance est la lutte. Si Votre Majesté opte pour la concession, ma conscience m'impose le devoir de déposer à ses pieds ma démission; si l'Empereur, au contraire, se décide pour la résistance, je suis prêt à le suivre sur ce terrain où le succès est assuré. Dans tous les cas, je m'estimerais heureux de donner à la monarchie une dernière preuve de dévouement, en me sacrifiant pour elle. » Aux mots de résistance et de lutte, le front de Ferdinand avait pâli comme à l'aspect d'un cadavre; son silence avait indiqué qu'entre les deux termes proposés, son choix ne saurait être douteux. De ce moment, le vieux ministre résolut d'abandonner les affaires.

Le lendemain 14, avant de quitter Vienne où sa sûreté personnelle était compromise, il adressa verbalement aux personnes qui l'entouraient, et par écrit aux membres de la chancellerie d'État, de remarquables paroles d'adieu.

Après avoir rempli ce devoir de cœur, le prince prit congé du comte de Taaffe, président du tribunal suprême de justice, chez lequel il avait passé la nuit, et partit avec sa femme, dans une voiture qu'un de ses amis intimes avait mise à sa disposition, pour Feldsberg, magnifique résidence du prince de Lichtenstein. La haine publique, qui l'avait renvoyé de la capitale, l'ayant poursuivi dans cette retraite, il n'y resta qu'une huitaine de jours et résolut de partir pour l'une de ses

terres en Bohême ; mais les dispositions hostiles qu'il rencontra partout sur sa route dérangèrent son itinéraire; il ne fit que traverser Olmütz et Prague, pour se rendre à Dresde, dans une voiture du comte Rechberg. Au lieu de l'abri qu'il espérait trouver à Dresde, il ne rencontra que des dangers plus grands encore; il dut, ainsi que sa femme, quitter cette ville, emballés tous deux, pour ainsi dire, comme des ballots de marchandises, dans une calèche de voyage reléguée dans les waggons du chemin de fer réservés aux bagages. A Leipzig, Brunswick et Hanovre, il put se convaincre par lui-même jusqu'à quel point son nom, exploité par les passions révolutionnaires, était devenu l'objet de l'animadversion publique. Les pamphlets imprimés contre lui, dans les bas-fonds de la démagogie viennoise, lui servaient d'escorte et le précédaient même en sa fuite; de Hanovre, il se rendit à Minden, et de Minden à Arnheim. Durant ce long trajet, véritable chemin de croix, où chaque relais pour lui fut une station de calvaire, le vieux ministre, calme, impassible comme aux jours de sa puissance, n'exprima pas une seule plainte, un seul regret; son courage, supérieur à sa mauvaise fortune, ne se démentit pas un seul instant : son âme grandissait dans l'adversité. Cependant, les fatigues du voyage, plus que les tristesses de l'exil, ébranlèrent sa santé : il dut s'arrêter à Arnheim, et faire appeler un médecin, sans trahir l'incognito qu'il avait pu conserver, sous le nom de M. Morton. Les gens de l'hôtel où il était descendu, également égarés par l'opinion publique, se faisaient, à la porte même du vieux ministre, les échos des bruits absurdes répandus contre sa personne. Un jour même, l'un d'eux dit au valet de chambre du prince, Joseph Michel, fidèle serviteur qui n'avait point voulu abandonner son maître dans le malheur : « La tête de Metternich est mise à prix; cinq cents ducats seront la récompense de celui qui la livrera; l'on m'a assuré que *le vieux* doit arriver demain ici; s'il descend en cet hôtel, comme je l'espère, son affaire est faite ainsi que la mienne. » Le domestique de l'hôtel accompagna ces paroles de gestes qui dénotaient en même temps l'action de

l'assassin qui frappe, et celle du bravo qui reçoit le prix du sang. Le fidèle Joseph avertit la princesse de Metternich de la confidence qui venait de lui être faite, et résolut, de ce moment, de ne pas perdre de vue, un seul instant, la personne du prince.

Le même jour, le gouverneur de la ville se fit annoncer, demandant à être introduit sur-le-champ auprès de la famille Morton.

— « Nous sommes perdus! s'écria la princesse avec l'accent du désespoir.

— « Faites entrer, » dit le prince avec le ton de l'autorité qui naguère encore accentuait sa voix au palais de la chancellerie d'État. Le gouverneur fut aussitôt introduit auprès de l'ancien ministre étendu sur une chaise longue.

— « Mille pardons de vous recevoir ainsi, gouverneur, dit le prince avec cette politesse courtoise qui fut toujours le caractère typique de sa diplomatie... Veuillez prendre place. »

Le gouverneur, sans aucun autre préambule, lui répondit : — « Vous êtes le premier ministre de l'empire d'Autriche?

— « Vous vous trompez, gouverneur, répliqua vivement le prince; je ne le suis plus.

— « Vous êtes toujours pour moi le prince de Metternich. »

Le prince fit un mouvement de tête affirmatif.

— « C'est pour cela, monseigneur, que je viens près de vous. Veuillez donc agréer, avec mes hommages, l'assurance de mon respectueux dévouement. »

Le prince lui tendit la main.

— « Vous êtes ici, monseigneur, ajouta le gouverneur, sous la protection d'un gouvernement juste et fort, ne craignez rien, votre personne ne court aucun danger; je veillerai sur elle. »

Alors faisant appeler le maître de l'hôtel, le gouverneur lui recommanda l'illustre fugitif, disant : — « Non-seulement je

mets sous votre sauvegarde le prince de Metternich et sa famille, mais je vous rends responsable de tout ce qui pourrait leur arriver de fâcheux. »

Le domestique, dont les paroles avaient révélé des intentions de meurtre et de cupidité, fut aussitôt renvoyé.

Quelques jours après, le prince, parfaitement rétabli, se remit en route pour la Haye, d'où il se rendit en Angleterre.

Issu d'une des familles de comtes immédiats de l'Empire germanique, Clément Venceslas Lothaire, prince de Metternich, est né à Coblentz, le 15 mai 1773. La précoce intelligence de son esprit révéla bientôt l'homme éminent qui devait, en 1815, présider aux destinées politiques de l'Europe.

A l'âge de seize ans, il commence ses études universitaires et suit son cours de droit à l'Université renommée de Strasbourg. C'est en France, dont il doit être un jour le plus vigoureux et en même temps le plus loyal adversaire, qu'il se prépare par de sérieux travaux au rôle important que la Providence lui ménage dans l'histoire des nations.

En 1794, l'écolier, devenant homme à l'âge de vingt et un ans, est désigné ministre plénipotentiaire à la Haye, mais la conquête de la Hollande l'empêche de se rendre à son poste; il trouve ainsi, dans les victoires des armes françaises, le premier obstacle de sa carrière politique.

En 1797, il débute, au congrès de Rastadt, dans la vie diplomatique en qualité de plénipotentiaire au collége des comtes de Westphalie. Nommé en 1801 envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la cour de Dresde, il est en 1803 appelé à Berlin pour y remplir les mêmes fonctions. L'influence de son autorité est déjà telle dans les conseils des princes, qu'il décide, en 1805, avec les efforts réunis de l'empereur Alexandre, la Prusse à faire partie d'une nouvelle coalition contre la France, afin d'opposer les aigles d'Allemagne au vol des aigles victorieuses de l'empereur Napoléon.

L'année suivante, nommé ambassadeur en France, il remplit

avec une rare habileté une mission rendue délicate par le traité de Presbourg, fatal aux intérêts de la politique autrichienne. Là, comme partout, son intelligence supérieure aux événements aplanit les difficultés et domine la situation.

En 1809, la guerre le ramène entre deux gendarmes à Vienne, où bientôt après la paix lui donne provisoirement d'abord, et définitivement ensuite, la direction générale des affaires politiques, position qu'à travers mille phases diverses il conservera jusqu'au 13 mars 1848.

Le prince de Metternich est d'une taille moyenne, mais distinguée; son front est développé; son regard limpide reflète la finesse de son esprit; ses yeux sont le miroir de son cœur. D'une probité égale à son désintéressement, d'une grandeur d'âme au niveau de sa fortune politique, d'une délicatesse de sentiments poussée jusqu'au scrupule, d'une générosité plus que libérale, le prince de Metternich possède au plus haut degré l'éclat des qualités et l'ombre des défauts qui constituent les natures supérieures.

Le moment de peser dans une balance égale les actes de sa longue carrière n'est pas encore venu; cependant l'historien doit constater qu'il a rendu d'immenses services à l'empire d'Autriche, et que, si la reconnaissance est parfois la vertu des princes, l'ingratitude est toujours le défaut des peuples.

La fermeté d'âme unie à la quiétude de l'esprit est le fond prédominant de son caractère : en face d'un danger suprême, son cœur ne donnera pas une pulsation de plus, mais son esprit tranquille ne dérangera pas d'une minute son existence pour l'éviter. Les rouages de sa vie sont réglés comme les agents d'un thermomètre fonctionnant invariablement au beau fixe comme à la tempête. Prévoyant de loin la chute de son système, il l'a marquée sans trouver les moyens de la prévenir : s'il a cédé parfois aux révolutions, il n'a jamais transigé avec elles.

Monarchiste par conviction, il ne comprend pas plus une monarchie avec des institutions républicaines, qu'une république avec des institutions monarchiques. D'une bienveil-

lance telle que ses instincts généreux ont toujours repoussé les mesures de rigueur, il a eu des adversaires souvent, des envieux toujours, des ennemis jamais. Les hommes qui l'ont renversé du pouvoir se sont attaqués moins à son individualité qu'aux principes d'ordre et de conservation dont il était la personnification vivante.

Malgré sa vieillesse, il a conservé toutes les facultés de l'âge mûr. Travailleur infatigable, il regarde comme perdues les heures dérobées aux labeurs de l'intelligence. A la science approfondie des théories politiques, il joint des notions étendues dans presque toutes les branches des connaissances humaines. Mêlé par sa position aux grands événements du siècle, il a connu toutes les illustrations qui en forment la brillante pléiade. La fantaisie pittoresque de son langage imagé en fait oublier la lenteur : il a une telle puissance de la parole, qu'il supporte rarement l'interlocution, mais on l'écoute volontiers, car sa parole possède le rare talent de plaire, de charmer et d'instruire à la fois. Sa conversation émaillée de faits est toujours intéressante, soit qu'il aborde les sujets les plus sérieux, soit qu'il raconte les souvenirs de sa vie active et agitée.

Sa mémoire prodigieuse est un véritable dictionnaire historique. Les faits et les dates sont classés méthodiquement dans les cadres de ses souvenirs comme des livres étiquetés sur des rayons de bibliothèque; mais parmi ces dates il en est une qu'on lui demanderait en vain, celle qui marquerait dans sa vie une intention malveillante, une action que ne justifieraient pas les lois de la morale ou celles d'une saine pratique; cette date n'existe pas : enfin, le prince de Metternich n'est pas seulement un grand homme d'État, il est encore un grand homme de bien.

CHAPITRE III.

Armement des écoles. — Scènes de dévastation dans les faubourgs de Vienne. — Pillage des boutiques. — Un douanier brûlé vif. — Incendie des fabriques — Cynisme des femmes démocrates. — Nouvelles exigences des révolutionnaires. — Proclamation du 14 mars. — Le prince de Windisch-Græetz chargé de rétablir l'ordre. — Création de la garde nationale. — Le général Hoyos commandant en chef. — Liberté de la presse. — Ignorance des Viennois en politique. — L'Empereur se montre au peuple. — Formation d'une légion académique. — Comité des états. — Arrivée à Vienne de l'archiduc palatin. — Une députation de la diète hongroise. — Discours de Kossuth. — Démonstration aux flambeaux. — Manifestation en faveur du souverain pontife. — Belles paroles du nonce apostolique.

Tandis que le prince de Metternich, supérieur aux vicissitudes humaines, dominait au château impérial la fortune contraire et donnait à la fin de sa carrière politique l'exemple d'une mâle vertu, une scène étrange se passait à l'arsenal de la garde civique. Après une longue discussion entre les étudiants et l'officier de service, celui-ci avait consenti, sur la responsabilité de plusieurs membres des états, à livrer des armes aux écoles. La distribution de ces armes s'opérait à la même heure que le vétéran de la diplomatie européenne quittait le timon des affaires. Ces sabres, ces fusils, la plupart hors de service, vieux invalides des longues guerres, passant aux mains d'une jeunesse brave, mais inexpérimentée, l'éclair de joie qui brillait dans les regards de ces soldats improvisés, l'éclat des torches se mêlant au reflet de l'acier, le bruit de l'acier retentissant sur les dalles, le bourdonnement sourd des voix du peuple, la sérénité d'un ciel sans nuages, tout donnait à cette scène nocturne un caractère grandiose et sombre.

L'armement des écoles s'opère avec une rapidité égale à

celle de leur organisation provisoire; en quelques instants les compagnies se forment, les chefs s'improvisent, les détachements se rendent à des postes indiqués d'avance, ou se dispersent dans les faubourgs pour s'opposer aux excès d'une populace ivre de vin et de pillage; le palais de l'Université devient une caserne, que les étudiants occuperont jusqu'à la fin de la révolution; la ville entière est illuminée, malgré l'heure avancée de la nuit; les fenêtres qui ne le sont pas sont brisées à coups de pierre, notamment celles du comte d'Arnim, ministre plénipotentiaire de la Prusse. Sur plusieurs points, la terreur provoque l'enthousiasme; sur plusieurs autres, l'enthousiasme fait place à la terreur. C'est ainsi que s'écoule la première nuit de la révolution, consacrée par la fatale sanction du pouvoir débordé.

Le lendemain, à la pointe du jour, les murs de la ville se couvrirent d'affiches, parmi lesquelles on remarquait celle-ci :

« Pour assurer la tranquillité dans cette capitale, S. M. l'Empereur a daigné *ordonner* l'armement des étudiants, à l'exclusion des étrangers. S. M. espère que tous les habitants s'enrôleront dans les corps armés de la bourgeoisie, afin de les renforcer, et pour contribuer énergiquement au maintien de l'ordre public.

« S. M. a déjà formé un comité pour prendre en considération les mesures opportunes. Indépendamment des membres des états qui le composent, S. M. lui adjoindra d'autres membres choisis dans les rangs de la bourgeoisie. S. M. espère que l'on reconnaîtra, dans ces dispositions, une nouvelle preuve de sa sollicitude paternelle, et que le calme se rétablira. S'il en était autrement, S. M. se verrait, bien à regret, forcée de recourir à la rigueur des armes. »

Le même jour, la *Gazette officielle* contenait la notification suivante :

« Le chancelier intime de la maison impériale, de cour et d'État, a déposé ses fonctions entre les mains de S. M. l'Empereur. »

Ces divers événements ne s'étaient point passés sans de

graves désordres: la populace déchainée avait commis de déplorables excès : elle avait coupé les tuyaux de gaz, brisé les lanternes, renversé les candélabres, arraché les barres de fer aux balustrades des ponts, envahi et saccagé les écuries impériales; sur plusieurs points, les troupes avaient dû faire feu sur les pillards. Mais ce fut principalement les faubourgs que les émeutiers choisirent pour le principal théâtre de leurs exploits.

Après s'être donné rendez-vous aux barrières, à ce cri de ralliement : Plus d'impôt de consommation ! ils s'étaient précipités sur les bureaux de l'octroi, les avaient détruits et incendiés, ainsi que tous les pavillons en bois qui leur servaient de dépendances; un douanier, faussement accusé d'avoir tiré sur les pillards, est saisi par eux et jeté vivant dans les flammes; ses cris de désespoir se perdent dans les hurlements de ces monstres à figure humaine qui, à la sinistre lueur de l'incendie, se ruent sur les boutiques des boulangers et des bouchers; vainement les propriétaires des établissements menacés s'opposent, avec des prières et de l'or, à la dévastation; la fureur de la populace est indomptable, la destruction fut générale.

Après avoir dévasté de fond en comble la boutique d'un épicier, les émeutiers se rendent à Fünfhaus, à Sechshaus, brisant partout les machines, pillant et incendiant les fabriques. A Sechshaus, ils se portent à la prison de la commune, délivrent quelques détenus, et livrent aux flammes les lieux de justice, destinés souvent à des malfaiteurs moins coupables et moins dangereux qu'ils ne le sont à cette heure.

Pendant quatre jours, ces scènes de dévastation se reproduisirent impunément sur un rayon de quatre lieues autour de Vienne. Les faubourgs présentaient le spectacle hideux de la dégradation morale des classes populaires livrées aux mauvais instincts de leurs passions. Le communisme s'exerçait en grand dans ces riches faubourgs devenus la proie du vandalisme; des hommes, coiffés du bonnet ignoble emprunté aux plus mauvais jours de la révolution française, étaient distan-

cés en cynisme même par des femmes ivres, les unes à moitié nues, les autres couvertes de haillons, toutes hideuses de luxure et de brigandage; dans leur cœur comme sur leurs lèvres, la soif du sang rivalisait avec la soif du vin; leurs instincts blasés se retrempaient aux sources impures du vol et de la débauche; elles suaient le crime à pleins pores. Ces scènes, habituelles à toutes les révolutions, étaient horribles à voir; elles furent enfin réprimées par les étudiants et les gardes civiques.

Malgré ces bacchanales des faubourgs qui formaient un cadre sinistre au tableau non moins émouvant de la situation intérieure de la capitale, les habitants de Vienne se livraient aux épanchements d'une joie réelle ou factice. Une espérance fictive avait grimé tous les fronts, la confiance commençait à renaître, lorsque l'exécution d'une manœuvre, habilement préméditée dans les conseils des meneurs, vint raviver tout à coup les défiances de la bourgeoisie. Les meneurs répandirent avec la rapidité de l'éclair la nouvelle que, pour soutenir et rétablir au besoin l'ancien ordre des choses, des renforts militaires considérables arrivaient à marche forcée de Brünn. Cette nouvelle n'était point vraisemblable; néanmoins les étudiants donnèrent, tête baissée, dans le piége qui leur était tendu, et servirent une fois encore d'instruments à de coupables et mystérieux desseins. En effet, subissant l'impulsion secrète qui dirigeait tous leurs mouvements, les écoles envoyèrent, sous la présidence du bourgmestre, une députation de bourgeois au palais impérial, afin d'obtenir l'établissement immédiat d'une garde nationale. Le gouvernement, qui aurait promis la conquête de la Toison d'or si on la lui eût demandée, obtempéra sans difficulté à cette nouvelle injonction; il promit que les contrôles seraient ouverts le même jour à trois heures dans le manége du palais.

Quand un gouvernement se trouve engagé dans la voie des concessions et qu'il se trouve forcé d'avancer entre la faiblesse de ses moyens de résistance et la force motrice qui l'entraîne, la pente devient rapide et le terme incalculable; le temps

d'arrêt alors est un écueil, la retraite serait un abîme ; la progression est une impérieuse nécessité. Le pouvoir, forcé dans son autorité souveraine, avait accordé plus qu'il ne devait dans l'intérêt de ses droits légitimes inviolables ; mais les exigences, devenant d'autant plus impérieuses qu'elles rencontraient moins d'obstacles, devaient demander plus encore qu'elles n'avaient obtenu. Fidèles aux préceptes du grand maître des sociétés secrètes qui veut que le terme définitif d'une révolution soit toujours inconnu et qui recommande à ses disciples de ne jamais laisser voir que le premier pas à faire, les meneurs, après avoir obtenu la création de la garde nationale, jetèrent dans les masses ce mot magique : *Liberté de la presse*. Les masses le relevèrent sans le comprendre, et il devint le texte d'une nouvelle pression contre le trône démantelé pierre à pierre.

Ce fut pour répondre à cette nouvelle exigence que la proclamation suivante fut lue aux étudiants convoqués à deux heures et demie au palais de l'Université :

« Sa Majesté, pour calmer les mouvements de la journée d'hier, a accédé à plusieurs demandes qui lui ont été adressées ; elle y a accédé dans la confiance et l'espoir que les états, les bourgeois et le sénat académique lui ont inspirés, que ces mesures seraient suffisantes pour rétablir le calme et l'ordre sans le concours des armes.

« Aujourd'hui on adresse à Sa Majesté de nouvelles demandes, on lui répète les mêmes assurances quoique l'état des choses ait pris un caractère plus inquiétant encore.

« La solidité du trône serait ébranlée si Sa Majesté se livrait encore une fois à des espérances trompeuses. Dans l'état d'agitation où se trouve la capitale, il est impossible de prendre en délibération et encore plus de décréter les institutions opportunes que Sa Majesté vient de soumettre au conseil. Il est donc de l'intérêt même des pétitionnaires de conserver une attitude calme et de préparer ainsi le moment d'une concession possible.

« Fermement résolue de ne point exposer la dignité du

trône, Sa Majesté a daigné confier le rétablissement et le maintien de l'ordre à Son Altesse le lieutenant-maréchal prince de Windisch-Grætz, et mettre sous ses ordres toutes les autorités civiles et militaires en lui conférant en même temps pleins pouvoirs à cet effet.

« Sa Majesté attend de la fidélité, de l'attachement toujours éprouvés de la bourgeoisie que, conjointement à ses troupes vaillantes, elle appuiera de toutes ses forces les efforts employés au rétablissement de la tranquillité publique. »

Cette proclamation, qui portait la date du 14 mars et la signature du baron Talatzko, produisit un mauvais effet sur les masses; écoutée avec impatience, elle fut accueillie par des cris séditieux, réclamant des couleurs qu'un grand poëte venait de répudier éloquemment à l'hôtel de ville de Paris. Ce fut dans ces dispositions hostiles que les étudiants se dirigèrent vers le Hof, recrutant sur leur passage plusieurs milliers d'hommes armés et s'acheminèrent ensuite vers le palais impérial.

Ainsi que l'indiquait la proclamation précitée, le prince de Windisch-Grætz, dont le nom seul était une puissance et dont l'intelligente fermeté devait plus tard contribuer à sauver la monarchie, venait d'accepter la mission difficile d'opposer une digue aux flots insurrectionnels de l'anarchie; un instant il l'avait refusée, disant que sa présence serait utile en Bohême où la révolution se présentait sous un aspect plus menaçant encore; mais sur l'observation qui lui fut faite que la monarchie se trouvait à Vienne et non à Prague, il s'était résigné au rigoureux devoir de l'abnégation militaire. Pour remédier plus efficacement aux dangers de la situation, il avait demandé et obtenu la mise en état de siége de la ville; mais les peureux et les timorés, profitant d'une courte absence qu'il avait faite pour revêtir son uniforme et prendre des dispositions énergiques, avaient fait prévaloir au sein du conseil une opinion contraire. Ces conseillers, par leur faiblesse ou leur pusillanimité, se faisant les complices de la révolution, paralysèrent dans les mains du prince de Win-

disch-Grætz l'élément de la résistance, et firent immédiatement arracher sur les murs de la ville les quelques exemplaires de la proclamation de la mise en état de siége qui y avaient été placardés.

Pendant ce temps le manége de l'Empereur s'était rempli de jeunes gens venus pour s'inscrire sur les contrôles de la garde nationale. Quelques meneurs ayant fait observer qu'il importait préalablement d'avoir en règle la confirmation officielle et non point une simple promesse de l'institution d'une garde civique, il fut décidé qu'une députation se rendrait sur-le-champ auprès de l'Empereur pour obtenir avec cette confirmation la concession de la liberté de la presse. Le prince de Windisch-Grætz reçut les députés avec courtoisie, il confirma au nom de l'Empereur la création de la garde nationale, et, à défaut d'un prince du sang qu'ils demandaient pour commandant en chef, il conféra le commandement au général Hoyos, beau-père du général Lambert, qui devait bientôt, ainsi que lui, mourir victime de son attachement à la maison d'Autriche.

Les députés et le commandant en chef de la garde nationale se rendirent immédiatement au manége où leur entrée fut saluée d'unanimes acclamations. Alors, montant sur une table qui déjà plus d'une fois dans la journée avait servi de tribune, le général Hoyos lut cet ordre du cabinet :

« Sa Majesté impériale et royale apostolique a daigné décréter l'abolition de la censure et la publication immédiate d'une loi sur la presse. »

Le comte ajoute que, pour compléter l'armement général, les armes de l'arsenal impérial seraient livrées aux citoyens.

L'ignorance des Viennois en politique était telle à cette époque, que *l'abolition de la censure,* qui constituait réellement la liberté de la plume et de la pensée, ne leur parut pas suffisante, ils insistèrent pour avoir la liberté de la presse; quelques-uns plus avancés, mais non moins ignorants que les autres, la voulaient impossible en la demandant absolue. Enfin les ouvriers, criant plus fortement que les autres *vive*

la liberté de la presse! demandaient sérieusement aux étudiants si la liberté de la presse ferait diminuer le prix du pain chez les boulangers, celui de la viande chez les bouchers et celui du vin dans les cabarets. Cet incident, goutte d'eau dans un océan de récriminations, soulève un nouvel orage contre le pouvoir. *Nous voulons la liberté de la presse!* Ces cris s'élèvent de toutes les parties du manége; croyant les apaiser, deux orateurs demandent la parole; le premier, riche manufacturier, M. Arthaber, s'écrie : « Vous êtes trop pressés, mes amis, Vienne n'a pas été construite en un jour; patience, patience, croyez-moi, nous obtiendrons tout; aujourd'hui l'Empereur nous a accordé la liberté de la presse, demain il nous donnera le jury, après-demain nous aurons ce qu'il nous plaira de demander; c'est ainsi que chaque jour nous apportera l'accomplissement d'un nouveau désir. » Le second orateur, le docteur Engel, loin de calmer l'effervescence de son auditoire, la surexcite par ces incroyables paroles :

« Vous perdez un temps précieux en arrachant, détail par détail, les réformes indiquées par la nécessité des temps; il m'est avis qu'il vaudrait mieux les enlever tout d'un coup en exigeant la concession qui les renferme toutes, la constitution! »

Cette parole tomba sur l'auditoire comme un vase d'alcool au milieu d'un brasier ardent; soulevés par ce mot électrique, les étudiants font retentir d'une seule voix ce cri : « Vive la constitution! » et la main levée, dans la pose du serment, ils jurent de ne point quitter la place avant que la constitution ne leur ait été accordée. Le docteur Engel, effrayé lui-même du succès de sa harangue, veut en atténuer en partie le prodigieux effet; il reconnaît que le temps matériel serait insuffisant à la rédaction d'un acte dont l'importance exigeait un mûr examen et de sérieuses méditations. Les étudiants ne consentent à se retirer qu'après avoir reçu la promesse officielle que l'Empereur se montrerait le lendemain à son peuple, et que sa présence serait la consécration de ses promesses constitutionnelles.

Dans la nuit du 14 au 15, les étudiants, restés en permanence au palais de l'Université, reçurent des témoignages de haute sympathie; les banquiers Sina et de Rothschild leur firent parvenir des sommes importantes, par peur, disent les uns, par patriotisme, disent les autres, par intérêt, c'est certain. Pendant ce temps le gouvernement faisait placarder sur les murs de la ville deux proclamations, dont l'une, à la date du 14 et signée par l'Empereur, portait en substance que Sa Majesté allait réunir autour de son trône, dans un délai qui ne dépasserait pas le 3 juillet, les états de toute la monarchie pour s'éclairer de leurs lumières législatives et administratives. La seconde, à la date du 15 et signée par le prince de Windisch-Grætz, sommait les habitants de se conformer aux mesures qu'il allait arrêter pour rétablir l'ordre, et leur recommandait expressément de s'abstenir de toute démonstration offensante contre les troupes impériales. Ces deux proclamations produisirent un fâcheux effet, l'une en raison du terme reculé de la convocation des états, l'autre en raison de la forme dictatoriale employée par le prince de Windisch-Grætz.

La première était le résultat d'une conférence qui avait lieu à une heure fort avancée de la nuit, et à laquelle avaient assisté les archiducs Jean-Charles, François-Joseph, Albert et Louis, le ministre d'État, comte Kolowrat, le prince de Windisch-Grætz, le ministre d'État, comte Münch-Bellinghausen, le ministre des finances, baron Kubeck, le comte Hartig et le baron de Pilgrum. L'abstention du mot *constitution,* remarquée de prime abord par les meneurs, prouvait, contre leur ignorance ou leur mauvais vouloir, que les conseillers de la couronne avaient seuls le sentiment des choses possibles et justes; en effet, cette constitution imposée d'abord au peuple par les habiles du parti, réclamée ensuite par le peuple, portait atteinte aux constitutions de la Hongrie et de la Transylvanie, toutes deux sanctionnées par serment. Considérée à ce point de vue, l'omission du mot constitution était le fruit d'un profond sentiment de sagesse, puisque le gouvernement laissait

aux états le champ ouvert pour examiner et procéder, par des voies pacifiques, à la transformation unitaire et constitutionnelle de toute la monarchie.

Quoi qu'il en soit, le peuple et les étudiants, subissant l'impulsion secrète qui les faisait agir tout d'une pièce, reprirent une attitude hostile. Avertis du danger de la position, d'illustres personnages attachés à la cour décidèrent l'Empereur à se montrer au peuple. Ferdinand Ier quitta le palais en calèche découverte, ayant à ses côtés l'archiduc François-Charles, son frère, et le jeune prince François-Joseph, l'héritier présomptif de la couronne. Sa présence dans les rues de la capitale excite d'unanimes transports; il parcourt, au milieu d'universelles acclamations, le Kohlmarkt, le Graben, la place de Saint-Étienne et le Bischofgasse; sur plusieurs point le peuple veut dételer les chevaux de sa voiture et le traîner en triomphe, l'Empereur s'y oppose; il arrive ainsi jusqu'à l'extrémité du Bischofgasse, se dirigeant sur le palais de l'Université, lorsque tout à coup un homme à figure sinistre s'élance à la portière impériale et invective le souverain qui, en proie à la plus vive émotion, donne l'ordre de rentrer au palais. Les chefs du parti répandent le bruit que la joie de l'Empereur en présence de l'amour de son peuple l'avait empêché, par la force de son expression, d'achever sa promenade.

Dans le même temps, une scène semblable se passait à Rome. Le souverain pontife, insulté dans une position identique, avait perdu connaissance, et les meneurs des sociétés secrètes avaient osé publier que le saint pontife, reconnaissant des témoignages d'amour de son peuple, s'était trouvé mal par tendresse.

Tandis que Ferdinand Ier rentrait à son palais, les étudiants, inquiets de ne point le voir arriver à celui de l'Université où il était attendu, lui expédièrent une députation pour connaître le motif du changement de son itinéraire; le prince de Windisch-Grætz satisfit les membres de cette députation en leur donnant l'assurance que l'Empereur se montrerait le lendemain au corps universitaire. En attendant, les

étudiants, organisés en quatre corps spéciaux, formèrent une légion académique ainsi subdivisée : les étudiants en droit, en médecine, en philosophie et les élèves de l'École polytechnique (Gymnase commercial et industriel).

De leur côté, les états, pour aviser aux mesures les plus opportunes, avaient formé un comité de vingt-quatre membres, dont douze appartenaient aux états mêmes et les douze autres à la bourgeoisie. A onze heures, on apprit que le palatin, l'archiduc Étienne, arrivait en poste de Presbourg et qu'il devançait une nombreuse députation de la diète ; on se précipite à sa rencontre, on l'accueille par le fameux vivat hongrois : *Elyen!* on dételle ses chevaux et l'on traîne à bras sa voiture jusqu'au palais impérial. L'arrivée de l'archiduc Étienne à Vienne détermina la crise : à cinq heures un héraut se présenta sur le Kohlmarkt et proclama les lettres patentes suivantes :

« Nous, Ferdinand Ier, etc.,

« Venons de prendre les dispositions que nous avons crues nécessaires à l'accomplissement des vœux de nos peuples fidèles ;

« Par ma déclaration abolissant la censure, la liberté de la presse est accordée d'après les principes sur lesquels elle repose dans les autres états où elle existe.

« Une garde nationale, formée sur les bases de la propriété et de l'intelligence, rend déjà les plus utiles services.

« Dans l'intérêt de la constitution nationale que nous venons d'accorder, nous avons déjà pris les dispositions nécessaires pour convoquer, dans le plus court délai possible, les députés de tous les états provinciaux, ceux de la congrégation centrale du royaume Lombardo-Vénitien, ainsi que l'adjonction des représentants de la bourgeoisie, en tenant compte des constitutions actuelles des provinces.

« Nous espérons donc fermement que les esprits vont reprendre leur calme ordinaire ; les études, leur cours régulier ; et le commerce, son animation accoutumée. Nous nous fions d'autant plus à cette espérance, qu'aujourd'hui nous avons acquis par nous-même, au milieu de vous, la touchante con-

viction que la fidélité, l'attachement, portés depuis des siècles à nos ancêtres, et que vous nous avez témoignés à chaque occasion, vous animent encore comme par le passé. »

Cette proclamation levait tous les doutes; l'Empire entrait dans une voie nouvelle; l'ancien ordre de choses disparaissait sous le choc des idées nouvelles; la révolution triomphait. Les meneurs, arrivés à leurs fins, démocratisaient le pays le plus monarchique du monde; nous les verrons bientôt à l'œuvre. En attendant la confirmation officielle des concessions arrachées au pouvoir, ils achèvent de bouleverser les esprits. L'enthousiasme est à son comble : ce n'est plus de la joie, c'est du délire, c'est du vertige. Toutes les distinctions des classes et des positions s'effacent; toutes les distances du rang se confondent; toutes les traditions de la roideur allemande disparaissent en d'incroyables transports; on se félicite dans les rues, sans se connaître; on s'embrasse sur les places publiques, sans s'être jamais vus; l'on pleure et l'on rit à la fois; les femmes elles-mêmes, oubliant la réserve qui fait le charme de leur sexe, subissent l'entraînement général : elles donnent, reçoivent et échangent, en plein jour et sans rougeur au front, des baisers qui sentent la bière et le tabac. La couleur blanche, symbole d'innocence et d'amour, est adoptée; tous les Viennois s'en parent; les hommes la portent en cocarde ou en écharpe; les femmes s'en font des nœuds ou des ceintures; les voix chantent en chœur, les tambours battent des aubades, les trompettes sonnent des fanfares. En attendant leurs couronnes de feu, les fenêtres s'ornent de guirlandes de fleurs; des meneurs, échelonnés de distance en distance, lisent à cheval les lettres-patentes de la constitution; les cris les plus discordants, les réclamations les plus opposées, se mêlent, se croisent et se confondent dans un tohu-bohu général; partout la farce se joint au sérieux; des scènes burlesques se répètent sur tous les points; tel individu qui crie : « Vive la liberté de la presse ! » ne sait pas lire; tel autre qui crie : « Vive la constitution ! » demande à son voisin si la constitution est une femme allemande, slave, italienne ou magyare.

Un Français, homme d'esprit et de cœur, nommé Bonnet, est apostrophé par un groupe qui lui dit : « Il vous faut trois jours, à vous Français, pour faire une révolution ; nous faisons la nôtre en trois heures. » — Trois jours, dites-vous, messieurs? leur répond Bonnet; vous vous trompez, il y a cinquante ans que nous avons commencé notre révolution, et nous ne l'avons point encore finie. Il a fallu plus d'un siècle à l'Angleterre pour faire la sienne; la vôtre n'est pas même à son début : ce que vous prenez pour une révolution n'est qu'une charge. »

Ainsi que nous l'avons dit, l'arrivée de l'archiduc Étienne précédait celle d'une députation de la diète hongroise. Cette députation, composée de cent cinquante députés, auxquels s'étaient joints trois cents *jurats* (étudiants en droit hongrois), ne se fit pas attendre; de nombreux détachements de la garde nationale se portèrent rapidement à sa rencontre et la joignirent au Prater; Kossuth et le comte Louis Batthyany marchaient en tête des arrivants. Les airs retentirent des cris d'*Elyen* appliqués à Kossuth, aux Viennois et aux Magyars; le drapeau national hongrois flotte dans les airs; toutes les rues que le cortége parcourt sont encombrées de spectateurs avides de voir les traits, de presser les mains du célèbre agitateur; toutes les fenêtres des maisons sont ornées de femmes dont les mains versent une pluie de fleurs et de rubans sur le front des députés; une dame, perçant les flots de la foule, dépose une couronne de laurier sur la tête du futur dictateur de la Hongrie; les cris d'*Elyen!* Kossuth! redoublent; les lettres patentes de la constitution, portées sur une baïonnette couronnée de fleurs, ouvrent la marche; le peuple se découvre à leur passage; le cortége arrive au palais de l'Université.

Là, Kossuth, d'une voix simulant l'inspiration, prononce un discours dont la pensée perfide était une protestation contre l'harmonie apparente qui rapprochait ce jour-là toutes les catégories de la famille autrichienne. Il dénonce, aux défiances du peuple, le clergé, la noblesse et l'armée, « destinés peut-être un jour, dit-il, à devenir les instruments les plus

actifs de la réaction. » La réaction! les mots nouveaux de la France révolutionnaire, de concert avec ses idées nouvelles, faisaient déjà le tour de l'Europe. Kossuth fut prophète ce jour-là; en effet, en Allemagne, ainsi qu'en France, comme en Italie, les armées chrétiennes, guidées par des noms illustres et blasonnés, devaient bientôt après briser avec l'épée la ligue de la démagogie européenne.

Dans la soirée, les députés magyars, dont l'arrivée à Vienne coïncidait, d'une manière significative, avec la révolution fixée d'avance au 15 mars, se réunirent aux étudiants et aux députations de toutes les classes, pour faire une démonstration en l'honneur du souverain à moitié détrôné. Les colonnes, précédées du portrait de l'Empereur porté en triomphe à la tête du cortége, se rendirent, à la lueur des flambeaux, sur la place Joseph, formèrent le carré autour de la statue équestre de l'Empereur Joseph II, et acclamèrent Ferdinand Ier. Bientôt après, l'empereur, entouré de plusieurs membres de sa famille, apparaît au balcon de la bibliothèque; à sa vue, les acclamations redoublent; il veut parler, l'émotion éteint sa voix, les paroles expirent sur ses lèvres; on entonne en chœur l'hymne national, et la ville disparaît tout entière dans les splendeurs d'une illumination féerique.

Les mêmes scènes se renouvelèrent dans la journée du lendemain, 16 mars. L'Empereur, après avoir passé, ainsi que l'avait promis la veille le prince de Windisch-Grætz, devant le front des étudiants et de la garde nationale rangés en bataille, parcourut la ville en calèche découverte, et rentra à son palais pour recevoir les députés de la diète hongroise. Ceux-ci s'y rendirent à pied revêtus de leur costume national, et remirent entre les mains de Ferdinand Ier un arrêt de la diète, rendu le 14, relativement à la création d'un ministère responsable et indépendant. Par ce décret, les mêmes hommes qui devaient, un mois plus tard, engager leur patrie en des voies révolutionnaires, déchiraient de leurs propres mains le pacte sacré qui liait depuis des siècles la Hongrie à l'Autriche.

Dans la soirée, les membres de l'Association de lecture

auxquels s'adjoignirent d'autres associations, les étudiants et la population entière organisèrent, en l'honneur de l'Empereur, une nouvelle démonstration aux flambeaux. La religion, dans la personne du digne représentant de Pie IX à Vienne, ne fut point oubliée ce soir-là. A neuf heures une colonne de trois à quatre mille hommes se rangea en bataille devant le palais de la nonciature aux cris de : Vive Pie IX ! Vive l'Allemagne ! Vive l'Italie ! Vive la fraternité de tous les peuples ! Un instant après, une députation, composée d'un Illyrien, d'un Vénitien, d'un Milanais et d'un Allemand, se présenta chez le nonce apostolique monseigneur Vialle-Prela, dont l'âme généreuse n'avait pu voir, sans un profond sentiment de douleur, des événements conformes aux scènes qui désolaient à la même heure la capitale du monde catholique. Les délégués haranguèrent le nonce apostolique au nom de la liberté et de la religion, et le prièrent d'agréer l'hommage de leurs sentiments d'amour et de fidèle dévouement à la personne sacrée du chef de l'Église. Monseigneur Vialle-Prela répondit que Sa Sainteté serait sensible à cette démonstration considérée comme l'expression des sentiments catholiques dont les délégués étaient animés, expression qui trouverait dans le cœur du saint-père une bienveillance paternelle. Il ajoutait que plus était grande la liberté accordée au peuple, plus devaient être grandes les vertus des citoyens ; que leurs efforts pour le rétablissement de l'ordre et le maintien de la tranquillité publique devaient être en rapport avec la gravité des circonstances dans lesquelles se trouvait la ville de Vienne ; que c'était sans doute en leur qualité de catholiques qu'ils offraient le témoignage de leur dévouement à la personne du saint-père ; mais que cette qualité de catholique devait toujours rappeler à leur mémoire les divins préceptes de Jésus-Christ : Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu.

Le nonce termina disant : que de cette manière ils rempliraient dignement leurs devoirs de citoyens et de chrétiens ; alors ils pouvaient espérer que le souverain pontife élèverait

avec effusion de cœur ses mains au ciel pour implorer les bénédictions célestes en leur accordant les bénédictions apostoliques.

Cette réponse énergique, comme il convenait au représentant de celui devant qui s'inclinent les peuples et les rois, était non-seulement une protestation contre les violences des jours précédents, mais elle était un généreux appel aux devoirs de la fidélité au souverain, prêchés depuis dix-huit siècles par la voix du catholicisme.

CHAPITRE IV.

Te Deum. — Cérémonie funèbre. — Promenade de la famille impériale dans Vienne. — Tour de Babel politique. — Contre-coup des journées de mars en province. — Licence de la presse. — Formation d'un ministère responsable.— Premières fautes. — Le 15 mars à Pesth. — Création de la garde nationale. — Armement du peuple.—Parade de tréteaux. — La force substituée au droit.— Cynisme de la presse magyare. — Démonstration intéressée des libraires. — Badigeonnage. — Fausses nouvelles. — Singulier rapprochement. — Énergie du comte Edmond Zichy.— Émeute contre les juifs.— Création d'un ministère hongrois.— Conflits.—Rescrit royal.—Mouvement.—Désordres à Presbourg. — Clôture de la diète. — Première déclaration de guerre.— Séance nocturne. —Tentative républicaine.—Proclamation de l'empereur de Russie.—Ovation faite aux ministres hongrois. — Dissolution du comité de sûreté publique.— Création d'un comité de salut public.

La physionomie de Vienne commençait à reprendre son aspect accoutumé; ce n'était pas encore l'ordre absolu, mais au moins ce n'était plus l'anarchie; des cris d'amour et de reconnaissance succédaient aux vociférations de haine et de vengeance; les figures sinistres, qui apparaissent aux jours des calamités publiques, étaient rentrées dans leurs repaires; partout les choses tendaient à se régulariser. Les portes, gardées par les troupes impériales, rendaient libres les communications de la ville avec les faubourgs; les images de la guerre civile avaient disparu; les canons mêmes qui défendaient les abords du palais n'étalaient plus leurs bouches béantes et prêtes à faire feu; les voitures armoriées, reprenant confiance, retrouvaient les chemins du Prater; partout la garde nationale arrêtait les malfaiteurs et veillait à la sécurité publique; enfin, la réouverture des magasins indiquait la fin de la lutte.

Le 17, au milieu de la journée, le commandant en chef de la garde nationale publia un ordre enjoignant à chaque garde de

porter une cocarde blanche au chapeau, une écharpe de la même couleur au bras, et invitant les autres citoyens à ne pas revêtir ces signes distinctifs. Cette mesure n'était que provisoire; elle devait perdre son effet à l'époque de l'habillement complet de la garde nationale.

Le même jour, à neuf heures du matin, un *Te Deum* solennel avait été chanté à l'église de l'Université, pour rendre grâces à Dieu des conquêtes populaires; cette cérémonie à laquelle, un instant, quelques meneurs eurent l'incroyable idée de faire assister les cadavres des victimes, précéda celle des funérailles fixée à trois heures. Soixante mille hommes armés se trouvèrent exacts au rendez-vous pour accompagner les victimes à leur dernière demeure.

Le cortége, précédé d'un nombreux clergé, se mit en marche au son des cloches; devant le clergé, marchait un homme portant, sur le fer d'une lance couronnée de myrtes et de lauriers, une pancarte sur laquelle on avait tracé l'inscription suivante : « Morts pour la patrie; » et sur le revers opposé celle-ci : « 13 et 14 mars 1848. » De jeunes filles vêtues de blanc marchaient des deux côtés, tenant à la main des cordons de satin blanc fixés aux deux angles de la pancarte. Le clergé précédait les corbillards traînés par quatre chevaux, et portant chacun deux cercueils dans chacun desquels on avait enseveli deux cadavres. Immédiatement après les corbillards, marchaient en ligne: la légion académique, la garde nationale, la garde civique, les écoliers des colléges et les séminaristes. Des corps de musiciens exécutaient des airs funèbres; les drapeaux et les cocardes étaient voilés de deuil; le défilé dura plus de deux heures. Lorsque les cercueils furent descendus dans une tombe commune, le prédicateur de la corporation juive, des professeurs de l'université et un officier de la garde civique prononcèrent des discours, différents pour la forme, mais identiques quant au fond; comme toujours en temps de révolution, les victimes de la veille étaient des martyrs et des héros, sauf à devenir, le lendemain, des scélérats et des criminels. Après les discours des orateurs, un poëte, les chan-

teurs israélites, et la société philharmonique, entonnèrent, en l'honneur des héros morts sans combats un dithyrambe, un psaume et deux chœurs adaptés à la circonstance. Cette cérémonie se termina par l'ouverture d'une souscription en faveur des parents des victimes.

Le lendemain 18, l'Empereur et l'impératrice parcoururent la ville en calèche découverte; leur présence excita un enthousiasme tel qu'ils durent subir, malgré eux, les honneurs du triomphe; leur voiture, traînée à bras, rentra au palais à travers des pluies de fleurs et de rubans. « Quel bon peuple ! » s'écria l'Empereur, en retenant à peine des larmes d'émotion. Oui, le peuple est bon, quand il s'abandonne à ses propres instincts; mais ce n'était plus le peuple de Vienne, celui qui, perfidement exploité par les meneurs des sociétés secrètes, mettait en pratique, de bonne foi peut-être, ces préceptes de Mazzini : « Profitez de la moindre occasion pour réunir les masses, ne fût-ce que pour témoigner de la reconnaissance. Des fêtes, des fleurs, des chants, des rassemblements nombreux, des rapports fréquents établis entre les hommes de toute opinion, suffisent pour faire jaillir les idées, pour donner au peuple le sentiment de sa force et le rendre exigeant.»

Les conspirateurs avaient si bien réussi que déjà ils commençaient à se trouver embarrassés de leur victoire. Savants, expérimentés dans l'art de détruire, mais inhabiles à celui de la réédification, ils avaient en quelque sorte rendu le gouvernement impossible. Le vaisseau de l'État, sans voiles, sans gouvernail, sans phare pour éclairer sa marche au milieu des récifs, abandonné à l'anarchie d'un équipage en délire, menaçait à chaque instant de faire naufrage. Les éléments les plus discords présidaient à ses destinées; les universités étrangères envoyaient de toutes parts des adresses de félicitations aux étudiants, tandis que les provinces adressaient au gouvernement des pétitions réclamant un ministère. Les adresses exigeaient l'unité, les pétitions tendaient au démembrement de la monarchie; les adresses imposaient la fraternité harmonique des races, les pétitions ne reconnaissaient que des na-

tionalités; les adresses demandaient un pouvoir central, les pétitions réclamaient des ministères indépendants les uns des autres. De toutes parts régnait la confusion des idées : c'était une véritable tour de Babel que les niveleurs construisaient sous le choc de volontés diverses auxquelles la faiblesse du gouvernement concédait tout, sans prévoir les périls de l'avenir. Dans cet état de choses, l'Empereur fit publier une amnistie générale applicable à tous les délits politiques.

La nouvelle des événements de mars se répandit avec rapidité dans les provinces; à Prague, ainsi que dans toutes les villes de la Bohême, elles furent accueillies avec transport et provoquèrent la répétition des saturnales dont Vienne avait été le théâtre : le pillage et l'incendie. A Gratz, l'agitation populaire se produisit par des actes de violence contre l'établissement des jésuites, et l'envoi, à Vienne, d'une pétition révolutionnaire composée d'une vingtaine d'articles. A Linz, la cocarde blanche fut arborée. A Inspruck, les meneurs créèrent un comité chargé d'adresser à l'Empereur une pétition rédigée dans l'intérêt des besoins du pays. A Trieste, des scènes tumultueuses éclatèrent au cri de : A bas Metternich! Le buste du ministre, livré à la colère du peuple, fut mis en pièces. Des scènes plus graves encore eurent lieu à Venise : la foule, après avoir élargi de vive force les détenus Maning, Tomaseo et les autres prisonniers politiques, avait envahi les bureaux des administrations publiques et jeté les actes sur la rue et dans les canaux; le drapeau national était arboré sur le dôme de Saint-Marc; le sang avait coulé sur plusieurs points. Une agitation sourde, précurseur des événements qui ne devaient pas tarder à se produire, s'était manifestée à Milan, Brescia, Crémone, Pavie et Padoue; des proclamations, habilement adressées aux troupes impériales, avaient été répandues dans les casernes. L'extrait suivant de l'une d'entre elles fera connaître l'esprit de toutes les autres :

« Soldats!

« La malveillance et les séides du pouvoir persistent à re-

présenter notre proclamation à la valeureuse Allemagne comme une provocation jetée aux fils d'Arminius. Les Allemands qui, en 1813, se sont levés et ont combattu la France en chantant les hymnes de Körner, auraient à juste titre méprisé l'Italie, si celle-ci n'avait essayé de prendre son essor comprimé jusqu'à ce jour par le gouvernement de Vienne.

« Nous ne combattons point contre les Allemands qui, à Berlin, Dresde, Vienne, Munich, des rives du Rhin aux bords du Danube, ont défendu les libertés de la pensée et de la nation. Nous ne combattons point contre les Allemands qui, se rappelant leurs souvenirs patriotiques, ont jeté la base de la sainte alliance allemande. Nous combattons contre l'injustice et l'oppression; nous combattons contre un gouvernement allemand qui souille ce nom sacré, qui voudrait nous asservir au moral comme au physique, qui nous pressure et nous tue, qui voudrait détruire notre caractère national et étouffer le germe d'un meilleur avenir, après nous avoir plongés dans la plus profonde misère.

« Soldats !

« La juste haine qui autrefois vous animait contre les Français nous enflamme aujourd'hui contre les Autrichiens. Si l'amour de la patrie a été considéré autrefois comme une chose sainte en Allemagne, pourquoi ne le serait-il pas présentement en Italie? Si vous détestez des lois injustes et un joug étranger, pourquoi ne les haïrions-nous pas, nous Italiens, nous qui, jusqu'à ce jour, avons été les esclaves des serviteurs mêmes de la police, nous qui avons été proscrits pour avoir voulu être libres, proscrits parce que nous sommes Italiens?

« Vous êtes valeureux, courageux, dignes de la noble Allemagne; mais supposons que la mauvaise cause triomphe un jour, quelle sera votre récompense? La triste Italie sera vengée des maux qui la déchirent, votre esclavage sera plus dur et plus désolé que le sien; et si vous criez pitié, vous n'en trouverez pas et l'on vous répondra : Bour-

reaux hier, vous êtes aujourd'hui les victimes, justice est faite! Regardez autour de vous, les oppresseurs des nations ne se défendent que par le bras des nations; les nobles ne sont domptés que par l'action des esclaves. Si bientôt l'on vous ordonne de frapper, prenez en considération que vous frapperez le prêtre de notre Seigneur, la religion de vos pères et de votre patrie.

« Que diriez-vous si les Italiens vous gouvernaient par des lois détestées? Quant à nous, nous voulons rompre le joug ignominieux qui nous oppresse; nous voulons laver avec notre sang, s'il le faut, la tache d'un long esclavage..., si nous succombons, l'on dira de nous : Ils étaient dignes d'être libres!... »

Cette proclamation contenait les symptômes de l'orage qui ne tarda pas à éclater : les troupes impériales, trop peu nombreuses pour y résister, durent, après une lutte de trois jours, se retirer devant l'insurrection victorieuse à Milan.

La situation politique de la monarchie s'assombrissait chaque jour davantage. La constitution, engendrée avec des éléments criminels aux yeux de la loi et pourtant considérés comme la conséquence de vertus civiques aux yeux des révolutionnaires, reposait sur des bases qui laissaient pressentir un écroulement inévitable. Dans le cercle vicieux où se trouvait la chose publique, les fautes succédèrent aux fautes. Le premier soin du gouvernement devait être de s'opposer à l'armement des provinces; mais la nouvelle du triomphe des étudiants paralysant les ordres reçus à cet effet par les gouverneurs, ceux-ci virent impunément se former sous leurs yeux les cadres d'une garde nationale toujours et partout complétement inutile, sinon dangereuse.

Une autre mesure plus importante encore était de prévenir les écarts d'une presse désordonnée dès son début. En conséquence, les chefs du gouvernement furent chargés de préparer une loi répressive. Provisoirement, l'Empereur adressa au président de la chancellerie aulique, six articles destinés à servir de base aux décisions judiciaires; mais ce

magistrat ayant été mis à la retraite, le baron Pillersdorff, son successeur, et qui, quelques jours après, fut nommé ministre de l'intérieur, crut opportun de ne pas donner suite à ce décret, d'en préparer un autre plus étendu et qui, malgré la sanction impériale, ne fut jamais mis à exécution. Cette faute, abandonnant la presse à son libre arbitre, la jeta dans les plus grands écarts. Dès lors, il se forma une littérature de rues qui submergea la ville de feuilles volantes, de pamphlets dont le cynisme surpassa bientôt en nombre et en turpitudes tout ce que la révolution française avait offert en ce genre. Des émeutiers ivres se partageant la ville et les faubourgs, colportant les productions les plus ignobles, hurlaient du matin au soir les titres les plus bizarres, et offraient aux passants : *les crimes de Metternich; les vertus des étudiants; la mort de la bonne femme Censure née Minuit; la résurrection du peuple; les rayons venant de l'ouest,* etc., etc. Le premier pamphlet qui parut contre le prince de Metternich fut signé par un nommé Widner, que le prince avait comblé de bienfaits. Comment la reconnaissance serait-elle une vertu pour les révolutionnaires qui n'en reconnaissent aucune?

Sur ces entrefaites, le pouvoir, voulant donner à l'organisation définitive du nouvel ordre de choses une force exécutive plus homogène, publia, le 21 mars, la nomination du ministère responsable annoncé le 17, et composé ainsi :

Le comte Kolowrat, président du conseil;

Le comte Fiquelmont, aux affaires étrangères;

Le baron de Pillersdorff, à l'intérieur;

Le baron Kubeck, aux finances;

Le comte Taaffe, à la justice.

Les autres portefeuilles restèrent vacants jusqu'au 3 avril, où M. Janini accepta celui de la guerre, en même temps que le baron Kraus remplaçait aux finances le baron Kubeck, démissionnaire. Quelques jours après, ce cabinet dut subir de nouvelles modifications, en raison de la retraite du ministre Taaffe, remplacé le 3 avril au département de la justice par

M. Sommaruga, et en raison de la démission du ministre Janini, remplacé à la guerre par le comte Latour.

Le choix de l'Empereur s'était porté sur les personnages qui, par leurs antécédents politiques et leur expérience, semblaient devoir offrir le plus de garantie à la direction des affaires : cependant trois fautes signalèrent les débuts de ce ministère chargé de la mission difficile de préparer la transition du régime absolu à la forme constitutionnelle. La première portait sur la croyance que le décret impérial annonçant la constitution avait suffi pour rendre le pays constitutionnel. Cette persuasion mal fondée fit négliger les mesures nécessaires à la transformation de la monarchie : de là provinrent l'incohérence qui présidait aux actes ministériels et le contrôle que s'arrogeaient sur les ministres les associations politiques usurpant les pouvoirs du parlement vacant. La seconde faute fut de reconnaître une responsabilité vis-à-vis d'une représentation parlementaire qui n'était encore qu'à l'état de projet : de là provint la dépendance de l'Empereur, soumis exclusivement à l'avis de ses ministres et privé des conseils qui, en dehors du cabinet, eussent exposé leurs auteurs à la haine populaire armée déjà du mot fameux de camarilla. La troisième faute résulta de l'optimisme des ministres se flattant qu'un peuple livré au vent des plus mauvaises passions respecterait les bornes de la loi désarmée de mesures répressives : de là l'abolition du département de la police, l'improvisation d'un *habeas corpus* gênant l'action des autorités, les soumettant même parfois à des désaveux officiels; de là les concessions tacites du droit d'association dont il n'avait pas été question dans les lettres patentes du 15 mars. Il est évident qu'en des conditions semblables, un ministère même plus fort n'aurait pu se maintenir en des circonstances moins difficiles : comment celui-ci aurait-il pu faire face aux révoltes qui surgissaient dans toutes les provinces? Frappés d'impuissance, plusieurs de ses membres durent se retirer plus tard devant les exigences de l'opinion publique, quelques-uns même devant les sifflets des charivaris.

Ainsi que dans les provinces allemandes et italiennes, les événements de Vienne devaient avoir leur contre-coup à Pesth, capitale de la Hongrie, préparée depuis longtemps par Kossuth à devenir celle de la révolution magyare. Le jour était venu où, selon les prévisions de l'agitateur, la lutte des races allait séparer momentanément la Hongrie de la monarchie autrichienne. Le 15 mars, une colonne d'étudiants envahit tout à coup l'imprimerie de Landerer et Heckenast, s'empare d'une presse, fait réimprimer et afficher un placard contenant douze articles, expression prétendue des vœux de la nation. Le texte de ce placard, copie d'une affiche originale expédiée de Presbourg, était ainsi conçu :

« Nous demandons : 1° la liberté de la presse et l'abolition de la censure (ainsi que les politiques révolutionnaires de Vienne, les étudiants de Pesth ignoraient que l'abolition de la censure constituait la liberté de la presse);

2° Un ministère indépendant et responsable ;

3° Convocation annuelle d'une diète à Pesth;

4° Égalité devant la loi au point de vue religieux et politique;

5° Organisation immédiate d'une garde nationale;

6° Participation générale aux impôts;

7° Abolition des servitudes réglées par l'*urbarium;*

8° Création du jury, et représentation du peuple d'après le principe de l'égalité;

9° Création d'une banque nationale;

10° Serment des troupes à la constitution; séjour permanent des troupes magyares en Hongrie; renvoi des corps étrangers;

11° Élargissement des prévenus politiques;

12° Union et incorporation de la Transylvanie à la Hongrie. »

En quelques heures, plusieurs milliers d'exemplaires de cette proclamation furent distribués aux étudiants, aux jurats et aux juifs réunis dans la cour du Musée national : le directeur de cet établissement en reçut une copie avec l'ordre de déposer dans les archives ce premier document de la presse libre : on répandit également à plusieurs milliers d'exemplaires

un hymne national, marseillaise magyare, composé par Petöfy, jeune poëte dont la lyre en même temps que la vie devaient se briser bientôt sur les champs de bataille de la Hongrie. Des discours incendiaires furent prononcés sur la place du Musée, en présence d'un grand concours de peuple excité déjà par la lecture de plusieurs lettres arrivées de Presbourg et annonçant que les douze articles précités devaient être soumis à la sanction royale par une députation solennelle de la diète, sur la présentation de l'archiduc palatin lui-même. A une heure, la foule se rendit, drapeaux tricolores en tête, à l'hôtel de ville pour soumettre à l'acceptation et à la signature de la municipalité les prétendus vœux de la nation rédigés en forme de pétition. Quelques membres refusèrent, plusieurs autres se prononcèrent pour l'ajournement et la prise en considération; mais Nyari et Klauzal subjuguant leurs collègues par des discours passionnés, ceux-ci durent signer; il était temps : la foule, qui avait envahi la salle des délibérations, s'apprêtait à faire sauter les opposants par la fenêtre. Alors Nyari, porté en triomphe par les étudiants, descend sur la place, accompagné par d'innombrables *élyen;* il montre à la multitude la pétition signée, dit-il, *spontanément et sans opposition,* par la municipalité. Dans ce moment, le commissaire royal, comte Almasy, arrive de Presbourg; il annonce que la pétition de Kossuth a été adoptée à l'unanimité par la chambre des magnats ; cette nouvelle redouble les transports d'enthousiasme; la bannière tricolore est arborée à la tour de l'hôtel de ville.

Tout à coup une voix puissante dominant les bruits de la foule rappelle que le fameux Stancsics, détenu dans les bastions de la forteresse de Bude, doit être mis en liberté d'après un article de la pétition signée par la municipalité, qui autorise l'élargissement des prisonniers politiques. Le peuple répond par les cris de : Vive Stancsics ! allons à Bude ! On se mit aussitôt en marche. Quelques instants après, Stancsics, délivré, est traîné triomphalement en calèche jusqu'à Pesth, où le propriétaire d'un des premiers hôtels mit ses plus beaux

appartements à la disposition de l'homme représenté comme martyr de la liberté. Dans la soirée, la ville fut illuminée, et les meneurs, effrayés eux-mêmes de l'enthousiasme qu'ils avaient provoqué, organisèrent un comité de sûreté publique chargé de veiller au maintien de l'ordre.

La mise en scène du 15 mars à Pesth avait été préparée d'avance par Kossuth. L'initiative de ses comparses célébrant comme fait accompli une victoire dont, au début de la manifestation, ils ne pouvaient avoir connaissance, le prouve suffisamment. Le jour suivant, deux proclamations furent affichées sur les murs de la ville : l'une décrétait l'organisation de la garde nationale substituée à la milice bourgeoise ; l'autre félicitait le peuple d'avoir obtenu légalement, sans violence et sans effusion de sang, son triomphe acheté ailleurs au prix des plus grands sacrifices. Les étudiants et le peuple se portèrent aussitôt à l'hôtel de ville pour recevoir les armes qui furent distribuées indistinctement à tous ceux qui se firent inscrire sur les contrôles.

Tandis que cette scène se passait à l'intérieur de la maison commune, une parade empruntée aux plus mauvais jours de la révolution française était représentée sur la place même de l'hôtel de ville. Une actrice du Théâtre National, engagée par les arrangeurs de la comédie du 15 mars, madame Szath-mariné, dont les formes exagérées se prêtaient à son rôle, figurait la déesse de la liberté. Debout sur une estrade peu élevée, entourée de plusieurs dames des chœurs déguisées en nymphes et tenant dans leurs bras des corbeilles pleines de cocardes et de rubans tricolores, la déesse improvisée arrêtait chaque passant pour attacher au chapeau des uns des cocardes, au bras des autres des faveurs dont elle connaissait depuis longtemps l'usage et l'emploi.

Une scène d'un autre genre, mais non moins caractéristique, avait lieu à quelques pas de là ; une marchande en plein vent, établie depuis plusieurs années à l'un des angles de la place, était chassée de son poste par une rivale plus jeune et plus vigoureuse. Vainement la pauvre femme supplantée voulut

en appeler à la protection publique, la foule se rangea contre la justice du côté de la violence; l'usurpatrice resta maîtresse de la position, aux applaudissements de la multitude, répétant avec elle : « Vive la liberté ! puisque la liberté nous donne le pouvoir de faire ce que nous voulons. » Ce fait, insignifiant en lui-même, démontre quelle était alors la disposition des esprits à Pesth; il prouve qu'un peuple, interprétant ainsi les droits réciproques et mettant la force brutale au-dessus de la justice des lois, n'était pas digne de la liberté.

Dans la matinée du 17, le peuple, ravi de l'intervention qu'à son insu on lui accordait en toutes circonstances, applaudit avec transport l'affiche suivante :

« La nation veut-elle un ministère responsable ?

— La nation l'exige.

— Quels ministres responsables la nation veut-elle ?

— La nation veut pour ministres responsables :

Louis Batthyany, pour les affaires étrangères;

François Deak, pour l'intérieur ;

Louis Kossuth, pour le commerce ;

François Pulszky, pour les finances;

Maurice Szentkiralyi, pour les cultes ;

Bartholomée Szméré, pour l'instruction publique;

Simon Perenyi, pour la justice ;

Paul Nyari, pour la police ;

Ladislas Teleky, pour la guerre ;

Joseph Eötvös, pour garde des sceaux. »

La *Gazette de Pesth,* publiant cette liste, crut devoir l'illustrer par des commentaires biographiques sur les membres qui la composaient. A ce sujet, elle fit preuve d'un cynisme révoltant en célébrant l'apothéose de Kossuth, que, la veille encore, elle flétrissait par les épithètes de charlatan, d'imposteur et de traître à la dynastie régnante.

Le même jour, les libraires de la ville, appliquant par un retour rétrospectif la liberté de la presse aux faits accomplis des années précédentes, se rendirent, en grand cortége et drapeaux déployés, dans les bureaux des censeurs pour réclamer et

retirer les ouvrages à l'index qu'on leur avait confisqués antérieurement.

La publication officielle de la lettre suivante, adressée par l'archiduc Étienne, palatin de Hongrie, au comte Louis Batthyany, vint faire diversion aux scènes amusantes de cette manifestation burlesque :

« Cher comte, je vous avertis par la présente que Sa Majesté, persuadée que les circonstances actuelles exigent impérieusement l'organisation et la mise en activité d'un ministère responsable hongrois agréé par un rescrit royal, m'a chargé de vous nommer, conformément aux lois, président de ce ministère responsable et indépendant. Vous vous chargerez donc de proposer à la sanction du souverain les noms des ministres que vous croirez devoir vous adjoindre. »

Sur ces entrefaites, les révolutionnaires, répudiant, avec les traditions du passé, des souvenirs historiques qui n'étaient pas sans gloire, faisaient effacer les dénominations de plusieurs places et d'un certain nombre de rues : partout des noms magyars furent substitués aux noms allemands. Cette mesure ridicule, parodie du badigeonnage appliqué par des vainqueurs sans combat aux inscriptions royales des villes de France, fut suivie de l'organisation de la garde nationale répartie en six corps : quatre composés de bourgeois ; une légion académique formée par les étudiants, et un bataillon d'Israélites, qu'en raison de l'égalité et de la fraternité, sans doute, les autres corps avaient repoussés de leurs rangs.

Le 19, après un *Te Deum* chanté en actions de grâces, le comité de sûreté publique reçut solennellement, dans la salle d'honneur de l'hôtel de ville, une députation de la diète de Presbourg. En réponse au discours d'introduction prononcé par Gabriel Klausal, président du comité, le comte Kegleiveich, chef de la députation, présenta à la municipolité un manifeste que la diète avait publié pour démontrer l'urgence d'adopter, dans le courant de la session, les propositions suivantes :

1° Attributions dévolues à la sphère d'action du nouveau gouvernement responsable;

2° Composition de la diète appelée à siéger provisoirement à Pesth, sur la base du système représentatif;

3° Répartition de l'impôt entre tous les habitants du royaume;

4° Suppression des servitudes urbariales avec des indemnités accordées par l'État aux propriétaires dépossédés;

5° Création de la garde nationale pour le maintien de la paix intérieure et la défense du territoire;

6° Abolition de la censure et institution du jury comme garantie de la liberté de la presse.

Au moment où la séance se levait, on affichait, à l'entrée de la salle même, un placard ainsi conçu :

« Presbourg, 16 mars 1848, six heures et demie du soir.

« Dans ce moment, le bateau à vapeur arrive de Vienne; le pavillon blanc porte l'inscription magyare suivante : Nos vœux sont accomplis : Louis Batthyany, François Deak, Louis Kossuth et Étienne Szechenyi seront ministres. »

Ainsi qu'à Vienne, la liberté de la presse, dégénérant en licence, enfantait à Pesth des productions qui auraient fait douter de l'avenir d'un peuple plus avancé dans la civilisation que ne l'était le peuple magyar. Pour donner une idée exacte du dévergondage littéraire de cette époque et de l'esprit qui présidait aux élucubrations des publicistes et des poëtes révolutionnaires, il nous suffira de citer une strophe d'un hymne allemand qui, en attendant les honneurs d'une traduction magyare, était chanté dans les cafés, les estaminets et les clubs de la ville :

« La liberté, c'est la nation!

« La liberté est notre maîtresse à tous!

« La liberté régnera le jour où les couronnes de trente princes seront mises aux enchères du peuple.

« La liberté, c'est la république !
« Et encore une fois, la république ! »

La république, en effet, était le dernier terme où tendaient les opérations des révolutionnaires les plus avancés qui, prenant pour un fait accompli les désirs de leur cœur, répandirent à cette époque le bruit de l'assassinat de l'empereur Nicolas et celui d'une révolution en Russie. Dans tous les centres devenus les capitales des insurrections victorieuses, les anarchistes, chargés d'entretenir le feu de la révolution, répandaient chaque jour, au sein des masses, de fausses nouvelles qui maintenaient les esprits dans un état de surexcitation favorable aux esprits des meneurs. Cette tactique, qui remonte aux premières révolutions des empires, rappelle ces vers tracés avec du sang peut-être aux pieds des échafauds de 1793. Ne dirait-on pas qu'ils ont été faits le lendemain de la révolution de février?

Dans les journaux j'annoncerai lundi
L'heureuse mort du tyran de l'Espagne.
Je veux annoncer le mardi
De grands troubles en Allemagne.
Mes lecteurs sauront mercredi
Que Catherine a terminé sa vie.
Comme un fait sûr, je dirai le jeudi
Que l'on a détrôné le tyran de Turquie.
Sans peine je puis vendredi
Faire mourir le très-saint Père.
Je réserve pour samedi
Une révolte en Angleterre.
Et comme il faut que, par un coup d'éclat,
La semaine finisse et couronne ma peine,
Dimanche je dirai que chaque potentat
Sera pendu la semaine prochaine.

La prolongation du séjour de la diète à Vienne fournit aux meneurs le prétexte de convoquer une assemblée populaire, qui, entre autres résolutions, adopta celle d'envoyer sur-le-champ une députation de cinq personnes à Vienne, pour connaître et soumettre ensuite à Pesth, dans un délai de vingt-

quatre heuree, la nature de l'accueil fait par le souverain aux vœux de la nation. En outre, les meneurs décidèrent, dans la prévision de refus de la sanction royale, qu'un appel serait fait au peuple et que l'on marcherait sur Vienne pour se faire tuer ou obtenir, les armes à la main, la liberté et les droits de la patrie. Sur ces entrefaites, on apprit que, cédant aux instances réitérées de l'archiduc palatin, le roi avait accordé toutes les concessions exigées. Comme on le voit, la fermentation des esprits à Presbourg ne le cédait en rien à l'agitation de Pesth : elle offrait tous les symptômes d'une révolution. Le comte Edmond Zichy, qui exerçait, en sa qualité de grand écuyer, la police diétale, avait si bien compris la situation que, dès le 13 mars, au moment où l'on venait d'apprendre les événements de Vienne, il s'était rendu, avec le général comte Lambert, chez l'archiduc palatin pour lui proposer un moyen hardi qui, par son audace même, aurait sauvé la chose publique :

— « La situation est des plus graves, dit-il, mais elle n'est pas désespérée. Le salut de la monarchie est dans les mains de Votre Altesse Royale.

— « Que faut-il faire pour l'assurer?

— « Dissoudre immédiatement la diète.

— « C'est un coup d'État que vous me proposez!

— « Indispensable.

— « Qui provoquera le danger que nous devons éviter.

— « Non, si vous acceptez ma seconde proposition.

— « Quelle est-elle?

— « L'arrestation instantanée des chefs de la révolution.

— « Quels sont-ils?

— « Kossuth, Batthyany, Szmeré et les frères Madarasz.

— « Comment appuyer de si violentes mesures?

— « Par la force des baïonnettes au besoin. »

L'archiduc palatin, gardant le silence, semblait réfléchir; alors le général Lambert prit la parole et appuya ainsi la proposition du comte Zichy :

— Avant quarante-huit heures, nous pourrons réunir à

Kitsée les trois régiments de cavalerie qui sont cantonnés à OEdenburg, Saint-George et Tapolesan; en attendant, nous répondons de la sûreté de la ville; car, indépendamment des trois bataillons de la garnison, nous pouvons compter sur quinze cents bourgeois armés, qui nous ont offert leur concours.

— « Ne craignez-vous pas, messieurs, demanda l'archiduc, que Vienne révolutionnée n'absorbe la résistance que nous organiserions à Presbourg?

— « Non, si S. M. l'Empereur, quittant la capitale rebelle et se réfugiant à Presbourg ou à Comorn, en appelle à la fidélité du peuple et de l'armée.

L'archiduc réfléchit encore quelques instants, et dit :

— « Je ne puis prendre *ex abrupto* une pareille résolution.

— « Eh bien ! nous reviendrons demain, ajoute le comte Zichy, si demain déjà il n'est pas trop tard. »

Le lendemain, à huit heures du matin, le comte, se présentant au palais du palatin, renouvela ses instances de la veille sans obtenir un plus heureux résultat; l'hésitation de l'archiduc Étienne était la même :

— « Comment voulez-vous, dit-il, qu'à Presbourg j'ose prendre des mesures de rigueur, quand à Vienne l'Empereur fait toutes les concessions?

Une troisième fois le comte Zichy revint à la charge; mais cette fois, au moment d'entrer dans le salon du palatin, il se trouva face à face avec Szméré et le comte Batthyany qui en sortaient :

— « Eh bien! cher comte, lui dit celui-ci en lui serrant la main, vous vouliez donc nous faire arrêter hier?

— « Comment le savez-vous?

— « Peu importe, si le fait est vrai... Eh bien! franchement, je vous le dis, vous avez eu tort de ne point le faire.

— « Pourquoi ?

— « Parce que nous, quand nous serons au pouvoir, nous vous ferons pendre.

L'organisation de la garde nationale à Presbourg donna

naissance à des troubles sérieux. Les bourgeois s'étant réunis dans la salle de la Redoute, la présence d'un certain nombre d'israélites, revêtus de l'habit hongrois et portant le sabre au côté, provoqua d'énergiques protestations. Les juifs font tête à l'orage; ils répondent que la liberté n'était point exclusive et repoussait des priviléges basés sur l'ignorance ou le fanatisme. Alors les membres les plus exaltés de l'assemblée quittent la salle et se rendent chez le comte François Zichy, commandant en chef de la garde nationale. Celui-ci parvient à peine à calmer leur exaspération contre les prétentions des juifs. De son côté, le peuple, réveillé dans ses haines traditionnelles contre les israélites, se lève en masse aux cris contradictoires de : « A bas les Juifs, et vive la liberté! »

La menace succède à ces clameurs. De nombreux détachements de la garde nationale et des troupes de ligne parcourent les rues; malgré ce concours d'hommes armés pour le maintien de l'ordre, l'attitude de la populace devient de plus en plus inquiétante : l'admission des juifs, dit-on de toutes parts, profanerait la garde nationale. Enfin, contraint de céder devant les manifestations d'une répulsion unanime, le comité de la garde nationale fait publier, pendant la nuit, aux flambeaux, une proclamation ainsi conçue :

« Citoyens et gardes nationaux,

« Pour calmer l'agitation populaire, l'incorporation des juifs dans les rangs de la garde nationale est suspendue jusqu'à décision ultérieure de la loi.

« En attendant, le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique est expressément confié à tous les gardes nationaux, ainsi qu'à tous les citoyens. »

De leur côté, les juifs de Presbourg, soit qu'ils désirassent enlever tout prétexte à l'effervescence populaire, soit qu'ils voulussent détourner l'orage qui les menaçait, s'empressèrent de publier la déclaration suivante :

« Égarés par un déplorable malentendu, quelques jeunes

gens appartenant à la religion israélite, et pour la plupart étrangers à la commune, se sont fait inscrire sur les contrôles de la garde nationale de Presbourg.

« Nous, soussignés, déclarons par la présente que nous n'avons, et n'avons jamais eu la moindre intention de nous arroger une distinction et un honneur sans l'autorisation et sans le consentement spontané de la bourgeoisie avouable de cette ville. Afin de prouver la vérité de cette assertion, nous avons déterminé tous les israélites à se retirer des rangs de la garde nationale. »

Malgré ces concessions faites aux exigences des partis, accaparant à leur profit la liberté qu'ils transformaient en despotisme, les mêmes conflits se répétèrent les jours suivants sur une plus vaste échelle. Les citoyens réunis dans les jardins du tir y discutèrent la question des juifs avec une violence digne du moyen âge; les motions les plus acrimonieuses furent proposées contre ceux qui avaient cru trouver, dans le crépuscule de la liberté, l'aurore de leur émancipation. Les efforts généreux de la partie modérée de la réunion échouèrent devant les résolutions adoptées par la majorité, et formulées dans une pétition demandant à la diète : l'internement des juifs de Presbourg dans un ghëto séparé; la fermeture des boutiques juives situées dans l'intérieur de la ville; l'interdiction du colportage israélite; l'expulsion des juifs non domiciliés régulièrement; un décret sévère pour empêcher désormais l'accroissement en ville de la race juive. La majorité ne se contenta pas de ces mesures qu'elle n'aurait jamais osé proposer au gouvernement paternel de la dynastie légitime; elle exigea de la municipalité que la rédaction de la *Gazette de Presbourg* fût retirée à la plume habile d'un publiciste juif.

Les membres de la diète délibéraient sur cette pétition, lorsque le député Bonis, se précipitant dans la salle, annonce que des attroupements formés au Schlossberg manifestent les intentions les plus hostiles contre les israélites : il adjure ses collègues de prendre instantanément d'énergiques mesures pour protéger les juifs dans leurs propriétés menacées. Quel-

ques membres, reconnaissant l'imminence du danger, proposent de décréter la loi martiale, mais la majorité se contente de confier au palatin le soin de pourvoir au maintien de la tranquillité publique. Dès lors, la multitude, abandonnée à elle-même, se livra à des excès qui fussent devenus plus graves sans la courageuse fermeté du général comte Lambert, commandant la ville.

Pendant que ces scènes de brigandage s'accomplissaient au nom de la liberté, les membres de la diète, reconnaissant que l'exercice de leur mandat se trouvait en opposition avec la constitution, depuis que le plus grand nombre d'entre eux étaient dépourvus d'instructions applicables au nouvel ordre de choses, s'empressèrent d'adopter diverses lois qui établissaient, conformément à une pétition précitée, les convocations de la diète à Pesth; les règlements de la liberté de la presse, la réunion de la Transylvanie à la Hongrie, la création d'un ministère hongrois indépendant et responsable.

Dans la séance du 23, le comte Louis Batthyany publia la formation du ministère qu'il avait été chargé de composer. La liste qu'il lut à ce sujet portait ces noms :

Comte Louis Batthyany, président du conseil, sans portefeuille;

Bartholemé Szeméré, à l'intérieur;

Le prince Paul Eszterhazy, à l'extérieur;

Louis Kossuth, aux finances;

Comte Étienne Szezenyi, aux voies et communications;

Baron Joseph Eötvös, au culte et à l'instruction publique;

Gabriel Klausal, à l'agriculture et au commerce;

Le colonel Lazare Meszaros, à la guerre;

François Deak, à la justice.

A la fin de cette lecture favorablement accueillie, Kossuth, inspiré par un sentiment d'habile hypocrisie, prend la parole et déclare que le serment qu'il a fait, en acceptant le mandat de député, de n'accepter aucun emploi de gouvernement, lui impose l'obligation de refuser le portefeuille que la confiance du peuple lui propose. Prenant à son tour la parole, Szentki-

ralyi, le confident intime du préopinant, fait observer que les scrupules fort honorables de son respectable ami ne sont point fondés, attendu que le ministre n'était point l'homme du gouvernement, mais le gouvernement lui-même : — « Après tout, ajoute-t-il, ton serment, Kossuth, n'est pas obligatoire dans l'état des choses ; tu as juré de repousser les fonctions du cheval, mais non pas celles du cocher. »

Cette comparaison excentrique soulève une salve d'applaudissements. Kossuth se résigne avec une feinte humilité à partager les rênes du char magyar : la comédie est jouée.

Le lendemain, le comte Louis Batthyany et François Deak partirent pour Vienne, où l'archiduc de son côté se rendit, afin d'appuyer les projets soumis à la sanction royale.

Les moyens de correspondance entre les révolutionnaires étaient déjà si bien établis, que le lendemain, dans la matinée, on apprit à Presbourg que le gouvernement impérial s'opposait à la création d'un ministère de la guerre et des finances hongrois.

— « Nous obtiendrons par la force ce qu'on refuse à nos justes demandes, dit Kossuth ; » et d'après ses instructions, Szeméré, sous le prétexte de maintenir la tranquillité publique à Pesth, se rend dans cette ville pour y préparer l'insurrection nécessaire à la force convoquée conditionnellement par Kossuth. D'autres députés se réunirent également dans leurs comitats pour y organiser les mêmes éléments. A midi le bruit se répand que la démission de l'archiduc palatin a été la conséquence du refus de la sanction royale. Des attroupements nombreux se forment sur les places et prennent bientôt une attitude si menaçante que Kossuth, servi par une dépêche télégraphique, se hâte de démentir les bruits dont les conséquences pouvaient être fatales. Ces bruits n'étaient pas sans fondements. En effet, à la suite d'une conférence particulière, présidée par l'archiduc François, et à laquelle avaient pris part plusieurs notabilités de l'administration hongroise, réunies à deux ministres autrichiens, on avait arrêté un compromis conservant à la couronne toutes les attributions qui ne

pouvaient être retirées sans effacer le roi. En conséquence, on avait décidé que les ministères des affaires étrangères, de la guerre et des finances destinés à servir de trait d'union entre l'empire et la Hongrie, seraient réservés à la nomination de l'Empereur; les titulaires de ces trois portefeuilles devaient fixer leur résidence à Vienne en qualité de ministres de l'Empire. Ces réserves, sanctionnées par l'Empereur, furent rédigées en rescrit par la chancellerie de la Hongrie, adressées et présentées le 28 mars aux états par le conseiller Zsedenyi, qui les avait revêtues de sa signature en sa qualité de vice-chancelier provisoire.

Le président du conseil, Louis Batthyany, de retour à Presbourg, fit lecture de ce rescrit, et déclara que son contenu était contraire aux vœux de la nation; en conséquence, il engage l'archiduc palatin à se rendre de nouveau à Vienne pour obtenir de l'Empereur une modification qui ferait de sa parole royale une vérité. En même temps, il déclare en son nom, et au nom de ses collègues, que le ministère entier est décidé à se retirer dans le cas où le roi persisterait dans ses premières résolutions. L'archiduc palatin accepte la mission qui lui est confiée; il engage sa parole que sa démission sera la conséquence immédiate du refus royal. Il part : les États restent en séance; ils adoptent, relativement au rescrit, des résolutions inspirées par la menace et traduites par des documents qui prouvent que les révolutionnaires, se posant carrément en face des éventualités, étaient prêts à brûler leurs vaisseaux pour se jeter dans la lutte sans regarder derrière eux.

Les états repoussèrent également un second rescrit par lequel le roi n'avait accordé que conditionnellement sa sanction à la suppression des servitudes urbariales; en même temps les états, adoptant une motion de Kossuth, se réservèrent le droit de punir les coupables qui avaient surpris la bonne foi du souverain, notamment le conseiller Zsedenyi, dont la signature couvrait les prétendus subterfuges du pouvoir. Ces résolutions, imprimées à la hâte, furent portées à Pesth par

le comte Raday; l'effet quelles produisirent dépassa les espérances.

La mise hors la loi, prononcée par Kossuth contre le conseiller Zsedenyi, provoqua de nouveaux désordres à Presbourg. La maison du proscrit et celle de la baronne Mesko, où, disait-on, il s'était réfugié, furent ravagées de fond en comble; la multitude, égarée par ses mauvais instincts et plus encore par les discours d'orateurs fanatiques, brûla, sur la place du théâtre, le portrait de Zsedenyi en regrettant de ne pouvoir faire subir le même sort à l'original. Les deux rescrits royaux devinrent également la proie des flammes. Les dernières clartés de cet auto-da-fé populaire brillaient encore, lorsque l'archiduc palatin revenant de Vienne annonça que les vœux de la nation étaient exaucés; en effet, le roi avait tout accordé! Ces concessions inspirèrent instantanément à Kossuth un discours, véritable chef-d'œuvre d'astuce et de perfidie! Ses yeux simulèrent des larmes, et les expressions manquèrent à ses lèvres pour rendre les sentiments d'amour, de dévouement, de fidélité qu'il éprouvait, dit-il, pour l'immortelle dynastie que depuis longtemps, rhéteur rebelle, il avait détrônée dans son cœur.

Quelques jours après, l'Empereur, accompagné de l'impératrice et des archiducs François-Charles et François-Joseph, arriva à Presbourg pour prononcer en personne la clôture de la diète. Il fut reçu par des députations de toutes les gardes nationales de la Hongrie. Le lendemain, 11 avril, des groupes nombreux de magnats, de prêtres, de députés et de jurats se formèrent dès les sept heures du matin dans la salle où le roi, impatiemment attendu, fut salué par de vives acclamations. Ce moment était solennel. Ferdinand gravit avec la fermeté de la résignation les marches d'un trône qui s'affaissait sous lui, et, d'une voix émue, il prononça un discours qui, sanctionnant les concessions fatales, donnait une date à la révolution magyare; en effet, de ce jour la révolution prévue et préparée en Hongrie devint un fait accompli.

Pendant que les membres de la diète se séparaient à Pres-

bourg aux cris de : Vive le roi! les chefs des sociétés secrètes, réunis à Pesth, poursuivaient leur œuvre aux cris de : Vive la révolution! Le café Pillwaz, devenu le quartier général du mouvement, était chaque jour témoin des motions les plus hostiles au gouvernement autrichien; les conspirateurs, rivalisant d'audace, demandaient, l'un la fermeture des bureaux de tabac appartenant au fisc, l'autre la suppression des bureaux de loterie; celui-là voulait faire abattre les aigles impériales fixées au sommet des édifices publics, celui-ci répondait fièrement à cette proposition que les aigles s'envoleraient d'elles-mêmes à la vue des couleurs nationales hongroises; un autre, enfin, voulait que Stancsics, proclamé le martyr de la liberté, devînt un Lamennais magyar, et rédigeât, dans l'esprit du prêtre renégat, un *Ami du peuple* destiné à corrompre le peuple plutôt qu'à l'éclairer. De son côté, le comité de sûreté publique, qui concentrait dans son sein tous les éléments de l'autorité, se faisant l'écho de ces motions révolutionnaires, s'appliquait incessamment à les réaliser; c'est ainsi qu'il publia l'ordonnance suivante, considérée à juste titre comme la première déclaration de guerre à l'Autriche :

« Le sentiment national qui vient de se réveiller avec ardeur et un noble orgueil, considère avec raison comme une insulte que des emblèmes, des devises et des couleurs autres que les couleurs nationales aient orné jusqu'à ce jour des établissements publics et privés. C'est en tenant compte de ces sentiments que les autorités législatives et administratives ont résolu et décrété que les aigles impériales seraient enlevées des offices royaux et des guérites militaires, que les couleurs impériales seraient effacées, et qu'en même temps tous les citoyens propriétaires d'établissements particuliers seraient tenus de faire subir la même transformation à leurs enseignes. »

Par cet arrêté le comité de sûreté publique ne se mettait pas seulement en état de rébellion contre l'Autriche, mais il usurpait encore des prérogatives et des pouvoirs qui n'appartenaient qu'à la diète. Toutes les notions de la justice et du

droit disparaissaient dans la tourmente révolutionnaire. La fantaisie présidait aux destinées magyares.

Le 22 mars, la lecture commentée de la loi sur la presse provoqua de violentes discussions à l'hôtel de ville; ce n'était point la liberté que voulaient les complices de Kossuth, c'était la licence absolue; aussi les jurats, les plus zélés disciples du Mazzini magyar, saisirent-ils cette occasion de nouveaux désordres pour brûler sur la place publique une loi qu'ils appelaient un subterfuge impérial. Le soir même, les meneurs répandent dans la ville des bruits de réaction; le roi, disent-ils, nous trompe; au mépris de ses promesses, il refuse sa sanction à la création des ministères hongrois des affaires étrangères, de la guerre et des finances. L'agitation et la colère éclatent de toutes parts; une assemblée populaire est aussitôt convoquée sur la place de la bibliothèque; le comité de sûreté publique adresse au peuple une proclamation révolutionnaire qui provoque à son tour les propositions les plus insensées. Un homme, que nous retrouverons transformé en général sur les champs de bataille, demande une convention; d'autres orateurs proposent, en réponse à la couronne, que les ministres refusés soient mis immédiatement à la tête d'un gouvernement provisoire; sous l'empire de ces idées factieuses, un ouvrier français s'écrie, du sein de la foule, que les autorités militaires viennent de lui refuser son embarquement à bord d'un bateau à vapeur chargé de poudre. « De la poudre! répond la foule, c'est Dieu qui nous l'envoie, il faut nous en emparer. » A ces mots, la populace se précipite dans la direction du bateau à vapeur; les autorités parviennent cependant à la détourner de ses projets en lui déclarant que les munitions embarquées sont destinées à l'armement de la forteresse de Peterwardein.

Dans ce temps, les nouvelles arrivées récemment des provinces dépendantes compliquèrent la situation déjà si tendue de la Hongrie : elles étaient alarmantes pour l'intégralité du territoire magyar. En effet, le publiciste Vasvary dénonce, le 30 mars, dans une séance du comité de sûreté, un manifeste des Croates dont trente articles équivalent à leur séparation

de la Hongrie; d'un autre côté, on apprend qu'un mouvement dirigé par le clergé travaille à l'indépendance de l'Esclavonie. L'exemple d'émancipation donné par la Hongrie étant ainsi fidèlement suivi par ses tributaires, ce royaume, aspirant à sa séparation de l'Autriche, allait inévitablement se trouver isolé dans un cercle d'éléments contraires.

La nouvelle des deux rescrits royaux, parvenue à la connaissance du peuple, motiva de nouvelles scènes insurrectionnelles. Aux cris de : « A bas l'Autriche! » succédèrent ceux de « Vive la république! » Alors les chefs de la secte, voulant délibérer sur la direction à donner au courant des esprits prêts à tout, hors au respect des lois, se réunirent, à minuit, chez un propriétaire nommé Csànyi, qui, se décorant lui-même du nom de Danton magyar, n'avait que la fougue du tribun audacieux qu'il prenait pour modèle, et dont il n'était, en réalité, que la caricature. Cette séance nocturne se prolongea jusqu'à cinq heures du matin, et fournit aux Széméré, Klausal, Nyari, Pulszky, l'occasion de soutenir les thèses les plus démocratiques. Après avoir adopté, repoussé et repris tour à tour plusieurs déterminations, ces révolutionnaires résolurent qu'il fallait, avant tout, préparer une levée de boucliers, au moyen de plusieurs émissaires qui, dès la pointe du jour, se rendirent en effet dans les différentes villes désignées à leur action.

Dans la journée du 31, des masses exaspérées envahissent le café Pillwaz devenu les halles de la révolution; parées des couleurs rouges, elles déchirent et foulent aux pieds la cocarde impériale; ce n'est plus l'indépendance de la patrie qu'elles réclament, c'est un gouvernement provisoire qu'elles exigent. Au même instant, une affiche rouge revêtue de la signature de Zrinyi est placardée sur tous les murs de la ville, elle porte le titre de pragmatique sanction et proclame l'indépendance de la Hongrie; tandis que, par un violent discours, Nyari jette à l'Autriche la menace d'un gouvernement provisoire. L'agitation se prolonge fort avant dans la nuit.

La nouvelle des concessions royales, arrivée le lendemain

dans la matinée, fut considérée comme une victoire de plus remportée sur l'Empereur. Repoussées par quelques-uns, ces concessions ne furent acceptées par les autres que comme un simple à-compte. Les républicains établis en permanence au café Pillwaz les commentent avec leur perfidie accoutumée. Excités par de copieuses libations, enivrés par de frénétiques paroles, les plus avancés d'entre eux proposent de brûler publiquement les deux rescrits royaux, de se parer des couleurs rouges, d'arborer des bannières de la même couleur et de parcourir ainsi la ville pour proclamer la république. Cette motion est accueillie par tous, mais aucun n'ose en prendre l'initiative. « En avant, marchons! » s'écrient toutes les voix, mais tous les pieds restent cloués sur le sol; alors un jeune avoué, dont la figure imberbe porte les traces de la souffrance et dont la parole ardente contraste avec la faiblesse de sa constitution, déclare que préalablement il importe de sonder l'esprit public. « Frères, s'écrie-t-il, que ceux-là parmi vous qui sont prêts à se sacrifier sur l'autel de la patrie se joignent à moi pour former l'avant-garde de la république; parés des cocardes rouges, nous irons trouver le peuple, et si le peuple répond à notre appel, nous proclamerons définitivement l'insurrection. » Quelques jurats et un certain nombre de juifs, levés au cri de : « Vive la république! » se mettent immédiatement en route; mais, arrêtés bientôt par les bourgeois eux-mêmes, ils sont entraînés au corps de garde et de là jetés dans les prisons. Cette première tentative républicaine avorta dans le ridicule.

Sur ces entrefaites, un document immense, jeté comme une digue au-devant du flot révolutionnaire, parvint à Pesth: c'était une proclamation que l'empereur de Russie venait de signer avec sa glorieuse épée; elle était ainsi conçue :

« Par la grâce de Dieu, nous Nicolas Ier, empereur et autocrate, etc., etc...., déclarons à tous et à chacun ce qui suit : Après une paix longue et prospère, l'occident de l'Europe vient d'être tout à coup soulevé par des troubles qui menacent de renverser les pouvoirs légaux et tout ordre social. Après avoir

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

cloches et au bruit du canon; le bateau à vapeur arrive, les gardes nationaux présentent les armes : au même instant, le capitaine du bateau à vapeur paraît et annonce que le palatin ne viendra point à Pesth et que les ministres n'arriveront que par un second bateau, entre huit et neuf heures.

Le désappointement est général. Dans cet intervalle, le soleil, dont les brillants rayons semblaient faire partie du programme de la fête, s'obscurcit, et un violent orage éclate sur la ville :

— Le ciel serait-il contre nous? s'écrie un chef.

— Eh bien! répondent les Magyars en armes, prouvons au ciel que les Hongrois savent au besoin braver les tempêtes!

En effet, la garde nationale reste sous les armes jusqu'à l'arrivée des ministres, qui débarquent à neuf heures et demie. Alors, à la lueur des torches qui brillent sur le quai, à l'éclat des fusées qui sifflent dans les airs, au milieu des acclamations qui retentissent de toutes parts, le poëte Vasvàry se présente devant les ministres et les complimente au nom des villes sœurs Bude-Pesth. Kossuth veut répondre :

— Frères! s'écrie-t-il en mettant la main sur son cœur et levant les yeux au ciel, *frères, subjugué par l'importance gigantesque du moment, je...* Mais tout à coup, par un de ces effets de théâtre qui lui sont familiers, il s'arrête et pâlit, la parole expire sur ses lèvres, des sanglots d'emprunt étouffent sa voix, des larmes de commande tombent de ses yeux, l'émotion factice de l'acteur gagne tous les cœurs; jamais discours ne fut plus éloquent! La pluie tombe toujours avec violence. Du débarcadère, le cortége se rendit au Casino, où le corps des amazones, forcé par le mauvais temps, s'était abrité; ces dames, appartenant à l'élite de la société, offrirent aux ministres des guirlandes de fleurs, et prononcèrent deux discours qui appartiennent plutôt à la comédie qu'à l'histoire.

Le lendemain, dans la matinée, les ministres passèrent en revue la garde nationale et se découvrirent devant un drapeau de velours, broché or et argent, sur lequel les dames lettrées

de Pesth avaient brodé cette inscription : « Liberté, égalité, paix! » Dans la soirée du même jour, le comité de sûreté publique déclara de lui-même sa dissolution, après avoir déposé, comme un monument historique, au musée national, une copie légalisée des procès-verbaux de ses séances. Le ministère le remplaça immédiatement par un comité de salut public, spécialement chargé de veiller au maintien de l'ordre et à la sûreté du pays. Le peuple accueillit d'autant plus favorablement cette mesure, que les membres de ce comité, organisé sous la présidence du vice-bourgmestre Rottenbiller, devaient être choisis dans toutes les classes de la société; il manifesta sa joie par de bruyants charivaris donnés aux membres détestés du ci-devant comité de sûreté publique.

Le premier soin du ministère hongrois et indépendant fut de promettre, par une emphatique proclamation, son dévouement absolu à la chose publique et aux intérêts particuliers du peuple. Le palatin, arrivé dans la soirée du 18, se porta garant de ces promesses, qu'il renouvela pour son propre compte, au milieu des éclats d'une brillante illumination et d'un feu d'artifice tiré en son honneur sur un bateau à vapeur amarré au milieu du Danube. De vaines paroles, du bruit, de la fumée, un enthousiasme factice, rien de plus!

Malgré les gerbes de feu que les fusées volantes envoyaient au ciel pour *fraterniser,* ainsi que le disait Kossuth, *avec les incommensurables splendeurs des étoiles,* les fronts étaient sombres, les regards inquiets. En quelques jours, le peuple magyar avait parcouru une distance énorme sur le chemin de la liberté, mais il savait qu'à la liberté, comme aux dieux infernaux de l'antiquité, il faut de sanglants sacrifices; il savait que les sillons de l'indépendance d'un peuple se creusent avec l'épée. Or, qu'avait-il fait jusqu'à ce jour, pour mériter cette indépendance et cette liberté? Il s'était jeté, après l'heure de la curée, sur les dépouilles de l'aigle d'Autriche, pour lui voler ses dernières plumes, et mutiler dans ses serres affaiblies le globe impérial; mais cette aigle, isolée dans la tourmente, assaillie par les vautours révolutionnaires, attendait en silence

l'heure de la résurrection, car elle savait, elle aussi, que, semblable au phénix, elle ressusciterait bientôt de ses cendres, victorieuse et plus puissante que jamais. En attendant, les Magyars, enorgueillis par de faciles triomphes, criaient : « *Elyen !* » ils s'enivraient d'enthousiasmeà la vue des ruines du passé ; mais, à la pensée du lendemain, ils ne pouvaient se défendre d'un sentiment d'effroi ; les joies du présent s'effaçaient devant les craintes de l'avenir.

CHAPITRE V.

Fautes du ministère hongrois. — Compression de la presse. — Tendances socialistes. — Guerre aux propriétaires. — Émeute contre les juifs. — Les Viennois offrent un bouclier historique aux Hongrois. — Nomination du ban de Croatie. — Portrait de Jellachich. — Mouvement des esprits en Croatie. — Création des honved en Hongrie. — Agitation dans les diverses provinces de la monarchie. — Soulèvement des provinces lombardes. — Magnanime conduite de Pie IX. — Le sergent Sopranzi. — Mauvais esprit de la presse hongroise. — Patriotisme de la noblesse et du peuple autrichien. — Embarras et fautes du cabinet du 17 mars. — Auto-da-fé de la loi sur la presse. — Formation d'un comité central. — Sympathies des révolutionnaires autrichiens pour les révolutionnaires allemands. — Hymne de Arndt. — Singulière harangue. — Élections de l'Université pour le parlement de Francfort. — Katzenmusik. — Charivari donné à l'archevêque de Vienne. — Fermeture du couvent des Ligoriens. — Courageuse protestation de quatre Viennois. — La fête de l'Empereur. — La constitution. — Réjouissances populaires. — Chute du ministre Fiquelmont.

Avec l'arrivée à Pesth du ministère hongrois, la révolution magyare entrait dans une nouvelle phase. Les vœux ambitieux de Kossuth étaient en partie réalisés, les exigences exorbitantes de ses disciples étaient accomplies; un ministère indépendant et national siégeait au centre du pays; le magyarisme triomphant tenait enfin les rênes de l'autorité et présidait aux destinées du pays. Le moment était solennel pour les conquérants de mars; ils ne surent pas en profiter. A peine installés au pouvoir, ils jetèrent le masque et se montrèrent, dans l'interprétation de la liberté, plus despotes que les lois légitimes qu'ils avaient violées. Leur premier soin, après avoir opposé une digue aux flots populaires qui les avaient apportés au faîte de la puissance, fut de comprimer la presse, devenue moins libre qu'aux jours les plus sévères de la censure. Fiers et superbes, aveuglés par les enivrements d'un triomphe facile,

ils ne songèrent point à entrer dans les voies d'une sage politique, et à fortifier leur position en prenant pour base les véritables intérêts du pays. Le ministère avait deux choses à faire : l'une, d'étendre, quoique magyar, ses sollicitudes à toutes les nationalités ; l'autre, de faire preuve de loyauté envers la monarchie autrichienne. Il négligea l'une en oubliant de s'adjoindre un collègue de race slave; il faillit à l'autre en refusant de partager le poids de la dette impériale. Le 7 avril, le roi avait adressé au palatin un rescrit de cabinet déclarant que le gouvernement était disposé à consentir à un arrangement qui grèverait la Hongrie d'un quart de la dette, formant un chiffre de vingt-cinq millions de francs. Le ministère avait non-seulement repoussé ces ouvertures, mais il avait imprimé une terreur telle aux organes de la presse, que nul d'entre eux n'osa plaider en faveur de la dette publique. Ils furent sur le point de supprimer un journal qui avait émis le sage conseil de confier un portefeuille à un ministre croate.

Tandis que le ministère, faisant fausse route, affectait une attitude hostile vis-à-vis du cabinet autrichien et de ses propres tributaires, le mouvement de la révolution, politique d'abord, prenant un caractère plus prononcé, devenait socialiste. Une assemblée populaire, réunie le 19 au matin sur la place du Musée, attaquait ouvertement les droits de la propriété en exigeant, en faveur d'une catégorie de locataires, la remise de trois mois de location, l'abolition complète et pour tous de la rétribution quotidienne accordée aux concierges à certaines heures de la nuit. En même temps les violences dont les israélites de Presbourg avaient été victimes se reproduisaient sur une plus vaste échelle contre ceux de la ville. Sur le bruit dénué de fondement qu'un juif avait frappé d'un coup d'épée un bourgeois catholique, le peuple se lève en masse et s'empare du prétendu coupable pour le jeter meurtri, sanglant, dans les prisons. De leur côté, les bourgeois, également exaspérés, se réunissent à la hâte dans la salle de la Redoute, et prennent à l'unanimité la résolution de désarmer les juifs incorporés dans la garde nationale, de chasser ceux d'entre

eux qui ne comptent pas dix années de domicile à Pesth, et d'expulser, malgré sa qualité d'ultra-radical, l'israélite Herman Klein, rédacteur en chef du journal *le Hongrois*.

La générale bat dans toutes les rues, lá garde nationale se rassemble et se porte sur l'hôtel de ville, où le comité de salut public délibère au lieu d'agir; le comte Louis Batthyany et le général Moga pérorent la garde nationale et la somment, au nom de la liberté, de défendre les propriétés et les personnes des citoyens menacés; la garde nationale répond par cette antithèse : «Vive la liberté! à bas les juifs!» Les efforts du président des ministres sont impuissants, son autorité est méconnue, ses paroles conciliatrices se perdent dans les cris de la haine; l'émeute parcourt la ville et signale partout son passage par le pillage et la dévastation : ce jour-là, le nom abhorré de juif couvrit bien des vengeances! L'intervention énergique des troupes régulières put seule mettre fin à ces scènes de désolation qui prouvaient une fois encore la manière dont le peuple indépendant et libre comprenait la liberté.

De brillantes fêtes succédèrent à cette journée féconde en désastres. Une nombreuse députation, venue de Vienne pour fraterniser avec les Magyars, leur avait offert, avec un drapeau précieux, le bouclier authentique de Mathieu Corvin. Ces joyeuses manifestations furent assombries par le retour de la députation hongroise qui, sous la conduite de Raday, ainsi qu'on se le rappelle, s'était rendue en Croatie pour négocier avec les tendances hostiles de puissants tributaires. Les nouvelles qu'elle rapportait étaient peu rassurantes pour le parti qui rêvait l'asservissement des races à la suprématie magyare.

L'Empereur venait de nommer le baron Jellachich ban de la Croatie, et celui-ci, d'une main vigoureuse, avait saisi les rênes du gouvernement avec la résolution immuable de défendre la nationalité croate jusqu'à la dernière goutte de son sang.

Né le 16 octobre 1801, à Peterwardein, Joseph Jellachich de Buzim reçut de son père, feld-maréchal lieutenant baron Jellachich, le goût de la profession des armes, et suça, avec

ait de sa mère, l'amour des arts et de la poésie. Son pre-
er hochet fut une épée, l'*Iliade* fut son premier livre. Bien-
son intelligence précoce, la vivacité de son esprit le firent
narquer de l'empereur François qui, le prenant en affection,
plaisait à l'appeler son cher petit Jellachich. Cet illustre
narque le fit entrer, à l'âge de huit ans, à l'Académie Thé-
ienne de Vienne, où il resta jusqu'en 1819. Nommé à cette
que lieutenant au 3e régiment de dragons, il se fit apprécier
r ses chefs, aimer de ses camarades et adorer de ses soldats.
Lieutenant en premier en 1825, capitaine en 1830, major
1837, lieutenant-colonel en 1841, colonel en 1848, il arrive,
passant par tous les degrés de la hiérarchie militaire, aux
ırs de la révolution qu'il combattra à outrance comme sol-
t vaillant et comme politique habile. Son élévation au rang
prême du banat de la Croatie était déjà un gage assuré de
toire pour l'Autriche. En effet, dans les circonstances pré-
ntes, le baron Jellachich était plus qu'une épée, il représen-
t une idée en personnifiant la nationalité croate qui elle-
ême servait de boulevard à la monarchie autrichienne.
D'une taille moyenne, mais bien prise, les épaules carrées,
onnées pour supporter le poids des armes, le cou gros,
llé dans le moule des races militaires, d'une santé de fer,
ıne persévérance à toute épreuve, le nouveau ban de la
oatie avait gagné depuis longtemps les sympathies des sol-
ts croates; nul mieux que lui ne possède le secret de subju-
er les masses; son œil perçant et vif, sa parole ardente et
ssionnée, pénètrent; son impétuosité est entraînante. La
eté inaltérable de son esprit fait oublier en les charmant
fatigues de la guerre; sa confiance en lui-même et en ses
upes assure la victoire Soldat et poëte à la fois, il se sert
ılement bien de l'épée et de la lyre; l'une et l'autre sont pour
des instruments de conquête infaillibles pour vaincre la
sistance des ennemis et le cœur des femmes. Les uns et les
tres lui ont donné simultanément le glorieux surnom de
evaleresque. Joyeux compagnon à table comme sur un champ
bataille, parfait viveur l'épée ou le verre à la main, ce bril-

lant officier avait depuis longtemps appliqué au service des grands intérêts qu'il était appelé à défendre, l'originalité de son génie slave trempé au contact des civilisations occidentales. Intimement convaincu que l'intérêt de sa nationalité est inséparable de l'alliance autrichienne, il prête l'oreille aux tressaillements de la Hongrie, il écoute le bruit des armes qui frémissent dans les arsenaux de l'insurrection prochaine, il se prépare à la lutte ; du regard il mesure les plaines du Danube et les rives de la Drave; en attendant l'heure de la bataille, il dompte sa belliqueuse impatience en retenant dans sa poitrine ce cri qui en jaillira bientôt : Guerre aux Magyars! C'est dans ces dispositions d'esprit que le baron Jellachich prend possession de ses fonctions de ban de la Croatie; ce fut sous l'impression de cet état de choses que les députés hongrois, de retour à Pesth, rendirent compte de leur mission.

Le tableau que ces députés firent de la Croatie était sombre et menaçant au point de vue magyar. Dans la prévision des évènements que devaient infailliblement susciter les progrès de la révolution vers l'Orient, le nouveau ban venait de publier la loi martiale applicable à quiconque oserait se révolter contre le roi et la patrie commune. Le mouvement national croate se prononçait chaque jour de plus en plus contre l'élément hongrois en se rapprochant davantage de l'alliance autrichienne; plus la tourmente révolutionnaire, s'éloignant de son point de départ, présentait des symptômes de conflagration, plus le ban Jellachich comprenait l'urgence d'appuyer sur le concours de l'Autriche sa base d'opérations contre le mouvement hongrois. De son côté, le docteur Gaj qui, depuis 1835, sans autre ressource qu'un talent flexible et sans autre autorité que l'inspiration d'une conviction inébranlable, agitait la Croatie dans une pensée hostile aux Magyars, lançait une première déclaration de guerre en s'écriant à la fin d'un virulent discours prononcé dans la Dvorana, casino des Illyriens : « Frères, les temps sont mûrs pour combattre l'oppression des Magyars, aux armes donc! et chassons du pays ces aristocrates asiatiques! » La presse, puissante auxiliaire du docteur Gaj,

prête à l'éclat de son éloquence l'énergie de sa plume, chaque jour elle répand sa doctrine dans les populations slaves de l'Autriche et de la Hongrie méridionales. Les écoles et les assemblées publiques répondent à l'appel de la presse, le mouvement national éclate sur tous les points, aux cris de : A bas l'oppression magyare!

Dans le même temps, le ban Jellachich déclarait publiquement que la Hongrie ayant volé le plus beau diamant de la couronne impériale, et mis le salut de la dynastie en danger, il ne reconnaissait ni le palatin, ni le ministère hongrois.

Des nouvelles non moins inquiétantes de la Servie autrichienne arrivèrent à Pesth : les Raëtz commençaient à se soulever contre les Magyars. Les premiers troubles dans cette partie de l'Empire éclatèrent le lundi de Pâques, à Grand-Kinkinda; le massacre de deux magistrats devint le signal des cruautés qui devaient se perpétuer, en ces contrées, jusqu'aux derniers coups de canon.

A Bude même, la ville sœur, un charivari servant de prétexte à des démonstrations révolutionnaires était réprimé vigoureusement, mais n'en traçait pas moins avec du sang la ligne de démarcation qui séparait, de plus en plus, les Magyars des Impériaux.

En présence de ces difficultés croissantes, le ministère hongrois, menacé au dehors par les races tributaires, attaqué au dedans par les excès d'une presse qu'il avait rendue libre, songea sérieusement à se créer des alliances à l'étranger contre l'Autriche. Donnant suite à cet ordre d'idées, il envoya au parlement de Francfort, pour négocier avec l'Allemagne, une ambassade composée de MM. Denys, Pazmändy et Ladislas Szalay. Cette tentative avorta dès son début. Le ministère se dédommagea de cet échec en décrétant une levée de dix mille gardes nationaux (honved) mobilisables et affectés, par enrôlement, à un service régulier de trois années; il fit en outre, à une fabrique d'armes de Pesth, une commande de cent mille fusils, et envoya quelques troupes sur les points menacés par les races rivales.

Pendant que ces choses se passaient en Hongrie, la plus grande agitation continuait à régner dans les autres provinces de la monarchie. Les étudiants de Prague accueillirent par une émeute le retour de la députation qui, partie des Bains de Venceslas, sous la présidence de Faster, s'était rendue à Vienne. Mécontents des concessions accordées par le ministère, les étudiants lui adressent une seconde pétition conçue en des termes si menaçants, que les membres du cabinet autrichien, agissant sous l'empire de la peur, consentirent à entrer en négociation. Par ce nouvel acte de faiblesse, les agents du pouvoir reconnaissaient, en quelque sorte, l'importance politique d'une assemblée dont les membres, influents sur l'esprit des classes agricoles, devaient deux mois plus tard contribuer aux événements de Prague.

L'attitude de la Gallicie, quoique paisible à la surface, conservait au fond le germe d'un profond mécontentement; le souvenir des événements de 1846 était trop récent encore pour faire craindre une prise d'armes, mais non point assez éteint pour enlever aux meneurs les moyens de couver les cendres révolutionnaires, par l'action mystérieuse d'émissaires habiles.

La Croatie elle-même, entraînée par l'esprit de vertige qui bouleversait toutes les races, improvisait un comité national à Agram, qui, de son côté, convoquait au 25 mars une assemblée nationale des trois royaumes réunis de Dalmatie, Croatie et Esclavonie. Cette assemblée décida qu'une députation imposante soumettrait les vœux de la nation à la sanction du trône.

Le docteur Gaj, revêtu du costume illyrien, se mettant à la tête de cette députation, se rend à Vienne pour présenter à l'Empereur, au nom du pays, une pétition composée de trente articles, dont les principaux demandaient la convocation de la diète croate à Agram pour le 1er mai, l'incorporation de la Dalmatie, de la frontière militaire, ainsi que de toutes les autres parties du territoire qui, dans le cours des siècles, avaient été séparées de la Croatie; l'indépendance nationale ;

un ministère croate indépendant et responsable; l'emploi exclusif de la langue croate dans les écoles et dans toutes les branches de l'administration; l'établissement d'une banque nationale; la restitution des fonds et des caisses, administrés jusqu'alors en Hongrie; le serment des troupes à la constitution, au roi, à la liberté de la nation et de tous les peuples de la monarchie autrichienne; l'octroi des emplois et des dignités ecclésiastiques et temporelles, sans exception aux indigènes, etc., etc...

Admis en présence du ministre comte Fiquelmont, le docteur Gaj prend la parole, mais le ministre l'arrête au premier mot : NOUS VOULONS; il fait remarquer à l'auteur que, dans la situation des choses, cette expression n'est pas seulement une licence de langage, mais est encore un anachronisme; le docteur insiste; le comte Fiquelmont lui fait observer que cette forme parlementaire n'appartient même plus à l'Empereur. La députation se retire pour rapporter le lendemain, dans un style moins impératif, la pétition réduite à sept articles.

D'autre part, les provinces de l'Italie, courant aux armes, se déclaraient indépendantes, et foulaient aux pieds les aigles de l'Autriche; les troupes impériales, prises au dépourvu, écrasées par le nombre, repoussées de Milan, se concentraient dans leur quadrilatère inexpugnable; la fière Venise arborait l'étendard républicain sur les tours de Saint-Marc; Charles-Albert, caressant les illusions de sa jeunesse, et rêvant le titre de roi d'Italie, marchait à la conquête de la Lombardie. De toutes parts, les Italiens, usurpant la plus grande autorité du monde, se faisaient, du nom de Pie IX, un cri de guerre, et de la bannière pontificale un guidon de ralliement. L'Autriche, trompée par de fausses apparences, reprochait au représentant du Dieu de paix des intentions hostiles qui n'étaient point dans son âme, et que ses lèvres démentaient officiellement dans une circonstance qui, désormais, appartient à l'histoire.

C'était le 23 mars : enivré par l'éloquence d'habiles rhéteurs, le peuple romain, réuni dans les arènes des gladiateurs et des martyrs, venait d'ouvrir la croisade contre l'Autriche.

Du Colysée où ils avaient juré sur la croix, symbole d'amour et de paix, de ne rentrer dans Rome qu'après avoir égorgé jusqu'au dernier *des barbares,* les chefs, entraînant sur leurs pas leurs dupes enthousiasmées, s'étaient rendus au Quirinal, dans l'intention de demander au souverain pontife sa bénédiction pour les drapeaux : mais Pie IX, instruit de leurs intentions, refuse de les admettre en sa présence, disant : « *Je ne veux, je ne puis et ne dois bénir les torches qui pourraient incendier l'Europe.* » Irrité par un refus auquel les condescendances paternelles du pape ne l'avaient point encore accoutumé, le peuple réclame à grands cris la bénédiction.

Pie IX fait dire à la foule, par l'officier suisse, de service au palais pontifical, qu'il ne peut, en raison de sa santé, paraître au balcon. « Puisqu'il en est ainsi, répond la foule, nous demandons que Pie IX bénisse dans son appartement les drapeaux qui nous conduiront demain à la victoire. » Le saint-père consent enfin à recevoir cinq personnes. Cette fois encore, la persistance du peuple l'emportait sur la volonté du souverain. Non loin de l'officier suisse qui avait servi d'intermédiaire entre l'exigence et la concession, se trouvait, en uniforme, un nommé Dominique Sopranzi, sergent au troisième bataillon de la garde civique :

— « Sergent, lui dit l'officier suisse, prévenu en sa faveur par une figure honnête et sympathique, choisissez vous-même quatre compagnons, prenez un drapeau et suivez-moi. »

Sopranzi, se retournant alors vers la foule, s'adjoignit quatre individus dont l'un portait une bannière aux couleurs du pape, et il suivit le capitaine qui les conduisit dans les appartements du saint-père. Le pape était assis dans un grand fauteuil de velours cramoisi; sa figure pâle portait la trace de la tristesse et de la souffrance. A la vue des cinq délégués prosternés à ses pieds, il se leva, le sourire aux lèvres, et leur dit en les relevant :

— « Eh bien! mes enfants, vous partez donc demain?

— « Oui, sainteté, répondit Sopranzi au nom de ses camarades.

— « Savez-vous, répliqua le souverain pontife, où vous devez aller?

— « Où nos chefs nous conduiront, très-saint-père.

— « C'est fort bien, mes enfants; mais il serait mieux d'apprendre par moi-même votre destination. Sachez donc que vous devez partir uniquement pour aller protéger les frontières de nos États. Gardez-vous de les franchir, car, en le faisant, non-seulement vous transgresseriez mes ordres, mais vous assumeriez sur les troupes pontificales la responsabilité d'un rôle agressif, rôle qui, dans aucun cas, ne saurait leur convenir. A cette condition, je vous bénis, vous et votre drapeau. Allez donc, mes enfants, mais rien qu'aux frontières, pas au delà des frontières, je le répète, car telle est ma volonté.

De cette déclaration solennelle, il ressort la preuve évidente que la conduite de Pie IX, dans la question de la ligue italienne contre l'Autriche, que son attitude si diversement interprétée par l'ignorance et la mauvaise foi, ne se sont pas démenties un seul instant. Souverain pacifique et spirituel de tous les peuples catholiques, il n'a jamais voulu faire de la croix un glaive de bataille, et prêter l'autorité de sa parole aux injustes expressions d'un parti qui devait bientôt arroser de sang les ruines de la malheureuse Italie! Seuls, les chefs de ce parti doivent porter dans l'histoire la responsabilité du sang versé dans les plaines du Piémont, de la Lombardie, sur les lagunes de Venise et sous les murs de Rome.

Tandis que le chef suprême de l'Église catholique protestait ainsi devant l'univers entier contre les mensonges des révolutionnaires italiens, les démocrates magyars applaudissaient avec enthousiasme aux victoires éphémères de l'indépendance italique, par conséquent aux revers éprouvés par les fils de leur mère patrie.

Les journaux de la démocratie, foulant aux pieds les sentiments de la nationalité, blessés dans leurs instincts les plus généreux, se firent officiellement les échos complaisants de cet enthousiasme parricide en enregistrant dans leurs feuilles les succès obtenus par les armes italiennes au prix du sang de

leurs frères. L'un d'eux, la *Gazette de Pesth,* annonce en ces termes le triomphe des Milanais : « La victoire du peuple est complète. La nuit dernière, l'*ennemi,* forcé dans ses retranchements, a dû recourir à une fuite précipitée. » Le journal *Marzius* va plus loin encore que la *Gazette de Pesth,* qui cependant considère comme *ennemis* les soldats de l'Autriche fidèles à leurs drapeaux. Après avoir publié une prétendue proclamation de Charles-Albert, datée de son quartier général et terminée par ces mots : « Je vais sceller à Vienne, avec le pommeau de mon épée, l'indépendance de l'Italie que j'ai conquise les armes à la main, » le *Marzius* ajoute : « *Quant à nous, Hongrois, nous ne manquerons point à cette fête!* » De son côté, faisant chorus avec ses confrères, l'*Hetilap* fulmine dans ses colonnes la peine de mort contre Radetzki, qu'il accuse de trahison envers la Hongrie, parce que le colonel Meszaros, appelé comme on le sait au département de la guerre du ministère hongrois, continuait à combattre en Italie à la tête de son régiment.

C'est ainsi que ces prétendus patriotes, faisant cause commune avec les révoltés, comprenaient l'honneur du soldat, le devoir du citoyen et les intérêts de la patrie; mais qu'importent aux révolutionnaires l'honneur, le devoir, la patrie? L'honneur, pour eux, c'est l'insurrection; le devoir, la trahison; la patrie, le chaos.

Mieux inspirés, la noblesse et le peuple viennois répondirent, aux cris victorieux des phalanges italiennes, par un appel aux armes. Séparés par des intérêts divers, ils se réunirent dans un même sentiment, sous un même drapeau; de toutes parts se leva une jeunesse intelligente et guerrière; le palais et la boutique, le comptoir et l'atelier, fournirent un contingent égal de courage et de dévouement : les mains unies dans une même étreinte, le prince et le travailleur, le riche et le pauvre, jurent de mourir ou de sauver la patrie en danger.

Des bataillons de volontaires, recrutés dans les rangs les plus infimes de la société, s'organisent comme par enchantement; l'enfance elle-même fournit son contingent de héros au

mouvement national; le patriotisme n'a pas d'âge! Ces jeunes braves s'enrôlent dans les fossés de la ville et se couronnent de fleurs qui bientôt se changeront en lauriers dans une pluie de sang sous les murs de Vicence. La noblesse tout entière répond à l'appel du devoir. L'on vit des enfants s'arracher aux lèvres de leurs mères et aux loisirs paisibles de leurs châteaux pour ceindre l'épée du soldat et combattre vaillamment aux champs de l'honneur.

Pendant ce temps, le ministère créé le 17 mars entrait en fonctions; ses débuts ne furent pas heureux. Le département de l'intérieur qui, dans l'état des choses, acquérait une importance extrême, avait été confié à un homme vieilli dans les affaires et dont les antécédents politiques avaient donné plus d'un gage au parti libéral; cependant le baron Pillersdorff ne répondit point aux espérances que son nom avait fait naître. Sa politique, appuyée sur un système de concessions, reposait sur une base évidemment fausse. Au lieu de retenir le char de l'État arrivé si rapidement au point culminant qui plongeait sur les abîmes, le baron Pillersdorff crut le sauver en s'y attelant lui-même : son erreur provient d'avoir cherché dans le mouvement un salut qui ne pouvait se trouver que dans la résistance. Il faut cependant faire la part de la position exceptionnelle d'un cabinet composé de membres étrangers les uns aux autres, qui ne s'étaient jamais communiqué leurs principes, qui, vivant au jour le jour, marchaient au gré des événements, sans programme, sans plan arrêté, sur un chemin où chaque pas rencontrait une difficulté.

La première surgit de la loi sur la presse promulguée le 1er avril dans la partie officielle de la *Gazette de Vienne*. Cette loi fut repoussée par les étudiants et par les hommes de lettres qui n'en trouvèrent pas les dispositions assez libérales; les premiers, malgré les commentaires apologétiques du professeur Hyé, se réunirent aux seconds pour la brûler sur la place de l'Université. Les flammes de cet auto-da-fé auraient dû éclairer la perspicacité du cabinet; il n'en fut rien. Ses membres, livrés à un déplorable aveuglement, persévéraient dans

leur œuvre de confusion; c'est ainsi que le ministre de la justice continua de donner aux tribunaux d'appel des instructions relativement à l'esprit de cette loi, tandis que le ministre de l'intérieur la déclarait nulle et non obligatoire, attendu qu'elle n'avait pas été dûment promulguée par les gouvernements des provinces.

Cette singulière appréciation du fait trouve son explication dans la position du ministre de l'intérieur vis-à-vis de ses collègues dont il était isolé, ainsi qu'il résulte de cette réponse faite à une députation des étudiants après l'auto-da-fé : « Je remercie l'Université pour l'avis qu'elle a énoncé au moyen de vous, messieurs; je la remercie avec d'autant plus de plaisir, que je n'étais point d'accord sur plusieurs articles avec mes collègues, et que je n'ai cédé qu'à la majorité; je prie messieurs les étudiants de se concerter en des comités de leur choix sur les modifications qu'ils croient nécessaire d'y apporter, et de m'en soumettre les résultats ; après quoi, je m'empresserai d'ordonner la révision des paragraphes indiqués. » Jamais on ne vit un ministre tomber dans un tel excès de coupable condescendance. Ce jour-là, les écoliers donnèrent de la férule au maître qui leur tendit la main. La députation se composait du professeur Hyé, Giskra, docteur en droit, Schneider, étudiant, Fischhof, médecin, Kuranda et Schuselka, tous deux hommes de lettres rentrés de l'exil.

Le ministère trouva les germes de la seconde difficulté dans la faute qu'il fit de remplacer les états de Bohême par une représentation populaire fondée sur les éléments démocratiques imposés par le club des Bains de Venceslas. Enfin, la troisième difficulté se trouvait dans l'existence d'un comité central de la garde nationale, divisée en trois fractions distinctes : la légion académique, la garde bourgeoise et la garde nationale proprement dite. Ce comité, composé de cent soixante membres, organisé sous l'influence et l'initiative des étudiants, avait usurpé les prérogatives d'un parlement : il discutait les actes du gouvernement, il faisait ou défaisait les ministres, il acceptait ou refusait les décrets soumis à son appréciation; en

un mot, il résumait tyranniquement en lui l'autorité souveraine qu'il avait enlevée aux mains paternelles de l'Empereur. Il tint successivement ses séances dans la petite salle dite *Consistoire* et dans la salle philharmonique de l'Université. Il n'avait point de bureau régulièrement constitué. Il fonctionnait à l'aventure sans président, sans secrétaire ; aussi l'anarchie des idées était-elle constamment à l'ordre du jour. Alors la tribune devenait une forteresse que les orateurs enlevaient d'assaut, de sorte que la parole, s'enlevant à la force du poignet, n'appartenait pas toujours au plus éloquent, mais au plus vigoureux ; alors la salle des séances présentait l'aspect d'une mer agitée, et la voix des orateurs se perdait dans la tempête des passions, qui souvent dominait le roulement de quatre tambours remplaçant, au pied de la tribune, la sonnette présidentielle. Chaque jour ce comité absorbait, dans son omnipotence, le ministère et entravait sa force ; le ministère devait le briser : il se mit à sa remorque.

Sur l'invitation d'un journaliste de Francfort, les étudiants de Vienne résolurent de prouver leurs sympathies à la cause allemande, en arborant le 3 avril, sur la tour de Saint-Étienne, les couleurs rouge, noir et or nouvellement adoptées par l'Allemagne révolutionnée. Dans la matinée de ce jour, la légion académique, réunie à la Société philharmonique, se rend sur la place Saint-Étienne. Là, elle chante en chœur l'hymne de Arndt, espèce de *Marseillaise* qui, de chaque Allemand, fit un héros en 1815. Nous croyons devoir le traduire textuellement en vers pour lui conserver son caractère poétique :

Quel est ton pays, Allemand ?
Serait-ce la Souabe ou bien la Prusse insigne,
Le Rhin, qui de ses flots baigne l'or de la vigne,
Le grand Belt que parcourt la mouette au vol d'argent ?
Non, non, non, non, ton pays est plus grand

Quel est ton pays, Allemand ?
Serait-ce la Bavière et la verte Styrie
Où la génisse boit les fleurs de la prairie,
La montagne où le fer prend une âme en brûlant ?
Non, non, non, non, ton pays est plus grand.

Quel est ton pays, Allemand?
Est-ce la Westphalie ou la Poméranie,
Les dunes dont le vent est toute l'harmonie,
Les rives du Danube, aquatique géant?
Non, non, non, non, ton pays est plus grand.

Quel est ton pays, Allemand?
Nomme-moi, si tu veux, les plus belles patries;
La Suisse! du Tyrol les montagnes fleuries!
J'aime ces beaux pays, mais je dis en chantant :
Non, non, non, non, ton pays est plus grand.

Quel est ton pays, Allemand?
Cite-moi les pays les plus riches en gloire,
L'Autriche, ce duché si fertile en victoire,
Avec toi j'en suis fier, et je dis cependant :
Non, non, non, non, ton pays est plus grand.

Quel est ton pays, Allemand?
Quel est-il? Aussi loin que l'accent germanique
Retentit sur la terre, aussi loin qu'un cantique
Sur les lèvres de Dieu résonne au firmament,
Voilà ton pays, il est grand!

Il est le pays allemand
Où la main qui s'enlace est un serment sincère,
Où le regard qui brille est un regard de frère,
Où l'amour dans le cœur est un foyer ardent :
Voilà ton pays, il est grand!

Il est le pays allemand
Où le courroux combat tous les Velches frivoles,
Où l'affront par le glaive et non par des paroles
Se venge, où la noblesse est dans le sentiment;
Voilà ton pays, il est grand!

Ce beau pays est allemand.
Dieu du ciel, aide-nous, enfants de l'Allemagne,
Donne-nous la valeur que la force accompagne,
Pour aimer et servir au prix de notre sang
Le sol qui doit être allemand.

Aux dernières paroles de cet hymne, le drapeau allemand flotte au sommet de la tour, d'où un compère embouchant un porte-voix se mit à pérorer ainsi la foule : « Entre l'Allemagne et nous, c'est à la vie à la mort; l'Allemagne réunie est

un rocher contre lequel se brisent les tempêtes de l'Ouest et de l'Est. » Le peuple applaudit l'orateur qui, de cent quarante-quatre mètres de hauteur, termine sa harangue aérienne en criant : « Vive l'unité allemande! vive la liberté! vive l'empereur constitutionnel d'Autriche! » Les étudiants répètent cette acclamation, puis après avoir chanté l'hymne national de Haydn, ils se rendent en bon ordre sur la place Joseph. Averti de leur arrivée, l'Empereur se présente au balcon vitré du palais; sa présence est accueillie par de chaleureux transports, et du sol, un orateur, le front découvert et à la voix puissante, le chevalier de Neuwall, lui adresse le discours suivant :

« Sire!

« Le drapeau tricolore arboré avec enthousiasme est un signe de notre ferme et intime union avec l'Allemagne; il présente ici à Votre Majesté une scène telle que nul empereur d'Allemagne, nul empereur d'Autriche et nul prince du monde, n'en a jamais vu.

« Un peuple libre, par votre volonté, vous acclame au nom des provinces par des milliers de voix. Chacun de nous est prêt à verser la dernière goutte de son sang pour Votre Majesté, et à former autour d'elle un rempart qu'aucun ennemi ne saura jamais forcer. Votre Majesté nous a fait une promesse impériale, et une promesse de l'empereur Ferdinand est un fait accompli. Nous avons tous la confiance la plus entière en Votre Majesté, ayez la même confiance en nous. Quiconque n'a point foi dans la parole de l'Empereur, forfait à la bonne cause. Tenez votre oreille toujours ouverte aux vœux et aux prières du peuple. Si l'hydre de l'obscurantisme, de l'insinuation perfide, de la crainte et du soupçon mal fondés osait élever sa langue envenimée jusqu'à la tête sacrée de Votre Majesté, montrez-lui votre peuple libre et heureux, et foudroyez-le, Sire, par ces paroles : Mon peuple est libre, fidèle et heureux; j'ai foi en lui. Alors, Sire, le monstre retombera dans le gouffre d'où il est sorti, pour ne plus reparaître.

« Votre Majesté s'est élevé elle-même un monument éternel; ses piliers reposent sur l'amour et la reconnaissance du peu-

ple, et ces piliers dureront jusque dans les siècles les plu
reculés. En attendant, l'Autriche retentira à jamais du cri qu
vous entendez aujourd'hui : Vive! vive le meilleur empereu
qui ait jamais vécu en Autriche! »

Après cette harangue bizarre, mais traduite textuellement
une députation présenta à l'empereur une bannière tricolor
qu'il reçut avec empressement et agita sur le balcon au milie
des plus vifs transports; mais tout à coup la figure de l'Emp
reur se couvrit d'une pâleur mortelle, il avait cru voir pass
sous les plis du drapeau tricolore l'ombre de Louis XVI coi
du bonnet rouge du 20 juin 1792.

Les élections de l'Université, pour le parlement de Fran
fort, eurent lieu le même jour; la faculté de médecine él
Glicher, Schilling et Mühlfeld; les étudiants nommèrent K
randa, Schuselka et Schneider. Ces personnages étaient l'e
pression exacte des opinions avancées, qui les choisissaie
pour représentants.

Dans ce temps, une importation étrangère, jusqu'alors i
connue en Autriche, prit rang de bourgeoisie à Vienne. L
membres d'une vaste association s'adjugèrent le privilé
des concerts politiques, qu'ils illustrèrent du nom d
Katzenmusik (musique de chats); les chefs d'orchestre,
attendant de plus vastes scènes, choisirent d'abord pour thé
tres, tantôt le comptoir d'un banquier, tantôt l'atelier d'
fabricant, tantôt la boutique d'un boucher ou d'un boulang
que les prétextes les plus futiles désignaient aux honneurs
ces sérénades burlesques. Parmi les principaux instrument
tes, on voyait des étudiants, des membres de la légion acad
mique, des gardes nationaux en uniforme, des chiens l
deux à deux, et des chats enfermés en des cages, malheure
artistes chargés, par force, des parties les plus élevées. A
signal donné, la plus épouvantable cacophonie s'élevait dev
la demeure du patient; le miaulement des chats, pincés p
la queue, l'aboiement des chiens, tirés par les oreilles, l'i
tation du cri de tous les animaux jadis enfermés dans l'arc
de Noé, le râle des cornets à bouquin, le grincement des b

teries de cuisine, les lamentations de la crécelle, le roulement des chaudrons, les sifflets, les applaudissements, les vociférations des hommes, mêlées aux hurlements des animaux, produisaient un effet tel que nulle expression humaine ne saurait rendre. Ces concerts commençaient ordinairement à sept heures et se prolongeaient impunément fort avant dans la nuit. Rien ne pouvait apaiser l'ardeur musicale de ces dilettantes démocrates. Une fois, cependant, par sa présence d'esprit, le comte Sandor, gendre du prince de Metternich, parvint à la calmer. Au moment où les entrepreneurs de ces concerts en plein vent, réunis devant sa maison, s'apprêtaient à donner le signal, il se présente fièrement à eux :

— A qui en voulez-vous? leur dit-il; est-ce au comte de Sandor ou à sa femme? Si c'est au comte, me voici; si c'est à sa femme, elle est là-haut dans son appartement, et comme elle adore la musique, je suis prêt à l'en régaler avec vous; allons, mes amis, d'ensemble, et une, deux, trois, partez!

Le miaulement d'un chat répondit seul à ce signal du comte; sa voix se perdit dans un vaste concerto de rires, et les artistes transportèrent plus loin leur orchestre ambulant.

C'était le 6 avril; ils se rendirent d'abord devant le palais de l'archevêché pour charivariser le vénérable prélat, accusé, selon les uns, d'avoir refusé des prières à la mémoire des victimes de mars; et coupable, selon les autres, d'avoir expulsé du séminaire un Tyrolien peu fait pour remplir les fonctions du sacerdoce. Selon son habitude, la police ferma les yeux et les oreilles devant cette manifestation, d'autant plus coupable, qu'elle s'adressait à un vieillard revêtu d'un caractère sacré. Par une amère dérision, les instrumentistes s'octroyèrent eux-mêmes leur pourboire, en mettant les caves à sec.

Du palais épiscopal, les entrepreneurs conduisirent leurs bandes devant le monastère des Ligoriens dénoncés depuis quelques jours à la haine populaire; cette démonstration prit un caractère si grave, qu'on dut recourir, cette fois, à l'intervention de la force armée de la légion académique et de la garde nationale. Quoi qu'il en soit, les religieux furent chassés

de leur demeure, et le même jour, la maison des Pénitentes, fermée par ordre supérieur, fut déclarée propriété nationale.

Que fit le ministère en présence de ces événements, qui portaient atteinte au droit de propriété et à la liberté des citoyens? Prit-il en main la défense des opprimés? Sévit-il contre les oppresseurs? Prévint-il par des mesures énergiques le retour de ces scènes déplorables? Il se contenta de publier le décret suivant :

« Attendu que l'ordre des Ligoriens et des Ligoriennes ainsi que l'ordre des Jésuites, introduits récemment dans la monarchie, ont plusieurs fois fourni l'occasion de troubler le repos public; attendu que l'opposition qu'ils ont rencontrée dans l'opinion publique et les tendances hostiles de toutes les classes *intelligentes* prouvent qu'ils ne sont pas en état de remplir leur destination et que les établissements ecclésiastiques suffisent aux besoins de la religion, de l'instruction et de l'éducation du peuple; le conseil des ministres a pris la résolution de proposer à Sa Majesté la suppression des Ligoriens, des Ligoriennes et de l'ordre des Jésuites. Sa Majesté a daigné donner sa plus haute approbation à cette proposition. »

Ce document n'a pas besoin de commentaires.

Les Ligoriens, chassés par les étudiants, dénués de tout, errant dans les campagnes, se virent bientôt réduits à implorer la charité publique. Instruits et touchés de leur triste position, quatre bourgeois de Vienne écrivirent à l'archevêque, pour lui dépeindre la situation critique des religieux et le prier d'intervenir en leur faveur auprès du pouvoir qui ne pouvait, disaient-ils, leur refuser quelques secours prélevés sur les biens dont on les avait dépouillés. L'archevêque se rendit aussitôt au ministère de l'intérieur pour communiquer cette lettre au comte Pillersdorff, et lui faire agréer les sentiments généreux dont elle était l'expression; le ministre répondit qu'il aviserait plus tard. « Plus tard! répondit le digne prélat : la faim n'attend pas. » Quoi qu'il en soit, les étudiants, instruits de ce fait, se présentent chez le ministre et le contraignent à leur livrer la lettre qu'ils firent imprimer

et afficher ensuite sur les murs de la ville, dénonçant ainsi, à la vindicte publique, des hommes dont le seul crime était d'avoir du cœur. Ils font plus encore, ils forcent par des menaces d'abord, et des mauvais traitements ensuite, les signataires de la lettre à rétracter des sentiments dont ils ne pouvaient que se glorifier; la peur étouffait la liberté.

Les citoyens qui, seuls, avaient eu le courage de protester au nom de l'humanité contre les conséquences d'une mesure illégale, eurent les honneurs du charivari. Pendant plus d'un mois ces scènes comiques servirent d'intermèdes à la Révolution... Revenons au drame.

Le 25 avril, anniversaire de la fête de l'Empereur, était attendu avec impatience, car Ferdinand devait, disait-on, offrir, en échange de son bouquet de fête, la constitution à son peuple; en effet, la *Gazette officielle* confirma ce jour-là, sans les réaliser, les espérances préconçues. Les dispositions de cette loi ne satisfirent personne : elles accordaient trop aux uns et pas assez aux autres; voici les principaux articles de cet acte divisé en sept parties distinctes :

1° Dispositions générales;
2° L'Empereur;
3° Droits politiques des citoyens;
4° Les ministres;
5° Le parlement;
6° Sphère d'action du parlement;
7° États provinciaux.

Dispositions générales.

Art. 1er. Tous les pays appartenant à l'empire d'Autriche forment une monarchie constitutionnelle et inséparable.

Art. 2. La constitution est applicable à la Bohême, la Gallicie et ses annexes, l'Illyrie, la Dalmatie, l'archiduché d'Autriche, le duché de Salzbourg, la Styrie, la Silésie, la Moravie, le Tyrol.

. . . .

Art. 4. Garantie à toutes les races de leur nationalité et de leur langue.

Art. 5. Hérédité de la couronne dans la maison des Habsbourg-Lorrains, d'après les dispositions de la pragmatique sanction.

Art. 6. La majorité de l'héritier présomptif de la couronne, fixée à dix-huit ans révolus.

Art. 7. Régence en cas de minorité ou d'incapacité.

L'Empereur.

Art. 8. La personne de l'Empereur est sacrée, inviolable; il est irresponsable, mais ses ordonnances doivent être signées par un ministre responsable.

Art. 9. L'Empereur doit prêter serment à la constitution.

Art. 10. Le pouvoir exécutif appartient exclusivement à l'Empereur, qui exerce le pouvoir législatif conjointement au parlement.

Art. 11. L'Empereur nomme à tous les emplois, confère toutes les dignités, distinctions et degrés nobiliaires; il commande en chef les armées et dispose des forces de terre et de mer.

Art. 12. Il possède le droit de paix et de guerre; il conclut avec les puissances étrangères les traités qui doivent être subséquemment agréés par le parlement.

Art. 13. Il a droit de faire grâce et d'atténuer les peines.

Art. 14. La justice est rendue et exercée en son nom.

Art. 15. L'Empereur a le droit de proposer des lois au parlement; la sanction appartient à lui seul.

Art. 16. L'Empereur convoque le parlement chaque année; il peut l'ajourner ou le dissoudre : en ce dernier cas, un nouveau parlement doit être convoqué dans un délai de quatre-vingt-dix jou rs.

Droits politiques des citoyens.

Art. 17. Garantie de liberté complète en matière de religion et de conscience; garantie de la liberté individuelle.

Art. 18. Personne ne peut être arrêté en dehors des formes légales, à moins de surprise en flagrant délit. La loi apprécie l'exigence des visites domiciliaires.

Art. 19. La liberté de la parole et de la presse garantie par la constitution; le parlement fera une loi répressive contre les abus.

Art. 20. Inviolabilité du secret des lettres.

. . . .

Art. 22. Droit de pétition et d'association.

Art. 23. L'émigration facultative à tous les citoyens.

Art. 24. Liberté des industries : aptitude à posséder des immeubles et participation à tous les emplois et dignités.

Art. 25. La loi égale pour tous; suppression des tribunaux privilégiés; répartition générale du service militaire et des impositions.

. . . .

Art. 27. Projet de loi à soumettre au premier parlement relativement à l'émancipation des confessions.

Art. 28. Inamovibilité des juges. Ils ne peuvent être déplacés ou mis à la retraite sans leur consentement.

Art. 29. Exercice de la justice verbalement et publiquement. Établissement du jury.

. . . .

Art. 31. Libre exercice des cultes chrétiens reconnus et du culte israélite.

Art. 32. Responsabilité des ministres pour leurs actes et leurs propositions.

Art. 33. Une loi particulière déterminera cette responsabilité.

. . . .

Art. 55. L'un des premiers actes du parlement sera d'énumérer et d'apprécier les projets que les états provinciaux soumettront relativement à leurs constitutions actuelles, ainsi que les indemnités à accorder aux propriétaires lésés par l'abolition des corvées.

Art. 56. La législation établira des institutions municipales particulières pour soigner les intérêts spéciaux des cercles et arrondissements.

Art. 57. Les communes seront constituées de manière que tous leurs intérêts et ceux de leurs membres soient représentés.

Art. 58. Dans toute l'étendue de la monarchie, la garde nationale sera organisée conformément aux règles à établir par une loi spéciale. Elle restera toutefois subordonnée à l'autorité et à la juridiction civiles.

Art. 59. La garde nationale et tous les employés prêtent serment à l'Empereur sur la constitution. Le serment de l'armée à la constitution est réuni au serment du drapeau.

Le jour même où la constitution fut publiée, le ministre Pillersdorff fit afficher et insérer dans les journaux le rapport qu'il avait adressé à l'Empereur pour lui soumettre avec les avantages les côtés faibles de cet acte important. En raison du caractère confidentiel et secret dont ce document était revêtu, la démarche du ministre ne pouvait être que l'inspiration de la démence ou de la perfidie, d'autant plus que la constitution était l'œuvre collective d'un comité de cent soixante membres organisés par ses soins et fonctionnant chez lui, sous ses propres yeux. Les citations suivantes feront apprécier aux lecteurs la nature de cette dénonciation :

« En devoir et en conscience, je ne puis vraiment pas conseiller à Votre Majesté d'amoindrir les concessions contenues dans cet acte solennel, quoique ma conviction intime ne les considère pas toutes comme indispensables. Guidé par cette conviction, je crois que le don généreux que Votre Majesté daignera accorder à ses peuples, fera naître la satisfaction et la

confiance envers le trône, ainsi que le dévouement, la fidélité et la gratitude envers le magnanime bienfaiteur. Mais je ne me fais point illusion, et je ne puis me dissimuler qu'une œuvre, issue de la plénitude du pouvoir, ne répondra point à toutes les espérances et laissera le champ libre à de plus vastes désirs.

« Se refuser entièrement à ces désirs, blesserait tellement les sentiments prédominants et tiendrait si peu compte de l'expérience qu'offrent les institutions représentatives de tous les pays, que j'ose émettre mon avis respectueux : que la constitution, au lieu d'exclure un pareil cas, devrait plutôt le prévenir. »

Ces paroles perfides et contradictoires cachaient un appel à la démocratie, qu'elles engageaient indirectement à repousser cette constitution au bénéfice d'une constituante basée sur la souveraineté populaire ; le peuple répondra bientôt à cet appel; en attendant, il célèbre la promulgation de l'acte constitutionnel par des fêtes dont l'Empereur prit l'initiative en affectant une somme de deux cent cinquante mille francs au dégagement des objets peu considérables déposés aux monts-de-piété.

Dans la soirée, la garde nationale, improvisant une démonstration aux flambeaux, se rendit au palais impérial à la lueur des illuminations de la ville. Les bataillons sans armes ouvrent la marche et précèdent le corps de musique de la garde bourgeoise. Revêtus d'une écharpe blanche, les membres du comité de lecture viennent ensuite; le peuple, armé de torches, portant des bannières autrichiennes, allemandes, hongroises, se joint à eux. Les membres des diverses corporations des artistes marchent sous les attributs et les emblèmes de leurs spécialités; un groupe d'élite porte, au milieu de leurs rangs, le buste de l'Empereur couronné de lauriers, de fleurs et entouré d'une auréole de feu. Le cortége parcourt en cet ordre les principales rues de la ville et parvient sur la place de l'Empereur François. L'empereur Ferdinand et la famille impériale paraissent; à leur vue, tous les fronts se découvrent, une immense acclamation éclate; les musiques jouent l'hymne natio-

cellerie d'État, menacée dans ma personne, se trouve dans le voisinage du palais impérial. Prenez-y garde, messieurs, la démonstration dont je suis l'objet aujourd'hui n'est point un simple désordre de rue, c'est une véritable émeute, plus encore peut-être, car les quinze mille hommes que les chefs ameutent contre moi appartiennent tous à la légion académique, à la garde nationale ou à la classe ouvrière. Ne voyez-vous pas que ces partisans du trouble, parfaitement organisés, fonctionnant comme un seul homme sur un mot d'ordre, vont, par l'expérience de ce soir, mesurer les forces de l'élément révolutionnaire à la résistance de l'autorité? Mon devoir est de vous avertir; le vôtre est d'aviser. »

Pressé de s'expliquer, le baron Pillersdorff répondit d'une manière évasive; « il n'osait prendre sur lui, dit-il, la responsabilité des mesures préventives; cependant il aviserait. »

Dans la soirée, la comtesse Fiquelmont, sur la prière de son mari, se retira chez la princesse Clary, sa fille. A huit heures, le comte se rendit, comme de coutume, à la chancellerie d'État, pour expédier les affaires courantes. Trois quarts d'heure après, un de ses domestiques vint le prévenir que de nombreux rassemblements encombraient la rue Landhausgasse, qu'il habitait, et interceptaient toutes les communications. A neuf heures et demie, les émeutiers commencèrent, sur un signal donné, à jeter de grands cris et à demander le ministre : on leur répond que le comte est absent. — « Nous voulons nous en assurer par nous-mêmes, » répliquent-ils, et ils menacent de forcer l'entrée de la maison si on la leur refusait. Douze hommes armés sont admis, ils opèrent dans tous les sens une visite domiciliaire sans résultats. L'inutilité des perquisitions qu'ils font ensuite dans les appartements de la princesse Clary, leur fait supposer que le comte ne peut être qu'à la chancellerie d'État; ils s'y transportent en masse : enfermé dans son cabinet, le ministre rédigeait en ce moment une dépêche importante pour Londres : les vociférations populaires, les bruits discordants d'un charivari monstrueux, n'interrompent point son travail. Entre dix et onze heures, le général

Sardagna, commandant de la ville et attaché au commandement en chef de la garde nationale, se fait introduire auprès du comte; il lui fait part des dispositions du peuple, du caractère et du but de l'émeute; il a vu, dans les groupes qu'il a traversés, un grand nombre de gardes nationaux en uniforme, mais sans fusil; il les a rappelés au sentiment de leurs devoirs, et tous ont protesté de leurs intentions pacifiques. « Ils ne veulent qu'une seule chose, la retraite immédiate du ministre Fiquelmont, rendue inévitable par la prétendue trahison du comte; » il ajoute « qu'en raison du crédit que cette opinion trouvait dans l'esprit général de la garde nationale, il n'osait la faire intervenir. Cependant il avait rangé un détachement en bataille sur la place Joseph : dans l'état des choses, il ne pouvait rien faire de plus, à moins d'ordres supérieurs; » il termine en demandant au ministre s'il veut transmettre au commandant en chef l'ordre de disposer des troupes de ligne.

— « Général, répondit le ministre, la nature de mon ministère ne m'autorise point à donner un tel ordre, et fût-il de ma compétence, que j'hésiterais de le donner, attendu que j'aurais l'air d'intervenir dans une question personnelle. Quoi qu'il en soit, je ne voudrais à aucun prix devenir le prétexte d'un conflit dont les conséquences seraient incalculables. D'après l'esprit de nos anciens règlements, vous le savez, général, la troupe de ligne ne peut intervenir que sur la réquisition de l'autorité civile; or, cette autorité appartient au ministre de l'intérieur; c'est donc à lui de pourvoir, par tous les moyens que la loi met à sa disposition, au rétablissement de l'ordre et de la tranquillité publique. Quant à moi, les affaires de l'État me retiennent ici pour quelques heures encore, j'y resterai; quant à vous, agissez selon vos devoirs et votre conscience. »

Le général Sardagna, le seul personnage qui s'interposa d'office entre le ministre et l'émeute qui l'assiégeait dans son palais, prit congé du comte et se rendit au sein des groupes pour assister passivement aux scènes tumultueuses de la rue. L'attitude de la garde nationale, regardant passer, l'arme au

bras, l'émeute devant elle, s'explique par la démission de son commandement en chef que le général Hoyos avait déposé la veille entre les mains de l'Empereur, et qu'il reprit trois jours après. A onze heures, les émeutiers, lassés plus encore par l'impassibilité du ministre que par leur travail charivaristique, demandent à parler au ministre; celui-ci consent à recevoir une députation de huit individus. Seize étudiants armés envahissent le palais de la chancellerie, et, interpellant le comte au nom du peuple, ils exigent sa démission : la discussion engagée à ce sujet se prolonge pendant plus d'une heure; calme d'abord, elle finit par se mettre au diapason de l'émeute qui gronde au bas dans la rue : — « Je ne suis pas sourd, dit le comte à l'un des orateurs dont le verbe animé retentissait comme une menace; parlez plus bas. » Mais celui-ci, élevant de plus en plus la voix et brandissant son sabre sur le front du vieillard, répond : — « Représentant du peuple, je parle au nom du peuple, et quand le peuple parle, sa voix ne saurait être jamais trop forte.

— « Soit! réplique le ministre; mais je voudrais bien savoir de quel droit et pour quel motif le peuple exige ma démission.

— « Du droit de sa souveraineté et parce que vous avez perdu sa confiance.

— « Que me reproche-t-il donc, le peuple?

— « De trahir les intérêts de la patrie vis-à-vis de l'étranger.

— « A toute accusation il faut des preuves, précisez.

— « Vous êtes vendu à la Russie; mais il ne doit pas être ici question de votre politique; il s'agit de votre démission. N'hésitez pas, le peuple attend, et, vous le savez, la patience humaine a ses limites.

— « Encore des menaces! s'écrie le ministre avec un geste plein de dignité; un vieux soldat ne les craint pas. Messieurs, continue-t-il, la constitution, que je suis fier d'avoir signée, m'a soumis au seul juge que je puisse reconnaître et auquel je doive compte de la gestion de mon ministère; la constitution, je le sais, m'a imposé de grands devoirs; elle exige de

moi une immense responsabilité; mais, en même temps, elle m'a placé sous la sauvegarde des lois protectrices qui veillent sur tous. La démarche que vous faites auprès de moi viole la constitution, et vous n'exercez d'autre pouvoir que celui d'une révolution que l'on croyait finie; vous êtes des révolutionnaires.

— « Nous sommes le peuple, répliquent les délégués, or, au nom du peuple, nous vous sommons de donner votre démission.

— « Je ne reconnais pas en vous ce mandat; je ne puis et ne dois donner ma démission qu'entre les mains de l'Empereur. »

Il était minuit et demi; la tempête populaire, grossie par tous les éléments déchaînés de la démocratie, soufflait avec fureur, et pas une voix légale, pas une protestation ne s'était opposée aux mouvements désordonnés du peuple. Sur la demande réitérée des étudiants, le comte renouvela la promesse de donner sa démission à l'Empereur en acceptant la responsabilité des suites de cette promesse. « Dans ce cas, frères, dit un des étudiants, nous ne pouvons rien exiger de plus du ministre; puisqu'il se reconnaît responsable des conséquences de son engagement d'honneur, retirons-nous. »

Ils partirent en effet, mais un quart d'heure après ils revinrent en plus grand nombre en déclarant que le peuple irrité exigeait sa démission écrite, promettant de ne s'apaiser qu'à ce prix. « Savez-vous, messieurs, réplique fièrement le ministre, qu'un général a été traduit devant un conseil de guerre pour avoir signé une capitulation? Eh bien! vous me briserez si vous le voulez, vous êtes en nombre et je suis seul, vous êtes dans la force de l'âge et je suis vieux, mais je ne capitulerai pas, je ne signerai rien; place, messieurs! » Disant ainsi, le ministre se fraya un passage à travers le groupe des étudiants désarmés par la dignité de ces mâles paroles. Quelques-uns même, lui servant d'escorte au milieu des groupes menaçants que le ministre traverse d'une démarche fière et le front haut, le conduisirent au domicile du

prince Clary. Les émeutiers ne tardèrent pas à l'y suivre.

Les étudiants, formant l'avant-garde de ces bandes indisciplinées qui vont assiéger deux femmes et un vieillard, forcent la porte d'entrée et se précipitent dans les escaliers. Ils demandent impérieusement à voir le ministre; on leur répond qu'il est absent; ils exigent, malgré l'heure avancée de la nuit, qu'on les introduise auprès de la comtesse Fiquelmont et de la princesse Clary; ces deux dames, accompagnées du prince Clary, les reçoivent et cherchent en vain à les calmer. Ces étudiants, oubliant les sentiments de respect qu'on doit à la faiblesse, sinon aux charmes de la femme, insensibles à la morne douleur de l'une et à la beauté de l'autre, aux supplications de toutes deux, ne veulent rien entendre. Le colloque qu'ils engagent avec elles devient intraduisible, il présente bientôt le caractère de la plus cynique brutalité; tout à coup une porte s'ouvre et le ministre lui-même apparaît à leurs yeux.

« Vous êtes des lâches! s'écrie-t-il, ô vous qui insultez ainsi deux femmes. Me voici, que voulez-vous? » Sommé de se rendre à la chancellerie d'État où la plus grande partie du peuple l'attend pour recevoir publiquement sa démission, le ministre répond : « Je suis ici, j'y resterai, que le peuple vienne s'il veut m'entendre. » Quelques minutes après, instruit que le peuple entier le réclamait, il parut au balcon et dit : « J'ai fait la promesse de résilier mes fonctions de ministre entre les mains de l'Empereur; je la tiendrai; ma démission sera la première pièce que je signerai en ma qualité de ministre. — Votre parole d'honneur, nous voulons votre parole d'honneur, lui crie-t-on de toutes parts. — C'est inutile, réplique-t-il, une promesse, à mes yeux, a toujours porté le caractère d'un engagement d'honneur.

— « Nous y comptons, » dirent les chefs, et, sur un signal, l'émeute satisfaite se retire lentement dans ses foyers en criant : A bas Fiquelmont! à bas le traître et vive la liberté!

Le lendemain, le comte Fiquelmont déposa son portefeuille

dans les mains de l'Empereur, et les gazettes viennoises, entonnant un chant de victoire, s'empressèrent de rendre hommage aux étudiants dont *l'attitude respectueuse et les négociations parlementaires* avaient obtenu la retraite du ministre abhorré. Il était impossible d'allier plus d'impudence à plus de brutalité.

A cette époque, les Viennois, dont la grande majorité, sincèrement dévouée à la cause de l'ordre, déplorait les excès d'une révolution qu'ils avaient subie, commencèrent à regretter les jours de tyrannie et les ténèbres du despotisme remplacés par l'aurore de la liberté; ils supportaient surtout avec peine l'omnipotence des écoles servant de régulateur au pouvoir et de joug à l'opinion publique; mais, comprimés par la peur, ils n'osaient encore manifester hautement la nature de leurs sentiments; leur action était toute passive, cependant ils attendaient une occasion pour se prononcer, elle ne se fit pas attendre.

CHAPITRE VI.

Pétition du comité des étudiants.— Symptômes de dissidence entre les étudiants et la garde nationale. — Création du comité central politique. — Physionomie de ce comité. — Graves dissidents. — Ordre du jour du général Hoyos. — Tergiversation du ministre Pillersdorff. — Journée du 15 mai. — Nouvelles exigences. — Nouvelles concessions. — Fuite de la famille impériale. — Son arrivée à Inspruck. — Proclamation des ministres. — Émigration. — Lueurs de réaction. — Mouvements républicains. — Dissolution du comité central politique.

Le comité des étudiants, présidé par le docteur Goldmarck, voulant obtenir à tout prix un ministère des travaux publics et des changements à la constitution, adressa le 25 mai, au ministre de l'intérieur, la pétition suivante :

« Les étudiants de Vienne ont toujours reconnu comme leur premier devoir de répondre à la confiance du souverain, en s'employant sans relâche au maintien de l'ordre nécessaire à la consolidation du trône et de la liberté.

« Intimement convaincus que Votre Excellence est prête à accéder à chaque prière dont l'accomplissement peut dissiper les défiances de la population et calmer l'agitation des esprits, ils soumettent à Votre Excellence des vœux que vous daignerez, ils l'espèrent, réaliser immédiatement. Nous sommes tous persuadés que la confiance seule peut rendre le gouvernement fort et énergique, le peuple heureux et content. Or, il faut que le peuple ait cette confiance, principalement en ses représentants au corps législatif; mais il ne peut l'avoir, si le premier parlement qui décidera les questions les plus importantes pour tout l'avenir de l'Autriche, ne sort d'une élection, expression exacte et sincère des sentiments et de la

volonté du peuple. Afin que ce premier parlement puisse offrir au peuple les garanties nécessaires à la confiance que tous ses intérêts seront convenablement représentés, que nul État n'aura la préférence, que nul ne sera négligé, que les libertés constitutionnelles seront promptement assurées, que toutes les résolutions importantes seront prises à l'avenir selon les sentiments et la véritable volonté du peuple; les étudiants soumettent à Votre Excellence le projet d'un mode d'élection provisoire :

« 1° Nous demandons que l'élection des membres de la seconde chambre soit affranchie du cens électif; car, le peuple pourrait d'autant moins mettre sa confiance en une chambre élue sur ce système, que les représentants au parlement de Francfort n'ont point été soumis à cette formalité.

« 2° Nous demandons que les conditions posées en principe par la constitution, pour l'élection des membres de la seconde chambre, soient modifiées de manière qu'au lieu de la plus riche propriété foncière, il ne soit exigé qu'une possession d'immeubles, *pas tout à fait insignifiante.* S'il en était autrement, le peuple considérerait avec défiance les membres d'une chambre choisie dans les classes de la plus dangereuse aristocratie, celle de l'argent; il craindrait à juste titre que ces membres ne correspondissent point à ses véritables intérêts et besoins.

« 3° Nous demandons que l'élection des membres de la première chambre soit faite par le peuple lui-même, car, sans cette condition, le peuple ne verrait dans les membres élus qu'une caste étrangère et hostile qui, n'émanant point de lui-même, ne représenterait que l'égoïsme des intérêts particuliers.

« 4° Nous demandons l'intervention du conseil des ministres près de l'Empereur, pour le dissuader de nommer les membres de la première chambre. L'accomplissement entier de tous ces points peut seul créer et consolider la confiance indispensablement nécessaire, etc., etc. »

Les étudiants avaient compris qu'une pétition de cette

importance devait être l'expression des vœux de la population et devait être appuyée par elle pour être agréée du gouvernement ; en conséquence, ils l'avaient présentée à la sanction de la garde nationale. Mais celle-ci, après l'examen sérieux des quatre articles précités, refusa purement et simplement son adhésion, déclarant en outre qu'elle ne pouvait en approuver ni le fond ni la forme. Elle signifia cependant que, d'accord avec la garde bourgeoise, elle soumettrait, au ministre de l'intérieur, une pétition relative dont voici le texte :

« Excellence ,

« Suivant le penchant de leur cœur, animés des plus nobles sentiments pour calmer l'agitation qui règne évidemment dans toutes les classes de la société, les étudiants de Vienne ont soumis hier, à Votre Excellence, une pétition ayant pour objet une loi élective qui tienne compte de tous les intérêts, la convocation immédiate du parlement, et la création d'un ministère exclusivement consacré au bien-être des classes ouvrières.

« Invitées à s'associer à cette pétition, la garde nationale et la garde bourgeoise de Vienne ont saisi avec empressement cette occasion de recommander instamment à Votre Excellence les vœux suivants qui peuvent être considérés comme l'expression générale de ses sentiments. Il ne peut échapper à l'esprit clairvoyant de Votre Excellence que tous les éléments de notre vie politique se trouvent dans une situation d'incertitude et de tension qui ne saurait se prolonger sans compromettre, de la manière la plus grave, le trône et la patrie; situation qui inspire autant d'angoisses à l'esprit des bons citoyens qu'elle ouvre une large carrière aux menées anarchiques des malveillants. Il importe de mettre un terme à ces menées, il importe de calmer les esprits surexcités, il importe de rétablir l'ordre et la sûreté compromises, afin que les fidèles sujets de Sa Majesté puissent réellement se réjouir des bienfaits de la constitution accordée par l'Empereur.

« De leur côté, la garde nationale et la garde bourgeoise reconnaissent l'urgence de la convocation immédiate du parlement comme l'unique moyen d'atteindre le but si désiré. C'est uniquement par ce moyen que, d'un côté, les vœux et les besoins du peuple trouvent un organe légal et authentique, tandis que, d'un autre côté, la force paralysée du pouvoir se ranimera par l'autorité et par la protection des lois dont elle émane. Avec elle se ranimera la confiance, avec elle se ranimera le bien-être général dont l'anéantissement constitue le plus grand danger.

« En conséquence, les gardes nationale et bourgeoise de Vienne prient Votre Excellence de vouloir bien engager Sa Majesté de convoquer au plus tôt le parlement, de rendre cette convocation possible en publiant sans retard une loi élective provisoire, et de faire procéder immédiatement aux élections. Mais, considérant que le peuple ne peut accorder sa confiance qu'à des membres dont le choix réponde à ses véritables sentiments, la garde nationale et la garde bourgeoise se permettent de soumettre à Votre Excellence les propositions suivantes :

« 1° Que l'élection des membres à la seconde chambre, affranchie du cens électif, soit faite d'une manière médiate, afin que nul citoyen indépendant ne soit privé de ses droits politiques ;

« 2° Que les membres qui sont appelés à faire partie de la première chambre par la voie élective, soient également élus par le peuple, pour que cette chambre soit uniquement composée de membres investis de la confiance illimitée du peuple entier, et non la représentation d'une fraction du peuple ;

« 3° Que le nombre des membres de la première chambre, dont la nomination est réservée à Sa Majesté, soit fixé de manière qu'il ne dépasse point le quart de la totalité de ses membres, etc., etc. »

Comme on le voit par la différence qui existe entre ces deux pétitions convergeant par des voies opposées au même but, des symptômes de dissidence commençaient à se mani-

fester entre la garde nationale et les étudiants de Vienne; ceux-ci, plus avancés sur le terrain de la révolution, affranchis des liens de la famille et de la propriété, tendaient chaque jour à restreindre, sinon à effacer entièrement l'action de la garde nationale, dont ils accusaient les sentiments d'égoïsme et de modération. Afin d'éviter une apparence de scission et les germes de lutte, ils résolurent d'absorber en leur milieu la puissance rivale qu'ils jalousaient : ils y réussirent en décidant, par une manœuvre habile, la garde nationale à former avec eux un comité unique qui dès lors prit le titre de comité central et politique de la garde nationale.

La physionomie de ce comité présentait le caractère que l'on trouve à toutes les assemblées politiques basées sur des principes constitutionnels : la résistance, le milieu et l'opposition; la droite, quoique composée d'éléments conservateurs, se prononçait ouvertement libérale et rappelait la nuance politique alors représentée en France par le parti Cavaignac. Ses principaux chefs étaient le docteur Wurth, bon orateur, envoyé plus tard au parlement de Francfort; M. Arneth, directeur du cabinet des médailles et des antiques; le docteur Schiel, official au ministère des affaires étrangères M. Kochlé, conseiller et ancien gouverneur des fils de l'archiduc Charles; le médecin Hruby, qui bientôt devint le président du comité; le docteur en médecine Klucky, Polonais d'une grande exaltation, etc., etc.

Le centre, *nuance Dufaure,* se composant, à quelques exceptions près, du parti modéré de la garde nationale, était représenté par les docteurs Fischhof, Dercsenyi, ex-conseiller du ministère, Hongrois de naissance, écrivain de mérite, mais tellement amoureux de sa personne, qu'il poussait l'instinct de la conservation jusqu'à l'art de faire le mort dans les occasions suprêmes.

Le centre gauche, *nuance Crémieux,* se composait presque entièrement des membres de la légion académique. Ses membres les plus influents étaient le Hongrois Freund, employé à l'administration des postes, doué d'une éloquence mâle et lo-

gique ; Goldmark, docteur en médecine, parleur infatigable, remplaçant l'éloquence par l'emphase, la pensée par le geste ; l'étudiant en droit Willner, beau comme l'Antinoüs antique, véritable idole populaire, surnommé par les travailleurs eux-mêmes le roi des ouvriers : son influence sur ses sujets avait quelque chose de magnétique ; d'un mot, d'un signe, il enchaînait les masses à ses lèvres et à son geste : c'était le duc de Beaufort de la révolution de Vienne.

A la suite de ces chefs de file, marchait la majorité unie, compacte, votant comme un seul homme, toujours prête à adopter les résolutions les plus violentes, profondément ignorante en politique, remplaçant par une soumission passive, par un courage actif, la part d'initiative et d'éloquence qu'elle laissait à ses meneurs.

Des dissentiments graves ne tardèrent pas à éclater au sein de ce comité : une minorité, peu nombreuse d'abord, mais compacte, éleva sa voix contre l'existence même de ce comité s'arrogeant, contrairement à l'esprit du régime constitutionnel qui n'admet point, comme assemblée délibérante, un corps armé, les pouvoirs d'un parlement. Cette question souleva de violentes discussions parmi le peuple et au sein de la garde nationale, qu'elle scinda en deux camps, et où, de part et d'autre, l'on dépensa, pour et contre, beaucoup d'encre et de paroles. Le comité crut devoir, à cette occasion, publier un long mémoire justificatif, afin de prouver la légalité de son existence.

Le ministère qui, de son côté, ne voyait point sans ombrage sa liberté d'action absorbée par l'omnipotence de ce comité dont les moindres résolutions avaient force de loi, mais trop faible pour le combattre en face, s'adressa à plusieurs de ses membres influents pour les engager à employer leur autorité à la dissolution volontaire du corps politique qu'il redoutait. Ceux-ci, dans la persuasion intime que leurs démarches seraient infructueuses, refusèrent d'abord, mais le ministère insistant, ils offrirent de donner leur démission, en faisant observer toutefois qu'ils seraient aussitôt remplacés par des

membres plus avancés. Cependant, convaincus eux-mêmes de la nécessité de prendre un parti, ils engagèrent à leur tour les ministres d'user de leurs pouvoirs pour dissoudre, dans l'intérêt du salut de l'Empire, une institution évidemment anticonstitutionnelle. L'un d'eux même, dont la résistance apportait chaque jour un nouvel obstacle au mouvement précipité de l'extrême gauche, adressa le dilemme suivant au baron Pillersdorff :

« Notre comité est légal, ou il ne l'est pas. S'il est légal, pourquoi nous demandez-vous une abdication qui serait, de notre part, un suicide? S'il n'est pas légal, pourquoi ces hésitations? Vous ne pouvez, dans l'intérêt du trône constitutionnel, transiger avec ce comité, vous devez le dissoudre. »

Le ministère, n'osant prendre l'initiative du parti indiqué par le second terme de l'argument du docteur Schiel, renoua, avec le commandant en chef de la garde nationale, des négociations qui devaient également échouer devant l'inertie du pouvoir. Le comte Hoyos qui, en sa qualité de général, aurait dû savoir que le moyen le plus sûr de vaincre un obstacle est de l'aborder franchement de front, prit la question de biais et recourut à des détours qui devaient infailliblement aboutir à un écueil. En effet, au lieu de faire agir la force que le pouvoir lui avait confiée, il employa la conciliation, il pria quand il devait ordonner; troquant son épée de soldat contre une plume de rhéteur, il rédigea et fit imprimer, à la date du 13 mai, un ordre du jour destiné à être publié le lendemain; il était ainsi conçu :

« Des discussions politiques sont incompatibles avec l'institution de la garde nationale; des réunions de gardes nationaux délibérant sur les plus graves questions comme les représentants de la volonté générale et avec des pouvoirs illimités, sont inadmissibles.

« La force armée dans l'État ne peut être en même temps délibérante et législative sans faillir à sa destination spéciale et devenir inapte à l'atteindre. La sublime mission de la garde nationale consiste à protéger énergiquement la tranquillité,

la sûreté, l'ordre, et à servir, par ce moyen, de garantie aux biens politiques de l'État et de la constitution. Elle faillit à cette mission en se transformant en réunion politique, et s'expose à de graves dangers, attendu que des scissions et des partis naissants dans son sein détruiraient sa force, son autorité, et transformeraient en un foyer de fomentation l'organe exécutif le plus puissant du gouvernement.

. . . .

« L'on peut donc espérer du sentiment de justice, de son amour éprouvé pour l'ordre et pour le bien-être de ses concitoyens, que la garde nationale reconnaîtra l'incompatibilité des délibérations politiques avec sa destination, avec son désir de rétablir la confiance, de ranimer le commerce et l'industrie paralysés.

« Pour réaliser bientôt ces espérances et prévenir les inconvénients qui déjà se sont fait sentir, je me vois engagé par un ordre du ministre de l'intérieur, par le sentiment de mon devoir autant que par ma sollicitude pour le bien-être de la capitale, je me vois engagé à *prier instamment la garde nationale* de prendre en considération l'inconstitutionnalité des discussions politiques qui ont eu lieu ces jours derniers dans les assemblées du soi-disant comité politique central. Je me vois forcé de lui inspirer la conviction que ce n'est qu'en se conformant strictement à ses attributions, qu'elle pourra obtenir l'obéissance absolue aux lois, protéger efficacement les citoyens, répondre à la confiance du gouvernement, et mériter la reconnaissance de la patrie. En conséquence, me confiant pleinement en sa prudence et la rectitude de son jugement, je me crois autorisé d'exposer que, dorénavant, elle s'abstiendra de prendre part à des assemblées inconstitutionnelles. »

Le comité central politique, instruit de l'existence de ce document, envoya une députation de quatre membres au ministre de l'intérieur pour appeler son attention sur les dangers attachés à la publication d'un ordre du jour dont le texte renfermait une nouvelle révolution. Le baron Pillersdorff fit aussitôt mander le général Hoyos pour l'aboucher avec les

quatre délégués, MM. les docteurs Schiel, Fischhof, Goldmark et le baron Dercsenyi. Le général, atterré par le subit revirement du ministre, ne veut rien entendre; il persiste dans ses résolutions, son ordre du jour sera publié; les délégués du comité, le ministre lui-même, cherchent à ébranler la volonté du général par les mots de guerre civile et de combats sanglants. « C'est donc une capitulation devant l'ennemi que vous me demandez? s'écrie le comte Hoyos; je suis soldat, je ne la signerai jamais ; cependant, ajoute-t-il en se tournant vers le ministre, puisque vous persévérez dans la voie fatale des concessions, et que vous semblez aujourd'hui me rendre responsable d'une mesure dont vous avez pris hier l'initiative, je consens à retirer mon ordre du jour à la condition que le comité central se dissoudra de lui-même. » Les délégués acceptent cette proposition et s'engagent, sur l'honneur, d'obtenir la dissolution spontanée du comité central.

Toutes les difficultés semblaient aplanies par cette décision; les parties adverses s'étaient séparées dans les meilleurs termes, la question en litige paraissait définitivement résolue; quand, par un déplorable malentendu dont les circonstances sont encore un mystère, le fameux ordre du jour parut sur tous les murs de la ville.

Irrités par cet acte qu'ils appellent une violation de la parole donnée, les membres du comité se réunissent aussitôt en séance et se décident à soutenir par tous les moyens possibles la légalité de son existence, en protestant contre le décret qui la met en doute.

Cependant la voix de la raison dominant celle de la colère, les chefs du parti modéré parviennent à obtenir de leurs collègues la promesse de se dissoudre immédiatement après l'obtention des modifications imposées à la loi électorale.

La séance touchait à sa fin lorsque, tout à coup, plusieurs émissaires se précipitent dans la salle et annoncent que les troupes, sorties de leurs quartiers, prenaient de formidables dispositions. L'infanterie était rangée en bataille sur les glacis, les grenadiers occupaient le palais impérial, la cava-

lerie gardait la porte François, les chasseurs s'étaient retranchés devant la douane, derrière une barricade qu'ils avaient improvisée avec des fourgons de poste; enfin, l'artillerie, mèche allumée, campait sur les remparts. « Ces dispositions belliqueuses et non motivées, disent-ils, menacent la liberté du comité central, le moment est venu où le courage du droit doit résister à la brutalité de la force. » Au même instant, les tambours de la garde nationale battant la générale se font entendre, leurs roulements précipités jettent l'assemblée dans une étrange perplexité; le président fait des efforts inouïs pour rétablir le calme; ne pouvant y parvenir, il propose d'ajourner la séance; sa motion est refusée, et l'assemblée, résolue d'attendre les événements, se déclare unanimement en permanence; les gardes nationaux font des patrouilles, les troupes gardent leurs positions; la nuit arrive sur ces entrefaites et le comité central se sépare à une heure de la nuit.

Le lendemain 15, le général Sardagna se rend à l'Université; il déclare, au nom du gouvernement, que six mille ouvriers des faubourgs s'apprêtent à marcher sur la ville, il engage la légion académique à se joindre aux troupes pour les disperser. Les étudiants, irrités par les événements de la ville et redoutant un piége, refusent de se morceler; ils répondent cependant qu'ils emploieront tous leurs efforts au maintien du repos public. Pendant ce temps, les bruits les plus alarmants se croisent et se succèdent dans la ville; l'agitation populaire est à son comble; les fauteurs l'exploitent, annonçant partout que la réaction, après avoir jeté le masque, marche le front découvert pour reprendre à la révolution toutes les conquêtes obtenues depuis le 13 mars. L'armée, disent-ils, ce puissant levier du despotisme, l'armée est prête à seconder la réaction dans ses projets liberticides. Ces assertions perfides, que semble justifier l'attitude menaçante de l'armée, répandent la terreur dans la ville; les tambours battent la générale, la garde nationale *intra muros* occupe ses places d'armes, celle des faubourgs arrive au pas de course

sur la place de l'Université pour servir de rempart à la légion académique qu'on lui a dit menacée.

Ces renforts inespérés enflamment le courage des étudiants, qui, se croyant invincibles, dans leur exaltation essayeraient d'escalader le ciel sur l'ordre insensé d'un de leurs chefs. Des munitions de guerre leur arrivent de toutes parts ; un prêtre, oubliant les devoirs sacrés du sacerdoce, le professeur Füster, aumônier de la légion académique, lui distribue deux caissons de cartouches qu'il a fabriquées d'une main consacrée pour donner aux hommes de bonne volonté l'hostie de paix et d'amour. Partout les boutiques se ferment, partout des figures sinistres présagent des scènes sanglantes, partout on est en attente de graves événements.

Pendant ce temps les étudiants, après de violents débats dans la grande salle de l'Université, avaient envoyé au ministre Pillersdorff une députation chargée de lui demander des explications au sujet de l'attitude menaçante de l'armée vis-à-vis le peuple, et d'en exiger la retraite immédiate. Une seconde députation, investie de pouvoirs plus importants encore, suivit de près celle-ci pour demander aux ministres :

1° La modification de la loi électorale ;

2° Révocation de l'ordre du jour du général Hoyos ;

3° L'action de l'armée subordonnée à la volonté de la garde nationale ;

4° Le service du palais impérial confié à la garde nationale conjointement aux troupes de ligne.

Le baron Pillersdorff promit, au nom de ses collègues, de prendre en considération les vœux du peuple et de répondre, autant qu'il serait en son pouvoir, aux *justes* désirs des étudiants. « Nous avons toujours considéré, dit-il, le soin des intérêts du peuple comme notre premier devoir. » Il finit en engageant les délégués à se retirer, afin de permettre au conseil de se réunir immédiatement pour délibérer sur les articles soumis à son appréciation ; ceux-ci répondirent qu'ils attendraient le résultat de la conférence dans une pièce voisine.

Pendant ce temps, les délégués reçoivent de minute en

minute des messages qui les tiennent au fait des événements qui avaient lieu dans l'intérieur de la ville, la position devenait de plus en plus critique : les ouvriers des faubourgs avaient suspendu leurs travaux et déserté leurs ateliers; armés de pioches, de marteaux, de barres de fer et de haches, ils s'étaient portés sur la ville au cri de : Vivent les étudiants! Rangés en bataille devant les portes de Carinthie, des Écossais et François, ils juraient de défendre la légion académique jusqu'à la dernière goutte de leur sang. De son côté, la garde nationale interceptait la communication entre la place Saint-Michel et la Schauflergasse, tandis que de forts détachements de la légion académique pénétraient silencieusement et sans résistance sur la place, et même dans la seconde cour du palais impérial. De fortes colonnes d'ouvriers se développaient sur la place Saint-Étienne, le Graben et le Kohlmarkt; tel était l'état des choses, lorsque, après une heure de délibération, le ministre de l'intérieur annonça aux délégués qu'après avoir mûrement réfléchi, le conseil des ministres, ne pouvant révoquer l'ordre du jour précité, était décidé à donner sa démission.

Cette réponse, qu'ils ne prévoyaient point, fut un coup de foudre pour les délégués. La démission du cabinet dans un pareil moment pouvait avoir des conséquences incalculables; ils le comprirent et protestèrent énergiquement contre la menace d'une semblable résolution. « Au nom du peuple, s'écrièrent-ils, nous rendons Vos Excellences responsables du salut de la patrie compromis par leurs démissions; sur leurs têtes seules devra retomber le sang qui, dans quelques heures peut-être, coulera dans la ville; » quant à eux, ils ne répondent plus de la tranquillité publique; ils terminent en disant que dans la situation présente la démission des ministres serait plus qu'une lâcheté, mais une trahison.

Effrayé par l'énergie de ce langage qui déplaçait la question, le ministère déclare, après quelques minutes de délibération, qu'attendu la gravité des circonstances et pour maintenir à tout prix le repos de la capitale, il consent à octroyer les quatre articles exigés.

Ces concessions arrachées à la peur semblaient avoir éloigné le péril, déjà même les délégués s'apprêtaient à se retirer pour les annoncer à leurs commettants, quand tout à coup le docteur Giskra, suivi du professeur Endlicher et du docteur Engel, se précipite dans le cabinet ministériel en s'écriant d'une voix formidable : « *Il est trop tard!* le peuple debout et en armes demande une constituante : il n'y a pas une minute à perdre, ajoute-t-il en s'adressant au baron Pillersdorff, hâtez-vous, le peuple est pressé. Entendez-vous ce bruit sourd qui retentit au loin? C'est le bruit des barricades qui s'élèvent au Graben ; hâtez-vous, monsieur; en temps de révolution les minutes sont des heures. » Le ministre, pâle, tremblant, répond d'une voix étouffée par la crainte, que la demande d'une constituante ne peut être adressée qu'à l'Empereur, il se charge de la lui transmettre, il demande et obtient un délai d'une heure pour donner au monarque le temps de la réflexion.

Tandis que les ministres pénètrent dans le cabinet de l'archiduc François-Charles, les délégués et Giskra s'élancent hors du palais pour haranguer les masses; les rangs s'ouvrent devant eux, ils sont accueillis par ces cris : « Nous ne voulons qu'une chambre, et nous ne quitterons pas la place que nous ne l'ayons obtenue. » Le délai d'une heure n'était pas expiré, que le baron Pillersdorff remit aux délégués la sanction impériale ; le peuple en exigea péremptoirement la déclaration écrite.

Alors la scène change, les transports frénétiques de l'enthousiasme succèdent aux vociférations de la colère, les fronts se rassérènent, les lèvres s'unissent, les mains s'enlacent, la garde nationale appelle l'armée sa sœur, la légion académique fraternise avec les ouvriers, des tables chargées de viandes froides se dressent dans les cours du palais, les verres pleins se vident, l'ivresse est générale.

Des attroupements nombreux stationnèrent fort avant dans la nuit devant la demeure du ministre de l'intérieur, qui dut les haranguer plus d'une fois et rédiger, sous la pression populaire, cette proclamation qui parut le lendemain, revêtue de la signature impériale :

« Afin de calmer l'agitation qui le 15 mai s'est manifestée dans notre capitale de Vienne, afin de prévenir des troubles déplorables, notre conseil des ministres a révoqué l'ordre du jour du 13 courant, relativement aux actes du comité central politique; notre conseil avait déjà fait droit aux deux demandes de la garde nationale, en accédant à ce que les portes de la ville et les grandes gardes du palais impérial fussent occupées par la troupe de ligne de concert avec les diverses catégories de la garde nationale, en consentant, enfin, à ce que l'armée ne fût appelée que sur la demande expresse de la garde nationale elle-même.

« Afin de dissiper toutes les autres causes de mécontentement et d'agitation, nous ajoutons, sur l'avis de notre conseil des ministres, à ces résolutions, la disposition suivante : « La « constitution du 25 avril sera préalablement soumise aux « délibérations du parlement, afin que les points de la loi « électorale qui ont inspiré des scrupules, soient proposés à « un nouvel examen. »

« Enfin, pour que la constituante puisse fixer de la manière la plus sûre la constitution, nous avons résolu de ne faire élire qu'une seule chambre. En conséquence de l'abolition du cens électoral, la représentation complète du peuple ne sera plus mise en doute.

« Nous espérons que toutes les classes des citoyens attendront dans le calme et en confiance l'ouverture du prochain parlement. »

Si l'on compare ce décret impérial aux lettres patentes du 15 mars, on sera surpris de l'espace énorme parcouru en deux mois par la révolution. Ces progrès effrayèrent même le comité central et politique qui, par un prudent, mais tardif retour sur le passé, ne put envisager sans crainte les périls de l'avenir. Le parti modéré de cette assemblée devenue une puissance, rivale en quelque sorte du pouvoir suprême, fut le premier à condamner hautement les événements qui venaient d'avoir lieu et dont les conséquences menaçaient non-seulement la couronne, mais encore le salut du peuple. Ses prin-

cipaux orateurs, inspirant leur courage à une juste appréciation de l'état des choses, engagèrent leurs collègues à rendre à l'Empereur une concession préparée par la ruse des meneurs, et arrachée par la brutalité des baïonnettes. L'extrême gauche elle-même, tout en se félicitant de ces conquêtes inespérées autant qu'inattendues, ne pouvait s'empêcher de blâmer ouvertement la manière dont on les avait obtenues. Néanmoins les chefs de cette partie de l'assemblée, défendant le fait accompli dont ils étaient les promoteurs, s'opposèrent aux généreuses propositions du parti modéré et firent avorter en de stériles discussions une séance commencée sous l'influence du sentiment de la justice et du droit. Quoi qu'il en soit, les honneurs de cette séance mémorable appartiennent à la partie honnête d'une assemblée qui commençait enfin à comprendre que le but était dépassé; ses membres les plus influents, battus sur un point, reprochèrent aux chefs de la gauche d'avoir perfidement poussé la garde nationale et le peuple à servir d'instruments à des manœuvres inconnues. Un d'eux, même, déclara hautement que le docteur Giskra avait menti en annonçant l'érection de barricades, que sur son instigation, pour donner une apparence de véracité à son assertion, des ouvriers avaient commencées après coup au Graben. Cette séance se termina par un vote de confiance accordé aux ministres, et par une pétition adressée à l'Empereur pour le supplier de refuser la démission qu'ils avaient offerte.

Dans la soirée, la *Gazette officielle* publia une déclaration ministérielle qui, au lieu d'être la justification du cabinet, en était la sévère condamnation; elle contenait l'aveu tacite que *la révolution était faite,* parce que l'autorité avait perdu son droit, le trône son prestige, le souverain son inviolabilité. Cet aveu, dans la bouche des ministres qui avaient découvert eux-mêmes la majesté de la couronne et jeté pièce à pièce à la révolution les lambeaux de la pourpre impériale, était la preuve d'une inqualifiable naïveté, sinon une prime accordée à l'audace des pâles copistes de Danton.

Les ministres terminaient ainsi ce curieux document : « Le sentiment de leur devoir a imposé aux ministres la nécessité inévitable de remettre leurs portefeuilles entre les mains de Sa Majesté, afin de rendre à l'Empereur la faculté de s'entourer de conseillers qui jouissent d'un appui général et fort. »

Les événements que nous venons de décrire avaient profondément réagi sur l'esprit de la famille impériale; justement alarmé par la mesure qui confiait à la garde nationale le service militaire du palais, l'Empereur se souvint du sort de Louis XVI; de sinistres visions troublèrent son sommeil; son palais, envahi par la populace armée, lui présenta le sinistre aspect de la tour du Temple, la place Joseph s'assombrit comme celle du 21 janvier; le roulement des tambours lui rappela Santerre étouffant la voix du roi martyr, la statue de son prédécesseur prit à ses yeux les proportions gigantesques d'un échafaud, il crut voir du sang et entendre le cri des victimes expirantes; l'empereur Ferdinand eut peur. Il résolut dès lors de demander à la fuite un salut que lui refusait sa capitale. Ce fut le lendemain 17, entre six et sept heures du soir, que sous le prétexte d'une promenade la famille impériale se rendit sans escorte à Schœnbrünn. Le secret de ce départ avait été inviolablement gardé, trois calèches découvertes emportèrent les illustres fugitifs. Dès son arrivée au palais de ses ancêtres, l'Empereur fit appeler le chambellan de service et le chargea de mander au ministre de la guerre qu'en raison du mauvais état de sa santé il s'était décidé à faire en famille un voyage dans les montagnes du Tyrol; puis il donna l'ordre aux postillons de poursuivre dans la direction de Linz. Un serviteur dévoué, revêtu de l'uniforme de la garde nationale, allait devant les calèches afin de préparer les relais; les chevaux brûlent la route tandis que les lèvres de l'Empereur murmurent les noms de Drouet et de Varennes; mais Dieu veille sur lui. A sept heures et demie, la famille impériale parvient sans obstacle au premier relais de Burkersdorf, elle s'y arrête le temps strictement néces-

saire pour changer de chevaux. A Lambach, elle prend une légère collation, et comme elle est reconnue, elle déclare que, dans aucun cas, elle ne quittera le territoire de la monarchie; elle renouvelle la même déclaration aux syndics de Vöklabruck qui lui présentent respectueusement l'hommage de leur fidélité. A Saltzbourg, le comte Chorinsky, gouverneur de cette ville, se joint au cortége et l'accompagne jusqu'à Reichenhall. A mesure que l'on s'éloigne de la capitale et qu'on se rapproche du Tyrol, la température devient plus basse, un froid glacial saisit les illustres voyageurs qui n'ont pas une fourrure pour s'en garantir. Sur le territoire bavarois ils sont forcés d'emprunter, à un maître de poste, l'unique manteau qu'il possède. Bizarrerie des destinées humaines! Un des plus grands monarques du monde se trouve réduit, à cette heure, à changer son manteau impérial contre la défroque d'un postillon; au lieu des hommages qu'il était accoutumé à recueillir sur son passage, il ne voit que des regards inquiets et sombres; comme la température, le silence des paysans est glacial. Cependant le cortége dévorant l'espace arrive sur le sol tyrolien, alors la scène change : la famille impériale est saluée avec transport par les populations de ces montagnes fidèles et courageuses, les routes couvertes de neiges présentent à chaque pas des obstacles ou des dangers; à chaque descente rapide, les postillons et les valets de pied retiennent avec des cordes et même avec leurs mains, pour leur conserver un parfait équilibre, les roues des voitures, privées de *leurs moyens d'enrayage*. Enfin, après un pénible voyage, l'auguste famille arrive à Inspruck et descend au palais impérial, qui se trouvait dans un complet dénûment. Le plus grand enthousiasme éclate aussitôt dans la ville, des cris d'amour pour l'Empereur se mêlent aux malédictions contre l'ingratitude des Viennois; le comte Brandis, gouverneur d'Inspruck, précède au palais les autorités religieuses, civiles et militaires, qui s'unissent, bientôt après, à lui, pour déposer aux pieds du souverain les hommages de leur respectueuse fidélité; la garde nationale réclame l'honneur de faire seule le service

du palais; nous voulons, dirent-ils, effacer par notre amour et notre loyauté la tache faite, au drapeau, par la garde nationale de Vienne. « Ne craignez rien, Sire, s'écrient mille voix; Votre Majesté est en sûreté parmi nous, l'hydre des révolutions, eût-elle cent mille têtes, se briserait les dents contre le granit de nos rochers! vive l'Empereur! »

Tandis que l'Empereur trouve dans l'amour de ses fidèles Tyroliens la compensation, sinon l'oubli des violences qui l'avaient obligé de quitter sa capitale, revenons à Vienne.

Dans la matinée du 18, la nouvelle de la fuite du chef de l'État s'était répandue avec la rapidité de l'éclair et l'effroi qu'inspire la foudre; les habitants osaient à peine y croire, lorsque la proclamation suivante vint lever toutes les incertitudes.

« Aujourd'hui, à neuf heures du soir, le ministère a reçu la nouvelle verbale et inattendue que, par des raisons de santé, S. M. l'Empereur, accompagné de l'impératrice, de l'archiduc François-Charles, avec son auguste épouse et trois princes, ont quitté la capitale, et ont pris la route d'Inspruck. Le ministère soussigné, qui ne connaît ni les motifs, ni les détails de ce voyage, se voit obligé d'en porter la nouvelle à la connaissance des habitants de Vienne.

« Le ministère considère comme son devoir le plus impérieux d'expédier sur-le-champ, dans la personne du comte Hoyos, commandant en chef de la garde nationale, un agent digne de confiance vers Sa Majesté, afin de la prier instamment de calmer la capitale, ou par son retour, ou par l'exposé franc des motifs qui le rendraient impossible. Le président, comte Wilczek, est chargé d'exprimer le même désir à monseigneur l'archiduc.

« Le ministère reconnaît également, dans ces graves circonstances, le devoir sacré de vouer tous ses soins et toutes ses attentions aux intérêts de la patrie, et d'agir, sur sa responsabilité, suivant l'exigence des événements. L'appui des bons citoyens et de tous les honnêtes gens lui donnera les moyens de maintenir la tranquillité, l'ordre, et de calmer l'agitation des esprits.

« Les ministres s'empresseront de porter fidèlement et complétement à la connaissance du public les nouvelles qui leur parviendront au sujet de cet événement, de même qu'ils publieront les ordres directs ou les communications du monarque, dès qu'ils les auront reçus.

« Vienne, 17 mai.

« *Signé* LES MINISTRES. »

L'effet que produisit, sur l'esprit général des Viennois, cette proclamation dont l'incohérence de la pensée répondait à l'incorrection de la forme, fut un sentiment de consternation. Les révolutionnaires eux-mêmes furent atterrés. Des groupes nombreux se forment devant les affiches, les commentent et discutent avec émotion sur l'événement qui en est l'objet. Toutes les classes de la société éprouvent une seule et même pensée, la crainte de l'avenir; le commerçant considère avec raison le départ de la famille impériale comme la fuite de la confiance publique; l'ouvrier, dans le chômage que produit le manque de confiance, entrevoit l'ombre menaçante de la faim; le rentier, sachant que la baisse des fonds est la conséquence infaillible de la disparition du crédit, redoute la crise qui doit diminuer sa fortune péniblement amassée; le noble, plus rapproché du pouvoir suprême, appréhende la chute du trône qui l'ensevelirait dans ses débris; la garde nationale, expression directe des sentiments de ces diverses catégories sociales, répond à la pensée générale en opposant au courant de la révolution débordée par l'anarchie, la digue d'une tardive mais prudente réaction.

Sur ces entrefaites, la *Gazette officielle* de Vienne, par un article malheureux intitulé : *La fuite de Louis XVI à Varennes,* redouble l'émotion populaire en faisant apparaître l'image de la guerre civile et le tombeau de la dynastie des Habsbourg-Lorrains. Le mot d'émigration circule dans les masses; en effet, un grand nombre de familles s'apprête à quitter la ville, déjà même les équipages armoriés de l'aristocratie encombrent les portes de la ville. Alors, tandis que la

garde nationale, convoquée à domicile, occupe ses places d'armes, les délégués au comité central politique se rendent au palais de l'Université, pour aviser aux dangers de la situation. Les discussions qui s'engagent reflètent l'agitation du dehors; les avis subissent les influences des partis contraires.

Les démocrates, déplorant ouvertement l'éloignement du chef de l'État, conseillaient de ne point donner, à cet événement, des proportions trop exagérées; à leur point de vue, le départ de l'Empereur était un fait accompli auquel on devait se résigner, mais dont il fallait tirer le meilleur parti dans l'intérêt du peuple, etc., etc. Ces conseils perfides cachaient de coupables espérances que les réactionnaires repoussèrent en adoptant carrément une politique nette et tranchée. « La responsabilité des événements qui compromettent le salut du pays, dirent-ils, appartient à ceux-là seuls qui, par leurs violences, ont forcé l'Empereur à quitter sa capitale. A toute faute il faut une expiation; prouvons donc à Sa Majesté que nous sommes dignes de son retour; donnons-lui des gages de fidélité et de repentir en dissolvant de nous-mêmes le comité central politique et la légion académique. »

Cette motion ne fut point adoptée; cependant elle reçut une modification notable par la résolution que le comité prit d'abdiquer son action politique pour ne s'occuper uniquement, à l'avenir, que du maintien de l'ordre et de la sûreté publique.

La question de la légion académique présentait de plus graves difficultés; le comité reconnaissait généralement que les éléments de perturbation inhérents à l'existence de ce corps armé, nécessitaient un licenciement immédiat; il eut le courage de le proposer, mais il rencontra, dans la résistance des membres de la légion académique elle-même, un obstacle insurmontable. Cependant, entraînés malgré eux dans le courant réactionnaire, les étudiants consentirent, par une transaction habile, à s'incorporer provisoirement dans les rangs de la garde nationale et à se placer sous les ordres du général Auersperg, commandant en chef des troupes de Vienne. En

dernière analyse, le comité central politique se décida à envoyer une députation de quatre membres à l'Empereur, pour lui exposer les résolutions qu'il venait d'adopter et solliciter son prompt retour.

Les quatre délégués qui devaient représenter la garde nationale, la garde bourgeoise et la légion académique, furent : le président de la députation, le docteur Schiel pour la garde nationale, le capitaine Draudt pour la garde bourgeoise, le docteur Victor Pierre et le professeur Grâf pour la légion académique. La séance terminée, les principaux membres du comité et le général Montecuculli, suivis des quatre délégués prêts à partir pour Inspruck, se rendent au ministère de la guerre, les uns pour offrir au conseil des ministres, qui y siégeait en permanence, leur concours ; les autres, pour recevoir leurs ordres.

De leur côté, la municipalité et le comité bourgeois provisoire, constitués en permanence, avaient pris également la résolution d'envoyer à l'Empereur une députation de quatre membres, qui se joignit à celle du comité central. Ces délégués étaient le docteur Seiller, de Winkler, de Brevillers, riches industriels, et Segner, conseiller de la municipalité. Le même jour, un comité de sûreté et une garde municipale, dont la formation était décrétée depuis longtemps, commencèrent à fonctionner : en même temps, les étudiants, inquiets eux-mêmes de l'attitude que prenaient les ouvriers alarmés de la fusion de la légion académique avec la garde nationale, cherchèrent à les rassurer par une proclamation à laquelle nous conservons textuellement sa couleur et ses incorrections :

« Ouvriers !

« Hommes, vous savez que les étudiants vous ont toujours porté un véritable intérêt.

« Ils sont toujours dans les mêmes sentiments à votre égard, et ils attendent de votre part qu'avec nous, vous conserverez le repos et l'ordre qu'il nous faut avant tout en ce moment, et au maintien duquel les étudiants, les bourgeois et

les gardes nationaux se sont liés fraternellement! Vous vaquerez à vos affaires comme à l'ordinaire, et vous prouverez de cette manière que nous ne nous trompons point en disant : Que vous êtes des gens véritablement honnêtes et braves.

« Croyez-en les étudiants, ceci convient le mieux à notre Empereur, à vous et à nous tous.

« *Signé pour les étudiants :*

« Le docteur GOLDMARK, docteur FISCHHOF, docteur GISKRA. »

Pendant que ces choses se passaient dans l'intérieur de la ville, des événements plus graves compliquaient la situation dans les faubourgs. Les chefs révolutionnaires, à la tête desquels marchaient les rédacteurs en chef des journaux démocrates, *la Constitution* et *le Franc parleur,* croyant le moment opportun pour réaliser leurs utopies, cherchaient à débaucher les ouvriers et tentaient un mouvement républicain. Haefner, rédacteur en chef de *la Constitution,* pérore le peuple dans l'intérêt duquel, par un *généreux désintéressement,* il se propose pour ministre; plus loin, le docteur Hammerschmidt, rédacteur du *Franc parleur,* déclame contre la tyrannie des empereurs et chante les avantages de la démocratie; sur les bords du Danube, des étrangers, revêtus de l'uniforme polytechnique, dirigent une colonne d'ouvriers contre un bateau à vapeur dont ils cherchent à s'emparer; de nombreux émissaires placardent partout des affiches révolutionnaires. Ces mouvements échouèrent sur tous les points sans que l'armée fût appelée à intervenir; l'indignation du peuple en fit justice. L'enlèvement des placards, la correction des afficheurs, l'arrestation des journalistes et la publication de la loi martiale, furent les seuls résultats d'une tentative qui fit éclater, dans toute leur loyauté, les sentiments essentiellement monarchiques du peuple autrichien.

Cette journée eût pu avoir des conséquences décisives si, mieux inspirés, si, répondant aux espérances du parti de l'ordre, les ministres avaient su profiter des dispositions

favorables des masses : ils pouvaient ce jour-là, non-seulement arrêter la révolution, mais il leur était facile de lui arracher toutes les conquêtes qu'elle avait, depuis les événements de mars, enlevées au pouvoir souverain ; mais que pouvait un ministère dont tous les actes, marqués du sceau de la faiblesse ou de l'aberration, ne savaient rien prévoir, rien empêcher, rien réparer? Un ministre au niveau de la situation aurait, ce jour-là même, bridé la révolution par des lois répressives et spontanées. Que fit le ministère Pillersdorff? Il se contenta d'annoncer à la capitale qu'il était sans nouvelles de l'Empereur, et de publier sur la presse une loi dont les dispositions étaient inapplicables, en ce sens, qu'elles déféraient les délits prévus à l'appréciation d'un jury qui n'existait pas.

Or, comme il était facile de le prévoir, les agitateurs, encouragés par l'inertie du pouvoir, ne tardèrent pas à relever la tête; persuadés que l'intérêt matériel de la population était la principale cause de leur échec de la veille, ils résolurent de l'exploiter à leur bénéfice en l'effrayant par des bruits de banqueroute; il leur suffit de quelques mots adroitement jetés dans la bourgeoisie, pour provoquer un commencement d'émeute. En effet, dans la matinée du 20, de nombreux attroupements se formèrent devant la Banque qui, disait-on, avait suspendu ses payements. Cette rumeur paraissait d'autant plus fondée, que des étrangers, semés dans la foule, proposaient des billets de cinq florins, contre trois florins en espèces. Les meneurs, ce jour-là, dépensèrent en pure perte une somme assez importante; ils songèrent à la récupérer en excitant, par un placard, les Viennois au pillage des juifs. Mais, les Viennois possédaient trop bien le sentiment des droits, de la famille et de la propriété, pour répondre à un appel de cette nature; ils réclamèrent vainement, auprès du pouvoir, le châtiment que méritaient des provocateurs aussi lâches que méprisables. Le comité de sûreté, qui venait de s'adjoindre vingt délégués de la garde nationale, répara l'inaction du ministère en publiant, à cet effet, une ordonnance

vigoureuse contre les étrangers qu'elle dénonçait à la surveillance publique.

Le 18 mai, comme on se le rappelle, le comité central politique avait abdiqué son action politique, pour ne s'occuper exclusivement que du maintien de l'ordre et de la tranquillité de la ville; il résilia ces nouvelles fonctions par sa dissolution complète. Cette décision importante fut annoncée, en ces termes, aux habitants de Vienne :

« Ainsi que nous l'avons déclaré à la date du 18 mai, le comité central politique s'était dissous spontanément pour former, avec les délégués de la garde nationale, un comité pour le maintien de l'ordre public et de la sûreté de la capitale. Mais comme, depuis, le comité de sûreté est rempli des pouvoirs analogues et se trouve investi du pouvoir exécutif le plus étendu, le comité central a cru devoir reconnaître son existence ultérieure comme superflue. En conséquence, il a résolu à une immense majorité de se dissoudre définitivement, et cette résolution a été sur-le-champ exécutée. »

Cette assemblée, dont les intentions dans le principe étaient loyales, mais dont l'influence par la suite devint si fatale au pouvoir, rompit complétement ce jour-là avec la Révolution, qui comptait sur elle. Sa dissolution volontaire en présence des dangers qu'elle renfermait en son propre sein, ne fut pas seulement un acte de désintéressement patriotique, ce fut encore une sévère leçon donnée aux ministres qui, dans toutes les occasions, s'étaient si complaisamment soumis à ses exigences. Ceux-ci n'en profitèrent point; l'esprit d'aveuglement les avait frappés d'impuissance.

CHAPITRE VII.

Fermeture de l'Université. — Réception des députations à Inspruck. — Harangue de l'Empereur. — Manifeste du 20 mai. — Effets produits dans les provinces par la journée du 15 mai. — Protestation des peuples fidèles. — Décret ministériel relativement aux écoles. — Proclamation du comte Colloredo. — Réponse ironique de la légion académique. — Décret de dissolut.on. — Journée des barricades. — Incidents curieux. — Triste rôle du ministre Pillersdorff. — La nuit du 26 mai. — Panique. — Les révolutionnaires copistes. — Les ministres s'effacent devant un nouveau comité. — *La Marseillaise*. — Contre-coup du 26 mai dans les provinces. — Mouvements slaves.

Le comte Colloredo venait de reprendre le commandement de la légion académique dont l'incorporation provisoire à la garde nationale s'était effectuée; l'autorité de son nom ne put vaincre les répugnances générales de l'opinion publique à l'endroit de ce corps, redouté de la garde nationale elle-même et des couches intelligentes de la société. En présence de ces sentiments de répulsion, les chefs des étudiants songèrent à se procurer les honneurs de la position par une capitulation volontaire ; à cet effet, ils se réunirent le 22 à l'Université sous la présidence du professeur Füster.

Le docteur Goldmark prend le premier la parole; ce n'est plus le guérillas de l'éloquence révolutionnaire, l'orateur d'avant-garde toujours prêt à dire : En avant! Son front pâli affecte la dignité, son maintien est embarrassé comme son geste, et la parole, contraire cette fois à sa volonté, semble en lutte avec sa conviction. Par un mouvement habile de retraite, il annonce que la mission de la légion académique, n'étant plus en rapport avec les circonstances présentes, devait être considérée comme terminée; il engage cependant les étudiants à continuer leur œuvre patriotique en se faisant dans leurs pro

vinces, au sein de leurs familles, les *saints apôtres de la divine liberté*. Son discours, plutôt subi qu'accepté, produit peu d'effet; Goldmark, accueilli par un profond silence, cède la tribune à un médecin tyrolien nommé Purtscher. Orateur abrupte comme les montagnes de sa patrie, démocrate de bonne foi, Purtscher caractérise en quelques mots la position de la légion académique vis-à-vis du peuple depuis le 13 mars. « Les étudiants, dit-il, ont le mérite d'avoir les premiers réalisé l'idée de la liberté des peuples; mais leur mission sera seulement terminée le jour où les conquêtes du 15 mai seront garanties et où le système de la représentation du peuple sur les bases les plus larges sera établi. Le 15 mai a été l'épilogue des journées de mars, et sans la catastrophe du départ de l'Empereur, tout le monde l'eût approuvé. Le 18 mai a prouvé d'une manière incontestable que parmi les étudiants il n'y avait ni des républicains, ni des anarchistes, mais des monarchistes constitutionnels et de sincères partisans de la dynastie légitime.

« L'Université, livrée à la fougue de la jeunesse, a adopté la vérité pour bannière, tandis que la noblesse et la bureaucratie se sont enrôlées sous celle du mensonge. Les provinces seront surprises du départ de l'Empereur et leur premier sentiment sera celui de l'indignation contre la capitale; mais bientôt après, la raison reprenant son cours, elles apprécieront les intentions secrètes des réactionnaires et la conduite loyale des Viennois. » Après ce préambule, il aborde la proposition du docteur Goldmark qu'il considère avec raison comme une capitulation acceptable, à la condition que les ministres garantiraient les conquêtes du 15 mai, et délivreraient aux étudiants des certificats d'honneur pour les protéger dans leurs provinces contre les colères des populations rurales.

Le docteur Fischhof remplace Purtscher à la tribune : il n'admet pas que les étudiants soient les seuls apôtres de la liberté; s'ils avaient la prétention de revendiquer ce titre, ils deviendraient les aristocrates de la liberté, eux qui combattent si vaillamment les aristocrates de l'histoire. Ils doivent con-

stater que des citoyens de Vienne ont fait cause commune avec eux, que des citoyens leur ont délivré des armes et les ont dirigés. Tout en reconnaissant que la bonne harmonie entre l'Université et les citoyens était indispensablement nécessaire, il est forcé de convenir que l'Université s'est fourvoyée en prenant des allures législatives, en décrétant un nouveau système, en destituant des ministres, en prononçant des sentences, en rendant des arrêts, etc., etc. « La mission de l'Université, dit-il, était de renverser, conjointement avec les autres classes de la société, l'ancien régime. La *aula* a oublié qu'elle n'était point le centre duquel relevaient les provinces entières.» Quoi qu'il en soit, il se rallie complétement à l'opinion du préopinant et reconnaît comme indispensables les conditions apposées au licenciement de la légion académique.

L'assemblée décida, à une grande majorité, que la légion académique ne serait point dissoute, mais que l'Université serait fermée, que le service et les exercices militaires de la légion seraient ajournés au 1er octobre.

Pendant ce temps, les délégués, que nous avons laissés dans le cabinet des ministres, étaient partis pour Inspruck après avoir reçu du baron Pillersdorff des sauf-conduits, et de leurs mandataires des instructions précises dont ils ne devaient point s'écarter; ces instructions étaient ainsi formulées :

« Les porteurs de la présente ont été chargés, par le comité central politique, de se rendre sur-le-champ au séjour actuel de Sa Majesté l'Empereur pour lui soumettre respectueusement ce qui suit : Le désir le plus ardent de la capitale est celui que Sa Majesté daigne jeter le voile de l'oubli sur les événements des derniers jours, et donne aux fidèles habitants de cette ville, par son retour le plus prochain à Vienne, un nouveau gage de ses faveurs et de ses bontés habituelles. »

Ce document, signé par le ministre Pillersdorff et par le docteur Hruby, président du comité central politique, était une nouvelle insulte adressée au souverain et aux délégués, dont la mission ne devenait plus qu'une opération de gendarmes.

Arrivés à Inspruck dans la matinée du 21, les délégués furent introduits à une heure et demie auprès de Leurs Majestés, en présence de l'archiduc François-Charles et de l'archiduchesse Sophie. Les docteurs Schiel et Seiller prononcèrent avec émotion chacun un discours écouté avec des larmes, et auxquels l'archiduc François-Charles répondit, au nom de l'Empereur, par la lecture manuscrite du document suivant, signé Ferdinand :

« Le langage que j'ai tenu à mon peuple a toujours été franc et loyal ; il le sera encore à cette heure solennelle. Je ne saurais nier que la récente conduite, jusqu'à ce jour si loyale, des Viennois envers moi, leur Empereur et leur maître, ne m'ait profondément blessé et n'ait profondément ébranlé ma confiance si grande en la fidélité et le dévouement qu'ils ont témoignés à ma maison dans la prospérité et dans le malheur.

« Mon cœur, navré, a été soulagé à la nouvelle que mon départ de Vienne a ranimé ces sentiments et a réveillé l'amour qui existait encore dans le cœur d'une grande partie de ses habitants, et les a décidés à résister contre les tendances malveillantes des étrangers. Je me livre donc à l'espoir que tous mes enfants reviendront, d'une manière durable, à leurs devoirs de sujets.

« Vous concevrez cependant, messieurs, que pour le moment je ne puisse encore fixer l'époque de mon retour à Vienne, attendu que ce retour dépend de l'accomplissement des conditions, dont mes Viennois doivent attendre patiemment la communication.

« Je tiendrai à mon peuple la constitution que j'ai promise le 15 mars, mais je ne renoncerai et ne laisserai porter atteinte à aucun de mes droits, qui sont étroitement liés à l'exercice de mes devoirs de souverain.

« Inspruck, 21 mai. »

Le reste de la journée se passa en pourparlers qui n'ébranlèrent point la résolution de l'Empereur. Ferdinand ne consentit jamais à donner une réponse plus explicite.

Les délégués reçurent, dans la nuit, la visite du préfet de

police qui les engagea, au nom du gouverneur de la ville, à ne point différer leur retour à Vienne ; l'agitation des esprits à Inspruck était si grande contre eux, qu'il n'osait répondre de leur sûreté. Les députés repartirent le lendemain matin pour Vienne, où ils arrivèrent sans incidents le 24, à quatre heures du soir.

Ils rendirent compte de leur mission avec beaucoup de prudence en évitant, d'une part, l'excitation qu'aurait provoquée, parmi les étudiants, le récit exact de la vérité; en annonçant, d'autre part, l'arrivée prochaine sinon de l'Empereur, du moins des explications franches et loyales. En effet, le ministre de l'intérieur reçut, dans la journée, l'ordre écrit de publier ce manifeste, donné le 20 mai à Inspruck :

« A mes peuples!

« Les événements qui ont eu lieu le 15 mai à Vienne m'ont imposé la triste conviction qu'une faction anarchique, s'appuyant sur la légion académique égarée par des étrangers et soutenue par des fractions de bourgeois et de la garde nationale, voulait me priver de la liberté d'agir pour asservir, de cette manière, les habitants bien intentionnés de ma capitale et les provinces qui, sans doute, devaient généralement s'indigner de ces violences isolées.

« Je n'avais plus que le choix d'obtenir par la force de ma garnison fidèle un passage, ou bien, de me retirer seulement et temporairement dans l'une de mes provinces qui, grâces en soient rendues à Dieu, me sont toutes restées fidèles.

« Le choix ne pouvait être douteux; je me décidai pour l'alternative pacifique non sanglante, et me retirai vers les pays montagneux qui, dans tous les temps, ont invariablement fait preuve de loyauté; pays où je me rapprochais en même temps du théâtre où l'armée combat si vaillamment pour la patrie.

« Loin de moi la pensée de reprendre ou de retrancher les dons que j'ai faits à mon peuple dans les journées de mars, ainsi que leurs conséquences naturelles; au contraire, je serai toujours dans les voies légales disposé à être accessible aux

vœux équitables de mon peuple, et à tenir compte des intérêts nationaux et provinciaux : seulement, ceux-ci, après avoir prouvé qu'ils étaient, en effet, l'expression générale des vœux du pays, doivent être exposés d'une manière légale, discutés par le parlement, et soumis à ma sanction. Ils ne doivent pas être enlevés d'assaut, à main armée, par des individus sans mandats.

« Voilà ce que j'ai voulu dire pour apaiser tous mes peuples qui, depuis mon départ de Vienne, sont livrés à une agitation inquiète ; mais, en même temps, j'ai voulu leur rappeler que, guidé par mon amour paternel, j'ai toujours été prêt à recevoir parmi mes fils le retour de ceux qu'on avait crus perdus. »

C'était la première fois que l'Empereur faisait entendre à ses sujets un langage auquel sa paternelle faiblesse ne les avait point habitués. Les Viennois accueillirent avec défaveur ce manifeste qui, par son esprit de justice et de modération, aurait dû, cependant, les rappeler au sentiment de leurs devoirs. Il n'en fut pas de même dans les provinces où la première nouvelle des événements du 15 mai avait réveillé les traditions monarchiques qui liaient les peuples au souverain. A Gratz, le peuple avait été consterné ; en Moravie, les états, exaspérés de l'attitude hostile de la capitale, avaient démontré, dans une adresse envoyée aux ministres, la nécessité de mettre, le plus tôt possible, un terme à l'anarchie, afin d'assurer à la patrie les bienfaits de la constitution. Les états de Prague avaient expédié une députation à l'Empereur, pour le supplier de venir chercher dans la capitale de la Bohême une sécurité que lui refusait la résidence impériale. Le Tyrol, les états de la Silésie, toutes les provinces de la monarchie, rivalisèrent également en témoignages de dévouement et de fidélité.

De cinquante lieues à la ronde, les gardes nationales fidèles sollicitèrent l'honneur de faire, pendant vingt-quatre heures, le service militaire du palais. Les rigueurs de la saison, le mauvais état des chemins, l'éloignement des distances, rien

ne pouvait arrêter le zèle de ces populations généreuses qui, chaque jour, à tour de rôle, venaient déposer aux pieds d'un monarque à moitié détrôné l'hommage de leur amour. C'était une noble et grande chose, que la vue de cet Empereur, faible et débile, chassé de son palais par la révolution, devenu ainsi l'objet d'incessantes et pieuses manifestations! Jamais, dans ses splendeurs souveraines, il n'avait été entouré de plus de vénération! Le front de Ferdinand, dépouillé de sa couronne, rayonnait plus magnifiquement dans les tristesses de l'exil qu'aux jours de sa puissance absolue, alors qu'au pied de son trône, son regard dominait la foule inclinée des intrigants et des ambitieux, remplacés à cette heure par les pieux courtisans du malheur. Les peuples de la monarchie, accourant en foule, des provinces les plus éloignées, à Inspruck, vénéraient, dans la personne de Ferdinand, plus qu'un homme; ils rendaient hommage et foi à une idée qui portait en elle la fortune de l'Autriche. Leurs témoignages de respect, de dévouement et de fidélité étaient une permanente protestation contre les révolutionnaires et les tristes conséquences de la journée du 15 mai.

La situation de la capitale se compliquait chaque jour, malgré les efforts des honnêtes gens, trop peu nombreux pour résister aux empiétements de la démocratie. Vienne se trouvait livrée, par la faiblesse et la peur, à l'audace croissante de cinquante meneurs qui, d'un geste, d'une parole, pouvaient remuer les masses. Au lieu de la liberté, les Viennois avaient trouvé le despotisme le plus odieux, celui de l'ignorance et de l'anarchie.

Cependant, les étudiants, fidèles à leurs engagements, s'apprêtaient à quitter la scène politique pour rentrer dans leurs foyers, lorsque les ouvriers, avertis de leur dessein, leur envoyèrent une députation composée de douze membres, pour les supplier de ne pas quitter Vienne, s'engageant volontairement de pourvoir aux besoins de leur existence, par l'offre d'une partie de leur salaire journalier. Les étudiants refusèrent ces propositions généreuses, dont les partis populaires

seuls savent donner l'exemple. Cent gardes nationaux du faubourg Neubau (le faubourg Saint-Antoine de Vienne), se rendirent également en députation auprès des écoles : « La retraite des étudiants, dirent-ils, en ce moment décisif, serait une calamité publique. » Les étudiants se trouvaient alors en séance au palais de l'Université ; le docteur Goldmark répondit en leur nom que la légion académique n'oublierait jamais les sympathies qui faisaient son éloge et sa gloire, qu'elle ne se dissoudrait point comme partie intégrale de la garde nationale, mais que depuis les conquêtes du 15 mai (errungenschaften), sa mission étant terminée, elle était décidée à quitter la scène politique, où désormais son action serait sans objet, etc., etc.

Dans cet état de choses, le ministre de l'instruction publique fit afficher le décret suivant :

« En considération des justes désirs d'un grand nombre d'étudiants qui, sous l'empire des circonstances actuelles, ont exprimé l'intention de rentrer dans leurs foyers domestiques, le ministre de l'instruction publique, conformément à un arrêt du conseil, ordonne ce qui suit :

« 1° Les colléges appartenant à toutes les catégories de l'Université, de l'École polytechnique et de l'Académie des beaux-arts, sont fermés dès aujourd'hui pour cette année scolastique ;

« 2° Les professeurs des différents cours sont chargés de délivrer aux étudiants des certificats d'assiduité ;

« 3° Ces certificats d'assiduité serviront à l'exemption du service militaire et à la conservation du bénéfice des bourses ;

« 4° Les étudiants qui désirent passer spontanément un examen seront libres de le faire à la rentrée des études ;

« 5° Les professeurs des cours ne devront pas délivrer des certificats d'assiduité à ceux des étudiants en partance qui n'auront pas justifié de la restitution de leurs armes au dépôt désigné par le commandant supérieur.

« Attendu les réparations qui doivent être faites pendant les vacances au palais de l'Université, celui-ci ne peut servir de magasin d'armes.

En publiant ces dispositions, le ministre attend avec confiance que tous les étudiants, se rappelant leurs devoirs, prouveront toujours et partout, par leur conduite, leur prudence et leur amour pour l'ordre et la justice.

« *Signé* SOMMARAGA, ministre de l'instruction publique. »

Deux heures plus tard, un second placard, émanant du ministre de l'intérieur, expliquait par l'avis suivant le cinquième article du décret rendu par son collègue :

« Il est entendu que ceux-là seuls de MM. les étudiants qui pensent quitter Vienne, devront préalablement restituer leurs armes à leur capitaine. C'est seulement après avoir rempli cette formalité qu'ils recevront leur congé et en même temps un certificat d'assiduité. Le certificat d'assiduité ne dépend point de la restitution des armes. »

Il était impossible de tenir un langage plus humble, plus respectueusement soumis; cependant les étudiants s'en offensèrent et se réunirent aussitôt au palais de l'Université pour protester contre la teneur de ces placards. Telle était leur mauvaise foi qu'ils firent un crime aux ministres d'avoir attribué à un certain nombre d'entre eux la résolution de quitter Vienne, lorsque leur comité n'avait point encore pris une détermination relative à ce sujet.

Cette séance présenta le caractère de l'indécision la plus complète; pour la première fois, les membres de la légion académique, n'osant prendre sur eux la responsabilité d'une résolution *ab irato,* s'ajournèrent au lendemain.

La garde nationale profita de cet intervalle pour trancher la question dans un sens hostile au ministère; soutenus par le revirement de la bourgeoisie armée, les étudiants déclarèrent que non-seulement ils ne quitteraient point Vienne, mais que la *aula,* deux jours par semaine, serait une chaire politique d'où les apôtres de la liberté feraient l'éducation démocratique du peuple.

La question s'envenime de plus en plus; la légion acadé-

mique se prépare à la résistance, le ministère persiste dans ses résolutions; c'était le 25 mai; le comte Colloredo-Manssfeld, commandant la légion académique, sans avis préalable et de sa propre autorité, adresse aux étudiants, par une affiche, l'invitation de se dissoudre.

« Étudiants, leur dit-il, répondez franchement et ouvertement à la question que votre commandant vous adresse dans le ferme espoir d'apprendre la vérité tout entière. Avez-vous confiance en moi? Croyez-vous que je prenne à cœur vos intérêts aussi bien que ceux de la patrie? Pensez-vous que, dans ces temps difficiles, je puisse distinguer la vérité du mensonge, le droit de l'injustice, et que j'aie le courage de m'opposer franchement et sans hésitation aux choses injustes?

« J'attends et même j'exige de vous, dans un délai de vingt-quatre heures, un *oui* ou un *non* positif. Si vous me répondez par un *non*, je me démettrai sur-le-champ du commandement de la légion que personne ne doit garder sans votre confiance; mais, si votre réponse est affirmative, écoutez un conseil, une bienveillante remontrance, une prière de ma part : Dissolvez vous-mêmes, généreusement et sans retard, la légion; cette action vous honorera, elle sauvera la ville de Vienne et la patrie entière; elle favorisera l'établissement et les développements si nécessaires de la constitution, et enlèvera toute chance possible à la réaction.

« Vous avez bien souvent délibéré sur cette question et l'avez résolue négativement; mais l'avez-vous bien examinée sous toutes ses faces? Ne vous êtes-vous pas laissé entraîner par des avis intéressés? Êtes-vous bien convaincus que ces avis ne soient pas inspirés par des intentions funestes? Étudiants, prenez garde! vous pourriez facilement dépasser le but sublime de consolider le salut que la patrie entière, et non pas des individus isolés, vous a confié le 13 mars. Écoutez donc la voix impérieuse de toutes les populations de Vienne et des provinces; ne confondez pas les cris exigeants de quelques particuliers avec la voix calme des peuples; ne soyez pas

sourds à la voix de votre pere bienveillant, et vous avez lieu de me reconnaître comme tel.

« Ne soyez pas sourds, comme vous l'avez déjà été plusieurs fois, lorsque j'ai fait observer à un grand nombre d'entre vous combien ils étaient coupables de troubler le repos nocturne de nos concitoyens; lorsque je me suis prononcé avec indignation, en présence de vos capitaines, contre la violation à jamais inexcusable du foyer domestique.

« Si vous suivez mes avis, vous ne m'indemniserez point des reproches que mes amis, les meilleurs, m'adressent chaque jour, de ne vous avoir pas quittés depuis longtemps. Volontiers je déposerais le *feutre allemand* avec vous, mais sans vous, avec douleur. »

La première impression des étudiants, à la lecture de ces conseils donnés par un soldat plus habitué à tenir l'épée que la plume, fut un mouvement de colère. « Si l'on veut notre feutre allemand, s'écrièrent-ils, qu'on vienne le prendre sur notre tête. » La seconde impression fut le sentiment d'une amère ironie, ainsi que le constate la réponse de la légion académique au comte Colloredo; elle était ainsi conçue :

« La légion académique à son commandant.

« Votre franche demande exige une réponse franche. Les coins de rue ne sont pas des endroits convenables pour qu'un père discute et prenne des arrangements de famille avec ses fils; mais vous avez pris, vous-même, l'initiative du mode de publicité, nous le suivons; ni le père, ni les fils, ne peuvent la redouter.

« Nous avons confiance en votre patriotisme, nous honorons votre courage, nous respectons votre intelligence; mais, de son côté, la légion académique n'a pas faibli à l'heure du danger; elle aussi, elle aime sa patrie; sans trop les exagérer, elle a foi dans ses lumières; et si l'honneur, si le salut de la patrie l'exigeaient, elle sacrifierait, volontiers, son existence; dans cette hypothèse, elle n'aurait besoin ni de vos conseils, ni de vos

prières. Mais, ainsi que vous le dites vous-même, nous avons examiné sérieusement et plusieurs fois la question de notre existence, et ce n'est point l'avis de quelques individus, ce ne sont point des remontrances isolées qui nous décident à garder notre poste; mais c'est la conviction intime, inébranlable de tous que, maintenant plus que jamais, nous devons, unis à la garde nationale, veiller vigoureusement au salut de la patrie entière.

« Donc, la légion académique ne se dissout point; entre elle et les conquêtes du 13 mars et du 15 mai, c'est à la vie, à la mort.

« La grande voix de la population de Vienne, les sympathies de nos concitoyens magnanimes, nous garantissent la juste appréciation de nos efforts, et les désirs de la durée de notre existence. Si la vérité pénètre un jour dans les provinces, si le mensonge et la calomnie sont bannis, tous les peuples de l'Autriche tendront une main reconnaissante et fraternelle à la légion académique.

« Monsieur le commandant, nous vous avons choisi avec joie pour notre chef; nous vous verrons avec douleur quitter nos rangs; le feutre allemand ne pourrait couvrir une plus noble tête que la vôtre; mais, si vous le déposez, il n'en restera pas moins sur la nôtre un chapeau d'honneur. »

Cette réponse ironique était une insulte et un défi jetés l'une, au commandant, l'autre, au ministère; le commandant méprisa l'insulte; le ministère accepta le défi, par le décret de la dissolution de la légion académique.

Après un long préambule justificatif et de timides considérants, le comte Albert Montecuculli, président du gouvernement de la Basse-Autriche, ordonna l'exécution immédiate des mesures suivantes :

« 1° La légion académique de Vienne, dans son organisation actuelle comme partie indépendante de la garde nationale, est dissoute, dès aujourd'hui, pour ne former avec la garde nationale qu'un seul corps;

« 2° Les membres de la légion, notamment les professeurs,

les docteurs, les aspirants au doctorat qui, suivant le règlement provisoire en vigueur de la garde nationale, sont obligés d'en faire partie, doivent y entrer dans un délai de huit jours;

« 3° Il est facultatif aux étudiants de tous les cours, tant qu'ils seront dûment inscrits comme auditeurs ordinaires, de faire partie de la garde nationale suivant leur quartier respectif, et conformément aux règlements mentionnés;

« 4° Dans le cas affirmatif, ils doivent se faire inscrire sur les contrôles de la garde nationale dans un délai de huit jours;

« 5° Les étudiants qui, pour vaquer paisiblement à leurs études, ne voudront pas profiter de leur droit d'incorporation, devront remettre leurs armes dans les vingt-quatre heures au dépôt d'armes de l'arsenal des bourgeois;

« 6° Les palais de l'Université, de l'École polytechnique et des Beaux-Arts sont fermés, dès aujourd'hui, jusqu'à nouvel ordre;

« 7° Les individus qui, n'étant ni professeurs, ni docteurs, ni aspirants au doctorat, ni étudiants dûment enregistrés comme auditeurs ordinaires, ont été incorporés abusivement à la garde nationale, remettront leurs armes, également, dans les vingt-quatre heures, sous peine de mesures coercitives;

« 8° Les membres de la légion académique dissoute qui prouveront avoir fait des dépenses pour la réparation des armes ou d'autres faits relatifs, seront convenablement indemnisés par le fisc;

« 9° Le commandant en chef de la garde nationale est chargé de l'exécution immédiate de la présente ordonnance.

« Vienne, 25 mai. »

Dans la prévision des événements qui devaient être inévitablement la conséquence de cette mesure de rigueur, le pouvoir avait pris des dispositions militaires. Les troupes de la garnison occupaient les positions les plus importantes; l'infanterie

était massée sur les places, la cavalerie était rangée en bataille sur les glacis; pour la première fois, les membres du comité de sûreté, revêtus des insignes de leurs fonctions, parcouraient les rues; ils étaient ceints d'une écharpe blanche et armés du bâton de constable anglais. De leur côté, les étudiants se préparaient à la résistance; la lutte semblait inévitable.

Fermement décidé à faire exécuter la loi, le comte Colloredo se rend à l'Université; il somme les gardes de service d'évacuer leur poste, et il donne en même temps l'ordre de fermer les portes du palais. Les gardes refusent de lui obéir; le commandant les menace de la rigueur des lois :

— Les lois sont pour nous, répondent-ils; nous ne rendrons pas lâchement le poste qu'elles nous ont confié.

Le comte est obligé de se retirer. Plus tard, le général Sardagna et le comte Montecuculli, négociant à leur tour avec les hommes de garde, prolongent la durée de leur service jusqu'à six heures du soir. Dans cet intervalle, les étudiants se réunirent au palais de l'Université; après une discussion passionnée, dominée cependant par la voix de la raison, la majorité de l'école était parvenue à décider la légion à déposer les armes et à se dissoudre, lorsque tout à coup un détachement de troupes de ligne, conduit par plusieurs membres du comité de sûreté, se présente, baïonnette au bout du fusil, devant le palais; alors le cri de : « Nous sommes trahis! » retentit de toutes parts. Les gardes nationaux répondent à ce cri par un appel aux armes! Les conventions du 15 mai sont violées, disent-ils, puisque, d'après ces conventions, l'armée ne doit intervenir que sur les réquisitions de la garde nationale.

Dans ce moment, des émissaires annoncent que toutes les portes de la ville sont occupées militairement, à l'exception de celles de Carinthie et des Écossais; à cette nouvelle, la garde nationale et les étudiants courent aux armes et jurent de repousser la force par la force. Le détachement conduit à l'Université est obligé de se replier en désordre; la catastrophe est imminente. Les étudiants parcourent la ville et

soulèvent le peuple; à leur voix, des attroupements se forment dans toutes les rues; les tambours battent la générale dans les faubourgs; les ouvriers se lèvent en masse et prennent les armes. Plusieurs compagnies de la garde nationale *intra-muros*, méconnaissant la voix de leurs officiers, abandonnent leur drapeau et font cause commune avec les étudiants. L'émeute atteint bientôt les proportions d'une véritable révolution. Le danger augmentait de minute en minute; il n'y avait pas un instant à perdre, il fallait agir... et les ministres délibéraient!...

A huit heures et demie, les ouvriers forcent la porte de Leopoldstadt; un léger engagement a lieu à la porte de la Tour Rouge; quelques coups de fusil sont tirés; un des assaillants tombe mortellement frappé. A la vue du sang qui coule, les ouvriers se dispersent en proférant le cri accoutumé : « Aux armes! on assassine nos frères! » Bientôt après, ils forcent le passage, pénètrent en ville, et se dirigent au pas de course vers le palais de l'Université, où une partie des étudiants organise des travaux de défense, pendant que l'autre délibère.

Le docteur Goldmark occupait la tribune. Il déclarait que les étudiants s'étaient acquis, par la modération de leur conduite et la loyauté de leurs sentiments, les sympathies des Viennois; au nom du salut de la ville, il les conjurait de s'abstenir de toutes manifestations qui pourraient, en forçant la retraite d'un ministère libéral, ouvrir la porte à un cabinet réactionnaire. Il terminait en disant que le comité des étudiants en permanence prenait sur lui la responsabilité de toutes les mesures; que nul, par conséquent, ne devait agir par des voies arbitraires, etc.

Ces exhortations, goutte d'eau jetée sur un incendie, furent appuyées par le ministre de l'intérieur, qui, de son côté, cherchant à rétablir l'ordre, affirmait officiellement que le gouvernement n'exigeait autre chose des étudiants que leur incorporation dans la garde nationale, que ni leur honneur, ni leur sûreté, n'étaient menacés, si comme citoyens de l'État ils obéissaient aux dispositions des lois.

La lecture de cette déclaration venait d'être faite à la *aula*, quand tout à coup le bruit se répand que le peuple commence à construire des barricades; le docteur Goldmark se présente au balcon pour haranguer la foule; mais, au même instant, une nouvelle qui coïncidait avec les coups de feu partis à la porte de la Tour Rouge, annonce que la lutte vient de s'engager entre le peuple et l'armée; le sang a déjà coulé; plusieurs étudiants et quelques bourgeois ont été tués, dit-on. Sur ces entrefaites, l'arrivée d'un jeune étudiant blessé semble donner de la consistance à cette nouvelle mensongère. La fureur du peuple éclate, et, de toutes parts, les cris de : Aux barricades! se font entendre. Alors, au bruit du tocsin qui sonne à tous les clochers de la ville, les chefs révolutionnaires déclarent que l'insurrection est le plus saint des devoirs. Les insurgés dépavent les rues; de jeunes femmes, élégamment vêtues, des jeunes gens gantés comme pour le bal, des vieillards à cheveux blancs, des enfants même se joignent à eux; les barricades s'élèvent rapidement et menaçantes: des étrangers, parmi lesquels se distinguent des Polonais et des Français, président à leur construction; du geste et de la voix, ils encouragent l'activité des travailleurs et le dévouement des citoyens qui, pour concourir à l'édification des forteresses insurrectionnelles, apportent à l'envi des matelas, des paillasses, des commodes, des meubles précieux; une jeune mariée fait avec fierté le sacrifice de son lit nuptial; une mère dépose romainement sur un monceau de pierres le berceau de son enfant; un avocat jette par ses fenêtres les débris de sa bibliothèque. Pendant ce temps, on monte des pierres aux étages supérieurs, pour écraser l'ennemi qui se présenterait; on prépare de l'eau bouillante, on arme les croisées, chaque percée devient une embrasure où brille un canon de fusil. En moins d'une heure, la ville est hérissée de barricades, sans que les troupes aient fait un mouvement pour empêcher ce travail révolutionnaire. Seul, le commandant d'un bataillon arrivé par des rues transversales à la Schulgasse, vers la Baecker Strasse, s'était vainement opposé, par des paroles, à

la construction de la première barricade qui, en cinq minutes, s'était élevée sous ses yeux à la hauteur d'un second étage, et avait été immédiatement occupée par des étudiants.

Telle était la situation de la ville. L'aspect des faubourgs n'était guère plus rassurant. Les ouvriers, armés de toutes sortes d'instruments meurtriers, s'apprêtaient à se porter sur la ville pour secourir leurs amis les étudiants ; ils portent à leur chapeau, en guise de cocarde, cette inscription : *Conservation de la légion académique;* ils se forment en colonne sous des drapeaux improvisés, et tambours battants ils se mettent en marche.

A la vue de ces apprêts qui sentent la poudre et semblent présager de sanglantes luttes, le docteur Goldmark arbore un mouchoir blanc au bout de sa baïonnette, et, suivi d'un grand nombre d'étudiants qui imitent son exemple, il se rend au ministère de la guerre ; les ministres s'y trouvaient en séance, Goldmark demande à connaître leurs intentions ; ils répondent que force doit rester à la loi. « C'est mon avis, s'écrie le docteur, mais la loi ainsi que la force sont contre vous : tout le peuple est en armes, son nombre et sôn courage le rendent invincible ; donnez le signal du combat si vous l'osez, mais rappelez-vous bien que, par ma voix, le peuple vous rend responsables du sang qui coulera. »

Pressés d'une part par la fougueuse éloquence du tribun, effrayés d'un autre côté par les rapports qu'ils reçoivent incessamment, les ministres, reculant devant les conséquences d'une résolution énergique, publièrent, coup sur coup, trois proclamations rédigées à la hâte et sous la pression de la peur. Nous les reproduisons textuellement :

« Pour répondre aux pressants désirs de la population de prévenir de plus grands dangers et pour répondre également aux désirs de la légion académique, le conseil des ministres a résolu de ne pas insister sur l'exécution de la dissolution de la légion académique, et de son incorporation dans la garde nationale ; il attend que la légion académique offrira elle-même spontanément les garanties nécessaires pour

rendre possibles le retour et la sûreté personnelle de l'Empereur.

« *Signé :* LES MINISTRES. »

« *Par les présentes, les troupes reçoivent l'ordre de se retirer sur-le-champ. Les ouvriers seront en même temps pourvus de suite de travail, en échange de quoi ils devront reprendre leurs travaux* (sic).

« *Signé :* LES MINISTRES. »

« Les soussignés certifient que, sur l'ordre du commandant, les troupes de la garnison sont déjà rentrées dans leurs casernes et qu'elles ne pourront agir que sur la demande expresse de la garde nationale.

« *Signé :* LES MINISTRES. »

Le docteur Goldmark, persuadé que ces concessions calmeront le peuple, vole au Kohlmarkt pour annoncer aux insurgés la capitulation du ministère et les engager à défaire les barricades; mais sa voix est méconnue, sa popularité bafouée, sa personne injuriée; on le presse, on l'entoure, on le frappe. Pendez le réactionnaire! s'écrie la foule, à la potence le traître, à la potence! Goldmark, meurtri, brisé de coups, parvient enfin à se sauver, disant : « *Je n'aurais jamais cru que la Roche Tarpéienne fût si près du Capitole!* » Tous ces réformateurs ignoraient l'histoire et le peuple.

Pendant que cette scène se passait au Kohlmarkt, de nombreux émissaires parcouraient à cheval les principaux quartiers de la ville pour annoncer les concessions ministérielles et calmer l'irritation des masses; mais ils ne rencontraient partout que des visages sombres et de sinistres défiances. Vainement ils engageaient les insurgés, au nom du salut de la patrie, à rentrer dans l'ordre et à défaire les barricades devenues désormais inutiles; ceux-ci leur répondaient que le peuple, trompé trop souvent par des promesses fallacieuses, ne voulait plus être dupe de sa bonne foi. « Puisque le peu-

ple est vainqueur, disaient-ils, le peuple a le droit de commander ; il ne déposera les armes et ne rétablira la circulation publique qu'après avoir obtenu des garanties positives. »

Invités à préciser la nature de ces garanties, les meneurs rédigèrent aussitôt sur les barricades la pétition suivante :

« Le peuple demande et exige :

« 1° Les troupes quitteront la ville de Vienne dans les vingt-quatre heures ; les bourgeois, la garde nationale et les étudiants garantissent le repos de la capitale ;

« 2° Les conquêtes du 15 mai sont garanties par les ministres dans leur plus ample étendue; des otages fournis par la noblesse répondront que l'Empereur ne violera pas sa parole donnée ;

« 3° L'Empereur est sommé de rentrer en sa capitale dans un délai de huit jours, ou de nommer un *alter ego* qui devra fixer sa résidence à Vienne, capitale de l'Empire et siége du parlement.

« Avant l'obtention de ces trois demandes, nulle barricade ne sera détruite, nul fusil ne sera déposé.

« *Signé :* BOURGEOIS, GARDES NATIONAUX, ÉTUDIANTS, OUVRIERS. »

Malgré la retraite des troupes et l'acquiescement des ministres à toutes les exigences de l'insurrection, les rebelles persévérèrent dans leur attitude menaçante; l'irritation populaire, changeant de direction, se tourna contre le comte Montecuculli, le général Hoyos et le comte Colloredo, dont on demandait l'arrestation et la mise en accusation. Le général Hoyos seul put être arrêté, les deux autres avaient pris la fuite. Quelques heures après, le grand chambellan comte Dietrichstein, dénoncé comme un des réactionnaires les plus influents, fut également arrêté et conduit à l'Université, où le général Hoyos se trouvait enfermé avec sa femme, qui avait sollicité comme une grâce le périlleux honneur de partager le sort de son mari.

A trois heures, le bruit se répandit que le général prince

de Windisch-Græetz marchait contre la ville à la tête de quatre régiments. Une députation se rend aussitôt chez le ministre de la guerre, qui s'empresse de démentir cette nouvelle inventée par le mensonge et la malveillance. En même temps, les ministres, désavouant de nouveau les mesures prises contre la légion académique, menacent de la rigueur des lois les instigateurs présumés de ces mesures dont eux-mêmes avaient pris l'initiative. Le baron Pillersdorff, déclinant une responsabilité qui lui revenait en partie, eut le triste courage de publier à ce sujet un avis ainsi conçu :

« Conformément au désir de MM. Scherzer, Kalazdy, Ranftl, Lechleitner et Habza, je n'hésite point de déclarer que les auteurs et les complices des événements désastreux de cette journée seront soumis à une enquête et livrés à une punition sévère dont les résultats seront publiés. »

Jamais un pouvoir constitué plus ou moins légalement ne porta si loin le mépris de sa dignité et le cynisme de son abaissement.

Les insurgés profitèrent de leur facile victoire pour mettre en liberté les journalistes emprisonnés à la suite des mouvements républicains tentés dans la journée du 18.

Malgré l'effervescence des esprits et le bruit des armes se mêlant au son du tocsin, au roulement des tambours, la ville présenta, à l'approche de la nuit, un aspect assez calme, mais étrange et pittoresque.

Un certain nombre de femmes, honte et rebut de leur sexe, avaient formé spontanément une compagnie; bizarrement armées les unes de sabres, les autres de fusils, celles-ci de piques, celles-là de pistolets, elles faisaient des patrouilles ou paradaient, drapeau déployé, dans les rues, à travers les rires du mépris ou le silence du dégoût; on vit, ce soir-là même, une femme que son éducation ou sa position sociale auraient dû prémunir contre une semblable aberration, monter la garde, sabre en main, à la porte de l'Université... Le peuple, debout aux barricades, buvait et mangeait en attendant un ennemi qui n'existait pas. La lueur des torches, éclairant en

silhouette les visages accentués des insurgés; les discours des orateurs faisant du patriotisme le verre à la main; les harangues des étudiants poétisant leur courage en face de veau froid et de choucroute; l'héroïsme des gardes nationaux au feu... de leurs cigares; l'attitude généreuse des vainqueurs; la désinvolture agaçante des nymphes de carrefour; la débauche se voilant à peine aux regards dans l'ombre projetée des barricades; la main calleuse des barricadeurs demandant le salaire de leur travail, parant l'aumône du nom de quête patriotique; cette même main écrivant sur les murs des maisons : *Respect à la propriété;* le choc des verres et des baisers, l'éclat des rires et des voix, formaient çà et là des contrastes insaisissables au pinceau de l'artiste comme à la plume de l'historien; les couleurs variées de la fantaisie donnaient à ce tableau nocturne les tons les plus fantastiques; c'était la perfection du laid!

Peu à peu les bruits de l'insurrection s'étaient apaisés, le silence du repos commençait à remplacer les rumeurs du peuple en travail d'émeute, lorsque tout à coup une formidable détonation se fit entendre dans la direction du faubourg de Leopoldstadt : « Nous sommes trahis! s'écrient les insurgés en armant leurs fusils; les ministres nous ont trompés; voici Windisch-Grætz!... aux armes! aux armes! » Aussitôt les cloches des églises sonnent le tocsin, les tambours battent la générale, les barricades se couronnent de défenseurs, les chefs animent le courage des bataillons; un Français, professeur breveté de barricades, parodiant *la Marseillaise,* s'écrie dans une langue inconnue : « Le jour de gloire est arrivé! » — « C'est possible! lui répond un garde national qui l'a deviné plutôt que compris; mais Windisch-Grætz arrive aussi.... » Une seconde détonation retentit dans les murs de la ville, plus de doute, c'est le signal de l'attaque. « En avant! s'écrie un étudiant; à la mort, les braves! » Les meneurs, qui préfèrent vivre, se retranchent derrière les barricades; la compagnie des femmes armées s'éclipse, et les plus braves attendent d'un pied plus ou moins ferme, en raison des libations nombreuses,

les troupes du prince de Windisch-Grætz, qui ne viendront point.

. . . .

Les détonations qui s'étaient fait entendre n'étaient autre chose que des salves de réjouissance tirées en l'honneur d'une colonne hongroise arrivée de Presbourg au secours des Viennois. Alors l'enthousiasme remplaça la panique, et le reste de la nuit se passa en réjouissances et en accolades fraternelles.

Ainsi que chaque jour, chaque événement a son lendemain. La réflexion, alors succédant à l'enthousiasme, représente les choses sous leur véritable point de vue. Le lendemain donc 27, les Viennois modérés et clairvoyants se réveillèrent avec le sentiment de la stupeur : vainement à la vue des imposantes barricades, leurs journaux écrivaient en gros caractères : « Honneur à vous, frères ! vous pouvez maintenant porter fièrement vos regards sur la grande ville de Paris ; vous n'avez plus rien à lui envier. » Ils se demandaient quel serait en dernière analyse le mot définitif de ces commotions répétées qui, se succédant, détruisaient les droits de l'autorité et l'autorité du droit. C'est ici le lieu de constater que les meneurs, pendant les diverses phases de la révolution de Vienne, ont pris constamment pour modèles les hommes et les choses de la révolution de Paris : pâles et maladroits copistes, ils n'ont pas eu même le mérite de l'invention ; ils n'ont fait que calquer. En effet, avant de prendre une mesure, d'arrêter un projet révolutionnaire, les meneurs n'examinaient point si le projet et la mesure étaient applicables, mais s'ils avaient un antécédent dans l'histoire révolutionnaire de Paris. Alors, sans tenir compte de la différence des mœurs et du tempérament des deux nationalités, ils poursuivaient leur œuvre de démolition.

Cet esprit d'imitation se manifeste aussi bien dans les idées que dans les actes de toutes les révolutions éclatées en Allemagne depuis le 24 février 1848, partout la France procure l'exemple des faits et fournit le type des idées. La barricade, cette vieille incarnation de Paris frondeur ou révolté, s'élève

avec les mêmes matériaux sur les mêmes bases, d'après les mêmes modèles, à Vienne, Dresde et Berlin. Les légions académiques jouent dans ces diverses capitales le rôle de la jeunesse de nos écoles; l'*Histoire des Girondins*, mise en roman par M. de Lamartine, leur sert de manuel et de guide dans leurs *steeple-chases* révolutionnaires. A Vienne comme à Francfort, Dresde, Munich et Stuttgard, les discours, les proclamations, les décrets qui préludent et succèdent aux faits, sont les épreuves daguerréotypées des proclamations, des discours et des arrêtés de Paris.

Ainsi qu'on l'a remarqué dans les événements du 26 mai, les membres du comité de sûreté avaient puissamment contribué à préserver la capitale de plus grandes calamités. Les ministres reconnurent eux-mêmes les services qu'ils rendirent ce jour-là en leur prêtant le concours de leurs efforts et de leur influence sur les masses; ils firent plus, ils les supplièrent de se constituer en un comité auquel ils abandonnèrent complétement les rênes du gouvernement par une proclamation ainsi conçue :

« Le conseil des ministres reconnaît les circonstances extraordinaires qui ont nécessité la création d'un comité composé de bourgeois, de gardes nationaux et d'étudiants, afin de veiller à l'ordre, à la sûreté de la ville et *aux droits du peuple*. Le conseil des ministres sanctionne donc les résolutions adoptées par ce comité le 26, ainsi qu'il suit :

« 1° La garde des postes de la ville est montée uniquement par la garde nationale et la légion académique; les autres gardes sont montées en commun, par la garde nationale, la légion académique et l'armée. La garde du ministère de la guerre, étant un poste militaire, sera montée par la troupe de ligne seule;

« 2° Ne resteront à Vienne que les troupes nécessaires au service; les autres devront quitter la ville le plus tôt possible;

« 3° Le comte Hoyos restera sous la surveillance du comité des bourgeois, comme caution des engagements et des conquêtes des 15 et 26 mai;

« 4° Les instigateurs des événements du 26 mai seront traduits devant un tribunal public;

« 5° Le ministère prie instamment Sa Majesté de revenir dans le plus court délai possible à Vienne, ou de nommer un prince de la famille impériale pour *alter ego* dans le cas où sa santé s'opposerait à son retour.

« En même temps, le ministère doit engager le comité nouvellement créé de lui faire connaître les garanties qui peuvent être données à Sa Majesté pour sa sûreté personnelle et celle de la famille impériale.

« En outre, le ministère met sous la protection des Viennois et du comité récemment formé toutes les propriétés de l'État, ainsi que celles de la cour impériale, tous les établissements publics, toutes les collections, institutions et corporations de la capitale, et il déclare le comité indépendant de toute autorité. Mais, en même temps, le comité doit être chargé de l'entière responsabilité du repos, de l'ordre public, ainsi que de la sûreté des personnes et des propriétés. »

Cette proclamation, jointe aux efforts des membres du nouveau comité, qui prit le titre de : Comité des bourgeois de Vienne, de la garde nationale et de la légion académique, pour le maintien de l'ordre, la sûreté et pour sauvegarder les droits du peuple, parvint à calmer la multitude.

Dans l'après-midi, ce comité se réunit en séance et décida, après de longs débats : 1° Que les barricades seront enlevées dans la nuit par les ouvriers, et que la circulation des principales artères sera rétablie sur-le-champ; 2° que le ministère de la guerre accordera à la garde nationale et à la garde bourgeoise six batteries d'artillerie, qui seront placées sur le rempart. En même temps, le comité nomme commandant en chef de la garde nationale un nommé Pannasche, poëte qui faisait d'assez beaux vers sous l'uniforme de colonel.

Ce jour-là même, dans la soirée, la musique de la garde nationale, égarée sans doute par l'esprit de vertige qui bouleversait toutes les têtes, exécuta, sur la place de l'Université, *la Marseillaise,* qui si longtemps, en haine de l'Autriche elle-

même, avait retenti soit sur les champs de bataille, soit au pied des échafauds. Ce chant électrique eut deux fois les honneurs du bis; les ministres eux-mêmes, dit-on, l'applaudirent avec enthousiasme, car ils étaient encore ministres, ces hommes qui, n'ayant pas eu le cœur de donner leur démission, continuaient à siéger sur leurs chaises curules, non pour y mourir fièrement drapés dans leurs toges, mais pour assister passivement à toutes les défaillances, à toutes les hontes. De faiblesses en concessions, de concessions en lâchetés, ils avaient perdu non-seulement le sentiment de leur dignité personnelle, ils avaient perdu la dignité de la justice et du droit. Un seul d'entre eux, soldat plutôt que politique, le comte Latour, déplorait la fatale inertie du cabinet; plusieurs fois sur le point de briser son épée, il avait offert sa démission; mais trop brave pour la donner définitivement en face du danger, il ne voulut point séparer sa fortune de celle de ses collègues. Quelques mois plus tard, il devait, en succombant victime de leurs fautes, servir d'holocauste à la révolution.

Pour s'effacer entièrement, le ministère n'avait plus qu'un pas à faire; il le fit le 28, en déléguant, par l'arrêt officiel qui suit, ses pleins pouvoirs aux mains du comité :

« Comme par arrêt du conseil, en date de ce jour, toutes les dispositions relatives au repos et à l'ordre publics ont déjà été confiées immédiatement au comité provisoire de la bourgeoisie, de la garde nationale et de la légion académique, le ministère déclare qu'il ne sera plus en demeure de prendre de lui-même une résolution analogue. Néanmoins, s'il jugeait nécessaire de prendre une résolution ou une mesure qui importerait plus ou moins au repos ou à l'*ordre public, il en préviendrait chaque fois et sur-le-champ le comité, conformément à la demande qu'on lui aurait adressée.* »

Les jours qui suivirent s'écoulèrent dans la paix; les barricades avaient disparu, les boutiques s'étaient rouvertes, les promeneurs avaient retrouvé le chemin du *Prater,* la ville entière jouissait d'un calme depuis longtemps inusité : la

tempête avait sa réaction. Mais il n'en était pas de même dans les régions turbulentes de la démocratie des provinces, toujours disposées à subir, pour en profiter, les contre-coups des événements dont Vienne était le théâtre.

Les membres de la seconde députation des Bains de Venceslas avaient formé, dès leur retour à Prague, le noyau d'un comité national, et l'avaient placé sous la présidence du comte Léon Thun, récemment nommé président du gouvernement de Bohême. Ce comité était divisé en douze sections, dont le but ostensible et avoué était de s'occuper des travaux préliminaires, applicables aux opérations de la première diète. Dix-sept jours après son ouverture, qui eut lieu le 13 avril, vingt et un de ses principaux membres adressèrent, au nom de ce comité, une proclamation à toutes les races slaves, pour convoquer des mandataires, investis de leur confiance, à une assemblée générale fixée au 31 mai, dans l'ancienne ville slavienne de Prague. D'après cette proclamation, le but de cette assemblée était de prendre en considération tous les intérêts de la nationalité slave, et d'arrêter un plan général de conduite, vis-à-vis du parlement de Francfort, dont les prétentions d'incorporer à l'Allemagne les pays non hongrois de l'Autriche menaçaient de briser les liens qui unissaient les races slaves, et compromettaient leur indépendance. La convocation de ce congrès était sans doute la conséquence du refus qu'avait fait l'Empereur de recevoir la protestation d'une députation slave, au sujet des élections à la diète de Francfort.

L'invitation adressée par le comité national de Prague à tous les éléments slaves de la monarchie, était légèrement tintée de panslavisme; on en trouve une preuve dans le passage suivant :

« *Les Slaves qui sont en dehors de notre monarchie* seront les bienvenus, s'ils daignent nous honorer de leur présence; cependant, nous déclarons ouvertement que nous sommes résolus de rester fidèles à la maison régnante et de conserver l'intégrité de l'empire d'Autriche. En conséquence, nous repoussons d'avance, comme mensongère et calomnieuse,

toute insinuation qui nous accuserait de panslavisme et de tendances russes. »

L'antagonisme des Tchèques contre l'élément germanique puisait une apparence de légalité dans les événements qui, depuis le 13 mars, troublaient chaque jour le repos de la capitale et compromettaient le salut de la monarchie. Cet antagonisme, de plus en plus prononcé, devint bientôt la source de graves dissidences au sein de la garde nationale et des étudiants bohêmes, fractionnés en deux camps, dont la langue slave et la langue allemande formaient les limites. Le parti tchèque de la garde nationale, se formant en confrérie, adopta le nom de Swornoste; il se distinguait du parti opposé par une toque à plume flottante, qui lui servait de coiffure. En même temps, un grand nombre de clubs politiques divisa la ville en deux partis groupés, chacun, sous un drapeau différent; les plus importants étaient pour les Tchèques la *Slavia,* et pour les Allemands la *Concordia.* C'est à cette époque que prit aussi naissance le fameux club connu sous le nom de tilleul slave (*Slowanska Lipa*). Scindées par les deux partis contraires, les rues de Prague devinrent bientôt le théâtre de désordres, dont la question juive, ainsi que précédemment à Pesth et Presbourg, servit de premier prétexte. Ces mouvements, religieux d'abord, ne tardèrent pas à prendre un caractère politique qui se traduisait par des discours où, de part et d'autre, les partis retrempaient leur esprit de nationalité, en des provocations réciproques. Les Tchèques, plus ardents à la lutte, ne laissaient échapper aucune occasion d'attaquer l'élément germanique. C'est ainsi qu'un de leurs principaux chefs, le célèbre historiographe Palacki, repoussa les avances du parlement de Francfort, en déclarant que l'Autriche ne pouvait avoir rien de commun avec l'Allemagne, attendu qu'elle devait chercher son point de gravitation en elle-même et uniquement dans la nationalité slave. De ce moment, le parti slave, se jetant carrément dans la lutte, marcha drapeau déployé.

Deux députés viennois, élus à la constituante de Francfort,

venaient de se rendre à Prague pour négocier un arrangement, mais leur mission, échouant devant le mauvais vouloir et l'insulte même de leurs adversaires, n'obtint aucun résultat. Sur ces entrefaites, la nouvelle du départ de l'Empereur et celle des barricades élevées à Vienne vinrent compliquer la situation déjà si tendue. La première impression des Bohêmes, en apprenant ces événements, avait été un sentiment de stupeur; le second fut l'inspiration d'une mesure énergique. Ils envoyèrent d'abord une députation à Inspruck, pour engager l'Empereur à se rendre à Prague au sein de ses fidèles Bohêmes, et ils organisèrent ensuite, le 30 mai, sous la présidence du gouverneur, comte Léon Thun, un gouvernement provisoire composé de : Palacki; Rieger, docteur en droit; Borrosch, libraire et membre de la municipalité; le comte Albert Nostiz; Brauner, docteur en droit; le comte Guillaume Wurmbrand; Strobach, docteur en droit; et Herzig, riche fabricant de draperies.

Les habitants de Vienne apprirent cette grave nouvelle en même temps, et par la même voie, que les ministres. Ceux-ci s'empressèrent d'adresser, à tous les gouverneurs des provinces, un décret dont la rigueur faisait contraste à la faiblesse dont, si souvent, ils avaient donné des preuves à Vienne. Voici le décret :

« Par la *Gazette constitutionnelle* de Prague, en date du 31 mai, le ministère a appris que cette ville s'est instituée en gouvernement provisoire pour la Bohême. Dès que cette nouvelle lui eut été confirmée par un avis officiel, le ministère a cru devoir exposer à Sa Majesté l'illégalité de cet acte, afin de prévenir les démarches d'une députation qui tendraient à en obtenir la sanction. En même temps, le ministre de l'intérieur, par un décret adressé au gouverneur de Bohême, a déclaré cet acte nul et sans valeur; en outre, il a engagé celui-ci sous sa responsabilité de ne pas lui donner suite. Tous les gouverneurs des provinces ont reçu à ce sujet les instructions suivantes :

« D'après les nouvelles arrivées aujourd'hui, il s'est formé « à Prague un gouvernement provisoire, dans la supposition

« que les événements de Vienne avaient interrompu les relations avec le cabinet responsable, alors que l'état des choses « exigeait des mesures spontanées et qui dépassaient, outre « mesure, la sphère d'action des autorités établies. Deux « membres de ce gouvernement provisoire ont été envoyés à « Inspruck, pour obtenir, à cet acte, la sanction souveraine. « Je crois devoir en avertir Votre Excellence, en ajoutant, « que par un décret adressé en même temps au gouverneur de « Bohême, j'ai déclaré cet acte illégal et non fondé dans ses « motifs, très-grave dans ses conséquences, et diamétralement « opposé aux intentions de Sa Majesté, par conséquent nul et « non valable. J'ai sommé le gouverneur susdit de se désister « de cette mesure illégale jusqu'à la décision de Sa Majesté, « et de se conformer exactement aux ordres du ministère. Je « l'ai rendu également responsable de toutes les conséquences « de cette mesure ; enfin, je le somme de remettre aux mains « du vice-président la présidence et la direction des affaires « dans le cas qu'il se croirait lié par la résolution précitée.

« Je dois, indépendamment de cette communication, vous « engager sérieusement à vous abstenir de toute initiative « illégale, dans le cas où vous y seriez invité par de perfides « insinuations, à déjouer toute tentative criminelle, et à combattre, sous votre responsabilité, toute démarche qui, dans « ce moment solennel, pourrait affaiblir l'unité du gouvernement et l'empêcher de développer la force qu'exigent plus « que jamais l'honneur, le salut et l'existence de la monarchie.

« Vienne, 2 juin.

« PILLERSDORFF. »

Le comte Thun répondit fièrement à cette protestation ministérielle, qu'il acceptait la responsabilité entière d'un acte dont il avait instruit Sa Majesté.

Un ciel assombri de nuages, la tempête partout, un port nulle part, pas un phare pour éclairer, à travers mille écueils, la marche du vaisseau de l'État sans pilote et sans gouvernail,

tel était pour le présent le triste tableau qu'offrait l'Autriche. Des menaces de guerres civiles, des symptômes de dissolution, la révolution et la démocratie hurlant sur les flancs à l'intérieur de l'Empire comme des chacals sur les débris d'un cadavre, voilà les perspectives qui semblaient s'ouvrir aux regards inquiets fixés sur l'avenir.

CHAPITRE VIII.

Congrès slave à Prague. — Sourde agitation. — Attitude imposante de l'armée. —Le prince de Windisch-Grætz —Le jour de la Pentecôte.— Pourparlers.— Discours d'un étudiant.— Messe solennelle. — Insurrection. —Arrestation du comte Thun. — Combats de rues. — Mort de la princesse Windisch-Grætz. — Ultimatum des insurgés. — Assaut de l'hôpital militaire. — Arrivée de trois commissaires ministériels.—Armistice.—Mauvaise foi des insurgés.—Prague est mis en état de siége.—Dernière sommation.—Bombardement.—Reddition de la ville. — Magnanimité du prince Windisch-Grætz.—Vaste conspiration. — Paraphrase de l'Oraison dominicale.—Nouveaux conflits entre les races de Hongrie.—Convocation à Neusatz.—Entrée triomphale de Jellachich à Agram. — Rescrits royaux. — Colères du peuple croate.

Le congrès slave, fixé au 31 mai, ne s'ouvrit que le 2 juin, en présence d'un nombreux concours de délégués : on remarquait, parmi ceux qui avaient répondu à l'appel de la nationalité, plusieurs popes de Serbie, le vladika de Montenegro, plusieurs Russes de distinction, entre autres le mystérieux écrivain Bakunin. Le prince régnànt en Serbie, Kara Georgiewiez, s'était fait représenter par un de ses ministres. Sur la physionomie guerrière de ces divers personnages, dont les figures mâles étaient encadrées par de longues barbes plus ou moins abruptes, on découvrait le caractère de l'énergie et le sentiment de la résolution; ils étaient presque tous vêtus du costume pittoresque de leur nationalité.

Les rues de Prague présentaient ce jour-là l'aspect animé d'un corso italien. A neuf heures du matin, les membres du congrès se rendirent du Musée, point central de leur réunion, à l'église de Feyn, pour écouter un discours de circonstance prononcé par un prêtre au pied de l'autel des apôtres slaves Cyrille et Methude. De là, ils se dirigèrent vers l'île Sophie, où se trouvait la salle destinée à leurs séances.

Deux jeunes gens, dont l'un Bohême et l'autre Polonais, ouvraient la marche du cortége. Le Bohême portait la bannière slave, et le Polonais portait le drapeau bohême. Les députés marchaient deux à deux, au pas de procession ; les membres de la Swornoste, les étudiants de la Slavia, les élèves en philosophie et ceux de l'École polytechnique s'avançaient en ligne sur les deux ailes; une foule immense, mais silencieuse et calme, fermait le cortége. A leur entrée dans la salle, les députés saluent d'unanimes acclamations les armes et les drapeaux flottants des contrées slaves dépendantes de l'Autriche; tous les fronts se découvrent, toutes les voix entonnant le *Swaty Wàclawce,* cantique national des Tchèques. A travers les transports d'enthousiasme provoqués par ce beau chant, l'historiographe Palacky, nommé *starosta* de l'assemblée (président), monte à la tribune, escorté des présidents et secrétaires des trois sections polonaises-ruthènes, serbo-illyrico-croates et hobémi-moravienne; il prononce le discours d'ouverture et fait lire par les secrétaires les noms des trois cents députés présents. Sept orateurs, choisis dans les diverses races, prennent ensuite la parole chacun en son idiome : deux Tchèques, un Polonais, un Croate, un Serbien, un Ruthène et un Slovaque haranguent tour à tour l'assemblée et provoquent des applaudissements d'autant plus unanimes, qu'ils sont moins généralement compris. S'abandonnant à toute la fougue de l'enthousiasme patriotique, leurs yeux versent des larmes et leurs lèvres pleurent des sanglots sur le sort des nationalités slaves, leurs paroles sont tour à tour des élégies ou des fanfares, des lamentations ou des cris de combat; tous protestent contre les tendances réactionnaires et contre le système russe; le poëte Bakunin lui-même, oubliant qu'il est Moscovite, applaudit à ces déclarations.

Pour la première fois, on vit réunis fraternellement, ce jour-là, sous une même voûte, dans une pensée commune, des tribus qui, séparées par des intérêts opposés, avaient si longtemps marché sous des drapeaux divers. Cependant, malgré les bruits sonores de cette première réunion et les

discours emphatiques des orateurs, la population de Prague resta froide et silencieuse : son concours sur le passage des représentants slaves était l'empressement de la curiosité, son silence fut le présage de conflits prochains.

Le 4 juin, les députés slaves, soit pour implorer les bénédictions célestes sur leurs travaux, soit pour prendre Dieu à témoin de la justice de leur cause, se réunirent sur la place du Marché-aux-Chevaux et assistèrent à une messe solennelle chantée d'après le rite slave, et en plein air, par le révérend Stamatowics, archiprêtre de Neusatz.

Le dimanche suivant, dans une séance générale, ils résolurent d'envoyer, sans retard, une députation à l'Empereur, pour solliciter son adhésion à la nomination du colonel Supplikacz, en qualité de vaivode des Serbiens, et à celle de l'archevêque Joseph Rajachich, en qualité de patriarche de Carlowitz; les membres délégués devaient en outre réclamer l'exécution immédiate de la constitution, restée enfouie dans les cartons du ministère, relativement à la Gallicie.

Malgré le calme qui présidait aux délibérations et malgré les mystères dont s'entouraient les membres du congrès, il était évident qu'on touchait à une crise imminente. Ce calme mystérieux, signe avant-coureur de la tempête, n'échappa point aux regards attentifs du général commandant en chef la Bohême : le prince de Windisch-Grætz, plein de foi en cet axiome qui cependant n'est pas toujours infaillible : *Si vis pacem para bellum,* voulut en imposer aux membres du congrès et à la populace qui se disposait à leur servir d'instrument, par le spectacle d'une revue militaire. L'air martial des troupes, leur attitude calme, mais décidée, la confiance qu'elles témoignèrent à leur chef par des acclamations réitérées, obtinrent momentanément l'effet que le général en chef espérait.

Digne héritier d'un des plus grands noms de l'Allemagne, Alfred-Candide-Ferdinand, prince de Windisch-Grætz, comte d'Égloffs et Siggen, baron de Waldstein, naquit à Bruxelles, le 11 avril 1787. Ainsi que tous les hommes voués à la pro-

fession des armes, il montra dès son enfance les plus heureuses dispositions militaires. Lieutenant de lanciers en 1804, capitaine l'année suivante, chef d'escadron en 1808, major en 1809, lieutenant-colonel en 1813, il obtint ces différents grades et les croix qui déjà paraient sa poitrine, sur les champs de bataille où se rencontrèrent à cette époque les aigles impériales de France et d'Autriche. Colonel de cuirassiers en 1814, général de brigade en 1826, lieutenant général en 1833, il n'avait plus qu'un pas à faire pour trouver, dans les insignes de la plus haute dignité militaire, la récompense des services rendus à sa patrie.

Taillé tout d'une pièce, d'un bloc de bronze et d'or, dans un moule antique, le prince de Windisch-Grætz est le type parfait du gentilhomme allemand; son courage dans le combat est au niveau de sa générosité dans la victoire. Esclave de sa parole, son affirmation équivaut à un serment. D'une taille élevée et majestueuse, son extérieur, froid en apparence, renferme une âme de feu. L'énergie de sa volonté n'exclut point la sensibilité de son cœur : dans ses veines il a du sang pour la gloire, dans ses yeux il a des larmes pour le malheur. Élevé à l'école de l'honneur dont ses aïeux ont été les maîtres, il est inflexible devant l'accomplissement d'un devoir, quelque rigoureux qu'il puisse être ; à son point de vue, la transaction devant un principe est une lâcheté quand elle ne devient pas une félonie ; on pourrait le briser, mais le faire plier, jamais! « Avec les rebelles je ne traite qu'avec l'épée! » Ce mot, qu'il a prononcé dans un moment solennel, n'est-il pas un écho lointain des vertus chevaleresques du moyen âge? mais, en même temps, n'est-il pas aussi la condamnation du droit qui, depuis cinquante années, a si souvent sanctionné par sa faiblesse l'injustice du fait?

Que de larmes et de sang, que de crimes et de malheurs, que de ruines et de désespoirs auraient été épargnés à l'Europe, si les princes, à qui Dieu a confié son autorité sur la terre, avaient dit, dans les moments suprêmes où la majesté de leur couronne et le salut de leur tête étaient menacés :

« Avec les rebelles nous ne traitons qu'avec l'épée! » Nous n'aurions pas eu, en 1791, le fatal voyage de Varennes; en 1793, les échafauds régicides du 21 janvier et du 16 octobre; en 1830, le déplorable départ de Rambouillet; en 1848, la fuite honteuse des Tuileries et tous les *chassés croisés* des princes d'Allemagne et d'Italie.

Avec les rebelles je ne traite qu'avec l'épée! Le prince Windisch-Græstz, aux exigences des rebelles a fait mieux encore : il a répondu avec le canon. Ce jour-là, le prince Windisch-Græstz a sauvé l'empire d'Autriche, la royale maison des Habsbourg, et il a donné un grand exemple à la faiblesse ou à la fausse générosité des souverains.

L'attitude expectative mais résolue du prince de Windisch-Græstz, les dispositions militaires qu'il prit en prévision des événements, inquiétèrent les membres du club des Bains de Venceslas. Persuadés que le caractère énergique du général en chef serait un obstacle insurmontable à leurs projets, ils résolurent de le briser en envoyant à l'Empereur une députation pour lui demander le remplacement du prince. Afin de donner à cette résolution une importance démentie par le petit nombre de membres qui l'avaient adoptée, ils convoquèrent à grand bruit une assemblée plus nombreuse dont la réunion fut fixée au mardi suivant.

En attendant, les étudiants de Prague, rassemblés le 11 juin, jour de la Pentecôte, dans la Aula, nommèrent une commission pour adresser au prince de Windisch-Græstz des remontrances qu'une affiche, placardée en caractères rouges sur les murs de la ville, avait déjà portées à sa connaissance. Rendu au palais du prince, le chef de cette commission lui demanda des explications catégoriques au sujet des préparatifs de défense qui se faisaient sur les points principaux de la ville, et des batteries d'artillerie dressées pendant la nuit, et des positions menaçantes pour la sécurité du peuple. Le général commandant répondit qu'il ne devait compte de sa conduite qu'à l'Empereur et à sa conscience.

— « Cette réponse est noble et fière! répliqua l'orateur des

étudiants; néanmoins elle ne nous suffit pas. Les circonstances présentes nous imposent le devoir de prendre des mesures contre les tentatives de réaction dont le principal foyer se trouve au sein de l'armée; nous en trouvons la preuve patente dans les organes de la presse, reproduisant chaque jour les correspondances militaires établies entre les garnisons de Prague et de Lemberg : en conséquence, et au nom du peuple, nous vous demandons, général :

« 1° Deux mille fusils et huit mille cartouches pour armer la légion académique;

« 2° Une batterie montée pour la même destination;

« 3° Le désarmement immédiat des pièces dressées en batterie contre la ville.

— « Votre demande au nom du peuple est nettement formulée, répliqua à son tour le prince commandant; je vais y répondre de même au nom de l'Empereur :

« 1° J'ai besoin des fusils pour mes troupes, je les garde;

« 2° Les canons ne sont point faits pour les étudiants, je les conserve;

« 3° Les positions de mes batteries me paraissent convenables, je les maintiens. »

Quelques heures plus tard, une nouvelle députation composée d'étudiants, de plusieurs membres considérables de l'Université, et présidée par le bourgmestre Wanka, se rend auprès du prince pour tenter une nouvelle démarche; celui-ci fut inébranlable dans sa résolution. Vainement Wanka et le libraire Borrosch, membre du gouvernement provisoire, cherchèrent à l'ébranler par des prières d'abord, par la menace ensuite et la crainte des événements dont ils le rendirent responsable.

Le prince leur répondit : — « Je suis assez fort pour mépriser les menaces, assez patient pour attendre les événements, et assez consciencieux pour faire mon devoir. »

Pendant ce temps, le Slave Hurban enflammait, par d'ardentes paroles, le courage des étudiants rassemblés dans la Aula pour attendre le retour de leur seconde députation.

Debout à la tribune, l'œil en feu, la voix et le geste provocateur, Hurban s'écriait : « Frères! le moment est venu de prouver à l'Europe que le sang des vieux Tchèques coule dans nos veines; le moment est venu de montrer que le cœur des Slaves invincibles bat dans nos poitrines; le moment est venu de verser, s'il le faut, le sang que nous ont transmis nos pères héroïques pour la défense de la patrie. Ce sang versé serait pour nous le gage infaillible de l'immortalité.

« Frères! nous sommes dans la grande semaine de la Pentecôte; prouvons à l'Europe que l'Esprit-Saint, en éclairant leurs âmes, a armé les citoyens de Prague pour combattre à outrance la réaction, soit qu'elle se cache sous les paroles d'hypocrites rhéteurs, soit qu'elle se présente sous la cuirasse de farouches soldats. »

Électrisés par ce discours, les étudiants se lèvent en masse, et, faisant de leurs épaules un pavois à l'orateur, ils le promènent en triomphe dans la Aula. Sur ces entrefaites, les délégués rapportent la réponse définitive du commandant en chef; elle est accueillie par des imprécations; des cris de colère s'élèvent aussitôt : « Nous obtiendrons par la force ce que le sicaire de la réaction refuse à nos justes demandes, » s'écrie-t-on de tous les côtés. Les motions les plus violentes sont proposées; un étudiant, venu de Vienne et revêtu de l'uniforme de la légion académique de cette ville, s'élance à la tribune et se recommande comme un professeur de barricades; à sa voix, des étudiants armés se répandent dans les rues, placardent sur les murs de la ville, en face même du corps de garde, l'affiche rouge dont nous avons parlé, des patrouilles de cavalerie sont sifflées et huées; partout le peuple fait cause commune avec les étudiants; le prince Lobkowitz, commandant en chef de la garde nationale, fait battre le rappel dans le quartier d'Allstadt, mais les swornostes arrachent les caisses des mains des tambours; des patrouilles refusent d'obéir au comte de Thun. En même temps, une assemblée populaire se réunit aux Bains de Venceslas : le docteur Sladkowsky, l'un des signataires de l'affiche rouge, annonce d'abord le refus du

général aux désirs du peuple qui, selon lui, possède seul le droit de commander et le pouvoir de dicter des lois; puis il donne rendez-vous à l'assemblée sur la place du Marché-aux-Chevaux, où une messe solennelle doit être célébrée le lendemain à onze heures, pour unir aux yeux de Dieu, dans une seule et même pensée, le peuple, la garde nationale et les ouvriers; l'assemblée se sépare en disant : A demain!

Le lendemain, les étudiants, après avoir fabriqué des cartouches et s'être procuré, pendant la nuit, des armes et des munitions, se réunirent dans la salle du palais Clementinum, qu'ils occupèrent militairement. De là, ils se rendirent à onze heures sur la place du Marché-aux-Chevaux, où la messe annoncée la veille fut célébrée au pied de la colonne de Venceslas, devant un grand concours de peuple. Singulier spectacle que celui de ce peuple prosterné, la haine au cœur, au pied de la croix, et invoquant, la colère aux lèvres, le Dieu de paix! Après avoir reçu la bénédiction de l'*Ite missa est,* tous les assistants élevèrent leurs mains au ciel pour le prendre à témoin du serment qu'ils firent de rester éternellement unis et de verser leur sang pour la patrie; puis, remplaçant les saints cantiques par des chants provocateurs, ils se dispersent dans les rues aux cris de : Vive la nation slave! à bas les Allemands!

Ce mouvement insurrectionnel n'était point général; il trouva même, dans les rangs de la bourgeoisie, une opposition qui se manifesta par la démarche qu'un certain nombre de bons citoyens firent au prince de Windisch-Græetz, pour lui offrir leur concours, l'engager à conserver son commandement et agir vigoureusement contre les perturbateurs.

Pendant ce temps, l'émeute, grossie par le débordement des égouts de la ville, jetait ses flots impurs contre le palais du commandant en chef et des cris de mort contre la personne du prince; un instant même, voulant mettre la menace à exécution, on la vit se ruer sur la porte principale, mais elle se brisa sur les baïonnettes des grenadiers. A l'heure où l'on relevait la garde, un détachement de grenadiers, commandé par

le lieutenant Jablonsky, parut au son du tambour et se rangea devant la façade du palais; le lieutenant se disposait à donner des ordres, lorsqu'un étudiant, coiffé d'un bonnet vert orné d'une plume blanche, s'approchant de lui par derrière, le renversa sans connaissance d'un coup de bâton assené sur la tête; au même instant, deux ouvriers s'élancèrent sur le corps de la victime pour l'achever d'un coup de pistolet et de cimeterre; mais les grenadiers, croisant la baïonnette, repoussèrent la foule au moyen d'une charge vigoureuse et s'emparèrent du meurtrier.

Instruit de ce qui se passait à la porte de son palais, le prince Windisch-Græetz descend rapidement et tête nue sur la place, il arrive à temps pour sauver l'étudiant de la juste fureur des soldats, mais vainement pour apaiser l'émeute qui, se dispersant dans toutes les directions, répand la terreur et fait appel aux armes au cri de : « Mort aux soldats de Windisch-Græetz! » Les grenadiers, isolés, sont désarmés et maltraités; un capitaine de cavalerie est assailli à coups de pierres; la grande garde elle-même se voit obligée de se replier; le bruit du tambour se mêle au tocsin des cloches; les magasins se ferment; les barricades s'élèvent sur tous les points; l'émeute se fortifie au palais Clementinum et se donne pour chef l'étudiant Fritsch; elle arbore le drapeau rouge, elle enfonce les portes des maisons et force, le pistolet au poing, les habitants d'élever eux-mêmes des barricades avec les meubles de leurs foyers domestiques; elle démonte les croisées et prépare une vigoureuse résistance : le comte de Thun accourt sur le théâtre des événements, s'efforce en vain de faire entendre la voix de la raison; ses efforts sont impuissants, sa voix se perd dans les cris et les vociférations du peuple. Bientôt arrêté lui-même, il est entraîné au palais Clementinum, où il arrive abreuvé d'outrages et meurtri de coups.

Le prince de Windisch-Græetz, voyant que toutes les voies de conciliation étaient épuisées, et voulant conserver toute leur indépendance à ses mouvements d'action, résolut de conserver les principales artères de la ville. En conséquence, il

donna l'ordre aux troupes d'enlever à l'assaut, et après les trois sommations légales, les barricades élevées jusqu'au pont de fer. Il fit prévenir en même temps, par un de ses aides de camp, nommé Fischhof, les insurgés que les troupes rentreraient dans leurs quartiers, s'ils consentaient à démolir eux-mêmes les barricades. Un coup de pistolet tiré sur cet officier fut le seul résultat de cette nouvelle avance.

Le moment d'agir était venu : les grenadiers s'élancent au pas de course sur la barricade du Musée défendue par les swornostes qui l'abandonnent pour se retrancher dans le Musée. Un officier somme les insurgés de se rendre; ceux-ci répondent par un coup de fusil auquel les troupes ripostent par une décharge : le sang coule de part et d'autre. Sur d'autres points, les barricades sont démolies à coups de canon, l'élan des grenadiers est irrésistible; plusieurs officiers sont tués; malgré leurs blessures, le colonel Mainoni et le capitaine prince Alfred Windisch-Græetz animent de la voix et du geste leurs soldats. Le capitaine Lipka, aide de camp du commandant en chef, exécute, avec une précision égale à son courage, une forte reconnaissance appuyée par deux pièces de canon et un escadron de hussards. Après une lutte opiniâtre, l'émeute est écrasée à la Kleinseite et les communications sont rétablies jusqu'au pont de fer.

Une de ces scènes atroces, qu'on voit rarement même pendant les guerres civiles, signala l'affaire de la Kleinseite. Un insurgé, jeune homme de quinze années, se jetant sur un malheureux grenadier blessé, lui avait arraché les deux yeux avec la pointe de son couteau. A la vue de cet acte de barbarie, les grenadiers, qui s'étaient retirés devant les masses rebelles, oubliant leur infériorité numérique, étaient revenus à la charge et avaient écharpé en mille pièces le meurtrier de leur camarade.

Le but du prince Windisch-Græetz était en partie atteint : cependant les insurgés tenaient encore au Carolinum; un bataillon de grenadiers s'en empare sans coup férir; tous les étudiants qui s'y trouvaient en armes sont faits prisonniers.

Des insurgés, cachés dans les maisons voisines du palais, tiraient à coup sûr et décimaient les troupes rangées en bataille devant la façade principale; le général Schutte lui-même venait d'être blessé, lorsqu'une décharge, partie de ces maisons, frappa la princesse de Windisch-Grætz, assise près de sa belle-sœur dans son salon; mortellement atteinte au milieu du front, cette femme accomplie tomba sans proférer une parole. A toutes les révolutions il faut une noble victime; la princesse de Windisch-Grætz tenait à la terre par toutes les qualités de la femme, mais par les vertus de l'ange elle appartenait au ciel. Dieu avait sans doute jeté les yeux sur elle pour en faire l'holocauste des barricades de Prague, comme quinze jours plus tard il choisit un saint prélat pour servir de martyr aux barricades de Paris.

Rappelé par des cris de désespoir dans l'intérieur du palais, le prince de Windisch-Grætz se trouva en face du cadavre de sa femme, qu'une minute avant il avait laissée pleine de vie. Sans proférer une parole, sans verser une larme, mais adressant au ciel un regard dans lequel se trouvait tout ce que la douleur peut avoir de désespoir, mais tout ce que le désespoir combattu, par la pensée de Dieu, peut avoir de résignation, il prit dans ses bras le corps inanimé de la mère de ses enfants, le transporta sur son lit, puis, déposant un religieux baiser sur la blessure de son front, il retourna à son poste... l'époux s'effaçait devant le soldat, le soldat s'élevait à la taille du héros. Au moment même où la princesse était frappée, une main sanglante écrivait sur les murs de l'église Saint-Sauveur cette inscription : Mort aux aristocrates!

Tandis que, sur d'autres points moins importants, les étudiants élevaient de nouvelles barricades, pillaient les dépôts d'armes de l'hôtel de ville, du bureau de la police, la belle collection d'armes du prince Colloredo, et profanaient, d'une manière infâme, la bannière impériale, les chefs de l'insurrection faisaient imprimer en langue tchèque, avec les presses de l'archevêché, un manifeste qu'ils adressèrent au commandant en chef, en forme d'ultimatum : « Prêts à continuer la guerre,

ils offraient cependant la paix, mais aux conditions suivantes :

« 1° Le départ instantané du prince Windisch-Grætz;

« 2° La réduction de l'armée à sa plus simple expression;

« 3° La création d'un ministère indépendant et responsable pour les affaires de Bohême. »

La nuit se passe en négociations.

Le lendemain matin 13, alors que les négociations suivaient leur cours, de nombreuses colonnes d'ouvriers, conduites par des étudiants, se portèrent au Marché-des-Bestiaux, où le peuple, armé de fusils, de faux et de toutes sortes d'instruments meurtriers, attendait le mot d'ordre des meneurs; ceux-ci ne le firent pas attendre. Oubliant que, chez les peuples les moins civilisés, l'asile de la souffrance a des droits imprescriptibles, foulant aux pieds les lois sacrées de l'humanité, ils désignèrent à l'attaque des insurgés l'hôpital militaire, situé sur cette place. Ceux-ci, répondant à cet appel de barbarie par des cris féroces, se précipitent sur les portes et les enfoncent malgré les prières du commandant, qui les supplie d'épargner de pauvres malades. Ils font main basse sur tout ce qu'ils trouvent au rez-de-chaussée, pillent l'appartement du concierge et ravagent le magasin de lingerie; mais pendant qu'ils se préparent par le vol à l'assassinat, les officiers et les soldats de garde improvisent, sur l'escalier du premier étage, une barricade contre laquelle viennent se briser les efforts des insurgés. Ceux-ci, furieux de l'obstacle qu'ils rencontrent, se replient sur la place et de là dirigent un feu bien nourri sur les grenadiers embusqués dans les embrasures des fenêtres; les grenadiers ripostent à leur tour, plusieurs assaillants sont tués, un grand nombre est blessé, les autres prennent la fuite.

Malgré les échecs qu'ils subissent partout où ils se présentent pour combattre, les émeutiers entonnent un chant triomphal et adressent au peuple cette emphatique affiche :

« Habitants de Prague,

« Nous avons glorieusement soutenu une lutte perfide et

inégale; nous pouvons même dire que la victoire nous appartient. N'abandonnons donc pas ce que nous avons si vaillamment entrepris : Vienne, la Bohême, la Moravie, l'Europe entière, ont les yeux fixés sur nous. Voici le lion de Bohême qui, après deux siècles de sommeil, se réveille menaçant!

« Ne nous laissons pas tromper par de perfides promesses; toute la nation est avec nous.

. . . .

« Faisons nos conditions! les voici :

« Qu'un Bohême soit commandant de Bohême; par conséquent, un commandant indépendant de Vienne. . . . .

« Que notre peuple et nos régiments bohêmes ne soient affectés qu'au service de la patrie.

. . . .

« Que le commandant et les soldats prêtent serment à la constitution du gouvernement de Bohême!

. . . .

« Que Windisch-Grætz soit déclaré ennemi des peuples autrichiens et traduit devant un tribunal national bohême, pour s'entendre déclarer responsable de tous les dommages, et tenu à indemniser les veuves et les enfants des victimes.

« Que, dans toute la Bohême et la Moravie, le ban et l'ancien ban des braves soient convoqués; que tout homme de seize à soixante ans prenne les armes.

« Que le gouvernement provisoire décrète les dispositions nécessaires à cet effet; s'il s'y refuse, nommons sur-le-champ un nouveau gouvernement : nous en avons le droit, car nous avons combattu. »

De son côté, le général prince Windisch-Grætz, se rappelant, en face du cadavre de sa vertueuse épouse, que la vengeance est un crime aux yeux de Dieu, oubliant ses propres douleurs pour ne songer qu'aux blessures de la patrie, offrait à la soumission des insurgés ces conditions généreuses :

1° Élargissement immédiat du comte Thun, pour la mise en liberté de tous les insurgés pris les armes à la main sur les barricades ou pendant le combat; à l'exception des indi-

vidus qui, pour d'autres délits, sont passibles des tribunaux civils;

2° Démolition des barricades et retraite des troupes au fur et à mesure de leur destruction;

3° Défense à l'armée de reprendre les hostilités, et obligation aux habitants de garder l'armistice et de s'abstenir de nouvelles barricades;

4° La garde nationale et la légion auront le droit de conserver leurs armes.

Ces conditions furent acceptées; mais, malgré un commencement d'exécution, elles avortèrent devant la mauvaise foi des insurgés qui, non contents de fortifier les barricades déjà commencées, en élevèrent de nouvelles. Tel était l'état des choses à Prague, lorsque, dans la matinée du 14, le général Mensdorf et le conseiller auliqueKleczanshi, arrivés de Vienne en qualité de commissaires ministériels, se rendirent à l'hôtel de ville. Le bourgmestre et les notables de la ville les supplièrent de retirer, avant toute autre détermination, le commandement en chef au prince de Windisch-Grætz, pour le remettre aux mains du général Mensdorf, et de donner aux troupes, aux grenadiers principalement, l'ordre de quitter la ville. Les commissaires répondirent qu'en raison de l'importance de la question, ils l'ajournaient quant au premier chef; mais que, pour donner au peuple une preuve de leur condescendance, et surtout de leur désir de rétablir l'ordre, ils s'entendraient avec le prince de Windisch-Grætz, pour éloigner l'armée de la ville. En effet, les troupes reçurent, dans l'après-midi, l'ordre d'évacuer le Carolinum et les positions avantageuses qu'elles avaient acquises au prix des plus grands sacrifices.

Cette concession faite à l'émeute en armes était une faute dont le prince de Windisch-Grætz sut tirer profit, en massant l'armée sur les hauteurs inexpugnables du Hradschin et de la Kleinseite. Maître de ces positions, il commandait la ville et se trouvait en mesure de repousser toutes les attaques. Les insurgés le comprirent le lendemain au point du jour, lorsqu'ils virent resplendir sur leur tête une forêt de baïonnettes.

Toute résistance semblait impossible; néanmoins, au mépris de la foi jurée, ils osèrent commencer le feu sur les troupes impériales : celles-ci l'éteignirent bientôt à coups de canon.

Par la violation de l'armistice, les insurgés s'étaient mis eux-mêmes hors la loi; en conséquence, le commandant en chef, et le gouverneur qui avait été mis en liberté, leur déclarèrent d'un commun accord, par une proclamation en date du 15, que les négociations étaient impossibles, et ils les sommèrent en même temps de se rendre à discrétion et de déposer les armes avant la douzième heure du lendemain. En outre, ils leur intimèrent l'ordre de livrer des otages dans la soirée même, sous peine de bombardement.

Effrayés par ces menaces, le bourgmestre et plusieurs délégués de la ville sollicitèrent la médiation des commissaires ministériels, en suppliant le général comte Mensdorf de prendre le commandement en chef. Le prince Windisch-Græetz, inspiré par la plus généreuse abnégation, consentit à le lui remettre en personne, malgré les murmures des soldats et les protestations des officiers, dont le dévouement absolu et sans limites lui était acquis. « Je ne veux pas que mon nom soit un obstacle, dit-il, à des accommodements que je crois impossibles; cependant, pour éviter l'effusion du sang, je suis prêt à m'effacer, sauf à reprendre le commandement, si les circonstances l'exigent. »

Ainsi que l'avait prévu le prince, ces concessions ne firent qu'augmenter l'audace des insurgés qui dressèrent immédiatement de nouvelles barricades, affichèrent le texte d'une prétendue capitulation injurieuse à l'armée, à son commandant et aux commissaires eux-mêmes; ils ouvrirent une seconde fois le feu sur les bords de la Moldau. Toute patience humaine a ses limites : autorisés par l'audace croissante des insurgés, le comte Thun déclara la ville en état de siége, et le prince de Windisch-Græetz, qui venait de reprendre le commandement en chef, adressa une nouvelle et dernière sommation aux révoltés.

Les troupes, fatiguées par ces lenteurs; les canonniers,

debout à leurs pièces, mèche allumée, attendaient avec impatience le terme du délai fixé; enfin, le prince Windisch-Grætz donna le signal; aussitôt, de formidables décharges d'artillerie portèrent l'épouvante dans la ville : les grenades éclatant dans l'air, les bombes décrivant leurs majestueuses paraboles, les obus incendiant les moulins de la Moldau où les révoltés s'étaient retranchés, finirent par éclairer ceux-ci sur leurs véritables intérêts. Ils se rendirent à discrétion.

Dans la soirée du 17, toutes les barricades étaient enlevées, les armes de l'insurrection déposées, et la ville avait retrouvé son aspect accoutumé.

Le commandant en chef avait payé sa dette à la patrie : il rendit les derniers devoirs à la plus noble victime de ces jours néfastes. Grand dans la lutte, héroïque dans la victoire, il a été sublime dans la miséricorde. Couvert encore du sang de sa femme morte, du sang de son fils blessé, il n'a pas écouté la voix du sang qui criait vengeance; mais il a tendu une main généreuse aux coupables égarés, que d'un mot il pouvait envoyer à la mort. Il avait le droit de punir : il préféra celui de pardonner. Sa clémence, devant la tombe qui venait de se fermer sur ses plus chères affections, est la plus belle oraison funèbre de la princesse Windisch-Grætz : elle sera éternellement inscrite dans le livre de Dieu.

Quoique rapidement réprimée, la révolution de Prague eut son contre-coup dans les autres contrées de la Bohême, où, depuis longtemps, les émissaires des sociétés secrètes avaient organisé des éléments d'insurrection. Dès le commencement de la lutte, des étudiants s'étaient répandus dans les campagnes, pour soulever les paysans par le levier de la calomnie et le fanatisme de la vengeance. En effet, au moyen de bruits perfides, ils avaient si fortement agi sur l'imagination des masses, que des communes entières s'apprêtaient à marcher sur Prague. « Aux armes! leur criaient des apôtres du mensonge et de la guerre civile; aux armes! et volez au secours de vos frères de Prague; une soldatesque ivre de sang et de pillage égorge les hommes, viole les femmes, profane les églises,

massacre les prêtres, comprime vos libertés et rétablit les corvées; aux armes donc! si vous ne voulez pas redevenir esclaves; en avant sur Prague! si vous ne voulez pas que les soldats de Windisch-Grætz, de plus en plus excités par les enivrements de la victoire, ne viennent enlever dans vos bras vos femmes et vos filles; aux armes, et en avant sur Prague! »

Sur d'autres points, les étudiants, procédant par la menace et la peur, avaient également soulevé les paysans, qui, armés de faux, de fusils, de sabres et de pertuisanes, s'étaient portés en colonnes et tambour en tête sous les murs de Prague. Il fallut plusieurs semaines pour calmer l'agitation de cette race d'hommes forts, mais trop crédules.

Il résulte, d'après l'enquête que le gouvernement fit faire sur ces événements, que les conjurés, opérant sur une vaste échelle, avaient relié à une pensée commune les diverses provinces de l'Autriche. Cependant, tous ne connaissaient pas le but suprême de la volonté mystérieuse qui les faisait agir, et à laquelle ils étaient aveuglément soumis. Ils croyaient généralement que le but suprême était la fondation d'un empire slave, formé de la Croatie, l'Esclavonie, la Serbie, la Slovaquie, la Hongrie, la Bohême, la Moravie, la Silésie et la Gallicie. Le mode de gouvernement, encore inconnu, se balançait entre la forme monarchique et le régime républicain. Le plan des conjurés, habilement conçu, devait s'exécuter, seulement en 1850, par le soulèvement simultané d'Agram, Prague, Cracovie et Presbourg; mais la révolution imprévue de février avait précipité ces mouvements avant le terme. Pour rendre infaillible l'exécution de leurs projets subversifs, les chefs des sociétés secrètes avaient établi, dans les quatre villes précitées, des comités-directeurs correspondant avec le comité central de Paris. Cette correspondance occulte, ayant pour point de départ Vienne, et pour lignes intermédiaires Leipzig et Strasbourg, s'opérait de trois manières : au moyen d'une clef, par des chiffres de convention, et par les procédés d'une encre chimique.

En attendant, les conjurés ne laissaient échapper aucune

occasion de préparer, moralement, la séparation des pays slaves d'avec l'empire d'Autriche; mendiant chaque jour les sympathies des Russes, ils adoraient, matin et soir, l'autocrate de Saint-Pétersbourg et lui adressaient, en forme d'invocation, cette paraphrase parodiée de la plus belle prière du christianisme :

« Notre père russe, qui êtes au nord, que votre nom soit sanctifié, que votre règne nous arrive, que votre volonté soit faite au nord comme chez nous. Permettez-nous de manger notre pain quotidien sous votre protection. Pardonnez-nous nos hostilités contre vous, comme nous vous pardonnons les tourments auxquels vous avez livré nos frères; ne nous laissez pas succomber aux tentations qui conduisent en Sibérie; mais délivrez-nous bientôt de l'Autriche. Ainsi-soit-il ! »

Chaque mot de cette prière, répandue alors dans toutes les provinces slaves, renfermait une arrière-pensée de panslavisme. Lorsqu'aux mois de mars et d'avril le trône des Habsbourg-Lorrains, ébranlé jusque dans ses fondements, eut accédé à toutes les exigences des Magyars, les Slaves des terres annexées commencèrent à trembler sérieusement pour leur nationalité. Nous avons vu les Croates protester les premiers contre un état de choses qui devait infailliblement, un jour ou l'autre, les absorber au profit de prétentions rivales. Les Raïzen n'avaient pas tardé à suivre leur exemple. Dès le 17 mars, ils avaient rédigé, dans une assemblée convoquée à Pesth, une pétition par laquelle ils réclamaient des garanties pour leur nationalité. Les ministres hongrois, indépendants et responsables, qui tous appartenaient à la souche magyare, avaient déclaré aux délégués des Raïzen qu'ils ne pouvaient ni ne voulaient reconnaître, en Hongrie, une nationalité autre que celle du magyarisme. De leur côté, les jurats avaient répondu aux réclamations des Raïzen par la menace de la violence, et telle était l'irritation du peuple hongrois contre les pétitionnaires, que les commissaires de sûreté avaient nettement signifié à ceux-ci que leur vie en danger ne pouvait compter sur leur protection.

La nouvelle des dispositions magyares hostiles à la natio-

nalité des Raïzen se répandit avec la rapidité de l'éclair dans les districts serbes de la Hongrie méridionale, et provoqua une grande irritation; les Tchèques coururent aux armes, et peu s'en fallut qu'ils ne marchassent sur Pesth pour venger l'injure de leurs mandataires; ils se contentèrent, pour le moment, de rédiger à Neusatz une seconde pétition qu'ils adressèrent aux ministres. Ils ne sollicitaient plus, mais ils demandaient impérativement l'indépendance de leur culte, la nomination des évêques, la réintégration des couvents dans leurs propriétés, un consistoire indépendant, des garanties contre la propagande de l'Église orientale, la liberté de synode, l'admission de son métropolitain à la diète, la participation aux emplois publics, etc., etc.

Le ministère Batthyany crut pouvoir paralyser ces symptômes d'indépendance en opposant aux prétentions des Raïzen les droits des Roumains, non moins fondés au point de vue de la justice; mais il se trompa dans son attente, car, loin de les diviser, il ne fit que resserrer les deux races dans une alliance basée sur des intérêts communs. Dès lors, le mouvement national se propagea rapidement dans tous les districts raïcz. Justement alarmé de la nouvelle attitude d'une race énergique qui menaçait leur omnipotence, les ministres profitèrent des événements déplorables de Kinkinda pour envoyer sur les lieux, en qualité de commissaire extraordinaire, un de leurs agents les plus dévoués, Pierre Czernovit. Dès son arrivée, celui-ci débuta par une énormité en publiant la loi martiale et déférant à des tribunaux militaires des actes qui remontaient à une date antérieure à celle du décret.

Exaspérés par ces mesures violentes, les Raïzen commirent de nombreux excès sur plusieurs points, entre autres à Vieux-Becsé, où, à la suite d'une assemblée populaire, ils chassèrent les employés du gouvernement, démolirent la mairie, pillèrent les caisses, détruisirent les archives et mirent en liberté trois cents prisonniers non politiques détenus dans les prisons.

Sur la demande de la nation, l'archevêque de Carlowitz, le vénérable Rajacsics, avait convoqué, pour le 13 mai, à Neu-

satz, une assemblée générale où toutes les communes raïcz devaient se faire représenter. L'archiduc palatin et les ministres, consultés, avaient accordé leur autorisation ; mais, pour neutraliser d'avance les résolutions hardies qui pouvaient surgir d'une réunion hostile, ils publièrent des ordonnances tellement rigoureuses que chaque ligne renfermait une menace de mort. L'assemblée ne pouvait se réunir sous de pareils auspices ; en conséquence, les délégués arrivés le 12 mai à Neusatz se rendirent chez le commissaire extraordinaire, le suppliant de suspendre la loi martiale pendant la durée des délibérations ; celui-ci ne voulut rien entendre, il repoussa même les garanties qui lui furent offertes pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité. Les députés raïzen déjouèrent cette manœuvre qui cachait un piége, en se réunissant le lendemain non point à Neusatz, mais à Carlowitz. La dignité de patriarche de Carlowitz et celle de vaivode de Serbie, conférées, la première à l'archevêque Rajacsics, la seconde au général Suplikacz de Vitez, furent les premiers actes qu'ils décrétèrent ; ils déclarèrent en même temps la séparation administrative des districts raïzen d'avec la Hongrie, et leur réunion au royaume croate, esclavon et dalmate sans les détacher cependant de la couronne hongroise. Les députés se séparèrent après avoir nommé deux commissions, l'une chargée de rédiger les actes décrétés, l'autre investie des pouvoirs nécessaires pour les soumettre à la sanction de l'Empereur et roi.

Les tendances de séparation qui se manifestaient dans les contrées raïzen prenaient un caractère bien autrement grave en Croatie ; le baron Jellachich faisait, le 10 avril, son entrée triomphale à Agram et dénonçait, en attendant le jour de son installation comme ban, les intentions des Magyars résolus à proclamer, entre eux et la dynastie des Habsbourg, une séparation à laquelle lui, baron Jellachich et ses fidèles Croates, ne consentiraient jamais. A l'appui de cette déclaration il publia, le 19 avril, la loi martiale contre tous ceux qui oseraient se révolter contre le roi, la patrie et les protecteurs du mouvement national croate.

La nouvelle de ces résolutions fut à Pesth le signal d'une tempête qui éclata avec fureur, quand on apprit qu'un émissaire magyar avait été arrêté par les ordres du ban ; que, d'après les mêmes ordres, quatre bataillons des régiments frontières s'étaient rendus dans le district de Turopolya pour désarmer les alliés des Hongrois ; enfin que trente mille Bosniaques, parfaitement armés, s'apprêtaient à pénétrer en Croatie pour donner la main à un nombre égal de combattants que le ban pouvait mettre sur pied. En présence de ces événements, les ministres hongrois comprirent qu'ils ne pouvaient s'opposer au choc dont ils étaient menacés, s'ils n'étaient soutenus par les baïonnettes impériales ; ils résolurent donc de l'obtenir en confiant au président du conseil la mission d'arrêter, avec le ministère autrichien, les mesures nécessaires pour étouffer dès son début le mouvement croate. Le président du conseil partit aussitôt pour Vienne. Le succès de son voyage dépassa ses espérances, et il crut avoir tranché toutes les difficultés, quand, de retour à Pesth, il publia, coup sur coup, plusieurs rescrits royaux qu'il avait obtenus de l'Empereur. Nous devons les citer textuellement pour bien faire apprécier la position. Par une première lettre adressée à l'archiduc palatin, l'Empereur jugeait ainsi la question :

« Mon cher cousin,

« Selon la rumeur publique, des tendances à une séparation se manifestent dans plusieurs contrées de la Croatie. Comme leur réalisation pourrait gravement compromettre la réunion légale de ces provinces à la Hongrie et à la totalité de mon Empire, je vous charge, mon cousin, d'envoyer en Croatie un agent muni de pleins pouvoirs, en qualité de commissaire royal, pour prendre toutes les dispositions nécessaires à la répression de semblables menées.

« Vienne, 6 mai.

« FERDINAND. »

Par une seconde lettre, l'Empereur faisait connaître en ces termes sa résolution au ban Jellachich :

« Conformément à ma parole royale et au serment de mon couronnement, je suis fermement résolu de maintenir l'unité gouvernementale des pays réunis à la couronne de Hongrie; je ne permettrai jamais que le lien légal des pays unis à la couronne hongroise soit relâché par des dispositions arbitraires et des résolutions unilatérales. En conséquence, je vous ordonne de vous conformer exactement aux ordres de mon lieutenant royal et aux dispositions de mon ministère hongrois et responsable, auquel, en vertu de l'art. 3 de 1848, j'ai confié légalement les rênes du gouvernement de la Hongrie et de ses annexes. Je vous ordonne en outre de surveiller, dans votre sphère d'action officielle, l'accomplissement exact de ma volonté royale.

« Vienne, le 7 mai.

« FERDINAND. »

Une troisième lettre adressée au colonel Meszaros, qui combattait en Italie, sous les ordres du maréchal Radetzky, lui intimait l'ordre de remettre le commandement de son régiment à son lieutenant-colonel et de se rendre immédiatement à Pesth pour y remplir ses fonctions de ministre de la guerre.

Par une quatrième lettre, l'Empereur ordonnait au comte de Latour de s'abstenir de prendre des mesures au sujet des troupes établies en Hongrie avant de s'être concerté préalablement avec le ministère hongrois, qui, de son côté, devait informer le ministre de la guerre du cabinet autrichien de toutes les dispositions qu'il jugerait devoir prendre dans les limites de ses attributions, relativement aux troupes cantonnées en Hongrie.

Fort de ces déclarations royales qui faisaient pencher la balance du côté de la Hongrie, le palatin adressa, sous la date du 10 mai, l'ordonnance suivante au baron Jellachich :

« Considérant qu'en votre qualité de ban de Croatie,

d'Esclavonie et de Dalmatie, vous avez adressé, à toutes les autorités et fonctionnaires desdits royaumes, une circulaire par laquelle vous déclarez altérés les rapports constitutionnels qui existent depuis des siècles entre la Hongrie et ses annexes (rapports qui par les lois les plus récentes n'ont pas subi d'altération), et par laquelle vous leur défendez d'obéir à d'autres ordres qu'aux vôtres :

« Considérant qu'au mépris de la loi qui m'autorise exclusivement de publier ou de révoquer sous la contre-signature d'un ministre responsable la loi martiale, vous avez non-seulement fait publier cette loi dans les pays annexes, et dans les juridictions où je l'avais déjà fait publier moi-même, mais vous l'avez encore appliquée à des délits qui, d'après les lois existantes, n'ont jamais été du ressort des conseils de guerre;

« Considérant qu'en agissant ainsi, vous avez exercé un droit souverain et outrepassé les attributions du banat avant d'avoir été installé dans vos fonctions et d'avoir prêté le serment prescrit;

« Considérant que la volonté de S. M. notre roi couronné, et l'article 3 de 1848, m'ont conféré le droit illimité d'exercer, au moyen d'un ministère responsable, le pouvoir exécutif tant dans le pays que dans ses annexes;

« Sur le rapport du ministre de l'intérieur, j'ordonne ce qui suit :

« 1° La circulaire que vous avez publiée, étant nommé, mais non installé, comme ban de Croatie, d'Esclavonie et de Dalmatie, est déclarée entièrement inconstitutionnelle et illégale;

2° Le tribunal martial que vous avez institué illégalement et étendu contrairement aux lois existantes, ainsi que les enquêtes déjà faites, et les sentences prononcées en conséquence, sont déclarés nuls et sans valeur;

« 3° Vous êtes chargé de révoquer sur-le-champ, par un contre-ordre, la susdite circulaire ainsi que la publication de la loi martiale, et de m'annoncer l'exécution de cette ordonnance trois jours après la réception de la présente;

« 4° Par un ordre en date de ce jour, j'ai prescrit à toutes les juridictions de l'Esclavonie, ainsi qu'à celle de la ville d'Essek, d'obéir, sous les peines les plus graves établies par la loi, à toutes les ordonnances que je publie sous la signature d'un ministre responsable;

« 5° Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance. »

Le lendemain, 11 mai, l'archiduc palatin, par un nouveau rescrit conforme à celui de l'empereur Ferdinand, nomma le lieutenant général commandant en Hongrie, baron Jean Hrabovsky, commissaire royal, et l'investit de pleins pouvoirs pour rétablir l'ordre, comprimer les mouvements qui menaçaient de détacher les terres annexées à la Hongrie, et d'en rechercher les instigateurs pour les punir suivant toute la rigueur des lois. Telle était la somme de pouvoirs qui lui était confiée, qu'il avait le droit de décréter, de modifier et d'étendre à son gré la loi martiale.

La lecture de ces ordonnances, publiées le 15 mai, à Agram, dans la salle de la municipalité, fut accueillie par des cris de fureur. Les Croates exaspérés arrachent, des mains du secrétaire, les minutes des rescrits et s'élancent hors de la salle pour les brûler sur la place publique; mais, pendant que le bûcher se dresse, que l'on convoque la garde nationale pour donner plus de solennité à cet auto-da-fé populaire, un officier du ban se précipite au milieu de la foule pour la supplier, au nom du ban Jellachich, de s'abstenir d'une démonstration qui ne pourrait qu'attrister son âme; la foule se soumet à ses exhortations, mais, comme à toute colère du peuple il faut une victime, comme à toute flamme il faut un aliment, les Croates s'écrient : « Puisque notre ban le désire, épargnons les documents, mais brûlons en effigie le signataire; » le portrait de l'archiduc palatin devint aussitôt la proie du bûcher.

Tandis que le vent achevait d'apaiser la colère du peuple, en dispersant les cendres de l'auto-da-fé, la bourgeoisie confiait à un courrier extraordinaire la mission de supplier l'Em-

pereur de révoquer les pouvoirs accordés par le palatin au commissaire royal, et le soin de procurer, à tout prix et sans délai, dix mille fusils à la ville d'Agram. En même temps, la gazette de cette ville, commentant le contenu des rescrits, se faisait le champion de la politique du ban, et déclarait que les Croates ne reconnaîtraient jamais des actes qui lésaient les intérêts du roi et compromettaient le salut de la nationalité croate.

Telle était, à cette époque, la situation des Magyars vis-à-vis de la Croatie : ils étaient menacés par un mouvement de résistance qui, d'un moment à l'autre, pouvait prendre un caractère offensif. Le chaos se faisait de plus en plus dans l'empire d'Autriche; car le vent de la révolution soufflait de toutes parts l'intrigue, le vertige et l'ambition.

CHAPITRE IX.

Divers actes du ministère hongrois. — Mesures désorganisatrices. — Journée du 20 mai à Pesth. — Parade patriotique. — Serment de l'armée à la constitution. — Refus d'un régiment italien. — Réunion conditionnelle de la Transylvanie à la Hongrie. — Rescrits royaux. — Primes d'enrôlement. — Conflits militaires. — Installation du ban de Croatie. — Succès de la mission de Louis Batthyany. — Disgrâce du ban. — Premier coup de feu. — Armistice. — Levée de boucliers de Stratimirowich. — Commencement de la guerre civile. — Le ban à Inspruck. — Son retour triomphal à Agram. — Réjouissances populaires. — Ouverture de la congrégation à Agram et du parlement à Pesth. — Séance remarquable du parlement. — Kossuth propose une levée de cent mille hommes. — Coups de théâtre.

Pour ne pas s'égarer dans un dédale de faits complexes et d'intérêts opposés, afin de suivre dans un ordre chronologique la marche d'événements multiples, il importe de se reporter le 16 mai, à Pesth. Dans une de leurs séances, les ministres magyars avaient résolu de déléguer à la diète de Transylvanie quarante et un étudiants sous la présidence de Sigismond Perenyi, et d'accréditer en même temps, près le parlement de Francfort, Denis Pàzmàndy, député de Comorn, et le publiciste Ladislas Szalay. Le but de cette mission était de témoigner aux éléments démocratiques du parlement allemand les sympathies du parti avancé magyar. Ces sympathies n'étaient un mystère pour personne, car les ministres eux-mêmes avaient pris soin de les énoncer clairement dans cette séance, en déclarant ouvertement qu'au besoin, la Hongrie s'allierait à l'Allemagne contre l'Autriche, plutôt qu'à l'Autriche contre l'Allemagne. Tout le secret de cette mission antinationale se trouvait dans cette imprudente déclaration. Ce fut dans ces

circonstances que le ministère hongrois apprit le départ de l'empereur de Vienne. Son premier soin fut de calmer l'agitation que cet événement inattendu produisit au sein des masses; le second, fut d'expédier en toute hâte le prince Estherazy à Inspruck, pour déposer, aux pieds de Sa Majesté, l'hommage de la fidélité hongroise, et supplier le monarque de venir chercher à Bude une résidence au sein de ses sujets les plus dévoués.

Tandis que le prince se rendait à Inspruck, les ministres, fatalement inspirés, adressèrent aux troupes hongroises, cantonnées dans les contrées magyares, une proclamation dont la traduction exacte était un appel à la désorganisation de l'armée et à l'anarchie. En effet, sous le prétexte que le danger de la patrie et de ses institutions nécessitait impérieusement une défense énergique, les ministres décrétaient, par cette proclamation, la création immédiate d'une garde nationale mobile, composée par enrôlement volontaire de dix mille hommes, et divisée en dix bataillons sous le commandement spécial d'un major. Or, ainsi qu'il était facile de le prévoir, un grand nombre d'officiers, sous-officiers et soldats hongrois, séduits plutôt par les avantages pécuniaires de la position que par le danger imaginaire de la patrie, quittèrent leurs drapeaux pour s'enrôler dans un corps qui, mieux payé, devint le noyau des célèbres Honvèd, éléments constitutifs de l'armée révolutionnaire.

Chaque jour amenait une complication nouvelle. A cette époque, le journal *Marczius* publia, dans son numéro du soir, un article que bien des personnes considèrent encore comme un ballon d'essai lancé par le ministère; ce journal annonçait en grosses lettres que plusieurs comitats et les ministres avaient proclamé l'archiduc palatin roi de Hongrie.

La nouvelle de cet événement qui aurait constitué, d'une part, la séparation immédiate du royaume, et d'autre part, la trahison d'un membre de la famille impériale, jeta la population dans une telle épouvante que les ministres, accusés par l'opinion publique, se décidèrent tardivement à faire saisir

le second tirage de ce numéro, et à publier le lendemain seulement cet avis en forme de protestation :

« Le numéro 56 du *Marczius* contient la nouvelle que le ministère a proclamé l'archiduc Étienne palatin *roi provisoire* de la Hongrie ;

« Afin que la propagation de cette fausse nouvelle ne soit point une cause d'alarme, on a ordonné la saisie de ce numéro, et en même temps le conseil des ministres a chargé le ministre de la justice d'informer. » Cette affaire n'a jamais eu de suite.

— Je connais un aristocrate que je vous défie de pendre, dit un jour l'abbé Maury aux terroristes qui, *pour y voir plus clair,* voulaient l'attacher à une lanterne.

— Quel est-il ?

— Le crédit ! que vous avez déjà tué, répondit le courageux abbé.

« Quand le crédit est mort, les écus sont bien malades, » disait à la même époque madame de Staël.

Les ministres hongrois commencèrent à s'en apercevoir à la sonorité des caisses publiques ; ils songèrent donc à ressusciter le crédit, par un vigoureux appel au patriotisme magyar. A cet effet, et après avoir déclaré, par une proclamation, qu'ils feraient tous leurs efforts pour remplir leur mission, rendue plus difficile par les embarras des temps, ils terminaient ainsi :

« Citoyens, nous avons cru nécessaire de convoquer le parlement le plus tôt possible ; et, à cet effet, nous en avons fixé l'ouverture au 1er juillet. Mais, dans ces circonstances extraordinaires, il est du devoir sacré de chaque citoyen d'employer tous ses efforts pour prévenir le danger dont la patrie est menacée. C'est donc au saint nom de la patrie que nous engageons tous les citoyens hongrois de persévérer avec force dans leur amour pour la patrie, pour la liberté, et dans leur fidélité pour le prince légitime ; nous les supplions d'être unis entre eux, et de coopérer au même but, qui doit être le salut de la patrie, en évitant avec soin toutes les dissidences

glaive, des étudiants déguisés en soldats et de jeunes femmes travesties en héroïnes.

Dans la matinée, la musique de la garde nationale, paradant dans les rues comme les musiciens nomades, chargés d'annoncer la représentation d'une troupe de saltimbanques, avait convoqué par une pluie d'orage les habitants de Pesth dans la cour du Musée, et les habitants avaient répondu en masse à cet appel. Le bourgmestre ouvrit la séance par un discours dont le texte renfermait cette unique pensée : La première vertu du citoyen se trouve dans le sacrifice à la patrie.

Un grand jeune homme remplace le bourgmestre à la tribune. Sa taille est élégante, son visage fier, son geste et son regard harmonieux ; Vasvary, tel est son nom, commence par rappeler la proclamation des ministres et l'appel qu'ils adressent à la générosité des citoyens, puis il s'écrie d'une voix pleine d'indignation :

— « Qui oserait ici parler de mendicité ? La patrie est assez riche pour ne point tendre la main à ses enfants, comme le pauvre aux passants des rues ; la patrie ne veut qu'un emprunt, mais point de dons. Si la patrie s'y trouvait obligée par les circonstances, elle ne demanderait pas, elle exigerait, car elle a le droit d'ordonner. Quand la patrie tend la main, ce n'est point pour mendier, c'est pour prendre.

. . . .

« L'autel de la patrie est le plus saint de tous les autels.

« Ce n'est point une profanation, mais une chose agréable à Dieu que de sacrifier à cet autel les trésors et les ornements des églises. »

Après ce discours excentrique, invitation à la spo
temples saints, un troisième orateur, délégué des
lut en allemand et en magyar le texte de l'ordo
devait régler la manière de percevoir les offrand
de bijoux, d'objets précieux, de marchandises
sortes de produits. Cinq commissions étaient charg
courir les maisons et de recevoir, contre quittance

les contributions en espèces métalliques ; les donateurs devaient porter eux-mêmes à l'hôtel de ville leurs offrandes patriotiques.

Le bourgmestre, reprenant la parole, adresse aux dames une lamentable élégie sur la situation générale du pays ; il leur fait un tableau déchirant de la patrie ; il leur représente, sous les plus sombres couleurs, et sa détresse et sa pauvreté, dont il rend responsable la politique de l'ancien gouvernement. Il leur démontre que le seul remède à cet état de choses se trouve dans un impôt volontaire général, et auquel la plus belle moitié du genre humain doit d'autant plus concourir, qu'elle possède des ornements précieux et des bijoux dont la possession, dans les circonstances présentes, serait une insulte faite au deuil de la patrie.

— « Déjà, s'écrie-t-il, un grand nombre de personnes a pris l'initiative de ce généreux sacrifice ; voulez-vous des noms ? Je vous en donnerai. Le Casino national, indépendamment des offrandes de son argenterie, a déposé sur l'autel de la patrie une somme de cinquante mille francs ; le comte Étienne Széchényi a fait le sacrifice de toute sa vaisselle plate, etc., etc. » L'orateur lit une longue série de noms et termine par ce coup de théâtre : « Quant à moi, je dépose avec bonheur, sur l'autel de la patrie, cinq cents francs que voilà, ma montre d'or que voici et cette bague à mon chiffre. » En effet, le bourgmestre, joignant l'action à la parole, dépose ces trois objets sur une des tables qui se trouvent devant le péristyle du Musée, et il cède sa place au proto-notaire Kacskovics, revêtu de l'uniforme de la garde bourgeoise :

— « Quand la patrie est en danger, s'écrie celui-ci d'un son de voix lugubre comme la vibration d'un tam-tam, il faut peu de paroles, mais beaucoup de faits ; je serai sobre des unes, en regrettant de ne pouvoir être prodigue des autres ; j'engage donc, au nom de notre Hongrie bien-aimée, les membres de la garde bourgeoise à suivre mon exemple. » A ces mots, le proto-notaire défait le ceinturon de son sabre, arrache les galons, les brandebourgs, les macarons et les autres orne-

ments deson uniforme, et les jette, avec un geste de Curtius, sur une table de sapin qui représentait l'autel du magyarisme. Ensuite, il rappelle que dans sa dernière séance, l'assemblée des bourgeois avait décrété que le droit de maîtrise et le libre exercice des professions commerciales seraient accordés *gratis et pro deo,* le premier aux artisans, le second aux commis qui contracteraient un enrôlement de trois années dans l'armée nationale. L'assemblée se sépara aux cris de : Vive la Hongrie !

Un fait insignifiant en lui-même, mais qui prouve jusqu'à quel point l'anarchie était déjà infiltrée au sein de l'armée, vint faire diversion à cette fantasia patriotique.

Les ministres profitèrent de l'arrivée du colonel Mezzaros, leur collègue à la guerre, pour faire prêter le serment des troupes à la constitution. A cet effet, la garnison, la garde nationale et la garde bourgeoise des deux villes sœurs, se réunirent en grande tenue sur le Champ-de-Mars de Bude. Une foule immense assistait à ce spectacle favorisé par un temps superbe; mais sur le visage des spectateurs, un regard attentif eût remarqué l'empreinte d'un autre sentiment que celui de la curiosité; l'inquiétude agitait ces masses mouvantes au sein desquelles s'était répandu le bruit que les troupes refuseraient de prêter serment à la constitution. Ce bruit paraissait fondé; cependant, à la surprise générale, la résistance ne se manifesta que sur le point où l'on se serait attendu le moins à la rencontrer. Tous les régiments, rangés en bataille, venaient de prêter par numéro d'ordre et sans difficulté le serment demandé, lorsque le ministre de la guerre, se présentant au front du régiment italien Ceccopieri, formant la dernière ligne, fut accueilli par un silence glacial qui se traduisit bientôt par un refus complet. — « Soldats, s'écrie le colonel ministre de la guerre, voulez-vous prêter serment à la constitution ?

— « Non, non, non ! » répondent unanimement les Italiens.

Le ministre s'élance à cheval sur le front du régiment, et,

d'une voix habituée à commander, il reprend en italien : — « Soldats, écoutez. » Les Italiens, apaisés par le son d'une voix qui, quoique magyare, leur rappelle le langage de leur patrie, se décident à l'écouter. Ce moment était décisif. Le colonel Mezzaros, par quelques paroles énergiques, leur rappelle leur serment au drapeau, leurs devoirs de soldats, l'honneur des armes italiennes souillé par une insubordination sans exemple dans l'histoire militaire de la monarchie. Le régiment hésite ; le colonel insiste ; au nom de l'honneur militaire, il adjure, il ordonne, sa voix parvient enfin au cœur des soldats qui répètent après lui la formule du serment, et jurent de défendre, jusqu'à la dernière goutte de leur sang, l'Empereur et roi, la patrie et la constitution contre tous les ennemis, à l'intérieur et à l'étranger.

C'est ainsi que, par son sang-froid et par sa fermeté, le ministre de la guerre apaisa une émeute militaire dont les conséquences pouvaient être funestes au salut de la monarchie.

Une nouvelle d'une importance extrême, pour la nation magyare, effaça le jour même la fâcheuse impression qu'avait laissée, dans les esprits, l'attitude oblique du régiment Ceccopieri.

Le commissaire ministériel Charles Hajnik, de retour à six heures du soir de Clausenbourg, annonça que la diète de cette capitale avait définitivement décrété la réunion de la Transylvanie à la Hongrie. Cet acte, voté sur la motion du baron Wesselenyi, n'avait trouvé une opposition sérieuse que dans les réclamations des Saxons et des Valaques. Le député valaque de Hatzeg avait déclaré que ses commettants acceptaient l'union, à la condition que l'égalité des droits des Valaques serait proclamée par les trois nations légalement constituées de la Transylvanie. De leur côté, les députés saxons n'avaient accepté l'union qu'à la condition expresse que la pragmatique sanction conserverait son inviolabilité, et que l'usage de la langue allemande dans les affaires, les immunités municipales, l'intégralité du territoire, et la conservation des rapports immédiats des Saxons avec le roi, seraient maintenus.

Aucune voix ne s'était élevée contre ces prétentions admises en principe; cependant, on avait exigé qu'elles ne fussent point considérées comme conditions *sine quâ non,* mais comme devant être soumises au parlement hongrois.

Cet événement d'une portée capitale était, comme on le voit, le résultat d'une surprise. Quoi qu'il en soit, il fut accueilli à Pesth avec des transports d'autant plus vifs qu'il était moins prévu.

Le président du conseil, accompagné de plusieurs députés de la Transylvanie, partit immédiatement pour Inspruck, afin d'obtenir la sanction royale à ce décret d'union, et pour soumettre au roi des projets d'arrangement avec les Slaves méridionaux.

Quelques jours après, l'archiduc palatin publia, à son retour d'Inspruck, plusieurs rescrits royaux qui méritent, en raison de leur importance, d'être mentionnés à l'histoire.

Le premier, adressé au ban de Croatie, était conçu en ces termes : « Comme, en vertu de l'article 58 de 1791, les congrégations provinciales de la Croatie, de l'Esclavonie et de Dalmatie ne peuvent être convoquées que d'après ma sanction préalable, et comme vous les avez convoquées de votre propre chef pour le 5 juin, je vous ordonne de contre-demander sur-le-champ cette convocation, car, dans le cas contraire, je la regarderais comme une réunion illégale, et ses résolutions comme non avenues.

« En même temps, je vous ordonne de vous rendre, dans les vingt-quatre heures après la réception des présentes, à ma cour d'Inspruck, pour me faire des rapports détaillés, et pour arranger à l'amiable, s'il est possible, les différends qui se sont élevés actuellement en Croatie. »

Par un second rescrit adressé au gouvernement de Transylvanie, l'Empereur approuvait les mesures que le ministère hongrois avait prises vis-à-vis d'elle, et étendait à sa circonscription les pouvoirs dont le palatin était investi pour la Hongrie.

Par un troisième rescrit adressé au baron Pulchner, com-

mandant en chef les troupes de Transylvanie, celui-ci reçut l'ordre de mettre ses troupes à la disposition de l'archiduc palatin, pour être employées indistinctement dans les deux pays.

Pendant ce temps, la fatale proclamation adressée aux troupes hongroises, par le ministère magyar, avait eu celui de produire son effet. Un grand nombre d'officiers poussés, les uns par le désir d'un avancement plus rapide, les autres par l'appât de plus forts honoraires; ceux-là entraînés par un esprit d'aventure, ceux-ci par l'inspiration d'un faux patriotisme, avaient quitté les rangs de l'armée impériale, pour s'enrôler sous les drapeaux de l'armée soi-disant nationale. Dès lors, les officiers allemands restés fidèles à leurs corps se trouvèrent exposés aux railleries de leurs camarades défectionnaires, et aux insultes du parti magyar; chaque jour, leur écharpe jaune et noire provoquait des scènes irritantes. La désunion qui régnait parmi les officiers se manifesta bientôt entre les sous-officiers et les soldats. Le drapeau impérial, qui flottait sur une tente dressée pour les enrôlements, avait été arraché, foulé aux pieds et remplacé par la bannière hongroise. En même temps, l'astuce, se faisant l'auxiliaire de l'insulte, recrutait, dans les bas-fonds de la multitude, les champions du salut de la patrie. Les avoués et les jurats, transformés en racoleurs, parcouraient les rues offrant aux volontaires, outre les 20 florins, prix de leur engagement, des primes de débauche. Pour agir plus sûrement sur l'imagination des malheureux qu'ils choisissaient pour défenseurs, ils les égaraient dans l'ivresse des sens et les enivrements du vin. En effet, des femmes, des bacchantes plutôt, escortaient en chantant des voitures chargées de tonneaux destinés à abreuver l'enthousiasme patriotique; alors, d'une main, ces bacchantes offraient la coupe qui versait l'ivresse, et de l'autre la plume qui devait signer l'engagement. Lorsque cette dernière formalité était remplie, les soi-disant volontaires, liés pour trois années, étaient conduits ou transportés au palais des Invalides où le plus grand nombre resta consigné pendant trois semaines, faute de vêtements.

Ce palais, dont une partie était convertie en caserne, servait de quartier à un bataillon du régiment Ceccopieri. Les soldats qui l'occupaient fraternisaient peu avec les futurs héros de l'armée révolutionnaire; ceux-ci, de leur côté, ne laissaient échapper aucune occasion d'insulter les Italiens. La mésintelligence qui régnait entre eux s'était déjà manifestée plusieurs fois par des scènes plus ou moins violentes, lorsque, le dimanche de la Pentecôte, une horrible lutte éclata sous le prétexte le plus futile. Du sang, plusieurs morts, un grand nombre de blessés des deux côtés, furent les tristes résultats de ce conflit qui dura dix-huit heures et répandit l'effroi dans la ville.

La presse radicale du magyarisme s'empara de cet événement pour le commenter avec sa mauvaise foi habituelle; elle en rendit responsable le parti réactionnaire, opposé, selon elle, à l'arrivée de l'Empereur à Pesth.

Dans cet intervalle, la nouvelle de l'insurrection et de la soumission de Prague survint à Pesth; elle eut pour conséquence l'occasion d'exciter davantage encore les prétentions dominatrices des Hongrois, qui trouvaient un antécédent et un point d'appui dans la victoire des troupes impériales; ils résolurent d'être moins traitables à l'avenir avec les Croates et d'agir envers eux comme le prince de Windisch-Grætz avait agi envers les Tchèques.

La joie que l'exemple heureux du vainqueur de Prague procura aux Magyars fut contre-balancée par la douleur qu'ils éprouvèrent en apprenant l'installation solennelle et triomphale du ban de Croatie. Cette cérémonie avait eu lieu le 4, à Agram, avec une pompe extraordinaire. En effet, le baron Jellachich avait été reçu par une députation au pont de la Save et s'était mis en marche pour la ville dans l'ordre suivant : des cavaliers de la ville voisine de Krapila, tous revêtus du costume national, formaient la tête du cortége; les fonctionnaires du gouvernement venaient ensuite et précédaient quatre-vingt-treize voitures de parade, suivies elles-mêmes par les Seresanes coiffés du bonnet rouge, drapés dans leurs manteaux de la même couleur, armés de pistolets et d'un long

fusil posé sur l'épaule gauche; les étendards des comitats et les insignes de la dignité du banat, portés sur des coussins de velours cramoisi, marchaient devant le ban qui, monté sur un cheval de race, était entouré d'un cortége moitié militaire, moitié civil. Des groupes de jeunes filles vêtues de blanc, portant des corbeilles pleines de fleurs et des guirlandes, jetaient des feuilles de roses sur les pas du triomphateur. Une députation de la municipalité et de la cavalerie bandériale reçurent le baron Jellachich à la porte des Nones et le conduisirent à la maison des États. Là, une jeune fille, choisie parmi les plus belles, le harangua et lui offrit une couronne de lauriers. Toutes les gardes nationales de la Croatie, réunies ce jour-là à Agram, défilèrent ensuite devant le ban en poussant des zivio auxquels il répondait incessamment par le cri de : Vive la Croatie !

Pour la première fois peut-être, on vit une fête se prolonger jusqu'au lendemain sans relâche et sans transition, car toute la nuit les habitants d'Agram restèrent sur pied pour célébrer, par des illuminations, des chants nationaux, des libations patriotiques, des danses animées et la cuisson d'un bœuf entier, l'installation d'un homme qui représentait l'image vivante de la nationalité croate.

Dans la matinée du lendemain, la population d'Agram, alerte encore malgré les joyeuses fatigues d'une nuit sans sommeil, se pressait tout entière sur la place de Sainte-Catherine où la diète croate-slavonne s'était réunie pour procéder, sous la voûte du ciel, à l'installation du ban. Trois députations avaient été nommées, l'une pour aller chercher le baron Jellachich à la maison des États, l'autre pour l'attendre à un endroit indiqué, la troisième pour le recevoir sur la place même.

Lorsque le ban parut, précédé du drapeau croate et des insignes de sa dignité, tous les fronts se découvrirent, toutes les voix retentirent d'une seule acclamation d'amour et d'enthousiasme. La main sur sa poitrine, comme pour comprimer les battements de son cœur, le ban s'écriait : « J'ai toujours été fier d'être né d'une mère croate en Croatie, mais mon bon-

heur a été parfait lorsque la voix de mon peuple m'a rappelé en son sein en qualité de ban, et que notre auguste monarque, devançant les vœux de la nation, m'a conféré cette dignité.

. . . .

« Me voilà donc, peuple cher à mon âme, me voilà ton ban cœur et âme; reçois-moi dans tes bras fraternels, et sois sûr que je ne veux vivre et mourir que pour la patrie et pour mon roi! » Vive la patrie et vive le roi! répond le peuple. Alors on fit, en langue croate, la lecture du rescrit royal qui contenait la nomination du ban. Le moment solennel était arrivé, Jellachich allait prononcer, sous la dictée de l'archevêque de Carlowitz, le serment du banat; le bruit du canon se mêle au son des cloches, le ban élève ses mains au ciel comme pour le prendre à témoin de la sincérité de son âme, et, d'une voix retentissante, il dit :

« Moi Joseph Jellachich, ban des royaumes de Dalmatie, Croatie et Esclavonie, je jure par le Dieu vivant, par la sainte mère de Dieu, la vierge Marie et par tous les saints, fidélité à très-auguste, très-puissant et invincible prince Ferdinand Ier, Empereur d'Autriche, roi apostolique de Hongrie, etc., etc., ainsi qu'à ses successeurs. . . . .

« Je veux, conjointement à Sa Majesté, en vertu de mon devoir sacré comme enfant loyal du pays et comme ban des royaumes sus-nommés, défendre énergiquement, protéger et garantir ces royaumes, leurs peuples et la constitution. Ainsi, que Dieu me soit en aide, la très-sainte vierge Marie et tous les saints! »

L'archevêque de Carlowitz prend à son tour la parole et prononce une harangue dont les extraits suivants feront connaître l'esprit et le caractère :

« Depuis longtemps le cœur de notre peuple n'a pas été réjoui par des sons aussi solennels que ceux que nous entendons en ce moment où l'élite de notre nation t'a proclamé son ban, son chef, et en ces temps orageux où notre auguste monarque t'a élu et confirmé notre chef et notre ban. Dans tous les pays slaves, depuis l'Adria jusqu'aux Carpathes gigantesques, et au

delà, ont retenti une seule voix, un seul cri de joie : Vive notre roi clément! vive Ferdinand! vive notre ban Jellachich! Cet acte est grave et solennel, car il renferme le bonheur, l'avenir prospère de tous les peuples slaves méridionaux. O toi, rejeton de glorieux ancêtres, de sang pur slave, allaité et nourri par notre grand'mère Slava, toujours sous les armes depuis ton enfance, chef sage du guerrier comme du paysan, tu nous es le garant le plus sûr de l'accomplissement des devoirs de ta charge.

. . . .

« Protége vaillamment la vérité, le droit, protége l'auguste maison d'Autriche, protége nos biens communs, la douce liberté du peuple, notre chère nationalité, l'honneur et la gloire de notre royaume trinitaire; protége, dis-je, vaillamment et énergiquement ces biens chéris, et ne doute jamais du succès, car avec toi le droit, avec toi est un peuple héroïque, avec toi est Dieu tout-puissant. Vive notre ban, notre ornement, notre orgueil héroïque! »

Le peuple répète ces derniers cris avec un enthousiasme impossible à décrire et le ban prononce un nouveau discours dont chaque parole, dans les circonstances présentes, avait une portée politique.

« Notre position vis à vis de la Hongrie, dit-il après un court préambule, se présente sous trois faces : ce qu'elle a été, ce qu'elle est, et ce qu'elle sera. Ce qu'elle a été appartient à l'histoire, ce qu'elle sera est le problème soumis à la diète, je ne puis et ne dois me prononcer plus ouvertement sur ce sujet; mais je veux cependant constater que la conservation du lien qui nous unit à la Hongrie, dont la couronne est encore la couronne de notre patrie, est le vœu du peuple comme le mien propre; je me crois obligé de vous exhorter à suivre, dans nos rapports avec les Magyars, une ligne de conduite qui puisse maintenir intact le lien qui nous unit à la couronne hongroise et assurer la légalité des droits et le libre développement des nationalités de tous les peuples vivant sous la couronne hongroise.

« Mais, ô frères, nous ne voulons cependant pas être soumis à l'or inerte d'une couronne : le porteur de cette couronne doit être le symbole vivant de l'harmonie; c'est pour cette raison que nous voulons pour toujours la conserver au front de notre auguste dynastie.

« L'arrangement de nos difficultés avec les Magyars formera l'objet de l'examen approfondi de notre congrégation, non-seulement relativement à notre législation, mais encore relativement à notre administration intérieure.

« Mais, frères, c'est sur la base de la liberté, de l'égalité et de la fraternité que les relations entre les gouvernements et les peuples, que les rapports d'États à États et de peuple à peuple doivent être réglés. Voilà ce qu'exige le puissant esprit du temps, qui dirige l'humanité en des voies de perfection. C'est sur cette base que nous aussi nous voulons établir nos rapports avec la Hongrie, puisque nous ne pouvons pas rester continuellement sous les armes et sur le qui-vive ? Les liens fraternels qui nous unissent depuis huit siècles conseillent l'arrangement amiable des différends qui nous divisent. Mais, s'il en était autrement, si les Magyars se montraient dorénavant envers nous, et envers nos conationaux en Hongrie, non comme des frères, mais comme des oppresseurs, qu'ils sachent alors que, fidèles à la devise de notre célèbre ban Jean Erdödi : *Regnum regno non præscribet leges*, nous sommes résolus de prendre les armes. Qu'ils sachent encore qu'ils sont bien loin de nous les temps où un peuple opprimait un autre peuple; donc périsse la tyrannie magyare! Nous ne l'avions pas reconnue avant le 15 mars; mais après le 15 mars nous l'avons brisée pour nous faire une nouvelle position vis-à-vis d'elle.

« Comme nous ne saurions obéir qu'à un gouvernement qui nous régirait selon les principes fondamentaux de notre très-ancienne constitution, d'accord avec le pouvoir royal, nous ne pouvons ni ne voulons nous soumettre au gouvernement magyar actuel, puisque celui-ci, non-seulement ne se trouve dans aucun rapport légal avec le roi, mais en le réduisant à une indé-

pendance entière, ébranle les liens fondamentaux de la monarchie.

« Je ne veux pas disséquer moralement la commission qui a été illégalement établie contre ma personne, et contre les autorités sous mes ordres; je ne veux pas examiner l'accusation qui nous représente comme les adversaires du roi et de la monarchie autrichienne, qui m'impute l'intention de vous livrer, vous et le roi, au colosse du Nord. Cette accusation ne date pas d'aujourd'hui; n'importe, je la repousse comme un mensonge manifeste et notoire... Nos actions parlent pour nous.

« Mais, quant à la dénonciation de nos tendances panslavistes, nous voulons déclarer ouvertement que nos sympathies et notre attachement à nos frères slaves s'adressent seulement aux nations, mais non à leurs gouvernements, puisque, dans cet amour général et réciproque, se trouve la garantie la plus sûre de notre vie nationale.

. . . .

« Une seule chose attriste mon cœur : c'est de ne point voir, dans notre sein, les Dalmates nos frères; mais je compte sur leur patriotisme, car c'est notre sang qui coule dans leurs veines; je compte, dis-je, qu'ils contribueront, de toute leur force, à rétablir le lien ancien qui n'existe actuellement que dans le titre. »

Après ce discours, qui produisit un effet immense, et sur la proposition du député Pisachich, qui se fit l'interprète du vœu général, on transporta sur une chaise, à la manière pontificale, le ban et le patriarche, jusqu'à l'église de Saint-Marc, où des chœurs chantèrent en leur présence le *Te Deum*. De l'église catholique, le ban, le patriarche et tous les députés se rendirent à pied à l'église grecque, où l'on répéta la même cérémonie.

Pendant que les Croates encensaient leur idole et se préparaient à la guerre par des discours, les Magyars attendaient avec impatience le retour du comte Batthiany, que nous avons laissé à Inspruck; il revint seul dans la journée du 14, sur un bateau à vapeur frété exprès pour lui; cette circonstance,

la joie triomphale qui rayonnait sur son visage, le cri de : « Vive la Hongrie ! » qu'il fit entendre en abordant le rivage, étaient l'indice certain du succès de sa mission. Ce succès était complet, aussi s'empressa-t-il de l'annoncer au peuple, par la publication des manifestes et rescrits royaux qu'il avait rapportés de la résidence royale.

Le premier chargeait le ministre de la guerre autrichien de se conformer à l'action du ministre de la guerre hongrois, pour toutes les dispositions relatives à la Hongrie, les terres annexes, la frontière militaire et la Transylvanie. En même temps, le ministre de la guerre hongrois recevait, comme gage de la sympathie royale, le brevet de général de brigade.

Par un second rescrit, le monarque, donnant gain de cause au cabinet magyar, déclarait dénuées de fondement les craintes des Saxons et des Roumains de la Transylvanie, au sujet de leurs nationalités, et désavouait ainsi l'attitude de plus en plus belliqueuse que le ban de la Croatie prenait vis-à-vis de la Hongrie. Ce désaveu était accompagné d'un manifeste royal, adressé aux Croates et aux Esclavons. Après avoir rappelé que les Croates devaient, à leur union à la Hongrie, leur liberté constitutionnelle que seuls, parmi toutes les races slaves, ils avaient conservée pendant une longue série de siècles, l'Empereur ajoutait que, non-seulement ils avaient partagé les libertés hongroises, mais qu'ils avaient même joui de priviléges exceptionnels. Ensuite, par un exposé rapide des faits, il démentait non-seulement les prétentions d'omnipotence dont les Hongrois étaient accusés par leurs adversaires, mais il accusait lui-même le ban Jellachich d'être l'instigateur des mouvements qui, de toutes parts, se manifestaient contre la Hongrie. Examinant ensuite les diverses infractions commises par le ban, il lui reprochait de s'être illégalement fait installer dans la dignité du banat, cérémonie dont l'initiative appartenait seule au roi ou au palatin. Après l'avoir menacé de la rigueur des lois, il lui mandait qu'il venait de donner l'ordre au baron Jean Hrabovsky, de se rendre à Agram, pour informer sur sa conduite; en attendant, il le déclarait destitué de sa dignité de

banat et de ses fonctions militaires. Il terminait en rappelant aux Croates la persévérance dans les sentiments de fidélité dus au souverain.

Nous reviendrons bientôt sur ce document surpris à la bonne foi de l'empereur Ferdinand. En attendant, le premier coup de feu venait de donner le signal de la guerre civile. Dans la nuit du 8 juin, une colonne de mille Raïcz avait fait une incursion à Titel, chef-lieu du district des Czaïkistes. Le bataillon qui, sous les ordres d'un officier nommé Joannovicz, occupaït cette position, avait fraternisé avec les Raïcz. Ceux-ci, protégés alors par huit canons, s'étaient mis aussitôt en marche sur O-Becsé; six mille auxiliaires avaient grossi leurs rangs, lorsque le soir ils bivaquèrent dans les lignes dites romaines. Averti de ce mouvement, le colonel Kiss, commandant les forces hongroises de Kinkinda, avait reçu l'ordre de le repousser par les armes; mais ses troupes, trop inférieures en nombre, s'étaient vues forcées de battre en retraite.

Quelques jours plus tard, le 11 juin, le lieutenant général Hrabovsky avait dirigé une colonne mobile sur Carlowitz, pour chasser le comité central raïcz, qui, ainsi que nous l'avons dit, s'y était installé au mois de juin. Cette colonne détachée avait été reçue par une formidable mousqueterie; la lutte, engagée par un brûlant soleil, avait duré depuis six heures du matin jusqu'au soir. Les Raïcz, ce jour-là, combattirent avec un courage de lion. Les Magyars, exaspérés par une résistance à laquelle ils ne s'attendaient pas, s'étaient retranchés sur les hauteurs et avaient brûlé une partie de la ville; les excès auxquels ils se livraient alors furent le prélude des représailles qui eurent lieu par la suite. Le lieutenant général Hrabovsky s'était vu forcé de conclure un armistice de quinze jours, dont les Raïcz profitèrent pour s'organiser et se pourvoir d'armes et de munitions.

Ce fut à cette époque que débuta sur la scène un jeune chef, dont le courage et l'esprit aventureux devaient être funestes à la cause magyare; Stratimirovich, tel était son nom, parut le 15 juin devant Titel à la tête de deux cents Seressanes, qu'il

développa en tirailleurs devant les lignes des troupes hongroises, en attendant l'expiration de l'armistice.

Le 22 juin, il se rendit au quartier général autrichien de Weisskirschen, et somma le lieutenant-colonel Dreihann de lui livrer, avec trois pièces de canon et ses armes, le détachement de réserve qui se trouvait sous ses ordres; celui-ci accéda sans difficulté à cette demande. De leur côté, les Hongrois, renforcés par la cavalerie du général Ottinguer, concentrèrent leurs forces à Zombor et Zegedin. On vit alors les troupes autrichiennes s'apprêter à se combattre sous le même drapeau; c'était plus que le début de la guerre civile, c'était le commencement de l'anarchie dans l'armée.

Dans la nuit du 20 juin, l'archiduc palatin, accompagné des ministres Széchényi et Eötvös, partit pour Inspruck où, de son côté, le ban de Croatie s'était rendu avec une nombreuse députation chargée de soumettre à la sanction royale les résolutions qui venaient d'être adoptées à la congrégation d'Agram. Après s'être excusé du retard qu'il avait mis à se rendre aux ordres de l'Empereur, le baron Jellachich avait présenté à Ferdinand les députés croates et leur pétition, composée des onze articles ainsi conçus :

« 1° Attendu que les fidèles Croates ne sauraient reconnaître le gouvernement actuel de la Hongrie, ils prient Sa Majesté d'annuler toutes les dispositions que le ministère magyar a prises relativement à leur patrie, et d'établir, sous la présidence du ban, un gouvernement qui sera responsable au parlement national;

« 2° Ils demandent que les affaires de finance, de guerre ou de commerce, soient rédigées par un ministère responsable, commun à toute la monarchie, et auquel sera adjoint un conseil d'État, également responsable au parlement croate;

« 3° Que la frontière militaire soit subordonnée au gouvernement de la Croatie;

« 4° Ils demandent reconnaissance de la langue slave comme langue officielle dans les affaires de la Croatie;

« 5° La compétence du parlement croate au sujet des affaires

étrangères; la compétence du parlement central autrichien pour les affaires étrangères;

« 6° La réunion définitive de la Dalmatie à la Croatie et à l'Esclavonie;

« 7° La conservation des rapports d'amitié qui ont existé entre les différentes races existantes en Hongrie, d'après le sens de la pragmatique sanction, et sur la base de la liberté, de l'égalité et de la fraternité;

« 8° Le droit au ban de nommer tous les fonctionnaires politiques et législatifs, conformément à la sanction royale;

« 9° Les députés demandent en outre que, jusqu'au nouveau règlement de la procédure judiciaire, les procès déférés à la cour d'appel ne soient pas soumis aux tribunaux hongrois;

« 10° La revendication du territoire compris entre la Drave et l'Adriatique comme partie intégrale de la Croatie;

« 11° La reconnaissance du baron Külmer en sa qualité de représentant de la nation croate près de Sa Majesté, pour appuyer les 10 articles précités de la pétition. »

Comme on le voit, les termes de cette pétition n'étaient rien moins que parlementaires; ils constituaient moins une supplique que des conditions; aux exigences des Croates, parées pour la forme du titre de pétition, et aux députés eux-mêmes le Roi répondit en ces termes :

« Comme j'ai déclaré illégale la congrégation qui, sans mon consentement, a été convoquée pour le 5 juin, je ne puis vous recevoir comme députés. Je dois en même temps vous exprimer tout le mécontentement que je ressens de vos menées contre la couronne hongroise, à laquelle la Croatie appartient depuis sept cents ans. Je suis fermement résolu de maintenir ce lien, et je désire d'autant plus rétablir la bonne harmonie entre les deux pays que la valeur de mes soldats des frontières mérite toute ma reconnaissance.

« L'archiduc Jean, mon oncle, a accepté la médiation; vous prouverez la loyauté des sentiments que vous m'avez témoignés, en concourant résolûment au rétablissement de l'harmonie que je désire. »

Après avoir prononcé ces paroles avec une fermeté qui ne lui était point habituelle, l'Empereur congédia les députés croates et remit au prince Estherazy la minute de leur pétition, pour en faire la base des arrangements à conclure entre les parties divergentes.

Aux députés de la Croatie succéda une députation de Raïcz, à la tête de laquelle s'étaient mis le patriarche, deux évêques et plusieurs prélats du rite grec pour soumettre à la sanction souveraine les résolutions adoptées à l'assemblée de Carlowitz; l'Empereur la reçut avec froideur; il blâma même sévèrement une démarche qu'il considérait comme illégale; néanmoins, il consentit à recevoir la pétition qui lui fut présentée, et il la fit joindre à celle des Croates comme document à consulter.

Au moment où le baron Jellachich s'apprêtait à quitter Inspruck, un général attaché à l'armée d'Italie y arrivait en toute hâte; les nouvelles qu'il apportait du théâtre de la guerre n'étaient rien moins que rassurantes; l'irritation des régiments frontières, menaçant de quitter leurs aigles pour voler à la défense de leur nationalité, pouvait d'un instant à l'autre compromettre le sort de la campagne, et donner la victoire à la bannière de l'indépendance italienne; le baron Jellachich le comprit. Lui seul pouvait empêcher les régiments frontières de donner suite à leurs menaces de désertion. Il le fit en adressant aux trente-cinq mille Croates qui combattaient sous les ordres de Radetzky une proclamation énergique. Il les engageait, au nom de l'honneur militaire et du salut de la monarchie, à repousser le faux sentiment de patriotisme qui les porterait à quitter les aigles impériales pour venir combattre les ennemis de leur nationalité.

« Chargez-vous des Italiens, leur disait-il en terminant, je me charge, moi, des Hongrois; quoi qu'il arrive, je serai assez fort pour les combattre et vous conserver intacte votre chère nationalité. »

Le 28 juin, le ban, de retour avec la députation croate, fit à Agram une entrée qui rappela les pompes triomphales des Césars; cependant il ne traînait pas derrière son char les rois

barbares; il ne secouait point la poussière de ses sandales au front des vaincus; il revenait seul, sans armes, sans dépouilles opimes; mais il représentait une idée!

La victoire ne guidait point ses pas au chemin du Capitole, mais l'image de la patrie le transfigurait en symbole; la nationalité croate semblait s'incarner en lui.

Ce jour-là donc, la garde nationale avait formé une double haie depuis la place Sainte-Catherine jusqu'à la maison des États; chaque minute était marquée par un coup de canon, chaque coup de canon dominait le bruit des cloches et les zivios du peuple. De jeunes filles vêtues de blanc et portant, les unes des rameaux verts, les autres des drapeaux, précédaient le ban, un chœur de musique célébrait ses louanges; enfin, les notables de la ville l'attendaient à la maison des États; là, deux femmes, remarquables par leur beauté, lui firent l'hommage, l'une d'un discours, l'autre d'une couronne de lauriers. Alors un député nommé Kukuljevich, réclamant le silence, s'écria que toute la nation croate, qui avait ressenti au plus profond de ses entrailles l'insulte qu'on avait faite au ban, allait se lever en masse pour le venger. Le ban répliqua que l'insulte ne l'avait point atteint comme individu, mais qu'il l'avait ressentie uniquement au point de vue de la nationalité croate. Après avoir vu défiler devant lui les gardes nationales et les troupes de ligne, il reçut les membres de la municipalité qui le supplièrent de remplacer par le nom de Jellachich celui d'une des principales places de la ville.

Le second acte de la fête devait avoir lieu dans la soirée. En effet, à dix heures, six cents députés ou bourgeois, officiers de la ligne ou de la garde nationale, tous armés d'une torche flamboyante; quatre cents dames revêtues du costume national et portant toutes une lanterne de couleur, parcoururent la ville au son d'une musique militaire et se rendirent sous les fenêtres du ban. Cette promenade aux flambeaux produisit un effet magique.

Le lendemain, le ban ouvrit la première séance de la congrégation par la déclaration suivante : « Vous êtes instruits

de l'accueil qui m'a été fait par Leurs Majestés et par les archiducs. Parti d'Inspruck, ce n'est qu'à Lintz que j'ai eu connaissance, pour la première fois, du fatal manifeste; je me suis alors empressé de rejoindre l'archiduc Jean pour obtenir de lui, qu'en sa qualité de médiateur, il détournât les conséquences d'un acte qui compromettait notre nationalité. Son Altesse Impériale, appréciant la justesse de mes arguments, me promit d'envoyer sur-le-champ un courrier à Pesth pour ordonner aux ministres hongrois de s'abstenir de toutes résolutions ultérieures contre nous, et de maintenir, *in suspenso,* la question croate-esclavonne. »

En réponse à cette explication, les membres de la congrégation déclarèrent qu'ils ne voulaient point approfondir les motifs qui avaient décidé le roi à prendre une mesure qui pouvait soulever le peuple croate et compromettre l'existence de la monarchie; mais qu'ils ne pouvaient s'empêcher de regarder le manifeste royal comme un document apocryphe, sinon comme le fruit d'une extorquation. Cette appréciation ne paraissait, dirent-ils, que trop justifiée par l'accueil bienveillant que leur ban avait reçu de la cour impériale, par sa destitution antérieure et par le silence mystérieux gardé par Leurs Majestés à ce sujet, lors de leur conférence avec le baron Jellachich; dans tous les cas, cet acte devait être considéré comme nul et non avenu puisqu'il n'avait été dénoncé, dans une forme légale, ni au ban ni aux autorités croates. Un message impérial, que le baron Jellachich reçut alors, sembla confirmer en tous points cette appréciation; il était signé par l'archiduc Jean et portait cette inscription :

A mon ban de Croatie,
lieutenant général baron Jellachich.

Le ban était mandé à Vienne pour conférer, sous la médiation de l'archiduc Jean, avec des représentants du cabinet hongrois sur les questions en litige. Pour expliquer ces contradictions apparentes et pour sauvegarder ainsi la loyauté

de la couronne impériale, l'histoire doit mentionner que le manifeste impérial n'était pas seulement le résultat d'un habile stratagème, mais qu'il n'avait été accordé que conditionnellement et ne devait être publié que dans un cas éventuel posé par le roi lui-même. Or, le comte Louis Batthyany livrant à la publicité, en dehors de l'éventualité prévue, un document jusqu'alors confidentiel, avait failli aux conditions convenues et à ses engagements.

Pendant que le baron Jellachich recevait à Agram l'encens d'un enthousiasme voisin de l'idolâtrie, l'archiduc palatin ouvrait, le 5 juillet, le parlement hongrois qui, pour la première fois, se réunissait à Pesth. Cette cérémonie se fit avec solennité et beaucoup d'apparat. Les troupes de ligne et la garde nationale formaient la haie dans les rues où les députés devaient passer pour se rendre à la salle de la Redoute, consacrée à leurs séances. Les magnats, en grand costume, se pressaient dans cette salle, les dames élégamment vêtues transformaient la galerie en un parterre de fleurs et de diamants; les députés magyars étaient au grand complet, cependant on remarquait avec un sentiment d'anxiété l'absence des députés croates et esclavoniens. A une heure et demie l'archiduc, annoncé par le canon, et accompagné des ministres, fit son entrée dans la salle au milieu d'unanimes acclamations; il portait le costume magyar. Après avoir annoncé que Sa Majesté, n'ayant pu se rendre à Pesth, en raison d'une maladie sérieuse, l'avait chargé, par un rescrit royal, d'ouvrir le parlement en son nom, et l'avait nommé lieutenant du roi pour toute la durée de son indisposition, il lut d'une voix émue le discours royal. Ce discours, émanation de la pensée ministérielle hongroise, indiquait, autant par ses déclarations que par ses réticences, les véritables projets du cabinet indépendant, et ses tendances d'émancipation radicale. Ainsi, il parlait du maintien de l'intégralité de la *sainte couronne* hongroise, de la protection de la *sainteté inviolable* des lois, de la sûreté et du salut de la *sainte patrie,* de l'unité et de l'inviolabilité de la couronne hongroise, des mesures que devait

prendre le parlement hongrois, pour satisfaire aux intérêts inséparablement unis au trône royal; de la liberté constitutionnelle et du salut de la patrie. Il assurait en outre que la dernière sanction des lois, adoptées à la dernière diète de Presbourg, avait été l'*émanation libre de la volonté royale*(?) et que le roi était fermement résolu de maintenir toujours intactes les lois qu'il avait sanctionnées, etc., etc... Mais, d'autre part, le discours ne disait pas un mot de la couronne impériale, ni des relations de la Hongrie avec les autres pays qui lui étaient unis en vertu de la pragmatique sanction : il ne disait pas un mot des dispositions des §§ 2 de l'art. 3, en vertu duquel le maintien de l'unité de la couronne et de la monarchie devait être toujours conservé intact; il passait également sous silence le fait que la volonté royale n'avait sanctionné les arrêts de la diète de Presbourg que parce que les états hongrois avaient reconnu les dispositions de ce paragraphe comme conditions *sine qua non*, etc.

Si l'on compare l'ouverture du parlement hongrois à l'ouverture de la congrégation croate, on remarque de prime abord la différence qui existe entre ces deux pouvoirs. D'un côté silence et mutisme au sujet de la couronne impériale; de l'autre protestation de dévouement et de fidélité; à Pesth, oubli complet de la maison d'Habsbourg et de l'Autriche; à Agram, alliance absolue entre l'Autriche, la maison d'Habsbourg et la Croatie. Dans la congrégation, unité, harmonie, unanimité; dans le parlement scission spontanée, catégories, divergence, violente opposition. En effet, à peine le président du conseil avait-il, à la sortie de l'archiduc palatin, déclaré la séance ouverte, que Nyàri avait ouvertement arboré le drapeau d'un radicalisme ultra. Désappointé de ne point se voir au banc des ministres, il se faisait une place à l'extrême gauche; homme d'ordre hier, il devenait aujourd'hui chef d'un parti : son ambition déçue trouvait déjà dans la convoitise d'un portefeuille le secret d'une opposition tracassière et systématique.

Les séances qui suivirent celle d'ouverture furent consacrées

uniquement à des travaux préparatoires, à des arrangements l'intérieur, à la reconnaissance des lieux.

Le 11 juillet, les tribunes de la salle du parlement étaient remplies; tous les ministres se trouvaient à leur banc; les députés, au grand complet, attendaient avec impatience l'heure fixée pour l'ouverture de la séance, car, ce jour-là, Kossuth devait prendre la parole pour faire, disait-on, une motion d'une importance énorme. La séance s'ouvrit à dix heures, Kossuth alors s'avança lentement vers la tribune, et débuta par ce cri d'alarme : *Frères, la patrie est en danger!...* Après avoir dit qu'il regardait cependant avec *une confiance sublime* cette assemblée, à laquelle il répétait de nouveau : *Frères, la patrie est en danger!* il s'appliqua à justifier cette assertion par un tableau rapide de la situation de la Hongrie.

Quant à la Croatie, il rappela que la Hongrie avait toujours traité favorablement ce pays, qu'elle avait toujours partagé avec lui ses libertés, qu'elle avait maintenu avec abnégation ses droits municipaux; que, dans les derniers temps même, le ministère avait outre-passé ses pouvoirs, en concédant aux Croates le droit de correspondre dans les deux langues, etc., etc...

« De toutes ces concessions, s'écrie-t-il, la Hongrie n'a trouvé pour récompense qu'ingratitude et trahison. Jellachich proteste de sa fidélité au roi, mais il ne veut reconnaître ni le palatin ni les ministres hongrois. Nous avons obtenu les rescrits royaux d'Inspruck, il a déclaré que nous les avions arrachés par la force, etc., etc. ! . . . .

« D'un autre côté, les Serbes et les Raïzen, renforcés de brigands accourus de Serbie, se sont soulevés contre nous : quant à ces scélérats qui s'appellent *la nation serbe,* il ne saurait être question de négociations : aux brigands il faut la loi martiale, aux coupables il faut la potence, etc., etc. !

. . . .

« Sur d'autres points, la Valachie est en pleine révolution. Une armée russe s'est établie sur les rives du Pruth, mais ne l'a point encore passé : la Russie a justifié ce mouvement en

déclarant qu'elle resterait en bons termes avec la Hongrie tant que la Hongrie ne permettrait pas aux rebelles d'établir en son sein le foyer des tendances anarchiques. Notre réponse a été digne de vous et de nous, frères, car, tout en maintenant le droit sacré de l'hospitalité, nous avons pris l'engagement de repousser de notre royaume tous les élements qui pourraient troubler le repos des pays voisins. ». . . . .

Quant aux rapports entretenus avec l'Autriche, Kossuth les explique en citant une note par laquelle le cabinet de Vienne menaçait de dénoncer sa neutralité... Il s'efforce, en même temps, de faire ressortir le contre-sens qu'il croyait voir dans cette note et les palinodies d'un ministère qui, victime de sa propre impuissance, touchait à sa dernière heure.

Telle était la situation de la Hongrie, qu'elle ne pouvait prendre un point d'appui sur personne : ni sur l'Angleterre, qui, malgré les sympathies qu'elle professait pour la cause magyare, se trouvait trop éloignée pour donner un secours efficace; ni sur la France, trop occupée, à cette heure, de ses propres affaires; ni sur l'Allemagne, qui n'était pas encore constituée, etc., etc. La Hongrie ne pouvait donc compter que sur elle-même; en conséquence, il demandait que le parlement votât la levée de deux cent mille hommes et un subside de quarante-deux millions. Le budget, qu'il espérait pouvoir soumettre prochaînement, prouverait que la Hongrie ne serait point grevée davantage qu'au temps de Marie-Thérèse...

« Voilà mes propositions, dit l'orateur; soyez sûrs, messieurs, que l'avenir de la Hongrie dépend, non-seulement de la résolution que le parlement va prendre, mais encore, en grande partie, de la manière dont il la prendra. Quand un peuple est menacé de toutes parts, mais qu'il se sent la force et la volonté de repousser tout danger menaçant, alors, je le crois, le salut de la patrie ne doit pas être subordonné à d'autres questions. Aujourd'hui, nous sommes les ministres; d'autres, parmi nous, le seront peut-être demain; n'importe, le ministère peut changer, mais toi, ô ma belle patrie, tu dois

rester immuable, et la nation, soit avec le cabinet existant, soit avec un autre, doit sauver la patrie. Mais, pour que le ministère puisse sauver la patrie, la nation doit déployer la force que l'on doit au moment suprême. Afin donc d'éviter toute fausse interprétation, je déclare ouvertement que je demande deux cent mille hommes et les sommes nécessaires à leur levée... » A ces mots, Kossuth, par un de ces mouvements oratoires qui lui sont habituels, s'arrête, sa respiration est saccadée; sa tête, penchée sur sa poitrine, est pâle; sa voix, brisée par la fatigue, semble se refuser à son éloquence; un silence profond règne dans la salle; dans ce moment, Nyàri, oubliant son rôle de chef d'opposition, se lève, et, donnant à son bras droit la pose solennelle du serment, il s'écrie : *Nous les donnons!* A ces mots, tous les représentants, soulevés de leurs siéges comme par un mouvement électrique, étendent les mains vides vers l'orateur et répètent : *Nous les donnons!* Kossuth alors élève les yeux au ciel, il croise ses bras sur la poitrine, il verse des larmes, par une pantomime habile, il remercie du geste et du regard les députés, puis tout à coup, se relevant avec une énergie nouvelle, il termine par ce coup de théâtre :

— « En vous adressant la motion d'une levée de deux cent mille hommes et de quarante-deux millions de francs, le ministère hongrois ne vous a point demandé un vote de confiance, il n'a voulu qu'un vote pour le salut de la patrie... Pour réponse, vous vous êtes levés comme un seul homme; moi, je m'incline devant la grandeur de la nation... Plus qu'un mot, montrez autant d'énergie dans l'exécution que j'ai trouvé de patriotisme dans votre décision, et l'enfer lui-même ne pourra vaincre la Hongrie. »

L'orateur quitte la tribune au milieu des applaudissements; un dernier cri de : Vive la Hongrie! se fait entendre, et le président annonce que la motion du ministère est adoptée.

CHAPITRE X.

Clubs démocratiques. — Ambition et fièvre électorales. — Fêtes fraternelles. — Banquets patriotiques.—Mensonges et calomnies. — Protestation de l'armée. — L'archiduc Jean élu vicaire de l'Empire. — Députation du parlement de Francfort. — Belle réception. — Séance du comité de sûreté. — Chute du ministre Pillersdorff. — Nouveau cabinet.—Son programme. — Ouverture de la constituante. — Composition et physionomie de la constituante. — Portrait du ministre Alexandre Bach. — Défaite de l'armée piémontaise. — Rescrit royal.—Adresse à l'Empereur.—Allocution impériale.—Retour de l'Empereur à Vienne.

Dans les premiers jours de juillet, une agitation extrême s'empara des esprits à Vienne, et se communiqua, avec la rapidité d'une étincelle électrique, à toutes les provinces de la monarchie. Le moment d'élire les députés pour la constituante était arrivé. On vit alors le mouvement révolutionnaire abandonner, momentanément, le pavé de la rue, pour se concentrer uniquement dans l'intérieur des clubs. Ces nids démocratiques avaient pris, à cette époque, une puissance de nombre et d'autorité incroyable. Ils pullulaient dans la ville impériale. Les principaux étaient le club des Allemands, de Bohême, de Styrie, du Tyrol, de Basse-Autriche, de Moravie, auxquels cent cinquante succursales se reliaient; le club des Droits de l'Homme, fonctionnant dans l'intérêt républicain; le club des compositeurs et des imprimeurs, ouvertement socialiste; le club des gens de lettres, et le club des femmes démocrates, présidé par une femme qui, par sa naissance et son nom, appartenait aux régions élevées de la société, la baronne Perin, etc., etc.

Les clubs, s'emparant du mouvement électoral, le dirigeaient avec une habileté qui, mieux employée, aurait pu sau-

ver le pays au lieu de le jeter dans les aventures. Chaque club eut sa liste de candidats et son drapeau; chaque candidat eut sa profession de foi et son programme; chaque profession de foi, chaque programme, eurent leur presse et leur affiche; la ville de Vienne, badigeonnée de placards de toutes formes, de toutes dimensions, de toutes couleurs, n'était plus qu'une enseigne de boutique, qu'une immense réclame électorale. Ainsi que Kossuth à Pesth, les clubs démocratiques avaient dit que la patrie était en danger; chaque démocrate, sachant lire dans *Mathieu Laensberg*, et compter sur ses doigts, se crut appelé à la sauver : les sauveurs furent si nombreux que, dès les premiers jours, six cents candidats se présentèrent aux suffrages de leurs concitoyens appelés à nommer quinze députés. L'ambition avait bouleversé toutes les têtes ; plus d'un portier, rêvant les honneurs du parlement, aperçut la nuit, dans son sommeil, la silhouette d'un portefeuille de ministre; plus d'un épicier, vendant pour deux sous de cassonade à la femme du portier futur ministre, crut savourer, par anticipation, les amères douceurs du pouvoir souverain; plus d'un journaliste, écrivant un article *faits divers*, se surprit à faire un chef-d'œuvre d'économie politique. La maladie électorale avait atteint, à Vienne, les proportions d'une véritable épidémie. Nous en verrons bientôt les conséquences; constatons, en attendant, que les noms sortis des urnes électorales appartenaient tous au radicalisme le plus avancé.

A travers ce déchaînement d'intérêts privés et de passions ambitieuses, la physionomie de Vienne était grave et sombre ; les ouvriers avaient été si bien instruits dans leurs droits politiques par les étudiants, qu'ils avaient bientôt dépassé leurs maîtres. L'éducation révolutionnaire des peuples se fait rapidement lorsque les prestiges de l'intérêt individuel lui servent, sans exception, de règle et de mobile; aussi, les ouvriers, en vertu de leur dignité de souverain, se montraient-ils chaque jour plus exigeants. Ils ne se contentaient plus du travail facile que le gouvernement leur procurait, ils voulu-

rent eux-mêmes fixer le prix de leur salaire. Cette énormité ne leur suffit point; ils demandèrent impérieusement, en outre, des rations de pain pour leurs femmes et leurs enfants; ils tarifaient même, après avoir limité les heures du travail, les loisirs des dimanches et des jours fériés : éprouvaient-ils un refus, ils menaçaient, et, presque toujours, ils obtenaient gain de cause; en un mot, ingénieux copistes, ils répétaient à Vienne les scènes que les ateliers nationaux représentaient à Paris.

Ainsi que Paris, Vienne avait eu ses démonstrations populaires, ses promenades démocratiques, ses illuminations forcées, ses parades de femmes, ses barricades; il avait ses ateliers nationaux, la paresse privilégiée, le vice gratifié; il voulut avoir ses banquets patriotiques et ses fêtes fraternelles. Ce fut alors entre le peuple et la bourgeoisie, entre le prolétariat et le commerce, entre la magistrature et la finance, entre l'armée et la garde nationale, un assaut de démonstrations courtoises et sympathiques. Une ère de conciliation semblait régner à Vienne; la fraternité paraissait avoir réuni les membres longtemps divisés de la grande famille. Les fêtes fraternelles se succédaient sans intervalle; mais, hélas! plus elles se renouvelaient, plus le sentiment qui les avait fait naître s'effaçait. Ainsi qu'à Paris, ce mot sublime apporté sur la terre par le divin Sauveur, la fraternité! sonore sur les lèvres, n'existait point dans les cœurs; ces démonstrations pacifiques étaient une halte dans la marche de la révolution : c'était l'armistice du mensonge et de l'hypocrisie.

Combien de fois, à la sortie d'un de ces banquets soi-disant fraternels, ne vit-on pas un étudiant, de la même main qui venait de serrer celle d'un grenadier, armer le fusil qui, quelques jours après, devait faire feu sur les troupes impériales! Combien de fois ne vit-on pas des philanthropes acquitter, d'une main, la carte du banquet de la veille, et de l'autre stipendier l'émeute du lendemain! Combien de fois ne vit-on pas le rhéteur quitter la coupe du festin pour la plume du journaliste, et verser l'injure et la calomnie contre les braves dont

il venait de maculer les lèvres par un baiser hypocrite! Les bureaux des feuilles radicales étaient alors des arsenaux où, dans le mensonge et la haine, les folliculaires trouvaient chaque jour des armes agressives contre *les satellites du pouvoir,* contre *les séides de la tyrannie,* contre *les suppôts du despotisme.* Les choses en vinrent à ce point que les officiers de la garnison se crurent obligés de protester contre les injures et les provocations auxquelles ils étaient incessamment exposés; ils le firent avec la dignité d'une conscience irréprochable, à la fin d'un banquet fraternel qui avait eu lieu dans le jardin impérial Augarten.

Voici le discours qu'ils prononcèrent d'abord et firent publier ensuite à cette occasion :

« Habitants de Vienne!

« Le bruit se répand que nous voulons frapper de mort la jeune liberté. Ces accusations malveillantes ont évidemment pour but d'exciter la défiance contre nous, et de porter la perturbation dans notre patrie. Concitoyens, nous ne croyons pouvoir mieux répondre à ces attaques impudentes qu'en vous exposant ouvertement, loyalement, nos sentiments.

« Nous conservons à notre Empereur légitime et constitutionnel une fidélité inviolable; nous saluons, avec transport et gratitude, les institutions libérales qu'il a sanctionnées et que nous maintiendrons énergiquement de toutes nos forces. Nous protestons donc solennellement contre la calomnie qui nous impute la pensée de tentatives liberticides.

« Ayez donc confiance en nous. Nous sommes prêts à affronter tous les ennemis de la patrie; mais nous sommes douloureusement blessés et indignés de la licence infâme d'une presse effrénée, qui, sans cesse, vomit contre nous les injures à la fois les plus injustes et les plus basses.

« Nous demandons satisfaction; nous demandons justice à la loi : quiconque conserve en son cœur le sentiment de l'honneur nous approuvera.

« Habitants de Vienne, et vous surtout, gardes nationaux, dont la belle mission consiste à protéger la véritable liberté et l'ordre au sein de l'État, vous ne pouvez pas rester, vous ne resterez pas indifférents à la conduite de ces hommes déjà stigmatisés par l'opinion publique, de ces hommes qui insultent une armée dont les membres sacrifient, à cette heure, leur sang pour l'honneur et le salut de la patrie. »

On se trouvait à la veille de l'ouverture de la constituante; le parti de l'ordre attendait avec impatience le retour de l'Empereur, qui devait présider à cette cérémonie, lorsqu'on apprit, par une proclamation, que l'archiduc Jean remplacerait, à cette occasion, Ferdinand, retenu à Inspruck par le mauvais état de sa santé. En effet, l'archiduc Jean arriva à Vienne dans la soirée du 24 juin. Le lendemain, il reçut officiellement les ministres, la municipalité, les autorités civiles et militaires, et une députation du comité de sûreté. De retour au sein de l'assemblée, les membres de la députation la trouvèrent, pour la première fois, réunie en séance secrète, et délibérant sur la question de dissolution du comité. Deux orateurs, le docteur Fischhof, président, et le docteur Schiel, secrétaire, firent ressortir, avec une grande puissance de logique, les raisons qui motivaient l'urgence de cette dissolution; ils basèrent leur argumentation sur ce point : l'existence du comité, en présence de la constituante fonctionnant, ne peut être qu'inutile, sinon dangereuse. Leur opinion allait prévaloir, lorsque la minorité radicale, opposée à cette mesure et voulant gagner du temps, fit observer qu'une question de cette importance ne pouvait être mise à l'ordre du jour, et traitée qu'en présence de tous les membres prévenus *ad hoc*. Cette motion, mise aux voix, fut adoptée, et la discussion fut remise à une séance ultérieure,

Ce jour-là même on apprit, par dépêche télégraphique, que l'archiduc Jean venait d'être élu vicaire de l'Empire par le parlement de Francfort. Cette nouvelle produisit des transports de joie, d'autant plus vifs, que cette élection était pour la Prusse un échec politique, et pour l'Autriche la continua-

tion de son ancienne hégémonie en Allemagne. L'acceptation de l'archiduc n'était un doute pour personne : aussi la députation allemande, chargée par le parlement de Francfort de remettre à Son Altesse Impériale les titres de sa nomination fut-elle accueillie par de sympathiques démonstrations. Reçus au débarcadère du chemin de fer par le ministre Doblhoff, des membres de la municipalité et du comité de sûreté, par les députés et l'état-major de la garde nationale, les sept membres qui composaient la députation de Francfort firent leur entrée à Vienne dans sept voitures de parade, traînées chacune par six chevaux. Toutes les maisons pavoisées formaient sur leur passage un dôme de pavillons aux couleurs allemandes; de toutes les fenêtres, ornées de blonds visages, tombait une pluie de roses :

— « Il paraît que le ciel de Vienne est un jardin, dit un député de Francfort; un jardin dont l'orage en ce moment effeuille des fleurs.

— « Non pas, répondit un étudiant; ce sont les anges de la liberté qui vous envoient leurs bouquets. »

Le lendemain, les délégués se rendirent en grand apparat au palais Impérial, pour annoncer officiellement à l'archiduc Jean l'objet de leur mission. Les cloches sonnèrent à toutes volées ; la garde nationale formait une double haie sur leur passage, et des corps de musique jouaient de joyeuses fanfares. Une salve de cent un coups de canon annonça l'arrivée de la députation au palais, et l'adhésion de l'archiduc. Son Altesse Impériale répondait à la confiance de l'Allemagne, en acceptant le vicariat de l'Empire. Le reste de la journée fut consacré à des réjouissances publiques.

L'archiduc Jean devait partir le 8 juillet pour Francfort, avec la députation. En attendant, la défiance des esprits contre un ministère qui, si souvent, avait poussé la condescendance jusqu'à la faiblesse, et la faiblesse jusqu'à la lâcheté, avait tellement changé la physionomie de la capitale, que l'on s'attendait à voir surgir, d'un instant à l'autre, quelque gros événement.

Le 19 juillet, tous les yeux étaient fixés avec anxiété sur le comité de sûreté qui, la veille, par extraordinaire, n'avait pas eu de séance. Il se réunit, ce jour-là, plus tôt que de coutume, et tous les membres, qui avaient été convoqués à domicile, se trouvaient au grand complet dans la salle des séances; le bureau seul se trouvait presque désert. Ses membres, disait-on, étaient en conférence chez le ministre de l'intérieur. En l'absence du président, le docteur Schiel ouvrit la séance.

Après une discussion insignifiante sur l'agitation causée dans la ville par le passage des troupes se rendant à l'armée d'Italie,.on annonça une députation du club démocratique; les membres qui en faisaient partie supplièrent l'assemblée de ne point donner suite à la proposition qu'elle avait mise dernièrement à l'ordre du jour, au sujet de la dissolution du comité. Ils annoncèrent en outre qu'ils venaient d'adresser verbalement à l'archiduc Jean la demande du renvoi du ministère Pillersdorff qui, par ses actes, avait depuis longtemps perdu la confiance du peuple; ils ajoutèrent que l'archiduc les avait écoutés avec bienveillance et avait promis de prendre en considération le sujet de leur requête; en conséquence, ils espéraient que le comité de sûreté se joindrait à eux pour appuyer de toute son influence une mesure devenue désormais inévitable. En ce moment, le docteur Fischhof et les autres membres entrèrent dans la salle. Leur arrivée produit une vive sensation, tons les regards cherchent à lire sur les plis de leur visage assombri le sujet et les résultats de leur conférence ministérielle. Le président Fischhof se dirige gravement à la tribune avec une lettre à la main :

— « Messieurs, dit-il au milieu d'un profond silence, j'ai reçu ce matin, à la première heure du jour, un billet écrit et signé par le baron Pillersdorff; je vais vous en donner lecture:

« Monsieur,

« J'ai l'honneur de vous prier de passer dans la journée chez moi pour recevoir une communication importante; si vous

désirez vous faire accompagner par un ou plusieurs de vos collègues, ils seront les bienvenus. »

Fischhof ajoute qu'il s'était adjoint plusieurs de ses collègues, qu'il s'était rendu avec eux chez le baron Pillersdorff, et que le colloque suivant s'était aussitôt engagé entre eux :

— « Vous savez, messieurs, tous les sacrifices que j'ai faits aux exigences populaires?

— « Votre Excellence a très-bien dit : sacrifice est le mot qui s'adapte le mieux à celui de concession.

— « N'importe le mot, arrivons à la chose. Répondez franchement à la question que je vais vous adresser : quelle est l'opinion du comité de sûreté et de la population viennoise à mon égard?

— « Défavorable, Excellence.

— « Dans ce cas, messieurs, *si le comité de sûreté l'exige,* je suis prêt à donner ma démission. »

Ce *si* conditionnel était sur les lèvres du ministre la branche d'arbre que rencontrent les mains d'un malheureux qui se noie; le docteur Fischhof, qui est juif de religion et par habileté, en fit un pont de salut au désespoir de l'ambitieux ministre.

— « Excellence, reprit-il, la conservation de votre portefeuille dépend de votre acquiescement à un programme.

— « Quel est-il?

— « Franchement, ouvertement libéral.

— « Formulez.

— « 1° Élection directe et sans condition de cens;

« 2° Nulle chambre privilégiée;

« 3° Destitution du comte Thun, gouverneur de Bohême.

— « J'adhère personnellement à ces conditions; mais je me réserve le droit de les soumettre à l'approbation de mes collègues, et, en attendant, je vous donne ma parole que ma démission immédiate sera la conséquence de leur refus. »

Après cet exposé, le docteur Fischhof termine en disant qu'en raison de la nature de sa démarche auprès du baron Pillersdorff, démarche purement privée, le comité ne se trou-

vait pas engagé et restait libre de prononcer en toute connaissance de cause; quant à lui, il votait pour la conservation d'un ministère qui, sans jamais refuser rien, avait tout accordé. Plusieurs orateurs, espérant, de la faiblesse éprouvée du ministère, des concessions nouvelles, appuyaient la proposition Fischhof, lorsque l'arrivée des députés de Francfort, accompagnés d'un certain nombre de députés à la constituante autrichienne, suspendit une seconde fois la séance. Toute l'assemblée se lève et le président remercie les députés qui, dans ce moment, honorent de leur présence une des séances les plus solennelles du comité. Un député autrichien, répondant à ces avances, exprime, au nom de cent de ses collègues, la reconnaissance que la nation éprouve pour les immenses services que les Viennois ont rendus à la chose publique depuis les journées de mars; il ajoute que les membres de la constituante parlaient en bien des langues un seul langage, celui de la démocratie et de la liberté des peuples. « Voulez-vous connaître notre profession de foi? s'écria-t-il en terminant; je vais vous la faire : nous croyons fermement et religieusement dans les journées des 13, 14 et 15 mars.

« Nous croyons plus fermement et plus religieusement encore dans les journées du 15 et du 26 mai; nous croyons enfin que tous les peuples peuvent vivre en paix sous un même ciel, les uns près des autres, mais nous croyons avant toutes choses qu'ils doivent s'attacher à l'Allemagne une et puissante. »

Ces paroles absurdes provoquèrent un tonnerre d'applaudissements.

Le départ des députés de Francfort et d'Autriche rendirent à l'assemblée sa physionomie première; la discussion reprend son cours; les députés qui se succèdent, inspirant leurs consciences aux considérations du docteur Fischhof, appuient l'existence du cabinet Pillersdorff; dans ce moment, le docteur Schiel demande la parole.

« Le baron Pillersdorff, dit-il, doit son élection de député, vous le savez tous, messieurs, à la déclaration qu'il a faite

qu'en son âme et conscience il soutiendrait la nécessité de deux chambres et celle des élections indirectes basées sur le cens; le lendemain même, vous le savez encore, trahissant ses convictions de la veille, le baron Pillersdorff s'est fait le partisan du système contraire : quelle confiance peut-on accorder à un homme d'État qui, dans vingt-quatre heures, se montrant sous une double face, a le talent de traiter la politique *en Janus?* »

Une salve d'applaudissements mêlés d'éclats de rire accueille la verve satirique de l'orateur.

Schiel reprend : « Je demande que la question soit ainsi nettement posée : Le ministre mérite-t-il le vote de confiance qu'il sollicite? oui ou non. » Le président formule plus nettement encore cette motion par ces deux termes : « Le ministre Pillersdorff doit-il donner sa démission, oui ou non? » Cent cinquante-six voix décidèrent contre cinq que le ministre Pillersdorff devait se retirer, et telle était la puissance de ce club pompeusement paré du titre de comité de sûreté, que, semblable aux gladiateurs qui disaient aux Césars : « *Morituri te salutant,* » le baron Pillersdorff déposa humblement, le jour même, son portefeuille aux pieds du peuple devenu César.

Telle fut la fin d'un ministère qui, de concessions en défaillances, tomba accompagné dans sa chute par le mépris et l'aversion publiques. L'arrêt de mort que le comité de sûreté venait de décréter contre le baron Pillersdorff dut lui paraître d'autant plus dur, que ce comité, son propre ouvrage, lui devait son initiation à la vie politique, et que, depuis son existence, il avait sacrifié, aux coquetteries de la popularité, sa réputation, sa dignité personnelle, la sûreté du trône, le salut de la monarchie.

Partisan des idées nouvelles et représentant sous l'ancien ordre de choses le parti libéral, le baron Pillersdorff n'était pas l'homme que la difficulté des temps exigeait pour s'opposer à la marche d'une révolution qu'il avait désirée lui-même. Sans caractère, sans initiative, sans but arrêté, son système politique consistait à se laisser flotter au cours du torrent démocratique, sauf à se briser, tôt ou tard, contre un

écueil. Quelques cris dans la rue, un article de journal, la menace d'une députation, la moustache hérissée d'un étudiant, lui arrachaient des mesures dont il ne calculait jamais la portée. En un mot, le pouvoir semblait lui avoir été donné, non pour diriger le peuple, mais pour le flatter, pour travestir les rôles en courtisant ceux qu'il devait gouverner.

Chargé par l'archiduc Jean de composer un cabinet, le baron Dobblhoff se trouva en mesure de lui soumettre, lorsqu'il revint de Francfort, le 17, une liste ainsi composée :

Le baron Wessenberg, ministre des affaires étrangères et président du conseil ;

Le baron Dobblhoff, ministre de l'intérieur ;

Le docteur Bach, ministre de la justice ;

Théodore Hornbostl, ministre du commerce ;

Ernest Schwarzer, ministre des travaux publics ;

Comte de Latour, ministre de la guerre ;

Baron de Kraus, ministre des finances.

Ce ministère, considéré à un point de vue d'ensemble et pouvant d'un autre côté supporter l'analyse individuelle, était plutôt une garantie pour le parti de l'ordre qu'une espérance pour la révolution.

Le baron Wessenberg avait terminé sa carrière politique aux conférences de Londres. Depuis lors, retiré des affaires, il avait vécu à l'étranger jusqu'au jour où il trouva, dans son ancien antagonisme au prince de Metternich, le secret de sa nomination à la présidence du conseil des ministres.

Le baron Dobblhoff, ancien membre des états, était, quoique l'un des chefs les plus avancés du parti libéral, un parfait honnête homme.

Alexandre Bach, l'un des jurisconsultes les plus distingués de l'Empire et l'un des orateurs les plus éloquents du barreau, était un travailleur infatigable, supérieurement organisé pour faire un homme d'État.

Hornbostl, fabricant en soierie, partisan du progrès limité et basé sur les principes immuables du droit, était d'une modestie égale à sa probité.

Ernest Schwarzer, après avoir commencé sa carrière dans la profession des armes, avait quitté l'épée pour la plume, jusqu'au jour où il quitta la plume du journaliste pour le portefeuille du ministre.

Kraus, homme intègre, était réputé pour son habileté dans les affaires.

Le comte de Latour, bon général, organisateur habile, dévoué corps et âme à la maison d'Autriche, était brave comme son épée, mais manquait de spontanéité.

Telle était la composition de ce cabinet, qui devait en grande partie son existence à l'intervention du comité de sûreté; il ne pouvait donc, en vertu de son origine révolutionnaire, rendre au monarque le pouvoir dont on l'avait dépouillé; il ne pouvait qu'empêcher beaucoup de mal et produire tout le bien que la position critique des circonstances lui permettrait.

Le jour même de la formation du cabinet, les ministres qui en faisaient partie publièrent leur profession de foi, espèce de programme dont voici le texte :

« C'est dans les temps les plus difficiles de notre jeune vie politique libre, que le ministère se met à la tête de l'administration. Il croit que son premier devoir est d'indiquer, ouvertement et résolûment, les principes qui doivent servir de guide à son action.

« Il veut la fondation durable de la monarchie constitutionnelle, populaire, sur la base de la volonté générale, loyalement prononcée; car il est persuadé qu'un gouvernement n'est fort que lorsqu'il a sa racine dans le peuple : c'est de cette manière seulement qu'il est possible de maintenir l'État dans un développement progressif.

« Dans la conviction que les vœux et les besoins de la patrie doivent se concentrer, avant tout, dans le raffermissement de la liberté déjà acquise, le ministère espère qu'appuyé par la confiance et par le concours de tous les amis du progrès légal, il sera en mesure de garantir contre toute attaque les droits du peuple et ceux du trône.

« Mais pour rendre la liberté forte, il faut aussi que le gou-

vernement soit fort. Le ministère épousera tous les désirs et accordera toutes les demandes justes du peuple ; mais il déclare qu'il ne se laissera rien extorquer de ce qui, selon sa conviction, serait incompatible avec la liberté et le bien-être de toute la nation.

« En même temps qu'il considère comme un devoir de prendre toujours en juste considération la disposition de l'opinion publique, il reconnait parfaitement la nécessité de faire fructifier les bienfaits de la liberté constitutionnelle simultanément dans toutes les provinces : un de ses premiers soins sera donc de prendre énergiquement toutes les mesures nécessaires à cet effet.

« Le ministère est également entièrement convaincu que l'Autriche, sentinelle de la civilisation européenne à l'Est, doit rester grande, forte et unie ; mais pour réaliser l'idée de la grandeur et de l'unité de l'Autriche, jointe aux garanties les plus complètes de liberté politique et nationale, le ministère ne doit pas être seulement un ministère de réforme politique, mais il doit être un ministère de la réforme administrative la plus radicale.

« Intimement convaincu que pour éviter tout symptôme de défiance entre le peuple et le gouvernement, il est nécessaire de la sincérité la plus loyale, le gouvernement agira de telle sorte que dans toutes les affaires nationales des provinces il y ait publicité complète et impartiale.

« Le ministère croit que le grand but vers lequel la nation entière tend depuis son soulèvement, ainsi que la liaison intime entre l'Autriche et l'Allemagne, ne peuvent être atteints ni garantis qu'en reconnaissant l'égalité complète des droits de toutes les nationalités dans l'Empire. En fonctionnant d'après ces principes, le ministère espère pouvoir compter sur l'approbation du parlement. »

Le comité de sûreté avait ajourné au 16 juillet, ainsi qu'on se le rappelle, la discussion qui devait être son brevet de vie ou son arrêt de mort. Or, ce jour-là, tous les membres du comité se trouvèrent, longtemps avant l'ouverture de la séance,

dans la salle des délibérations. Le docteur Fischhof ouvrit la séance en posant carrément ainsi la question :

« Le comité doit-il continuer d'exister, oui ou non? » Les chefs du parti radical, intéressés à l'existence d'un pouvoir essentiellement révolutionnaire, combattent cette question ainsi posée, et contestent au comité lui-même le droit de se prononcer d'une manière catégorique à ce sujet : « Nous déclinons, disent-ils, la compétence du comité; attendu que le comité ne s'est pas établi et constitué de lui-même, il n'est pas uniquement le mandataire de la garde nationale et de la légion académique, mais il est l'agent de toutes les personnes qui ont combattu dans les journées de mai. » Cette argumentation était le triomphe de l'absurdité, aussi le docteur Schiel ne peut-il s'empêcher de s'écrier : « Vous usurpez, messieurs, les priviléges de la Divinité, en vous donnant un brevet de longévité éternelle. » Après une discussion de onze heures, le comité décida à l'unanimité qu'il ne se dissoudrait pas.

Le 22 juillet, l'archiduc Jean, revenu de Francfort, le 17, ainsi que nous l'avons déjà dit, ouvrit la constituante dans l'ancien manége impérial, par le discours suivant :

« Messieurs les représentants,

« Chargé par Sa Majesté notre très-gracieux souverain constitutionnel, d'ouvrir la constituante, j'accomplis ce devoir avec bonheur; je vous salue du plus profond de mon âme, vous qui êtes appelés à remplir la grande œuvre de la régénération de la patrie.

« A la consolidation future des conquêtes de la liberté, à l'établissement de la constitution, il faut votre concours sincère et indépendant.

« Toutes les nationalités de l'Empire autrichien sont également chères au cœur de Sa Majesté. C'est dans leur libre fraternité, dans la complète égalité des droits de tous, ainsi que dans leur union intime avec l'Allemagne, que tous les intérêts trouveront une base solide.

« Le cœur de Sa Majesté est douloureusement affecté de voir que tous ses peuples n'aient pas encore perçu les bénéfices que le sage usage des institutions libérales procure aux nations. La vive sympathie de Sa Majesté partage les angoisses de ses peuples. On peut espérer un arrangement satisfaisant des questions en litige soulevées entre la Hongrie et ses terres annexes, en pensant à la rectitude des sentiments qui animent ces populations généreuses.

« La guerre en Italie n'est pas dirigée contre les tendances libérales des peuples italiens, mais elle a pour but de maintenir l'honneur des armes autrichiennes et de garantir, vis-à-vis des puissances italiennes, les intérêts les plus importants de l'État tout en reconnaissant les nationalités. Comme les intentions bienveillantes d'arranger paisiblement les différends existants n'ont pas été couronnées de succès, il appartiendra à notre vaillante armée d'obtenir une paix honorable.

« Les relations amicales de l'Autriche avec les autres puissances n'ont pas été altérées. Les bons rapports, si longtemps interrompus avec l'Espagne, ont été rétablis.

« Par suite d'opérations financières extérieures et par un concours d'événements insolites, les ressources financières de l'Empire se trouvent dans une situation qui exige des mesures extraordinaires et déterminera les ministres à vous soumettre, dans le plus bref délai, tous les projets nécessaires accompagnés des pièces à l'appui.

« La garantie la plus sûre du développement moral et matériel de l'Autriche repose dans la réunion des représentants du peuple chargés de pourvoir eux-mêmes aux intérêts généraux.

« Dans cette confiance, l'Empereur vous envoie, ainsi qu'à toute la nation, son salut impérial et l'assurance de son affection cordiale. La constituante est ouverte. »

L'ouverture de cette assemblée, formée des éléments représentatifs de toute la monarchie autrichienne, semblait devoir fermer à jamais les portes de la révolution. Une nouvelle phase révolutionnaire ne paraissait admissible que dans la

double hypothèse d'un pas en avant par le peuple vers la république, ou d'un pas en arrière par le pouvoir : mais il n'entrait pas plus dans la pensée du peuple de créer un état de choses impossible, que dans la volonté du pouvoir de remonter le courant d'une idée qui venait d'emporter l'autorité suprême à laquelle l'Autriche avait dû si longtemps sa gloire, sa puissance, sa fortune et sa splendeur.

L'assemblée constituante était composée de trois cent quatre-vingt-trois députés, parmi lesquels se trouvaient un prince, sept comtes, sept barons, six chevaliers, six nobles non titrés, plusieurs évêques, des prêtres, des docteurs, quelques employés, des bourgeois, des prolétaires et un très-grand nombre de paysans. La physionomie générale de ce corps constituant présentait un ensemble fantastique; on eût dit, à voir la variété des costumes, à entendre la diversité des langues, que l'orgueil humain avait convoqué à Vienne un congrès de travailleurs européens pour préparer les bases d'une tour de Babel politique. Les contrastes des physionomies et des costumes produisaient un effet pittoresque et sans analogie dans aucune espèce d'assemblée parlementaire. Le chapeau à grands bords des Slovaques; le kalpak en fourrure rouge des Galliciens; le manteau blanc des Slaves jeté sur l'épaule gauche; le large pantalon en toile des Magyars, retenu à la taille par une ceinture de cuir noir renfermant toute leur fortune; la chemise à larges manches des Croates, leur servant à la fois de gilet et de veste; le chapeau vert des Tyroliens; le costume pittoresque des Styriens; le frac noir des députés viennois; les vêtements de fantaisie adoptés par la mode révolutionnaire, formaient une mosaïque vivante qui, vue de loin, paraissait artistiquement cimentée dans toutes ses parties, mais qui, vue de près, montrait le peu d'homogénéité qui régnait dans tous ses détails.

La confusion des langues surpassait encore celle des costumes; cinquante députés au moins ne connaissaient pas un mot allemand; ce fut pour parer aux inconvénients qui devaient résulter de cette ignorance que la constituante décida

que toute motion devait être traduite préalablement en italien, tchèque, polonais et ruthène. La confusion des idées était au niveau de celle des costumes et des langages : sur la demande d'un représentant désireux de connaître le nom du gouverneur de la Gallicie, nul ministre, soit de l'ancien, soit du nouveau cabinet, ne put lui répondre.

Quoi qu'il en soit, le plus grand nombre de ces représentants appelés à Vienne pour régler, à raison de six florins par jour et par tête, les intérêts de l'Empire, commencèrent à s'occuper des leurs. Presque tous les paysans trouvèrent dans leur mandat le moyen de thésauriser de gros bénéfices en se réunissant en phalanstère. Vingt Galliciens, parqués dans une vaste chambre de l'hôtel de *l'Agneau d'or*, au Wieden, étaient logés et nourris à raison de quinze sous par jour (20 kreuzer); quelques-uns même payèrent en nature, en mettant leur force musculaire à la disposition des domestiques; le matin en montant le bois dans les chambres, en décrottant la chaussure des voyageurs, et le soir en préparant le travail du lendemain. Une trentaine d'entre eux, plus économes encore, obtinrent, en leur qualité de représentants, l'autorisation d'élire domicile dans une vaste salle de la caserne occupée par le régiment du général Nugent (1); là, ces députés, choisis entre trente-huit millions d'hommes pour régler les destinées d'un grand empire, couchèrent, pendant plus d'un mois, sur une paille infecte que les chevaux les moins difficiles n'auraient pas voulu pour litière.

Presque tous baisaient la main des valets qui leur remettaient périodiquement le montant de leurs honoraires... Auprès de la majesté de ces souverains revêtus des suffrages d'un grand peuple, nos Nadaud et nos Greppo auraient été de véritables talons rouges.

Dès les premiers jours, les différents membres de la constituante tombés d'accord sur les principes démocratiques qui devaient servir de base à leurs travaux constitutifs, se divi-

(1) Alster-caserne.

sèrent sur les questions d'un intérêt spécial. Le terrain brûlant des nationalités était pour eux l'écueil où elles devaient se briser, le précipice où devaient s'engloutir les intérêts généraux de la patrie. Sur les bancs de la droite, du centre ou de la gauche, il y avait des Tchèques, des Galliciens, des Allemands, des Moraviens, mais il y avait fort peu d'Autrichiens. Les Slaves, voulant capter la bienveillance du gouvernement, formèrent la droite et tendirent la main aux fonctionnaires publics et aux membres du clergé, qui siégèrent au centre; les Allemands constituèrent la gauche. Ces trois partis, divisés en trois camps bien distincts, avaient leurs chefs, leurs drapeaux, et leurs orateurs. Sur les bancs de la droite, on voyait, en première ligne, Barrosch, député de Prague, et l'un des hommes les plus vigoureusement trempés de la constituante : monarchiste par raison, libéral par sympathie, démocrate par nécessité, il joignait à beaucoup de connaissances, effleurées plutôt qu'approfondies, une dialectique incisive et pénétrante.

Lubiomiersky, représentant de la Gallicie, prince de nom, aristocrate de naissance, et *dilettante* de démocratie; aussi bon politique par théorie que politique par système, il courtisait la popularité et recherchait les faveurs de cette maîtresse infidèle avec une constance digne d'un meilleur sort : il avait une belle figure, une forte voix et une éloquence persuasive.

Kraus, ministre des finances, administrateur habile autant qu'intègre; orateur moins jaloux de la forme que du fond, préférant la pensée à l'image, toujours clair, précis, et maître de son sujet comme de l'attention de ses auditeurs.

Riéger, député de Bohême, et l'un des principaux coryphées de la démocratie slave, malgré son origine et son éducation allemandes, n'avait d'autre éloquence que celle d'un regard sympathique, d'un geste impérieux et d'un extérieur fort beau; quand il parlait à la tribune, les dames de la galerie ne l'écoutaient point, elles le regardaient. Son amour passionné du slavisme se traduit par cette phrase, qu'il laissa tomber un jour de ses lèvres : « Les Slaves nourrissent l'Au-

triche de leur sang et de leur or; l'Autriche, comme État, n'existe que par la volonté des Slaves. »

Claudy, député de Bohême et digne émule de Riéger en slavisme; orateur diffus et caustique, discourant comme jadis combattaient les Parthes; il n'abordait jamais carrément une question. Le trait était son arme.

Dulewsky, député de Gallicie, doué de beaucoup de sens, honnête homme, bon orateur, voyant et jugeant bien les choses à son point de vue, ne se trompant que lorsqu'il prenait sa droite pour sa gauche, ce qu'il fit à la constituante en siégeant sous un drapeau qui n'était pas le sien.

Sierakowski, député de Gallicie et l'homme le plus *considérable* de la constituante. Par sa taille colossale, ses épaules carrées, ses cheveux roux et durs, son visage rouge et nuancé de bleu, ses yeux et sa voix de taureau, il semblait destiné plutôt à un emploi de garçon boucher qu'au rôle de représentant de l'empire autrichien.

Léopold Neumann, député de Vienne, et l'un des hommes les plus énergiques du parti de l'ordre : orateur consciencieux, il trouvait dans son âme honnête l'art de se faire applaudir sur un terrain hostile, et le secret de vaincre les préventions les plus contraires.

Brauner, député de Bohême, l'un des membres les plus intelligents de la constituante et l'un des chefs les plus habiles du parti national tchèque, avait trouvé dans les prisons politiques de Prague le mandat qui, lui rendant la liberté, l'avait porté d'un seul bond à un des bancs de la droite. Excellent orateur, toujours logique, rarement passionné, quelquefois un éclair animait son éloquence majestueuse et calme comme les eaux d'un fleuve qui ne déborde jamais.

Trojan, député de Bohême, l'orateur le plus verbeux et le plus violent de l'assemblée. Sa voix, infatigable comme ses poumons, grondait toujours. Quand il fronçait ses sourcils épais et noirs, et que son geste plein de colère semblait jeter la foudre aux bâillements de ses interrupteurs, on l'eût pris pour le Jupiter tonnant de la constituante.

Sur le premier plan du centre, auprès de l'ex-ministre Pillersdorff et de son successeur Dobblhoff, on voyait Strohbach, député de Prague, savant jurisconsulte, joignant à une grande pénétration d'esprit beaucoup de modestie; sa nature calme, conciliante, énergique au besoin, le rendait digne de la présidence que ses collègues lui offrirent.

Le comte Stadion, député de Gallicie, connaissant à fond les secrets de l'administration, dont il avait parcouru toutes les gammes, jouissait d'un ascendant énorme sur l'esprit des Ruthènes en Gallicie. Sous les allures froides et flegmatiques d'un gentleman anglais, il possédait un cœur chaud et généreux.

Sur les bancs de la gauche, se groupaient, autour des docteurs Fischhof, Goldmark, et plusieurs chefs démocrates, qui ont déjà figuré sur la scène des événements que nous venons de décrire, le prêtre Füster, député de Vienne, aumônier et professeur de religion à l'université. Sa figure boursouflée, apoplectique, lui donnait avec celle de Luther une ressemblance dont il était fier. Républicain par ambition, vicieux par nature, dissolu par habitude, crapuleux par goût, hypocrite par instinct, il cachait sous le verre de ses lunettes le regard de ses yeux faux et scrutateurs : parleur monotone, emphatique, ignorant, il se préparait, par les débauches de son esprit et de son cœur, à l'apostasie qui devait compléter sa ressemblance avec le moine défroqué de Saint-Augustin. Tel était déjà le cynisme de cet homme que, mendiant les suffrages des Viennois, à son élection à la constituante, il proféra un jour ces horribles paroles : « Il faut abolir le célibat des prêtres; le célibat des prêtres est une absurdité, réprouvée par tous, et auquel nul prêtre n'a jamais été fidèle; quant à moi qui vous parle, je me glorifie de l'avoir violé plus de cinq cents fois... »

Le malheureux! il l'avait même violé, non point dans les ténèbres de l'alcôve, mais sous les yeux mêmes de la jeunesse qu'il était chargé de conduire dans les sentiers de la morale et de la vertu. Sous la direction antireligieuse de cet homme, la

Aula n'était plus le sanctuaire de la science, ce n'était plus qu'un vaste *lupanar*.

Mayer, député de Brünn, sous-secrétaire d'État au ministère de l'intérieur, savant administrateur, habile dialecticien, éloquent orateur, avait le talent de subjuguer les masses.

Löhner, député de Bohême, incarnation du parti allemand, poëte élégant, orateur petillant de verve et d'esprit, homme remarquable par les traits accentués de sa tête à la Van Dyck, véritable figure de Faust.

Prestel Violand, portant bien son nom, député de la Basse-Autriche, pâle copie des Lameth, élevé comme eux par les bienfaits de la cour dont il devait être un des plus violents adversaires; fou d'ambition, cynique d'ingratitude, bilieux d'éloquence, digne, en un mot, d'être à la tête du parti qui l'avait choisi pour chef.

Smolka, député de Gallicie, conspirateur par métier, condamné et amnistié plusieurs fois, mais toujours incorrigible; orateur censé énergique, et remarquable par les dimensions exagérées et la couleur fauve de ses moustaches.

Kudlich, député de Silésie, qui, en raison de son inexpérience et de sa jeunesse, devrait siéger sur les bancs de l'Université qu'il a quittés hier, plutôt que sur ceux de la constituante où il expose avec orgueil son costume d'étudiant. Après avoir suivi théoriquement un cours de barricades, il s'est fait traduire, a appris par cœur *les Droits de l'Homme,* l'alpha et l'oméga de sa science politique.

Schuselka, député de la Basse-Autriche, surnommé *le Lamartine de la Constituante,* quoiqu'il y eût entre ces deux hommes la différence qui existe entre la voix du hibou et celle de la fauvette, la complainte du *Juif errant* et une méditation poétique. Auteur fécond d'un grand nombre de brochures radicales connues uniquement par la prohibition dont elles ont été l'objet, il portait la barbe soignée, taillée, peignée comme un jardin à la le Nôtre. Sa versatilité, en matière de science, de politique et de religion, s'expliquait autant par la faiblesse de son caractère que par l'orgueil de son esprit.

Brestel, député de Vienne, ami protégé et doublure de Füster.

Umlauft, député de Bohême, ancien employé au ministère de la police et de la censure, l'un des membres les plus avancés du comité de sûreté, orateur et nouvelliste insignifiant.

Borkowski, député de Gallicie, l'un des chefs du parti national polonais, aristocrate par naissance, démocrate par principe et parfait orateur.

Mannheimer, député de Gallicie, éloquent prédicateur de la religion juive à Vienne.

Indépendamment de ces trois catégories, il y avait à la diète constituante un quatrième parti dont M. Alexandre Bach était le créateur, l'âme et le chef : c'était le parti monarchiste autrichien. Ce parti, composé d'hommes sérieux, à convictions sincères, ne laissait échapper aucune occasion de défendre, par l'éloquence de la parole et la logique de l'argumentation, les droits de l'autorité légitime, et en même temps les véritables intérêts du pays, deux termes complétement identiques.

Alexandre Bach, né le 4 janvier 1813, à Loosdorf (Basse-Autriche), de parents distingués dans l'ordre judiciaire, montra, dès sa plus tendre enfance, une intelligence qui, fortifiée par une éducation d'élite, présageait déjà les services qu'un jour il serait appelé à rendre à son pays.

Docteur en droit à l'âge de vingt ans, il entra dans l'administration, et acquit rapidement les connaissances pratiques indispensables aux hommes voués à de hautes destinées. Appelé plus tard, par la mort de son père, à recueillir l'immense clientèle de son cabinet, il devint bientôt l'un des premiers avocats d'Allemagne. Son cabinet était un ministère où les personnages les plus haut placés venaient, du matin au soir, solliciter ses conseils et courtiser son talent. Doué d'une richesse d'imagination égale à l'ardeur et à la générosité de son âme, le futur ministre appartenait à cette pléiade de jeunes hommes qui, lisant, dans l'avenir, de prochaines commotions, désiraient des réformes plutôt qu'un changement de forme gouvernementale.

Lors des événements qui éclatèrent à Vienne, en mars 1848, Alexandre Bach comprit de suite que, dans les mouvements populaires dont il venait d'être témoin, il y avait plus qu'un changement de système, mais qu'il s'y trouvait toute une révolution. Ne pouvant arrêter un ordre de choses que la sagesse d'un homme vieilli dans les affaires n'avait pu prévenir, il songea à le diriger d'abord, pour le dominer ensuite. La monarchie autrichienne était en feu; les vents révolutionnaires de France, d'Italie et d'Allemagne soufflaient avec violence; M. Bach fit ce qu'on appelle la part de l'incendie; mais il était trop tard : nulle puissance humaine n'aurait pu arrêter les laves de l'éruption révolutionnaire. Le prestige de l'autorité, la majesté des lois, l'inviolabilité de la couronne : tout fut emporté par la tourmente populaire. Le changement de système avait été si complet que plus rien n'était debout.

On sait avec quel enthousiasme réel ou simulé la constitution, fille bâtarde des journées de mars, fut accueillie par des hommes qui avaient dépensé toute leur vie au service d'une idée contraire. M. Bach, dont l'âme, indépendante et vierge encore aux choses politiques, n'était liée à aucun antécédent, crut de bonne foi que cette forme nouvelle pouvait satisfaire les intérêts de tous; mais, du jour où il aperçut, derrière la constitution, l'ombre de la république attendant son heure, et, derrière le manteau de la république, l'image du communisme, de ce jour-là M. Bach, se rappelant Barnave et Mirabeau, résolut d'arrêter la révolution, dût-il se jeter sous les roues de son char; de ce jour-là, il se dévoua, tête et cœur, corps et âme, au salut de la société et de la monarchie.

Dès sa première apparition sur la scène politique, Alexandre Bach annonça ses tendances vers les opinions et le système que le futur ministre s'efforcera bientôt de faire prévaloir.

Partisan sincère de l'autorité souveraine et de la centralisation de la monarchie autrichienne, il s'est montré constamment le plus énergique adversaire de la domination magyare. Les idées politiques qu'il eut souvent l'occasion d'émettre, au sujet des affaires de Hongrie, n'eurent jamais d'autre base que la

nécessité de l'unité gouvernementale et politique de la monarchie; enfin il s'opposa, avec autant d'énergie que de talent, à la suppression absolue des corvées, mesure injuste au point de vue du droit, et qui, selon lui, ne pouvait être légitimée que par une indemnité acquittable par les paysans eux-mêmes.

Homme d'État habile, orateur parfait, travailleur infatigable, M. Bach, quoique jeune encore, a trouvé, dans l'estime et la juste appréciation du parti conservateur, la récompense des nombreux services qu'il a rendus à l'ordre social; de plus, il a rencontré, dans la haine des démagogues, les honneurs que l'erreur accorde toujours à la vérité. Du haut de la position hors ligne où son talent et ses mérites l'ont élevé, il regarde passer à ses pieds le mensonge et la calomnie; il se réjouit même des attaques auxquelles il est en butte, car il sait que la haine des agents du mal est toujours un titre à l'amour des gens de bien.

Dans les premières séances de la constituante, qui devait à peine se constituer elle-même, le parti tchèque avait remporté un avantage marqué, sur l'élément rival, par la nomination du bureau : le président Schmitt, et le vice-président Strohbach, appartenaient tous deux à l'élément slave.

Le 29 juillet, le ministre de la guerre et le ministre de l'intérieur se rendirent à l'assemblée constituante, pour faire l'un et l'autre deux communications importantes : le premier annonça, au milieu d'un tonnerre d'applaudissements, et aux cris de : « Vive l'armée autrichienne ! » que les troupes du roi Charles-Albert avaient été mises en pleine déroute à Custozza; le second fit part à l'assemblée d'une démarche que le cabinet avait cru devoir faire auprès de l'Empereur, pour l'engager à revenir à Vienne, et qui n'avait abouti qu'à obtenir un rescrit impérial dont il était chargé de donner lecture aux représentants ; il était ainsi conçu :

« J'ai chargé mon oncle, l'archiduc Jean, de me remplacer à l'ouverture de la constituante. Dès ce moment, le parlement est parfaitement autorisé à s'occuper de son organisation définitive et à exercer son mandat législatif. Les ministres res-

ponsables, qui tous se trouvent à Vienne, sont munis des pleins pouvoirs nécessaires.

« Tant que le parlement n'aura pas établi ses lois, ma présence et celle de mon *alter ego* ne seront pas nécessaires; mais, avant tout, je dois acquérir la conviction que l'action libre de l'assemblée législative est assurée sous tous les rapports; je crois devoir donner à mes bien-aimés sujets cette preuve d'amour et de sollicitude pour la conservation de leurs droits.

« Si mon attente est accomplie, j'enverrai sur-le-champ à Vienne mon frère affectionné, l'archiduc François-Charles, pour être mon *alter ego,* et pour remplacer l'archiduc Jean, mon oncle; j'exaucerai, de cette manière, ses vœux les plus ardents, quoiqu'il me soit très-douloureux de me priver des services qu'il me rend avec tant de fidélité.

« Je charge mon ministère de communiquer au parlement, dans toute sa teneur, le reserit présent. »

La lecture de ce document provoqua un mécontentement général sur les bancs de l'assemblée; le ministre lui-même, déplorant la résolution de Ferdinand Ier, déclara que le cabinet se verrait dans l'impossibilité de remplir sa mission, si ses rapports réguliers et immédiats avec le chef constitutionnel de l'État n'étaient rétablis au centre de l'Empire. Il termina en engageant l'assemblée à prendre, séance tenante, une mesure décisive, proportionnée à la gravité de la circonstance. L'assemblée ayant résolu à l'unanimité d'envoyer une adresse à l'Empereur, pour le déterminer à revenir en sa capitale, une discussion très-vive s'engagea sur les termes de cette adresse.

— « Le temps des prières est passé, s'écria le représentant Klaudy; nous ne devons plus solliciter, nous devons exiger; oui, nous devons exiger, au nom de la loi, au nom du peuple et au nom des représentants du peuple. »

Le baron Pillersdorff se prononce énergiquement contre les conseils du préopinant; il fait observer à ses collègues que la constituante n'a que des avis à donner à l'Empereur, et non point des ordres :

— « L'Empereur est le chef de l'État, dit-il, lui seul a le droit d'ordonner, et il ne possède ce droit que dans les limites de la loi elle-même. »

Le député Füster s'élance à la tribune et prononce, en un langage inintelligible, quelques paroles que nous produisons littéralement mot par mot :

— « En m'associant aux vues des honorables préopinants, je dois déclarer, au nom du peuple autrichien, je l'espère... le peuple autrichien a montré, à l'occasion des intrigues, qui, on peut les appeler ainsi, lorsqu'on lui a enlevé son Empereur, une patience comme peut-être elle n'a jamais été montrée dans l'histoire (*sic*)... Le peuple autrichien a montré un amour, comme peut-être il a été rarement montré (*sic*). Le peuple autrichien a montré une patience; on a envoyé à Inspruck députation sur députation (*sic*). Le peuple autrichien était déjà souverain, la révolution était déjà là et consommée! le peuple autrichien était placé sur le terrain révolutionnaire, et il mendiait encore, qu'on me pardonne l'expression, il y a des limites où le peuple ne doit plus mendier (*sic*). Une, deux députations suffisent; le peuple déroge en envoyant beaucoup de députations. Je veux admettre que, si d'abord on avait parlé plus énergiquement, aujourd'hui peut-être l'on n'aurait pas besoin de tenir ce langage (*sic*). Messieurs, nous sommes ici au nom de ce peuple; je vis dans le peuple, je le connais; le peuple est profondément mortifié de l'insulte qui lui a été faite. Si cela eût été fait à une autre nation, sa dynastie serait dans une situation pire que celle où se trouve la nôtre. Qu'on lise seulement l'histoire de Charles Ier, de Jacques II, de Louis XVI... » Ces mots détestables, accompagnés d'un geste féroce, soulèvent, sur tous les bancs de la constituante, un long murmure d'improbation; les députés protestent avec indignation contre ces allusions régicides. L'orateur reprend :

« Le peuple autrichien est généreux; il peut patienter, peut aimer, peut être reconnaissant.

« Il y a des limites, et je crois que ce qui a été prononcé dans la matinée d'aujourd'hui est conforme à l'esprit qui a fait

une impression profonde (*sic*). Or, à l'exception d'un seul mot, cette adresse est tout à fait contraire à cet esprit. Dans tout le reste, elle est trop modérée : cet esprit dépasse les limites du respect qu'on doit au trône. Nous devons à nous-mêmes de poser sérieusement, et avec la plus grande énergie, une alternative qui nous garantisse, qui garantisse le peuple et qui, en même temps, garantisse la monarchie. »

L'adresse que Füster trouvait trop modérée était conçue en ces termes :

« Sire,

« Au moment où le parlement que Votre Majesté a convoqué pour constituer la patrie, s'apprêtait à s'occuper de ses travaux les plus urgents, il a reçu, par l'entremise du ministère, la communication, très-affligeante, que, tant que le parlement n'aurait pas établi des lois, et que Votre Majesté n'aurait pas acquis la conviction que l'action libre de l'assemblée législative est assurée, Votre Majesté ne jugerait pas sa présence et celle de son *alter ego* nécessaires à Vienne, parce que Votre Majesté croit devoir à ses peuples cette preuve de sollicitude et d'amour paternel.

« Une semblable réponse, dans la bouche du monarque constitutionnel, au moment où tous les regards des peuples autrichiens sont fixés avec anxiété sur cette capitale, doit donner aux représentants de l'Autriche les plus graves soucis, pour le salut de la patrie, et même pour l'existence de l'Empire. Ils croient donc remplir un devoir indispensable, en déclarant que la personne sacrée du chef de l'État ne peut rester plus longtemps éloignée du centre de gravitation de la monarchie constitutionnelle, du siége de la constituante, et de la tête des affaires. Quel que soit le motif qui ait porté Votre Majesté à s'éloigner de sa capitale, le moment est venu où tous les intérêts de l'Empire et de la couronne se concentrent dans une seule nécessité, celle de votre retour aux lieux où les représentants du peuple uni, que Votre Majesté elle-même a convoqués, vont édifier le nouvel empire constitutionnel autrichien,

aux lieux où les seuls conseillers légitimes de Votre Majesté coopèrent utilement à la construction de cet édifice. Puisse l'harmonie de ce concours offrir à Votre Majesté la garantie de sa liberté! Les hommes que la confiance du peuple a envoyés ici, considéreraient comme une trahison de ses droits, s'ils siégeaient en des lieux où la liberté de leurs délibérations et de leur action ne serait pas assurée. Le fait même que la constituante siége à Vienne, et que, de son sein, elle envoie à Votre Majesté ses députés de toutes les provinces, afin d'obtenir que l'empereur constitutionnel daigne accorder à l'œuvre constitutionnelle, glorieusement commencée, cette sanction que la piété loyale du peuple est prête à trouver dans sa présence à Vienne, est la plus sûre preuve, sire, la plus grande garantie que l'action libre de l'assemblée est assurée sous tous les rapports. Elle en est redevable d'abord à l'admirable modération, à l'amour pour l'ordre et à la loyauté de la population de Vienne, ensuite au dévouement et à l'abnégation de la garde nationale.

« C'est en donnant ces garanties, les plus sûres de toutes, que les peuples d'Autriche demandent, par l'entremise de leurs représentants, assemblés à Vienne, comme la preuve promise de sollicitude et d'amour paternel, le retour immédiat de Votre Majesté au sein de sa fidèle capitale, et qu'ils s'attendent à voir enfin se réaliser les promesses que Votre Majesté a faites en tant d'occasions.

« C'est à la condition unique que Votre Majesté se rendra, en personne, au siége du parlement et au milieu de son ministère responsable, que l'on pourra prévenir les dangers de la défiance, de la sédition, et de l'anarchie qui pourraient compromettre la couronne et la dynastie de Votre Majesté. Uniquement alors, les bienfaits que le cœur paternel de Votre Majesté a l'intention d'accorder à ses peuples, pourront mûrir sous les rayonnements de la paix et de la liberté.

« Nous conjurons Votre Majesté de ne pas écouter l'avis de perfides conseillers, mais d'entendre la voix et les exigences de ses peuples fidèles. »

En réponse à cette adresse, qui lui fut remise le 5 août par une députation de la constituante, l'Empereur prononça cette courte allocution:

« Je reçois avec plaisir MM. les députés : ne voulant jamais autre chose que le bien-être de mes États, je répondrai volontiers au désir de vos commettants, et je me rendrai au milieu d'eux. Quoique l'état de ma santé ne soit pas encore consolidé, je pense me mettre en route le 8 du mois courant pour me rendre à petites journées, ainsi que ma santé l'exige, à Vienne, parmi mes fidèles Autrichiens. Je reçois avec plaisir l'expression de vos sentiments loyaux. »

Cette réponse, comparée à celle que le chef de l'État avait adressée quelques jours auparavant à ses ministres, ne prouvait que trop la fluctuation des idées qui régnait dans toutes les décisions d'une cour exposée à mille courants divers. Quoi qu'il en soit, l'Empereur partit le 8 d'Inspruck, et arriva le 12 à Stein, ville frontière de la basse Autriche. Il y fut reçu par le ministre Dobblhoff, qui, de son côté, s'y était rendu à la tête d'une nombreuse députation, représentant tous les corps constitués du gouvernement. Le même jour, Leurs Majestés débarquèrent à Nussdorf, au milieu des acclamations enthousiastes d'une foule innombrable; il était cinq heures du soir, tous les ministres reçurent la famille impériale qui, précédée par des groupes de jeunes filles vêtues de blanc et jetant des fleurs sur son passage, se rendit à ses calèches. Quatre arcs de triomphe, ornés des couleurs allemandes et de celles des diverses provinces de l'Empire, avaient été dressés sur la route de Vienne. Toutes les gardes nationales de la capitale et de ses environs formaient une double haie depuis Nussdorf jusqu'à Schœnbrunn ; des guirlandes étaient attachées aux cravates des drapeaux; les baïonnettes des fusils disparaissaient sous des bouquets ; toutes les maisons étaient pavoisées de tentures; de toutes les fenêtres, une pluie de fleurs tombait sur le cortége qui s'avançait dans cet ordre :

Deux aides de camp à cheval.

Un escadron de la garde nationale.

Un escadron de la garde bourgeoise.

La calèche de l'Empereur et de l'impératrice.

Celle de l'archiduc François, de l'archiduchesse Sophie et des archiducs leurs fils.

La suite de Leurs Majestés, les généraux, leurs états-majors et deux escadrons de cavalerie. De distance en distance, de nombreux groupes de jeunes filles brandissaient, en signe de réjouissance, les rameaux d'olivier qu'elles tenaient à la main. Des salves d'artillerie annoncèrent l'arrivée du cortége à la cathédrale de Saint-Étienne, où Leurs Majestés se rendirent pour assister au *Te Deum*. Après cette cérémonie religieuse, le cortége, grossi par les gardes nobles, allemande, hongroise et lombarde, se remit en route pour Schœnbrunn. Les députés de la constituante, ainsi que de nombreuses députations, s'y étaient rendus pour recevoir la famille impériale et lui adresser des discours de félicitations. Lorsque le soir vint, la vieille capitale de l'Empire fut plongée dans un vaste océan de feu.

CHAPITRE XI.

Situation de la capitale. — Parodie funèbre. — Émeute des ouvriers. — Répression. — Dissolution volontaire du comité de sûreté. — Hostilités en Hongrie. — Marche triomphale du ban Jellachich. — Singulière garde d'honneur. — Le ban mandé à Vienne. — Ovation. — Contre-partie. — Conférence solennelle. — Création d'un papier-monnaie hongrois. — Échec de la cause impériale. — Manifeste du ban. — Réplique du ministère hongrois. — Enthousiasme magyar. — Excès déplorables. — Défection d'un bataillon transylvanien. — Représailles. — Assaut de Weisskirchen. — Députation hongroise à Vienne. — Réparation impériale au ban. — Réception de la députation à Schœnbrunn. — Rupture — Démission du cabinet magyar. — Comédie jouée par Kossuth. — Passage de la Drave. — Manifestes du ban. — Enthousiasme des Hongrois — Nouveau cabinet hongrois. — Manifestation viennoise en faveur de Kossuth. — Conférence du lac Balaton. — Mission du général comte Lamberg.

La joie que le peuple de Vienne avait manifestée à l'occasion du retour de son empereur, devait être un gage de paix et d'union; présage trompeur! La position de la capitale devint bientôt plus grave que jamais. Les meneurs, habiles à exploiter l'inquiétude générale, jetaient au sein des masses, comme autant de germes d'agitation, les bruits les plus alarmants. Ils représentaient les troupes préparant, dans l'ombre, les fers qui devaient bientôt river la révolution au despotisme; ils dénonçaient les ministres à la vindicte publique, en reprochant au général Latour son opposition à la ligue allemande; à Alexandre Bach, le courage intelligent avec lequel il défendait, pied à pied, les prérogatives du pouvoir souverain, unies aux véritables intérêts du pays; au cabinet entier, son attitude, franchement opposée aux manœuvres antiautrichiennes du parti magyar, et la menace qu'il avait faite de donner sa démission, dans le cas où la constituante se prononcerait pour

l'abolition absolue des corvées, etc., etc. D'autres causes d'inquiétude plus réelles et mieux fondées compliquaient, en outre, la situation; la plus grande détresse régnait au sein des masses laborieuses; le crédit, faisant faillite, avait tué le commerce et l'industrie; les manufactures désertes, les boutiques sans clients, les ateliers réduits à l'état de solitude, avaient versé trente mille bouches affamées sur le pavé de la rue : trente mille francs par jour suffisaient à peine à balancer les mauvais conseils de la paresse et de la faim; le vide se faisait chaque jour davantage dans les caisses du gouvernement et dans celles de la ville; le budget de la commune était obéré. Pour peu que cet état de choses durât, il était facile de prévoir que le jour n'était pas éloigné où la misère servant de prétexte à l'émeute, le sang coulerait dans les rues de la capitale. Le gouvernement crut pouvoir prévenir ce moment fatal, en réduisant de vingt-deux centimes l'aumône quotidienne que percevaient les femmes et celle qu'on allouait aux enfants au-dessous de quinze années. Le ministre des travaux publics, M. Schwarzer, après avoir pris des précautions pour réprimer toute tentative d'insurrection, rendit le 19 une ordonnance qui opérait cette réduction. Le lendemain était un dimanche, les ouvriers se contentèrent d'exprimer leur mécontentement par la menace d'une démonstration plus burlesque que sérieusement hostile. En effet, le 21 dans la matinée, ils affublèrent de vêtements noirs un mannequin figurant le ministre Schwarzer, et simulant une marche funèbre, ils se rendirent processionnellement au Prater, où une fosse, creusée d'avance, avait été préparée. La plupart étaient sans armes, mais presque tous portaient les instruments plus ou moins meurtriers de leurs professions.

Cette farce, innocente si elle n'eût été une insulte au principe de l'autorité, devint le signal d'une lutte acharnée. Sommés de se disperser, les ouvriers refusèrent ; chargés par la garde municipale, ils soutinrent le choc avec une telle vigueur, que celle-ci, repoussée, dut faire appel à l'intervention de la garde nationale. Vainement la légion académique voulut,

de son côté, intervenir entre les deux partis et plaider la cause des ouvriers; la garde nationale, exaspérée par des alertes continuelles et des prises d'armes incessantes, ne voulut rien entendre, elle chargea à son tour avec une ardeur impitoyable. Les ouvriers, dispersés par le feu des bataillons, rentrèrent dans l'ordre, et la parodie funèbre qu'ils avaient mise en scène devint pour un grand nombre d'entre eux une triste réalité.

Cet événement, qui, pour la première fois à Vienne depuis le 13 mars, prouvait au gouvernement que toujours la force reste à la loi, lorsque la loi veut sérieusement être forte, provoqua la dissolution volontaire d'un pouvoir qui, pendant plusieurs mois, avait régné souverainement.

Le comité de sûreté, non prévenu des mesures que, volontairement ou par oubli, l'autorité avait prises en dehors de lui pour réprimer la manifestation du 21, ne voulut pas en assumer la responsabilité; il offrit sa démission au ministère, qui s'empressa de l'accepter par le rescrit suivant en date du 23:

« Le ministère, convaincu que les circonstances actuelles exigent la concentration du pouvoir exécutif dans les mains du ministère, à qui appartient le soin de l'ordre et de la tranquillité publique, déclare, sur la propre demande du comité de la garde nationale, des bourgeois et des étudiants, que la mission qu'il a remplie avec tant de courage, tant de dévouement et tant de succès, est terminée. Le ministère croit de son devoir sacré de remercier chaleureusement tous les membres du comité qui, dans les moments les plus difficiles, ont agi avec tant de prudence, dans l'intérêt de la ville et de l'État; il croit devoir, en outre, leur exprimer l'assurance de sa plus haute considération.

« Rentrez donc dans la vie privée, avec la conscience d'avoir loyalement rempli vos devoirs de citoyens, et avec l'assurance du ministère que, fidèle aux principes qu'il professe, il maintiendra toujours la liberté civile la plus entière, en même temps que la légalité. »

Ce certificat de civisme, délivré par le ministère, fut l'épitaphe du comité de sûreté.

Retournons en Hongrie. Tandis que, à Pesth, la diète perdait un temps utile à d'oiseuses discussions sur l'adresse en réponse au discours du roi, le sang continuait à couler dans les plaines du Banat et en Syrmie. De part et d'autre, les préparatifs de guerre étaient poussés avec vigueur. Le baron Lopresti, suivant l'exemple qu'avait donné Lutzow, à l'époque des grandes guerres contre la France, organisa à Pesth un corps franc de cavalerie; en même temps, toute la garde nationale fut mobilisée. Cette mesure fut provoquée par la sanglante bataille de Werschetz remportée, par les troupes magyares, sur les Serbes; ceux-ci ne tardèrent pas à prendre leur revanche, en occupant les minières de Moldava, le gros village de Turczky et celui de Saint-Thomas. La position importante de Saint-Thomas devait devenir, par la suite, un boulevard inexpugnable pour l'Autriche.

Les Magyars reçurent l'ordre de s'en emparer à tout prix; en conséquence, ils l'attaquèrent vigoureusement dans la nuit du 13 au 14 juillet. Plusieurs fois, ils s'élancèrent à l'assaut avec le courage du désespoir; mais chaque fois, ils furent repoussés par les assiégés qui ne comptaient cependant que trois mille hommes des régiments frontières et deux mille combattants serbes. Le 18 juillet, ils attaquèrent simultanément Saint-Thomas, Turia et Foldoar; ils furent également repoussés sur tous les points, après avoir éprouvé des pertes sensibles. Les Raïcz combattirent ce jour-là avec une valeur homérique; en effet, on en vit plus d'un, transpercé d'un coup de baïonnette, fendre, avant d'expirer, la tête de son adversaire. Les Serbes et les Raïcz, campés alors dans les lignes romaines, formaient un effectif de vingt mille hommes, appuyé par cent pièces de canon.

Sur ces entrefaites, le baron Jellachich, décidé à jeter son épée au plus épais de la lutte, parcourait les principales contrées de la Croatie, pour y soulever les populations. Ce fut un dramatique spectacle que celui de ces hommes au bras et à la foi robustes, quittant leurs foyers, leurs femmes, leurs enfants, pour se ranger en masse sous la bannière du ban :

les uns, intrépides soldats des régiments frontières, imprégnés encore de la poudre qu'ils venaient de brûler sur les champs de bataille de l'Italie; les autres, paysans, simples volontaires en haillons, n'ayant en apparence du soldat que le cœur; ceux-ci, avec leur *surka* de grosse toile et leur chapeau à larges bords; ceux-là, avec leur bonnet et leur vaste manteau rouge, tous subjugués par la puissance du sentiment national qui, dans les moments suprêmes, de chaque homme fait un héros. Ce n'était pas seulement la guerre qu'ils allaient porter en Hongrie, c'était la protestation des vaincus, longtemps courbés sous le joug de leurs conquérants; c'était le cri de la délivrance, opposé au cri de l'oppression; c'était le drapeau de la résurrection d'un peuple d'un autre siècle qui se relevait majestueusement dans son indépendance et dans sa liberté.

La marche du ban ne fut partout qu'un long et perpétuel triomphe : un tressaillement général, des transports inouïs, éclataient partout sur son passage; partout, les gardes nationales accouraient en foule sur ses pas; partout, le son des cloches et le bruit des canons saluaient sa présence; c'était plus qu'un homme, plus qu'un souverain couronné que les Croates fêtaient ainsi; c'était le génie de leur nationalité.

On vit alors à Kreutz, chose incroyable et pourtant vraie! l'on vit douze jeunes vierges, dont le cœur n'avait encore battu d'amour que pour la patrie; on vit douze jeunes filles resplendissantes de beauté et appartenant à l'élite de la société, échanger la ceinture de leurs robes d'innocence contre le ceinturon du soldat, et, l'épée nue à la main, monter pendant toute la nuit la garde à la porte du baron Jellachich. Jamais l'amour de la patrie ne porta si loin l'exagération du civisme. Cette nuit-là, Jellachich fut douze fois plus vertueux que Scipion l'Africain.

De retour à Agram le 24 juillet, le ban reçut un message de l'archiduc Jean qui le mandait à Vienne, où l'archiduc palatin et le président du conseil des ministres hongrois devaient se rendre de leur côté. Il se mit aussitôt en route et

fut reçu par l'archiduc, le jour même de son arrivée, qui eut lieu le 27. Dans la matinée du jour suivant, les officiers des troupes allemandes, slaves et italiennes, qui se trouvaient en garnison dans la capitale, allèrent en corps à son hôtel pour lui offrir l'hommage de leurs sympathies.

Le ban profita de cette occasion pour manifester, en quelques courtes mais chaleureuses paroles, les sentiments d'amour, de dévouement et d'inviolable fidélité, que lui et tous les Croates professaient pour la personne de l'Empereur et pour la monarchie autrichienne; à la suite de ce discours, accueilli avec transport, le ban eut avec l'archiduc palatin une conférence qui, dès le début, révéla l'abîme profond creusé, par la rivalité des races, entre la Hongrie et ses terres annexes; il était évident que l'épée seule pouvait désormais trancher la question. Une nouvelle manifestation, plus importante encore que celle de la matinée, eut lieu dans la soirée en l'honneur de celui que l'opinion publique baptisait déjà du nom de héros croate.

Une promenade aux flambeaux, à laquelle prirent part, eux-mêmes, les officiers de l'armée et ceux de la garde nationale, se prolongea jusqu'à minuit dans les rues de la ville. En même temps, une ovation rivale fut décernée par des Magyars et leurs partisans au président des ministres hongrois, le comte Louis Batthyany.

Ces deux manifestations opposées provoquèrent, sur quelques points, des rixes graves. Le café Français faillit même devenir un champ de bataille où l'élément croate en serait venu aux mains avec l'élément magyar, sans la présence d'esprit du propriétaire du café qui, éteignant tout à coup le gazomètre de son établissement, plongea dans l'obscurité les adversaires prêts à engager la lutte.

Une dernière conférence eut lieu, le 29, au ministère de l'intérieur, entre M. de Bach, ministre de la justice, le baron Jellachich, d'une part; le prince Estherazy et le comte Louis Batthyany, d'autre part.

Elle fut grave et solennelle. Les ministres magyars s'y posè-

rent ouvertement en vainqueurs qui dictent des conditions; cependant, ils auraient dû s'estimer heureux d'accepter celles qu'on leur proposait.

L'Autriche, soutenue par l'épée slave, reconnaissant la validité des conquêtes que la Hongrie avait faites depuis le 13 mars, ne revendiquait pour elle, dans ses rapports politiques avec le royaume magyar, que le droit de s'immiscer dans la gestion de trois portefeuilles : ceux de la guerre, des finances et des affaires étrangères. Elle abandonnait aux autres départements ministériels une complète liberté d'action. Vainement, pendant deux heures, le ministre Bach démontra, par une argumentation brillante autant que logique, la légitimité des prétentions de l'Autriche, et le peu de fondement des exigences magyares ; vainement il s'efforça de prouver, l'histoire et la géographie à la main, que, par ses traditions et sa situation topographique, la Hongrie devait rester invariablement unie à l'Autriche, non-seulement au point de vue du droit, mais encore au point de vue de son intérêt personnel ; vainement il fit ressortir les dangers d'une lutte dont les résultats, quoique terribles, ne pouvaient être douteux ; les deux chefs magyars restèrent sourds à la voix de la raison. Plusieurs fois même, oubliant que la modération est d'ordinaire une preuve affirmative du droit, le comte Batthyany s'abandona à des éclats d'une violence déplorable : « Entre les cabinets de Pesth et de Vienne, s'écria-t-il, il y a une barrière infranchissable.

— « Que vous avez élevée vous-mêmes, » répondit avec calme le ministre Bach ; et il ajouta, en pesant avec intention sur chaque parole : « Prenez garde, comte, il y a derrière cette barrière, de votre côté, un abîme qui s'appelle la révolution.

— « Et qui l'a creusé, cet abîme?

— « Vous le savez mieux que nous, demandez à Kossuth. En attendant, je vous dirai ce qui le comblera : des flots de sang, des milliers de cadavres, le vôtre peut-être, comte. » Lorsque ces personnages qui tenaient entre leurs mains le sort

de l'Empire se séparèrent, le comte Batthyany s'approcha du baron Jellachich, et, prenant sa main, lui dit : « Encore une fois, voulez-vous la paix ou la guerre?

— « Nous voulons la paix, répondit le chevaleresque ban de Croatie, si, mieux inspirés, les Magyars rendent à César ce qui est à César, et à l'Autriche ce qui est à l'Autriche; mais s'ils persistent à vouloir briser le pacte fondamental de l'Empire, oh! alors, nous voulons la guerre.

— « A la garde de Dieu, répliqua Batthyany, le sabre décidera entre vous et nous; adieu, baron, je vous donne rendez-vous sur les bords de la Drave.

— « Nous nous reverrons avant sur les bords du Danube, » riposta vivement le baron Jellachich, qui bientôt devait tenir parole.

Tous les honneurs de cette conférence mémorable restèrent au ministre autrichien et au chef croate.

Le 5 août, le gouvernement hongrois fit, en billets de 5 florins, une première émission du papier-monnaie national : la Hongrie accueillit avec enthousiasme ces billets qui n'étaient, en dernière analyse, que des traites tirées sur elle-même, et qui devaient avant une année révolue grever le pays d'une dette de 225 millions de francs. A la même époque, la cause impériale reçut un échec dont les conséquences désastreuses devaient se faire sentir jusqu'à la fin des guerres de la révolution : le général Blagoevich accepta, du cabinet hongrois, le commandement de la forteresse de Peterwardein. Courageux soldat, excellent officier, dévoué même à la maison de Habsbourg, mais étroit politique, ce général repoussa les ouvertures du ban, et embrassant une cause qu'il devait servir, jusqu'au dernier moment, avec un dévouement aveugle, il arbora résolûment la bannière tricolore hongroise.

Dès son retour à Agram, le ban publia, à la date du 6 août, le manifeste suivant :

« Conformément aux ordres de l'archiduc Jean, lieutenant de l'Empereur, je me suis rendu, pour la troisième fois, au siége du gouvernement central de la monarchie pour accor-

der, s'il était possible, les besoins de notre chère patrie avec les vœux de nos voisins, les Hongrois, ainsi qu'avec les intérêts de la maison impériale et royale. . . . .

. . . .

Ni les dangers personnels, ni la mortification, ni l'insulte, qui m'ont été infligées par le manifeste, non publiquement encore révoqué, du 10 juillet, n'ont pu m'empêcher de me charger de cette nouvelle mission épineuse. Il s'agissait, en effet, de conserver à mes chers compatriotes en Croatie, Esclavonie, Dalmatie et dans le Vaivoda servien, les premiers biens du monde : la liberté et la paix ! Il s'agissait, en outre, d'assurer aux deux partis leurs droits naturels, leurs prétentions raisonnables, et de conserver intacte l'union des pays et des peuples appartenant à la couronne apostolique, ainsi que le lien qui les attache à l'Empire . . . .

« En ma qualité de représentant de la nation, j'ai dû prendre, pour base de la médiation dont l'archiduc s'était chargé, les résolutions de la dernière congrégation, c'est-à-dire :

« 1° La réunion des ministères de la guerre, des finances et des affaires étrangères, à l'administration de la monarchie entière.

« 2° La pleine garantie et la complète égalité des droits de notre nationalité et de notre langue, tant dans l'administration intérieure, qu'au parlement de la Hongrie.

« 3° L'accomplissement des vœux et des demandes de la nation Raïcz.

« Ni ma conviction, ni la volonté prononcée de la nation, ne m'ont permis de m'écarter de cette base. Mais ni l'archiduc palatin, qui m'a accueilli avec les plus gracieuses protestations et la plus cordiale sympathie pour le succès d'un arrangement paisible, ni le président du cabinet hongrois, avec lesquels j'ai traité les conditions *sine qua non,* n'ont pu, vis-à-vis du parlement et de leur parti, s'entendre d'une manière satisfaisante. Le départ du médiateur sérénissime qui eut lieu le 30 juillet a terminé la dernière tentative d'arrangement amiable de notre question nationale

sans qu'il m'ait été départi le grand bonheur d'entrevoir, en perspective, un heureux succès. . . . .

« En conséquence, il nous reste à attendre la résolution que prendra le parlement, qui, dans ce moment, délibère à Pesth sur notre dernier mot de paix; et de confier, ensuite, à notre force et à notre union la justice de notre cause, à laquelle ne failliront ni les sympathies prononcées des peuples libres de l'Autriche et de l'Europe, ni l'approbation de Sa Majesté l'Empereur et roi, ni enfin les secours du Tout-Puissant dans lequel nous nous confions fermement. »

A ce manifeste belliqueux, le président du ministère magyar répondit par une ordonnance non moins altière qu'il s'empressa d'adresser aux autorités des pays situés entre le Danube et la Drave; elle était conçue en ces termes : « Le danger s'accroît de plus en plus sur les frontières de notre patrie. Un parti infâme, auquel Jellachich sert d'instrument aveugle, relève la tête. En présence de l'archiduc Jean, le baron Jellachich m'a fait la promesse de retirer ses forces de la frontière croate, à la condition que le gouvernement hongrois retirerait les siennes : malgré la parole donnée, il concentre à cette heure une armée considérable en Croatie, et notamment dans les environs de Varasdin, quoique, conformément à notre engagement, nous ayons retiré une partie considérable de notre armée de la frontière croate pour l'établir sur le Danube.

« Or, comme nous devons redouter à chaque instant de voir attaquer nos frontières, j'engage, en ce moment décisif pour l'avenir de notre patrie, les autorités limitrophes du Danube et de la Drave à employer l'enthousiasme patriotique, dont elles ont donné tant de preuves, pour organiser, le plus rapidement possible, des corps de volontaires mobiles. Les gardes nationaux sédentaires doivent employer tous les moyens qui sont en leur pouvoir pour maintenir le calme et l'ordre; quant aux fonctionnaires supérieurs, ils doivent agir avec la plus grande sévérité contre les perturbateurs et prendre toutes les dispositions nécessaires pour repousser, s'il le faut, par une levée en masse, toute invasion croate. Les réaction-

naires doivent être surveillés avec vigueur; nous n'attaquerons personne, mais nous serons tous prêts, jusqu'au dernier homme, à protéger notre liberté, notre indépendance et nos droits. »

En réponse à cette proclamation, les volontaires magyars surgissent de toutes parts et se rendent en armes sur les points menacés; un enthousiasme difficile à rendre anime tous les cœurs magyars. Leurs chefs organisent le mouvement avec une activité incroyable, mais peu scrupuleux sur le choix des moyens, ils recrutent dans les bas-fonds de la société des auxiliaires peu dignes de combattre et de mourir sous le drapeau même de la rébellion; ils grossissent leurs cohortes de tous les éléments impurs qui se présentent; à Szegedin, ils ouvrent les portes des prisons à un ramassis considérable d'hommes compromis avec la justice : des voleurs et des assassins, cachant les taches de l'infamie sous l'uniforme du soldat, deviennent les frères d'armes de braves gens égarés par un faux amour de leur patrie : Kossuth traite d'égal à pair avec un chef de brigands condamné à la potence; en échange de sa grâce, le fameux Rosa-Sandor apporte à l'armée nationale un appoint de deux cents hommes déterminés, suant le crime à pleins pores, prêts à tout faire, hormis le bien. C'est à ces hommes, morts à l'honneur, à tout sentiment humain, et non point à la nation hongroise entière, que l'histoire doit imputer les monstruosités qui signalèrent les commencements et le cours de la guerre civile. Les excès auxquels ils se livrèrent, avec toute la fougue de leurs instincts pervertis, dépassent en atrocités peut-être les plus mauvais jours des migrations des peuples... Nous voudrions jeter un voile sur le sinistre tableau de ces scènes terribles; mais à quoi servirait l'histoire si le sentiment d'une trop généreuse pitié ensevelissait ses enseignements dans l'oubli?

Ivres de sang et de pillage, ces hommes, le blasphème aux lèvres, le poignard et la torche aux mains, semaient partout le meurtre, l'incendie et le sacrilége. Sans distinction d'âge et de sexe, ils égorgeaient les enfants et les vieillards, ils ouvraient le ventre des femmes enceintes pour arracher et jeter

à la voracité des animaux immondes le fruit de leurs entrailles ; ils crevaient les yeux et mutilaient d'une manière infâme les corps de leurs victimes ; ils n'épargnaient même pas l'innocence et la beauté qu'ils avaient flétries ; on vit plus d'une jeune fille bénir la même main qui lui ravissait la vie après lui avoir enlevé l'honneur. Mais on vit aussi plus d'un vieillard, glacé par l'âge, retrouver dans le désespoir la force de l'âge mûr, et venger, en mourant lui-même, la mort d'une fille adorée ou d'un fils chéri.

Ces scènes de brigandage prirent de telles proportions que le patriarche de Carlowitz adressa au commissaire général Hrabovski une lettre énergique par laquelle il le rendait responsable de toutes les atrocités dont il lui fit un exposé rapide et saisissant. Mais que pouvaient les protestations d'un homme revêtu d'un caractère sacré, sur le cœur de gens qui, ne respectant pas plus la Divinité dans ses temples que l'humanité dans ses sentiments, pillaient les sanctuaires, profanaient les tabernacles, souillaient les autels, mutilaient à coups de sabre les statues des saints et faisaient de l'image de la Vierge une cible sacrilége. Une cause qui, dès le début, se rendait coupable ou complice de pareilles monstruosités, devait être abandonnée des hommes et de Dieu.

Des échecs réitérés, subis par les troupes magyares, suscitèrent, au sein du parlement, des discussions violentes, auxquelles le ministre de la guerre, meilleur soldat que bon politique, ne sut point tenir tête. Plus habile à manier le sabre que la parole, et préférant le champ de bataille à celui des discussions, il voulut se rendre sur le théâtre de la guerre, mais il rencontra sur sa route une embuscade où, sans le courageux dévouement de douze hussards composant toute son escorte, il serait infailliblement resté malgré sa valeur personnelle.

Sur ces entrefaites, les officiers et les soldats qui, ainsi que nous l'avons dit, avaient été mis sous les ordres du cabinet hongrois, commencèrent à murmurer hautement contre un état de choses qui les forçait de combattre leurs frères d'ar-

mes des régiments frontières, les mêmes qui avaient si vaillamment défendu l'honneur et les droits de la patrie, menacés par l'insurrection italienne. Un bataillon transylvanien, composé de Valaques, donna le premier exemple de défection à la cause magyare, en se dirigeant sur Krasso après avoir refusé de se rendre sur un bateau à vapeur qui devait le conduire à Vieux-Becsé.

Le 19 août, les Magyars tentèrent une attaque infructueuse contre les positions de Thuria et de Saint-Thomas; ils perdirent un nombre considérable de morts et de blessés. Plus heureux dans leurs opérations, mais non moins cruels dans leurs représailles, les Raïcz détruisirent de fond en comble les deux communes de Tamerin et de Jarek, après avoir passé au fil de l'épée leurs habitants. Ils livrèrent également aux flammes la ville de Moldava. Dans toutes les guerres civiles, la torche, pour consommer plus rapidement l'œuvre de la destruction, s'est faite l'auxiliaire de l'épée.

Le 30 août, les troupes impériales de Nugent donnèrent l'assaut à Weisskirchen, mais elles furent repoussées par le 9e bataillon des Honvéds, appuyé par un détachement de soldats impériaux; là, comme sur tous les points où la lutte était engagée, les aigles d'Autriche, planant sur les deux camps ennemis, se déchiraient de leurs propres serres. Pendant ce temps, le ban de la Croatie avait terminé ses préparatifs belliqueux, et l'attitude imposante qu'il avait prise indiquait clairement qu'il attendait, pour frapper un coup décisif, que les derniers moyens de conciliation épuisés se traduisissent par ce mot : la guerre !

Le parlement magyar, adoptant un système de temporisation, crut pouvoir encore opposer efficacement aux baïonnettes croates du ban les paroles emphatiques de ses rhéteurs; en conséquence, il résolut d'adresser un manifeste à l'Europe et d'envoyer une députation au roi. L'œuvre de la commission nommée pour rédiger ce document, avortant dès le principe, ne devait jamais voir le jour. La députation composée de vingt membres de la chambre des magnats et de cent membres de

la chambre des représentants arriva dans la soirée du 6 septembre à Vienne. D'après les instructions qu'elle avait reçues, elle ne devait rester que quarante-huit heures au plus dans la capitale de la monarchie, car il lui avait été expressément enjoint de considérer comme un refus tout délai de réception. En outre, elle était spécialement chargée d'exiger de Sa Majesté le rappel immédiat en Hongrie de tous les régiments hongrois, l'intervention des troupes impériales cantonnées en Hongrie contre quiconque ferait de l'opposition aux ordres du ministère magyar, l'abrogation des pouvoirs accordés au ban sur les Croates, la punition des réactionnaires et le voyage du roi à Pesth pour sanctionner en personne les résolutions prises par le parlement. Le lendemain de son arrivée, la députation se réunit pour arrêter le discours qu'elle devait adresser au roi; il fut traduit en allemand et expédié par le président du conseil des ministres à l'Empereur, qui le renvoya presque aussitôt en exigeant la modification préalable de plusieurs passages inconvenants.

Les lenteurs de la cour, justifiées par des répugnances légitimes, excitèrent d'autant plus les susceptibilités des membres de la députation, qu'elles contrastaient avec les sympathies calculées dont les entouraient les étudiants et les éléments démocratiques de la population. Néanmoins, les délégués consentirent à retirer de leur adresse les passages mis à l'index; ils espéraient de cette concession, qu'ils considéraient cependant comme un sacrifice, les meilleurs résultats, lorsqu'ils eurent connaissance d'un rescrit royal adressé le 4 septembre par l'Empereur lui-même au ban de la Croatie; il était ainsi conçu :

« Mon cher baron Jellachich,

« Les preuves incontestables de fidélité et d'attachement à ma dynastie et aux intérêts de la monarchie entière que vous m'avez données consécutivement depuis votre élévation au banat de la Croatie, l'empressement que vous avez mis d'obéir

à mes ordres qui tendaient à rétablir une entente amiable avec mon ministère hongrois, m'ont donné la conviction que vous ne pouvez jamais avoir eu l'intention de vous opposer traîtreusement à mes ordres souverains ou de rompre le lien qui depuis des siècles attache les terres annexes de la Hongrie à ma couronne hongroise, lien qui dorénavant encore doit servir à consolider et à augmenter le bien-être commun.

C'est donc avec la satisfaction particulière de mon cœur paternel que je puis révoquer l'arrêt, *que l'on m'a porté* à lancer contre vous, dans mon manifeste du 10 juillet, par lequel j'ai ordonné une enquête contre vous en vous destituant, provisoirement, de votre dignité de ban et de vos grades militaires. Cet arrêt était basé sur des suppositions qui, par le dévouement loyal dont vous avez fourni des preuves, ont été pleinement démenties.

« En adressant à mon neveu, l'archiduc palatin, les instructions nécessaires à cet effet, j'attends, par la suite, de la droiture, de la rectitude et de la loyauté de vos sentiments, que dans la position à laquelle ma confiance vous a élevé vous agirez toujours pour le salut de la monarchie entière, pour le maintien de l'intégralité de la couronne hongroise, et pour le développement utile des relations des terres annexes. »

Ce rescrit, qui changeait complétement la situation politique des partis en Hongrie, fut un coup de foudre pour les membres de la députation magyare. Les magnats et les représentants le déclarèrent sans aucune espèce de valeur officielle, puisque, selon eux, il aurait dû être revêtu de la contre-signature d'un ministre : malgré cette appréciation, leur irritation était extrême, lorsque le 9, au matin, ils se rendirent dans quatre-vingts voitures au palais de Schœnbrunn, où le comte Louis Batthyany les attendait. La vue des chasseurs et des gardes nationaux, rangés en haies dans les appartements qu'ils durent traverser pour se rendre au salon royal, leur paraissant un indice de défiance, augmenta les dispositions hostiles dans lesquelles ils se trouvaient; ils ne cherchèrent même pas à les déguiser, car ils se présentèrent devant le souverain en

s'abstenant de clamer les trois elyen, exigés par l'étiquette chaque fois que des magnats ou des députés hongrois étaient admis en présence du roi. Nullement atteint par ce grave oubli des convenances, l'Empereur les reçut avec bonté, mais il écouta dans une attitude froide l'adresse modifiée dont Pàzmàndy, le président de la chambre, lui fit lecture.

Il répondit ensuite à ce discours, « qu'en raison du mauvais état de sa santé, il ne se rendrait pas à Pesth, qu'il examinerait les lois adoptées par le parlement, qu'il ne pensait pas revenir sur les concessions faites depuis les journées de mars, qu'il désirait enfin maintenir l'intégrité des pays attachés à la couronne hongroise. » Furieux, les membres de la députation quittèrent la salle avec des sentiments qui se manifestèrent instantanément par l'adoption de plumes rouges arborées à leurs chapeaux, et par des menaces dont l'expression, franchement républicaine, était le prélude d'une rupture inévitable.

Étrange aberration de l'esprit révolutionnaire! cette rupture, dont la supposition seule était une insulte faite à l'esprit national de l'Autriche, rencontra à Vienne même de zélés prônateurs. Les délégués magyars en eurent, ce jour-là, en se rendant à Schœnbrunn, un exemple frappant sous les yeux : en effet, ils purent voir, sur leur passage, des groupes d'étudiants et d'ouvriers se précipiter sur une bannière impériale, l'arracher violemment de la fenêtre d'un journal conservateur qui l'avait arborée, la traîner dans les boues des rues, jusqu'à l'Université, pour la précipiter en des lieux ignobles. L'insurrection hongroise, à son début, trouvait au centre même de la monarchie autrichienne des Autrichiens pour complices.

De retour à Pesth, Pàzmàndy, prenant la parole dans la séance du 17, rendit compte, au nom de ses collègues, du résultat de la mission qu'on leur avait confiée. Cet exposé, quoique fait avec modération, fut accueilli par des murmures, qui se renouvelèrent avec plus de violence encore lorsque l'orateur fit lecture d'un rescrit par lequel le palatin, annonçant la démission volontaire du cabinet magyar, déclarait son

intention de prendre les rênes du gouvernement jusqu'à ce que le roi eût confirmé le cabinet qu'il allait former.

Kossuth, retenu quelque temps chez lui par une légère maladie, était rentré ce jour-là à la chambre, et, ministre démissionnaire, avait repris sa place à l'extrême gauche; de cette place élevée il attaque la validité du rescrit, qui n'est contresigné par aucun ministre. Son front pâli devient rouge de colère; sa voix, faible d'abord, retentit éclatante; l'habile comédien remplit seul la scène, tous les regards sont fixés sur lui, car tous les esprits s'attendent à un coup de théâtre : en effet, s'élevant au-dessus des lois de la nature, le tribun, depuis si longtemps rebelle aux lois de son pays, s'écrie : « *De ce moment je ne veux plus être malade*, de ce moment je veux être fort, » et d'une main rendue convulsive par une fureur froidement calculée, il saisit sa chaise et la jette au loin, devant le banc désert des ministres. La chambre applaudit avec transport ce mouvement plus *acrobatique* qu'oratoire, et Kossuth, la main tendue en avant, ouverte comme pour saisir un portefeuille, ajoute : « De ce moment je redeviens ministre. »

La chambre sanctionne cette déclaration par de chaleureux applaudissements. Kossuth triomphait, mais sa victoire reçut bientôt un échec, par la mission que le palatin confia au comte Louis Batthyany en le chargeant de composer un nouveau ministère.

Dans cet état de choses, un cri frappa la ville de Pesth comme un coup de foudre : *Le ban, à la tête de son armée, a passé la Drave*. La première impression des habitants fut un sentiment de stupeur, la seconde celui d'un mâle courage relevé par la résignation du désespoir. En cette circonstance critique, les Hongrois, sans distinction de classes, déployèrent la plus active énergie. La population entière se leva comme un seul homme pour faire face aux dangers qui surgissaient de toutes parts; la ville présentait l'image d'un camp à la veille d'une bataille. C'était le 14 septembre; dans la soirée de ce jour-là, douze cents gardes nationaux de Borsod, remarqua-

bles par leur taille et parfaitement armés, firent leur entrée dans la ville; quelques heures plus tard, un bateau à vapeur débarqua sur le rivage quatre cents volontaires viennois; les jours suivants, de nombreux détachements arrivèrent de tous les côtés. Les Hongrois accueillirent avec enthousiasme l'arrivée d'un nombreux corps d'arquebusiers parés faussement du nom de Tyroliens.

Les chefs magyars, organisant rapidement la défense, envoyèrent sur les points sérieusement menacés quatre batteries de l'artillerie honvéd et le corps franc dit Hunyady. Ce corps, ainsi que celui formé plus tard par Maurice Perczel, sous le nom de Szrinyi, était composé en grande partie des grenadiers hongrois casernés à Bude, instruments faciles qu'on avait enivrés dans les tavernes avec du vin et corrompus avec des promesses.

En traversant la Drave, le ban Jellachich avait répandu à profusion trois manifestes à peu près identiques qu'il adressait l'un à la nation hongroise, l'autre à l'Autriche, le troisième à l'armée. Dans chacun de ses manifestes, il exprimait son intention de rester invariablement attaché à la grande monarchie autrichienne et à son souverain légitime; mais en même temps il déclarait vouloir défendre les justes prétentions des peuples contre les envahissements d'un parti insolent; il ajoutait, en outre, qu'il entrait sur le sol magyar non pas en ennemi, mais comme allié et ami des loyaux Hongrois qu'il venait délivrer du joug des chefs incapables qui les poussaient vers un abîme. Ces proclamations, habilement conçues, produisirent partout le meilleur effet. Plusieurs généraux autrichiens qui commandaient dans les provinces méridionales de la Hongrie, donnèrent les uns leur démission pour ne point combattre leurs frères d'armes; les autres se mirent immédiatement sous les ordres du ban; le vaillant général de cavalerie Ottinger fut de ce nombre.

Le 14, les troupes du ban avaient poussé leur avant-garde jusqu'à Kanisa; le lendemain, poursuivant sa marche, le chevaleresque Jellachich vit accourir sous sa bannière un régi-

ment de cuirassiers, une division de chevau-légers, une partie du régiment de cavalerie Wrbna, et il apprit que le régiment de dragons de l'archiduc Jean marchait, en toute hâte, pour le rejoindre.

Pendant ce temps la plus grande confusion régnait à Pesth, où l'on venait de répandre le bruit que l'armée du général comte Teleki refusait de combattre les Croates; mais un rapport du commissaire royal Csànyi, rétablissant la vérité de cette nouvelle, annonçait que le corps d'officiers de l'armée en question, indécis sur le parti qu'ils devaient prendre, venaient d'envoyer un chef d'escadron au ban, pour lui demander si sa pointe sur Pesth était le résultat d'un ordre signé par l'Empereur; dans le cas contraire, le chef d'escadron devait déclarer que l'armée du général Teleki se croirait obligée de s'opposer, les armes à la main, à sa marche. En effet, un chef d'escadron s'était présenté au quartier général du ban, mais celui-ci, ne pouvant répondre d'une manière satisfaisante aux explications demandées, avait expédié immédiatement, à Schœnbrunn, le capitaine baron Jellachich, pour demander à l'Empereur l'ordre qui devait décider, en sa faveur, l'attitude de l'armée du général Teleki. En attendant, il transporta son camp sur les rives du lac Balaton.

Dans la séance du 16, le parlement et le comte Louis Batthyany sollicitèrent le palatin de prendre en personne le commandement des troupes contre le ban; l'archiduc Étienne, n'osant décliner cette mission en raison des périls dont elle était hérissée, partit le jour même pour le camp. Kossuth, qui se défiait de toutes les ombres qui ne reflétaient pas sa propre image, décida le parlement à nommer trois de ses membres les plus radicaux, pour seconder en apparence le palatin, mais en réalité pour surveiller sa conduite; à cet effet, le parlement désigna Maurice Perczel, Astalos et Bonis.

Ces diverses dispositions procurèrent aux insurgés magyars une lueur d'espérance qui s'éteignit bientôt, lorsqu'ils reçurent un rescrit royal, par lequel Sa Majesté désapprouvait et blâmait hautement les résolutions adoptées le 11 dans la séance

du parlement; il chargeait la constituante autrichienne de l'arrangement des affaires croates, et déclarait ne pouvoir accorder sa sanction au nouveau ministère, avant que la liste des noms appelés à en faire partie ne lui eût été soumise.

Par un second rescrit plus explicite encore et adressé directement au palatin, sous la date du 15, le roi, tout en acceptant la démission des ministres hongrois et tout en confirmant la nomination du comte Louis Batthyany à la présidence du conseil, repoussait les prétentions de celui-ci, exigeant, comme on se le rappelle, un ordre royal qui forçât le ban d'évacuer le territoire hongrois; par ce même rescrit, Ferdinand refusait sa sanction à diverses mesures arrêtées par les membres du cabinet démissionnaire, telles que l'émission de billets de cinq florins, la levée des troupes, et les moyens de séduction exercés sur l'armée. Le comte Louis Batthyany donna sa démission, motivée sur l'approbation souveraine accordée aux envahissements du baron Jellachich, mais après de longues discussions qui se terminèrent au sein du parlement par de violentes invectives contre la cour impériale et par un vote de confiance en faveur du comte Batthyany, celui-ci consentit à reprendre le pouvoir, à la condition expresse qu'on disputerait au ban chaque pouce de terrain, et qu'on défendrait à outrance la ville de Pesth.

Impatient de partager la responsabilité qui pesait sur lui seul, le comte Louis Batthyany s'empressa de former le cabinet et de soumettre au parlement les noms des ministres qu'il s'adjoignait pour collègues. C'étaient MM. Ghyezy, Szentkyràlyi, le comte Alexandre Erdödy, le baron Nicolas Vay, le baron Denys Kemeny, le baron Eötvös et Meszaros. L'élément libéral, mais conservateur, dominait dans ce nouveau cabinet, comme on le voit, d'après l'exclusion des chefs démocrates qui reprirent leurs places sur les bancs extrêmes de l'opposition.

Kossuth ne tarda pas à s'y faire remarquer : prenant, selon son habitude, l'initiative des mesures illégales, il arracha, à la chambre des représentants, une décision qui jetait définitive-

ment le pays sur le terrain de la révolution. Sur la proposition de ce tribun, le parlement résolut d'envoyer une dernière députation, non point à Schœnbrunn, pour négocier avec le roi, mais à Vienne même, pour traiter de puissance à puissance avec la constituante autrichienne; mais celle-ci, dont la majorité était composée de représentants slaves, refusa de recevoir cette députation, malgré les efforts inouïs de la gauche qui, depuis longtemps, étayait les menées des Magyars.

En revanche, les clubs démocratiques masculins et féminins, le comité des étudiants et les démagogues, dont la capitale débordait, organisèrent en l'honneur des délégués désappointés une ovation aux flambeaux, ridicule démonstration, dont Kossuth fut le principal héros. On vit, ce jour-là, des Autrichiens, en grand nombre, foulant aux pieds le sentiment de leur nationalité, couronner de fleurs et de lauriers le buste du plus violent antagoniste de l'Autriche : on les vit transporter et déposer dans une niche de l'hôtel de Francfort l'image de l'agitateur hongrois; on les vit, enfin, plier le genou devant le symbole de la trahison, et accorder à l'ennemi de leur patrie des hommages et l'encens qu'on ne doit qu'à la Divinité.

De cette manifestation impie, surgit sur la scène de la révolution un homme qui se fit remarquer entre tous par la violence de son esprit, la fougue de son langage et surtout par une ressemblance qui rappelait le plus grand homme des temps modernes. Le docteur Tausenau, juif de religion, professeur de langues par métier, orateur par instinct, semblait avoir été coulé dans le moule de l'empereur Napoléon. Il avait la taille du vainqueur d'Austerlitz, ses poses familières, ses allures brusques et décidées, son geste, soit que sa main se dérobât dans l'ouverture de son frac, soit qu'elle se posât derrière son dos; la coupe de sa figure était la même; cependant, il manquait à son large front ainsi qu'à ses yeux le sillon de la pensée et l'éclair du regard, qui constituent le génie chez les natures météoriques.

Quoi qu'il en soit, le docteur Tausenau, apparaissant tout

à coup sur le premier plan de l'ovation décernée aux Magyars et profitant de l'avantage que lui donnait sur les masses la ressemblance d'un homme dont le nom est l'objet d'un culte européen, fit entendre d'incroyables paroles en faveur des révoltés de la Hongrie. De sa propre autorité, s'érigeant en représentant de l'Empire, il prit la parole au nom de l'Autriche entière pour offrir aux Magyars les sympathies inaltérables des peuples autrichiens. « Frères, s'écria-t-il dans un de ses mouvements oratoires, qu'est-ce que la pragmatique sanction? Rien, absolument rien, plus rien : la pragmatique sanction a cessé d'exister, car je la déchire au nom du peuple autrichien. »

Ce fut au milieu de ces scènes, déplorables indemnités offertes à l'échec de la députation magyare, que celle-ci, exaspérée contre la cour de Schœnbrunn et contre la constituante de Vienne, repartit pour Pesth. Son arrivée provoqua une grande agitation tant parmi le peuple qu'au sein du parlement. Le parlement, sanctuaire réservé à l'examen et à la discussion des lois, devint bientôt un forum où les passions les plus aveugles enfantèrent les motions les plus révolutionnaires. Les députés transylvaniens de la nation saxonne, mieux inspirés, protestèrent d'abord hautement contre ces violences et contre l'illégalité des mesures adoptées par le parlement, puis, déclinant une responsabilité qu'ils abandonnèrent à leurs collègues, ils donnèrent leur démission. Cette résolution leur mérita les honneurs de la colère des démocrates, qui, se trompant de moyens, leur décernèrent un brevet de véritable civisme en les déclarant traîtres à la patrie.

Tandis que Kossuth entretenait à coup de proclamations l'enthousiasme magyar, pendant que les Raïcz continuaient à obtenir des succès marqués dans les contrées méridionales et qu'un corps de partisans slaves, sous la conduite du prédicateur évangélique Hurban, envahissait les comitats slaves de la haute Hongrie pour soulever les populations contre l'élément magyar, l'archiduc palatin s'embarquait à bord d'un bateau à vapeur pour avoir une conférence suprême avec le ban, qui, nous l'avons dit, avait transporté son quartier général sur les

rives du lac Balaton. C'était le 21 septembre ; le ban, prévenu de cette démarche, qu'il considérait comme inutile, attendait cependant avec impatience l'arrivée du palatin. Il se promenait à grands pas au milieu de son état-major, grossi par une soixantaine d'officiers déterminés ; ses yeux se reportaient à chaque instant de sa montre sur la surface unie du lac ; rien ne paraissait à l'horizon. Les hussards du banat bivaquant à une portée de fusil ; les Seressanes couchés près de leurs longs fusils dans leurs vastes manteaux rouges ; de grands bœufs noirs paissant en de gras pâturages, au pied de coteaux parsemés de vignobles réputés ; le chant des vendangeurs heureux de la richesse de la récolte ; des cuirassiers en vedette sur le second plan formaient un beau tableau militaire encadré par une pittoresque bordure de roseaux

« Enfin, le voilà, » s'écria le ban en montrant de la main à l'horizon un point blanc au milieu d'un nuage de fumée ; en effet, c'était le bateau *Kisfaludy*, sur le pont duquel on aperçut, au moyen d'un télescope, le palatin se promenant avec deux individus vêtus de noir. Tous les regards étaient fixés sur le bateau qui marchait à grande vapeur, sous les plis de quatre pavillons magyars, arborés à l'exclusion de la bannière impériale. « Serait-ce une bravade ou les préludes d'une trahison ? » s'écrièrent les officiers du chef croate, contenant à peine l'explosion de leur colère. — « Nous le saurons bientôt, messieurs, » répondit le ban en les apaisant d'un geste. Dans ce moment, le *Kisfaludy* jeta l'ancre au milieu du lac, vis-à-vis du camp du baron Jellachich, et une embarcation montée par un officier se dirigea rapidement vers le rivage. Admis en présence du ban, l'officier l'invite au nom du palatin à se rendre à bord du *Kisfaludy*, mais les officiers croates conjurent leur général de ne point s'exposer au péril d'un guet-apens. Le ban se décide alors à envoyer deux aides de camp au palatin pour l'engager à venir conférer sous sa tente et sous la sauvegarde de son honneur. Le palatin refuse et les deux aides de camp reviennent accompagnés du comte Zichy, major de hussards hongrois. Celui-ci insiste auprès du ban et le supplie de se

rendre à bord. Le ban hésite, son cœur généreux repousse une pensée de trahison ; cependant, la vue des pavillons magyars ébranle sa résolution.

« Messieurs, dit-il en se tournant vers ses officiers, si je n'étais le chef d'une armée qui représente plus que la force matérielle, mais la puissance d'une idée, je ne balancerais point, je me rendrais à bord de ce vapeur, dussé-je traverser le Balaton à la nage ; j'en appelle à vous, messieurs, dois-je répondre à l'invitation du palatin ? dois-je quitter ce rivage ? — Non, non, répondent d'un seul cri les officiers, en agitant, les uns leurs casques, les autres leurs épées ; non, non, vous n'irez pas, général, car la perfidie vous attend là-bas. » Puis, entourant le major comte Zichy, ils lui montrent le bateau à vapeur : « Pourquoi, demandent-ils, ce bateau ne porte-t-il point le pavillon impérial ? A moins d'être un infâme, il est impossible qu'un prince de Habsbourg soit à bord d'un bâtiment pavoisé des couleurs de l'insurrection... — Si le palatin n'est pas suffisamment libre, ajoute le ban, qu'il vienne dans nos rangs, il trouvera sous les aigles de mon armée la place, les honneurs et l'indépendance que mérite un membre de la famille impériale. » Le comte Zichy écoute en silence ces nobles paroles ; son front est pâle, ses yeux versent des larmes : homme d'honneur, il comprend le langage de l'honneur : « Votre Excellence a raison, » dit-il en serrant la main du ban, et il regagne brusquement le vapeur qui, virant de bord, disparaît bientôt après à l'horizon.

Le 24 septembre, le comte Mensdorf apporta de Schœnbrunn et remit au ban le rescrit royal qui avait formé l'objet de la mission du capitaine Jellachich. L'Empereur approuvait non-seulement la politique du ban, mais il lui annonçait encore qu'il venait d'adresser à toutes les troupes cantonnées en Hongrie la défense formelle de combattre l'armée croate, entrée en Hongrie, non comme ennemie de la nation hongroise, mais comme amie et défenseur de la monarchie autrichienne. En outre, Ferdinand déclarait traître et rebelle quiconque s'opposerait les armes à la main à l'armée croate. Ce rescrit

arrivait malheureusement un peu tard, car les divisions croates de Kempen et de Schmidt s'étaient déjà heurtées avec un corps d'armée magyar, composé de 17,000 hommes, et au nombre desquels se trouvaient deux régiments d'infanterie et deux régiments de hussards impériaux.

Le même jour, le ban, faisant un mouvement en avant, transporta son quartier général à Siö-Fok. Le général Roth avait déjà dépassé la ville de Funfkirchen avec les troupes esclavonnes pour former l'aile droite de l'armée. L'avant-garde, commandée par le colonel de Grammont, était composée des meilleures troupes frontières, notamment de deux bataillons réguliers qui, après la capitulation de Peschiera, avaient été transportés à Zengg. L'aile gauche marchait sous le commandement du général Neustædter, l'arrière-garde sous celui du général Kemper, le ban dirigeait le centre. Le 27, ce chef intelligent se porte, par une marche rapide, sur Stuhlweissenburg, et plante fièrement son drapeau à quelques étapes de Pesth.

Le feu de la guerre civile éclate de toutes parts, le cri de guerre retentit des Carpathes à la Drave, les échos de la Transylvanie le répètent aux frontières de la Gallicie : d'un côté, Kossuth, frappant du pied la terre, en fait jaillir des bataillons armés; de l'autre, Jellachich, frappant d'un mot le cœur des Croates, enfante des légions belliqueuses; de part et d'autre, les combattants courent aux armes et s'enivrent du bruit du fer; l'Autriche est à la veille d'une de ces crises qui décident du sort des nations; que faire pour la prévenir, s'il en est temps encore? Jeter un médiateur entre les deux camps ennemis? Mais tous les moyens de conciliation ne sont-ils pas épuisés? le dernier n'a-t-il pas avorté sur les rives du lac Balaton? N'importe, le cabinet autrichien veut tenter un dernier et suprême effort; l'Empereur adresse un manifeste au peuple hongrois, un rescrit au parlement, qu'il proroge au 1er décembre; il nomme le lieutenant général comte Lamberg commissaire impérial, il l'investit de pleins pouvoirs, et l'envoie sur le théâtre des événements pour opposer le nom et l'autorité

de l'Empereur aux mouvements des armées belligérantes.

Cette mission était difficile; le comte Lamberg l'accepta par dévouement, en raison même des périls qu'elle présentait. Cependant son âme, quoique vigoureusement trempée, ne put se défendre de secrets pressentiments; soldat, il était prêt de paraître sans peur devant l'ennemi; chrétien, il voulut se mettre en mesure de paraître sans reproches devant Dieu. Le tribunal de la pénitence fut la première station de son calvaire. « Mon père, dit-il en se relevant sous la main du prêtre qui venait de l'absoudre en le bénissant, à toute révolution il faut une victime, je serai celle de la révolution hongroise. Je ne crains pas la mort, ajouta-t-il, je l'ai bravée souvent sur les champs de bataille, mais je redoute la fureur du peuple qui s'acharne sur un cadavre; cependant, Dieu, qui lit dans mon cœur, sait que je mourrais avec joie, si mon sang pouvait servir de ciment à la réconciliation des peuples de la monarchie. » Il employa le reste de la journée à mettre ordre à ses affaires particulières, puis à onze heures, il se rendit au ministère pour recevoir les dernières instructions et prendre congé du ministre Bach. Il était en tenue de voyage.

« — Vous partez ce soir? lui demanda le ministre.

« — Dans un instant.

« — J'espère, comte, que le succès de votre mission sera pour vous un titre de plus à la reconnaissance de la patrie.

« — Je n'ai plus qu'une espérance, Excellence, c'est que le pays me tiendra compte de mon dévouement.

« — Votre dévouement est connu, général, vous en avez souvent donné des preuves.

« — Il m'en reste une à donner, je la fournirai bientôt. Adieu, M. le ministre.

« — Au revoir, général.

« — Au revoir, avez-vous dit? non! car mes jours sont comptés, nous ne nous reverrons jamais; adieu! je vous recommande mes enfants. »

Minuit sonnait à l'église de Saint-Étienne, lorsque le général comte Lamberg partit pour Pesth.

CHAPITRE XII.

Belliqueuse physionomie de Pesth. — Activité de Kossuth. — Colères du parlement. — Violents discours. — Arrivée du général comte Lamberg à Pesth. — Son assassinat. — Son portrait. — Kossuth président du comité de défense du pays. — Bataille de Velenczé — Marche de flanc de Jellachich. — Assassinat juridique du comte Eugène Zichy. — Son portrait. — Manifeste royal. — La Hongrie mise en état de siége. — Contre-manifeste du parlement magyar. — Le corps d'armée du général Roth fait prisonnier.

Au milieu de la confusion générale qui régnait à Pesth, une idée seule dominait les esprits : la résolution de défendre jusqu'à la dernière extrémité la capitale de la Hongrie contre l'armée du général Jellachich. A la voix de Kossuth, qui déploie en ces circonstances une activité surhumaine, les gentilshommes de race ou de campagne, les magnats et les cultivateurs chaussent leurs éperons d'acier, détachent de la muraille leurs sabres de bataille et secouent la poussière de leurs vieux uniformes. Les étudiants désertent les écoles, les ouvriers abandonnent leurs ateliers; la population des deux villes, stimulée par l'exemple des magistrats, se forme en cohortes de travailleurs pour organiser sur tous les points de vigoureux moyens de résistance : de formidables retranchements s'élèvent au Blocksberg; d'imposantes fortifications s'improvisent comme par enchantement sous la main des femmes, des vieillards et des enfants. Les distinctions de l'âge, du sexe et de la position s'effacent devant le salut commun; les chants nationaux, les airs patriotiques, le son des tambours, les fanfares des trompettes animent le courage et entretiennent l'enthousiasme des travailleurs. Kossuth est partout, il se multiplie; le matin, sa main travaille aux fortifications; le soir, sa voix

retentit au parlement; orateur et manœuvre tour à tour, il communique à tous l'irrésistible impulsion de son cœur : « Frères! s'écrie-t-il le 25, je quitte Pesth, je vais soulever les populations magyares pour les jeter sur l'ennemi; adieu, frères, ou au revoir, car vous ne me verrez plus si je ne reviens à la tête de cent mille hommes. » Il part, et trois jours lui suffisent pour tenir parole. Les seules villes de Czegled, Szolnok, Grosswardein et Debreczin lui fournissent une imposante armée; sa voix, inspirée par l'ambition cachée sous le masque de la patrie, enfante des bataillons.

Les événements se pressent en foule sur tous les points; si d'une part les Magyars se lèvent en masse, leurs adversaires se présentent partout en armes ; pendant ce temps, le comte Louis Batthyany, informé par ses agents de la mission confiée au comte Lamberg, se rend, d'après l'avis du parti conservateur, à l'armée opposée aux troupes du ban, pour lui exposer l'état des choses et sonder ses dispositions. Il venait à peine de quitter Pesth, lorsqu'une affiche placardée sur tous les murs de la ville annonça en ces termes la situation de la capitale :

« Dernières nouvelles.

« Dernier espoir d'un accommodement paisible, le ministre Batthyany a disparu; le baron Vay a été chargé de la formation d'un nouveau ministère.

« Le comte Lamberg est nommé commandant en chef en Hongrie.

« Le palatin, nous l'écrivons la mort dans le cœur, a donné par écrit sa démission à la suite des tentatives infructueuses de médiation qu'il a faites à Vienne.

« Jellachich, qui s'était approché de Stuhlweissenburg, s'est retiré sans combat sur Siö-Fok.

« Notre armée a pris une position formidable à Velenczé pour couvrir la capitale. Le parlement a envoyé des commissaires dans le camp; il a envoyé des courriers à Kossuth et à Meszaros pour les rappeler. »

Malgré le bruit des armes qui faisait un camp de la ville de Pesth, le parlement poursuivait le cours de ses délibérations; convoqués dans la nuit du 27 sur la demande expresse de plusieurs de leurs collègues, les représentants se trouvèrent presque tous à leur poste. Le député Madaráss ouvrit la séance par ces paroles : « Je suis un des représentants qui ont engagé le président à réunir le parlement cette nuit; les événements qui se succèdent sont tellement graves, que nous ne devons pas perdre une minute...

« Je possède entre les mains deux manifestes portant la signature du roi.

« Par le premier, le lieutenant général comte Lamberg, nommé commissaire royal et commandant en chef de toutes les troupes régulières et irrégulières en Hongrie, a reçu l'ordre de se porter rapidement et sans délai dans les camps, afin d'arranger les différends entre les troupes royales ; en outre, toutes les autorités ont été sommées de se conformer en tout à la volonté royale; enfin, les troupes de la Moravie doivent comprimer à tout prix les troubles qui ont éclaté dans cette province. Par le second manifeste, le roi ordonne aux troupes de se rallier sans délai au drapeau qui a reçu leurs serments et de cesser tout acte d'hostilité contre le drapeau qui doit flotter pacifiquement sur les enfants de la même patrie. »

Après avoir examiné en détail les diverses parties de ces deux manifestes dont nous venons de citer l'ensemble, l'orateur s'enivrant de ses propres paroles, et arrivant par gradation au paroxysme de la colère, s'écrie : « Messieurs, ces deux manifestes émanés de la volonté suprême sont d'un bout à l'autre imprégnés d'illégalités, par conséquent nuls, car il leur manque la contre-signature d'un ministre hongrois : connaissez-vous, messieurs, le dernier mot de ces deux manifestes ? Je vais vous le dire, j'en ai le droit, j'en aurai le courage; le dernier mot de ces deux manifestes, le voici : violation de la constitution. » Les dernières paroles de cette harangue acerbe expiraient dans les applaudissements frénétiques de l'assemblée, lorsqu'un bruit de sabre résonnant à l'entrée de la salle

attira l'attention des représentants; au même instant, Kossuth, déguisé en guerrier, se dirigea rapidement vers la tribune, et, d'un geste habitué à calmer l'agitation des masses, rétablissant le silence, il dit :

« Mon voyage est terminé; il a été fertile, car partout où le son de ma voix a résonné dans un cœur magyar, partout j'ai vu se lever un peuple de héros.

« Dans la seule ville de Czegled, douze mille braves jaloux de mourir pour la défense de la patrie ont pris les armes; ils sont en marche, vous les verrez bientôt au sein de notre capitale. . . . .

« Quant aux manifestes que vient de vous dénoncer Madaràss, je les considère comme illégaux et comme une violation de la constitution. « La Hongrie appartient à l'Autriche, » dit le roi. C'est une question à vider; en attendant, notre conscience nous fait un devoir de déclarer nuls et sans valeur les deux derniers manifestes du souverain. » A ces mots, les représentants se lèvent en masse en signe d'assentiment. Kossuth continue : « Je ne me suis pas contenté de chercher des défenseurs à la patrie, je lui ai trouvé des arguments, car la pensée qui dirige ne doit jamais abandonner la main qui exécute; or, j'ai rédigé une proclamation au peuple et à l'armée de Hongrie. Voulez-vous la connaître? — La lecture, la lecture! répondent les représentants. Cette proclamation contenait en dernière analyse une protestation contre les manifestes royaux, et la défense formelle au général comte Lamberg de prendre le commandement en chef : elle défendait en même temps aux troupes de reconnaître l'autorité de ce général, et de lui prêter une obéissance qui les rendait coupables du crime de lèse-constitution et d'attentat à la liberté nationale. Ce document, improvisé dans le tumulte des camps, portait le titre de :

Les représentants du peuple à la nation,
et spécialement à l'armée nationale et aux autres corps armés.

Il fut adopté à l'unanimité et répandu à profusion par des émissaires.

En même temps, le parlement expédia un commissaire au comte Louis Batthyany, pour l'engager à faire adopter à l'armée ses dernières résolutions; mais le comte, déclinant la responsabilité de ces actes révolutionnaires, leur refusa nettement son adhésion ; il fit plus, car afin d'en faire ressortir clairement les conséquences dangereuses, il les communiqua aux officiers qu'il réunit à cet effet chez lui : ceux-ci se prononcèrent tous en faveur des manifestes royaux.

Le 28, la ville de Pesth présenta l'image d'une agitation fiévreuse ; la population éparse dans les rues marchait sans direction, sombre et silencieuse : des figures sinistres, semblables à ces oiseaux de proie dont la présence présage la tempête, glissaient rapidement parmi la foule, semant sur leur passage des bruits absurdes et des nouvelles provoquantes. Récoltées par la crédulité publique, ces nouvelles, dont quelques-unes, portant le caractère de la vérité, rendaient vraisemblable le peu de fondement des autres, se répandaient dans un courant d'optique et prenaient à chaque instant des proportions effrayantes : des femmes à la démarche avinée, au teint flétri comme le cœur, vestales de lupanar, chargées d'entretenir le feu de la révolution, attisaient l'effervescence de la multitude en se faisant partout les complaisants échos des rumeurs populaires.

Le colonel Urban, du 2e régiment d'infanterie frontière, avait soulevé, disait-on, la Valachie tout entière contre les Magyars; le sang coulait à flots dans les cantonnements militaires de la Transylvanie ; la couronne de saint Étienne avait disparu. Le ban, à la tête de cent mille guerriers, arrivait sur Pesth l'épée d'une main et la torche de l'autre; enfin, affirmait-on encore, les portes de Bude allaient être fermées et les canons établis sur les bastions tournés contre la ville..... A travers tous ces bruits, colportés par la malveillance et recueillis par une aveugle crédulité, on entendait des imprécations contre le cabinet de Vienne et contre la cour impériale, des cris de mort même se mêlaient à ces imprécations; la multitude errante et vagabonde, en attente de quelque grave

événement, ne demandait qu'un prétexte pour se livrer à ses mauvais instincts. Ce fut au milieu de cette effervescence populaire que le lieutenant général comte Lamberg, sans escorte, accompagné seulement de son chasseur, arriva à Bude et descendit à l'hôtel de la Fortune. Un domestique de l'hôtel, courant aussitôt au principal corps de garde, occupé par la garde nationale, annonce l'arrivée du comte; cette nouvelle se répand simultanément dans les deux villes ; alors tandis que de nombreux groupes d'hommes armés de faux se forment sous les fenêtres du parlement, une colonne de scélérats marche sur Bude pour s'emparer de la personne du commissaire royal. Le comte Lamberg averti du danger qui le menace, et contre lequel, malgré ses pressentiments, il n'a pris aucune des précautions indiquées par la plus vulgaire prudence, se rend immédiatement chez le général commandant Hrabovski, pour se concerter avec lui sur les dispositions à prendre. Froidement accueilli par cet officier général, qui, déguisant à peine son mauvais vouloir, se contente de mettre à sa disposition son aide de camp, le major Blasovich, le comte Lamberg met sa tête entre ses mains et semble réfléchir. Mais le bruit confus des masses marchant sur Bude commençait à se faire entendre au loin. « Quel est ce bruit? » demanda le comte; le général Hrabovsky prête l'oreille et répond : « C'est le peuple qui vient vous rendre visite.— Eh bien! qu'il vienne! » s'écrie Lamberg en se redressant de toute sa hauteur, comme un soldat au premier coup de canon d'une bataille; un instant après, interpellé sur ce qu'il comptait faire en présence des événements qui se pressaient : « Mon devoir ! » réplique-t-il vivement; puis s'adressant au major Blasovich, il lui dit : « Je vais me rendre à Pesth, d'abord chez le ministre président, pour lui faire contre-signer les rescrits royaux ; ensuite au parlement pour communiquer aux représentants l'objet de ma mission. Voulez-vous m'accompagner? — Général, je suis à vos ordres, » répliqua le major; mais au moment de se mettre en route, prétextant un oubli, celui-ci sortit précipitamment de voiture et promit

au comte de le rejoindre à Pesth. Cinq minutes après, le commissaire royal traversa les flots de la multitude vociférant les cris de mort au traître Lamberg! . . . . .

Pendant ce temps, l'irritation des esprits livrés à eux-mêmes, encouragés, pour ainsi dire, par l'inaction de l'autorité, grandissait de minute en minute ; la foule se pressait compacte dans la grande rue et aux abords du pont de bateaux. Des agitateurs, hissés sur les épaules de leurs complices, haranguaient le peuple; ils l'abusaient par de perfides paroles, et le soulevaient contre le comte Lamberg, déclaré traître à la patrie. Parmi les plus exaltés, un jeune homme, pâle de colère, le geste menaçant, l'œil hagard, s'écrie :

« Citoyens, savez-vous pourquoi Lamberg est arrivé parmi nous? Il est venu pour étouffer nos libertés et absorber notre nationalité dans le despotisme autrichien; il est venu pour substituer les couleurs abhorrées de l'Autriche à nos glorieux drapeaux; il est venu pour éteindre dans le sang du peuple hongrois le feu sacré du magyarisme ; il est venu pour river nous et nos mains aux chaînes du plus odieux esclavage. Le temps presse, citoyens, l'heure d'agir a sonné; entre l'esclavage et l'indépendance, choisissez.

— « Mort au traître Lamberg? répond le peuple, et aux armes !

— « Pourquoi des armes ! reprend le jeune homme d'une voix stridente, c'est sous le bâton que doit périr *le traître chien de Lamberg!* »

Cette scène sinistre, prologue d'un drame sanglant, avait lieu sous les regards de plusieurs représentants tranquillement appuyés sur les fenêtres du parlement.

Pendant que la multitude se dispersait de tous côtés pour aller, suivant son expression, à la chasse de l'homme désigné à sa vengeance sous le nom de traître, le comte Lamberg arrivait à l'hôtel du ministre président; malheureusement, celui-ci venait de se rendre à la chambre des représentants; le comte voulut l'y rejoindre, mais l'attitude menaçante du peuple le fit renoncer à ce projet, il donna l'ordre au cocher

de retourner à Bude; le cocher ignorait le nom du personnage qu'il conduisait; impatienté par les cris sanguinaires qui s'élevaient de toutes parts, embarrassé dans sa marche par les flux du peuple qui encombraient les chemins, une fois même, obligé de s'arrêter, il demanda au comte s'il connaissait ce Lamberg dont le peuple demandait la tête?

— « Oui, mon ami, répondit le commissaire royal, je le connais.

— « Il faut que ce soit un bien méchant homme pour avoir excité, à ce point, la colère du peuple.

— « Ou bien, répliqua le comte sans manifester la moindre émotion, il faut que le peuple soit bien aveugle pour s'être laissé exciter ainsi contre un homme qu'il ne connaît pas.

— « Vous avez peut-être raison, monsieur, » ajouta le cocher; et fouettant ses chevaux, il arriva, non sans peine, sur le pont de bateaux.

Le comte portait un chapeau rond, une redingote brune sans aucun signe distinctif; la sérénité de son visage reflétait la quiétude de sa conscience; tranquillement assis au fond de la voiture, il regardait sans crainte, mais sans fanfaronnade, les malheureux qui mêlaient son nom à des cris de mort. Sa voiture avait parcouru la plus grande partie du pont, quelques pas encore et il était sauvé, lorsque tout à coup un homme, perçant la foule, se précipite le poing fermé vers la portière, et s'écrie : « Je le reconnais, voici Lamberg, à mort le traître! » Vainement, le cocher, qui était un brave homme, veut avancer, des hommes furieux se jettent à la bride des chevaux ; le comte est arraché de la voiture, entouré, saisi, et entraîné par la populace répétant : « Mort à Lamberg! » Dans ce moment, quelques gardes nationaux volent à son secours, imposent aux assaillants par une attitude énergique, le délivrent des mains qui s'apprêtaient à le déchirer, et le conduisent au corps de garde pour le défendre ou le sauver. Mais la multitude exaspérée redemande la proie qui vient de lui échapper, elle menace de démolir le corps de garde; des

groupes nombreux, et en armes, se forment devant la porte et se préparent à l'enfoncer ; alors, le comte, voyant lui-même que sa position devenait de plus en plus critique, remercie les gardes nationaux qui lui font un rempart de leurs corps. « Votre dévouement, messieurs, leur dit-il d'une voix parfaitement calme, ne me sauvera pas ; mais je mourrai sans crainte, car ma conscience ne me reproche rien... Cependant, ajouta-t-il, il est triste pour un soldat de mourir dans une émeute; j'aurais préféré être emporté par un boulet sur un champ de bataille ! »

La populace hurlait toujours à la porte du corps de garde, il n'y avait pas un instant à perdre ; il fallait prendre un parti, car les gardes nationaux étaient en trop petit nombre pour essayer même l'ombre d'une résistance. « La seule chance de salut qui me reste se trouve au sein des représentants de la nation, dit le comte Lamberg, conduisez-moi au parlement, messieurs. »

Alors, le capitaine Stern, commandant le détachement de service au corps de garde, ne consultant que son courage et l'accomplissement d'un devoir d'humanité, place le comte Lamberg au milieu de sa petite troupe, et, lui faisant un bouclier de sa poitrine, il se dirige vers Pesth. Furieux, le peuple se presse sur les pas de cette frêle escorte ; aux uns, les gardes opposent le fer de leurs baïonnettes; aux autres, le capitaine Stern adresse des paroles de paix et de conciliation, il cherche à remuer la fibre nationale par des mots d'honneur et de vertu :

« Frères, dit-il avec un son de voix inspiré, refoulez dans vos poitrines ces cris de mort, cachez dans vos ceintures ces poignards qui brillent, épargnez à notre chère patrie la vue du sang, ne souillez pas vos cœurs et vos mains par un assassinat inutile. Frères, souvenez-vous que dans tous les temps la générosité fut la vertu du peuple hongrois ! » Vains efforts ! ces nobles paroles ne trouvent pas un écho en des cœurs fanatisés par le crime; les cris de : Mort au traître! redoublent, la générale bat, le tocsin sonne, les boutiques se ferment, le

peuple se lève en masse, l'autorité se cache ; quelques hommes seuls, commandés par le brave Stern, défendent l'honneur hongrois en protégeant, au péril de leur vie, le comte Lamberg contre une armée d'assassins.

Cette poignée de braves gens, résistant, avec l'énergie de leurs nobles cœurs, contre les efforts des assaillants, avaient déjà dépassé le milieu du pont, elle se trouvait à la hauteur de la chapelle placée sous le vocable de saint Jean Népomucène, lorsque, tout à coup, une forte colonne, armée de faux, de piques, de haches, et conduite par un étudiant nommé Kolossy, lui barra le passage; il était trois heures. Kolossy a reconnu le comte; alors, semblable au tigre mesurant du regard l'espace qui le sépare de sa proie, il s'élance d'un bond sur le comte et le perce d'un coup de sabre, au moment où celui-ci montrait au peuple des papiers et disait : « Mes enfants, je vous apporte la paix. »

Épuisé par le sang qui jaillit de sa blessure, le malheureux général s'affaisse sur lui-même, les gardes nationaux cherchent vainement à le couvrir de leurs corps, ils sont brusquement écartés, et le comte, percé au même instant par trente coups de faux, assommé à coups de bâton, achève, sans proférer un mot, son sanglant sacrifice.

La vue du sang altère la soif du peuple; sans pitié devant la mort, sans repentir devant le crime, il se rue sur le cadavre de sa victime, il le dépouille de ses vêtements, se les partage et s'en pare comme de glorieux trophées; telle était l'exaspération de ce peuple fanatisé, qu'il criait encore : « A mort Lamberg ! » une heure après que le malheureux comte avait rendu son âme entre les mains de Dieu et son dernier soupir entre les mains de ses meurtriers. « A mort Lamberg ! » criait-il, et le cadavre mutilé de Lamberg gisait sous ses yeux. Plusieurs milliers de furieux l'entouraient, regrettant qu'il eût cessé sitôt de vivre, et leur eût ainsi enlevé la satisfaction de le mettre une seconde fois à mort.

Sur la proposition d'une femme, qui venait de plonger ses mains dans les blessures béantes du cadavre, on attache une

corde aux pieds de la victime et l'on se dispute *l'honneur* de le traîner jusqu'à l'Hôtel des Invalides; la multitude grossit sur le passage de ce convoi; plus de quinze mille personnes accompagnent de cris de joie le bruit sourd que rend, en bondissant sur les pavés de la rue, la tête défigurée du comte; une longue trace de sang marque le chemin qui, du pont, conduit à l'Hôtel-des-Invalides. Arrivé là, le peuple se rue de nouveau sur le corps nu du commissaire royal : « A la potence le traître ! » s'écrie-t-on de toutes parts; alors les assassins, le soulevant avec le fer de leurs piques, font une espèce de brancard avec le tranchant de leurs faux et le transportent aux pieds d'une lanterne, mais leur rage n'est point encore suffisamment assouvie : ils lui crèvent les yeux, lui arrachent la langue, lui coupent plusieurs membres, le mutilent d'une manière infâme; puis, quand ce cadavre, passé au creuset de la plus sauvage férocité, présente une masse noire informe, sans nom, on cherche à le suspendre, au moyen d'une corde, au réverbère, mais la corde se rompt, cette masse informe se brise en retombant sur le sol, les entrailles jaillissent, et le peuple, épouvanté lui-même devant ce spectacle d'horreur, se retire, en jetant un dernier cri de : « Mort à Lamberg ! »

Sur un autre point de la ville une scène non moins horrible, mais plus infamante encore, se passait, en plein soleil, sous les regards de la population qui applaudissait, sous les yeux de l'autorité qui laissait faire. Un jeune étudiant, porté sur les épaules de ses camarades, parcourait triomphalement les plus riches quartiers de Pesth; d'une main il exposait à l'admiration publique un sabre nu, imprégné de sang; de l'autre il envoyait des salutations à la foule stupide qui le proclamait le libérateur de Pesth. Ce jeune étudiant était le premier meurtrier du comte Lamberg, c'était Kolossy, recevant, pour récompense de son homicide, la monstrueuse ovation du crime.

L'attitude que prirent les membres du parlement et les autorités, en ces tristes circonstances, doit être flétrie par l'histoire; les uns et les autres furent coupables, sinon de

complicité, du moins de couardise et d'indifférence : instruits des projets des meneurs, ils auraient pu sauver, en même temps, la vie du comte Lamberg et leur honneur compromis par un lâche assassinat; ils ne l'ont point fait et ils ont accepté la responsabilité du sang versé; ils auraient dû faire arrêter l'assassin au milieu de son triomphe; ils se sont contentés de charger la municipalité de dresser contre lui une enquête; et l'assassin, en attendant l'heure de l'expiation, qui devait sonner pour lui un an plus tard, put impunément troquer son frac maculé de sang contre l'uniforme militaire, et servir, en qualité de lieutenant, dans l'armée nationale.

D'une taille élancée, svelte, portant sur sa belle figure le cachet des races militaires et dans son âme les qualités qui rendent dignes du commandement, le comte Lamberg a parcouru depuis son entrée au service (1809) toute la gamme de la hiérarchie militaire avant d'arriver au grade de lieutenant général, qui pendant quatorze années lui a donné le commandement de Presbourg.

Ce commandement était d'une difficulté égale à son importance, car Presbourg, le siége des diètes consécutives, commençant à bouillonner sous le levain révolutionnaire, devenait le point central des sociétés secrètes. Le comte Lamberg, par la nature de son esprit à la fois ferme et conciliant, par sa politique loyale et juste, sut constamment prévenir ou arrêter à temps les crises qui précèdent toujours les grandes catastrophes.

Excellent soldat, vertueux citoyen, modèle du père de famille, aimé et estimé de tous les partis, il était adoré de ses compagnons d'armes au point que lorsqu'il quitta le commandement du régiment des lanciers Schwarzemberg, il reçut, témoignage flatteur de l'amitié de ses camarades! un sabre d'honneur dont la lame, illustrée par le nom de tous les officiers, devenait un souvenir historique.

Esclave de ses devoirs, soldat avant d'être époux et père, il ne transigeait jamais avec les affections de son cœur devant les exigences du drapeau, car le drapeau à ses yeux était le

palladium de la grande famille autrichienne. Ces sentiments chez lui étaient traditionnels, car héritier d'un des plus grands noms de Hongrie, greffé souvent sur des noms allemands, il comptait pour ainsi dire autant de héros qu'il avait d'ancêtres. Nulle famille n'avait payé plus largement sa dette aux empereurs et à la patrie, nulle famille n'avait versé autant de sang sur les champs de bataille de l'Europe et de l'Asie. Quatre-vingt-onze de ses aïeux sont morts les armes à la main, dont onze dans les luttes de Hongrie.

En apprenant sa fin tragique, les officiers de son ancien régiment ont donné à sa mémoire un nouveau témoignage de sympathie en sollicitant et obtenant de l'Empereur son jeune fils, âgé de seize ans, pour compagnon d'armes.

Bien jeune encore, l'héritier de l'illustre victime montre qu'il sera digne de son père, car il est d'une race *où sang oblige.*

Le meurtre du lieutenant général comte Lamberg jeta la Hongrie dans une nouvelle phase politique. Privé de l'autorité suprême et légale que le monarque avait confiée à son commissaire royal, ce malheureux pays se trouva tout à coup sans gouvernement officiellement reconnu. Le comte Louis Batthyany, désillusionné trop tard peut-être, s'était retiré des affaires; un homme qui, par son nom, son influence, sa fortune, sa considération personnelle, eût pu le remplacer, le comte Étienne Széchényi venait d'être subitement frappé d'alénation mentale; le terrain se trouvait donc entièrement au pouvoir des démocrates; Kossuth, arrivé enfin au terme de ses espérances, s'en empara au nom de la révolution. Proclamé président d'un comité que dès les premiers conflits avec les Raïcz le parlement avait organisé sous le titre de *Comité de défense du pays*, il concentra en lui seul toutes les attributions civiles et militaires du pays. Se faisant du cadavre du comte Lamberg un marchepied pour s'élever à la puissance suprême, nous le verrons bientôt bénéficier du meurtre et ramasser dans le sang une épée de dictateur.

Pendant que l'aigle impériale d'Autriche se voilait de deuil

à Pesth, elle éprouvait un grave échec au camp de l'armée croate. Antoine Perczel, major de la garde nationale de Mohàcs, avait intercepté un convoi considérable de munitions destinées au ban. Voulant réparer cette perte, le chef croate poussa en avant son armée dans la direction des boulets et se mit en marche sur Velenczé. Impatient de se mesurer avec l'ennemi, il promettait la victoire et communiquait son âme à ses soldats, lorsque, à moitié chemin, il rencontra l'armée magyare établie sous le commandement du lieutenant général Moga, à Pakozd, dans une position presque inexpugnable. Malgré le désavantage du terrain, le ban n'hésita pas à donner le signal de l'attaque : les troupes croates se précipitent courageusement sur les retranchements de l'ennemi, elles s'en seraient emparées si l'aile droite, composée de la division Kempen, ne se fût pas trop engagée, et surtout si la division Hartlieb fût arrivée à temps pour prendre part à l'action ; de part et d'autre, on combattit avec acharnement et intrépidité. Commencé à neuf heures du matin, le feu s'éteignit à six heures sans résultat marqué pour les deux armées, qui s'arrogèrent simultanément une victoire incertaine.

Le jour suivant, 30 septembre, trois officiers hongrois se présentèrent au quartier général du ban, et conclurent un armistice de trois jours. Sur ces entrefaites, le chef croate, instruit par des courriers que l'anarchie menaçait de nouveau la ville de Vienne, profita de cette trêve pour exécuter une marche de flanc, remarquable de promptitude et d'habileté. Le 1er octobre, il transporta son quartier général à Mor; le 2, à Petit-Ber; le 3, à Raab; le 4, à Hochstrass; et le 5, à Altemburg; il se trouvait alors à une journée de marche de la frontière.

Tandis que le ban s'éloignait de Pesth, la plus vive agitation continuait à régner dans cette ville. Depuis l'assassinat du lieutenant général comte Lamberg, la garde nationale, dont la neutralité ce jour-là fut plus qu'une faute, était consignée, une partie même avait été mobilisée à la suite de la bataille de Velenczé. L'inquiétude qu'entretenaient à Pesth les bruits

de guerre et de meurtre se changeant en panique, l'émigration des classes aisées devint tellement générale, que Kossuth se vit obligé, pour l'entraver, de faire suspendre la navigation du Danube jusqu'à Presbourg. Cette mesure, loin d'apaiser la panique, la transforma en véritable terreur; les Hongrois qui avaient tout à perdre aux commotions incessantes qui bouleversaient le pays, commençaient à ouvrir les yeux à la lumière et à peser la valeur du levier populaire, que les révolutionnaires appellent la liberté.

Le 2 octobre, les taches de sang qui maculaient encore le pont de bateaux commençaient à s'effacer sous le pied des habitants de Pesth, lorsque le récit d'une récente exécution plongea la ville dans un nouvel émoi. Le comte Eugène Zichy venait d'être pendu par ordre d'une commission militaire.

Cet assassinat juridique est un des épisodes les plus émouvants du drame dont nous écrivons l'histoire. Le comte Eugène Zichy, administrateur et comte suprême du comitat de Albe royale (Stuhlweissenburg), était depuis longtemps exposé aux colères d'un pays qui, berceau des éléments les plus démocratiques du magyarisme, avait donné naissance aux hommes les plus tristement célèbres de la révolution hongroise (1). Le comte méritait les honneurs de leur haine, car son dévouement aux véritables intérêts de la patrie commune et sa fidélité au roi était la condamnation de la ligne politique qu'ils avaient adoptée; il savait que sa vie était menacée, car plusieurs fois ses amis, le comte Antoine Szàpàry entre autres, l'avaient supplié de chercher à l'étranger une sécurité que lui refusaient ses propres foyers; mais trop fier pour devoir son salut à une apparence même de fuite, trop généreux pour abandonner les fidèles serviteurs de sa maison, le comte avait repoussé tous les avertissements. Le 29 septembre, dînant pour la dernière fois avec son frère, le comte Edmond Zichy, il lui dit : « Tu ne devinerais jamais avec qui

(1) Les deux frères Madarász, Kováschich, Candidus, les frères Batthyany, Mereny, Perczel, Meszleny, beau-frère de Kossuth, etc.

j'ai déjeuné ce matin... avec le comte Louis Batthyany, lui-même. Complétement découragé, il est décidé à abandonner le parti de la révolution qu'il considère comme une cause perdue; de plus, il a formé la résolution de s'expatrier en Suisse, pour laisser passer l'orage; c'est ainsi qu'agissent toujours les misérables, fuyant l'incendie qu'ils ont allumé eux-mêmes. »

Le lendemain, le comte Eugène Zichy, revenant du quartier général du baron Jellachich, où il s'était rendu dans un but d'humanité, fut arrêté sur ses terres, dans le village de Soponya, par le capitaine Frangus, et par un lieutenant nommé Czopf. Ce dernier devait aux bienfaits de la famille Zichy, non-seulement son éducation, mais encore l'existence de sa mère, vieille femme alimentée par une pension viagère dont Eugène Zichy faisait les frais. Le comte, reprochant à cet homme un tel excès d'ingratitude, essaya de se défendre; mais il est aussitôt entouré, saisi, garrotté, et conduit les mains liées sur le dos, comme un vil malfaiteur, à Abba. Là, on l'attache à un arbre, et pendant douze heures, il est exposé aux outrages d'une populace ivre, aux intempéries d'une nuit froide et pluvieuse.

Dans la matinée du 30, transi de froid, exténué de soif et de faim, il demande un verre d'eau, on le lui refuse et on le conduit à sa terre d'Adony où il est accueilli par les plus infâmes traitements. Frappé de coups de pierres, de piques et de faux, il paraît insensible aux sentiments de la souffrance, et de son regard il domine la foule de ses bourreaux; une seule fois il parut se révolter devant l'accusation de trahison qu'on lui infligeait. « S'il y a des traîtres ici, dit-il, des traîtres à la Hongrie et au roi, cherchez-les parmi vous; » puis, d'une voix éclatante il ajouta : « Vous avez le pouvoir de m'assassiner, mais je vous refuse le droit de m'insulter. » D'Abba, il est dirigé à Loré, petit village, situé sur l'île de Csepel. Ce fut là qu'il comparut devant un conseil de guerre, présidé par Görgée et composé du capitaine Alexandre Hidassy; Louis Küti, premier lieutenant; Barnabas Hetényi, id.; Louis

Janny, lieutenant; de deux sergents, de deux caporaux, de deux soldats.

L'attitude du comte devant ces hommes, qui, s'érigeant en juges, préparaient l'œuvre du bourreau, fut noble et digne; ses forces physiques, épuisées par la souffrance et la privation d'aliments, se retrempaient à la vigueur de son âme; il répondit d'une voix ferme à toutes les questions de l'interrogatoire que, pour la forme seulement, on lui fit subir.

— « Accusé, quel est votre nom?

— « Eugène, comte Zichy.

— « Votre religion?

— « Celle de mes pères : catholique, apostolique, romaine.

— « Votre âge?

— « Je suis né le 25 septembre 1809.

— « Votre position sociale?

— « Administrateur du comitat d'Albe royale.

— « Votre séjour?

— « Mon château de Kàlos.

— « Par qui, et où, avez-vous été arrêté?

— « Vous le savez aussi bien que moi.

— « Où?

— « A Soponya.

— « Par qui?

— « Par les émissaires que vous avez payés?

— « Quel était le but de votre voyage?

— « Un but d'humanité; je voulais employer mon influence auprès du ban, pour protéger les habitants de Kàlos contre les dévastations commises par les troupes croates.

— « De quelle manière avez-vous obtenu les proclamations signées Ferdinand, sans être revêtues de la contre-signature d'un ministre magyar, rédigées en langue allemande et adressées les unes à l'armée, les autres au peuple magyar?

— « Ces proclamations ont été apportées par le comte Mensdorf, venu de Vienne en qualité de courrier de Sa Majesté.

— « Que vouliez-vous en faire?

— « Deux officiers logés dans la même maison que moi, à Stuhlweissenburg, en avaient laissé, à leur départ, un certain nombre d'exemplaires; par une inadvertance de mon domestique, ces exemplaires furent empaquetés dans mes malles, sans aucune intention, puisque je voulais revenir à Kàlos. »

Le lieutenant Janny, ayant fait observer que le comte Zichy avait dû nécessairement établir des relations avec le ban, le comte répondit que le ban avait envoyé, la veille même de son arrestation, soixante Seressanes pour opérer une visite domiciliaire dans son domicile de Stuhlweissenburg. Le major Arthur Görgée, président du conseil, prenant à son tour la parole, et produisant la lettre de sauvegarde, signée *manu proprio* par Jellachich, expliqua le sens du mot sauvegarde et en déduisit la preuve que l'accusé devait être en intelligence avec le ban et les ennemis du pays. Le comte répliqua qu'il n'avait demandé une lettre de sauvegarde que pour protéger plus efficacement les habitants de Kàlos. Le président ajouta :

« Votre lettre de sauvegarde est datée du 27 septembre, vous avez été arrêté le 29, vous saviez donc parfaitement que l'armée croate s'avançait.

— « Je le savais.

— « Pourquoi n'avez-vous pas annoncé cette nouvelle au camp magyar? pourquoi vous êtes-vous rendu parmi nos ennemis à Kàlos?

— « Vous connaissiez aussi bien que moi l'approche de l'armée croate sous les ordres du général Rott. Enfin, je ne vous ai pas communiqué la nouvelle de la marche du corps croate parce que, je le répète, par votre position entre ce corps et les lieux où je me trouvais, vous deviez la connaître mieux que moi.

— « En quelle compagnie avez-vous été arrêté?

— « En celle du comte Paul Zichy, officier démissionnaire depuis quelques jours.

— « Le comte Paul Zichy avait-il connaissance de votre lettre de sauvegarde?

— « Je crois qu'il l'ignorait. »

A la suite de cet interrogatoire, le président reçut le serment des membres du conseil de guerre et l'auditeur prononça ainsi le *notum informativum :*

« D'après son *propre aveu* (1), le prisonnier est resté pendant quelque temps au camp ennemi (2); la lettre de sauvegarde trouvée sur lui prouve suffisamment qu'il jouissait particulièrement de la protection de Jellachich. Il est prouvé que l'accusé, ayant connaissance des mouvements du corps croate, n'en a fait aucune communication au camp magyar. En conséquence, le comte Eugène Zichy, déclaré complice des ennemis et traître au pays, a mérité la peine de mort par la corde. »

Après la lecture de cet acte inique, le major Görgée prononça la sentence capitale, qui fut ratifiée par tous les membres du conseil et signée par le président Arthur Görgée et l'auditeur Charles Karcsay.

Pendant ce temps, un nommé Szalay, ex-employé du comte Eugène Zichy, chassé pour fraude et fait depuis colonel par Kossuth, surexcitait le peuple en répandant le bruit absurde que la famille Zichy était vendue à l'archiduchesse Sophie et allait rétablir la dîme et les corvées.

Le comte Eugène Zichy, qui depuis longtemps avait fait le sacrifice de sa vie à la noble cause dont il devait être martyr, avait écouté sans faiblesse l'arrêt fatal qui le condamnait à un odieux assassinat; en cet instant suprême, il ne manifesta qu'un seul désir, celui de recevoir un prêtre. Dieu l'avait prévenu en lui envoyant, avant le jugement, un de ces dignes ministres, le chapelain d'Adany. Ce brave jeune homme, à peine âgé de vingt-quatre ans, et nommé Juraszek, avait traversé, au péril de sa vie, par un temps d'orage et dans une frêle barque, le Danube pour apporter au comte les secours de la religion. Le noble condamné était à jeun depuis vingt-quatre

(1) Le comte avait désavoué tout ce qu'on lui imputait.

(2) Le camp ennemi! sa propre maison!

heures. Görgée répondit à l'ecclésiastique qui sollicitait l'autorisation de lui donner un peu d'aliments : « *A quoi bon lui donner une nourriture qu'il ne pourra digérer?* » Ces paroles, prononcées avant l'interrogatoire, prouvent d'une manière incontestable que le sort du prisonnier était irrévocablement fixé.

Une nouvelle et cruelle épreuve avait été réservée au comte, il dut faire sa confession devant témoins et à haute voix ; les derniers sacrements lui furent refusés avec une ironique impiété. « Ces bêtises-là, lui dit un officier magyar, n'empêcheront pas ton âme d'aller tout droit au diable. » L'œuvre du prêtre était achevée, l'office du bourreau allait commencer, mais telle avait été la précipitation des juges qu'ils avaient oublié de se pourvoir de ce personnage exécutif; un Bohémien, chanteur de profession, répondant au nom de Vig Ferko, sollicita l'infamie de terminer le dernier acte du drame et ne réclama pour salaire que les vêtements de la victime.

Il était sept heures et demie du soir. Le ciel était sombre, les astres semblaient s'être voilés pour ne point éclairer cette scène lugubre, le vent soufflait avec violence et menaçait à chaque instant d'éteindre les torches qui jetaient leurs clartés blafardes sur la potence qu'on avait dressée sous les yeux mêmes du condamné. Le comte, les mains liées derrière le dos, se prosterna une dernière fois sous la bénédiction suprême, et, détachant avec ses lèvres l'anneau d'or qu'il portait à son doigt, il pria le prêtre de le remettre à son frère, le comte Edmond Zichy; il témoigna en même temps le désir d'être inhumé dans l'église de Kàlos. Le bourreau, impatient, attendait; il était pressé de recevoir le prix de son métier improvisé. « Cette corde est trop grosse, » dit le comte; et il en demanda une plus flexible; puis sollicitant comme une faveur l'autorisation de préparer lui-même le nœud coulant, il obtint la liberté de ses mains et se passa la corde au cou; alors, promenant un regard tranquille sur les personnes qui se réjouissaient le cœur et les yeux à la vue de ces apprêts sinistres, il prononça, d'une voix ferme, ces paroles sublimes : « Je meurs

innocent, Dieu veuille que je sois la dernière victime!... qu'il protége ma patrie et la délivre de gens semblables à mes juges! Vive la Hongrie! vive le roi! »

Une minute après, il remit son âme aux mains de Dieu. Le dernier soupir du comte fut le signal d'une scène de cannibales. La populace détacha le cadavre, le bourreau s'empara de ses vêtements, et au son d'une musique de bohémiens, la foule exécuta sous le gibet des danses magyares, auxquelles le cadavre nu, palpitant encore, et soutenu par les bras, dut prendre part jusqu'à l'heure où, s'échappant des mains fatiguées de profaner ainsi la mort, il retomba avec un bruit sourd sur le sol. Le lendemain, à l'aube du jour, le jeune prêtre qui avait assisté dans ses derniers moments le comte Zichy, voulut abriter ses dépouilles dans un cercueil préparé pendant la nuit; mais la haine publique, dépassant les limites de la tombe, menaça de sa colère la piété du prêtre, qui dut se retirer. Alors, profanant de nouveau le corps glacé de la victime, la populace le traîne sur le bord du Danube et l'ensevelit à peine dans un monceau de fumier où, bientôt après, il devient la proie d'animaux immondes. Il avait déjà le bras droit et une partie de la poitrine dévorés, lorsqu'un prêtre grec de Loré, assisté d'un paysan, le couvrit entièrement de terre, après l'avoir garanti avec des planches (1).

Ainsi mourut, à trente-neuf ans, le chef d'une des plus illustres familles de Hongrie. Le comte Eugène Zichy, remarquable par la beauté de sa taille et la distinction de ses traits, l'était plus encore par les qualités de son cœur; bon, généreux, loyal, chevaleresque, il était, en toutes circonstances, le type du parfait gentilhomme hongrois.

D'une complète indépendance d'esprit, d'une franchise à toute épreuve, ne déguisant jamais son front, car il avait le droit de le porter haut; ne travestissant jamais sa pensée, car

(1) Une année après, le jour anniversaire même de sa mort, la famille du comte Eugène Zichy eut la triste consolation de satisfaire aux dernières volontés de la victime dont les cendres reposent aujourd'hui dans l'église de Kàlos.

il pouvait sans crainte l'exprimer devant tous, il poussait parfois la sincérité jusqu'à l'aúdace. Peu fait aux subtilités de la rhétorique, aux ambiguïtés des précautions oratoires, il abordait carrément la question et disait crûment la vérité à ses amis comme à ses ennemis : ceux-ci étaient fort nombreux dans le parti révolutionnaire, car le comte Zichy, voué cœur et âme aux intérêts de la Hongrie et à la royale maison de Habsbourg, ne laissait échapper aucune occasion de démasquer les intrigants et les traîtres qui paraient du nom de patriotisme leur ambition particulière, et du nom de liberté leurs projets d'asservissement.

Maître à vingt ans d'une immense fortune, il en faisait un noble usage : il était la providence des pauvres et l'ami des malheureux ; il affectionnait, comprenait et protégeait les arts et les artistes. Artiste lui-même, il cultivait également avec succès les sciences, qu'il étudiait avec zèle pour les appliquer ensuite avec discernement aux besoins de son pays. Voyageur intrépide, il a laissé sur toutes les parties connues du globe le souvenir de son énergie et de sa munificence. De toutes, il a rapporté une connaissance utile, une idée d'amélioration pratique dont il a doté son comitat.

Sa voix, mûrie par l'expérience, s'est fait écouter plus d'une fois au sein des commissions savantes, et souvent, ses conseils ont été suivis avec avantage pour la chose publique, notamment dans la grave question des systèmes pénitentiaires et du régime cellulaire.

Citoyen vertueux, il a poussé l'amour de la patrie jusqu'au sacrifice ; royaliste fidèle, il s'est élancé dans l'éternité au cri de *Vive le roi!* Chrétien résigné, il est mort suivant les saints préceptes, en pardonnant à ses ennemis ; mais homme fort, il a raillé le bourreau en l'aidant de son avis dans les apprêts du supplice, et de ses mains dans l'exécution. Ses dernières paroles, commençant par ces mots : *Je meurs innocent,* et terminant par ceux de *Vive le roi !* seront l'oraison funèbre et en même temps le panégyrique de sa vie. Sans peur et sans reproche, trompant les espérances de ses meurtriers, le gibet

de l'infamie est devenu pour lui le piédestal de l'honneur et l'autel du martyre.

Pendant ce temps, le comte Edmond Zichy, son frère, échappait, comme par miracle, à une mort à laquelle il était également condamné, et qui paraissait d'autant plus certaine que les conjurés avaient juré de l'immoler. Arrêté par un certain nombre d'entre eux, et conduit, le pistolet au front, à Moor, il parvint, par sa présence d'esprit, à les livrer lui-même aux autorités de cette ville.

Dans cet intervalle, Kossuth, qui, changeant de rôle selon les circonstances, se montrait tour à tour rhéteur, journaliste, tribun, commissaire de police ou racoleur, avait fait une nouvelle tournée dans les districts de la Theiss, et, comme toujours, le souffle de sa parole enthousiaste avait suffi pour créer une armée ; ce fut en ces termes pompeux qu'il apprit au parlement le résultat de ses efforts : « Réjouissez-vous, frères, car le lion hongrois se réveille enfin de son long sommeil ! etc., etc. » Le parlement accueillit cette assurance avec des transports d'autant plus vifs qu'il se trouvait sous le coup d'un manifeste impérial arrivé la veille, et composé de six articles ainsi conçus :

« 1° Le parlement de Pesth est dissous ; il devra terminer sur-le-champ le cours de ses séances.

« 2° Toutes les résolutions et ordonnances du parlement qui n'ont pas été sanctionnées par le roi sont déclarées illégales, nulles et sans valeur.

« 3° Le ban de Croatie, baron Jellachich, est nommé commandant en chef de toutes les troupes, gardes nationales et volontaires, tant en Hongrie et ses terres annexées qu'en Transylvanie.

« 4° Toute la Hongrie est déclarée en état de siége.

« 5° Le ban de Croatie est nommé commissaire plénipotentiaire et *alter ego* du roi. Il est, en outre, investi de pouvoirs illimités.

« 6° Le ban de Croatie est chargé de faire une enquête contre les auteurs et les complices de l'assassinat du lieutenant général comte Lamberg. »

Ce manifeste était contre-signé par le comte Adam Rècsey, nommé par le roi ministre président de Hongrie.

Malgré la contre-signature dont ce manifeste était revêtu, Kossuth, l'analysant dans son ensemble, déclara, par une diatribe remplie de fiel contre l'impériale maison d'Autriche, que le manifeste en question était nul ; attendu que, d'après un article de la constitution, le roi ne pouvait dissoudre le parlement avant que le budget n'eût été voté, et qu'indépendamment de cette illégalité, la signature d'un ministre, résidant à Pesth, était indispensable à la validité de tout rescrit royal.

Le parlement, qui ne demandait pas mieux que de se laisser convaincre, admira la logique de cette argumentation, et, abondant dans le sens du tribun rhéteur, il répondit au manifeste royal par un décret qui l'annulait complétement. Par le même décret, le baron Jellachich et tous ses partisans, déclarés traîtres à la patrie, étaient mis hors la loi et un procès de haute trahison était intenté au comte Adam Rècsey.

L'audace du parlement, se jetant ouvertement dans la voie de la rébellion, dépassa toutes les bornes lorsqu'il apprit que le général Roth et son corps d'armée, composé de six mille hommes et de douze pièces de canon, avaient été faits prisonniers par les colonels Maurice Perczel et Arthur Georgey.

CHAPITRE XIII.

La révolution marche. — Projets criminels. — La nuit du 4 octobre. — Réunion des conjurés.—Service funèbre du général Lamberg.—Révolte d'un bataillon. —Négociations. — Mesures du ministre de la guerre — Belles paroles.— Dernière nuit du comte Latour.—Secrets avertissements.—Matinée du 6 octobre. — Combats au pont du Tabor. — Mort du général Bredy. — Un sacrilége. — Une cathédrale pour champ de bataille. — Insurrection. — Siége du ministère de la guerre. — Incidents dramatiques. — Courageuse énergie du ministre Bach.— Proposition hardie.— Dangers croissants.— Les révoltés envahissent le ministère de la guerre. — Fausse position des troupes.— Fraternisation.— Actes de vandalisme. — Pillage du ministère. — Mort du comte Latour. — Scènes atroces.

Nous sommes arrivés au mois d'octobre 1848, à travers les cris de l'émeute, le travail de la désorganisation et les excès de l'anarchie; nous avons passé par les journées du 13 mars, du 15 et du 26 mai, devant les désastres de l'autorité souveraine et les succès éphémères de la prétendue souveraineté populaire ; nous touchons maintenant au dernier acte du drame de la révolution de Vienne.... Quelles en furent les causes ou plutôt le prétexte, voilà ce qu'il importe de préciser avant tout; nous verrons bientôt quelles en furent les conséquences.

Ainsi que nous l'avons dit, le ban de Croatie et le comte Latour, ministre de la guerre du cabinet de Vienne, étaient les deux personnages qui assumaient le plus sur eux les haines et les colères du parti magyar, représenté par Kossuth. La chevaleresque énergie de l'un, le fidèle dévouement de l'autre à la dynastie régnante paraissaient les principaux obstacles aux projets des utopistes, qui rêvaient l'indépendance et les triomphes de la Hongrie républicaine sur les ruines de la mo-

narchie légitime. Le parti Kossuth, plein de confiance en l'avenir et en ses propres forces, croyant vaincre le ban par les baïonnettes magyares, résolut de se débarrasser à tout prix du ministre de la guerre, dût-il recourir à l'*ultima ratio* des révolutionnaires, le poignard! Ce moyen extrême semblait d'autant plus facile, que depuis longtemps le comte Latour, en opposition ouverte avec le parti extra-radical de la constituante autrichienne, était devenu l'objet de la haine des journalistes, des étudiants, des rhéteurs et des demi-savants de la Aula. Ces hommes, trop compromis ou trop fanatisés pour faire un heureux retour sur eux-mêmes et s'arrêter au bord de l'abîme qu'ils avaient creusé de leurs propres mains, ne pardonnaient point au ministre de la guerre le courage avec lequel, en maintes occasions, le 13 septembre entre autres, il avait dévoilé et contrecarré leurs menées coupables ; ils lui pardonnèrent encore moins la résistance qu'il opposait aux projets subversifs du magyarisme et les sympathies qu'il accordait au parti croate. La haine de ces fanatiques servait trop bien les intérêts de la cause révolutionnaire hongroise pour que les chefs magyars ne cherchassent point à en profiter : le succès de leur démarche, dépassant leurs espérances, resserra les liens de l'alliance qui rattachait à une idée commune les révolutionnaires de l'Autriche à ceux de la Hongrie. Dès lors, la mort du comte Latour fut décidée, et telle était l'audace des conjurés, que cette décision monstrueuse ne fut bientôt plus un mystère pour personne. Le meurtre, arrêté dans l'ombre, se préparait publiquement, en plein soleil ; les orateurs patentés de la démagogie déclaraient hautement que la mort de *l'infâme Latour* était une *indispensable nécessité politique*. Les apologistes de l'assassinat faisaient appel au poignard, les émissaires magyars enrôlaient à prix d'argent des séides ; ils payaient avec de l'or le fer qui devait servir à la perpétration du crime, ils enrégimentaient l'émeute qui devait servir de prologue à la vengeance du peuple.

Les membres du club démocratique à la Aula, les journalistes radicaux dans leurs conciliabules, les étudiants dans

leurs réunions, considérant la mort du comte Latour comme un fait inévitable, disaient ouvertement *que la vie du ministre de la guerre pendait à un cheveu que le moindre souffle pouvait briser...*

Dans la nuit du 4 au 5 octobre, une vingtaine de conjurés, revêtus pour la plupart du costume hongrois et polonais, se réunirent mystérieusement à deux heures dans une salle de la Aula. Les plus grandes précautions avaient été prises pour éviter toute initiation étrangère. Un grand jeune homme à l'œil terne, à la voix brève, remarquable surtout par une figure à moitié cachée dans une barbe ardente et inculte, se trouvait debout près de la porte, pour échanger un signe de convention et interroger à voix basse chaque nouveau venu, qui lui donnait ainsi la réplique de l'épreuve :

— « Que viens-tu chercher ici ?

— « Justice.

— « Au nom de qui ?

— « Au nom du peuple.

— « Contre qui ?

— « Contre le traître.

— « Quel est-il ?

— « Latour.

— « C'est bien... laissez passer. »

Le nom de Latour était le mot d'ordre, sa mort était le sujet de cette assemblée nocturne.

A deux heures et demie, les portes étaient closes et tous les conjurés groupés autour d'une table chargée de brocs de bière et de cigares; le jeune homme qui venait de remplir les fonctions d'introducteur prit la parole en ces termes;

« Frères! le grand Kossuth a dit qu'il donnerait volontiers un million pour faire une révolution à Vienne : je dis, moi, que Kossuth est bien généreux, puisque nous sommes disposés à la faire pour rien : n'est-il pas vrai, frères?

— « C'est la vérité.

— « N'importe, mes amis, par le temps qui court un million n'est pas chose à dédaigner, quand il s'agit surtout de

prouver au peuple par des arguments sonores et concluants qu'il trouvera la fortune dans la révolution. Qu'en pensez-vous, frères?

— « Il faut accepter tout l'or que Kossuth et nos amis de Hongrie peuvent nous envoyer.

— « Nous en avons un besoin d'autant plus pressant, qu'un de nos affiliés du ministère de la guerre nous a donné ce soir l'importante nouvelle que demain ou après-demain au plus tard, le traître Latour doit tenter un coup décisif, mais nous serons là. Qu'en dites-vous, frères?

— « Nous serons prêts.

— « C'est bien!... Une révolution est une belle chose, frères; mais pour qu'elle soit bonne et profitable, il faut qu'elle soit véritablement une révolution et non point une caricature de révolution. Il nous faut une révolution avec le peuple aux bras nus, les cheveux au vent, la colère aux lèvres et le fusil à la main.

— « Et non point une émeute, répliqua un compère, dont la barbe noire et l'accent italien contrastaient avec la barbe rouge et l'accentuation germanique du préopinant, et non point une émeute en gants jaunes, bottes vernies et cheveux parfumés.

— « Il nous faut une révolution avec des barricades et la guerre des rues.

— « Et non pas une manifestation bourgeoise à l'eau de rose et au sucre candi.

— « Une révolution à la Danton et à la Robespierre.

— « Et non pas une parodie à la Louis Blanc et à la Lamartine.

— « Une révolution de Titans, d'hommes enfin.

— « Et non pas un caprice de pygmée ou une fantaisie de poëte!..... »

De grands éclats de rire et des applaudissements accueillirent ces allusions faites à la taille infime de l'orateur du Luxembourg, ainsi qu'à l'imagination fertile du héros de l'hôtel de ville.

— « Il nous faut enfin, reprit le premier orateur en donnant à son éloquence une énergie sauvage et à sa main, jouant avec un mouchoir, le simulacre d'un nœud coulant, il nous faut une révolution avec des cadavres pour satisfaire la vengeance du peuple, et une victime *élevée* pour compromettre l'avenir en rendant impossible le retour au passé. Comprenez-vous, frères?

— « Nous avons compris.

— « Il suffit... Maintenant répondez encore : qu'êtes-vous venus chercher ici?

— « Justice.

— « Au nom de qui?

— « Au nom du peuple.

— « Contre qui?

— « Contre le traître.

— « Quel est-il?

— « Latour.

— « Eh bien! frères, que justice soit faite au nom du peuple : périsse Latour et vive l'indépendance de l'Allemagne! »

A ces mots, tous les conjurés debout, l'œil en feu, élèvent leurs verres et s'écrient : « Périsse Latour et vive l'indépendance de l'Allemagne! » De ce moment, la mort du ministre de la guerre fut résolue.

Cette réunion nocturne qui, par la longueur de sa durée, l'étrangeté de sa matière et la nature des personnages, représentait une scène appartenant au moyen âge plutôt qu'au XIXe siècle, se prolongea jusqu'à sept heures du matin.

Un mois plus tard, une scène analogue eut lieu à Rome, également au sujet d'un ministre. Ainsi que le comte Latour, le comte Rossi devait être condamné à mort et assassiné par les sociétés secrètes.

Pendant que les conjurés, levant la séance, se félicitaient de la résolution qu'ils venaient de prendre, le comte Latour se rendait à l'église des jésuites où l'on devait célébrer un service funèbre pour le repos de l'âme du comte Lamberg. Malgré

l'heure matinale, cette cérémonie avait attiré un assez grand concours de personnages, jaloux de rendre un dernier hommage à la mémoire d'un homme de bien. L'intérieur de l'église, tendu de draperies noires sablées de larmes d'argent, était somptueusement décoré. Autour d'un catafalque, élevé au milieu de la nef et orné des armes de l'illustre mort, se pressaient deux archiducs, des ministres, des princes, des généraux, des officiers supérieurs, des magistrats, des gardes nationaux et quelques vieillards, serviteurs fidèles, dont les larmes formaient l'éloquent panégyrique du maître qu'ils avaient perdu. Un bataillon de grenadiers était rangé en bataille devant la façade de l'église, deux compagnies formaient la haie le long des piliers de l'intérieur. L'harmonie des chants funèbres, la musique militaire accompagnant le *Dies iræ,* la tristesse répandue sur le front des assistants, les appréhensions de l'avenir, la vue du ministre qu'on savait plus particulièrement exposé aux colères de la révolution, le roulement des tambours voilés de deuil, les lamentations de l'orgue, tout donnait à cette cérémonie un caractère lugubre et sombre, qui saisissait au cœur et donnait le frisson de l'effroi. Le comte Latour, agenouillé pieusement au pied du catafalque, priait avec ferveur pour son compagnon d'armes et pour lui-même. A l'élévation, son front resta longtemps incliné sur sa poitrine; l'ombre du général Lamberg avait-elle passé devant sa prière? Au moment de l'absoute, il répondit à la voix de l'officiant qui psalmodiait le *De profundis*. Un instant après, la croix voilée de deuil disparut, les cierges de l'autel s'éteignirent, le comte Latour fit une dernière prière et, suivi de ses aides de camp, rentra à l'hôtel du ministère.

Pendant ce temps, les meneurs, plaçant à de sanglants intérêts l'or magyar, caressaient par les mots d'indépendance et de liberté l'ardeur de leurs complices. Les conjurés étaient prêts, ils n'attendaient plus qu'une occasion et un signal; l'occasion ne tarda pas à se présenter, le signal ne se fit pas attendre. Après la publication des derniers manifestes royaux, le ministre de la guerre avait résolu d'envoyer des troupes

en Hongrie, pour appuyer les opérations du ban. En conséquence, il donna l'ordre au bataillon de grenadiers de Richter de se tenir prêt à partir le 6 octobre. Ce bataillon, composé en grande partie d'Allemands, se trouvait en garnison à Vienne depuis quatorze années; travaillé par l'action occulte des révolutionnaires, il accueillit par des murmures un ordre qui devait changer ses paisibles habitudes de garnison, contre les fatigues et les hasards de la guerre. Vainement les officiers voulurent interposer leur autorité et rappeler aux grenadiers les lois de la discipline et la fidélité au drapeau, leur voix et leur autorité furent méconnues; les grenadiers, égarés par de perfides conseils, se livrèrent à des actes graves d'insubordination. L'anarchie de la rue avait forcé les portes de la caserne; ces scènes avaient lieu dans la soirée du 5 octobre.

Les gardes nationaux des faubourgs voisins, Gumpendorf, Gaudenzdorf et Wieden, furent aussitôt convoqués pour dissiper les attroupements qui s'étaient formés devant la caserne; mais, loin de rétablir l'ordre, soit par une répression énergique, soit par des conseils conciliants, ils patronnèrent l'insubordination militaire en fraternisant avec elle. Les grenadiers, décidés à ne point se soumettre à l'ordre ministériel, envoyèrent une députation à l'Université pour s'assurer des dispositions de la légion accadémique; pendant ce temps, les gardes nationaux des faubourgs précités, voulant éviter un conflit considéré comme inévitable, adressèrent une pétition au ministre de la guerre, pour le supplier de révoquer un ordre qui pouvait mettre le feu aux quatre coins de la ville. Le ministre, malgré l'heure avancée de la nuit, reçut dans son cabinet les délégués de la garde nationale.

« Messieurs, leur dit-il, soldat, j'ai toujours considéré la discipline comme la force des armées, et les armées disciplinées comme la force des nations; ministre de la guerre, et à la fin de ma carrière, je ne trahirai pas les convictions de toute ma vie; la révocation de l'ordre que j'ai donné hier ne serait pas seulement une lâcheté, elle serait un crime... »

Ébranlés d'abord par ces nobles paroles, les délégués insis-

— « Quitter l'hôtel du ministère, murmura le comte Latour. Ce n'est pas un soldat qui m'a écrit ce billet anonyme, car un soldat aurait su qu'à l'heure du danger un homme de cœur reste à son poste, dût-il être relevé par la mort. »

A cinq heures et demie, il reçut un nouvel avertissement tellement significatif qu'il semblait providentiel. Un étudiant lui rendait compte, par écrit, de la réunion qui avait eu lieu à la Aula dans la nuit du 4 au 5 octobre. Il n'avait omis aucun détail; *rien n'avait été oublié :* ni le mot d'ordre du laisser-passer, ni le discours dialogué des deux principaux orateurs, ni la résolution adoptée à l'unanimité à la fin de la séance.

— « Si nous étions au mois d'avril, dit le ministre en souriant et jetant au feu le billet qu'il venait de parcourir, je croirais, en vérité, que l'on veut me mystifier.

— « Nous sommes au mois d'octobre, général, lui répondit un de ses officiers; c'est pour cela que Votre Excellence doit ajouter quelque croyance à l'avertissement qu'elle reçoit.

— « On calomnie le peuple, répliqua le ministre : le peuple crie, mais il n'assassine pas.

— « Rappelez-vous, Excellence, le général Bréa à Paris et le général Lamberg à Pesth. »

Le comte Latour garda le silence, puis s'approchant d'une fenêtre, il se mit à tambouriner sur la vitre une marche militaire avec ses doigts.

Pendant ce temps, les grenadiers de Richter, sommés de se rendre au chemin de fer, avaient quitté leur caserne dans le plus grand désordre. Exaltés par de perfides conseils, échauffés par de copieuses libations, ils se livraient à des imprécations contre le comte Latour et contre leurs propres officiers. Une partie de la garde nationale leur servait d'escorte d'honneur, tandis que l'autre partie s'était portée au pas de course à l'embarcadère du chemin de fer pour organiser la résistance. Un fort détachement de cavalerie, le sabre au poing, marchait sur les ailes.

Sur la gauche de la barrière du Tabor, baignée par les eaux du Danube, dont les flots limpides, prolongeant les con-

tours du rivage, fertilisent de vastes prairies coupées de haies d'aubépines, s'étendent au loin des bouquets de bois qui servent d'avenues aux jardins dits Augarten. Dans ces jardins, toujours verts, on voit, de distance en distance, des établissements fashionables ou populaires pour recevoir, selon l'importance de la bourse et la valeur du nom, les diverses classes de la société viennoise. Ici, c'est un café, somptueusement décoré, au milieu duquel s'élève en amphithéâtre un orchestre garni de musiciens; là, c'est une école de natation; plus loin, ce sont des guinguettes, au toit rustique, encombrées de bonnes et joyeuses figures, chantant, buvant, riant; plus loin encore, sur la droite, on aperçoit des plaines arides, couvertes de chantiers de bois; çà et là des arbres séculaires soutiennent un toit de chaume, puis c'est la ligne du chemin de fer avec son pont jeté sur le Danube, puis le grand pont du Tabor, liant l'une à l'autre les deux rives du fleuve, enfin la gare du chemin de fer et tout auprès la barrière de l'octroi; tel était le charmant paysage qui devait servir de théâtre aux scènes que nous allons décrire.

La cavalerie qui avait escorté le bataillon rebelle s'était rangée en bataille; à l'intérieur de la barrière de l'octroi, plusieurs pièces de canon avaient été établies; en dehors de cette barrière, à l'extrémité de la tête gauche du pont du Tabor, le bataillon de Nassau, parfaitement disposé, n'attendait que le signal pour donner; un détachement de pionniers devait au besoin soutenir ses mouvements et dégager le pont s'il était obstrué.

De leur côté la garde nationale et les grenadiers rebelles, soutenus par la populace et une partie de la légion académique, avaient pris de formidables positions. La garde nationale, qui d'avance s'était portée rapidement sur le chemin de fer, l'avait coupé, tandis que les étudiants et le peuple, enlevant le plancher du pont de fer qui le desservait, l'avaient hérissé de barricades. Des gardes nationaux, des étudiants et des prolétaires occupaient en armes les rivages du Danube endigué. Une compagnie de la légion accadémique, composée en

partie des étudiants en droit et conduite par leur commandant en chef Aigner, penchait pour les troupes fidèles, tout en se maintenant dans une prudente neutralité.

Les deux partis se trouvaient ainsi en présence lorsque le général Bredy somma les grenadiers rebelles de se rendre à la station prochaine où le train les attendait; quelques-uns, retrouvant tout à coup le sentiment du devoir, s'avancent résolûment sur le pont du Tabor pour obéir à l'ordre qu'ils venaient de recevoir; mais les autres, et c'était le plus grand nombre, se précipitant dans les rangs de la garde nationale, s'écrient : « Nous ne partirons pas, les Hongrois sont nos frères, vivent les Hongrois! — Vivent les Hongrois! » répète la foule, et du sein de ces masses, toujours prêtes à se ranger du parti du désordre contre l'autorité, s'élèvent des imprécations contre les ministres et des menaces de mort contre le comte Latour. Devant ces dispositions, les commandants des troupes fidèles et les généraux qui s'étaient rendus sur le terrain pour diriger les opérations étaient indécis; ils comprenaient que le départ du bataillon de Richter ne pouvait s'exécuter sans un conflit sanglant, dont, privés d'ordre positif, ils redoutaient d'assumer la responsabilité; les députations qui, de minute en minute, allaient, se croisaient et revenaient du ministère de la guerre, avaient trouvé le comte Latour inflexible; aux prières, aux menaces mêmes, il avait répondu froidement : « Le bataillon partira. »

Dans cet état de choses, et désireux d'éviter à tout prix une collision, l'on résolut d'un commun accord, en désespoir de cause, d'envoyer deux députations mixtes : l'une à la constituante, pour lui demander si des troupes allemandes devaient obéir à l'ordre qui les éloignait de Vienne pour les diriger sur le théâtre de la guerre hongroise; l'autre au comte Latour, pour lui demander son dernier mot. La première ne trouva pas un seul constituant à son poste, et la seconde n'était pas encore de retour que la multitude impatiente se précipita sur un caisson d'artillerie qui, faiblement escorté, arrivait de la ville au grand trot. En cinq minutes les munitions de guerre

qu'il contenait furent pillées et partagées. Les meneurs profitèrent de cet incident pour exaspérer davantage encore le peuple : « Voyez-vous, disaient-ils en parcourant les groupes armés, et en leur montrant les boulets et les paquets de mitraille volés; voyez-vous les présents d'amitié que le ministre envoie à nos frères de Hongrie; le comte Latour est vraiment un excellent père. » Excitées par ces paroles, les masses révoltées s'ébranlent, les grenadiers de Richter, les gardes nationaux et les étudiants chargent leurs armes; de leur côté les troupes fidèles sont prêtes à donner. Le général Bredy, craignant d'être débordé, fait mettre les trois pièces de canon en batterie, et d'une voix ferme s'écrie : Feu! mais au même instant, atteint d'une balle au cou, il tombe roide mort; l'officier supérieur qui le remplace tombe, également frappé mortellement, au moment où il répète le commandement donné par le général. Les insurgés, arrêtés un instant par des volées de mitraille, se précipitent avec résolution sur les pièces et s'en emparent successivement après avoir désarmé ou tué les artilleurs. Le combat s'engage sur tous les points; le bataillon de Nassau et les pionniers dirigent des feux de peloton sur les insurgés; les grenadiers rebelles et leurs auxiliaires y répondent par un feu nourri. Deux escadrons de cavalerie exécutent une charge vigoureuse, mais, attaqués de front et à la baïonnette par la légion académique, ils sont repoussés. Le sang coule de part et d'autre, et des deux côtés le courage est au niveau de l'acharnement. Malgré les pertes sensibles qu'elles éprouvent, en officiers surtout, car l'uniforme des chefs sert de cible à l'adresse des insurgés, les troupes fidèles suppléent à l'infériorité du nombre par le sang-froid et la discipline; les insurgés, acculés sur les bords du Danube et craignant d'être jetés dans le fleuve, opèrent un mouvement de retraite, le bataillon de Nassau s'élance à leur poursuite, et la lutte, changeant de théâtre, continue dans la rue du Tabor et ses environs jusqu'à ce que les rebelles, garantis par de fortes barricades et renforcés par des masses considérables, venues des faubourgs, forcent les troupes à se

tent de nouveau et cherchent à fléchir la volonté du ministre, en parant du nom de conciliation celui de lâcheté, et d'humanité celui de crime; mais le ministre persiste dans sa résolution. « Je ne me fais point d'illusion, messieurs, ajouta-t-il, je connais le but et les projets des chefs qui se cachent derrière vous pour agir; je sais que l'ordre donné aux grenadiers de Richter n'est qu'un prétexte; je sais que l'insubordination de ces grenadiers sera l'occasion d'une émeute, d'une révolution peut-être.

— « Que d'un mot vous pouvez éviter, s'écria un délégué.

— « Erreur, reprit le ministre, l'occasion perdue aujourd'hui se retrouverait demain sous une autre forme... Je sais, continua-t-il en montrant du doigt un paquet de lettres posées sur son bureau, je sais que ma vie est menacée, *qu'elle pend à un cheveu que le moindre souffle peut briser*. Je sais que le sort du général Lamberg est celui qu'on me destine; je sais tout cela et cependant je persiste. Adieu, messieurs, je vois à votre uniforme que vous êtes les soldats de l'ordre, faites votre devoir, je ferai le mien. »

Les délégués voulurent tenter un dernier effort en se rendant chez le comte Auersperg, commandant en chef les troupes de la garnison; mais celui-ci, ainsi que le comte Latour, repoussa leur demande comme inadmissible. Il ne voulut pas même jeter les yeux sur leur pétition, dont le principal argument en faveur de la révocation de l'ordre ministériel reposait sur la bonne intelligence qui régnait entre la population viennoise et des grenadiers appartenant à la confédération germanique.

A minuit, le ministre comte Latour, fatigué par les labeurs de la journée, se jeta tout habillé dans un fauteuil où il s'endormit profondément jusqu'à trois heures. « Je suis heureux de me réveiller, dit-il, j'ai fait un vilain rêve, j'ai eu constamment sous les yeux le cadavre du malheureux comte Lamberg. Triste mort, ajouta-t-il, mais pourquoi *n'a-t-il pris aucune précaution?* » A trois heures un quart, il envoya son aide de camp, le major baron Boxberg, au général comte Auersperg,

afin de l'informer des dispositions qu'il avait prises pour assurer le départ du bataillon insubordonné et lui donna l'ordre d'employer au besoin deux divisions de cavalerie sur la fidélité desquelles on pût compter.

A trois heures et demie, il envoya un officier d'état-major pour recommander au ministre de l'intérieur toutes les mesures nécessaires à la répression de l'émeute qui devait infailliblement éclater le lendemain. Le baron Dobblhoff fit répondre au ministre de la guerre qu'il ne pensait pas que la garde nationale consentît à descendre dans la rue avant l'explosion des troubles; que dans tous les cas il allait donner ses ordres au commandant en chef.

A quatre heures, le ministre, saisi par le froid de la nuit, se promenait à grands pas dans son cabinet, quand un sous-officier de service lui remit une lettre, dont l'enveloppe portait écrit au crayon rouge cette recommandation : *très-pressée.* Le comte Latour en rompit aussitôt le sceau. « Encore un avertissement ! s'écrie-t-il, après avoir parcouru les premières lignes; je ne croyais pas avoir mérité l'honneur de tant de haines. »

La lettre était ainsi conçue :

« Excellence,

« Il en est temps encore, révoquez un ordre qui vous sera fatal; si vous persistez, vous êtes un homme perdu : trois victimes sont offertes à la révolution de demain, vous, le ministre Bach et l'archiduchesse Sophie, serez tous les trois pendus au même réverbère, face contre face; les cordes sont prêtes et les mains qui doivent serrer les nœuds coulants n'attendent que le signal. Encore une fois, Excellence, prévenez par une concession facile le sort inévitable qui vous attend; mais si vous fermez l'oreille à la voix qui veut vous sauver, n'oubliez pas de prendre les précautions exigées par la prudence; entourez-vous de troupes et de canons; abandonnez même l'hôtel du ministère, si vous ne voulez pas y trouver un tombeau. Que Dieu vous garde ! »

Dobblhoff, et oubliant le soin de sa sûreté personnelle, donne l'ordre au colonel Schœn de se porter rapidement avec ses trois compagnies de pionniers, et quelques pièces de canon, sur la place Saint-Étienne : « Allez, colonel, lui dit-il, dégagez le bataillon traqué dans la cathédrale ; balayez de vive force la place Saint-Étienne, et revenez ensuite prendre position devant le ministère. » Le ministère n'avait pour force unique que ces trois compagnies de pionniers, une compagnie de grenadiers, quelques artilleurs, une dizaine d'ordonnances, un certain nombre de grenadiers détachés, et quatre pièces de canon.

Arrivé sur la place, le colonel Schœn harangue les insurgés, il les supplie, au nom de la patrie, de terminer le combat impie qui arme la main contre le cœur d'un frère ; mais que pouvait le langage de la raison sur l'esprit d'hommes enivrés par le sang et la poudre ? « Point de transaction, s'écrient les chefs, il est trop tard. Mort à Latour et vive la Hongrie ! »

Une vive fusillade s'engage ; les pionniers, un contre vingt, assaillis, cernés de toutes parts, ne peuvent se servir de leurs canons ; forcés de battre en retraite, ils se replient en toute hâte sur le Graben, mais là, pris entre deux feux, sans un pli de terrain, sans un angle de maison pour se couvrir, ils sont fusillés par des ennemis invisibles, cachés dans les embrasures des fenêtres, derrière les portes des maisons, derrière les tuyaux des cheminées ; enfin ils sont obligés de déposer les armes. D'énormes barricades élevées sous la direction d'émissaires étrangers leur avaient fermé les chemins du ministère de la guerre. Sur un autre point de la ville, le bataillon de Nassau se trouvait aux prises avec les insurgés. Informé au moment où il rentrait en ville, par la porte des Écossais, de la situation critique des pionniers, il marchait à leur secours, lorsque, parvenu sur la place du Hof, il se vit forcé, par le feu surplombant des fenêtres et le choc des assaillants, de se replier sur le Freiung.

A trois heures, les efforts des troupes semblaient paralysés, et l'insurrection triomphante s'apprêtait à marcher sur l'hôtel

du ministère de la guerre. Les troupes chargées de défendre cette position se composaient alors de cent vingt-six hommes de la deuxième compagnie du régiment Deutschmeister, sous le commandement du capitaine Brandmayer et du premier lieutenant baron Grainger; de trente et un grenadiers du régiment de l'Empereur, commandés par le capitaine baron Geusau; de six artilleurs, un caporal (1) et une pièce de canon, trois soldats du train, neuf ordonnances de chevau-légers, avec un caporal et douze ordonnances de la garde bourgeoise avec leur sergent. Réunis en conseil de guerre sous la présidence du major général Frank, commandant l'hôtel du ministère sous les ordres immédiats du comte Latour, les chefs de cette petite troupe prirent les dispositions indiquées par l'imminence du péril. D'abord ils retirèrent les hommes de la grande garde, située en dehors de l'hôtel, dont ils firent fermer toutes les portes; ensuite ils rangèrent en bataille des deux côtés de la cour principale une partie des grenadiers du capitaine Brandmayer, auxquels se joignirent spontanément deux braves officiers qui se trouvaient accidentellement au ministère, l'histoire doit conserver leurs noms : c'était le capitaine Adolphe Muth et le lieutenant Basile Branowaszky; l'autre partie des grenadiers de Deutschmeister, dirigée par le premier lieutenant baron Grainger, reçut l'ordre d'occuper les fenêtres du premier étage et de protéger les trois portes de derrière qu'on avait barricadées; les trente et un grenadiers du régiment de l'Empereur, sous le commandement du capitaine baron Geusau, devaient défendre pied à pied les marches de l'escalier principal; l'unique pièce de canon qui pouvait appuyer ces moyens de défense fut chargée à mitraille et placée, bouche béante, dans la direction du Hof; enfin, prévoyant le cas où la porte principale serait forcée, les chefs décidèrent qu'on exécuterait une sortie à la baïonnette.

A peine ces dispositions venaient d'être prises qu'un lieute-

(1) Dans l'armée autrichienne, les grades de caporal et de sergent s'appliquent indistinctement à la cavalerie et à l'infanterie.

nant de la légion académique, le nommé Rauch, élève de l'école polytechnique, se présenta devant les ministres, réunis en conseil dans le cabinet du comte Latour. Dans ce moment le ministre Bach rédigeait la minute de la mise en état de siége, mesure que, malgré l'opposition de plusieurs de ses collègues, il était parvenu à faire adopter comme la seule chance de salut qui restât aux mains de l'autorité. Rauch s'approche du comte Latour, et l'œil en feu, le geste menaçant, il l'accable des plus violentes invectives.

« Au nom du peuple, lui dit-il, je vous rends responsable du sang que vos ordres impitoyables ont fait répandre. »

Au lieu de faire arrêter cet énergumène, le ministre lui répond :

— « Que voulez-vous, monsieur?

— « Sauver la monarchie, la capitale, votre existence peut-être.

— « Mon existence appartient à Dieu, le salut de la monarchie et de la capitale appartient à la fidélité et à la force de mes baïonnettes.

— « Vous ne pouvez plus compter sur votre armée, la fidélité de ses baïonnettes est douteuse, leur force s'est émoussée sur la poitrine du peuple.

— « Vous calomniez l'armée, jeune homme.

— « Oui, comte, si toutefois la vérité est une calomnie.

— « Enfin, monsieur, pour sauver la capitale et la monarchie compromises, selon vous, que faut-il?

— « De votre part, un ordre écrit qui mette fin à la guerre civile.

— « Et de la vôtre?

— « L'engagement, sur l'honneur, de calmer l'effervescence du peuple. »

A ces mots, les ministres se retirent dans une pièce voisine pour délibérer sur ces nouvelles propositions. Une vive discussion s'engage entre eux : les uns, et c'est la majorité, inclinent pour les concessions; les autres, et Alexandre Bach est de ce nombre, sont d'un avis opposé; le comte Latour hésite.

« La concession à cette heure, s'écrie Bach, serait plus qu'une lâcheté, ce serait la consécration de l'émeute; d'ailleurs, il est trop tard, elle ne vous sauverait pas. Entendez-vous ces cris, messieurs? » ajoute le jeune ministre. Et ouvrant une fenêtre qui donnait sur la place du Hof: « Écoutez-les! c'est la voix du peuple qui demande qu'on jette les martyrs aux bêtes féroces, ou plutôt ce sont les hurlements des bêtes féroces qui demandent leur proie : non, point de concessions, messieurs, reprend-il avec une énergie croissante, les bonnes causes ne se perdent jamais que par la faiblesse, elles se sauvent toujours par la résistance: Ce qu'il faut pour le salut de la monarchie et celui de la capitale, c'est la mise en état de siége, c'est une répression instantanée, vigoureuse, c'est l'ordre donné au général commandant Auersperg de prendre l'offensive sur toute la ligne et d'opposer aux poignards des sicaires de la révolution l'épée de la fidèle Autriche. Telle est mon opinion, messieurs. »

C'était la bonne; l'opinion contraire prévalut. Rentrés dans le cabinet du comte Latour où, se promenant à grands pas, Rauch les attendait avec impatience, les ministres reprirent leurs places et le comte Latour dicta lui-même cet ordre concis: *Le feu doit cesser partout...*

Vainement le ministre Bach, protestant contre la teneur de ce document, prédit à ses collègues que loin d'arrêter la crise il précipiterait le dénoûment; ses collègues passèrent outre, et le comte Latour, prenant la plume, apposa d'une main ferme sa signature au bas de l'acte fatal qui livrait la ville aux mains de l'insurrection. Alors, le ministre Bach, le prenant par le bras, lui dit : « Je vois du sang au bout de votre plume; comte, vous venez de signer votre arrêt de mort, le nôtre peut-être. »

Le comte Latour remit l'ordre signé à l'étudiant Rauch, en lui disant : « A vous, maintenant, de tenir votre promesse. »

Rauch, accompagné du major général Frank et de plusieurs assistants, se rendit aussitôt dans un des bureaux du premier étage, et montant sur le support d'une fenêtre, il harangue le

peuple. « Frères, s'écrie-t-il, les hostilités sont suspendues; écoutez l'ordre du ministre de la guerre : *Le feu doit cesser partout;* le voilà signé de sa main et des ordonnances vont le transmettre à tous les chefs de corps; frères, au nom de la patrie, rentrez dans l'ordre. »

Des éclats de rire, des insultes même accueillent ces exhortations. « Il est trop tard, répondent les meneurs répandus parmi la foule, il nous faut autre chose que ce chiffon de papier.

« — Que voulez-vous donc? »

Les uns répondent : « L'ouverture des portes de l'hôtel; » les autres exigent le renvoi des troupes qui les gardent; ceux-ci demandent la démission du ministre de la guerre; ceux-là réclament son arrestation; quelques-uns même s'écrient : « Nous voulons sa tête. »

« Frères, réplique Rauch, au nom du peuple, ne souillez pas votre victoire par de coupables excès; » mais violemment interpellé à son tour, menacé, couché en joue même, l'étudiant confus se rend chez le ministre de la guerre pour lui annoncer l'insuccès de ses démarches et l'attitude menaçante du peuple.

Quelques généraux et le ministre Bach, dont les conseils antérieurs ne se trouvaient que trop justifiés par les événements, proposèrent au comte Latour de se faire jour, le sabre à la main, à travers la foule, et de gagner, sous la protection des grenadiers, le glacis où les troupes du général Auersperg, rangées en bataille, attendaient vainement des ordres. Le comte, craignant d'exposer la vie des ministres ses collègues, repoussa ce moyen extrême dont l'audace même assurait le succès, pour en prendre un plus extrême et diamétralement opposé. Il résolut de faire ouvrir les portes de l'hôtel au moment où de nouveaux messages annonçant l'impossibilité de traiter avec les insurgés, les grenadiers serraient leurs rangs et s'apprêtaient à faire une vigoureuse sortie. Il était quatre heures; le comte, entouré de ses aides de camp, dit au major général Frank : « Faites ouvrir les portes, laissez entrer le peuple et parlez-lui. » En même temps, s'approchant d'une

fenêtre qui donnait sur la cour, il s'écria : « Soldats, ne tirez pas. » Le canon, prêt à vomir la mitraille, fut aussitôt détourné. Cette résolution, inspirée par un fatal sentiment de confiance, découragea d'autant plus les troupes, qu'elle était moins prévue; les grenadiers en furent paralysés.

Pendant ce temps, le général Frank, descendu dans la cour, donnait aux grenadiers l'ordre de défendre l'escalier, et fit ouvrir la porte principale; c'était rompre la ligue d'un torrent et vouloir, en même temps, empêcher l'envahissement des flots. Ainsi qu'il était facile de le prévoir, les flots du peuple se précipitèrent dans la cour, entraînant avec eux les grenadiers débordés de toutes parts; la cour fut remplie, en un instant, d'hommes armés dont un certain nombre était ivre. Les soldats consternés restaient l'arme au bras, mais bientôt les insurgés, se mêlant à eux et les caressant du nom de frères, les engagent, par des prières et des menaces, à leur remettre leurs armes et leurs munitions; les uns restent fidèles au drapeau; les autres, séduits par des promesses, se laissent entraîner dans les cabarets voisins. Sous ces influences dissolvantes et faute d'ordres supérieurs, la plus complète indécision régnait parmi la troupe et ses officiers. Plusieurs de ces braves gens, forcés de se voir condamner à l'inaction, versaient des larmes de désespoir.

Malgré les avis pressants qu'ils avaient reçus de tous côtés pour les engager à se mettre en sûreté, les ministres attendaient à leur poste l'issue des événements, lorsque, tout à coup, le docteur Fischhoff, se précipitant sans se faire annoncer dans leur cabinet, s'écrie : « Vous n'avez pas une minute à perdre, vous êtes en danger de mort; épargnez, en vous sauvant, un grand crime au peuple... Hâtez-vous, hâtez-vous, le peuple est là qui monte. » En effet, le peuple montait, opérant, en sens inverse, l'action de l'avalanche qui brise et détruit, en descendant, tout ce qui se trouve sur son passage. Les officiers supérieurs qui étaient présents joignirent leurs instances à celles du docteur Fischhoff, et les ministres, qui n'avaient point cédé aux menaces, se rendirent aux prières.

Alors le comte Latour congédia les généraux, serra la main de ses collègues, et se retira dans sa chambre à coucher. De là, après avoir revêtu le surtout bourgeois de son aide de camp, le capitaine Niewiadomski, et le chapeau rond de son valet de chambre, il se rendit, accompagné de son second aide de camp, le lieutenant Walz, du major baron Smola, et du capitaine comte de Gondrecourt, dans l'appartement de Niewiadomski situé au quatrième étage. Dans cet appartement se trouvait une porte qui conduisait directement aux combles de l'église des jésuites enclavée dans l'hôtel du ministère de la guerre; mais, par une fatalité déplorable, par une prévision criminelle peut-être, cette porte était murée depuis quelques jours; il fallut chercher une autre chance de salut. Le capitaine Smola crut la trouver dans un cabinet obscur destiné à chauffer plusieurs cheminées et fermé par une porte basse. Ce fut là que le ministre de la guerre, traqué par le peuple, dut se réfugier et attendre, sur un escabeau de bois, l'heure du sacrifice.

Pour dérober aux perquisitions de la populace la porte de ce cabinet, situé sur la droite de l'escalier principal à l'extrémité de deux vastes pièces servant de bureaux, on la masqua par une table encombrée de dossiers superposés; puis, pour faire supposer que cette partie de l'hôtel avait été déjà explorée, on répandit sur les planches une grande quantité de dossiers froissés ou mis en pièces. Le major Boxberg et le capitaine Gondrecourt restèrent dans le voisinage, pour apprendre au ministre les diverses phases du drame dont il était le principal personnage; le capitaine Niewiadomski et le lieutenant Walz se mirent en observation, l'un, au troisième, l'autre, au deuxième étage, et le major baron Smola partit pour le quartier-général du commandant en chef Auersperg, afin de l'avertir de la positioncritique du ministre et de le supplier d'envoyer des troupes à sa défense.

Arrêté à chaque pas par les barricades, dont les rues aboutissantes aux glacis étaient hérissées, retardé par d'incessants obstacles, le major, malgré sa diligence, mit plus d'une heure

à rejoindre l'armée campée entre les faubourgs et la ville. Il trouva le général Auersperg dans une grande perplexité, réduit, pour ainsi dire, à l'état d'impuissance, par cet ordre fatal : *Le feu doit cesser partout;* d'un autre côté, dans l'état désespéré où se trouvaient les choses, ne serait-ce point exposer l'armée que de la jeter sur les barricades au milieu de cent mille insurgés fanatisés par les enivrements du succès? D'ailleurs, et cet argument était péremptoire, la prudence permettait-elle qu'on exposât la fidélité douteuse, chancelante même, d'une partie des troupes, au contact d'ennemis qui avaient en leur pouvoir tous les moyens de séduction? Ces diverses considérations, auxquelles le major Smola répondit avec émotion en regardant sa montre : « A l'heure qu'il est, le sort du ministre de la guerre est décidé, » déterminèrent le général Auersperg à rester sur l'expectative.

Pendant ce temps, les insurgés avaient envahi les bureaux du ministère, se livrant partout aux perquisitions les plus minutieuses : la partie affectée au génie fixa particulièrement leur attention, mais furieux de ne trouver autre chose que le vide et la solitude, ils commirent des actes du plus odieux vandalisme, surtout dans les appartements du ministre. A coups de crosses de fusils ils enfoncèrent les armoires fermées, brisèrent les glaces et les meubles, souillèrent le lit du comte, déchirèrent ses livres, ses cartes, ses dossiers; ils en jetèrent les fragments sur la place du Hof et dans la cour de l'hôtel, ils ne respectèrent même pas l'image vénérée de l'Empereur. Ils auraient ainsi dévasté l'hôtel de fond en comble, si leur fureur n'eût été bientôt détournée et dirigée contre la personne du major général Frank, revêtu du costume civil, et arrêté à l'entrée de la première pièce qui conduisait à la retraite du ministre. Après avoir délibéré quelques instants sur son sort, les insurgés se décidèrent à l'incarcérer à l'arsenal des bourgeois, en qualité d'otage ; dans le même moment, le major du génie, Schindler, était également arrêté dans la cour de l'hôtel. « Où est Latour? » lui demandent les rebelles lui appuyant la pointe de leurs sabres sur la poitrine.

— « J'ignore où il s'est réfugié, répond avec calme Schindler ; au quartier général du commandant en chef, sans doute.

— « Il a donc quitté l'hôtel ?

— « Il y a longtemps.

— « Combien, à peu près ?

— « Une heure.

— « Le misérable nous aurait donc échappé ? » s'écrient les insurgés ; et furieux, ils assouvissent leur colère sur la personne du malheureux officier qui tombe grièvement blessé.

Sur ces entrefaites, la plus grande partie des membres de la constituante s'étaient réunis en séance, elle discutait les événements du jour, lorsque tout à coup le ministre du commerce, Théodore Hornbostl, se précipite dans la salle ; une sueur froide couvre son front pâli, ses yeux et sa parole révèlent une profonde émotion :

« Messieurs, dit-il, il faut que la Providence m'ait protégé pour que je me trouve en ce moment au milieu de vous ; mais il ne s'agit pas de moi, il s'agit de mes collègues en danger de mort. Le peuple les assiége à l'hôtel du ministère de la guerre ; vous ne les abandonnerez pas, messieurs ; au nom de votre honneur, au nom de l'humanité, je vous en supplie, sauvez-les ; vous les sauverez. »

— « Nous les sauverons ! » répondent les députés ; et ils chargent Borrosch, Goldmark et Smolka de tenir leur parole ; les députés Fischhof, Sierakowsky, Wienkowsky et Zöpfl se joignent spontanément à eux. Smolka, armé d'un drapeau blanc, se met à leur tête ; et, tous, ceints d'une écharpe de la même couleur, se mettent en marche sur l'hôtel du ministère. Lorsqu'ils y arrivèrent, la plus grande fermentation régnait parmi les insurgés, au milieu desquels se débattaient l'étudiant Rausch et le capitaine Niewiadomsky ; le premier annonçait au peuple une capitulation, par laquelle le ministre de la guerre autorisait les étudiants et la garde nationale à occuper l'hôtel évacué préalablement par les troupes de ligne. Mais le peuple, peu satisfait de cette concession, selon lui tardive, témoigne son mécontentement en adressant à l'étu-

diant Rausch les épithètes de traître et de *jaune et noir*. Parmi les groupes un officier démissionnaire, nommé Charles Unterschill, se faisait remarquer par son exaltation et répondait aux cris de mort proférés contre le comte Latour: « Il mourra, et c'est moi qui lui porterai le premier coup; je le lui dois pour tout ce qu'il m'a fait souffrir quand j'étais au service. »

Le député Borrosch, monté sur un banc, profite d'un moment de calme pour haranguer le peuple; sa voix, inspirée par le désir de sauver le ministre, est retentissante, son regard et son geste dominent un instant la foule : « Gardes nationaux, étudiants, ouvriers, s'écrie-t-il, rappelez-vous que la générosité est la première vertu du peuple allemand; rappelez-vous que cette vertu devient un devoir devant un ennemi vaincu. » Un instant interrompu par des cris de : « Mort à Latour! » il reprend : « Ce ne sont pas des voix d'Allemands qui ont proféré les cris que je viens d'entendre, ce sont des voix étrangères qui ont emprunté notre accent pour vous pousser au crime; arrière donc les étrangers qui vous trompent et à moi les Allemands mes frères! La constituante a promis de sauver le ministre de la guerre, je vous parle en son nom, vous l'aiderez à remplir cette mission d'honneur. Gardes nationaux, étudiants et ouvriers, la constituante et la patrie comptent sur vous; vous ne voudrez pas souiller notre révolution glorieuse par un forfait inutile, car le ministre, mis en accusation, sera soumis à une enquête sévère : en attendant, vous n'usurperez pas les droits de la justice en vous montrant à la fois accusateurs, juges et bourreaux. » Ces éloquentes et généreuses paroles produisent sur les masses des impressions diverses: ébranlée un instant, la foule hésite; mais les meneurs, reprenant en sous-œuvre le discours de Borrosch, détruisent bientôt l'effet qu'il a obtenu.

« L'orateur est généreux, disent les uns, mais Latour est un grand coupable. — Le langage de Borrosch est éloquent, ajoutent les autres, mais son éloquence n'empêchera pas Latour d'être pendu. — L'avocat a bien parlé, s'écrie un étudiant hissé sur les

épaules d'un Polonais ivre, mais il a perdu son temps et sa cause... »

Une voix rauque comme un cri d'hyène flairant une tombe fit entendre ces monstrueuses paroles : « Dis donc, Borrosch, combien Latour t'a-t-il payé pour ton plaidoyer?... Je serai plus désintéressé que toi, car tout à l'heure je le pendrai gratis. » A ces mots, accueillis, nous devons le dire à la honte de l'humanité, par des applaudissements nombreux, le député Borrosch s'écrie : « Mais je ne vois donc ici que des assassins et des bourreaux?... » Dans ce moment, entraîné par une exaltation héroïque, il jette son chapeau au milieu de la foule, il découvre sa poitrine et ajoute : « Eh bien! peuple, puisque tu veux du sang, frappe, ma poitrine est prête; puisqu'il te faut une victime, prends ma tête, je te l'abandonne; écoute, peuple : je suis, tu le sais, l'adversaire politique du comte Latour; eh bien! tu n'arriveras à lui qu'en passant sur mon cadavre. »

De son côté, le docteur Goldmark s'était jeté au milieu d'un groupe qui demandait avec des menaces au majordome de l'hôtel ce que le ministre était devenu : « Je vous assure, mes amis, répondit le brave homme, que le ministre a quitté l'hôtel.

— « En êtes-vous bien sûr?

— « Je l'ai vu sortir moi-même, déguisé en grenadier (1).

— « N'écoutez pas cet homme, car il vous ment, » répliqua Goldmark ; et ce député, chargé par la constituante de sauver le ministre, ajouta : « Le ministre est encore caché dans cet hôtel, nous le trouverons. » Dans le même moment, l'étudiant Rausch, changeant de rôle ainsi que Goldmark, descendait les escaliers en criant : « A moi, à moi les amis! Latour est là haut. » Un éclair de joie féroce brilla dans les yeux de Goldmark, et sa voix murmura : « Je l'avais bien dit! »

A l'appel de Rausch, les insurgés se précipitent en foule sur

(1) Ce déguisement, inventé par un officieux mensonge, pouvait encore sauver le ministre; personne n'y songea.

les escaliers, les députés de la constituante font des efforts inouïs pour les calmer : « Si Latour est coupable, disent-ils, livrez-le vivant aux tribunaux, pour qu'il soit jugé, condamné et puni; en attendant, contentez-vous de sa démission.— Oui! s'écrie la foule, qu'il donne sa démission. » S'emparant de ce mot comme d'une espérance de salut, le capitaine Niewiadomsky, sommé par l'étudiant Rausch, qui s'était mis à la tête d'une bande d'ouvriers armés, de lui indiquer l'endroit où le ministre s'était caché, le conduisit à un oratoire aboutissant à l'appartement du comte Latour, et lui dit : « C'est ici que le ministre s'était réfugié ; » puis précédant le député Smolka, armé du drapeau blanc, il monta rapidement au quatrième étage. Le major Boxberg se trouvait au haut de l'escalier : le capitaine lui dit que la démission du ministre, exigée par le peuple, pouvait seule sauver sa tête; alors échangeant un regard avec Boxberg qui se rendit immédiatement auprès du ministre, il entraîna Smolka d'un autre côté, dans un bureau fort éloigné. Peu de temps après, le comte Latour, accompagné du major, rejoignit Smolka et lui déclara que, bien qu'il craignît aussi peu le poignard des assassins qu'en vingt batailles il n'avait redouté les balles de l'ennemi, il était prêt, selon le désir du peuple, mais sauf l'assentiment de l'Empereur, à donner sa démission, si d'elle dépendait le rétablissement de la tranquillité publique. Smolka, levant la main, jura sur son honneur et sa vie qu'à cette condition, ses collègues de la constituante et lui répondaient de la sûreté personnelle du ministre.

— « Eh bien! dit le comte Latour, je suis prêt... Pensez-vous, monsieur, qu'il soit nécessaire de donner ma démission par écrit?

— « Je le pense, » réplique Smolka. Le comte écrit aussitôt sur une feuille volante ces quelques mots qu'il signe et remet à Smolka : « *Avec le consentement de Sa Majesté, je me démets de mes fonctions de ministre.* »

Pendant ce temps, les insurgés envahissaient les étages supérieurs; Smolka les rencontra au troisième : « Mes amis,

leur dit-il, cherchant à les apprivoiser par l'accentuation de sa voix et l'expression de son regard, vos désirs sont satisfaits, le ministre a donné sa démission.

— « Elle ne nous suffit plus.

— « Qu'exigez-vous donc encore?

— « Son arrestation.

— « Il sera mis en état d'accusation.

— « Lisez-nous le texte de la démission du ministre.

— « Volontiers....; » mais une tempête de protestations coupa la lecture de Smolka, à ces mots : *avec le consentement de Sa Majesté*. « Cet acte est un subterfuge, disent les uns, car l'Empereur ne donnera jamais ce consentement conditionnel, le ministre nous trompe jusqu'au dernier moment, faisons-nous justice nous-mêmes. — Le traître est toujours ici, disent les autres à la vue du sable qui couvre la signature fraîche encore du ministre. » Dans ce moment, le docteur Fischhof rejoint son collègue, et, sommés tous deux de découvrir la retraite du comte, Smolka s'engage de conduire un certain nombre d'hommes vers le ministre, si de leur côté ils prennent l'engagement sacré de protéger sa personne au péril même de leurs jours.

Vingt-cinq gardes nationaux ou ouvriers armés, ayant Rausch à leur tête, se détachent aussitôt des groupes et jurent, la main levée, de défendre jusqu'à la dernière goutte de leur sang la vie du ministre. Peu confiant en cette promesse, le capitaine Niewiadomsky, quoique gardé à vue par deux ouvriers armés de piques, s'élance à travers un escalier détourné et descend dans la cour pour rallier, s'il est possible, quelques hommes de bonne volonté et voler ensuite avec eux au secours du comte. La première personne qu'il rencontre est le capitaine Brandmayer, il le supplie d'abord et lui ordonne ensuite de monter avec ses grenadiers au quatrième étage pour défendre le ministre; le capitaine Brandmayer lui répond : « Tous mes grenadiers m'ont abandonné. »

Sur la proposition de Smolka, le comte Latour avait consenti à se constituer prisonnier et à se faire garder par les

gardes nationaux dans le salon des aides de camp; à cet effet, il allait sortir de la retraite où il s'était remis après avoir donné par écrit sa démission, lorsque les cris du peuple, qui venait d'envahir les pièces voisines, le contraignirent d'y rester; cependant quelques instants après, craignant d'être découvert et désireux peut-être d'en finir, il se présente avec calme devant les insurgés et leur dit :

« Mes chers enfants, vous cherchez le ministre de la guerre; me voilà : soldat toute ma vie, je n'ai jamais craint les balles et les baïonnettes; je ne redoute pas, à la fin de ma carrière, le poignard, car je suis honnête homme et ma conscience est en paix. Vous vous êtes offerts de me garder vous-mêmes, eh bien! je me remets entre vos mains en toute confiance; je veux être gardé par vous. »

La vue du ministre, vieilli sur le champ de bataille, ses cheveux blancs, son attitude fière quoique sans bravade, son sang-froid devant l'outrage, avaient un instant imposé; mais la fureur populaire, reprenant bientôt son cours, les cris de mort éclatent avec une nouvelle force; de tous les côtés partent ces mots : « Souffletez le traître; — crachez-lui au visage; — le sang de nos frères, qu'il a fait tuer aujourd'hui, crie vengeance; — jetez-le par la fenêtre, — non, non, cette mort serait trop douce, — il mérite le sort de Lamberg, — pendez-le, etc., etc... » Calme, impassible, le front haut, mais sans arrogance, le ministre répond à ces menaces par ces seules paroles : « Mes enfants, je vous plains et je vous pardonne. »

Cependant un cercle de baïonnettes l'entoure, Rausch et ses hommes paraissent disposés à tenir leur serment. Soutenu d'un côté par le docteur Fischhof, de l'autre par un garde national, suivi de près par Smolka et le major Boxberg, le ministre donne lui-même le signal du départ et son escorte le fait descendre par l'escalier étroit au bas duquel se trouve un puits.

Au premier étage de cet escalier, à deux pas de la dernière marche, on voit dans une niche grillée une statue fort ancienne

en bois et représentant l'image vénérée de la mère de l'homme-Dieu. Arrivé vis-à-vis de ce petit oratoire, le comte, séparé d'une partie de ses défenseurs, se vit en butte aux injures de la foule. D'un coup de poing, un ouvrier lui enfonce son chapeau sur les yeux et un étudiant lui crache au visage. Le premier mouvement du ministre, ainsi outragé, fut la colère du soldat qui veut se venger d'un sanglant affront; le second fut la résignation du chrétien qui pardonne à l'heure de la mort à ceux qui l'ont offensé.

« Sainte Vierge! s'écrie-t-il à la vue de la Mère des Sept-Douleurs, ayez pitié de mon âme.

— « Si tu en as une, chien, répond, en lui crachant au front, un ouvrier vêtu d'une blouse blanche.

— « Comme votre divin Fils, » ajoute le comte...

Il ne lui manquait plus que la croix et la couronne d'épines.

Dans ce moment, les cris de mort redoublent, la foule augmente, chaque pas devient pour la victime une station de calvaire.

Le major Boxberg fait des efforts inouïs pour rejoindre son chef : ne pouvant y parvenir, il descend par un escalier désert dans la cour; il y cherche des soldats et il n'y trouve que des grenadiers ivres ou fraternisant avec l'émeute; pendant ce temps, le comte, entouré, harcelé par une foule de plus en plus menaçante, était arrivé au bas de l'escalier; aussitôt les cris de : Le voilà! le voilà! se font entendre; le ministre alors est acculé, ainsi que sa suite, contre le mur.

Là, d'un coup d'œil sûr, mais ferme, il envisage toute la gravité de sa position : « Je suis perdu, dit-il aux quelques braves qui lui sont restés fidèles; adieu, mes amis, et vous, mon Dieu, ayez pitié de moi. »

L'heure de l'agonie venait de sonner pour lui. Un garde national des faubourgs lui fait sauter son chapeau en disant : « Tête nue devant la majesté du peuple, ton maître et ton juge. » Des prolétaires sortent de leurs poches des cordes préparées d'avance et les lui montrent.

« Voilà, disent-ils, l'instrument de ton supplice. » L'un

d'eux même, lui fouettant le visage avec une de ces cordes, ajoute : « Embrasse la corde qui va te pendre. » Un ouvrier le soufflette et lui crache au front; un garde national d'un bataillon des faubourgs le prend par les cheveux et le secoue avec une telle force, que le ministre eût été renversé sans la main d'un bourgeois qui lui prêta secours. Des gardes nationaux, des étudiants, quelques ouvriers même font des efforts inouïs pour apaiser le peuple et sauver le comte; le peuple est inflexible, le comte mourra.

Le docteur Fischhof se précipite au-devant d'un ouvrier et pare avec le bras un coup de marteau destiné au ministre; le député Sierakowsky, doué d'une force athlétique, tient la foule à la distance de ses poings, « Si vous êtes un honnête homme, lui crie-t-on, ne prenez pas la défense d'un tel coquin. » — « Si vous êtes des honnêtes gens, répond-il, ne commettez pas une action d'assassins. » Dans ce moment, le capitaine Gondrecourt, perçant la foule, se jette au-devant du ministre et lui fait un rempart de son corps, un bouclier de sa poitrine. « Si je ne puis vous sauver, dit-il au comte, je mourrai du moins avec vous. » Ses yeux sont pleins d'éclairs; sa voix, inspirée par l'abnégation, cherche vainement un écho dans la poitrine des hommes sur le front desquels il lit en caractères de sang la sentence du ministre. « Que dira l'Europe, s'écrie-t-il, quand elle apprendra qu'il s'est trouvé à Vienne quinze mille scélérats pour attaquer un seul homme et l'égorger? Que dira l'Europe...? » En ce moment, des gardes nationaux le saisissent au cou, l'entraînent de vive force et l'arrachent ainsi du poste d'honneur où il voulait mourir; le ministre se trouvait désormais livré sans ressource aux mains de ses bourreaux. Il demande comme une faveur, qu'on le fusille de suite. « C'est la mort du soldat, » dit-il. « Mais ce n'est pas celle d'un traître, » lui réplique-t-on; et un individu revêtu d'un vêtement magyar lui applique un violent coup de marteau sur la tête; au même instant, il reçoit presque simultanément un coup de sabre de pionnier au visage, un coup de barre de fer sur le crâne et deux coups de baïonnette et de

pique à la poitrine; il tombe en s'écriant : « Mon Dieu, je meurs innocent. » Alors c'est à qui, selon l'expression atroce d'un étudiant en médecine, fera de son corps une écumoire; on le frappe à coups de crosses de fusils, de sabres, de piques, de bâtons et de faux. Les assassins qui n'ont point d'armes lui brisent le crâne et la poitrine sous le talon de leurs bottes; son corps ne forme bientôt plus qu'une plaie, et cependant il respire encore, car sur un coup de baïonnette porté dans les flancs, il cherche d'une main convulsive à détourner l'arme meurtrière. Dans ce moment, l'horloge du palais sonna quatre heures trois quarts; un homme, enveloppé dans un long manteau bleu et les bras croisés sur sa poitrine, regardait de loin cette scène. « Ma foi, dit-il à son compagnon, la colère du peuple vue de près n'est pas belle à considérer. » Cet homme était Pulszky, le plus ardent émissaire de Kossuth. Sur un autre point de la cour, un jeune homme, qui s'était vainement efforcé de défendre le comte contre ses assassins, s'écria en écoutant sonner quatre heures trois quarts : « Cette horloge sonne à la fois l'agonie du comte Latour et la mort de la révolution de Vienne. »

Malgré la rage et les coups redoublés de ses bourreaux, le malheureux ministre respirait encore, car le hoquet de l'agonie râlait sur ses lèvres à travers une écume de sang; on vit alors des femmes le fouler aux pieds en disant : « Chien, tu ne crèveras donc pas? » Puis, aux cris de : « Pendez-le! » on le traîne sous la seconde fenêtre qui se trouve dans la cour, près de la porte du concierge; là, on lui attache une corde au cou et deux chasseurs de la garde bourgeoise relevant le corps avec le fer de leurs baïonnettes, on le suspend à l'un des barreaux, mais la corde trop faible se brise et le corps retombe, inanimé cette fois, sur le pavé sanglant.

Bientôt après, une courroie de cuir noir remplace la corde brisée dont les fragments servent à nouer les pieds du cadavre, que l'on traîne sur la place du Hof, dernière station de ce long calvaire. A l'exemple du divin Rédempteur, le comte Latour avait été souffleté au visage, il avait reçu au front la

bave impure des juifs de la révolution; à son exemple encore, il fut dépouillé de ses vêtements, et ses bourreaux, après se les être partagés, achevèrent leur œuvre en suspendant, au moyen d'une seconde courroie fournie par un tambour, le cadavre nu de la victime à l'un des candélabres élevés vis-à-vis du corps de garde.

Cette dernière exécution n'avait point assouvi la rage des meurtriers : des gardes nationaux et des étudiants, se faisant de la mort un jeu d'adresse, tiraient à balle sur le cadavre comme sur une cible; des hommes, des enfants, des femmes, beaucoup de femmes, rassemblés devant la mare de sang qui bouillait encore sous la seconde fenêtre de la cour du palais, y trempaient leurs mouchoirs et leurs mains non pour honorer la mémoire d'un martyr, mais pour se réjouir de son supplice. Sur plusieurs points de la ville et des faubourgs, des lambeaux de la chair et des vêtements du ministre étaient exposés aux regards des passants; ces témoignages sanglants devinrent même pour les révolutionnaires l'objet d'un commerce infâme et sans nom. Un nommé Kupka, que nous verrons bientôt à la tête d'un corps révolutionnaire, distribuait dans la salle du café Français les fragments de la ceinture du général : avides de ces dépouilles, les étudiants se les disputaient pour s'en faire de hideux trophées.

Lorsque la nuit eut jeté ses voiles sur ces scènes d'horreur, le candélabre auquel le malheureux comte Latour était suspendu présenta un spectacle plus affreux encore que pendant le jour : les trois becs de gaz allumés, les torches dont la populace s'était munie pour contempler les traits et compter les blessures de la victime, répandirent sur la place du Hof une lueur lugubre qui inspirait l'effroi; les cris de joie féroce, les imprécations, les éclats de rire, le bruit des applaudissements, les plaisanteries ignobles de la foule, dévorant du regard le cadavre nu et mutilé du ministre de la guerre, donnaient à l'ensemble de ce tableau un caractère d'outre-monde, insaisissable pour la plume de l'historien. A onze heures, la pudeur d'un jeune homme fit au cadavre l'aumône d'un suaire

que ses mains fixèrent au cou et aux pieds du malheureux Latour; à une heure de nuit, le courage d'un garde national de Penzing détacha le cadavre du réverbère et le mit à l'abri de nouvelles insultes, malgré la vive opposition d'un étudiant en droit prétendant qu'il devait être exposé vingt-quatre heures aux regards du peuple pour servir d'exemple aux traîtres. D'après le rapport des médecins chargés de faire l'autopsie, le ministre de la guerre avait reçu quarante-trois blessures, dont trente et une avaient été faites pendant qu'il respirait encore.

Tandis que la révolution de Vienne se suicidait en assassinant, au profit de la cause magyare, le comte Latour, qu'étaient devenus ses collègues? Les ministres Dobblhoff et Hornbostl, conduits par deux députés de la constituante, étaient parvenus à franchir aisément les portes du palais. Le baron Wessenberg, Alexandre Bach et le baron Kraus n'avaient voulu songer à leur propre sécurité qu'après s'être assurés que le comte Latour, entouré de généraux et d'officiers supérieurs, songeait également à se mettre à l'abri. Des appartements du comte ils s'étaient rendus à l'oratoire qui correspondait avec l'église des jésuites. Mais, ainsi que nous l'avons dit, la fatalité, ou plutôt la trahison, qui veillait elle-même dans l'intérieur du palais, avait, en murant la porte de communication, enlevé aux ministres une chance assurée de salut. Après avoir vainement cherché une autre issue, car les escaliers principaux étaient gardés par l'insurrection, ils descendent au second étage où un escalier dérobé pouvait encore les soustraire aux poursuites des assassins. Arrivés là, le ministre Bach se rappelle qu'il a oublié sur son secrétaire des papiers importants. « Attendez-moi deux minutes, dit-il à ses collègues, je reviens aussitôt. » En effet, il revient un instant après, mais le ministre des affaires étrangères et celui des finances avaient disparu; pendant ces deux minutes d'absence, les insurgés avaient envahi l'escalier dérobé par lequel Alexandre Bach espérait pouvoir s'échapper. Cerné de tous les côtés par les révoltés, qui mêlaient son nom aux cris de mort proférés contre Latour,

il jette un regard dans la cour, et commence, pour la première fois, à s'alarmer sérieusement au sujet du ministre de la guerre, car il venait de voir la garnison du palais fraternisant avec le peuple; les défenseurs de l'ordre, faisant cause commune avec les partisans de l'anarchie, livraient leurs armes à l'émeute et buvaient à pleins verres du vin que de monstrueux désirs, rêvant la puissance du Christ, auraient voulu transformer en sang du comte Latour. Les grenadiers avaient presque tous perdu, dans l'ivresse, le sentiment du devoir et la tradition de l'honneur attachés à la discipline militaire. Dans ce moment, le valet de chambre du ministre de la guerre se présente à la vue de Bach.

— « Qu'est devenu le comte? lui demanda le ministre de la justice.

— « Sauvé!

— « Dieu soit loué! » s'écrie Bach; et il ajoute: « Maintenant, mon ami, aidez-moi à en faire autant, car, entendez-vous ces cris? » Le peuple criait: « Mort à Bach! à la lanterne Bach! » Le valet de chambre le conduit par un escalier de service dans l'intérieur de la cuisine. « Ce lieu d'asile serait excellent pour un gastronome, dit le jeune ministre en souriant, mais il est peu sûr pour un proscrit, car je suis sûr que le peuple ne tardera pas à lui rendre visite. » En effet, un instant après les portes furent ébranlées à coups de crosses de fusils. Bach, qui, dans le cours de cette sinistre journée, fit preuve d'un grand courage et d'un rare sang-froid, n'eut que le temps de se jeter dans l'appartement de la maîtresse d'hôtel du comte Latour.

— « Votre Excellence est perdue! lui dit cette femme; descendez par cet escalier dans la cave et cachez-vous-y.

— « Non pas, répliqua le ministre, car de la cuisine le peuple se rendra inévitablement à la cave; je ne veux pas être surpris derrière un monceau de bouteilles; si je dois être assassiné, je veux l'être en plein jour, pour montrer au peuple égaré comment un homme de cœur sait mourir. » Mais il ne devait point périr, car Dieu, en ses mystérieux desseins, ne

voulait accorder à la révolution qu'un seul martyr; enfin, après de nouvelles investigations plus heureuses, il parvint à trouver un escalier de dégagement qui le conduisit, sans être reconnu, au milieu même de l'émeute. Alors, de son pas ordinaire, sans manifester aucune émotion aux cris et aux menaces dont il était l'objet, il passa devant la grande garde, traversa le Hof, se rendit au Freiung, où il rencontra des étudiants traînant à bras des canons, et se rendit à l'hôtel des affaires étrangères. Ce fut là qu'il apprit l'horrible fin du ministre de la guerre.

D'un instant à l'autre, cet hôtel pouvait être assiégé, le ministre témoigna l'intention de se rendre à la constituante, espérant encore, par le prestige de son talent et la puissance de sa parole, empêcher le dernier terme de la révolution; mais on lui fit comprendre qu'en agissant ainsi, il s'exposerait à une mort certaine et qu'il devait se garder pour l'avenir. Alors il résolut de se rendre au quartier général du comte Auersperg. Un officier de la garde nationale en uniforme lui prêta son bras, et tous deux, traversant une partie de la ville, le cigare à la bouche, parvinrent sans incident aux glacis, au moment où le commandant en chef discutait les conditions de la reddition de l'arsenal des bourgeois. L'arrivée du ministre changea complétement la nature des négociations entamées, et épargna à l'armée une honte de plus. Il y avait au quartier général du commandant en chef plusieurs membres de l'assemblée constituante : informés de la présence du ministre de la justice, ils lui demandèrent un entretien et le sommèrent, devant plusieurs généraux, de donner sa démission.

— « De quel droit, messieurs, m'adressez-vous cette sommation? leur demanda le ministre.

— « De notre droit de représentants du peuple.

— « Comme vous, je suis représentant du peuple.

— « Oui, mais vous avez perdu sa confiance.

— « Si vous parlez du peuple qui a trempé ses mains et ses lèvres dans le sang du comte Latour, je m'honore d'avoir encouru sa disgrâce : mais au fait, messieurs, que voulez-vous?

— « Nous vous l'avons dit, votre démission.

— « Ma démission! je la refuse : sachez, messieurs, que je suis ministre de l'Empereur; c'est de lui que je tiens mon mandat, et c'est à lui seul que je dois le remettre. » Le prince de Schwarzenberg, présent à cette scène, admira l'éloquente énergie du ministre, et, lui serrant la main, lui offrit son amitié. Dans la soirée même, Bach changea son chapeau civil contre un képi militaire, et jetant sur son frac un manteau blanc de cuirassier, il se transporta à cheval avec le prince au palais Schwarzenberg, où déjà une partie des troupes avait pris position.

La soirée était magnifique, et le ciel parsemé d'étoiles; de six à sept heures et demie, un calme religieux succéda aux tumultueux orages de la journée; si quelque bruit encore troublait le silence, c'était celui des pas d'une patrouille ou bien la voix d'une sentinelle avancée. D'heure en heure, des fusées, sifflant dans les airs, et retombant en pluie de feu, envoient des signaux aux habitants des campagnes, dont les Viennois implorent en vain les sympathies et le secours.

Deux jours après, apprenant que l'Empereur, désireux de mettre fin à la guerre civile, était sur le point d'accorder de nouvelles concessions à l'émeute victorieuse, le ministre Bach donna sa démission et se réfugia d'abord chez un conseiller de son ministère, ensuite chez sa mère qui, trompée par de fausses nouvelles, pleurait son fils mort. Enfin, après avoir passé quelques semaines dans une douce retraite, il partit dans les premiers jours de novembre pour Olmütz, où, cordialement reçu par l'Empereur, il attendit des jours meilleurs et l'occasion de rendre à la monarchie de nouveaux et signalés services.

CHAPITRE XIV.

Conduite de la constituante dans la journée du 6 octobre. — Les clubs en permanence. — Séance nocturne. — Le prix du sang. — Siége de l'arsenal. — Reddition. — Une statue de la sainte Vierge. — Pillage de l'arsenal. — Mascarade. — Quartier général des troupes. — Départ de la famille impériale pour Olmütz. — Manifeste de l'Empereur du 6 octobre. — Proclamation adressée aux peuples de l'Autriche par la constituante. — Effets produits dans les provinces par les événements du 6 octobre. — Ordre du jour du maréchal Radetzki.— Émigration. —Arrivée du ban sous les murs de Vienne. — La constituante lui envoie un député. — Pourparlers. — Marche d'une armée hongroise sur Vienne. — Situation de la capitale. — Position des armées. — Panorama militaire. — Premiers engagements. — Messenhauser. — Décrets. — Préparatifs de défense. — Mutilation d'un cadavre. — Portrait du général Bem.—L'armée hongroise passe la frontière.—Proclamation magyare.

La multiplicité des événements qui ont rempli la journée du 6 octobre ne nous a point permis de les embrasser d'un seul regard et de les exposer simultanément sous les yeux de nos lecteurs; examinons-les rapidement par un coup d'œil rétrospectif.

Pendant que l'insurrection aiguisait ses poignards sur les pavés de la cour du ministre de la guerre, les membres de la diète constituante, convoqués extraordinairement, s'étaient réunis en séance; nous avons vu le rôle qu'ils jouèrent dans le moment où ils auraient dû se porter en masse au secours des ministres menacés; l'envoi d'une simple députation parut suffisant à l'acquit de leur conscience facile; un seul homme parmi eux eut le courage d'exprimer son horreur pour le crime, cet homme fut le docteur Borrosch.

Après avoir vainement protégé la personne du comte Latour, il rejoignit ses collègues et leur proposa d'envoyer une

adresse loyale à l'Empereur pour le prier de rétablir la tranquillité publique au moyen de son autorité souveraine. Le ministre Hornbostl, le baron Pillersdorff, Skoda, le prince Lubomierski et Borrosch, sont chargés de présenter à l'Empereur l'adresse en question. Sur la motion du représentant Wienkowski, la constituante décide qu'on exprimera à l'Empereur le désir de voir les ministres Dobblhoff et Hornbostl conservés aux affaires. Elle arrête, en outre, qu'on demandera la révocation du ban, nommé commissaire plénipotentiaire en Hongrie; enfin, elle vote, à une grande majorité, cet incroyable amendement :

« La constituante désire que Sa Majesté accorde une amnistie générale à tous ceux qui ont pris part aux événements de ce jour. »

Et, chose plus incroyable encore, ce fut l'ex-ministre Pillersdoff, rédacteur de l'adresse, qui osa demander à l'Empereur ce bill d'indemnité pour l'assassinat.

De retour dans la nuit, à onze heures et demie, le baron Pillersdorff monte à la tribune et rend ainsi compte de sa mission :

« L'Empereur nous a reçus avec sa bonté habituelle à Schœnbrunn, puis, après avoir lu votre adresse, il a déclaré qu'il prendrait en considération ses divers articles et qu'il y répondrait. Mais sur l'observation que nous lui fîmes faire, qu'une déclaration, signée de sa main, serait bien plus efficace pour rétablir l'ordre, Sa Majesté consentit à nous remettre le document suivant :

« A la constituante,

« En agréant la prière du parlement, nous formerons un nouveau ministère populaire, auquel nous attacherons nos ministres actuels Dobblhoff et Hornbostl. Dès que ce ministère sera formé, nous délibérerons sans délai sur les mesures nécessaires au salut de la monarchie entière, et nous espérons que la population de Vienne, confiante en la grâce que nous

lui avons accordée, contribuera énergiquement au rétablissement d'un ordre de choses régulier et légal. »

A la suite de cette lecture, accueillie par les cris de « Vive l'Empereur! » la constituante nomma un comité de sûreté, composé de dix membres, chargé de rétablir l'ordre et de lui rendre compte, toutes les demi-heures, de ses travaux et des événements qui auraient eu lieu.

La séance se prolongea jusqu'à six heures du matin.

De leur côté, les comités des étudiants et les clubs démocratiques, voulant donner plus de force au mouvement, se constituaient en permanence; le premier sous la présidence de Maurice Habrovsky, étudiant en médecine, le second sous celle du docteur Teusenau; les deux comités adressèrent à la constituante une pétition identique pour exiger de l'Empereur l'éloignement de ses conseillers irresponsables, la révocation des derniers manifestes absolutistes, la reconnaissance expresse de la souveraineté de la constituante hongroise, le renvoi de tous les ministres en exercice, la formation d'un ministère Lœhner-Borrosch, la soumission absolue des troupes au pouvoir civil, l'amnistie pleine et entière des troupes qui avaient embrassé la cause du peuple et la révocation de la loi martiale, etc., etc., etc....

Le comité des étudiants, composé de douze membres, s'était réuni dans une salle basse de l'Université; ils étaient là tous debout ou étendus sur des bancs autour d'une table de bois, discutant de sang-froid les mesures les plus révolutionnaires.

A voir leur figure flétrie avant l'âge par les passions politiques, leur front pâli par les fatigues du combat, leurs yeux cernés par les excès de la débauche; à entendre leurs discours, sauvage apologie du meurtre, leurs plaisanteries sur des thèmes monstrueux, on les aurait pris pour des conspirateurs vieillis dans les repaires des sociétés secrètes ou dans les cachots des bagnes. Ils portaient tous une carte rouge à leur feutre allemand; des canons de pistolets brillaient à leurs ceintures, ils étaient armés comme les héros du fameux drame de Schiller. Le président, que l'on changeait toutes les deux

heures, se tenait debout pour recevoir les rapports et dicter des ordres aux secrétaires. A minuit, une députation magyare se présenta devant eux, ils l'accueillirent avec empressement d'abord, et avec transport, quand un ouvrier, qui en faisait partie, leur dit :

« Citoyens, c'est moi qui ai porté le premier coup à Latour, ai-je bien fait ?

— « Vous avez bien mérité de la patrie, » lui répondit le président ; et le pressant dans ses bras, il lui imprima sur les lèvres un baiser qui sentait le crime : tous les autres voulurent ensuite serrer dans leurs mains la main d'un homme qui se croyait un héros, tandis qu'il n'était qu'un misérable assassin.

Le choc des verres remplis de bière, la lueur douteuse d'une simple chandelle, disparaissant parfois à travers les nuages de la fumée de tabac, les refrains de la victoire se mêlant par intervalles aux imprécations de la colère, le cliquetis des sabres traînant sur les dalles, tout donnait un caractère fantastique à ces groupes de jeunes hommes qui venaient d'accorder aux meurtriers du comte Latour des honneurs qu'ils auraient refusés peut-être à une bonne action ; et voilà les hommes qui cette nuit fatale tenaient entre leurs mains les destinées de l'empire d'Autriche !

Au moment où le ministre de la guerre rendait le dernier soupir, les troupes, engagées depuis la matinée et refoulées des places et des rues, s'étaient retirées dans leurs casernes ou dans les faubourgs : seules deux compagnies de grenadiers s'étaient jetées dans l'arsenal impérial où déjà plusieurs compagnies de gardes nationaux avaient pris position.

A sept heures et demie, l'arsenal, cerné de tous les côtés, fut attaqué avec acharnement et beaucoup d'intrépidité, car les insurgés combattaient à découvert des hommes exaspérés et retranchés derrière les murailles.

A huit heures, au moment où les assaillants se pressaient en masse dans la petite rue qui fait face à l'entrée de l'édifice, la porte s'ouvrit tout à coup et, démasquant une pièce de canon

chargée à mitraille, une grêle de projectiles balaya la rue d'un bout à l'autre. La lutte, suspendue quelques instants par une tentative de négociation, reprit bientôt après avec une nouvelle force de part et d'autre. L'arsenal, exposé d'un côté au feu des canons établis sur le bastion des Écossais qui le domine, d'un autre côté aux feux de mousqueterie qui le prend de front dans la rue de Renngasse, est criblé de boulets et de balles.

Des feux de peloton et des décharges d'artillerie se succèdent sans intervalle; les grenadiers et les gardes nationaux, embusqués aux lucarnes et derrière les cheminées des toits, tirent à coup sûr au milieu des masses.

Le son du tocsin, se mêlant aux sifflements de la fusillade, les cris des blessés, les imprécations des combattants, la voix des chefs dirigeant l'attaque et la défense, le bruit du canon ébranlant à chaque détonation les maisons voisines, le combat engagé dans un petit espace de terrain, le sang coulant à flots, représentaient dans toutes ses horreurs le sombre tableau de la guerre civile. De part et d'autre, il y eut des actes de dévouement et de grand courage.

Après une canonnade de trois heures, un pan de mur s'écroule. Victoire! s'écrie le peuple, et il se précipite sans ordre sur la brèche qui lui donne accès dans une partie de l'édifice.

Furieux de ne pouvoir pénétrer plus avant, il attaque l'arsenal avec des torches, il y met le feu. Victoire! répète-t-il une seconde fois à la vue des flammes qui s'élèvent dans les airs, menaçant de détruire les magasins d'armes, les armures et les munitions que renferme l'édifice embrasé; les flammes s'éteignirent après avoir dévoré le corps de bâtiment isolé qu'elles avaient attaqué.

La lutte, reprenant avec une nouvelle intensité, dura jusque dans la matinée. Alors, les troupes décimées par le canon, harassées de fatigue, affamées et manquant de vivres, demandèrent à capituler. Les insurgés, qui s'étaient battus bravement, leur accordèrent les conditions qu'on doit au courage

malheureux; ils leur donnèrent la faculté de se retirer enseignes déployées, baïonnettes au bout du fusil, avec tous les honneurs de la guerre.

La seule satisfaction que le peuple vainqueur voulut donner à sa vengeance, fut d'exposer sur le passage des troupes les corps des nombreuses victimes qui avaient succombé dans la nuit; les troupes durent défiler entre deux haies de cadavres dressés contre les murs des maisons. . . . .

Un fait merveilleux, et que l'histoire peut enregistrer puisqu'elle a pour caution le témoignage d'une ville entière, signala ce combat nocturne. Une statue de la sainte Vierge tenant en ses bras l'Enfant Jésus, est placée dans une niche grillée, au-dessus de la porte principale de l'arsenal; la niche et la statue, exposées pendant douze heures à une grêle de balles, n'ont pas reçu une seule atteinte; l'une et l'autre se détachaient intactes, au milieu de la façade criblée et percée comme une écumoire.

Après l'évacuation de l'arsenal, les insurgés le pillèrent de fond en comble sans respecter les armures historiques, chefs-d'œuvre d'art, qui reliaient le présent au moyen âge; tous les objets précieux disparurent; aussi la matinée du 7 octobre offrit, sur tous les points de la ville, des scènes étranges, dont le comique faisait diversion à la gravité des événements; on se serait cru dans les plus beaux jours du carnaval, si l'on n'avait pas été en plein courant de la guerre civile; ici, des enfants traînaient derrière eux de grands sabres, à deux mains, datant du siége de Vienne par les Turcs; là des femmes, Jeannes d'Arc de ruelle et de carrefour, profanaient dans leurs mains des armes, chefs-d'œuvre de Benvenuto Cellini : plus loin, des étudiants, transformés en guerriers du moyen âge, paradaient le cigare à la bouche; des ouvriers avaient échangé les instruments de leur profession contre les épées de Rodolphe premier, de Maximilien second, de Scanderbek ou du prince Eugène. On voyait, çà et là, resplendir des cuirasses sur des blouses et des paletots; çà et là l'on voyait des fronts humides de sueur ployer sous le poids de

casques fabriqués pour d'autres générations; le casque de Charles-Quint, lui-même, ombrageait une tête qui, plus tard peut-être, devait appartenir au bourreau; l'épée du *glorieux vaincu de Pavie*, de notre chevaleresque François Ier, avait passé des mains du grand empereur dans celles d'un prolétaire victorieux qui, ce jour, aurait pu dire à juste titre : *Tout est gagné fors l'honneur*. De même, les armes de Frédéric III, de Rodolphe II, de Joseph II, et d'illustres capitaines, la gloire de leurs siècles, avaient passé en des mains profanes pour attaquer les lois, les institutions, les principes qu'elles avaient si vaillamment défendus. Une vingtaine d'insurgés parcouraient la ville, coiffés des casques enlevés jadis au front des cuirassiers français ensevelis dans leur triomphe à Wagram. Les révolutionnaires, ainsi déguisés en héros, s'efforçaient, partout, de bien jouer leur rôle; un docteur en chirurgie nommé Bleyer, revêtu d'une cuirasse qui lui tombait aux genoux, pérorait sur une table du Café Français : il parlait de gloire et de courage, mots sonores étonnés eux-mêmes de se trouver, pour la première fois, sur des lèvres pusillanimes.

Le comte Auersperg avait profité de la nuit pour retirer sans bruit les troupes de leurs casernes, pour les établir dans les jardins du palais Schwarzenberg et au Belvédère, deux points stratégiques qui dominent la ville; instruit dans la matinée que les insurgés s'apprêtaient à l'attaquer, et voulant provisoirement éviter toute espèce de contact avec la population, il transporta sur-le-champ son quartier général à Enzersdorf.

Pendant qu'il opérait ce mouvement de concentration, les troupes réunies autour de Schœnbrunn recevaient l'ordre de se tenir prêtes à partir, et, bientôt après, celui d'escorter la famille impériale qui se dirigea sur Olmütz dans l'ordre suivant : trois compagnies de chasseurs, une demi-batterie volante et une division de chevau-légers précédaient les cinq voitures de la cour. Une division de chevau-légers, une demi-batterie volante et trois compagnies de chasseurs marchaient dans le même ordre derrière les carrosses. L'effectif de ce

petit corps d'armée montait à 3.500 hommes. Ce voyage de la maison d'Autriche, forcée de fuir pour la seconde fois la capitale, fut semé d'incidents dont quelques-uns durent être réprimés par l'énergie de l'escorte. Les illustres voyageurs arrivèrent le 14 à Olmütz, dont la forteresse formidable offrait un asile sûr contre toutes les éventualités.

Quelques heures après le départ de l'Empereur, le ministre Krauss annonça à la constituante qu'il venait de recevoir par un soldat de service au palais de Schœnbrunn un message cacheté qui renfermait un manifeste signé de l'Empereur et un ordre adressé à lui-même pour le contre-signer; ce document était ainsi conçu :

« J'ai cherché à exaucer tous les vœux de mon peuple, j'ai épuisé avec joie tout ce qu'un souverain peut donner à son peuple en fait de preuves de bonté et de confiance; j'ai cherché à augmenter, par la constitution, l'indépendance, la force et le bien-être général. Bien que l'attentat du 15 mai m'ait chassé du palais de mes ancêtres, je ne me suis pas lassé de concéder.

« Un parlement a été convoqué sur la base la plus large de la loi électorale, pour rédiger, de concert avec moi, la Constitution. Je suis revenu dans ma capitale, sans demander d'autres garanties que le sentiment de justice et la gratitude de mes peuples. Mais un petit nombre d'égarés menace de détruire l'espérance de tout bon patriote. L'anarchie est à son comble, Vienne est remplie d'assassinats et d'incendies. Mon ministre de la guerre, que seule sa vieillesse aurait dû protéger, a expiré sous les coups de bandes homicides.

« Je me confie en Dieu, en mon bon droit, et je quitte la capitale pour trouver les moyens de porter secours au peuple opprimé. Quiconque aime l'Autriche, quiconque aime la liberté doit se ranger autour de son Empereur. »

Le baron Krauss ajouta que, comme ministre responsable, il ne pouvait pas, constitutionnellement, contre-signer ce manifeste.

La constituante résolut, après une longue discussion, d'en-

voyer un *memorandum* à l'Empereur et une proclamation aux peuples de la monarchie; en même temps, elle chargea les ministres Dobblhoff, Hornbostl et Krauss de la conduite de toutes les affaires gouvernementales, et nomma une commission qui, conjointement au nouveau commandant en chef de la garde nationale, le marchand de vin Scherzer, mettait la ville en état de défense. La proclamation aux peuples de l'Autriche était conçue en ces termes :

« Peuples de l'Autriche!

« Les suites de déplorables événements menacent d'ébranler la base, à peine posée, de notre nouvel édifice politique. La diète constituante s'est déclarée elle-même permanente et a élu en même temps parmi ses membres un comité permanent pour le maintien de l'ordre et de la sûreté publique. Elle a ainsi conservé la position qu'elle a prise vis-à-vis du trône constitutionnel. Elle a envoyé une députation à Sa Majesté l'Empereur constitutionnel pour remplir, d'accord avec l'auguste dépositaire de la souveraineté, les vœux du peuple souverain. Sa Majesté, dans sa bonté, a paru aussitôt disposée à éloigner du ministère les hommes qui avaient perdu la confiance du peuple et a promis de délibérer sur les affaires de la grande patrie. Malheureusement Sa Majesté a pris, le 7 octobre, la résolution profondément regrettable de s'éloigner des environs de la capitale.

« Peuples de l'Autriche! Peuple de Vienne! la Providence vous a assigné une mission aussi haute que difficile; nous devons accomplir une œuvre qui, en cas de réussite, surpassera tout ce que l'histoire du monde présente de grand et de sublime; nous avons à élever un édifice politique qui réunisse les différents peuples en un peuple fraternel dont la base inébranlable soit l'égalité des droits, dont le même principe soit l'égale liberté de tous. Suivant ce que commande la nécessité et conformément aux lois de la monarchie constitutionnelle, la diète a pris aujourd'hui les résolutions suivantes :

« 1° Les ministres Dobblohff, Hornbostl et Krauss dirigent les affaires de tous les départements ; non-seulement ils veillent à l'ordre dans les affaires, mais ils sont chargés d'en assurer les résultats en réunissant de nouvelles forces, et de présenter le plus tôt possible à Sa Majesté le projet de nouveaux ministres à nommer, et de se tenir en rapports non interrompus avec la diète.

« 2° Il sera adressé à Sa Majesté un mémoire par suite du manifeste de Sa Majesté l'Empereur constitutionnel ; il sera informé du véritable état des choses, et il lui sera donné l'assurance sincère que l'amour des peuples pour lui est inaltérable.

« Peuples de l'Autriche ! l'Europe nous regarde avec admiration, et l'histoire place au rang de ses faits les plus fameux notre élévation à la liberté.

« Dieu protége l'Autriche !

« SMOLKA, *président ;* WIESER, *secrétaire.* »

C'est ainsi que s'écoula, dans l'ivresse d'un succès assombri par les appréhensions de l'avenir, le second jour de la révolution d'octobre. Les insurgés chantèrent *victoire,* mais les échos de l'*hosanna* populaire parurent aux hommes sérieux le prélude de chants plus sinistres. Bientôt le *De profundis* de la défaite de la révolution, victime de ses propres excès, devait remplacer le *Te Deum* du triomphe.

Les événements d'octobre produisirent, dans les diverses provinces de la monarchie, les mêmes effets qu'y avait produits la nouvelle des journées de mai. En Bohême, l'irritation fut à son comble, quand on apprit que l'Empereur avait été forcé de quitter une seconde fois sa capitale. Les autorités de Prague avaient adressé à la population une proclamation dans laquelle on trouve les passages suivants :

« L'insurrection, le meurtre et la violence ont mis en question, à Vienne, les garanties de la liberté. Nous protestons contre toutes les résolutions illégalement prises par la diète ; nous protestons contre une assemblée qui, n'étant pas en

nombre pour prendre des résolutions valables, tente d'attirer à elle le pouvoir exécutif en excédant son mandat. Nous déclarons notre attachement à la dynastie et à la monarchie constitutionnelle. Nous déclarons solennellement et fermement qu'une Autriche, *une et indépendante,* doit ressortir du chaos dans lequel de perfides organes du renversement ont plongé l'Autriche.....

« Qu'à nous, Bohême, soit réservée par l'histoire la gloire d'être restée fidèle à la monarchie ! etc... »

En Italie, l'armée sous les ordres du feld-maréchal Radetzky exprima son indignation, en apprenant l'assassinat du comte Latour, par des cris de vengeance; elle aurait marché tout entière sur Vienne, si l'honneur ne l'eût retenue sous les drapeaux. Le vieux maréchal lui adressa, à ce sujet, ce bel ordre du jour, à la date du 12 octobre.

« Quartier général de Milan :

« Soldats, ou plutôt mes enfants, car vous m'avez appelé souvent votre père, des scènes sanglantes se sont passées à Vienne. Elles ont eu pour origine la discorde qui divise notre chère patrie. Le ministre de la guerre, général d'artillerie, le comte Latour, notre vieux et brave camarade, a été assassiné par une bande de peuple en fureur; mais l'Empereur et sa famille jouissent d'une santé satisfaisante et sont entourés de troupes fidèles.

« Soldats, ne vous laissez pas égarer par des faux bruits et par des mensonges : restez fermes dans la voie que vous avez suivie jusqu'ici. Je ne vous cacherai pas la vérité, mais soyez inébranlables dans votre fidélité à l'Empereur et dans votre amour pour la patrie, qui doit nous être également chère à tous.

« Repoussez avec mépris quiconque oserait essayer de vous faire oublier vos serments, vous, les vainqueurs de tant de batailles. Vos actions d'éclat ont rempli le monde entier d'admiration !

« Rois et peuples m'en ont donné des témoignages écrits. Je me suis porté garant de votre fidélité et de votre valeur, vous ne voudriez pas me faire mentir !

« Compagnons d'armes de mes vieux jours, nous vivons dans des circonstances difficiles, mais le trône de l'Empereur et la patrie n'en recueilleront que plus de gloire ! N'oubliez pas que nous sommes tous enfants d'une même patrie, et que des séditieux veulent rompre les liens qui nous unissent les uns aux autres depuis des siècles.

« Soldats ! ma confiance en vous est pleine et entière; j'attends tranquillement l'avenir à votre tête, car nous n'avons pas encore oublié comment on livre et gagne des batailles.

« Vive l'Empereur ! vive la patrie ! »

En même temps les députés tchèques, après avoir protesté contre l'assassinat impuni du comte Latour et les événements qui avaient contraint la famille impériale de s'éloigner une seconde fois de Vienne, s'étaient retirés dans leurs provinces.

Les jours qui suivirent s'écoulèrent dans la plus vive agitation; la physionomie de la ville n'était rien moins que rassurante ; les portes de la capitale étaient toujours fermées et les principales rues barricadées; les étudiants et la garde nationale occupaient les bastions,de formidables batteries s'élevaient sur les remparts au-dessus des portes de la ville. Ces préparatifs de combat, le bruit des armes, augmentaient à chaque instant la terreur des gens paisibles obligés de chercher au loin le calme et la sécurité que leur refusaient leurs propres foyers. Chaque jour des milliers de personnes fuyaient la capitale. Bade, petite ville réputée pour ses eaux, comptait dans ses murs, le 8 octobre, vingt mille fugitifs; le 10 octobre, on évaluait à quarante mille le nombre des personnes qui avaient abandonné Vienne.

La nuit du 9 au 10 fut une des plus agitées qu'avait passées la capitale depuis le bombardement de 1805 par Napoléon. On avait appris d'une manière certaine que l'avant-garde de l'armée du ban, arrivée à Bruch, avait requis soixante mille

rations : en un instant, les remparts et les portes de la ville se garnirent de défenseurs.

En attendant le commencement d'une lutte considérée comme inévitable, des hommes armés sillonnaient la ville; des rassemblements groupés çà et là devant les cafés, causaient avec animation; par intervalles, des coups de fusil se faisaient entendre dans la direction des faubourgs Wieden et Landstrass; des ouvriers en blouse, debout derrière des barricades, renouvelaient, à la clarté des feux de bivac, les scènes ignobles de la nuit du 26 mai; ils se délassaient dans la débauche et retrempaient dans l'ivresse du vin un courage dont ils avaient donné de sang-froid des preuves incontestables. Les patrouilles et les ordonnances parcouraient la ville en tous sens; les artilleurs attendaient, mèche allumée, auprès des pièces le signal que devaient donner des fusées lancées du haut de l'église Saint-Étienne. Tous les regards étaient fixés sur la tour qui, trompant l'attente générale, resta plongée jusqu'à l'aube du jour dans le silence et les ténèbres. On apprit à sept heures du matin que le ban, à la tête de son armée, occupait Schwardorf, à quelques milles de la capitale. La constituante lui dépêcha aussitôt le député Prato, qui lui demanda dans quelles intentions il s'était présenté sous les murs de Vienne avec une armée formidable. « Dans l'intention d'attendre les ordres de Sa Majesté l'Empereur et d'agir ensuite en conséquence, » répondit fièrement le baron Jellachich.

Peu satisfaite de cette réponse, la constituante envoie au ban un second message pour le sommer péremptoirement de déclarer : « Qu'il avait franchi la frontière afin d'échapper à la poursuite des Magyars vainqueurs, et le forcer ensuite à continuer son mouvement de retraite pour la Styrie, sous peine d'être traité en ennemi. La constituante attendrait sa réponse, pour accepter ou refuser la coopération d'une armée hongroise qui marchait au secours des Viennois. »

Le ban, qui venait de pousser ses éclaireurs jusqu'à Ruth-Neusiedl à deux heures de la capitale, répondit :

« Les motifs qui me portent à diriger la marche de mes

troupes sur Vienne me sont inspirés par le devoir qui m'est imposé comme soldat et comme citoyen. Comme citoyen, je dois faire tout ce qui dépendra de moi pour mettre un terme à l'anarchie; comme soldat le bruit du canon indique la direction de ma marche.

« Mon seul but est le maintien de la monarchie sur la base de l'égalité des droits, et de fidélité au monarque. C'est pourquoi le choix de savoir à qui je dois obéir n'est pas douteux; l'entretien des troupes que j'ai l'honneur de commander se fera par liquidation; la liquidation ne sera pas à la charge des habitants, attendu que mes troupes bivaqueront.

« Je ne suis point poursuivi par l'armée magyare. Si j'étais attaqué, j'opposerais la force à la force. Sur le sol autrichien, je ne connais ni des troupes magyares, ni des troupes croates, mais seulement des troupes impériales. »

La scission de tous les éléments hostiles entre eux était donc arrivée à son apogée; d'un côté, une armée, traînant à sa suite une formidable artillerie, marchait au secours de la révolution, que la parole de Kossuth et l'or magyar avaient fait naître. D'un autre côté, les gardes nationales des environs de Vienne, appelées au secours de la capitale par les émissaires des sociétés secrètes et par les feux de détresse allumés au sommet de la tour de Saint-Étienne, arrivaient en nombreux détachements sous les murs de la métropole et tombaient dans les avant-postes des troupes impériales, qui les désarmaient et les renvoyaient ensuite dans leurs foyers. Les constituants de Vienne, dont le nombre diminuait chaque jour, déclaraient nulles et non avenues toutes les résolutions des provinces restées fidèles, tandis que les députés tchèques lançaient de Prague une violente protestation contre toutes les mesures adoptées par la diète constituante.

A l'intérieur de la ville, l'attention se concentre sur six points principaux : la constituante, le comité de salut public établi par elle et qui est constamment en rapport direct avec les corps armés ; le conseil municipal, qui ne s'est constitué que le 6 et dans la formation duquel l'élément démocratique

et radical domine; l'état-major de la garde nationale, qui est chargé de l'organisation de la force armée; le comité des étudiants, qui non-seulement dirige la légion académique, mais qui est encore considéré par toute la population comme un point central où les nouvelles viennent aboutir : c'est là que les bourgeois, les ouvriers et les prolétaires s'adressent pour avoir des armes et des munitions; c'est là que sont conduits les soldats déserteurs ou faits prisonniers, les espions supposés, les personnes considérées comme dangereuses, les canons, les voitures de bagages, les caisses capturées ; enfin, c'est là qu'arrivent de quart d'heure en quart d'heure les rapports de l'observatoire établi sur la tour de Saint-Étienne; le comité central des associations démocratiques qui, par son action occulte, par son influence sur les membres des sociétés secrètes, par ses affiches et par ses députations, exerce une part considérable dans la direction du mouvement.

Dans l'intérieur de la ville ainsi que dans les faubourgs, l'insurrection, formant un effectif de quatre-vingt mille hommes, occupe toutes les rues, toutes les places, tous les postes, tous les remparts, et l'impartialité de l'historien doit le constater, l'insurrection, maîtresse absolue de la ville, ne commet pas le plus léger délit contre les propriétés publiques et particulières : les caisses de la Banque, les trésors des palais impériaux, les bibliothèques, les monts-de-piété, les églises, la douane, les comptoirs, les boutiques et les richesses des demeures seigneuriales sont respectés avec un désintéressement qui fait honneur à la population de Vienne.

A l'extérieur, et dans un vaste rayon, s'étendent les lignes des différents corps de troupes réunis sous les murs de la ville. Des Ruthènes, des Masures, des Russniakes, des Polonais, des Tchèques et des Autrichiens forment l'armée qui, dans la nuit du 6 au 7 octobre, s'était retranchée, sous les ordres du commandant en chef Auersperg, dans les jardins du palais Schwarzenberg; une partie de cette armée occupe Simmering, sur les bords du Danube; l'autre, les environs du chemin de fer du sud. Les bandes mobiles du baron Jellachich se dé-

ploient depuis Klein-Neusiedl jusqu'à Mœdling, sur la lisière de la forêt de Vienne. Des Illyriens en bonnet rouge, des Seressanes drapés dans leurs manteaux de la même couleur, des Croates coiffés du chapeau gris à large bord, n'ayant pour uniforme qu'une blouse de toile, pour armes qu'un fusil et une giberne; çà et là de la cavalerie et de l'artillerie impériale; au fond, à l'orient, le hennissement des chevaux magyars annonçant l'avant-garde de l'armée soi-disant libératrice : tel était le belliqueux panorama que les regards apercevaient du haut de la tour Saint-Étienne; on aurait dit que la monarchie s'était donné un grand et solennel rendez-vous militaire sous les murs de la capitale.

Aux premiers engagements qui eurent lieu aux avant-postes, la municipalité décréta que la ville nourrirait tous ses défenseurs et que des pensions de cinq cents francs seraient accordées aux veuves des citoyens morts en combattant, et de cent vingt-cinq francs à leurs enfants, jusqu'à l'âge de dix-huit ans.

De leur côté, le club central démocratique et le comité des étudiants ne restaient pas inactifs ; le premier sommait la municipalité de faire un appel immédiat à l'intervention hongroise, le second l'engageait à rechercher dans les archives secrètes le procédé des fusées à la Congrève et à solliciter du corps diplomatique une protestation contre le bombardement de Vienne. Consulté le premier à ce sujet, le ministre de France, sur le concours duquel la révolution croyait pouvoir compter, répondit qu'il ne pouvait prendre l'initiative d'une pareille mesure sans l'invitation officielle du ministre des affaires étrangères. Le 12 octobre, le comte Auersperg opéra sa jonction avec les troupes du baron Jellachich.

Le même jour, Scherzer, commandant en chef de la garde nationale, donna sa démission et eut pour successeur définitif, après deux autres nominations éphémères, Messenhauser (Venceslas) dont les principaux titres à cette distinction, qui devait lui être fatale, furent son titre d'ancien officier de l'armée, sa réputation de courage et son dévouement à la cause démocratique. Messenhauser, enfant de giberne et fils de ses

propres œuvres, était né dans les camps et avait eu pour berceau la caisse de son père, simple tambour dans l'armée impériale. Son intelligence précoce l'avait fait remarquer des officiers du régiment qui, s'intéressant à lui, l'avaient placé dans une école préparatoire. Il en sortit en qualité de sous-officier, pour arriver bientôt à des grades plus élevés. Passionné pour la profession des armes, estimé de ses chefs, aimé de ses camarades, il aurait pu faire un chemin rapide, si la part qu'il prit en 1848 à l'insurrection de Lemberg n'eût arrêté sa carrière militaire en brisant son épée.

L'arrivée d'un certain nombre de révolutionnaires cosmopolites donna une nouvelle impulsion au mouvement de la résistance. Par un décret, la municipalité appelle sous les armes tous les individus en état de porter un fusil ; on défonce les rues, les barricades deviennent de véritables forteresses protégées par des amas de sable et de fumier ; des monceaux de pierres encombrent à chaque étage les fenêtres des maisons, partout l'on fabrique de la poudre et l'on fond des balles ; les étudiants, les ouvriers et les gardes nationaux, surtout ceux des faubourgs, rivalisent de zèle et de dévouement, tous appellent de leurs vœux le signal de la guerre ; deux incidents excitèrent encore en eux ces dispositions belliqueuses.

Dans la matinée du 12, un nombreux détachement de la légion académique partit de la Aula pour se rendre au comité permanent de la constituante. Les hommes qui en faisaient partie escortaient processionnellement un cercueil recouvert d'un drap noir ; ils marchaient deux à deux en silence, mais au tremblement de leurs lèvres et au feu de leur regard, on devinait tout ce que leur cœur renfermait de haine et d'animosité.

La foule, avide d'émouvants spectacles, les suivait également en silence ; le funèbre cortége s'arrêta sur la place Neuen-Markt, où de nombreux groupes s'étaient formés d'avance. Là un étudiant, montant sur une borne, harangua la multitude et se livra à toute la fougue de son indignation

contre les prétendues cruautés des troupes impériales... A l'entendre, Néron, qui des corps des chrétiens imprégnés de résine se faisait des torches vivantes pour éclairer l'orgie de ses loisirs, était, comparativement aux Croates de Jellachich, un empereur pieux et clément... « Savez-vous, frères, dit-il, ce que les satellites de la tyrannie font de leurs prisonniers? Ils les tuent.....; mais avant ils les torturent; ils leur arrachent les yeux et la langue, ils leur coupent le nez et les oreilles, ils mutilent toutes les parties saillantes qui offrent une prise quelconque à leur férocité... Tu frémis, peuple, jusque dans tes entrailles, que serait-ce donc si tu voyais toi-même la preuve de mes paroles?... Douterais-tu de la vérité; peuple, approche donc et regarde!... » Dans ce moment, un légionnaire de l'académie, écartant le voile funèbre, montra couché dans le cercueil le cadavre d'un étudiant de l'école Polytechnique... « Approche et vois, reprit l'orateur, vois la manière dont les Croates traitent le chef-d'œuvre de la création. »

Lorsque la vue de cette mise en scène eut produit sur l'imagination facile des masses l'effet que les meneurs espéraient, ils continuèrent leur marche et se dirigèrent vers la constituante.

Les membres du comité de permanence étaient au grand complet; les étudiants déposèrent la bière au milieu de la salle, et l'un d'eux, prenant la parole, s'écrie avec émotion :

« Voulez-vous avoir une preuve de la clémence et de la générosité des sicaires de l'absolutisme? Voulez-vous, d'après cette preuve, connaître le sort qui nous attend, si le sort des armes nous est contraire, regardez. » Et l'orateur, soulevant par un mouvement rapide le drap mortuaire, montra le cadavre mutilé.

A la vue de ce spectacle, les représentants poussèrent un cri d'horreur, auquel les étudiants répondirent par un cri de vengeance. Un député de la Gallicie, le prince Lubomierski, présent à cette scène, fut tellement frappé qu'il en perdit subitement la raison.

[illegible]

[illegible] Bem, depuis son [illegible] jusqu'au jour où il mourut sous le nom de Mohamed, ne fut qu'un chef de parti. Placé dans un milieu normal, il serait devenu peut-être un grand général; jeté sur un terrain d'insurrection et de barricades, il demeura toute sa vie un aventurier, dont le nom désormais est historique. Colonel au commencement de la guerre de 1831, il sauve, à la bataille d'Ostrolenka, par une audacieuse manœuvre d'artillerie, l'armée polonaise de la poursuite des troupes russes. Condamné par la fortune de la guerre aux tristes loisirs de l'exil, il abandonne bientôt l'existence paisible de l'émigration pour aller chercher au loin de nouvelles aventures.

La guerre civile venait d'éclater en Portugal; il forme aussitôt le dessein d'aller y guerroyer à la tête d'un certain nombre de ses compatriotes qu'il entraîne à sa suite; mais au moment de son départ, un Polonais l'accuse d'être un agent russe chargé de diviser l'action des réfugiés, et il lui tire, à bout portant, un coup de pistolet, dont la balle glisse sur l'unique pièce d'or qui lui reste.

Le courage de Bem, relevé par un sang-froid, une présence d'esprit et une tranquillité égales dans les circonstances les plus difficiles, s'inspirait à une conviction profonde qui se reliait au fatalisme. Depuis l'âge de dix ans, il se croyait à l'abri de tout danger de mort. Cette croyance se trouvait à chaque instant justifiée par les événements et basée sur une prédiction qu'une Égyptienne avait faite au futur aventurier.

« Mon enfant, lui avait-elle dit en interrogeant du regard les lignes intérieures de sa main, ton existence sera orageuse et semée de phases diverses : tu trouveras sur ton chemin de la gloire, des honneurs, des distinctions, rarement le bonheur; tu seras soldat et tu assisteras à de sanglantes batailles *sans danger aucun pour toi* jusqu'en 1850. Jusqu'à cette époque les balles glisseront sur ta poitrine, les flots de la tempête se calmeront sous ton pied, tes habits au feu seront de l'amiante, — mais *redoute* 1850, cette année te sera fatale. »

Cette prophétie authentique devait se réaliser en tout point. Après avoir échappé aux tempêtes de l'Océan, au canon de nombreux combats, à plusieurs tentatives d'assassinat, à des accidents plus ou moins graves, Bem est mort en 1850.

Trahi par la guerre en Portugal, comme il l'avait été en Pologne, Bem revient désillusionné à Paris pour y attendre des jours meilleurs.

Après la révolution de février, il sollicite du gouvernement provisoire un seul mot qui lui servira, dit-il, de levier pour renverser l'Europe des rois. Mais le gouvernement provisoire, remué sans cesse par le levier d'une émeute permanente, avait trop à faire à l'hôtel de ville pour avoir le temps de regarder au delà du Rhin ; il ne prononça pas ce mot.

Au mois de juillet suivant, il quitte Paris avec le pressentiment de ne plus le revoir. « Adieu, dit-il le jour de son départ à l'un de ses amis qui plus tard devint l'un des plus hauts personnages de la république, adieu, je touche à la fin de ma carrière; je ne reverrai plus la belle France. » Il quitta Paris, la tête remplie de projets d'insurrection et de plans de batailles.

Après avoir passé quelque temps en Gallicie, il se rendit à Vienne, où bientôt après, ainsi que nous venons de le voir, il trouva sur les barricades un terrain favorable à la nature de son génie.

Les journées du 15 et du 16 se passèrent en pourparlers entre les autorités de la ville et le ban Jellachich; pendant ce temps, le général Bem, qui se retrouvait dans son élément,

déployait un zèle à la hauteur des circonstances; il examinait les travaux de défense, indiquait les endroits faibles qui avaient besoin d'être fortifiés; il plaçait de nouvelles batteries; il passait des revues; faisait distribuer des armes; communiquait, enfin, l'ardeur de son âme à des hommes résolus dont l'impatience belliqueuse avait besoin d'être contenue plutôt qu'aiguillonnée. Telle était l'activité de l'état-major de la garde nationale chargé, comme on le sait, de la direction de la force armée, que dans l'espace de quelques jours plusieurs nouveaux corps mobiles s'étaient organisés : l'un d'eux marchait sous le commandement d'un jeune Viennois nommé Édouard Sternau; un autre corps, prenant son nom des éléments qui le composaient, s'appelait légion polonaise; un troisième corps, la légion italienne, caressant son esprit national, s'estimait heureux de combattre au sein même de la monarchie pour l'indépendance de la patrie; un quatrième, enfin, composé uniquement d'étrangers plus ou moins compromis avec la police de leurs pays, s'était formé au café Français, sous l'initiative et le commandement d'un Polonais nommé Kupka. En ces temps de perturbation, le café Français était devenu une succursale de la Aula, malgré l'opposition énergique de son propriétaire, parfait honnête homme, nommé Grünholz (1).

Les renforts arrivaient également chaque jour à l'armée impériale, bravant, par leur mode de locomotion, le décret par lequel la constituante avait défendu que les voies ferrées servissent au transport des troupes.

Dans la journée du 16, l'armée magyare, commandée par le général Moga, auquel le parlement de Pesth avait adjoint le député Csanyi en qualité de représentant, traversa la frontière

(1) Ce bon citoyen, capitaine de la garde bourgeoise, payant de sa personne et de son argent en toute occasion, a rendu souvent, au péril de sa vie et aux dépens de sa bourse, de signalés services à la cause de l'ordre. C'est à son courage et à son sang-froid que le gouvernement doit la conservation des instruments précieux de l'Observatoire du palais impérial. Il a rendu également, aux Français domiciliés à Vienne, des services qui méritent une récompense.

autrichienne ; elle formait un effectif de trente mille hommes d'infanterie, de trois mille cavaliers et d'une nombreuse artillerie. Les ailes étaient commandées : l'une, par le colonel Yvanka ; l'autre, par le colonel Maurice Perczel. La nouvelle de l'arrivée de cette armée sur le territoire d'Autriche fut annoncée à Vienne par la proclamation suivante :

« La nation hongroise, dans sa sainte lutte pour sa liberté et son bon droit contre la trahison inouïe dans l'histoire du monde de la camarilla réactionnaire et de ses séides parjures, est pénétrée de la plus vive admiration pour le dévouement héroïque avec lequel les généreux habitants de Vienne se sont soulevés si glorieusement pour empêcher l'augmentation de l'armée du traître Jellachich.

« La nation hongroise déclare devant Dieu et devant le monde qu'elle regardera la liberté de l'Autriche comme la sienne propre, et qu'elle croira toujours de son devoir le plus sacré de contribuer de tous ses efforts au maintien de cette liberté.

« La liberté des deux nations est menacée d'un danger qui leur est commun : la Hongrie repousse résolûment tout pacte avec la camarilla et ses mercenaires parjures, mais elle se déclare devant Dieu et devant le monde l'ami le plus sincère, l'allié le plus fidèle et le frère des peuples autrichiens.

« Elle déclare aussi en même temps être invariablement disposée à régler les intérêts réciproques à la satisfaction mutuelle, sur la base la plus large du droit de l'équité et de l'amour fraternel : à cet effet, elle tend aux peuples d'Autriche sa main loyale et fraternelle. La Hongrie exprime à la diète constituante ses plus vifs remercîments pour les mesures énergiques qu'elle a prises afin d'empêcher l'arrivée d'une soldatesque réactionnaire destinée à étayer les hordes pillardes de Jellachich, mais se croit obligée d'avertir la constituante que, malgré ses mesures, le rebelle Jellachich a réussi d'augmenter son armée par près de treize mille hommes de troupes autrichiennes, et que notre pauvre patrie est en outre menacée d'une invasion des troupes établies en Gallicie.

« La nation magyare prie les nobles représentants de l'Autriche de s'opposer énergiquement à cet état de choses, et de même que nous déclarons traître tout Hongrois qui lèverait une main impie contre la liberté de l'Autriche, nous déclarons également traître à la monarchie autrichienne tout individu qui prêterait secours au rebelle Jellachich, à l'instrument parjure qui a été choisi par la camarilla pour opprimer la liberté de l'Autriche et de la Hongrie.

« Le rebelle Jellachich pousse au moyen de la mitraille ses hordes dans la lutte contre la liberté : il est très-probable que, serré de près par nos troupes vaillantes, il jettera ses bandes sur le territoire autrichien et qu'il essayera même de menacer Vienne. La nation hongroise est intimement convaincue qu'en ce cas, il tombera sans ressource sous l'épée vengeresse des fils libres de l'Autriche ; cependant, la nation hongroise croit de son devoir le plus saint envers Vienne et envers l'Autriche de suivre précipitamment Jellachich et d'aider le noble peuple autrichien à faire subir à l'ennemi une destruction bien méritée. C'est pour cette raison que les représentants de la nation hongroise ont donné l'ordre à l'armée magyare de poursuivre Jellachich en quelque lieu qu'il se dirigeât. Quoi qu'il en soit, la nation hongroise jure devant Dieu et devant le monde que si ses troupes se trouvaient dans la nécessité de poursuivre en Autriche l'ennemi mis en fuite, ce mouvement s'exécuterait non-seulement sans violer le territoire autrichien, mais que la nation magyare suivrait, en agissant ainsi, l'élan de sa gratitude, qui lui imposerait comme un devoir d'honneur de ne point laisser les nobles habitants de Vienne sans appui contre l'ennemi commun.

« Puisse la diète constituante recevoir cette déclaration loyale avec un amour fraternel égal au nôtre !

« La nation hongroise déclare que ses troupes s'arrêteront et rentreront en Hongrie au moment même où les nobles représentants de la vaillante Autriche feront parvenir au commandant général de l'armée magyare l'avis que l'ennemi commun a été désarmé par ses propres forces, et que la co-

opération de nos troupes n'est plus nécessaire à la victoire de la liberté commune.

« Le gouvernement magyar a donné les ordres les plus stricts pour que, dans le cas où l'armée magyare avancerait en Autriche, elle soit entretenue par les subsides de la Hongrie, même sur le territoire autrichien qui nous est sacré.

« De cette manière, le peuple autrichien ne serait grevé d'aucun fardeau.

« Salut, considération et amour fraternel.

« *Signé :* Baron SIGISMOND PERENYI, *vice-président de la chambre des magnats.*

« JEAN PALFFI, *vice-président de la chambre des représentants.* »

Par ce manifeste révolutionnaire, les Hongrois violèrent une fois de plus les lois séculaires qui les unissaient à l'impériale maison d'Autriche. La plume qui l'écrivit signa leur perte.

CHAPITRE XV.

Démonstration de femmes armées. — Députation du parlement de Francfort.— Le prince Windisch-Grætz nommé commandant en chef des troupes impériales.—Proclamation de l'Empereur.—Proclamation du prince de Windisch-Grætz aux Viennois. — Position de l'armée. — Séance du comité central. — Incident.—Blocus de Vienne. — Premières hostilités.—Dernier mot du prince Windisch-Grætz. — Nouveaux moyens de résistance. — Sortie de la légion polonaise. — Elle est repoussée.— La constituante est convoquée à Kremsier. — Courage des Viennois. — Siége de Vienne.

Le 17 octobre, la ville de Vienne offrit un spectacle étrange, dont l'honneur de la mise en scène appartenait au comité central des clubs démocratiques qui voulaient, au moyen d'une comédie burlesque, forcer la constituante à décréter une levée en masse. Or, ce jour-là, l'on vit à quatre heures de l'après-midi une longue procession de femmes marchant deux à deux, militairement au pas, au milieu de ce bourdonnement confus, discordant, qui signale au loin tout rassemblement féminin. Parmi ces femmes recrutées dans les bas-fonds démocratiques de la ville et des faubourgs, on remarquait, çà et là, des citoyennes dont la mise et la tenue semblaient indiquer une condition plus élevée que celle de leurs compagnes; une dame même, qui expie cruellement aujourd'hui dans une maison d'aliénés le vertige révolutionnaire qui s'était emparé de sa raison, portait un immense drapeau tricolore et se faisait distinguer autant par sa démarche belliqueuse que par la fierté de son regard. Ce fut également une dame qui, lorsque le cortége parvint au lieu ordinaire des séances de la constituante, offrit aux représentants la pétition martiale à la-

quelle ils promirent d'aviser. A cette démonstration succéda une députation envoyée par le parlement de Francfort, et arrivée dans la matinée; elle était composée de Robert Blum, de Jules Froebel, de Maurice Hartmann et de Albert Trampusch. Cette députation était le résultat d'une motion repoussée par la majorité du parlement et tendant à déclarer que, par la révolution d'octobre, l'Autriche avait bien mérité de la nation allemande. Ainsi, les quatre députés s'arrogeant de leur propre autorité une mission intempestive, inégale, agissant isolément et pour leur propre compte, s'exposaient à de graves responsabilités, ils perdaient le caractère inviolable et sacré attaché au mandat de délégués.

Voici le texte de l'adresse qu'ils remirent à la constituante :

« Viennois !

« Votre manifestation grandiose a excité notre admiration. La lutte sanglante que vous avez si glorieusement soutenue, vous l'avez soutenue pour nous aussi vos frères ; nous savons que vous persévérerez dans vos efforts et que vous serez les guides du reste de l'Allemagne, par votre courage et votre énergie. Nous vous envoyons plusieurs de nos amis pour vous témoigner notre haute estime et profonde reconnaissance des services que vous avez rendus à la liberté. »

Ce document était signé par cent trente députés de la minorité.

Soixante mille hommes de troupes impériales se trouvaient déjà réunis sous les murs de Vienne. Animées du meilleur esprit, elles brûlaient du désir de combattre pour réparer l'honneur du drapeau impérial. Le régiment du malheureux comte Latour se faisait remarquer surtout par son impatience à venger la mort de son colonel ; mais, fractionnés en différents corps, placés sous les ordres de divers chefs, il leur manquait, pour opérer avec l'homogénéité indispensable aux mouvements des grandes masses, l'unité dans le commandement et l'autorité d'un chef suprême. La résolution de l'Empereur,

à ce sujet, ne pouvait tarder d'être connue; en effet, on apprit le 18 octobre que le prince de Windisch-Grætz venait d'être appelé au commandement en chef, par un manifeste impérial daté du 16, et trop important pour n'être pas reproduit en son entier.

« Lorsque les attentats du 6 octobre me déterminèrent à quitter une ville qui était devenue le rendez-vous des passions les plus sauvages et les plus abjectes, je pouvais espérer encore que le délire criminel d'une partie de la population ne durerait pas; je pouvais attendre du sens droit et loyal des habitants de ma capitale, qu'ils feraient tous leurs efforts pour rendre à la loi méconnue le respect qui lui est dû, pour punir le crime et rendre à la ville la sécurité de l'existence et de la propriété.

« Cet espoir a été trompé : non-seulement les chefs de la révolte à Vienne sont parvenus à maintenir, par une terreur qui n'a qu'un seul exemple dans l'histoire, leur pouvoir sur la ville intimidée ou fanatisée en rendant impossible le retour de la légalité; mais leurs efforts anarchiques se sont aussi étendus hors des murs avec un succès croissant. On a entamé des relations criminelles avec une province voisine qui est en révolte ouverte. On a envoyé dans toutes les parties de mes États des courriers pour arborer l'étendard de la révolte, sous le faux prétexte que la liberté serait menacée, même là où l'ordre n'avait pas encore été troublé; et on a livré à toutes les horreurs de l'anarchie et de la guerre civile mes États encore paisibles et n'attendant qu'un développement légal.

« Depuis mon avénement au trône, le bien de mes peuples a été la tâche de ma vie. L'histoire de mon gouvernement, celle des sept derniers mois surtout le prouveront un jour; mais ce serait être infidèle aux devoirs que m'impose la Providence que de laisser se développer plus longtemps des menées qui conduisent au bord de l'abîme le trône et la monarchie, et veulent mettre à la place de la liberté constitutionnelle, que j'ai garantie, un arbitraire sans bornes. En vertu de ces devoirs, je me vois forcé, bien que mon cœur saigne, de résis-

ter, les armes à la main, à la révolte qui lève insolemment la tête dans ma capitale et partout ailleurs, et de la combattre jusqu'à ce qu'elle ait été vaincue, jusqu'à ce que l'ordre, la tranquillité et la légalité aient été rétablis, jusqu'à ce que les meurtriers de mes fidèles serviteurs les comtes de Lamberg et Latour aient été livrés au bras vengeur de la justice.

« Pour atteindre ce but, j'envoie, des diverses parties de la monarchie, des forces contre Vienne, siége de l'insurrection, et je confie à mon feld-maréchal, lieutenant prince de Windisch-Grætz, le commandement de toutes mes troupes, à l'exception de celles que commande le feld-maréchal comte Radetzky. En même temps j'investis le prince de Windisch-Grætz de pleins pouvoirs pour qu'il puisse achever le plus promptement possible, suivant ses idées, l'œuvre de paix dans mon empire. Quand la révolte armée sera anéantie et la paix rétablie, la tâche de mon ministère, agissant d'accord avec les membres de la diète constituante, sera d'amener, par un règlement légal de la presse (qui jusqu'à présent a commis tant d'excès !), du droit d'association et de la garde nationale, un état de choses qui, sans attaquer la liberté, assurera force et respect à la loi.

« En annonçant, dans la conscience de mes droits et de mes devoirs, ces résolutions inébranlables à mes peuples, je compte sur la coopération sincère et énergique de tous ceux qui désirent ardemment le bien de leur empereur, de leurs familles, la vraie liberté, et qui, dans ma présente résolution, verront l'unique moyen de salut pour préserver la monarchie de la dissolution, et eux-mêmes des horreurs de l'anarchie et de la dissolution de tous les biens sociaux. »

Le vainqueur de Prague accepta la mission difficile qui lui était confiée, et se mit en mesure de la terminer le plus promptement possible; son premier soin fut d'adresser la proclamation suivante à la ville de Vienne :

« Habitants de Vienne !

« Chargé par Sa Majesté l'Empereur de mettre un terme à

l'état d'anarchie qui règne à Vienne, et nanti des pleins pouvoirs nécessaires dans ce but, je compte sur l'appui sincère et énergique de tous les habitants bien intentionnés.

« Habitants de Vienne, votre ville a été souillée de crimes qui remplissent d'horreur l'âme de tout homme d'honneur; elle est encore en ce moment aux mains d'une faction, petite mais audacieuse, et qui ne recule devant aucun forfait. Votre vie, vos propriétés, sont livrées à une poignée de criminels. Revenez à vous, suivez la voie de la raison et du devoir! Vous trouverez en moi la volonté et la force de vous délivrer de leur domination et de rétablir l'ordre et la tranquillité.

« La ville, les faubourgs et les environs, sont déclarés en état de siége. Toutes les autorités civiles sont soumises à l'autorité militaire, et la loi martiale est proclamée contre les transgresseurs de mes ordonnances.

« Toutes les personnes bien intentionnées peuvent se rassurer; mon principal soin sera de garantir la sûreté des personnes et des propriétés; en même temps il sera procédé contre les contrevenants avec toute la rigueur des lois militaires. »

L'arrivée du commandant en chef sous les murs de Vienne avait donné une impulsion rapide aux préparatifs de l'attaque; le blocus de la place était presque terminé, surtout du côté du faubourg Leopoldstadt; les avant-postes se trouvaient sur la droite de la colonne dite Spinnerin am Kremz; de formidables retranchements reliaient la Spinnerin am Kremz à l'avenue de Laxenburg, à gauche de laquelle les vedettes croates s'étendaient jusqu'à la montagne de Laa. Les troupes du ban, campées dans la forêt de Laa, occupaient en outre le défilé de cette forêt, trois positions importantes entre le canal de Neustadt et le chemin de fer. Une nombreuse artillerie couvrait la plaine de Simmering; un gros d'infanterie bivaquait vis-à-vis de l'île Lobau; enfin les forces considérables étaient échelonnées entre Schwechat et Rennersdorf.

Pour faire face aux périls de la situation, le comité central des clubs démocratiques se livrait à toutes les ressources d'une fébrile agitation. Ce comité, qui, dans le principe, marchait de concert avec celui des étudiants, l'avait bientôt dépassé pour suivre une ligne à part et plus radicale. Son président, en l'absence du docteur Teusenau, qui venait de se rendre en Hongrie, pour y travailler révolutionnairement, était alors un nommé Becher, cumulant à la fois les avantages attachés à la renommée d'un écrivain de mérite, d'un musicien distingué, surtout au point de vue critique, et d'un homme d'esprit; malheureusement pour lui, ces avantages étaient effacés par une exagération de radicalisme voisine de la folie. Becher avait pour digne émule un juif polonais nommé Chaisés. Cet aventurier, qui s'arrogeait le titre de docteur, était l'un des agents les plus actifs et les plus habiles des sociétés secrètes. Pour faire mouvoir à son gré, sous la surveillance d'une police occulte, les fils qui rattachaient les uns aux autres tous les pouvoirs plus ou moins légaux constitués à Vienne, ce comité central avait eu le soin de les entourer d'affidés sûrs. Ainsi le docteur Becher fut chargé de surveiller le commandant en chef Messenhauser dont on soupçonnait à tort le caractère généreux et sincèrement convaincu. Dans le même but, on adjoignit à sa personne un membre du comité, Fenner de Fenneberg, ex-officier de l'armée impériale. Au comité des étudiants, accusés eux-mêmes de modérantisme, on attacha, comme membre, le nommé Deutsch. Le docteur Jellinck eut la mission d'employer l'influence que lui donnaient ses rapports intimes avec plusieurs membres ultra-radicaux de la municipalité, pour la dominer dans l'intérêt de la démocratie. Quant à la constituante, bien qu'elle n'entretînt pas des rapports directs avec le comité central, elle agissait évidemment sous le magnétisme de son action mystérieuse.

Dans sa séance du 19 octobre, à laquelle assistèrent Robert Blum et Froebel, en qualité de membres nouvellement inscrits, ainsi qu'un autre député du parlement de Francfort, nommé Henri Wuttké, le comité central s'abandonna à la

dernière exagération du sentiment démocratique. Le Polonais Chaisés prit le premier la parole : après une appréciation fantastique de la situation générale, il somma l'assemblée d'adresser séance tenante à la population de Vienne une proclamation pour lui annoncer que la constituante et la municipalité avaient perdu la confiance du peuple. Il motiva cette accusation, équivalant à une mise hors la loi, par l'inaction de ces deux pouvoirs en présence des événements. « Au lieu d'accepter franchement la guerre qu'on nous déclare, dit-il, que font la constituante et la municipalité? Elles se bercent d'illusions, elles s'endorment dans une trompeuse sécurité, et gaspillent en des discussions oiseuses un temps précieux qui s'écoule pour ne plus revenir. » Au moment où la discussion allait s'engager sur cette motion, un membre du comité fit observer que la présence du docteur Wuttké à l'assemblée devait d'autant plus surprendre que les opinions réactionnaires de ce député de Francfort étaient plus connues; puis, l'apostrophant, il l'engagea à faire sa profession de foi politique.

Le docteur Wottké la fit aussitôt dans un sens de constitutionnalisme modéré, sans déguiser toutefois sa profonde aversion pour l'extrême gauche de Francfort; il prouva d'une manière concluante que les Viennois s'égaraient dans un milieu absurde en imitant, ainsi qu'ils le faisaient, les allures des peuples du nord de l'Allemagne. Le courage, la franchise de l'orateur, provoquèrent sur les bancs de l'assemblée un murmure de surprise mêlé d'indignation. Le docteur Becher, prenant à son tour la parole, déclara qu'après la profession de foi qu'on venait d'entendre, la prolongation de la présence du député Wuttké serait une insulte pour tous les membres de l'assemblée; la dignité du comité exigeait que l'intrus de Francfort fût expulsé immédiatement. Cette motion fut combattue par Jellinck, qui fit valoir en faveur du docteur Wuttké les lois sacrées de l'hospitalité. Mais Chaisés, lui coupant aussitôt la parole, vomit une diatribe dont le pathos l'emporta sur le ridicule. D'un bout à l'autre, ce fut un odieux assemblage de figures orientales et de phraséologie fanatique.

A l'entendre, tous les grands hommes de l'Allemagne étaient des Lilliputiens auprès des géants révolutionnaires de Vienne, près desquels les héros de la révolution française n'étaient eux-mêmes que des pygmées.

Cette harangue, qui dans une réunion d'hommes se respectant, eût provoqué la protestation du mépris, obtint cependant dans cette assemblée les honneurs de la séance... Le docteur Wuttké dut quitter la salle; il se retira lentement, le front haut, comme il convient à un homme d'honneur qui a le sentiment d'avoir dignement fait son devoir.

L'enthousiasme qui, le lendemain du 6 octobre, avait enivré les esprits, commençait à se refroidir dans certaines régions de la population viennoise. Malgré les moyens galvaniques employés par les meneurs et les comités révolutionnaires, une partie de la garde nationale urbaine refusait ou remplissait fort mal le service actif auquel un décret assujettissait tous les citoyens; plusieurs compagnies avaient dû être désarmées; le blocus de la ville, empêchant l'approvisionnement de la ville, inspirait, non sans raison, des craintes de famine. Les caisses publiques se vidaient, et chaque jour les espèces métalliques ainsi que les denrées devenaient plus rares; quant au commerce, il n'existait plus qu'en grosses lettres sur les enseignes des boutiques désertes. Il était facile à tous les gens sérieux de prévoir, au milieu de l'indiscipline et des éléments de dissolution dont ils étaient partout témoins, que la victoire n'était possible que pour la justice et le droit... Et depuis longtemps le droit et la justice avaient abandonné la capitale.

Sur ces entrefaites, le général Bem, cédant aux instances du comité central, consentit à prendre, conjointement, avec le général en chef, une part active au commandement; il adressa à ce sujet, aux habitants de Vienne, une proclamation dont toute l'éloquence se réduisait à des questions de chiffres alimentaires. Depuis longtemps formé au langage révolutionnaire, il savait qu'une promesse d'argent était un argument irrésistible sur les dévouements démocratiques. Ainsi, après avoir décrété l'augmentation de la garde mobile, il fit appel

au patriotisme intéressé des volontaires, en accordant chaque jour, indépendamment des rations de vin et de tabac, 25 kreuzers à un simple garde, 30 à un sous-officier, 2 florins à un lieutenant, 4 florins à un capitaine, etc. Les officiers, sous-officiers et soldats des corps d'élite recevaient un supplément proportionnel.

Les grades ne s'accordaient pas aux plus dignes, mais aux plus intrigants; il suffisait d'enrôler un certain nombre de gardes pour obtenir les étoiles, qui, dans l'armée autrichienne, distinguent les différents grades militaires; cinquante hommes pour un lieutenant, cent pour un capitaine, deux cent cinquante pour un major, quatre cent cinquante pour un lieutenant colonel, etc., etc... Un grand nombre de membres de la garde mobile obtinrent des grades dans leur corps et dans l'état-major de la garde nationale. Ces avancements, en contradiction avec les règles établies de la hiérarchie militaire, s'obtenaient avec une facilité singulière; quelques lignes signées de la main de Chaisés ou de l'ex-comédien Eckard, étaient, auprès du commandant en chef Messenhauser, des titres suffisants pour accorder plus ou moins d'étoiles au collet d'uniforme des recommandés.

Un nouveau manifeste impérial, en date du 19, parut à Vienne le 21. La lecture que le ministre Krauss en fit à la constituante fut accueillie par des sifflets, malgré l'esprit de conciliation paternelle qui y régnait d'un bout à l'autre. Le même jour, une députation de la municipalité, revenue à Vienne sans avoir pu être admise auprès du souverain, annonça, que d'après les ordres du ministère Wessemberg, le prince de Windisch-Græetz avait seul la mission de pouvoir traiter avec les Viennois.

Le 22, toutes les communications avec Vienne se trouvèrent interrompues : les débarcadères du chemin de fer du Nord étaient remplis de troupes et le quartier général du prince de Windisch-Græetz touchait à la banlieue ; ainsi bloquée, Vienne se trouvait dans une position critique, car la disette commençait déjà à s'y faire sentir; les provisions de

bouche se vendaient à des prix fort élevés ; le lait était devenu un objet de luxe presque inabordable. Dans cet état de choses, le commandant en chef se prépara, le 23, à prendre l'offensive ; il commença par décréter la loi martiale et un décret de mort contre les pillards, puis il attaqua vigoureusement, mais sans succès, les avant-postes de la barrière de Neussdorf; cet engagement assez vif n'eut d'autre résultat qu'un certain nombre de morts et de blessés de part et d'autre. Le projet d'une sortie nocturne que le général Bem devait exécuter avec une forte colonne de gardes mobiles et huit pièces de canon fut livré aux troupes impériales par un officier de la garde nationale, que Bem fit traduire immédiatement devant un conseil de guerre.

Le sang avait déjà coulé et le canon avait donné le signal de la guerre civile, que la municipalité, espérant toujours arriver à un accommodement, envoya derechef une députation au quartier général du prince de Windisch-Græetz.

Le dernier mot du prince se trouve dans cette nouvelle proclamation, que de ses mains il remit aux délégués en leur ordonnant de la porter à la connaissance des Viennois :

« Par suite de l'état de siége et de la loi martiale pour Vienne, publiés dans ma proclamation du 20, j'ai cru devoir poser à la ville les conditions suivantes :

« 1° La ville de Vienne, ses faubourgs et ses environs ont quarante-huit heures après la publication de cette proclamation pour déclarer leur soumission et livrer par légions ou par compagnies leurs armes à une commission établie dans un lieu qui sera désigné et pour désarmer aussi tous les individus qui ne font point partie de la garde nationale, en indiquant les armes qui sont la propriété des particuliers;

« 2° Tous les corps armés de la légion académique sont dissous. L'université est fermée : les présidents de la légion académique et douze étudiants seront livrés en qualité d'otages;

« 3° Plusieurs individus que je désignerai me seront également livrés;

« 4° Tous les journaux seront suspendus pendant la durée de l'état de siége, à l'exception de la *Gazette de Vienne*, qui se bornera à publier les nouvelles officielles;

« 5° Tous les étrangers qui se trouvent dans la ville devront justifier la cause de leur séjour; ceux qui n'ont pas de passe-port quitteront immédiatement la capitale;

« 6° Quiconque s'oppose à l'exécution de ces mesures, soit en agissant lui-même, soit en excitant les autres à le faire; quiconque est convaincu d'insurrection ou d'y avoir pris part, ou qui est surpris les armes à la main, est traduit devant une commission militaire.

« Ces conditions devront être remplies quarante-huit heures après la publication de cette proclamation; sinon, je me verrais forcé de prendre les mesures les plus énergiques pour forcer la ville à se soumettre. »

La diète constituante protesta, dans une séance fort animée, contre cette proclamation; elle la déclara non-seulement illégale, mais encore attentatoire aux droits du peuple ainsi qu'à ceux du trône constitutionnel héréditaire. Le comité central des clubs démocratiques fit plus que de protester, il jura de s'ensevelir sous les murs de la ville plutôt que d'accepter des conditions réprouvées, selon lui, par les lois modernes de la guerre, et il organisa deux nouveaux corps de volontaires, dont l'un, sous le titre de corps démocratique, devait servir sous les ordres de Chaisés, énergumène complétement dépourvu des connaissances élémentaires du soldat.

Le second corps, distinct des autres par le nom de corps d'élite, eut pour commandant le rédacteur du journal *la Constitution;* ce chef, nommé Hauk, avait servi comme lieutenant dans l'armée impériale. Son immense et chevaleresque courage, les preuves de bravoure qu'il donna pendant tout le siége lui firent décerner par les insurgés le surnom de *Bayard de la révolution viennoise :* mais ce chevalier sans peur n'était pas sans reproche. Robert Blum et Jules Froebel, demandant à combattre sous ses ordres, furent d'emblée nommés capitaines.

Dans l'après-midi du 24, le canon gronda depuis trois heures jusqu'à six heures aux barrières de Neussdorf, du Tabor et de Saint-Marc; interrompue pendant la nuit qui fut éclairée sur plusieurs points par les flammes de divers incendies, la canonnade recommença dans la matinée du lendemain pour cesser de nouveau au milieu du jour. Sur ces entrefaites, de nombreux renforts arrivèrent au camp des Croates; le général Bem, voulant profiter du mouvement que l'arrivée de ces troupes produisait dans les lignes impériales, se mit à la tête de la légion polonaise et opéra une vigoureuse sortie vers la Brigittenau. Il avait enflammé les cœurs de ses compatriotes par ces quelques paroles : « Vous êtes Polonais, je suis Bem; l'ennemi que nous combattons est l'allié du Russe, la cause que nous servons est celle de la liberté; un Polonais libre et sans armes vaut dix esclaves armés; vous êtes Polonais, vous êtes libres et vous avez du fer, en avant! »

Mais les troupes impériales avaient du fer aussi et leur ardeur était excitée par un seul mot : *Latour;* ce nom pour eux remplaçait les plus éloquentes harangues. En effet, ces braves gens, peu faits aux distinctions métaphysiques, ne voyaient dans la révolution de Vienne qu'un monstrueux assassinat et dans les personnes des rebelles que les meurtriers du ministre de la guerre.

Après avoir repoussé les avant-postes, la légion polonaise s'était jetée avec intrépidité sur les premières lignes des assiégeants; mais reçue vigoureusement par un corps de chasseurs impériaux, le combat s'était engagé avec beaucoup de vivacité. Les Polonais chargèrent plusieurs fois à la baïonnette, mais toutes les fois ils furent repoussés. Les chasseurs restèrent inébranlables dans leur position jusqu'au moment où, prenant à leur tour l'offensive, ils s'avancèrent résolûment sur les insurgés et les rejetèrent dans la place. Les Polonais soutinrent dans cette affaire leur réputation en laissant sur le terrain la plus grande partie de leur légion. Le général Bem, qui paya de sa personne et combattit comme un simple

soldat, eut deux chevaux tués sous lui, et ses vêtements percés de trois balles.

Les événements qui se passaient dans l'intérieur et sous les murs de la capitale, se conciliant fort mal avec la nature des travaux d'une assemblée constituante, la diète aurait dû suivre l'Empereur ou se transférer dans les environs d'Olmütz pour y délibérer dans le calme, loin des bruits de la bataille : en agissant ainsi, elle eût rempli son devoir. L'Empereur exerça son droit en publiant à ce sujet le manifeste suivant :

« Les événements si douloureux pour notre cœur qui se sont passés dans la capitale de la monarchie et la situation anarchique qui y continue nous ont, à l'effet de sauvegarder le trône et l'honneur de nos peuples, placé dans la triste nécessité de réprimer l'insurrection par la force des armes, ainsi que nous l'avons annoncé à nos peuples dans nos manifestes des 16 et 19 de ce mois.

« L'ordre légal qui est troublé dans la capitale, et les mesures militaires qui y seront prises très-prochainement, empêchent la diète d'y continuer ses délibérations.

« Nous ordonnons, en conséquence, que la diète cesse immédiatement de siéger à Vienne, et nous la convoquons pour le 15 novembre de cette année à Kremsier, où elle pourra se livrer tranquillement et sans interruption à la grande tâche qui lui est confiée, la confection d'une constitution conforme aux intérêts de nos États.

« En conséquence, tous les députés, élus pour faire partie de la diète constituante, sont invités à se rendre immanquablement le 15 novembre prochain dans la ville de Kremsier pour y continuer leurs discussions relativement à la constitution, lesquelles ont été interrompues, et les mener promptement à bonne fin, sans tenir compte d'aucunes considérations secondaires.

« Nous comptons que tous les représentants du peuple, élus pour faire partie de la diète constituante, fidèles à leurs devoirs envers la patrie, seront [illegible] à se rendre, au jour indiqué plus haut, dans la ville [illegible] pour être momenta-

nément le siége de la diète, et qu'ils s'occuperont sérieusement et sans tarder de la solution de la tâche importante qui leur a été confiée. »

Kremsier, où par la teneur de ce manifeste la diète constituante devait se réunir au mois de novembre, est une petite ville située près d'Olmütz en Moravie.

Le 26, à sept heures et demie du matin, les assiégés attaquèrent, avec du canon, les impériaux sur toute la ligne. Les assiégeants ouvrirent aussitôt un feu très-vif, surtout au Prater, où le ban, après avoir fait occuper par cinq bataillons et deux batteries un pont jeté la veille sur le Danube, s'empara de la gare du chemin de fer et poussa même jusqu'au théâtre du Cirque.

Les prolétaires et les étudiants se battirent avec une intrépidité qui aurait fait honneur à de vieilles bandes, et qui les fit admirer même de leurs adversaires; ils se jetaient sur les baïonnettes avec un mépris de la mort montrant les services que vivants ils auraient pu rendre à la patrie, si leurs instincts généreux n'avaient point été pervertis par les séductions d'irréalisables utopies.

A midi, les Croates enlevèrent un moulin à vapeur défendu avec acharnement par la légion académique. Bientôt après le ban fit établir, dans le voisinage du pont de fer intérieur du Prater, des batteries dont le feu dominait les maisons et les chantiers situés sur la rive droite du Danube. Dans une autre direction, des batteries de douze, établies sur la digue du chemin de fer, ouvrirent leur feu sur la double barricade élevée à l'entrée du Prater et à l'extrémité de la principale entrée de Leopoldstadt, la Jagerzeile. Derrière cette barricade en fer à cheval, véritable forteresse de granit flanquée de seize pièces de canon chargées à mitraille, le général Bem dirigeait en personne l'action des assiégés. Se reportant à son premier métier d'artilleur, il pointait lui-même les pièces : tranquille- [illegible] une chaise de paille, il observait, à l'aide d'un [illegible]vements des impériaux et attendait que [illegible] fussent découvertes pour donner l'ordre

de faire feu. Alors, à la vue des Croates brisés par une pluie de mitraille comme des rameaux d'arbres par une grêle d'orage, il frappait de joie dans ses mains, encourageait les efforts de la défense, pointait de nouveau les pièces et attendait...

Pendant que le général Bem défendait ainsi l'entrée de Leopoldstadt, l'artillerie des remparts traçait, depuis la barrière du Belvédère jusqu'à celle d'Erdberg, un cercle de feu que les assiégeants ne purent franchir. Les gardes mobiles et nationales conservèrent leur position à la barrière de Matzleinsdorf, sous les boulets d'une batterie impériale élevée au cimetière.

Dans la soirée, le prince de Windisch-Græetz écrivit, au bruit des détonations de l'artillerie, à la lueur des feux de mousqueterie, une proclamation aux Viennois par laquelle il déclarait que le délai de quarante-huit heures qu'il avait accordé s'étant écoulé sans résultat, il ne se contentait plus des conditions antérieures. Il exigeait actuellement qu'on lui livrât le général Bem, le docteur Schutte, Pulsky, agent de Kossuth, et les assassins du comte Latour. Il déclarait, en outre, que, persévérant dans ses intentions premières, il considérait la constituante comme en état de rébellion ouverte contre l'Empereur : en conséquence, ses résolutions et ses actes dépourvus de la sanction impériale n'avaient aucune espèce de valeur à ses yeux. Le seul pouvoir qu'il reconnût à Vienne était la municipalité, et il mettait sous sa responsabilité toutes les propriétés publiques et particulières.

La journée du 27 se passa en divers combats, livrés et soutenus avec un égal courage, à la barrière de Mariahif et sur la rive gauche du Danube ; il est à remarquer que les combattants, sans autre convention entre eux que celle d'un sentiment très-honorable, respectèrent comme un lieu neutre et sacré l'importante position stratégique de la douane. Cet établissement renfermait alors des marchandises pour une valeur de plus de 100 millions.

Les insurgés, maîtres absolus de Vienne, ont montré, nous

le répétons, pendant leur court interrègne, le plus grand respect pour la propriété publique et particulière; cette simple inscription tracée sur toutes les portes des monuments et des maisons : *la propriété est sacrée,* était une égide inviolable et plus puissante que les baïonnettes; et, chose digne de remarque dans ces jours néfastes, où le peuple, abandonné à ses propres instincts, pouvait impunément se livrer à tous les excès, la religion, respectée dans ses temples et dans la personne de ses ministres, n'eut à souffrir d'aucune atteinte.

Ce n'est donc point au peuple viennois que l'on doit imputer les crimes et les malheurs de la période révolutionnaire dont nous écrivons l'histoire; seuls les chefs des sociétés secrètes doivent en être responsables, car ce sont eux qui, trompant d'abord, viciant ensuite les instincts généreux d'un peuple réputé bon entre tous les peuples, ont séduit ce peuple par les perfides caresses de la liberté. Cette séduction fut d'autant plus facile que, vierges encore aux sensations désordonnées de la politique, les Viennois ignoraient que, selon Mirabeau, la liberté révolutionnaire, infâme prostituée, n'accorde jamais ses caresses que sur des matelas de cadavres.

CHAPITRE XVI.

Matinée du 28 octobre. — Arrivée de l'armée hongroise à Schewechat. — Attaque des faubourgs. — Assaut des barricades. — Lutte acharnée. — Trêve funèbre. — Négociations. — Traité de paix. — Position difficile de Messenhauser. — Nobles conseils. — Bulletins de la tour de Saint-Étienne. — Violation du traité. — Messenhauser accusé de trahison. — Violentes discussions. — Il partage le commandement. — Faits divers. — Dernière séance à la *Aula*. — Propositions monstrueuses. — Bataille de Schewechat. — Défaite des Hongrois. — Proclamation du prince Windisch-Grætz. — Seconde trahison. — Bombardement. — Prise de la ville. — Scènes étranges. — Rétablissement de l'autorité légitime. — État de siége. — Expiation. — Jugements et exécutions militaires. — Formation d'un ministère. — Le prince Félix de Schwarzenberg. — Abdication de l'empereur Ferdinand. — Avénement de l'empereur François-Joseph.

Nous sommes au 28 octobre, la crise touche à son dénoûment. Le soleil, qui rayonne tristement sur un ciel gris parsemé de nuages, semble devoir éclairer le triomphe ou la mort de la révolution. Tout indique que cette journée sera décisive. Les premières heures de la matinée s'écoulent dans le calme silencieux qui précède toujours les grandes commotions : les portes des maisons sont fermées, les fenêtres mêmes sont désertes, des colonnes armées parcourent la ville, nul homme en état de combattre ne paraît sans armes; le général Bem, qui a passé une partie de la nuit à cheval pour visiter les positions et fortifier tous les endroits propres à la défense, achève ses dernières dispositions et dirige son attention particulière sur la double barricade, témoin hier de son adresse et de son sang-froid. Le commandant en chef, Messenhauser, annonce par une proclamation l'arrivée de l'armée magyare à Schewechat; cette nouvelle rend à tous les cœurs une espérance que le général en chef regrette de ne pouvoir partager

lui-même. On savait par des dépêches interceptées la veille sur un courrier du prince Windisch-Græetz que les troupes impériales devaient commencer à midi l'attaque des faubourgs de Leopoldstadt et de Landstrasse; les rebelles pouvaient donc concentrer la plus grande partie de leurs forces sur ces deux points menacés.

A dix heures, le tocsin sonne à toutes les cloches de la ville, la générale bat dans toutes les rues, tous les combattants s'élancent à leurs postes, les bastions se couronnent de défenseurs, et les artilleurs attendent, mèche allumée, près de leurs pièces; des ordonnances, le bras ceint d'écharpes blanches, parcourent au galop tous les quartiers; des cavaliers polonais, coiffés d'une toque rouge doublée d'hermine, sillonnent la route qui conduit du quartier général au faubourg de Leopoldstadt; le commandant en chef et le général Bem sont prêts à se porter sur tous les points où le péril réclamera leur présence.

A onze heures et demie, un coup de canon se fait entendre et le combat s'engage aussitôt avec vivacité. Bientôt après l'on voit, de la tour de Saint-Étienne, toutes les lignes des combattants enveloppées dans un double anneau de fumée, déchirée, à intervalles égaux, par les éclairs de l'artillerie. A midi, le prince Windisch-Græetz fait diriger la principale attaque sur la double barricade, construite à l'étoile du Prater. Des chasseurs, des grenadiers et des Croates, embusqués dans les bouquets de bois du Prater, dirigent leur feu sur la première barricade, et s'en emparent sans coup férir. Mais la seconde barricade est debout encore avec ses pièces de canon et ses défenseurs, commandés par le général Bem en personne; c'est là que va se décider le sort de la journée. Les impériaux s'abritent derrière la première barricade qui leur sert de tranchée pour battre en brèche la seconde, mais celle-ci est à l'épreuve du plomb; les grenadiers et les chasseurs reçoivent l'ordre de s'en emparer à la baïonnette; ces braves soldats se précipitent résolûment à travers une grêle de mitraille sur ces masses de granit, dont chaque pierre cache une tête d'homme,

loggnitz et le Belvédère. La gare du chemin e par les étudiants avec un acharnement urent accepter aucun quartier, ils furent dernier. La lutte avait duré neuf heures; e, assurée désormais, n'était plus qu'une , limitée à quelques heures.

régnait dans l'intérieur était à son comble; d'insurgés, comprenant l'impossibilité de , jetaient leurs armes et recherchaient un en substituant au brillant uniforme du sol-c du citadin.

t été terrible, la nuit fut plus sinistre en-ie la malheureuse capitale de la monarchie ie ceinture de feu : en effet, les torches de aient incendié la ville sur vingt-six points îces situés près de la double barricade du nombre de maisons de la Brigittenau, des le théâtre de l'Odéon, toute la ligne des avenue de François, les deux raffineries de Schuttel, plusieurs bâtiments du faubourg gazomètre du Erdberg, cinq maisons à la 'c, la gare du chemin de fer de Bruk, plu-barrière et au faubourg de Matzleinsdorf, es flammes, semblaient dresser une échelle au ciel. Les Viennois furent bien coupables, le cette longue nuit, si, fermant l'oreille au nnade, au son lugubre du tocsin, aux cris de désespoir, ils n'ont point ou-, ils n'ont point compris que le der-volutions est le synonyme de sang et 'e destruction.

obre commença par une cérémonie fitèrent de quelques instants de trêve à leurs compagnons d'armes tombés rs précédents. Surpris des vides con-ait creusés dans leurs rangs, n'ayant

dont chaque fente sert d'embrasure à un canon de fusil, dont chaque embrasure s'ouvre devant la bouche béante d'une pièce de canon. Repoussés dans cette première attaque de front, les impériaux se reforment et reviennent à la charge; repoussés une seconde fois, ils se reforment de nouveau et s'apprêtent à livrer un troisième assaut. « Laissez-les, cette fois, s'approcher de très-près, dit Bem aux servants des pièces qu'il pointait lui-même comme la veille, et puis, à mon signal, faites feu. » Une troisième fois, les impériaux s'élancent avec impétuosité sur la barricade, le capitaine Brandmayer est à leur tête. Ce brave officier, voulant effacer avec son sang la tache faite au drapeau par la défection de sa compagnie, le 6 octobre au ministère de la guerre, a sollicité l'honneur de se faire tuer. « En avant, grenadiers ! » s'écrie-t-il, et au même instant il tombe frappé d'une balle en pleine poitrine; son dernier regard sourit à l'aigle d'Autriche, son dernier cri est celui de: « Vive l'Empereur! » Les grenadiers, atteints à bout portant, durent se retirer en laissant un grand nombre de morts au pied de la barricade. Le combat sur ce point offrait, dans toutes ses horreurs, le spectacle déchirant de la guerre civile.

Les défenseurs de la barricade regardaient avec fierté les drapeaux allemands et hongrois qui flottaient sur leurs têtes, ils s'apprêtaient même à chanter victoire, quand tout à coup de grands cris s'élevèrent derrière eux, et ils aperçurent au même instant les Croates qui avaient envahi le faubourg de Leopoldstadt, par celui de Landstrasse et l'avenue de François. Ce mouvement, habilement conçu, rapidement exécuté, fut décisif. Les rebelles tournés, attaqués de front et en queue, exposés au feu des maisons voisines, où les grenadiers repoussés avaient pénétré, durent abandonner précipitamment leur formidable position : plusieurs pièces de canon, qu'ils ne purent enlever, tombèrent au pouvoir des impériaux.

Le prince de Schwarzenberg occupait les faubourgs de Leopoldstadt et de Landstrasse, les jardins du palais Schwarzenberg, l'école vétérinaire et l'hôtel des Invalides. Dans la soirée, les assiégeants enlevèrent à la baïonnette la gare du

chemin de fer de Gloggnitz et le Belvédère. La gare du chemin de fer fut défendue par les étudiants avec un acharnement tel, qu'ils ne voulurent accepter aucun quartier, ils furent tous tués jusqu'au dernier. La lutte avait duré neuf heures; la prise de la ville, assurée désormais, n'était plus qu'une question de temps, limitée à quelques heures.

La confusion qui régnait dans l'intérieur était à son comble; un grand nombre d'insurgés, comprenant l'impossibilité de continuer la lutte, jetaient leurs armes et recherchaient un prudent incognito, en substituant au brillant uniforme du soldat le modeste frac du citadin.

La journée avait été terrible, la nuit fut plus sinistre encore; on eût dit que la malheureuse capitale de la monarchie était entourée d'une ceinture de feu : en effet, les torches de la guerre civile avaient incendié la ville sur vingt-six points différents. Les édifices situés près de la double barricade du Prater, un certain nombre de maisons de la Brigittenau, des chantiers de bois, le théâtre de l'Odéon, toute la ligne des maisons bordant l'avenue de François, les deux raffineries de sucre, les bains de Schuttel, plusieurs bâtiments du faubourg Weissgærber, le gazomètre du Erdberg, cinq maisons à la barrière Saint-Marc, la gare du chemin de fer de Bruk, plusieurs édifices à la barrière et au faubourg de Matzleinsdorf, devenus la proie des flammes, semblaient dresser une échelle de feu de la terre au ciel. Les Viennois furent bien coupables, durant les heures de cette longue nuit, si, fermant l'oreille au bruit sourd de la canonnade, au son lugubre du tocsin, aux signaux de détresse, aux cris de désespoir, ils n'ont point ouvert les yeux à la lumière, ils n'ont point compris que le dernier mot de toutes les révolutions est le synonyme de sang et de ruine, de carnage et de destruction.

La journée du 29 octobre commença par une cérémonie funèbre; les insurgés profitèrent de quelques instants de trêve pour rendre les devoirs à leurs compagnons d'armes tombés dans les combats des jours précédents. Surpris des vides considérables que la mort avait creusés dans leurs rangs, n'ayant

d'autre alternative qu'une capitulation ou une prise d'assaut, ils résolurent, les uns de déposer les armes, les autres de continuer la lutte jusqu'à la dernière extrémité. Les égarés, les gens qui, par un sentiment de peur ou de faiblesse, s'étaient enrôlés sous les drapeaux de l'insurrection, les propriétaires et la bourgeoisie en grande partie appartenaient à la première catégorie; les prolétaires, n'ayant pour tout bien au soleil que leurs personnes inhypothécables, les repris de justice, les étrangers sans patrie, sans foi ni loi, les ouvriers sans foyer et sans travail, quelques insensés de bonne foi, prêts à faire le sacrifice de leur vie à une idée, tous ceux enfin qui préféraient la mort du soldat sur un champ de bataille à celle du bandit au sommet d'une potence, formaient la seconde catégorie. Ceux-ci, après avoir prié Dieu, auquel ils ne croyaient pas, pour leurs camarades morts et pour le repos de leur âme, dont ils niaient l'existence, se rendirent aux remparts et aux avant-postes.

Dans le courant de la journée, le commandant en chef des rebelles déclara au comité permanent de la constituante, ainsi qu'à la municipalité, qu'en raison de l'impossibilité absolue de continuer une défense désormais inutile et dangereuse pour le salut même de la capitale, il croyait remplir un devoir de bon citoyen en engageant les pouvoirs civils d'envoyer une députation au quartier général des impériaux pour traiter avec le prince de Windisch-Grætz. La municipalité adressa aussitôt une députation au maréchal, et Messenhauser fit porter l'ordre à ses troupes de s'abstenir de tout mouvement offensif jusqu'au retour des délégués municipaux. Ceux-ci, admis en la présence du prince, lui promirent, au nom des étudiants, le licenciement de la légion académique, et, en leur propre nom, le désarmement intégral du prolétariat; quant à l'extradition des otages, ils déclaraient que cette condition était inadmissible, attendu qu'à leur point de vue, elle leur semblait contraire au droit des gens et aux lois des nations civilisées. « D'ailleurs, ajoutèrent-ils, le général Bem n'est pas un émissaire polonais qui se soit volontairement immiscé dans les

affaires de Vienne; c'est un chef militaire qui s'est rendu aux prières des autorités légales en acceptant un commandement pour la défense de la ville. Pulszky a quitté Vienne depuis huit jours. Le docteur Schutte n'a pris directement ou indirectement aucune part à nos conflits; enfin, il nous serait difficile de livrer aux mains de Votre Excellence les assassins du comte Latour, puisque nous ne les connaissons pas. » Cette conférence dura près de trois quarts d'heure; le prince de Windisch-Græetz, tout en déplorant les malheurs de la ville, et les calamités qui sont la conséquence inévitable d'un siége, persista dans ses premières conditions. « Tout ce que je puis faire, messieurs, dit-il, sans enfreindre mes devoirs de général en chef, est de vous accorder une trêve jusqu'à minuit. »

La députation, de retour à Vienne, rendit compte de sa mission au comité permanent de la constituante et au général en chef, Messenhauser; celui-ci, voyant que les membres du comité permanent allaient perdre un temps précieux à d'oiseuses discussions, tira sa montre et dit : « Il est trois heures, messieurs, je connais le prince de Windisch-Græetz ; dans neuf heures il nous annoncera par une bombe que le premier coup de minuit a sonné à la tour de Saint-Étienne : dans ce moment donc il faut peu de paroles, mais des faits; je propose que tous les hommes armés soient immédiatement informés de l'état des choses et sommés d'envoyer à quatre heures sur un point quelconque des délégués munis de pleins pouvoirs pour décider cette question : la ville doit-elle être défendue, oui ou non ? » Cette proposition fut adoptée; en conséquence, les délégués des corps armés se réunirent à quatre heures précises dans le vestibule de la constituante; le chef des rebelles, prenant aussitôt la parole, exposa avec beaucoup de logique et de loyauté les difficultés de défendre l'intérieur d'une ville contre une armée de quatre-vingt mille hommes aguerris, maîtresse des principales positions et pourvue abondamment de munitions; il fit observer avec raison qu'une plus longue résistance, irritant la fureur des assiégeants, exposerait la ville à toutes les horreurs d'une prise d'assaut, au viol, au

pillage, à l'incendie. Ce discours, fortifié par arguments stratégiques, produisit une vive impression sur l'esprit des délégués à moitié convaincus déjà qu'une plus longue résistance serait de la folie, sinon un crime.

Seuls quelques Polonais protestèrent contre l'opinion de Messenhauser et la combattirent par l'espérance de l'approche de l'armée magyare dont l'intervention ne saurait être douteuse.

« De la tour de Saint-Étienne, disaient-ils, on voit ses avant-postes et leurs nombreux canons prêts à vomir la mitraille contre nos ennemis. La reddition de la ville, sans une lutte digne d'elle et de nous, serait une lâcheté monstrueuse, tandis que la défaite sur les débris de Vienne serait pour nous un brevet d'immortalité signé par la gloire. Oui, les ruines de Vienne seraient un tombeau digne des géants de la Pologne et de l'Autriche.

— « On voit, messieurs, que vous n'êtes pas Viennois, reprit avec ironie le commandant en chef, et que vous méconnaissez votre époque; vous vous rajeunissez de toute la distance chronologique qui nous sépare du moyen âge. La guerre que vous proposez ne serait que de la barbarie ; les ruines de Vienne ne seraient point votre tombeau, car si, Dieu nous en préserve ! un sort pareil était réservé par votre faute à la capitale de la monarchie, vous seriez ensevelis dans les malédictions et l'opprobre de l'univers entier.

« Soldat, je connais mon métier, je l'ai fait avec honneur; général en chef, je connais mon devoir et je crois le remplir en ce moment, en vous engageant de nouveau à n'écouter que la voix de la raison et de l'humanité. »

Cette réplique éloquente et chaleureuse fut accueillie avec transport par la garde nationale, et avec un silence glacial par la garde mobile, composée de prolétaires et d'étrangers. Les délégués allèrent aux voix et une grande majorité se prononça pour la reddition de la ville. En même temps, la municipalité déclara que la légion académique et la garde nationale étaient prêtes à déposer les armes et à se soumettre aux conditions du prince de Windisch-Grætz.

Entre neuf et dix heures, une nouvelle députation de la municipalité se rendit au quartier général des impériaux, et remit aux mains du commandant en chef la déclaration écrite par laquelle Vienne se rendait sans condition, acceptait l'état de siége imposé, et verrait sans opposition les troupes impériales prendre possession de la ville et des faubourgs dans la matinée du lendemain 30 octobre.

Le prince, sans fixer l'heure de l'entrée des troupes, ordonna la formation d'une commission chargée de régler l'exécution des conditions acceptées.

Dans la matinée du 30 octobre, la municipalité s'empressa de faire afficher, sur les murs de la ville, une proclamation relative aux résolutions adoptées la veille; les ouvriers, les étrangers et les prolétaires l'accueillirent avec fureur : « Aux armes, s'écrient-ils, nous sommes trahis. » Et ils se précipitent sur les bastions. Des bandes armées parcourent les rues, arrachent les affiches, vocifèrent des imprécations contre la municipalité et le commandant en chef; des groupes se forment à l'université et demandent la tête de Messenhauser; quelques-uns même, le déclarant traître à la patrie, exhortent le peuple à lui faire subir le sort du comte Latour. Messenhauser, abandonné par ses amis, et voyant sa vie menacée par ceux-là mêmes qui lui avaient mis aux mains l'épée du commandement, donne sa démission, qu'il retire bientôt après, sur les vives instances de la municipalité.

La position du chef des insurgés devenait de plus en plus critique. En butte à la fureur des ultra-révolutionnaires, mais inflexible devant l'accomplissement de ses devoirs, il adressa une nouvelle proclamation aux habitants de Vienne pour justifier son opinion et soutenir énergiquement la nécessité d'une capitulation honorable :

« La vaillante minorité, disait-il, qui veut continuer la lutte sous le prétexte de sauvegarder l'honneur des armes constitutionnelles, et cela sans tenir compte des conséquences, de l'issue inévitable de cette lutte, ne peut vouloir, de sang-froid, exposer notre ville magnifique à toutes les horreurs qu'entraîne

le sac d'une ville prise d'assaut. A Vienne, autrefois le rendez-vous privilégié des étrangers, ne doivent point s'attacher les souvenirs terribles et désastreux qui rappellent Troie, Jérusalem et Magdebourg.

« Concitoyens, évitez de troubler, par des excès qui ne sauraient donner une satisfaction réelle à l'amertume de vos sentiments, la sainteté de notre deuil général. »

Ces généreuses paroles furent infructueuses.

Tandis que les révolutionnaires de la minorité s'apprêtaient à prolonger la lutte, les principaux membres du comité central des clubs démocratiques avaient disparu, après avoir détruit toutes les pièces qui plus tard auraient pu devenir contre eux des documents accusateurs. Comme tous les chefs des partis extrêmes, avides à la curée le lendemain de la victoire, ils s'étaient éclipsés la veille de la défaite. Le comité des étudiants s'était également dissous. En même temps la municipalité faisait opérer le désarmement, opération facile, car il fournissait aux hommes de paix et de bonne volonté le moyen de se débarrasser sans danger d'un fusil dont la vue seule, bien souvent, leur avait donné le frisson de l'effroi. De tous les côtés, des fourgons chargés d'armes arrivaient à l'établissement du Convict et à la maison des États où provisoirement elles devaient être déposées. Sur la place Saint-Étienne, une compagnie du corps d'élite gardait les abords de la grande Tour, autant pour protéger Messenhauser qui s'y trouvait, que pour en éloigner les curieux accourus en masse sur la nouvelle que l'armée magyare se disposait à attaquer les lignes des troupes impériales.

A onze heures un quart, un grand mouvement s'opéra dans la foule et un étudiant, monté sur une chaise, fit à haute voix la lecture du billet suivant :

« De la tour de Saint-Étienne on voit distinctement un combat engagé derrière Kaiser-Ebersdorf, sans pouvoir distinguer les troupes combattant et suivre la marche de l'action.

« Vienne, 30 octobre 1848, onze heures du matin.

« MESSENHAUSER. »

Cette nouvelle, survenue au moment où la position des rebelles était désespérée, leur parut tomber du ciel; elle fut pour eux le signal de transports inouïs : « Vivent les Hongrois ! s'écrient-ils en se précipitant dans les rues; voici, voici les Magyars ! tout n'est pas fini, frères; encore une fois courons aux armes, et en avant sur l'ennemi ! »

A ces cris, le courage succède à l'abattement; on se félicite, on s'embrasse sur les places publiques; les chefs de parti sortent de leurs retraites, les traîneurs de sabre reparaissent, les étudiants reprennent leur attitude altière et les gardes nationaux leur uniforme, les prolétaires insultent les membres de la municipalité qu'ils accusent de trahison; le comité central des clubs démocratiques rouvre à grand bruit ses portes; le comité des étudiants s'empresse d'imiter son exemple; le corps d'élite, la légion académique, le corps démocratique, ainsi que les légions italienne et polonaise, se rassemblent à l'Université, et la Aula se remplit de nouveau pour tresser des couronnes et rédiger des harangues aux libérateurs de la patrie.

A une heure, la foule réunie sur la place Saint-Étienne applaudit avec enthousiasme la lecture d'un second billet ainsi conçu :

« De la tour de Saint-Étienne.

« La bataille semble se diriger vers Oberlaa et Inzersdorf; l'épaisseur du brouillard contrarie la vue. Jusqu'à présent, les Hongrois semblent avancer victorieusement.

« Dans le cas qu'une armée battue s'approcherait des murs de la ville, le devoir de tous les corps militaires constitués serait de prendre les armes, même sans commandement.

« 30 octobre, midi trois quarts.

« MESSENHAUSER. »

A deux heures, ce troisième billet, lancé à grand nombre de copies du sommet de la cathédrale, électrise le peuple :

« De la tour de Saint-Étienne.

« Au-dessous de la caserne dite Neugebaeude, un corps de troupes est établi ; l'intensité du brouillard empêche de distinguer si c'est de la cavalerie ou des Croates.

« En ce moment, la lutte est concentrée à la gauche de Schewechat, entre Kaiser, Obersdorf et Mannswoerth.

« Les éclairs du canon sont tellement distincts, que nous pouvons presque juger du nombre des batteries. Depuis une demi-heure, la bataille semble évidemment s'approcher de nous.

« 30 octobre, deux heures.

« MESSENHAUSER. »

De ce moment, les masses populaires ne purent plus être contenues. Le comité des étudiants, pressé de toutes parts, forcé pour ainsi dire de prendre des dispositions, commença par lancer un vote de défiance contre Messenhauser, auquel on proposa de substituer, en qualité de commandant en chef, Fenner de Fenneberg. Mais celui-ci déclare qu'il n'accepterait le commandement que dans le cas où Messenhauser aurait remis entre les mains du comité sa démission écrite et signée. Pour remplir cette formalité, plusieurs délégués se rendent aussitôt à la tour de Saint-Étienne, au sommet de laquelle Messenhauser et le docteur Goldmarck observaient à l'aide d'un télescope les diverses phases de la bataille. A la vue des délégués, Messenhauser, devinant l'objet de leur mission, prit ainsi le premier la parole :

— « Que voulez-vous, messieurs?

— « Votre démission de commandant en chef.

— « Au nom de qui?

— « Au nom du peuple.

— « Pourquoi ?

— « Parce que vous avez perdu sa confiance.

— « De quelle manière ?

— « Demandez-le à votre conscience, elle vous répondra.

— « Si c'est en raison de l'opinion que j'ai émise hier, je

persiste aujourd'hui, même à cette heure où le canon qui gronde nous apprend le secours des Magyars ; oui, messieurs, je persiste, car la pensée de continuer la lutte serait contre ma conscience d'homme et contre mes convictions de soldat. D'ailleurs, vous le savez, une convention relativement à la reddition de la ville a été conclue hier entre la municipalité et le prince de Windisch-Grætz. Vainement vous attachez vos regards sur ce champ de bataille, messieurs, vous ne pouvez compter sur la victoire des Hongrois... et sans cette victoire, la continuation de la lutte serait une faute criante qui ne pourrait produire que de nouveaux malheurs et perdre la ville.

— « Ce n'est point un discours que nous sommes venus chercher ici, répliqua brutalement un des délégués appartenant à la classe ouvrière ; mais votre démission. Voulez-vous la donner ?

— « A vous, non ! car je ne puis la remettre qu'aux mains de l'autorité, de qui je tiens mon mandat. »

. . . .

Après de vives discussions à ce sujet, le comité des étudiants trancha la difficulté par un *mezzo termine* en engageant Messenhauser de partager le commandement avec Fenner de Fenneberg. Pendant ce temps, les rebelles, au mépris de la convention acceptée la veille, violaient la foi promise en tirant de nouveau des faubourgs et de plusieurs points de la ville sur les troupes impériales.

La nuit du 30 au 31 vit naître l'empire du prolétariat, qui heureusement ne devait durer que vingt-quatre heures. Les bandes rebelles parcouraient les rues, racolaient de vive force toutes les personnes en état ou non de porter les armes, menaçaient de mort celles qui refusaient de les suivre. Oubliant à la fois les droits sacrés du domicile et de l'hospitalité, elles enfonçaient les portes des maisons et obligeaient les étrangers aussi bien que les habitants à s'armer pour aller combattre sur les remparts : malheur alors aux récalcitrants ou à ceux que les insurgés trouvaient cachés dans les endroits les plus secrets de leur domicile ! ils étaient souvent massacrés.

Un concierge, blotti à l'extrémité supérieure d'une cheminée, fut tué d'un coup de fusil tiré d'en bas, perpendiculairement.

Un vieux soldat, qui avait survécu aux grandes guerres, fut tué d'un coup de pistolet pour avoir répondu aux insurgés qui voulaient l'entraîner aux barricades : « Si vous me forcez à reprendre le fusil que j'ai quitté depuis 1815, prenez garde, ma première balle sera pour l'un de vous. »

Une dame, arrivée récemment de la Lombardie et rencontrée portant dans la rue un chapeau jaune orné d'une voilette de dentelle noire, se vit exposée aux sévices d'une troupe d'étudiants ivres ; vainement elle se prévalut de son titre d'étrangère et supplia avec des larmes la pitié de ses insulteurs, elle dut subir publiquement le traitement ignoble que des mains paternelles ont seules le droit d'infliger aux enfants incorrigibles. Quelques jours plus tard, cette même dame, reconnue pour un des agents les plus actifs de Mazzini, fut chassée de Vienne après avoir reçu, des mains du parti contraire, le même traitement que ses amis politiques lui avaient fait subir.

Un prêtre français, de passage à Vienne, et refusant de travailler aux barricades, se vit également en butte à la brutalité des révolutionnaires. Sommé de prendre un fusil, il refusa, disant que, ministre d'un Dieu de paix, il ne souillerait jamais ses mains au contact d'un instrument de guerre; frappé d'un coup de sabre au front, il éleva ses mains au ciel et murmura une prière pour son meurtrier. Il dut son salut à l'intervention d'un étudiant en médecine.

Les femmes elles-mêmes n'étaient pas à l'abri de ces violences : une jeune dame, arrêtée dans la rue au moment où, tenant un enfant dans ses bras, elle fuyait le théâtre de la guerre, fut sommée de prendre un sabre et des pistolets; elle repoussa ces armes, disant avec une rare énergie : « Vous êtes des scélérats... vous me tuerez, mais vous ne me forcerez jamais à combattre contre l'Empereur, votre maître et le mien. » Cette courageuse dame, dont le nom mérite d'être cité, Anne Weiss, aurait été mise en pièces sans l'intervention d'une blanchisseuse qui la sauva.

Malheureusement toutes les femmes de Vienne n'étaient pas animées des mêmes sentiments. Cette nuit-là, l'on vit un grand nombre de jeunes filles, l'épée nue à la main, monter la garde sur plusieurs points, entre autres, sur la place de l'Université.

A minuit, une cinquantaine d'hommes se réunirent dans une salle de la Aula pour aviser aux moyens de sauver la ville en détresse.

La vue d'uniformes divers de formes et de couleurs, le bruit d'un sabre heurtant par intervalles inégaux contre un fusil, indiquaient que ces hommes portaient des armes; un seul d'entre eux était vêtu d'un frac noir, il semblait être un des chefs les plus importants parmi les meneurs réunis à Vienne de tous les points de l'Europe révolutionnée. Le premier il prit la parole pour tracer en traits rapides et parfaitement accentués la véritable situation de la capitale. Selon lui, une résistance désespérée pouvait seule empêcher Vienne de retomber au pouvoir des satellites de l'absolutisme et de la tyrannie; mais la résistance, comme il la comprenait et la voulait, pouvait être la ruine de la ville.

Les avis engagés sur cette question furent partagés. Les Viennois qui formaient la minorité de cette assemblée nocturne repoussèrent avec énergie une proposition qui devait assimiler leur belle patrie au sort de Troie ou de Carthage. Ils ne condamnèrent point la résistance, mais ils la voulaient dans les limites du possible, c'est-à-dire dans les limites de l'honneur et de la raison. « La révolution ne sera pas moins vaincue, dit l'un d'eux, soit que la bannière impériale flotte au sommet, soit qu'elle soit plantée sur les débris de la tour de Saint-Étienne. »

Les autres, prenant la parole, firent observer que la prise des faubourgs avait mis la clef de la ville aux mains du prince de Windisch-Grætz ; que, dans l'intérêt même de la révolution, il importait de transiger. « Comment voulez-vous, disaient-ils, que nos maisons résistent aux bombes quand nos barricades de pierre ont cédé devant les boulets des impé-

riaux; nous avons perdu la première partie, attendons des jours meilleurs pour gagner la seconde. »

« — Attendre des jours meilleurs ! s'écria le premier orateur avec un geste de colère, céder à l'ennemi! Oh ! vous êtes de lâches et de vulgaires soldats indignes de vivre, indignes même de mourir pour la sainte cause de la liberté ! Vos moyens de résistance ont été brisés par le canon des Croates, dites-vous; eh bien ! puisque vos barricades de pierres sont insuffisantes pour arrêter la marche de vos ennemis, opposez-leur des barricades de bronze et d'argent. Windisch-Grætz, le mitrailleur de Prague, vous menace, au nom de l'Empereur, de la bombe et de l'incendie, de la corde et de la potence ! Eh bien ! secouez contre lui la poussière des empereurs et des tyrans qui pendant tant de siècles ont opprimé les peuples de l'Allemagne. Dans les caveaux funèbres de l'église des Capucins, vous trouverez les matériaux de barricades dignes de vous; il y a là quatre-vingt-treize tombes, quatre-vingt-treize! remarquez, citoyens, le beau chiffre ! ouvrez-les d'abord, jetez au vent les cendres des corps réduits en poussière, suspendez à la potence les cadavres qui peuvent supporter le nœud coulant de la corde, puis, avec les cercueils de bronze, d'argent et de plomb, élevez devant le palais impérial la plus belle barricade que la vengeance des peuples aura jamais dressée sous le soleil des révolutions. »

A cette proposition infâme, les cendres de Marie-Thérèse, de Charles VI, de Joseph II et du fils de l'empereur Napoléon durent tressaillir d'horreur dans leurs cercueils.

L'orateur reprit : « Pour compléter la vengeance du peuple, vous mettrez les capucins vivants à travers les interstices des cercueils; de cette manière, le froc servira de ciment à la pourpre, et ce ciment, arrosé du sang des révérends pères, sera mieux à l'épreuve des balles que du ciment romain. »

Jetons un voile sur cette scène horrible, et disons, pour l'honneur de l'humanité, que la majorité de cette réunion, composée d'hommes sans nom, recula devant la responsabilité

d'un crime sans exemple et sans antécédent dans l'histoire d'aucun peuple.

La veille, plusieurs étudiants groupés autour d'une table du café Français avaient fait une motion non moins atroce. L'un d'eux avait osé proposer la violation des tombes impériales; un autre, développant cette pensée monstrueuse, avait dit à haute voix : « Arrachons de son cercueil le cadavre de l'empereur François, et pendons-le à la statue de ce tyran élevée sur la place du Palais. » Puis, s'adressant au maître du café, M. Grünholz, qui avait répondu à cette proposition par un mouvement d'horreur: « Que pensez-vous de cela? lui dit-il.

— « Ce que doit en penser tout honnête homme, répondit celui-ci.

— « Que ce sera un acte de justice...

— « A votre point de vue...

— « Mais au vôtre?

— « Un acte d'infamie.

— « Vous êtes donc aussi, vous, un *jaune et noir?*

— « Je le suis, si par *jaune et noir* vous entendez un homme sincèrement dévoué à son pays et à son Empereur; je l'ai toujours été, je m'en fais gloire, et je ne cesserai de l'être...

— « Que lorsque tu seras pendu en compagnie du tyran François.

— « J'aimerais mieux mourir en cette compagnie que vivre en la vôtre, répliqua vivement le courageux Grünholz, » et il ajouta : « Malheur au premier d'entre vous qui m'offrira la corde! »

Confondus par cette vigoureuse réponse, les étudiants s'étaient retirés en proférant des menaces.

A une heure, une députation de la municipalité se rendit au camp du prince de Windisch-Grætz pour lui annoncer que la majorité des habitants, animée des meilleures intentions, était prête à se soumettre à toutes les conditions exigées, mais que le terrorisme exercé par le prolétariat déterminé à s'ensevelir sous les ruines de la ville la condamnait fatalement à l'impuissance.

Le prince Windisch-Græetz répondit que puisque la population honnête de Vienne ne se reconnaissait pas la force de secouer le joug du prolétariat, il appartenait au général en chef de l'armée impériale de recourir aux moyens nécessaires pour soumettre les rebelles. La députation finit par solliciter encore un délai dont elle espérait profiter pour désarmer les prolétaires, soit par la persuasion, soit à prix d'argent.

A huit heures du matin, lorsque tout semblait indiquer que les Magyars avaient été repoussés, les ouvriers recommencèrent le feu près de Lerchenfeld et de Waehring, mais les gardes nationaux, moins belliqueux que la veille, parcouraient les rues sans but et sans plan arrêté; les murs se couvraient d'affiches lues avec avidité, mais sans résultat. Dans l'une, le malheureux Messenhauser signait son arrêt de condamnation en déclarant accepter comme *alter ego* Fenner de Fenneberg et Redel pour *délibérer encore une fois avec eux sur la capitulation de la ville.*

Cette déclaration n'était-elle pas une protestation formelle contre la sainteté d'une promesse, contre le droit d'un fait accompli? Quelques heures plus tard, Messenhauser annonça que les Magyars, trahis par le sort des armes, étaient en pleine déroute, et que la défense de la ville ne devait plus compter sur leur intervention.

En effet, l'armée hongroise, sous le commandement en chef du général Moga, avait engagé la bataille par l'attaque simultanée des villages de Schewechat, Rannersdorf, Mannswörth et Kaiser-Ebersdorf. Sur l'ordre du prince Windisch-Græetz, le général Lichtenstein, se mettant à la tête de l'aile droite de la cavalerie, s'était porté à leur rencontre, tandis que le ban Jellachich, commandant le premier corps d'armée, avait jeté son infanterie sur la rive gauche du torrent de Schewechat pour la soustraire au feu de l'artillerie ennemie. Arrêtés dans leur mouvement par des obstacles imprévus, les trente-cinq escadrons du général de Lichtenstein éprouvèrent un moment d'hésitation; alors le chef d'état-major, général Zeisberg, prit à son tour l'offensive et s'avança avec le régiment de cui-

rassiers Walmoden, deux bataillons du régiment Khevenhüller, une batterie de 12 et une de 6; il plaça ses batteries si favorablement sur les hauteurs qui dominent le village de Schewechat, qu'après une courte mais vive canonnade, l'artillerie du centre ennemi éteignit son feu. Le moment était décisif; le général Kempen s'ébranle à son tour avec l'aile gauche et combine son mouvement avec la cavalerie du général Lichtenstein.

Le sol tremble sous la charge précipitée des cavaliers; l'air est déchiré par les détonations d'une nombreuse artillerie; les cuirassiers de Walmoden font des prodiges de valeur; le combat s'engage sur toute la ligne aux cris de : « Vive l'Empereur ! »

Les impériaux, enflammés du désir de venger sur les Hongrois, qui l'ont provoquée avec de l'or, la mort du général Latour, rivalisent de courage et d'intrépidité. Les Magyars, protégés par les avantages du terrain et par une formidable artillerie, résistent d'abord avec opiniâtreté; mais forcés de céder à l'élan irrésistible des Autrichiens, ils opèrent un mouvement de retraite qui bientôt se change en une véritable déroute. Kossuth, le premier, donne l'exemple de la fuite, en rejetant la honte de sa défaite sur l'inaction des Viennois prudemment retranchés derrière leurs barricades. Le sauve-qui-peut est général; les rebelles, poursuivis jusqu'à une heure du matin par la cavalerie du général Lichtenstein, arrivent dans le plus grand désordre au village de Schwadorf, surpris eux-mêmes d'avoir échappé à une destruction totale. Ils durent leur salut autant à la rapidité de leur fuite qu'aux ténèbres de la nuit.

Du champ de bataille même, Windisch-Græetz avait annoncé en ces termes à Messenhauser la défaite de l'armée magyare : « Un corps d'insurgés hongrois a osé pénétrer sur le territoire autrichien et s'avancer jusqu'à Schewechat : je l'ai attaqué et repoussé avec une partie de mes troupes réunies à celles du ban, après lui avoir fait éprouver une perte considérable. Quelques détachements sont à leur poursuite. Cet

avertissement a pour objet de tranquilliser les esprits bien intentionnés qui pourraient concevoir des craintes sur l'apparition de ce corps, et en même temps de prévenir les malveillants qui auraient cru trouver dans cette circonstance un aliment à leur projet et qui n'ont pas eu honte de rompre, de la manière la plus odieuse, l'arrangement déjà conclu. »

Cette proclamation manqua son but : loin de rassurer les esprits bien intentionnés, elle excita davantage encore la fureur des malveillants, car ils étaient les maîtres de la capitale. Le comité des étudiants avait perdu son prestige; la municipalité était sans autorité; le club central s'était une seconde fois éclipsé; la garde nationale avait de nouveau repris son habit civil; les membres de la constituante faisaient les morts; enfin, le prolétariat régnait en souverain absolu dans la plus complète anarchie.

A onze heures, le tocsin, sonnant malgré la défense du comité des étudiants à la tour de Saint-Étienne, donna le signal de la reprise des hostilités. Alors des aides de camp s'élancent sans ordre sur les remparts pour commander l'attaque. Le canon gronde sans intervalle sur plusieurs points à la fois; des feux de mousqueterie sont dirigés sur les maisons de Leopoldstadt occupées par les troupes impériales qui ne répondent pas. La canonnade, redoublant d'intensité dans l'après-midi, décide le prince de Windisch-Græetz à jeter de nouvelles troupes dans les faubourgs, et à établir des batteries au palais de Schwarzenberg, ainsi qu'aux écuries impériales. A trois heures, tous les faubourgs se trouvaient au pouvoir des impériaux, le feu des rebelles se tut, des drapeaux blancs furent arborés sur tous les bastions, et une députation de la municipalité, escortée par la garde du palais, se dirigea sur les glacis pour rendre solennellement les clefs de la ville; mais à peine était-elle arrivée près des troupes, qui de leur côté avaient fait un mouvement en avant, que les drapeaux blancs disparurent, et qu'une grêle de mitraille foudroya les bataillons du prince Windisch-Græetz. Deux fois en vingt-quatre heures, les insurgés, coupables de trahison,

s'étaient mis eux-mêmes hors la loi; la répression fut terrible. « Plus de ménagements, s'écria le maréchal; j'ai fait tout ce qui dépendait de moi humainement pour épargner la ville; que le sang versé retombe sur la tête des traîtres qui la trompent et l'égarent. » Alors les bombes, décrivant dans les airs leurs étincelantes paraboles, apprirent aux Viennois consternés qu'en temps de révolution les honnêtes gens qui, par leur faiblesse ou leur lâcheté semblent faire cause commune avec les ennemis de l'ordre et du droit, s'exposent volontairement aux conséquences d'une apparente complicité. Malgré l'éclat des grenades, le sifflement des fusées, les feux croisés de la mousqueterie, les rebelles conservèrent leurs positions jusqu'à cinq heures; mais alors, apercevant deux bataillons des régiments frontières s'élancer au pas de course pour s'établir sur une brèche ouverte à la porte du palais impérial, ils abandonnèrent leurs armes et s'enfuirent dans toutes les directions, après avoir massacré un garde national qui avait arboré un drapeau blanc.

A cinq heures et demie, une partie des troupes victorieuses pénétra dans la ville par la porte du palais impérial, à travers les sinistres clartés de nombreux incendies. Les flammes, enveloppant le palais d'une zone de feu, formaient une auréole au clocher des Augustins et s'élevaient ensuite en longues spirales. Le ciel de Vienne était rouge comme celui de Naples, lorsque la main de Dieu éclaire le Vésuve.

A huit heures, plusieurs autres bataillons firent leur entrée par la porte Carinthie; peu à peu les régiments se massèrent sur les places publiques, dans les principales artères, dans les grands centres, de sorte que le lendemain, au point du jour, toute la ville était militairement occupée.

C'était la fête de la Toussaint; la population religieuse, délivrée du joug révolutionnaire, se rendit dans les églises pour y rendre grâce à la Providence d'avoir mis un terme à la guerre et remercier les saints patrons de la ville de leur efficace intercession près de Dieu. Cette bonne population de Vienne, pieuse et croyante, ne doutait pas que Dieu n'eût

choisi la fête de saint Étienne afin d'accorder à la capitale de la monarchie le rameau d'olivier pour bouquet.

Dès que l'armée eut effectué son entrée, les portes de la ville, entourées de surveillance, furent aussitôt fermées, et le drapeau impérial, salué par le son des cloches et les salves de l'artillerie, fut solennellement arboré au sommet de la tour de Saint-Étienne, près de la croix, divin étendard du Rédempteur.

Pendant ce temps, les scènes les plus étranges se passaient dans l'intérieur de la ville, offrant à chaque pas des contrastes qui eussent été plaisants en des circonstances moins graves. Sur la place du Hof, les grenadiers, campés devant le palais du ministère de la guerre, brisaient en mille pièces le candélabre où le cadavre du malheureux comte Latour avait été exposé aux insultes des bourreaux et de leurs complices : de même, s'ils l'avaient pu, ils auraient fait disparaître du sol la partie qui avait servi de théâtre au crime. Le palais de l'Université, abandonné par les étudiants et les *invincibles* de la veille, représentait l'intérieur d'un marchand de bric-à-brac, ou, mieux encore, celui de la boutique d'un fripier bien achalandé; on ne voyait de toutes parts que des fusils jetés les uns sur les autres, des gibernes, des baïonnettes, des sabres entassés en monceau, des ceintures tricolores, des plumes avariées, des uniformes râpés, des feutres allemands, etc.

Ici, dans ces maisons, la peur faisait un auto-da-fé des feuilles ultra-révolutionnaires, des pamphlets ignobles, des caricatures immondes que la sympathie ou la curiosité avait collectionnés depuis les journées de mars; là, dans les boutiques des chirurgiens-perruquiers, les révolutionnaires portant au menton un brevet de patriotisme faisaient à la patrie le sacrifice de leurs barbes démocratiques; rajeunissant ainsi les traits de leur visage, ils croyaient échapper aux regards inquisiteurs de la police; ceux-ci, dont les lèvres imberbes n'étaient pas en rapport avec la maturité de leur cœur, et dont les formes sveltes se prêtaient à une transformation, se réfu-

giaient en des vêtements de femme; ceux-là cherchaient dans un habit religieux, naguère encore objet de leurs sarcasmes, un abri que leur refusait un uniforme accusateur. D'autres, peu scrupuleux sur le choix des moyens, trouvaient un asile dans les maisons noires des rues isolées, séjour privilégié de la débauche et de la honte : après s'être faits les soutiens de la révolution, ils devenaient, sans changer de métier, les souteneurs des filles publiques. D'autres enfin, recourant au suicide, n'échappaient à la justice humaine que pour comparaître, avec un nouveau crime de plus, devant la justice de Dieu.

Un des premiers soins du prince de Windisch-Græetz après le rétablissement de l'autorité légitime à Vienne, fut de publier la proclamation suivante :

« En faisant entrer dans la capitale les troupes sous mes ordres, je dois, en conformité de ma proclamation du 23 octobre, faire connaître les mesures dont je regarde la mise à exécution comme indispensable pour le rétablissement de l'ordre légal, profondément ébranlé. La ville s'était, à la vérité, soumise le 30 octobre; cependant elle a violé, par la plus honteuse trahison, les dispositions prises alors, de sorte que, sans égard à l'acte de soumission, je prends les dispositions suivantes :

« 1° La ville de Vienne, ses faubourgs et ses environs, jusqu'à une circonférence de deux milles, sont déclarés en état de siége; les autorités locales sont, pour la durée de cet état, soumises à l'autorité militaire, conformément à la disposition contenue dans le paragraphe 9.

« 2° La légion académique et la garde nationale sont dissoutes, mais cette dernière sous la réserve de sa réorganisation.

« 3° Si le désarmement général n'est pas encore terminé, le conseil communal devra le faire dans un délai de quarante-huit heures après la publication de cette proclamation. Après ces quarante-huit heures écoulées, la dernière sommation de livrer les armes sera publiée, et, douze heures après que celle-ci aura été affichée, il sera procédé à des perquisitions domi-

ciliaires : quiconque possédera des armes, quelles qu'elles soient, sera arrêté et traduit devant une commission militaire; sont exceptés de ce désarmement la garde de sûreté, la garde militaire de police, la garde des finances, qui demeurent en activité, et les fonctionnaires qui sont autorisés à porter, avec leur uniforme, des armes au côté.

« 4° Toutes les associations politiques sont dissoutes; les rassemblements de plus de dix personnes dans les rues ou sur les places publiques sont interdits; tous les cafés et cabarets de la ville seront fermés chaque soir à onze heures, ceux des faubourgs et de la banlieue à dix heures. Les contrevenants seront arrêtés et traduits devant une commission militaire.

« 5° La presse reste limitée provisoirement d'après l'article 4 de la proclamation du 23; l'impression, la vente et la publication de placards, gravures et de brochures, ne sont permises qu'après que l'autorité militaire y a consenti. Les transgressions de cette disposition subiront le traitement désigné dans l'article précédent.

« 6° La disposition contenue dans le paragraphe 3 de la proclamation du 23 octobre, et suivant laquelle tous les étrangers qui se trouvaient à Vienne, sans pouvoir légitimer le motif de leur présence, en seront expulsés, est étendue à tous les Autrichiens qui se trouvent à Vienne dans la même situation. L'autorité chargée de l'exécution de cette mesure se fera donner, par les propriétaires des maisons, le nom des personnes qui les habitent, et pourra ainsi se convaincre du nombre des individus qui se trouvent dans ce cas. Le propriétaire de maison qui tairait le nom d'un des habitants de sa maison, ou ne le ferait pas connaître dans le délai fixé par la police, serait arrêté et traduit devant une commission militaire.

« 7° Quiconque est convaincu : premièrement, d'avoir tenté d'amener les troupes impériales à l'infidélité;

« Deuxièmement : quiconque excite, par ses paroles ou par ses exemples, à la révolte ou obéit à de semblables invitations;

« Troisièmement : quiconque ne se retire pas, en cas de rassemblement, à la première sommation de la police;

« Quatrièmement : quiconque est pris les armes à la main dans un rassemblement est traduit devant une commission militaire.

« 8° Toutes les barricades de la ville et des faubourgs seront enlevées complétement par le conseil communal, et le pavé sera rétabli. Il est formé une commission mixte, sous la présidence du général Cordon, que j'ai, en même temps, nommé commandant de la ville : cette commission réglera toutes les affaires occasionnées par l'état de siége. Le gouvernement de la Basse-Autriche et les autorités de Vienne seront soumis aux ordres de cette commission. »

Le désarmement s'opéra sans difficultés.

L'heure de l'expiation avait sonné. La justice humaine, interrompue par la violation des principes sacrés du droit et de l'autorité légitime, allait reprendre son cours sous la protection des baïonnettes qui, cette fois encore, avaient sauvé la monarchie, l'Empire, la société peut-être! La tranquillité était rétablie, les boutiques commençaient à se rouvrir, la confiance à renaître. L'ordre régnait à la surface, mais bien des passions mauvaises grouillaient encore au fond de la situation. La révolution avait été vaincue, mais non anéantie; et ses principaux chefs n'avaient pas attendu l'heure de sa défaite pour se dérober à celle du châtiment. Cependant quelques-uns d'entre eux, Robert Blum, Jules Froebel, Alfred Becher, Herman Jenninek, entre autres, furent arrêtés et livrés aux tribunaux militaires. Wenceslas Messenhauser se constitua lui-même prisonnier quand il apprit le décret d'accusation lancé contre lui par le prince Windisch-Grætz.

Plusieurs chefs importants, Bem et Hauk furent de ce nombre, parvinrent à s'évader, malgré les commissions mixtes placées aux portes de la ville pour surveiller le passage des personnes suspectes.

L'évasion de quelques-uns d'entre eux fut accompagnée de circonstances bizarres et même dramatiques. L'intrépide Hauk

prit, dans un corbillard, la place d'un mort, pour traverser vivant la ville et les faubourgs encombrés de troupes qui toutes avaient son signalement; Bem s'échappa, dit-on, sous les habits d'un officier croate, et le docteur Schutte sous la livrée d'un laquais de bonne maison.

La première exécution militaire eut lieu le 9 novembre : ce fut Robert Blum qui commença le martyrologe révolutionnaire, qui si longtemps a fait les frais de la polémique allemande ultra-démocratique (1). La lecture de l'arrêt de la cour martiale qui prononçait contre lui la peine capitale lui fut faite dans sa prison, à six heures du matin; il l'entendit sans manifester la moindre émotion. « Je m'y attendais, dit-il, cette sentence n'a donc rien d'imprévu pour moi. » Cependant il implora, comme dernière grâce, qu'on lui accordât le temps nécessaire pour écrire à sa femme une lettre d'adieu : « Que mon sort ne te décourage pas, lui écrivit-il; élève nos enfants de manière qu'ils ne fassent pas honte à mon nom.... Maintenant je suis prêt, dit-il quand il eut terminé ces quelques lignes, partons. » Le cortége arriva à sept heures à la Brigittenau, lieu choisi pour l'exécution. Blum n'avait pas perdu un seul instant sa force de caractère : « Eh bien! mon ami, dit-il à l'un des cuirassiers de son escorte, me voici donc arrivé au dernier relais de mon voyage? » Alors, il manifesta le désir de ne pas avoir les yeux bandés; mais n'ayant pu obtenir cette faveur, il se les banda lui-même, puis il s'agenouilla pour ne plus se relever : trois balles l'étendirent roide mort.

Robert Blum, né en 1807, à Cologne, d'une famille pauvre, recueilli enfant par les bontés d'une tante, peu fortunée ellemême, entra dans la vie sous les tristes auspices de la misère. Tour à tour ouvrier, soldat, garçon de théâtre, régisseur d'une troupe de comédiens ambulants, journaliste folliculaire, il ne commença sa carrière politique qu'en 1844, à Leipzig.

(1) Nous avons sous les yeux la liste des jugements des commissions militaires : il y a eu, du 9 novembre 1848 au 31 mars 1849, cent quarante-cinq condamnations, dont vingt-trois capitales.

Rédacteur en chef d'un journal important, il se fit, à cette époque, l'un des plus zélés sectateurs du fameux abbé Ronge, l'apôtre du catholicisme allemand (Deutsch-Katholicismus). La chape dont le prêtre hérétique se revêtait, ainsi que l'abbé Châtel à Paris, n'était qu'un manteau révolutionnaire, fabriqué pour couvrir les manœuvres des sociétés secrètes. Robert Blum n'était pas sans talent; sa voix métallique, sentencieuse et lente, était par moment incisive comme un bruit d'acier. Son cœur appartenait à la nuance la plus colorée du parti démocratique allemand.

Quelques jours après la mort de Blum, le 16 novembre, Messenhauser entendit à six heures du matin la lecture du jugement qui le condamnait à la peine de mort; il craignait d'être pendu, aussi ne put-il s'empêcher de manifester un mouvement de joie en apprenant que la cour martiale lui accordait la mort du soldat. Dans cet instant suprême l'assurance d'être fusillé fut, pour l'ex-commandant en chef de la garde nationale, une véritable consolation. L'exécution devait avoir lieu à sept heures; Messenhauser demanda qu'elle fût remise à huit heures : « Je veux être prêt à paraître sans peur devant Dieu, dit-il au prêtre venu pour l'assister en ses derniers moments, comme je paraîtrai bientôt devant les grenadiers chargés de me fusiller. Triste destinée que la mienne, ajouta-t-il avec un sourire amer. Le 29 octobre, les prolétaires de Vienne voulaient me pendre comme traître, et voilà que les soldats de l'Empereur vont me fusiller aujourd'hui comme coupable de trahison! »

A sept heures et demie, Messenhauser, réconcilié avec celui qui possède seul le pouvoir des miséricordes absolues, donna lui-même le signal du départ. Une nombreuse escorte l'attendait à la porte de la prison; il se mit au milieu d'elle, et d'un pas ferme, le front haut, mais sans ostentation, il se rendit à pied dans les fossés de la ville près de Neuthoz. « C'est donc ici que nous devons nous quitter, » dit-il en serrant la main du prêtre qui lui montrait le ciel, tandis que les troupes formaient un carré; puis, après avoir reçu à

genoux la bénédiction que la religion donne aux agonisants, il embrassa avec effusion le crucifix, rejeta loin de lui sa casquette ainsi que son manteau, mit la main sur son cœur et, debout, il commanda lui-même le feu. . . . .

On se rappelle que l'ouverture de la diète constituante, prorogée et transférée à Kremsier, devait avoir lieu le 15 décembre; plusieurs raisons, dont la plus importante était la formation d'un ministère, firent ajourner la première séance au 22 novembre. Le nouveau cabinet fut constitué le 21, de la manière suivante :

Le prince Félix de Schwarzenberg, président du conseil, ministre des affaires étrangères;

Le comte François Stadion, ministre de l'intérieur et provisoirement de l'instruction publique;

Krauss, ministre des finances;

Le général major, baron Cordon, ministre de la guerre;

Alexandre Bach, ministre de la justice;

Chevalier de Bruck, ministre du commerce et des travaux publics;

Le chevalier Thienfeld, ministre de l'agriculture.

Le nom du personnage éminent placé à la tête de ce cabinet fut salué avec transport, non-seulement par l'Autriche monarchique, mais encore par tous les gouvernements qui songeaient enfin sérieusement à quitter les voies de la révolution. Digne rejeton d'une antique et princière famille d'Allemagne, le prince Félix de Schwarzenberg, né le 20 octobre 1800, à Krumau, en Bohême, a conduit de front et avec un succès égal la carrière diplomatique et la profession des armes. Soldat et diplomate, il ceignit l'épée en 1818 au régiment de cuirassiers Constantin; il débuta dans la carrière politique en 1824, à Saint-Pétersbourg. Aux qualités complexes qui faisaient de sa *personnalité* deux individualités bien distinctes, il dut bientôt un avancement rapide.

D'un pas égal, il franchit tous les échelons de la hiérarchie militaire, tous les degrés de la diplomatie, et dans chaque pas il trouva un nouveau grade, une dignité nouvelle; bien jeune

encore, sa poitrine disparaît sous un plastron de plaques et de croix. Dans une période de vingt-quatre années, représentant à l'étranger la majesté de l'empire autrichien, il parcourut avec des chances plus ou moins romanesques toutes les capitales de l'Europe. C'est ainsi qu'après avoir passé par Saint-Pétersbourg, Rio-Janeiro, Londres, Lisbonne, Madrid, Paris, Berlin, Turin, Parme et Naples, il arrive en 1848 sur les champs de bataille de l'Italie. Alors le roi Charles-Albert, entraîné plus encore par la révolution que par son génie ambitieux, venait de prononcer son fameux *Italia farà da se*. Le prince Schwarzenberg, lisant dans l'avenir, traduisit ainsi cette pensée orgueilleuse : *l'Italie se perdra d'elle-même*. Dès lors, commandant une brigade sous les ordres du maréchal comte Nugent, il fournit, comme soldat, les preuves d'énergie que, sur un autre terrain, il avait données comme diplomate. A la tête des troupes, toujours sur le premier plan, dans la direction des boulets, il se fit remarquer par son brillant courage. Quoique blessé, il voulut combattre à Custozza, et prendre ainsi sa part de la victoire mémorable qui termina la première campagne de l'Italie. D'une fermeté de caractère égale à son courage personnel, le prince de Schwarzenberg joignait à de hautes connaissances politiques et militaires un coup d'œil sûr, réfléchi, quoique rapide, une rare intelligence et de profondes conceptions. Sous d'apparents dehors de froideur, il possédait un cœur de feu. Causeur aimable et entraînant, il séduisait par les grâces de son esprit et captivait par l'esprit de son cœur. Doué d'une facilité énorme en toutes choses, il menait également de front, sans jamais sacrifier les unes aux autres, les affaires et les plaisirs, les secrets de la politique et les mystères du sentiment; ardent, impétueux, oubliant, dans la fougue des passions, qu'un demi-siècle venait de sonner pour lui, opposant à la froide raison de l'âge mûr la verdeur d'une âme de vingt-cinq ans, il possédait au suprême degré les défauts qui, dans tous les temps, chez tous les peuples, ont accompagné les natures supérieures et fait ombre aux qualités des plus grands hommes. Quoi qu'il en

[illegible] Schwarzenberg devait donner à l'Autriche [illegible] sortant du chaos révolutionnaire, lui ren[illegible] le repos, la paix et la prospérité, son rang [illegible] parmi les nations.

[illegible] la mission de ce ministère, composé [illegible] d'énergie, était difficile, car tout [illegible] et le problème de l'avenir était [illegible] d'une importance énorme [illegible] la situation.

[illegible] heures du matin, tous les membres [illegible] se réunirent dans la salle du couron[illegible] où se trouvaient déjà le prince de W[illegible] Jellachich, le grand maître de l'ar[illegible] les ministres et le conseiller de [illegible] Hübner, remplissant les fonctions de secré[illegible]

[illegible] l'Empereur et l'impératrice précédés [illegible] général, le prince Lobkowitz, et [illegible] landgrave de Furstenberg; l'impéra[illegible] landgrave de Furstenberg, entrè[illegible] place sur les siéges qui leur [illegible] engagé les membres de la [illegible] l'Empereur annonça à l'assem[illegible] supérieur l'avaient décidé à [illegible] d'abdiquer la couronne [illegible] l'archiduc François-Joseph [illegible] puisque les mêmes raisons avaient [illegible] l'archiduc François-Charles, de [illegible] sur la tête de son fils déclaré [illegible]

[illegible] solennelle, l'empereur Fer[illegible] président du conseil des ministres [illegible] abdication et de la renonciation de [illegible] François-Charles. Après la lecture de ces actes, [illegible] l'Empereur, l'archiduc François et le prince Schwarzenberg, Ferdinand salua l'archiduc François-

Joseph comme son successeur et le proclama empereur et roi sous le titre de : François-Joseph Ier. Alors le nouveau souverain se mit aux genoux de l'Empereur et de l'archiduc François pour recevoir leur bénédiction. Ensuite tous les membres de la famille impériale prêtèrent foi et hommage au jeune prince appelé, en des circonstances si critiques, à régner sur le trône de l'empire d'Autriche. L'empereur Ferdinand et l'impératrice quittèrent Olmütz le même jour pour aller se fixer définitivement à Prague. Ferdinand fit connaître à ses peuples son abdication par un manifeste qui, tout en rappelant que le bonheur de ses sujets avait été la pensée incessante de son règne, reconnaissait que des forces plus jeunes que les siennes devaient être appliquées aux difficultés des temps.

Depuis ce jour, une ère nouvelle a commencé pour l'Autriche; l'illustre prince, dont le premier sceptre fut un glaive de combat, le premier trône un affût de canon et le premier palais une tente de bivac, François-Joseph s'est montré constamment, par son intelligence, par son courage, par son énergie, à la hauteur de la mission souveraine que la Providence lui a confiée pour la gloire de son empire et pour le bonheur de ses peuples.

Dès le début de son règne, l'Autriche, naguère écrasée par la guerre civile, par la guerre étrangère et par la révolution, s'est relevée plus radieuse et plus puissante que jamais.

L'aigle impériale, froissée un instant par la tempête, a de nouveau déployé fièrement son aile pour planer sur les espaces qui lui appartiennent par la force du droit, et qu'elle saurait défendre au besoin par le droit de la force. D'un regard assuré, elle regarde le passé pour y trouver un enseignement, le présent pour lui donner un souvenir heureux, et l'avenir pour attendre la prospérité sans égale que lui promet le sceptre de son illustre empereur.

FIN.

RÉCAPITULATION.

CE QU'ILS ONT DIT ET CE QU'ILS ONT FAIT.

Sur les barricades fumantes des principales capitales de l'Europe, les révolutionnaires, surpris eux-mêmes de leur incroyable victoire, ont écrit, sur leurs drapeaux républicains, cette devise empruntée au divin code du Christ : *Liberté, égalité, fraternité.* Ils ont dit : La liberté pour tous : et qu'ont-ils fait? Ils ont imposé la licence. Ils ont dit : L'égalité sera désormais une vérité : et qu'ont-ils fait? Ils ont passé le sinistre niveau de la misère sur leurs malheureuses patries. Ils ont dit : La fraternité, apportée sur la terre par l'homme-Dieu, fera le tour du monde : et qu'ont-ils fait? Ils ont propagé les haines de Caïn, répandant à travers l'Europe leurs émissaires, aussi dépourvus de sagesse et de prudence que pleins de colère et de nullité.

Ils ont promis aide et secours au travailleur; et qu'ont-ils fait? Ils ont désorganisé le travail, ils ont ruiné le maître aussi bien que le manœuvre, ils ont créé des ateliers nationaux qui, sous leurs mains fatales, se sont transformés en ateliers de paresse, de débauche ou en dépôts de mendicité. Ils ont dit : L'homme ne sera plus exploité par l'homme, et qu'ont-ils fait? Ils ont exploité la société entière, pour en faire un marchepied à leurs intérêts et à leur ambition.

Ils ont dit : Plus de faveurs, plus de priviléges, plus de népotisme, plus d'agiotage, plus de cumuls, plus d'intérêts pri-

vés; le règne de l'incapacité et du favoritisme s'est pour toujours écroulé sous les débris de la monarchie; et qu'ont-ils fait? Ils ont livré à l'ostracisme les hommes d'intelligence, d'expérience et de savoir; ils ont enrayé les rouages politiques qui faisaient mouvoir le char des États; ils ont décrété l'ingratitude et méconnu les services rendus, puis ils se sont rués comme des vautours affamés sur les places et les honneurs; ils se sont partagé les emplois et les gros appointements, les châteaux et les palais, les voitures et les chevaux, le vin même des caves royales.

Ils ont dit : Respect à la religion, à la propriété et à la famille : et qu'ont-ils fait? Ils ont laissé attaquer, conspuer, insulter, profaner les uns et les autres; ils ont donné le baiser fraternel à des hommes qui, le blasphème aux lèvres, ont osé dire à l'Europe : Dieu, c'est le mal; la famille, c'est l'égoïsme; la propriété, c'est le vol.

Ils ont dit : Nous aurons désormais un gouvernement fort, glorieux et à bon marché : et qu'ont-ils fait? Ils ont maculé le drapeau de la patrie, ils ont rayé et dissous les armées régulières pour enrégimenter des lansquenets de bagne et de carrefour; ils ont écrasé les contribuables d'impositions; ils ont sucé jusqu'au sang les mamelles de leur pays; ils ont desséché ses artères jusqu'à la phthisie; ils ont vidé les caves de la banque, les caisses du trésor, étouffé le crédit à coups d'émeutes; ils ont conduit rapidement l'Europe sur la pente de la banqueroute.

Lorsque les capitales, réveillées en sursaut sur les abîmes de la révolution, réclamaient l'ordre et la confiance, ils ont laissé parader dans les rues et trôner sur les places publiques l'insurrection à l'œil hagard, à la voix avinée, aux bras nus, aux cris farouches; ils n'ont rien fait pour l'écarter de la boutique du marchand; ils n'ont rien fait pour empêcher la boutique du marchand de fermer sa porte devant la ruine et le désespoir.

Ils ont tout détruit, tout bouleversé, tout nivelé, tout remis en question, et tant qu'ils ont pesé comme le rocher de Sisyphe

sur les destinées de leur pays, ils ont fatalement parodié le psaume des prophètes saints, en abaissant la montagne des intelligences au terre-à-terre de leur orgueilleuse nullité.

Le jour où les révolutionnaires de Paris, capitale de l'exemple et de l'entraînement, ont donné l'impulsion, en ramassant le pouvoir tombé dans le sang du boulevard des Capucines, à la lueur des torches qui éclairaient la promenade des cadavres assassinés, ce jour-là, les révolutionnaires européens ont été frappés d'impuissance et de stérilité, et depuis ils n'ont pas eu une seule idée généreuse; ils n'ont pas commis une seule bonne action; ils n'ont pas produit un seul acte utile; ils n'ont rien inventé, rien trouvé, rien créé; ils ont marché de tâtonnements en tâtonnements, d'essais en essais, d'avortements en avortements, de défaillances en hontes, de fautes en crimes. Vainement ils se sont appuyés sur la plume de leurs rhéteurs et sur le poignard de leurs assassins; vainement ils ont fait appel aux plus mauvaises passions du cœur humain; ils ont régné dans le ridicule et sont tombés devant les sifflets de l'histoire...; ils sont morts; paix et pardon aux trépassés!

D'après ce qu'ils ont dit et ce qu'ils ont fait, d'après ce qu'ils voulaient faire et ce qu'ils auraient fait, si Dieu, dans sa miséricorde, ne s'était levé devant leurs monstrueux desseins, les peuples finiront-ils par ouvrir les yeux à la lumière? finiront-ils par comprendre que le salut, pour eux, se trouve dans *l'union réciproque des droits* et des devoirs qui les lie à l'hérédité légitime et paternelle de leurs princes? finiront-ils, enfin, par repousser les conseils insensés et les séductions perfides des hommes qui, depuis trop longtemps, les trompent et les égarent?

Dieu le veuille!

TABLE DES SOMMAIRES.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

CHAPITRE XIV.

CHAPITRE XV.

CHAPITRE XVI.

IMPRIMERIE DE H. GOEMAERE, A BRUXELLES.